RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL -

Séance du 27 septembre 2021

www.nievre.fr

NIÈVRE le département

Direction de l'Administration Générale et des Achats
Service Juridique - Assemblées

REUNION de la SESSION DEPARTEMENTALE

SEANCE DU LUNDI 27 SEPTEMBRE 2021

°°°

Le lundi 27 septembre 2021 à 9 H 40, les membres du Conseil départemental se sont réunis à l'Hôtel du Département à NEVERS sous la présidence de Monsieur Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental.

Etaient présents :
Mesdames AUGENDRE Maryse, BARAO Laurence, BERNARD Séverine, BÉZÉ Stéphanie, BOUCHARD Corinne, CAMAIN Anouck, CHENE Anne-Marie, DARDANT Michèle, DELAPORTE Blandine, DE MAURAIGE Pascale, DE RIBEROLLES Marie-France, DESABRE Eliane, GUÉRIN Jocelyne, GUYOT Justine, JULIEN Joëlle et KHOURI Véronique.

Messieurs BARBIER Daniel, BONDEUX Patrick, DENIAUX Christophe, FALLET Jean-Paul, GAUTHIER Jean-Luc, GUYOT Thierry, JOLY Patrice, LÉCHER Lionel, MALUS Jérôme, MICHOT Franck, MULOT Michel, ROY Frédéric, SÉJEAU Wilfried, SUET Michel et VERRON David.

Etaient excusés :
Madame GAUDIN Martine, Monsieur HERTELOUP Alain.

Pouvoirs :
Mme GAUDIN Martine a donné pouvoir à M. SÉJEAU Wilfried
M. HERTELOUP Alain a donné pouvoir à Mme DELAPORTE Blandine

°°°

La séance est close le 27 septembre 2021, à 13 H 00

Nevers, le 27 septembre 2021

Pour le Président du Conseil départemental,
La Cheffe du Service Juridique,

Vanessa CARRETO

REUNION du CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du 27/09/21

-:-:-:-:-

TABLE DES MATIERES

	N° du rapport
FONCTION 1 Axe 1 Construire l'avenir économique de la Nièvre, créateur d'emploi	
SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE RAPPORT 2020 DES ADMINISTRATEURS DESIGNES PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL	1
PARTICIPATION DE LA SEM NIEVRE AMENAGEMENT DANS LA SAS FONCIERE COEURS DE NIEVRE	2
FSE 2014-2020 APPELS A PROJETS FONDS SOCIAL EUROPÉEN 2021	3
SOUTIEN AUX STRUCTURES FAVORISANT LA MOBILITÉ 2021 - Partenariat avec les PEP BFC et la Mission Locale Nivernais Morvan	4
REPORTE	5
FONCTION 2 Axe 2 Construire l'avenir et le bien-vivre des Nivernais	
DOTATION DE FONCTIONNEMENT DES COLLEGES - TARIFS DES SERVICES DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT 2022.	6
FONCTION 3 Axe 3 Innover et expérimenter pour plus de solidarité	
CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE FINANCEMENT DE L'ERGOTHÈQUE PORTÉ PAR MERCI JULIE	7
FONCTION 4 Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie	
ASSOCIATION DU DÉPARTEMENT AU RENOUVELLEMENT DU LABEL GRAND SITE DE FRANCE "BIBRACTE - MORVAN DES SOMMETS"	8
CONTRAT CADRE DE PARTENARIAT 2018-2020 NIVERNAIS BOURBONNAIS - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES - AVENANT N°2 À LA CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION DU 28 JANVIER 2019	9

RÈGLEMENT D'INTERVENTION RÉEMPLOI DEEE (DBE) 10

COMPTE-RENDU N°2 D'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL AU PRÉSIDENT POUR L'OCTROI DES SUBVENTIONS AUX MÉNAGES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL (PIG) ET COMPLEMENTS A LA DELIBERATION DU 1er JUILLET 2021 RELATIVE AUX DELEGATIONS DE L'ASSEMBLE DEPARTEMENTALE A MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL EN MATIERE D'HABITAT 11

RÈGLEMENT D'INTERVENTION "FABLAB - RÉSEAU NIÈVRE" 12

AVENANT PORTANT RECONDUCTION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A LA COORDINATION DEPARTEMENTALE DU RESEAU DES FRANCE SERVICES DE LA NIEVRE 13

MODIFICATION DU REGLEMENT RELATIF AUX SUBVENTIONS AMENDES DE POLICE 14

POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES 15

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE 16

MODIFICATION DES DESIGNATIONS DES REPRESENTANTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DANS DIVERS ORGANISMES 17

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 1

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : M. Daniel BARBIER

DELIBERATION

OBJET : SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE RAPPORT 2020 DES ADMINISTRATEURS DESIGNES PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

Axe 1 Construire l'avenir économique de la Nièvre, créateur d'emploi - Fonction 0-Services généraux - Politique finances

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **1** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux,
VU l'avis de la commission Finances et Moyens Généraux,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE :

- **D'APPROUVER** les comptes annuels 2020 des sociétés d'économie mixte suivantes dans lesquelles le Conseil départemental est actionnaire :
  - La Société Anonyme d'Economie Mixte Sportive (SAEMS) du Circuit de Nevers Magny-Cours ;
  - La Société Anonyme d'Economie Mixte d'Aménagement de la Nièvre (SAEMAN), Nièvre Aménagement ;
  - La SEM patrimoniale de la Nièvre.

- **DE DONNER QUITUS** entier et sans réserve aux représentants du Conseil départemental au sein des conseils d'administration des structures susvisées pour leur gestion.

PREND ACTE

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

KPMG

SAEMS Circuit de Nevers Magny Cours

Comptes annuels



0 / 4

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

KPMG

Bilan actif

SAEMS Circuit de Nevers Magny Cours

Actif			Exercice au 31/12/2020			Exercice précédent
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au 31/12/2019
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	45 395	30 973	14 421	15 822
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	45 395	30 973	14 421	15 822
	Immobilisations corporelles	Terrains	212 352	138 664	73 688	114 869
		Constructions	43 115	40 751	2 363	2 365
		Inst. techniques, mat. out. industriels	318 979	280 006	38 973	41 320
		Autres immobilisations corporelles	1 318 455	1 031 528	286 927	305 298
		Immobilisations en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	1 892 902	1 490 949	401 952	463 854
	Immobilisations financières(2)	Participations évaluées par équivalence				
		Autres participations	20 400		20 400	20 400
		Créances rattachées à des participations				
		Titres immob. de l'activité de portefeuille				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres immobilisations financières	1 710		1 710	1 710
		TOTAL	22 110		22 110	22 110
		Total de l'actif immobilisé	1 960 408	1 521 923	438 485	501 787
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements				
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises	32 047		32 047	39 274
		TOTAL	32 047		32 047	39 274
	Avances et acomptes versés sur commandes		3 381		3 381	
	Créances(3)	Clients et comptes rattachés	1 309 292	108 082	1 201 209	803 832
		Autres créances	832 545	46 242	786 303	327 555
		Capital souscrit et appelé, non versé				
		TOTAL	2 141 838	154 324	1 987 513	1 131 387
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		(dont actions propres :)				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	2 607 203		2 607 203	3 034 839
		TOTAL	2 607 203		2 607 203	3 034 839
Charges constatées d'avance			49 713		49 713	86 875
		Total de l'actif circulant	4 834 184	154 324	4 679 859	4 292 376
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des emprunts Écarts de conversion actif						
		TOTAL DE L'ACTIF	6 794 592	1 676 248	5 118 344	4 794 163
Renvois : (1) Dont droit au bail (2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont créances à plus d'un an (brut)						1 710

Clause de réserve de propriété	Immobilisations	Stocks	Créances clients

Edité à partir de Loop V4.21.5

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

KPMG

Bilan passif

SAEMS Circuit de Nevers Magny Cours

Passif		Au 31/12/2020	Exercice précédent
Capitaux propres	Capital (dont versé : 1 587 825)	1 587 825	1 587 825
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale	105 308	103 949
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées	490	490
	Autres réserves	899 640	873 836
	Report à nouveau		
	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	-251 537	27 161
	Situation nette avant répartition	**2 341 726**	**2 593 263**
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total	**2 341 726**	**2 593 263**
Aut. fonds propres	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total		
Provisions	Provisions pour risques	15 453	
	Provisions pour charges		
	Total	**15 453**	
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	147 806	126 792
	Emprunts et dettes financières divers (3)	4 660	4 660
	Total	**152 466**	**131 452**
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)	336 908	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 564 448	1 351 790
	Dettes fiscales et sociales	601 720	632 721
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	100 342	81 419
	Instruments de trésorerie		
	Total	**2 266 511**	**2 065 931**
	Produits constatés d'avance	5 278	3 515
	Total des dettes et des produits constatés d'avance	**2 761 165**	**2 200 900**
	Écarts de conversion passif		
	TOTAL DU PASSIF	**5 118 344**	**4 794 163**
	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier		20 187
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	86 140	57 834
	à moins d'un an	2 338 115	2 143 065
	Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(3) dont emprunts participatifs		

Edité à partir de Loop Vaud

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

KPMG

Compte de résultat

SAEMS Circuit de Nevers Magny Cours

Périodes 01/01/2019 31/12/2019 Durées 12 mois
01/01/2020 31/12/2020 12 mois

		France	Exportation	Total	Exercice précédent
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises	434 683		434 683	636 252
	Production vendue : - Biens				
	- Services	3 037 437		3 037 437	6 455 851
	Chiffre d'affaires net	3 472 121		3 472 121	7 092 104
	Production stockée				
	production immobilisée			13 800	
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			469 561	251 333
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			512 117	188 269
	Autres produits			58	63
	Total			4 467 659	7 531 770
Charges d'exploitation (2)	Marchandises | Achats			71 430	151 638
	Variation de stocks			7 227	13 208
	Matières premières et autres approvisionnements | Achats			5 236	2 990
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (3)			2 616 381	4 803 076
	Impôts, taxes et versements assimilés			110 629	154 820
	Salaires et traitements			1 217 589	1 391 517
	Charges sociales			209 597	614 414
	Dotations d'exploitation • sur immobilisations | amortissements			213 587	205 115
	provisions				
	• sur actif circulant			53 225	102 696
	• pour risques et charges				
	Autres charges			226 653	168 707
	Total			4 731 558	7 608 186
	Résultat d'exploitation A			-263 899	-76 416
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée B				92 483
	Perte supportée ou bénéfice transféré C				
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			6 335	6 487
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			6 335	6 487
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			562	932
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			562	932
	Résultat financier D			5 773	5 554
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D) E			-258 125	21 621

Edité à partir de Loop V4.21.5

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

KPMG

Compte de résultat

SAEMS Circuit de Nevers Magny Cours

Périodes 01/01/2019 31/12/2019 Durées 12 mois
01/01/2020 31/12/2020 12 mois

			Total	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		10 684	16 201
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		19 500	208
	Reprises sur provisions et transferts de charge			
		Total	30 184	16 410
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		6 790	10 869
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		516	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		16 289	
		Total	23 596	10 869
	Résultat exceptionnel	F	6 587	5 540
Participation des salariés aux résultats		G		
Impôt sur les bénéfices		H		
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)			-251 537	27 161

Renvois

(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier	5 816	33 429
	- redevances de crédit-bail immobilier		
(4) Dont produits concernant les entités liées			
(5) Dont intérêts concernant les entités liées			

Edité à partir de Loop V4.21.5

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

KPMG Entreprises
Bureau de Nevers
72 rue de Marzy
CS 60047
58027 NEVERS CEDEX
France

Téléphone : +33 (0)3 86 71 64 00
Télécopie : +33 (0)3 86 59 30 38
Site internet : www.kpmg.fr

SAEMS Circuit de Nevers Magny Cours

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le

31/12/2020
Montants exprimés en EUR

Ce rapport contient 14 pages

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Table des matières

1	Faits majeurs	1
1.1	Evènements principaux de l'exercice	1
1.2	Principes, règles et méthodes comptables	1
1.3	Evénements postérieurs à la clôture	1
2	Informations relatives au bilan	2
2.1	Actif	2
2.1.1	Tableau des immobilisations	2
2.1.2	Tableau des amortissements	2
2.1.3	Immobilisations incorporelles	2
2.1.4	Immobilisations corporelles	2
2.1.5	Immobilisations financières	4
2.1.6	Stocks	6
2.1.7	Créances	6
2.1.8	Dépréciation sur créances	6
2.1.9	Dépréciation client	7
2.1.10	Produits et charges exceptionnels	7
2.1.11	Engagement de retraite	7
2.2	Passif	7
2.2.1	Capital	7
2.2.2	Dettes financières	8
2.2.3	Autres dettes	8
2.2.4	Litiges	9
3	Autres informations	10
3.1	Honoraires des commissaires aux comptes	10
3.2	Transferts de charges d'exploitation et financières	10
3.3	Effectif moyen	11
3.4	Engagements de retraite	11
3.5	Litiges	11
3.6	Tableau des cinq derniers exercices	12

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

1 Faits majeurs

1.1 Evènements principaux de l'exercice

Le fait significatif survenu au cours de l'exercice est :

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté l'activité économique et commerciale de la société à partir de la mi-mars 2020.

La société a mis immédiatement en œuvre les dispositifs de protection des collaborateurs préconisés et actionné les mesures de soutien mis en place par le gouvernement. Elle a également travaillé à réduire ses charges fixes.

Au vu de la situation et des mesures prises nous considérons que la valeur des actifs à la clôture de l'exercice 2020, n'est pas affectée.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Nature et impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture, non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats :

A ce stade il est impossible de chiffrer l'impact que cette épidémie aura sur les comptes de 2021, mais il est probable qu'elle conduira à une baisse des revenus de la société. Nous ne pensons pas en revanche que nos actifs et la continuité de notre exploitation soient affectés.

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Tableau 2054, voir Annexe 1.

2.1.2 Tableau des amortissements

Tableau 2055, voir Annexe 2.

2.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.3.1 Amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 4 ans

2.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

2.1.4.1 Amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 20 ans
Matériel et outillage	Linéaire et dégressif	5 à 10 ans
Installations générales des bâtiments	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire et dégressif	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

2.1.4.2 Crédit-bail

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine			31 200		31 200
Amortissements :					
• Cumuls exercices antérieurs					
• Dotation de l'exercice			5 234		5 234
Total			5 234		5 234
Redevances payées :					
• Cumuls exercices antérieurs					
• Exercices			5 816		5 816
Total			5 816		5 816
Redevances restant à payer :					
• A 1 an au plus			5 732		5 732
• A plus d'1 an et 5 ans au plus			12 419		12 419
• A plus de 5 ans					
Total			18 151		18 151
Valeur résiduelle :					
• A 1 an au plus					
• A plus d'1 an et 5 ans au plus			3 120		3 120
• A plus de 5 ans					
Total			3 120		3 120
Montant pris en charge dans l'exercice			5 816		5 816

2.1.5 Immobilisations financières

2.1.5.1 Titres de filiales et participations

La prise de participation à hauteur de 51 % dans LSP by Nevers Magny-Cours pour un montant de 20 400 €.

Au 31 décembre 2020, la créance client sur LSP by Nevers Magny Cours s'élève à 162 993 €.

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue *(en %)*	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
Filiales et participations **A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus** *1. Filiale (à détailler) (+50 % du capital détenu par la société)*	40 000		51	20 400	20 400	0	0	*(1)*	0		
2. Participations (à détailler) (10 à 50 % du capital détenu par la société)											

1) Non connu au moment de la clôture de nos comptes

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

2.1.6 Stocks

2.1.6.1 Etat des stocks

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stock boutique	3 420	/	3 420
Stock carburants	26 299	/	26 299
Stock pièces détachées	2 024	/	2 024
Stock bar	304	/	304
Total	32 047	/	32 047

2.1.6.2 Stocks de produits achetés

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douanes et les autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transports, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

2.1.7 Créances

Tableau 2057 – voir Annexe 3.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.1.8 Dépréciation sur créances

	Dépréciation au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciation à la fin de l'exercice
Dépréciation sur créances		46 242		46 242

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

2.1.9 Dépréciation client

	Dépréciation au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciation à la fin de l'exercice
Clients	327 280	6 983	226 181	108 082

2.1.10 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

2.1.11 Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise ne prévoit pas les indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ en retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et l'hypothèse d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation: 2 %

Taux de croissance des salaires : 1 %

Age de départ à la retraite : 62 ans

Taux de rotation du personnel : 1 %

Table de taux de mortalité : 2015-2017

2.2 Passif

2.2.1 Capital

2.2.1.1 Mouvements de l'exercice

Le capital est composé de 529 275 actions de 3 euros de valeur nominale, soit 1 587 825 €. Il n'y a pas eu de changement au cours de l'exercice.

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

2.2.2 Dettes financières

2.2.2.1 Classement par échéance

Tableau 2057 – voir Annexe 3.

2.2.3 Autres dettes

2.2.3.1 Classement par échéance

Tableau 2057 – voir Annexe 3.

2.2.3.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Factures non parvenues	972 302.32
Intérêts courus/emprunts	17.64
Banque intérêts courus	79.50
Congés à payer	145 855.84
Charges de personnel à payer	24 357.50
Charges sociales à payer	68 490.79
Etat charges à payer	91 987.12
Avoir à établir	62 056.60
Total	1 365 147.31

2.2.3.3 Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Charges d'avance	49 713		
Total	49 713		

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Produits constatés d'avances	Produits d'exploitation	Produits financières	Produits exceptionnelles
Produits d'avance	5 278		
Total	5 278		

2.2.4 Litiges

Dans un litige avec un salarié, suite à une décision de la Cour d'appel en date du 26 février 2021, la société a été amenée à décaisser 15 453 €. Cette somme a été provisionnée dans les comptes clos au 31 décembre 2020.

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

3 Autres informations

3.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires versés aux commissaires aux comptes :

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	10 930	
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal		
Honoraires totaux	10 930	

3.2 Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financière
7910000 – Transferts de charges (principalement remboursement sinistre)	7 896	
Aide activité partielle	278 040	
Total	285 936	

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

3.3 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	8	
Agents de maîtrise et Techniciens	1	
Employés	23	
Ouvriers		
Total	32	

3.4 Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilés : 41 595 €.

Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

3.5 Litiges

Litige HVM Racing

Le Circuit a co-organisé avec la société HVM Racing SARL le Grand Prix de France historique. A cette fin, une Société En Participation a été créée. La convention prévoyait le partage des résultats des opérations entre les deux co-organisateurs. Le calcul du résultat établi par le service comptabilité du Circuit fait apparaitre pour cette manifestation une perte de 121 250 €. En fonction des sommes décaissées et encaissées par les deux parties, la société HVM Racing reste devoir au Circuit la somme de 92 483.18 €. Suite aux différentes relances faites par le Circuit, la société HVM Racing conteste les comptes établis par le Circuit et estime que la SAEMS lui doit 78 042.43 €.

La créance inscrite au bilan s'élève à 92 483 €, elle a été provisionnée à hauteur de 50 % soit 46 242 €.

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

3.6 Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	1 587 825,00	1 587 825,00	1 587 825,00	1 587 825,00	1 587 825,00
Nombre d'actions ordinaires	529 275,00	529 275,00	529 275,00	529 275,00	529 275,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaire (H.T.)	6 617 547,83	6 932 484,68	7 102 105,87	7 092 104,13	3 472 121,00
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	-19 586,10	151 135,43	437 946,87	168 703,00	31 564,00
Impôts sur les bénéfices	-1 067,00	-1 600,00	-133,00	0,00	0,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-146 909,65	-79 302,37	152 832,66	27 161,00	-251 537,00
Résultat distribué				75 000,00	
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	-0,04	0,28	0,83	0,32	0,06
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-0,28	-0,15	0,29	0,05	-0,48
Dividende distribué				0,14	0,00
Personnel					
Effectif salariés	38,00	38,00	38,00	36,00	32,00
Montant de la masse salariale	1 479 319,43	1 387 993,52	1 399 264,43	1 391 517,62	1 217 589,55
Montant des sommes versées en avantages sociaux	666 590,31	611 513,17	621 997,65	614 414,83	209 597,00

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DU CIRCUIT DE NEVERS-MAGNY-COURS

Rapport annuel du mandataire de la collectivité administrateur de la SAEMS CNMC
Exercice 2020

FICHE SIGNALETIQUE	
Sigle :	SAEMS CNMC
Forme juridique :	Société anonyme d'économie mixte au capital de 1 587 825 € à directoire
Date de création :	11/04/1997
Secteur d'activité :	Activités Sportives
Siège social :	Technopole, 58470 MAGNY-COURS
Objet social :	Gestion et animation d'activités sportives donnant lieu à l'organisation, sur le circuit de Nevers-Magny-Cours, de manifestations et compétitions de sports mécaniques. Promotion des sports mécaniques . Formation des sportifs. Loisirs
Nom des administrateurs de la collectivité	Jean-Louis BALLERET Pierre BISSCHOP Delphine FLEURY Vanessa LOUIS-SIDNEY
Nombre total d'administrateurs (COS) :	12
Nom du commissaire aux comptes :	Mazars – Lamyaa Bennis
Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance :	Jean-Louis BALLERET
Président du directoire :	Serge SAULNIER
Effectif :	36 dont 4 apprentis
Nature des conventions conclues avec la collectivité :	* Contrat de partenariat pour des actions de communication et de promotion économique du territoire * Convention d'occupation du domaine public signée le 10 décembre 2013, avenants des 25 février 2016, 24 juin 2016, 27 novembre 2018 et 15 février 2021 * Convention d'occupation du domaine public pour l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques signée le 29 juin 2017
Montant des financements apportés par la collectivité :	250 000 € HT (contrat de partenariat)
Montant des garanties d'emprunt accordé	Néant

INDICATEURS FINANCIERS

Indicateur / Année	**2018**	**2019**	**2020**
Produits d'exploitation	7 419 141	7 531 770	4 467 658
Résultat d'exploitation	167 178	-76 416	-263 896
Résultat net	152 833	27 161	-251 534
% participation financière de la collectivité au capital	50,16 %	50,16 %	50,16 %
% participation financière des autres collectivités au capital	14, 45 %	14,45 %	14,45 %
Endettement financier propre de la société	278 251	131 452	152 466

BILAN FINANCIER 2020

Les comptes ont été approuvés lors de l'assemblée générale du 17 juin 2021. Au cours de l'exercice 2020, il a été réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 3 472 121 € contre 7 092 104 € au 31 décembre 2019, soit une baisse de 3 619 983 € représentant -51 %. Le chiffre d'affaires a été fortement impacté par la pandémie de Covid 19 qui a obligé le site à fermer pendant 4,5 mois.

La valeur ajoutée produite est de 785 647 € représentant 20% du chiffre d'affaires, alors qu'elle s'établissait à 2 121 192 € au 31/12/2019 (soit 29 % du CA). L'ensemble des postes "autres achats et charges externes", enregistre sur l'exercice 2020, une diminution de 2 189 695 euros, soit - 45,53 %.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

L'entreprise dégage un excédent brut d'exploitation (EBE) négatif de 4 567 € contre un EBE positif de 211 774 € au 31/12/2019 et cela malgré des charges de personnel qui ont diminué de 856 785 € (soit - 43 %), compte tenu des aides obtenues au titre de l'activité partielle et des aides URSAFF.

Le total des produits d'exploitation s'établit à 4 467 658 € contre 7 531 770 € au 31/12/2019, soit une baisse de 3 064 111 € représentant - 41 %.

Les charges d'exploitation sont concomitamment en baisse et s'élèvent à 4 731 554 € contre 7 608 187 € au 31/12/2019 , soit une baisse de 2 876 627 € représentant - 38 %.

Le résultat d'exploitation ressort déficitaire de -263 896 € contre -76 411 € au 31/12/2019.Le résultat financier est bénéficiaire de 5 574 €.

Après comptabilisation du résultat exceptionnel de 6 588 €, le résultat net comptable de l'exercice ressort déficitaire de – 251 538 €.

BILAN D'ACTIVITE 2020

❑ **Les épreuves :**

Les 12 heures de Magny-Cours (épreuve d'endurance moto) qui devaient se tenir au mois de Mai, en partenariat avec le Moto Club de Nevers et de la Nièvre ont été annulées à cause du confinement.

Le Championnat de France Superbike a été organisé du 30 Juillet au 02 Août, à huis clos.

L'épreuve phare de la saison, qui reste le championnat du Monde WSBK, a été organisée dans des conditions sanitaires particulières les 3 et 4 Octobre 2020. Il a été soumis par les autorités à une jauge de 5 000 personnes sur site.

❑ **Les exclusivités :**

L'année 2020 enregistre pour les exclusivités (Piste Grand Prix et Piste Club) un résultat en baisse par rapport à 2019 car il a été très impacté par la crise sanitaire.

- Le chiffre d'affaires de la piste Grand Prix est en baisse par rapport à 2019 avec 93 jours et 4 soirées d'occupation.
- Le chiffre d'affaires de la piste « Club » est en baisse par rapport à 2019 avec 114 jours et 2 soirées d'occupation.

❑ **Le karting :**

Le chiffre d'affaires est en légère baisse de 23 % par rapport à 2019.

FAITS MARQUANTS 2020

- ❑ La SAEMS CNMC détient une participation de 51 % (2 040 actions de 10 €) dans la société LSP by Nevers Magny Cours. L'objet de cette société est d'exploiter en vertu d'un contrat de location-gérance une activité d'organisation de toutes manifestations privées ou publiques, la commercialisation de tout produit et accessoire ayant rapport avec le sport mécanique et notamment l'organisation de stages ou de séances de pilotage sur véhicules « Fun Boost » et de prestations complémentaires (enseignement...)
- ❑ L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté l'activité économique et commerciale de la société à partir de la mi-mars 2020, elle a dû fermer son site pendant 4 mois et demi.

CAPITAL SOCIAL 2020

Montant du Capital Social :	1 587 825 €
Nombre d'actions :	529 275
Valeur nominale :	3 €

Répartition du capital social au 31/12/2020:

Nom actionnaire	Nombre d'actions détenues	Participation détenue	Pourcentage de détention
Conseil Départemental de la Nièvre	265 460	796 380	50,16%
Ville de Nevers	76 500	229 500	14,45%
SA Invest Grand-Duché	177 000	531 000	33,44%
Caisse des Dépots et consignations	6 994	20 982	1,32%
Caisse d'épargne de Bourgogne	3 000	9 000	0,57%
Divers actionnaires minoritaires	9	27	0,00%
Union Amicale des Maires de la Nièvre	312	936	0,06%

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

ETC AUDIT
LE PARTAGE DES VALEURS

Place de l'Europe
89000 ST-GEORGES-SUR-BAULCHE
Tél. : + 33 (0)3 86 48 12 12
Fax : + 33 (0)3 86 48 31 30
www.groupe-etc.fr

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

COMMISSAIRES AUX COMPTES ASSOCIÉS
André VENTALON
Frédéric VAUTRIN
Claude BOULIC
Thierry BISSERON
Sandra FAORO
Stéphane DELZAIVE
Lionel LEBLANC
Philippe CATTEY
Laëtitia COURVOISIER
Audrey LECOUET
Christelle NICOLAS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
Marie-Hélène GONCALVES

SAEMAN NIEVRE AMENAGEMENT

Société Anonyme d'économie mixte d'aménagement
de la Nièvre au capital de 2 509 299 €
Siège social : 13 rue Ferdinand GAMBON
58000 NEVERS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2020

Cabinet : ETC AUDIT
Siège social : Place de l'Europe – BP 12 – 89000 SAINT GEORGES S/BAULCHES
Bureau de Nevers : 2 Rue des Grands Jardins – BP 10011 - 58022 NEVERS CEDEX
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE



Place de l'Europe
89000 ST-GEORGES-SUR-BAULCHE

Tél. : + 33 (0)3 86 48 12 12
Fax : + 33 (0)3 86 48 31 30

www.groupe-etc.fr

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

COMMISSAIRES AUX COMPTES ASSOCIÉS
André VENTALON
Frédéric VAUTRIN
Claude BOULIC
Thierry BISSERON
Sandra FAORO
Stéphane DELZAIVE
Lionel LEBLANC
Philippe CATTEY
Laëtitia COURVOISIER
Audrey LECOUET
Christelle NICOLAS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
Marie-Hélène GONCALVES

SAEMAN NIEVRE AMENAGEMENT
13 RUE FERDINAND GAMBON
58000 NEVERS

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale en date du 7 juillet 2020 suite à la démission du commissaire aux comptes titulaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAEMAN NIEVRE AMENAGEMENT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SAEMAN NIEVRE AMENAGEMENT à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SAEMAN NIEVRE AMENAGEMENT à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nevers, le 28 Mai 2021

ETC AUDIT

Représentée par Stéphane DELZAIVE

Commissaire aux comptes

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	40 050	36 971	3 079	2 991	88
Fonds commercial	330 440		330 440	330 440	
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains	78 988		78 988	67 788	11 200
Constructions	5 276 329	1 818 556	3 457 773	2 854 631	603 142
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 600	2 600			
Autres immobilisations corporelles	120 175	91 058	29 118	26 268	2 850
Immobilisations en cours	90 201		90 201	156 810	- 66 609
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	500		500	500	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	1 448		1 448	1 448	
Prêts					
Autres immobilisations financières	36 801		36 801	36 572	229
TOTAL (I)	**5 977 533**	**1 949 185**	**4 028 348**	**3 477 448**	**550 900**
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens				179 693	- 179 693
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises	8 066 127		8 066 127	7 332 285	733 842
Avances et acomptes versés sur commandes	690		690	690	
Clients et comptes rattachés	2 445 834	23 102	2 422 732	1 686 452	736 280
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel				200	- 200
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices	7 920		7 920	1 708	6 212
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	214 259		214 259	98 878	115 381
. Autres	2 984 457		2 984 457	2 515 522	468 935
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	8 152 986		8 152 986	9 675 975	-1 522 989
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	4 194		4 194	76 258	- 72 064
TOTAL (II)	**21 876 467**	**23 102**	**21 853 365**	**21 567 661**	**285 704**
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	**27 854 000**	**1 972 287**	**25 881 713**	**25 045 109**	**836 604**

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 2 509 299)	2 509 299	2 509 299	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	77 313	75 201	2 112
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	813 903	773 781	40 122
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	41 985	42 233	- 248
Subventions d'investissement	282 564	303 834	- 21 270
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	**3 725 064**	**3 704 349**	**20 715**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	60 463	269 651	- 209 188
Provisions pour charges	875 274	3 316 527	-2 441 253
TOTAL (III)	**935 737**	**3 586 178**	**-2 650 441**
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	4 256 344	5 385 547	-1 129 203
. Découverts, concours bancaires	2 303 255	2 216 615	86 640
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	105 945	328 175	- 222 230
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	468	468	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 725 531	1 621 619	1 103 912
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	52 479	71 511	- 19 032
. Organismes sociaux	52 148	64 337	- 12 189
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	413 353	178 679	234 674
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	5 203	7 965	- 2 762
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	295 816	81 818	213 998
Autres dettes	3 867 373	5 362 213	-1 494 840
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance	7 142 998	2 435 636	4 707 362
TOTAL (IV)	**21 220 912**	**17 754 582**	**3 466 330**
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	**25 881 713**	**25 045 109**	**836 604**

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens	2 168 008		2 168 008	7 663 795	-5 495 787	-71,71
Production vendue services	-1 573 060		-1 573 060	3 754 498	-5 327 558	141,90
Chiffres d'affaires Nets	**594 948**		**594 948**	**11 418 293**	**-10 823 345**	**-94,79**
Production stockée			554 149	-4 890 826	5 444 975	111,33
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation				92 000	- 92 000	-100
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			1 548 390	3 757 831	-2 209 441	-58,80
Autres produits			1 113	1 112	1	0,09
Total des produits d'exploitation (I)			**2 698 600**	**10 378 410**	**-7 679 810**	**-74,00**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements			160 428	5 427 731	-5 267 303	-97,04
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			520 816	691 910	- 171 094	-24,73
Impôts, taxes et versements assimilés			66 407	59 593	6 814	11,43
Salaires et traitements			583 589	535 751	47 838	8,93
Charges sociales			232 701	225 507	7 194	3,19
Dotations aux amortissements sur immobilisations			231 277	203 899	27 378	13,43
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			14 584		14 584	N/S
Dotations aux provisions pour risques et charges			826 548	3 167 238	-2 340 690	-73,90
Autres charges			3 801	4	3 797	N/S
Total des charges d'exploitation (II)			**2 640 150**	**10 311 634**	**-7 671 484**	**-74,40**
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			**58 449**	**66 775**	**- 8 326**	**-12,47**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			1 422	1 312	110	8,38
Reprises sur provisions et transferts de charges			24 298		24 298	N/S
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			**25 720**	**1 312**	**24 408**	**N/S**
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			58 938	34 515	24 423	70,76
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			**58 938**	**34 515**	**24 423**	**70,76**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**-33 218**	**-33 203**	**- 15**	**0,05**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			**25 232**	**33 572**	**- 8 340**	**-24,84**

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges	29 555	21 270	8 285	38,95
Total des produits exceptionnels (VII)	**29 555**	**21 270**	**8 285**	**38,95**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35		35	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	8 078		8 078	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**8 113**		**8 113**	**N/S**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**21 442**	**21 270**	**172**	**0,81**
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	4 689	12 609	- 7 920	-62,81
Total des Produits (I+III+V+VII)	**2 753 874**	**10 400 991**	**-7 647 117**	**-73,52**
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	**2 711 890**	**10 358 758**	**-7 646 868**	**-73,82**
RESULTAT NET	**41 985**	**42 233**	**- 248**	**-0,59**
Dont Crédit-bail mobilier	2 858	3 202	- 344	-10,74
Dont Crédit-bail immobilier				

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Annexes Légales 2021

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 25 881 712,93 E
et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 41 984,70 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges à répartir sur plusieurs exercices
- Composition du capital social

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

I – PRINCIPES GENERAUX

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la loi du 7 juillet 1983.

Les états financiers, ci-joints, sont établis conformément aux avis du Conseil National de la Comptabilité des 12 juillet 1984 et 8 décembre 1993 pour les opérations autres que les conventions publiques d'aménagement. Pour celles-ci, le règlement du CRC n° 99-05 du 23 juin 1999 a été appliqué. L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FNSEM (guides comptables professionnels des SEML « activités immobilières » et « actions et opérations d'aménagement ») a également été respecté.

II – LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES SONT LES SUIVANTES :

2-1. – Immobilisations corporelles et incorporelles

-Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) où à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les immeubles :

Les bâtiments 4 PITTIE,NIVERTEL,TARVEL, le CAMPUS TERTIAIRE COSNE sont amortis par composant selon les durées suivantes :

- Gros œuvre : 25 à 30 ans
- Clos couvert : 15 ans
- Aménagements intérieurs : 12 ans
- Equipements électriques, chauffage, carrelage : 7 à 12 ans

Autres immobilisations

Les taux les plus couramment pratiqués pour les autres immobilisations qui n'ont pas fait l'objet de décomposition par composants sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation
Installations générales agencements, aménagements	L 10 ans
Matériel de bureau et informatique	L 3 ans, 5 ans et 8 ans
Mobilier	L 10 ans et 8 ans
Matériel de transport	L 4 ans

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

2.2 – Mandats

Les dettes et les créances des mandats apparaissent à l'actif et au passif du bilan. Le solde vis-à-vis des Collectivités figure au passif dans la rubrique « Autres dettes » pour 3 573 365 €.

2.3. – Valeurs d'exploitation

2.3.1 / Concessions d'aménagement

Principes appliqués :

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable général. Il existe une exception à ce principe général sur les encours des opérations de concession d'aménagement qui font l'objet de l'analyse ci-dessous.

Le montant figurant au bilan sous la rubrique « Encours de production de biens » résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés, estimés en fin d'exercice, de manière globale, par application au coût de revient prévisionnel HT figurant dans le compte rendu financier à la Collectivité, de la fraction établie comme suit :

Au numérateur : le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération, hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante,

Au dénominateur : le montant cumulé HT des produits prévisionnels tels que prévus par le compte rendu financier, hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante.
Dans le cas où le compte rendu financier est établi TTC, les charges et les produits prévisionnels sont ramenés en HT en fonction du rapport « charges (ou produits) HT réalisées » sur « charges (ou produits) TTC réalisées ».

Dans le cas où les opérations n'ont pas fait l'objet de compte rendu financier arrêté au 31 décembre 2020, les retraitements comptables ont été faits sur la base du document le plus récent indiqué dans le tableau page 25.

La comptabilité traduit les opérations de concession d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

a) stocks : pour le montant des coûts engagés au cours de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés,
b) comptes de régularisation actif ou passif : pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concédant,
c) compte de provisions risques et charges :
   - pour le montant des charges non encore comptabilisées mais courues à la fin de l'exercice.
   - pour le montant des coûts de liquidation des opérations achevées.

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il est constitué une provision pour charges, égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée, inscrite dans les comptes annuels est nulle.
Le tableau, pages 26 et 27 reprend l'ensemble des informations relatives aux encours des opérations de concession d'aménagement.

Transfert de charges vers les opérations.

La société impute une quote-part de ses frais généraux sur les opérations en concession d'aménagement selon les modalités définies par les contrats (rémunération forfaitaire, proportionnelle …). Par l'intermédiaire d'un compte de transfert de charges, il a été imputé au titre de l'année 2020 : 290 650 €

	Montant des rémunérations transférées vers les opérations de concession
LES COURLIS Aménagement	5 685
ZAC ST GENEST	0
ANCIENNE CHAMBRE DES METIERS	242
ZAC DU VIEUX MOULIN	7 622
PRE PLANTIN	48 220
PONT CIZEAU	0
QUARTIER DES GARES	0
AMENAGEMENT SITE COLBERT	1 231
LA PETROQUE	18 850
SITE DE LA CASERNE PITTIE	63 116
PRI CENTRE DE NEVERS	3 159
POLE D'ACTIVITE DE MAGNY COURS	7 622
ZAC DES HAUTS DE LOIRE	0
ZA FOUR A CHAUX	7628
R.U. QUARTIER OUEST NEVERS	15 721
LOTISSEMENT DES CHAUMES	9 985
AMENAGEMENT CHATEAU BRISSET	8 222
ZA PRE POITIERS	12 246
ZAC PERTHUIS D'ENFER	8 297
EXTENSION DE LA ZA TECHNOPOLE MAGNY COURS	69 380
ZAE CERCY LA TOUR	64
CENTRE BOURG SAINT HONORE LES BAINS	3 360
TOTAL	290 650

2.4. – Emprunts

Eu égard au caractère spécifique des opérations des SEML et aux règles fixées par le législateur, les collectivités peuvent garantir dans les limites fixées par la loi les emprunts contractés par les SEML. Le tableau, page 37, donne le détail de ces garanties.

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

2.5. – Subventions

Elles sont reçues dans le cadre d'opérations réalisées en propre par Nièvre Aménagement. Elles suivent le régime de droit commun et figurent au passif du bilan de la Société, dans la rubrique « Capitaux propres ». Elles sont amorties sur la même durée que les biens qu'elles financent à l'actif ;

2.6 - Provision pour risques et charges **935 K€**

Provisions pour risques **:** **60 K€**

Les provisions pour litiges constituées sur les exercices précédents
ont été maintenues à fin décembre 2020 le campus tertiaire de Varennes Vauzelles ramenée à 35k€ et constituées pour des études concernant le Val d'aron et le journal du centre pour 25 k€

Campus tertiaire de Varennes Vauzelles: Une provision a été constituée quant à la faisabilité de l'opération.
Hotel Val d'Aron : Une provision a été constituée quant à la faisabilité de l'opération.
Complexe tertiaire Journal du Centre : Une provision a été constituée quant à la faisabilité de l'opération.

.

Provisions pour charges : **876 K€**

- *Provisions pour charges sur opérations de concession* : 800 K€
  (cf. III 2a) concession d'aménagement)

- *Provision pour charges à terminaison des opérations de Concessions et mandats.* *76k€*
  Elles sont destinées à faire face aux dépenses de Terminaison des opérations de concession et mandats

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

2.7 Résultat de la société

Le résultat final de la société est déterminé par la différence des charges et produits relatifs au fonctionnement propre de la société, ainsi que ceux relatifs aux opérations non garanties par une collectivité :

Fonctionnement		**- 11 621 €**
Se répartissant en :		
- Résultat d'exploitation :	*- 53 670 €*	
- Résultat financier :	*+ 25 720 €*	
- Résultat exceptionnel	*+ 172 €*	
- Impôt sur les bénéfices	*+ 16 157 €*	
Opérations propres et promotions		**+ 53 605 €**
- Résultat d'exploitation :	*+ 112 119 €*	
- Résultat financier :	*- 58 937 €*	
- Résultat exceptionnel :	*+ 21 270 €*	
- Impôt sur les bénéfices	*- 20 846 €*	
Total société		**41 984 €**

2.8 Traitement du résultat de l'opération « LES COURLIS »

Sur l'opération « Les Courlis gestion », le résultat relatif à l'exercice 2020 s'élevant à 87 K€ a été retraité à la clôture par le biais d'un compte de participation (résultat revenant à la collectivité concédante).

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

PRINCIPALES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONCESSIONS D'AMENAGEMENT

Les écritures comptables liées à l'application à la clôture de l'exercice 2020 de l'avis n° 99-05 du Conseil National de la Comptabilité du 18 mars 1999 ont été déterminés à partir des éléments figurant dans les CRACL transmis par la Nièvre Aménagement aux collectivités concédantes en 2020.

Le tableau reprend l'ensemble des informations relatives aux en-cours des concessions d'aménagement (montants exprimés en K€).

1. Nom de la collectivité contractante
2. Date et signature de la convention par la seml et le concédant
3. Date d'expiration de la convention
4. Répartition conventionnelle du résultat de l'opération selon la convention d'aménagement conclue
5. Résultat à terminaison de l'opération (hors participation du concédant) selon la CRACL 2018 servant de base à l'arrêté des comptes annuels 2020.
6. Participation du concédant inscrite dans le CRACL 2019 servant de base à l'arrêté des comptes annuels 2020
7. Montant du cumul des charges comptabilisées au 31/12/2020
8. Montant du cumul des produits hors participation du concédant comptabilisé au 31/12/2020
9. Montant des participations versées par le concédant comptabilisées au 31/12/2020
10. Montant du stock des concessions d'aménagement en cours au 31/12/2020 (cumul des charges diminuées du coût de revient des lots vendus)
11. Montant déterminé en fonction de l'avancement de l'opération pour compléter le coût de revient des éléments cédés constaté au 31/12/2020
12. Il s'agit soit de la participation comptabilisée d'avance (montant négatif) ou de la participation à recevoir (montant positif) constaté respectivement soit en produits constatés d'avance soit en charges constatées d'avance au 31 décembre 2020
13. Participation globale du concédant inscrite dans le CRACL 2019 diminuée des participations comptabilisées au 31/12/20

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Nom de l'opération	Concédant	Date de signature convention	Date expiration convention	Prise en charge résultat	Résultat prévisionnel à terminaison de l'opération (hors part.concédant)	Paticipation du concédant prévue
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
ZAD DE LA BARATTE	Ville de Nevers	En cours de liquidation		Concédant	0	0
LES COURLIS AMENAGEMENT	Ville de Nevers	02/11/1999	31/12/2016 - Avenant n° 12	Concédant	-2278	2278
ZAC SAINT GENEST	Ville de Nevers	19/08/1993	31/12/2022 - Avenant n° 14	Concédant	-3679	3679
ANCIENNE CHAMBRE DES METIERS	Ville de Nevers	30/09/1994	06/11/2010	Concédant	-187	187
PRE PLANTIN	Ville de Nevers	20/05/1995	31/12/2020 - Avenant n° 11	Concédant	0	0
PONT CIZEAU	Ville de Nevers	21/07/1998	31/12/2015 - Avenant n° 12	Concédant	-624	624
ZAC BARATTE 4	Ville de Nevers	En cours de liquidation		Concédant	0	0
QUARTIER DES GARES	Ville de Nevers	15/01/2003	31/12/2015 - Avenant n° 12	Concédant	-471	471
AMENAGEMENT SITE COLBERT	Ville de Nevers	26/06/2005	31/12/2020 - Avenant n° 8	Concédant	-1057	1057
LA PETROQUE	Ville de Nevers	31/08/2001	31/12/2026 - Avenant n° 10	Concédant	-1549	1549
SITE CASERNE PITTIE	Ville de Nevers	08/11/2000	31/12/2023 - Avenant n° 10	Concédant	-2191	2191
PRI CENTRE NEVERS	Ville de Nevers	16/09/2002	31/12/2020 - Avenant n° 8	Concédant	-1777	1777
POLE D'ACTIVITE DE MAGNY COURS	Conseil Gal de la Nièvre	15/01/2003	15/01/2020 - Avenant n° 6	Concédant	-614	600
ZAC DES HAUTS DE LOIRE	Ville de La Charité sur Loire	27/10/2003	27/10/2015	Concédant	-895	925
ZA FOUR A CHAUX	Communauté de commune du Sud Nivernais	14/04/2005	14/04/2017	Concédant	-838	838
R.U QUARTIER OUEST NEVERS	Ville de Nevers	20/11/2003	31/12/2020 - Avenant n° 6	Concédant	-7307	7747
LOTISSEMENT DES CHAUMES	Commune de Guérigny	23/02/2005	23/02/2013 - Avenant n° 2	Concédant	0	0
CHÂTEAU BRISSET	Ville de Nevers	23/12/2005	31/12/2020 - Avenant n° 5	Concédant	-425	425
LOTISSEMENT INDUSTRIEL SARDY LES EPIRY	Communauté de commune Pays Corbigeois	20/02/2009	20/02/2014	Concédant	-82	382
EXTENSION ZONE D'ACTIVITES TECHNOPOLE NEVERS MAGNY COURS	Conseil Gal de la Nièvre	25/01/2010	31/12/2021 - Avenant n° 3	Concédant	-1725	1825
ZONE ECONOMIQUE PERTHUIS D'ENFER CLAMECY	Communauté de commune des Vaux d'Yonne	23/06/2009	23/06/2020	Concédant	-692	692
ZA DU PRE POITIERS	Ville de Nevers	05/10/2010	31/12/2024 Avenant n° 1	Concédant	-1033	1033
ZAE CERCY LA TOUR	Communauté de commune Bazois Loire Morvan	05/12/2019	05/12/2025	Concédant	-16	50
CENTRE BOURG SAINT HONORE	Commune Saint Honoré les Bains	19/02/2020	19/02/2026	Concédant	0	0

ARLETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Nom de l'opération	Cumul dépenses au 31/12/2020	Cumul recettes hors part.concédant au 31/12/2020	Cumul participation du concédant au 31/12/2020	Stocks au 31/12/2020	Provisions pour charges	Participation de la collectivité locale concédante au 31/12/2020	Participation à recevoir
	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)=(6) -(9)
ZAD DE LA BARATTE	4	0	0	3	0	0	0
LES COURLIS AMENAGEMENT	7114	5322	2278	77	0	-1566	0
ZAC SAINT GENEST	3396	1636	2982	-278	278	-1020	697
ANCIENNE CHAMBRE DES METIERS	915	785	187	-54	54	5	0
PRE PLANTIN	1732	1823	0	-91	91	40	0
PONT CIZEAU	4790	4171	624	-4	4	-51	0
ZAC BARATTE 4	89	89	0	0	0	-6	0
QUARTIER DES GARES	5738	5256	471	0	0	1	0
AMENAGEMENT SITE COLBERT	17410	15918	1057	516	0	-859	0
LA PETROQUE	4371	2384	779	985	0	276	770
SITE CASERNE PITTIE	16013	11174	1791	3458	0	-1059	400
PRI CENTRE NEVERS	2257	554	1777	141	0	-215	0
POLE D'ACTIVITE DE MAGNY COURS	1657	1034	600	47	0	-24	0
ZAC DES HAUTS DE LOIRE	1077	111	197	565	0	195	728
ZA FOUR A CHAUX	3139	2234	838	170	0	-104	0
R.U QUARTIER OUEST NEVERS	19638	12840	7747	-372	372	-410	0
LOTISSEMENT DES CHAUMES	450	325	0	125	0	0	0
CHÂTEAU BRISSET	930	334	425	388	0	-217	0
LOTISSEMENT INDUSTRIEL SARDY LES EPIRY	870	1293	382	0	0	-805	0
EXTENSION ZONE D'ACTIVITES TECHNOPOLE NEVERS MAGNY COURS	5574	3461	1825	988	0	-700	0
ZONE ECONOMIQUE PERTHUIS D'ENFER CLAMECY	715	15	691	8	0	0	1
ZA DU PRE POITIERS	673	99	641	451	0	-518	392
ZAE CERCY LA TOUR	88	0	0	88	0	0	50
CENTRE BOURG SAINT HONORE	54	0	0	54	0	0	0
TOTAL	**98694**	**70858**	**25292**	**7265**	**799**	**-7037**	**3038**

Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS :

- **COVID 19**

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité depuis le 1er janvier 2020.

- **ACCORD INTERESSEMENT**

Un accord d'intéressement a été conclu le 28/06/2019 avec prise d'effet le 1er janvier 2019. Il est conclu pour une durée de 3 ans et s'applique aux exercices 1/01/2019 – 31/12/2019 , 01/01/2020 – 31/12/2020 et 1/01/2021 – 31/12/2021.

Il a été comptabilisé pour l'exercice 2020 la somme de 10 814 euros au titre de l'intéressement .

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	368 038		2 452
Terrains	67 788		11 200
Constructions sur sol propre	3 530 563		769 651
Constructions sur sol d'autrui	180 686		
Installations générales, agencements, constructions	743 692		51 735
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 600		
Autres installations, agencements, aménagements	21 652		5 495
Matériel de transport			8 494
Matériel de bureau, informatique, mobilier	89 190		7 607
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	156 810		21 369
Avances et acomptes			
TOTAL	**4 792 984**		**875 551**
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	500		
Autres titres immobilisés	1 448		
Prêts et autres immobilisations financières	36 572		229
TOTAL	**38 520**		**229**
TOTAL GENERAL	**5 199 542**		**878 232**

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			370 490	
Terrains			78 988	
Constructions sur sol propre			4 300 215	
Constructions sur sol d'autrui			180 686	
Installations générales, agencements, constructions			795 428	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			2 600	
Autres installations, agencements, aménagements			27 147	
Matériel de transport		8 494		
Matériel de bureau, informatique, mobilier		3 769	93 028	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	87 978		90 201	
Avances et acomptes				
TOTAL	**87 978**	**12 263**	**5 568 294**	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			500	
Autres titres immobilisés			1 448	
Prêts et autres immobilisations financières			36 801	
TOTAL			**38 749**	
TOTAL GENERAL	**87 978**	**12 263**	**5 977 533**	

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	34 607	2 365		36 971
Terrains				
Constructions sur sol propre	837 183	197 812		1 034 994
Constructions sur sol d'autrui	180 686			180 686
Installations générales, agencements constructions	582 443	20 432		602 875
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 600			2 600
Installations générales, agencements divers	21 372	173		21 545
Matériel de transport		417	417	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	63 203	10 079	3 769	69 513
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	**1 687 487**	**228 913**	**4 186**	**1 912 214**
TOTAL GENERAL	**1 722 094**	**231 277**	**4 186**	**1 949 185**

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	2 365				
Terrains					
Constructions sur sol propre	197 812				
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	20 432				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	173				
Matériel de transport	417				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	10 079				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	**228 913**				
TOTAL GENERAL	**231 277**				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges	269 651	25 800	234 988	60 463
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations	14 704		14 704	
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	3 301 823	800 748	3 227 297	875 274
TOTAL Provisions	**3 586 178**	**826 548**	**3 476 989**	**935 737**
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	10 030	14 584	1 512	23 102
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations	**10 030**	**14 584**	**1 512**	**23 102**
TOTAL GENERAL	**3 596 208**	**841 132**	**3 478 501**	**958 839**
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		841 132	3 454 203	
- financières			24 298	
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	36 801		36 801
Clients douteux ou litigieux	27 689	27 689	
Autres créances clients	2 418 146	2 418 146	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	7 920	7 920	
- T.V.A	214 259	214 259	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	7 123	7 123	
Groupe et associés	144 558	144 558	
Débiteurs divers	2 832 776	2 832 776	
Charges constatées d'avance	4 194	4 194	
TOTAL GENERAL	**5 693 465**	**5 656 665**	**36 801**

Montant des prêts accordés dans l'exercice	
Remboursements des prêts dans l'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	2 303 255	2 303 255		
- plus d'un an	4 256 344	1 172 969	2 509 512	573 863
Emprunts et dettes financières divers	105 945	105 945		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 725 531	2 725 531		
Personnel et comptes rattachés	52 479	52 479		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	52 148	52 148		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	413 353	413 353		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	5 203	5 203		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	295 816	295 816		
Groupe et associés				
Autres dettes	3 867 373	3 867 373		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	7 142 998	7 142 998		
TOTAL GENERAL	**21 220 445**	**18 137 070**	**2 509 512**	**573 863**

Emprunts souscrits en cours d'exercice	112 000
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 241 203
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	66 604
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	1 277 743
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	319
TOTAL	**1 344 666**

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 595
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	158 790
Dettes fiscales et sociales	76 072
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	156 105
TOTAL	**411 563**

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	4 194	104 754
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	**4 194**	**104 754**

Commentaires :

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Charges à répartir sur plusieurs exercices

	Montant brut	Taux amortissement
Charges différées Frais d'acquisition des immobilisations Frais d'émission des emprunts Charges à étaler		
TOTAL		

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	214 470	2,44
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	214 470	2,44

Commentaires :

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Crédit-bail mobilier

	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine		12 452	12 452
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Dotations de l'exercice		853	853
TOTAL		**11 599**	**11 599**
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Exercice		1 103	1 103
TOTAL		**1 103**	**1 103**
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus		3 308	3 308
- à plus d'un an et cinq au plus		2 205	2 205
- à plus de cinq ans			
TOTAL		**5 514**	**5 514**
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus		7 500	7 500
- à plus de cinq ans			
TOTAL		**7 500**	**7 500**
Montant pris en charge dans l'exercice		910	910

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	14 000
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	**14 000**

Commentaires :

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	9	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	2	
Ouvriers		
TOTAL	**11**	

Commentaires :

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

1 L'opération propre Hôtel Vertpré fait l'objet d'un financement par emprunt auprès d'établissement de crédit pour un montant de 680 000 €. Cet emprunt est garanti sur le bail emphytéotique.

2 L'opération d'aménagement CASERNE PITTIE fait l'objet d'un financement par emprunt auprès d'établissement de crédit pour un montant de 2 980 000 €. Cet emprunt est garanti à hauteur de 80% par la collectivité concédante

3 L'opération d'aménagement MAGNY COURS fait l'objet d'un financement par emprunt auprès d'établissement de crédit pour un montant de 2 600 000 €. Cet emprunt est garanti à hauteur de 80% par la collectivité concédante

4 L'opération d'aménagement PETROQUE fait l'objet d'un financement par emprunt auprès d'établissement de crédit (Crédit coopératif) pour un montant de 1 200 000 €. Cet emprunt est garanti à hauteur de 80% par la collectivité concédante et par un nantissement de comptes de titres financiers.

5 L'opération d'aménagement PETROQUE fait l'objet d'un financement par emprunt auprès d'établissement de crédit (La Banque Postale) pour un montant de 1 200 000 €. Cet emprunt est garanti à hauteur de 80% par la collectivité concédante

6 L'opération propre CAMPUS TERTIAIRE COSNE fait l'objet d'un financement par emprunt auprès d'établissement de crédit pour un montant de 813 000 €. Cet emprunt est garanti à hauteur de 50% par la collectivité COMMUNAUTE COMMUNE LOIRE ET NOHAIN et une hypothèque en premier rang à hauteur de 813 000 euros.

7 L'opération propre NIVERTEL fait l'objet d'un financement par emprunt auprès d'établissement de crédit (Crédit coopératif) pour un montant de 112 000 €. Cet emprunt est garanti par une promesse d'affectation hypothécaire sur les biens immobiliers en 1er rang à hauteur de 112 000 € en capital plus intérêts, frais et accessoires.

Opérations	Etablissement de crédit	Capital restant au 31/12/2020	Date dernière échéance emprunt	Collectivité	garantie des emprunts (en %)	Montant des emprunts garantis
CASERNE PITTIE	C Epargne	1 004 548.97	25.07.2023	Ville de Nevers	80% Collectivité	803 639.18
MAGNY COURS	C Coopératif	464 285.78	19.01.2022	Département de la Nièvre	80 % Collectivité	371 428.61
PETROQUE	C Coopératif	942 857.16	19.05.2026	Ville de Nevers	80% Collectivité	754 285.73
PETROQUE	La Banque postale	960 000.00	15.11.2026	Ville de Nevers	80% Collectivité	768 000.00
OPERATIONS PROPRES						
Hôtel Vertpré	C. Epargne	226 131.03	05.12.2024		Hypothèque	226 131.03
Campus Tertiaire de Cosne	C. Epargne	549 217.05	25.02.2030		50% Collectivité + Hypothèque	549 217.05
Nivertel	C Coopératif	109 303.72	05.07.2030		Promesse affectation hypothécaire	109 303.72

ENGAGEMENT RETRAITE

Engagement en matière de départ volontaire en retraite au 31/12/2020 :
Valeur actuelle probable des indemnités : 321 180 euros
Montant du passif social : 62 778 euros

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	2 509 299	2 509 299	2 509 299	523 132	523 132
b) Nombre d'actions émises					
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	594 948	11 418 293	9 090 207	10 809 606	7 761 633
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-2 359 418	1 313 032	71 018	1 956 339	-407 894
c) Impôt sur les bénéfices	4 689	12 609	14 315	25 963	171 698
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	-2 364 107	1 300 423	56 703	1 930 376	-579 592
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	41 985	42 233	69 032	92 509	372 053
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements					
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions					
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés					
b) Montant de la masse salariale	583 589	535 751	494 453	399 474	321 916
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	232 701	225 507	213 643	172 551	143 663

Observations complémentaires

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
SCCV COLBERT	500		50,00	500	500	144 558				
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
- Filiales non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										
- Participations non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Observations complémentaires

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

NIEVRE AMENAGEMENT, SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DE LA NIEVRE (SAEMAN)

Rapport annuel du mandataire de la collectivité administrateur de Nièvre Aménagement
Exercice 2020

FICHE SIGNALETIQUE	
Sigle :	SAEMAN
Forme juridique :	Société anonyme d'économie mixte au capital de 523 131,85 € à conseil d'administration
Date de création :	21/07/1971
Secteur d'activité :	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers
Siège social :	Hotel du Département 58000 NEVERS
Objet social :	• procéder, à l'étude et à la réalisation d'opérations d'équipements fonciers, d'aménagement économique et touristique sur l'ensemble du territoire du département de la Nièvre • procéder à l'étude d'opérations de rénovation urbaine de restauration immobilière et de tourisme • assurer pour le compte des collectivités, la gestion et l'exploitation des équipements publics, dont elle aura été chargée par convention. • Gérer une cellule de développement économique
Nom des administrateurs de la collectivité :	Carole BOIRIN Jocelyne GUERIN Joëlle JULIEN Alain LASSUS Michel MULOT
Nombre total d'administrateurs :	11 administrateurs et 3 censeurs
Nom du commissaire aux comptes :	ETC Audit – Stéphane DELVAIZE
Président du conseil d'administration :	Michel MULOT (délibération 26/05/2015)
Directeur Général:	Vincent POIRIER puis Cédric DUHEM (à compter du 08/04/2020)
Effectif :	10 CDI (8 cadres et 2 employés) hors DG, mandataire social mis à disposition
Nature des conventions conclues avec la collectivité :	Convention de mandat pour les archives historiques Convention de mandat pour l'extension de l'ISAT 2ème tranche Convention publique d'aménagement pour le quartier des gares Convention publique d'aménagement pour le pôle d'activités de Magny-Cours Convention publique d'aménagement pour l'extension du technopôle de MagnyCours
Montant des financements apportés par la collectivité :	0 € (cellule de développement économique : aide arrêtée en 2020)
Montant des garanties d'emprunt accordé (Capital restant dû) :	297 143 €

INDICATEURS FINANCIERS			
Indicateur / Année	**2017**	**2018**	**2020**
Produits d'exploitation	10 177 629	10 378 410	2 698 600
Résultat d'exploitation	76 205	66 777	58 449
Résultat net	69 033	42 235	41 984
% participation financière de la collectivité au capital	53,34 %	53,34%	53,34%
% participation financière des autres collectivités au capital	26,49 %	26,49 %	26,49%
Endettement financier propre de la société (long terme)	3 151 260	4 147 040	3 083 375

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

BILAN FINANCIER 2020 (COMPTES CONSOLIDES AVEC LES OPÉRATIONS PORTÉES)

Les comptes 2020 ont été approuvés par l'assemblée générale du 16 juin 2021. Au cours de l'exercice 2020, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 594 948 € contre 11 418 293 € au 31 décembre 2019, soit une baisse de 95 %.

Le total des produits d'exploitation consolidés s'établit à 2 698 600 € contre 10 378 410 € au 31/12/2019 (- 74 %).

Les charges d'exploitation consolidées s'élèvent à 2 640 150 € contre 10 311 633 € au 31/12/2019, soit une diminution représentant 74 %.

Le compte de résultat fait apparaître un résultat d'exploitation consolidé de 58 449 € contre 66 677 € au 31/12/2019, soit une variation de - 12 %.

La valeur ajoutée produite est de 467 854 €, représentant 41 % du chiffre d'affaires, alors qu'elle s'établissait à 407 826 € au 31/12/2019.

L'entreprise dégage un déficit brut d'exploitation consolidé de – 414 843 € contre un déficit brut d'exploitation de – 321 025 € au 31/12/2019. Le résultat financier est déficitaire de - 33 218 €.

Après comptabilisation du résultat exceptionnel de +21 442 €, le résultat net comptable consolidé de l'exercice ressort bénéficiaire de 41 985 € contre 42 235 € l'exercice précédent, soit une diminution de 0,6 %.

BILAN FINANCIER 2020 (FONCTIONNEMENT PROPRE DE LA SEM)

- Hors opérations propres, les produits d'exploitation pour l'année 2020 de la SEM pour son fonctionnement propre (c'est-à-dire hors opérations portées) s'élèvent à 1 251 467 € HT, soit +41 000 € par rapport à 2019. Les recettes d'exploitation hors opérations propres sur les 5 derniers exercices présentent une augmentation moyenne de 3 %. Ils sont issus pour 31 % des concessions d'aménagement, pour 11 % d'AMO, pour 25 % des mandats, pour 11 % de loyers et 17 % de conduites d'opération. Pour la première fois depuis les dernières années, les rémunérations de la SEM ne proviennent pas en majorité de collectivités territoriales : 15 % d'opérations confiées par le Conseil Départemental, 18 % par la ville de Nevers, 5 % par Nevers agglomération, 11 % du contrat avec la SEM Patrimoniale, 39 % par d'autres clients et 7 % de conduite d'opérations. Il est à noter la progression des revenus des loyers locatifs dans les produits d'exploitation destinée à compenser l'éventuelle érosion de la commande publique.
- Hors opérations propres, les charges d'exploitation se montent à 1 305 137 € HT (à comparer à 1 386 466 € HT en 2019) soit une diminution de 6 %, qui s'explique par une modification d'effectifs (engendrant une baisse de la masse salariale de 5 %) et une baisse de certaines charges en raison des confinements du printemps et de l'automne.
- Le résultat d'exploitation sur le fonctionnement propre de la SEM passe de - 176 143 € en 2019 à - 53 669 € en 2020. La SEM affiche un résultat net de - 11 620 € en 2020 contre - 123 037 € en 2019.
- Les opérations propres (Isocentre,Vertpré, Batiment 4 Pittié, Four à chaux, Campus tertiaire Cosne, chambre funéraire et mutualité) de la SEM dégagent pour l'année 2020 un résultat de 53 605 € et contribue ainsi au résultat global (avec les opérations portées) de 41 985 €

FAITS MARQUANTS 2020

- En 2020, la SEM a remporté les appels d'offres pour : étude de programmation pour le regroupement des services de l'État, étude THIRORO, ilôt fer, étude de faisabilité carrefour LIDL/Leclerc à St-Léger-des-Vignes, OPAH RU 2020-2022, bâtiment B5 site Cobalt, centre-bourg de Saint-Honoré-les-Bains, logements à vocation touristique et hébergement stagiaire EMA-CNIFOP, travaux de réaménagement du barrage des Settons, maison de santé de Clamecy, crèche de Clameny, les Prés Manoirs de Saint-Pierre-le-Moûtier, la création d'ateliers, pépinières à S Saint-Pierre-le-Moûtier.
- La SEM a engagé ou poursuivi les études et chantiers suivants : pépinières d'entreprises à Magny-Cours, Café Charbon à Nevers, aménagement du bassin portuaire de Cercy-la-Tour, aménagement de l'étang du Marnant à La Nocle Maulaix, logements intergénérationnels à Ouroux-en-Morvan, logements intergénérationnels à Montsauche-les-Settons, commercialisation de terrains et lotissements d'habitation (la Pétroque et Château Brisset à Nevers, Les chaumes à Guérigny, les hauts de Loire à la Charité), commercialisation des zones d'activité (Four à Chaux à Decize, Près Poitiers à Nevers, Pré Plantin à Nevers), Technopole de Magny-Cours, le Nouvel Équipement de Protection de l'Enfance, la création d'un atelier pépinière d'entreprise à Magny-Cours, l'aménagement de la place Mossé, la résidence étudiante et les bâtiments B5 et B2 sur le site Cobalt, les aménagements du barrage des Settons, le réaménagement de place du Grand Courlis à Nevers, les berges de l'Yonne à Clamecy.
- Les opérations suivantes ont été livrées : Embellissement du centre bourg à Moux-en-Morvan, maison de santé à Imphy, chambre funéraire Thause à Decize, réaménagement du centre-bourg de Saint-Pierre-Le-Moutier, l'étude de programmation pour le regroupement des services de l'État.
- De nouvelles opérations ont été démarrées : le mandat de la mise en adaptation des lycées de la Nièvre, de l'Yonne et d'une partie de la Côte d'Or pour le Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté, les concessions d'aménagement de Val d'aron, la poursuite des Xylobox, ateliers en bois du Morvan, des études et diagnostics de cellules commerciales à Cosne-sur-Loire.

CAPITAL SOCIAL 2020

Montant du Capital Social :	2 509 299 €
Nombre d'actions :	214 470
Valeur nominale :	11,70 €

Répartition du capital social au 31/12/2020:

Nom actionnaire	Nombre d'actions détenues	Participation détenue	% de détention
Conseil Départemental de la Nièvre	114 391	1 338 374 €	53,34%
Ville de Nevers	55 560	650 052 €	25,90%
Autres publics (SIEEEN, communes)	1 223	14 309,10 €	0,57%

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Caisse des dépôts et consignations	31 200	365 040 €	14,55%
Coopération et Famille	5 741	67 169,70 €	2,68%
Dexia	1 740	20 358 €	0,81%
Caisse d'épargne de Bourgogne et Franche-Comté	1 537	17 982,90 €	0,71%
Autres privés	3 078	36 012,60 €	1,44%

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

ETC AUDIT
LE PARTAGE DES VALEURS

Place de l'Europe
89000 ST-GEORGES-SUR-BAULCHE
Tél. : + 33 (0)3 86 48 12 12
Fax : + 33 (0)3 86 48 31 30
www.groupe-etc.fr

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

COMMISSAIRES AUX COMPTES ASSOCIÉS
André VENTALON
Frédéric VAUTRIN
Claude BOULIC
Thierry BISSERON
Sandra FAORO
Stéphane DELZAIVE
Lionel LEBLANC
Philippe CATTEY
Laëtitia COURVOISIER
Audrey LECOUET
Christelle NICOLAS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
Marie-Hélène GONCALVES

SEM PATRIMONIALE DE LA NIEVRE

Société Anonyme d'économie mixte locale au capital de 2 349 000 €

Siège social : 13 rue Ferdinand GAMBON

58000 – NEVERS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Cabinet : ETC AUDIT

Siège social : Place de l'Europe – BP 12 – 89000 SAINT GEORGES SUR BAULCHES

Bureau de Nevers : 2 rue des Grands Jardins – BP 10 011 – 58022 NEVERS CEDEX

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE



Place de l'Europe
89000 ST-GEORGES-SUR-BAULCHE

Tél. : + 33 (0)3 86 48 12 12
Fax : + 33 (0)3 86 48 31 30
www.groupe-etc.fr

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

COMMISSAIRES AUX COMPTES ASSOCIÉS
André VENTALON
Frédéric VAUTRIN
Claude BOULIC
Thierry BISSERON
Sandra FAORO
Stéphane DELZAIVE
Lionel LEBLANC
Philippe CATTEY
Laëttia COURVOISIER
Audrey LECOUET
Christelle NICOLAS

COMMISSAIRE AUX COMPTES
Marie-Hélène GONCALVES

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée du 15septembre 2020, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SEM PATRIMONIALE DE LA NIEVRE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SEM PATRIMONIALE DE LA NIEVRE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Tests d'amortissement des actifs immobilisés

Risques identifiés

Au 31 Décembre 2020, la valeur de l'actif net immobilisé s'élève à 4 417 K€ au regard d'un total bilan de 5 160 K€.

Cet actif est composé de bâtiments et de terrains.

Nous avons considéré que la valeur des actifs est un point clef de l'audit en raison de leur importance significative dans les comptes de la Société SEM PATRIMONIALE DE LA NIEVRE.

Notre réponse

Dans le cadre de nos diligences, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de la décomposition des actifs.

Nous avons apprécié le caractère raisonnable des hypothèses retenues et analysé la cohérence des décompositions réalisées.

Provisions clients

Risques identifiés

Les créances clients et le non-recouvrement de celle-ci peuvent inclure des risques ou litiges importants.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clef de l'audit compte tenu de l'activité de la Société SEM PATRIMONIALE DE LA NIEVRE.

Notre réponse

Dans le cadre de l'audit, nos travaux ont consisté surtout à :

- examiner les risques existants sur les créances clients,
- prendre connaissance des risques potentiels,
- vérifier le caractère approprié des informations relatives à ces risques présentés en annexe aux comptes comptables.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, vous ont été communiqués dans le rapport de gestion.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société SEM PATRIMONAILE DE LA NIEVRE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nevers, le 28 Mai 2021

ETC AUDIT

Représentée par Stéphane DELZAIVE

Commissaire aux comptes

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains	533 473		533 473	533 473	
Constructions	6 098 750	2 341 293	3 757 457	4 063 680	- 306 223
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations en cours	123 685		123 685	3 485	120 200
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	2 699		2 699	76	2 623
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	**6 758 607**	**2 341 293**	**4 417 314**	**4 600 714**	**- 183 400**
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	364 322	117 966	246 356	462 832	- 216 476
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices	37 910		37 910	60 656	- 22 746
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	33 801		33 801	441 570	- 407 769
. Autres	28 641		28 641	11 976	16 665
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	383 072		383 072	402 319	- 19 247
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	13 152		13 152	16 379	- 3 227
TOTAL (II)	**860 898**	**117 966**	**742 931**	**1 395 732**	**- 652 801**
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	**7 619 505**	**2 459 260**	**5 160 245**	**5 996 446**	**- 836 201**

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 2 349 000)	2 349 000	2 349 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	11 537	11 537	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	71 259	207 463	- 136 204
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	-187 952	-136 204	- 51 748
Subventions d'investissement	63 480	76 093	- 12 613
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	**2 307 324**	**2 507 889**	**- 200 565**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	2 315 009	2 599 779	- 284 770
. Découverts, concours bancaires	258	360	- 102
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	131 174	132 314	- 1 140
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	156 932	233 771	- 76 839
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel			
. Organismes sociaux			
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	44 305	96 823	- 52 518
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	38 238		38 238
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		40 095	- 40 095
Autres dettes	98 967	317 766	- 218 799
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance	68 037	67 648	389
TOTAL (IV)	**2 852 922**	**3 488 557**	**- 635 635**
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	**5 160 245**	**5 996 446**	**- 836 201**

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	356 633		356 633	436 324	- 79 691	-18,26
Chiffres d'affaires Nets	**356 633**		**356 633**	**436 324**	**- 79 691**	**-18,26**
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			719		719	N/S
Autres produits			2 609	0	2 609	N/S
Total des produits d'exploitation (I)			**359 962**	**436 324**	**- 76 362**	**-17,50**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			151 078	224 887	- 73 809	-32,82
Impôts, taxes et versements assimilés			52 196	51 896	300	0,58
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations aux amortissements sur immobilisations			306 223	290 474	15 749	5,42
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			0	3	- 3	-100
Total des charges d'exploitation (II)			**509 497**	**567 260**	**- 57 763**	**-10,18**
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			**-149 535**	**-130 936**	**- 18 599**	**14,20**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			913	6 057	- 5 144	-84,93
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			**913**	**6 057**	**- 5 144**	**-84,93**
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			51 943	54 266	- 2 323	-4,28
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			**51 943**	**54 266**	**- 2 323**	**-4,28**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**-51 030**	**-48 210**	**- 2 820**	**5,85**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			**-200 565**	**-179 145**	**- 21 420**	**11,96**

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges	12 613	12 613		0,00
Total des produits exceptionnels (VII)	**12 613**	**12 613**		**0,00**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**12 613**	**12 613**		**0,00**
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)		-30 328	30 328	-100
Total des Produits (I+III+V+VII)	**373 488**	**454 994**	**- 81 506**	**-17,91**
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	**561 440**	**591 198**	**- 29 758**	**-5,03**
RESULTAT NET	**-187 952**	**-136 204**	**- 51 748**	**37,99**
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Annexes Légales 2021

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 5 160 245,39 E
et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -187 952,06 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges à répartir sur plusieurs exercices
- Composition du capital social
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Actionnariat
- Garantie des emprunts

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et au Règlement 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Un renouvellement de bail a été initié avec la société FAURECIA rétroactivement au 01/06/2019. La décision a été prise d'octroyer une franchise de loyer à compter de la date de renouvellement et pour une durée de 2 ans sans aucune contrepartie.

Eu égard aux difficultés financières de l'entreprise SOREC, il a été décidé d'octroyer une franchise de loyer à compter du 1er janvier 2020 et pour une durée de 18 mois.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

Conformément à l'article 213-9 du recueil des normes comptables de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), la SEM PATRIMOINIALE de la NIEVRE a pris l'option d'incorporer les frais financiers des emprunts dans le coût des ouvrages qu'elle construit, pendant la période de production jusqu'à leur achèvement.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Le bâtiment FAURECIA est amorti par composants selon les durées suivantes :
- Gros œuvre : 25 ans
- Couverture, bardage : 10 et 15 ans
- Palletier : 10 ans

Le bâtiment ENTREPRISE ELECTRIQUE est amorti par composant selon les durées suivantes :
- Gros œuvre : 25 ans
- Second œuvre : 25 ans

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Le bâtiment SOCOTEC est amorti par composant selon les durées suivantes :
- Gros œuvre : 25 ans
- Clos couvert : 20 ans
- Aménagements intérieurs : 15 ans
- Equipements électriques et fluides : 15 ans
- VRD espaces verts : 25 ans

Le bâtiment SOREC est amorti par composant selon les durées suivantes :
- Gros œuvre et structure :25 ans
- Clos couvert : 15 ans

Le bâtiment GUINOT est amorti par composant selon les durées suivantes :
- Gros œuvre : 25 ans
- Clos couvert : 15 ans
- Aménagements intérieurs : 15 ans
- Equipements électriques, chauffage, carrelage : 12 ans
- VRD : 25 ans

Le bâtiment MUTUALITE est amorti par composant selon les durées suivantes :
- Gros œuvre : 25 ans
- Clos couvert : 20 ans
- Aménagements intérieurs : 15 ans
- Equipements électriques, chauffage, carrelage : 15 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS – COVID 19

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité depuis le 1er janvier 2020.

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2016-07 du 04 novembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

BÂTIMENT SOREC

La SEMPAT de la Nièvre a acquis le 29 mai 2015 un ensemble immobilier où est hébergée la société SOREC, dans le cadre d'une indivision avec le Conseil Départemental de la Nièvre, la Commune de la Charité sur Loire et la Communauté de Communes du Pays Charitois.
La convention d'indivision a nommé la SEMPAT de la Nièvre gérante de l'indivision. Conformément à cette convention, elle établit annuellement un compte de gestion avec la répartition du résultat annuel à distribuer aux autres coïndivisaires.
(cf. tableau page 19).

La Société a comptabilisé l'ouvrage dans son patrimoine pour la quote-part indivisible qu'elle a acquise, et ce, conformément aux précisions de la commission juridique du Conseil National de la Comptabilité (doc.39.80.11).

Les créances dues par la SOREC sont comptabilisées à l'actif du bilan pour la totalité des factures émises par le gérant de l'indivision (la SEMPAT) mais les produits des loyers et les charges n'ont un impact dans le résultat de la SEMPAT qu'à hauteur de sa quotité dans l'indivision, soit 34% (cf. tableau page 19).

Pour l'ensemble des loyers et charges dus par SOREC au 31/12/2016 (mai à décembre 2016), soit un total TTC de 141.559,68€, il a été décidé de provisionner ces créances à 100% car il y a un risque élevé de non recouvrement. Les provisions pour créances douteuses se calculant sur les sommes hors taxes, nous avons enregistré la provision pour 117.966,40€ à l'actif du bilan 2016.

Cette comptabilisation s'est déroulée sur 2 exercices :
- En 2015 : 7.566,40€ (loyer du 1/12/15 au 15/12/15)
- En 2016 : 110.400,00€

Du fait de la procédure spécifique de comptabilisation expliquée ci-dessus, ces sommes ont été passées en charge, sur ces exercices, pour la totalité puis ensuite réaffectées au compte des autres indivisaires en fonction de leur quotité, ce qui fait que la SEMPAT n'a conservé dans son compte de résultat que la somme qui lui revient à hauteur de 34%, soit pour 2016 : 110.400,00 X 34% = 37.536,00€.

Au 31/12/2020, les provisions pour les créances SOREC de 2016 ont été maintenues.

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Indivision SOREC

Compte de gestion 2020

Postes	Montant total	Répartition en fonction de la quotité des coïndivisaires			
		SEMPAT NIEVRE	CG de la Nièvre	Cne Charité s/Loire	Comm.Cnes du pays Charitois
		34%	51%	7,50%	7,50%
Produits					
Loyers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Récupération de chages	60 228,90	20 477,83	30 716,74	4 517,17	4 517,17
Produits divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total produits	**60 228,90**	**20 477,83**	**30 716,74**	**4 517,17**	**4 517,17**
Charges (HORS DOTATION AUX AMORTISSEMENTS)					
Rémunération du gérant (6,5% des loyers perçus et de gestion) NA	7 419,21	2 522,53	3 783,80	556,44	556,44
entretien réparations	14 651,93	4 981,66	7 472,48	1 098,89	1 098,89
assurances	34 214,90	11 633,07	17 449,60	2 566,12	2 566,12
Commissions bancaires	208,00	70,72	106,08	15,60	15,60
Taxe foncière	26 014,00	8 844,76	13 267,14	1 951,05	1 951,05
Total charges	**82 508,04**	**28 052,73**	**42 079,10**	**6 188,10**	**6 188,10**
Résultat	**-22 279,14**	**-7 574,91**	**-11 362,36**	**-1 670,94**	**-1 670,94**
			-14 704,23		
			QP due par les autres indivisaires		

Nb: hors dotation aux amortissements puisque l'ensemble immobilier est inscrit à l'actif pour la quote-part SEMPAT seulement

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains	533 473		
Constructions sur sol propre	6 098 750		
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	3 485		120 200
Avances et acomptes			
TOTAL	**6 635 708**		**120 200**
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	76		2 623
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	**76**		**2 623**
TOTAL GENERAL	**6 635 784**		**122 823**

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains			533 473	
Constructions sur sol propre			6 098 750	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			123 685	
Avances et acomptes				
TOTAL			**6 755 908**	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			2 699	
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			**2 699**	
TOTAL GENERAL			**6 758 607**	

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installations générales, agencements constructions Installations techniques, matériel et outillages industriels Installations générales, agencements divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	2 035 070	306 223		2 341 293
TOTAL	**2 035 070**	**306 223**		**2 341 293**
TOTAL GENERAL	**2 035 070**	**306 223**		**2 341 293**

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installations générales, agencements constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	306 223				
TOTAL	**306 223**				
TOTAL GENERAL	**306 223**				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices Primes de remboursement obligations				

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	117 966			117 966
TOTAL Dépréciations	**117 966**			**117 966**
TOTAL GENERAL	**117 966**			**117 966**
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	132 480	132 480	
Autres créances clients	231 842	231 842	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	37 910	37 910	
- T.V.A	33 801	33 801	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	2 601	2 601	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	26 040	26 040	
Charges constatées d'avance	13 152	13 152	
TOTAL GENERAL	**477 826**	**477 826**	

Montant des prêts accordés dans l'exercice	
Remboursements des prêts dans l'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	258	258		
- plus d'un an	2 315 009	193 914	811 273	1 309 823
Emprunts et dettes financières divers	131 174	131 174		
Fournisseurs et comptes rattachés	156 932	156 932		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	44 305	44 305		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	38 238	38 238		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	98 967	98 967		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	68 037	68 037		
TOTAL GENERAL	**2 852 922**	**731 826**	**811 273**	**1 309 823**

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	284 769
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	157 159
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	2 601
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	101
TOTAL	**159 862**

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 137
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 680
Dettes fiscales et sociales	38 238
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	**59 055**

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	13 152	68 037
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	**13 152**	**68 037**

Commentaires :

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

Charges à répartir sur plusieurs exercices

	Montant brut	Taux amortissement
Charges différées Frais d'acquisition des immobilisations Frais d'émission des emprunts Charges à étaler		
TOTAL		

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	2 349	1000,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	2 349	1000,00

Commentaires :

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes - Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	4 100
TOTAL	**4 100**

Commentaires :

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

ACTIONNARIAT

Actionnaires	Capital	% du capital	Nb postes Administrateurs
Conseil Départemental	450 000	19.16%	2
Communauté d'agglomération	215 000	9.15%	1
CC Vaux d'Yonne (Clamecy)	75 000	3.19%	1
CC Sud Nivernais (Decize)	150 000	6.38%	2
CC Pays Charitois (La Charité)	75 000	3.19%	1
CC Loire et Nohain (Cosne sur Loire)	75 000	3.19%	1
Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté	225 000	9.58%	1
Total Actionnaires Publics	1 265 000	53.85%	
CDC	450 000	19.16%	1
Caisse d'Épargne Bourgogne Franche Comté	169 000	7.19%	1
Crédit Agricole Centre Loire	125 000	5.32%	1
Batifranc	100 000	4.26%	1
SAFIDI - EDF	90 000	3.83%	1
CCI	75 000	3.19%	1
Logivie	75 000	3.19%	1
Total actionnaires privés	1 084 000	46.15%	
Total général	2 349 000	100.00%	

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

GARANTIE DES EMPRUNTS

Sur l'opération ENTREPRISE ELECTRIQUE, l'emprunt Caisse d'Epargne est garanti par une hypothèque conventionnelle de rang 1 sur l'immeuble objet du crédit et une cession des loyers de l'ensemble immobilier objet du crédit dans le cadre de la loi Dailly pour un montant de 615k€.

Sur l'opération ENTREPRISE ELECTRIQUE, l'emprunt Crédit Coopératif est garanti par une inscription de privilège de prêteur de denier à hauteur de 134 000€ sur l'ensemble immobilier sis sur la commune de Decize.

Sur l'opération SOCOTEC, l'emprunt Crédit Coopératif est garanti par une inscription de privilège de prêteur de denier à hauteur de 32 980€, par une hypothèque complémentaire sur le terrain objet du crédit et par une cession des loyers de l'ensemble immobilier objet du crédit.

Sur l'opération GUINOT, l'emprunt Caisse Epargne est garanti par une hypothèque conventionnelle de rang 1 sur l'immeuble objet du crédit et une cession des loyers de l'ensemble immobilier objet du crédit dans le cadre de la loi Dailly pour un montant de 576k€.

Sur l'opération MUTUALITE COLBERT 1, l'emprunt Banque Postale est garanti par une inscription de privilège de prêteur de denier à hauteur de 100% du capital emprunté et une cession de loyers de l'ensemble immobilier objet du crédit dans le cadre de la loi Dailly pour un montant de 1 104 950.00€.

- SARL ETC AUDIT -
Place de l'Europe
89000 SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
Tél. 03 86 48 12 12
Siret. 493 539 944 00014

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

SEM PATRIMONIALE DE LA NIEVRE

Rapport annuel du mandataire de la collectivité administrateur
de la SEM patrimoniale de la Nièvre
Exercice 2020

FICHE SIGNALETIQUE	
Sigle :	SEMPAT
Forme juridique :	Société anonyme d'économie mixte au capital de 2 349 000 € à conseil d'administration
Date de création :	30/11/2007
Secteur d'activité :	Promotion immobilière d'autres bâtiments
Siège social :	13 rue Ferdinand Gambon 58000 NEVERS
Objet social :	• Construire des bâtiments économiques répondant à des demandes identifiées • Louer ces bâtiments afin de favoriser le développement des entreprises locales et de renforcer l'attractivité économique de la Nièvre pour des investisseurs.
Nom des administrateurs de la collectivité :	Pierre BISSCHOP Michel MULOT Vanessa LOUIS-SIDNEY
Nombre total d'administrateurs :	15
Nom du commissaire aux comptes :	ETC Audit - Stéphane DELZAIVE
Président du Conseil d'Administration :	Michel MULOT (Délibération 26/05/2015)
Prestataire :	Vincent POIRIER et Cédric DUHEM (à compter du 08/04/2020)
Effectif :	0
Nature des conventions conclues avec la collectivité :	Convention de subvention pour opération VIENNOIDIS Convention de subvention pour opération GITEC SAS
Montant des financements apportés par la collectivité :	22 500 € engagés non mandatés (opération VIENNOIDIS abandonnée) 80 000 € mandatés sur 80 000 € engagés (opération GITEC SAS)
Montant des garanties d'emprunt accordé (capital restant dû):	0 € (opération FAURECIA remboursée en 2020)

INDICATEURS FINANCIERS

Indicateur / Année	2018	2019	2020
Produits d'exploitation	492 644	436 324	359 961
Résultat d'exploitation	142 503	-130 936	- 149 536
Résultat net	77 986	-136 204	- 187 953
% participation financière de la collectivité au capital	28,74 %	19,16 %	19,16 %
% participation financière des autres collectivités au capital	25,11 %	53,85 %	53,85 %
Endettement financier propre de la société (long terme)	1 379 245	2 315 009	2 121 096

BILAN FINANCIER 2020

Les comptes 2020 ont été approuvés lors de l'assemblée générale du 15 juin 2021. Malgré la crise sanitaire, la gestion locative des actifs en immobilier d'entreprise effectuée par Nièvre Aménagement, ne présente pas d'impayés imprévus. Au cours de l'exercice 2020, le total des produits d'exploitation s'établit à 359 961 € (correspondant notamment aux loyers perçus par FAURECIA, SOCOTEC, ENTREPRISE ELECTRIQUE, SOREC et GUINOT TP) contre 436 324 € au 31/12/2019, soit une baisse de 17 %. En effet, les accords trouvés avec SOREC (exonération de 18 mois de loyer soit -22 K€) et FAURECIA (renouvellement de bail avec exonération de 2 ans de loyer soit -165 K€) ont largement impacté le chiffre d'affaires

Les charges d'exploitation s'élèvent à 509 497 € contre 567 260 € au 31/12/2019, soit une baisse de 10 %. Les dossiers engagés en 2019 ont

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

nécessité d'engager des frais d'études et des honoraires en lien avec les actes notariés. Les travaux réalisés ont engendré une augmentation des charges foncières, financières et des dotations aux amortissements avant de percevoir les locations correspondantes .

Le compte de résultat fait ainsi apparaître un résultat d'exploitation en déficit de - 149 536 € contre -130 936 € au 31/12/2019.

La valeur ajoutée produite est de 205 555 € représentant 58 % du chiffre d'affaires, alors qu'elle était de 211 437 € au 31/12/2019.

La SEM n'ayant pas de personnel, l'entreprise dégage un excédent brut d'exploitation de 153 359 € contre 159 541 € au 31/12/2019.

Le résultat financier est déficitaire de – 51 030 €. Après comptabilisation du résultat exceptionnel de 12 613 €, le résultat net comptable de l'exercice ressort à - 187 952 € contre - 136 204 € l'exercice précédent.

BILAN D'ACTIVITE 2020

En 2020, le résultat de la SEM émane essentiellement de la gestion locative de l'opération de réhabilitation du bâtiment 22 réalisée pour l'entreprise FAURECIA, de l'ENTREPRISE ELECTRIQUE à la ZAC du Four à Chaux à Decize (01/12/2013), de SOCOTEC sur le Parc du Bengy à Varennes Vauzelles (01/07/2014), de la SOREC (01/06/2015) de GUINOT TP et de la MUTUALITE.

Sur les 3 dossiers qui ont été étudiés en 2020 pour un accompagnement dans le développement de leur activité (compte tenu des faibles marges de manœuvre dont la société dispose en 2020): 1 dossier a été présenté en comité d'investissement et a fait l'objet d'une décision favorable de la SEM patrimoniale (Make Ici Morvan à Lormes); 1 dossier a fait l'objet de présentations introductives sommaires dans le cadre de négociations non encore abouties à ce jour (entreprise NRB à Luzy). Le dossier à Chevroches pour le village répit famille porté par l'ADAPEI n'a pas encore abouti.

- ❑ Le réaménagement de la partie bureau de la SOREC/EUROSIT a débuté : réalisation du diagnostic amiante/plomb, dossier de consultation des entreprises. Une exonération de loyer de 18 mois à compter de janvier 2020 a été accordée afin de pérenniser l'activité de la société.

- ❑ L'opération « Make Ici Morvan » a été lancée. La SEM patrimoniale livrera le bâtiment brut à l'association, qui sera en charge du second œuvre. L'année 2020 a vu l'achat du bâtiment, la sélection de la maîtrise d'œuvre et le dépôt des dossiers de subvention.

FAITS MARQUANTS 2020

- ❑ Les négociations autour du bail de Faurecia à Cercy -La-Tour, débutées en 2019, ont abouti à un renouvellement du bail pour 9 ans avec une exonération de loyer de 2 ans rétroactivement au 01/06/2019. Ces nouvelles conditions ont diminué les produits de l'exercice 2020 et ont pesé lourdement sur la trésorerie de la SEM sur l'exercice 2020 et pèseront sur le premier trimestre 2021.

CAPITAL SOCIAL 2020

Montant du Capital Social :	2 349 000 €
Nombre d'actions :	2 349
Valeur nominale :	1 000 €

Répartition du capital social au 31/12/2020 :

Nom actionnaire	Nombre d'actions détenues	Participation détenue	Pourcentage de détention
Conseil Départemental de la Nièvre	450	450 000 €	19,16%
Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté	225	225 000 €	9,58 %
Communauté d'agglomération	215	215 000 €	9,15%
CC Vaux d'yonne	75	75 000 €	3,19%
CC Sud Nivernais	75	75 000 €	3,19%
CC Pays Charitois	75	75 000 €	3,19%
CC Loire et Nohain	75	75 000 €	3,19%
CC entre Loire et Forêt	75	75 000 €	3,19%
Total Public	*1 265*	*1 265 000 €*	*53,85%*
Caisse des dépôts et consignations	4 50	450 000 €	19,16%
Caisse d'épargne de Bourgogne et Franche-Comté	169	169 000 €	7,19%
SAS Crédit Agricole Centre Loire	125	125 000 €	5,32%
Bâtifranc	100	100 000 €	4,26%

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10377-DE

EDF	90	90 000 €	3,83%
CCI	75	75 000 €	3,19%
Logivie	75	75 000 €	3,19%
Total Privé	*1 084*	*1 084 000 €*	*46,15 %*

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 2

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Mme Jocelyne GUERIN

DELIBERATION

OBJET : PARTICIPATION DE LA SEM NIEVRE AMENAGEMENT DANS LA SAS FONCIERE COEURS DE NIEVRE

Axe 1 Construire l'avenir économique de la Nièvre, créateur d'emploi - Fonction 9- Développement économique - Politique développement local

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **2** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU l'avis de la Commission Attractivité,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** la prise de participation de la SEM Nièvre Aménagement ou SAEMAN dans le capital de la société par actions simplifiées Foncière Cœurs de Nièvre en cours de constitution, pour un montant de 1 000 000 € en fonds propres et quasi fonds propres.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toutes pièces nécessaires pour cette prise de participation.

Jocelyne GUÉRIN ne prend pas part au vote

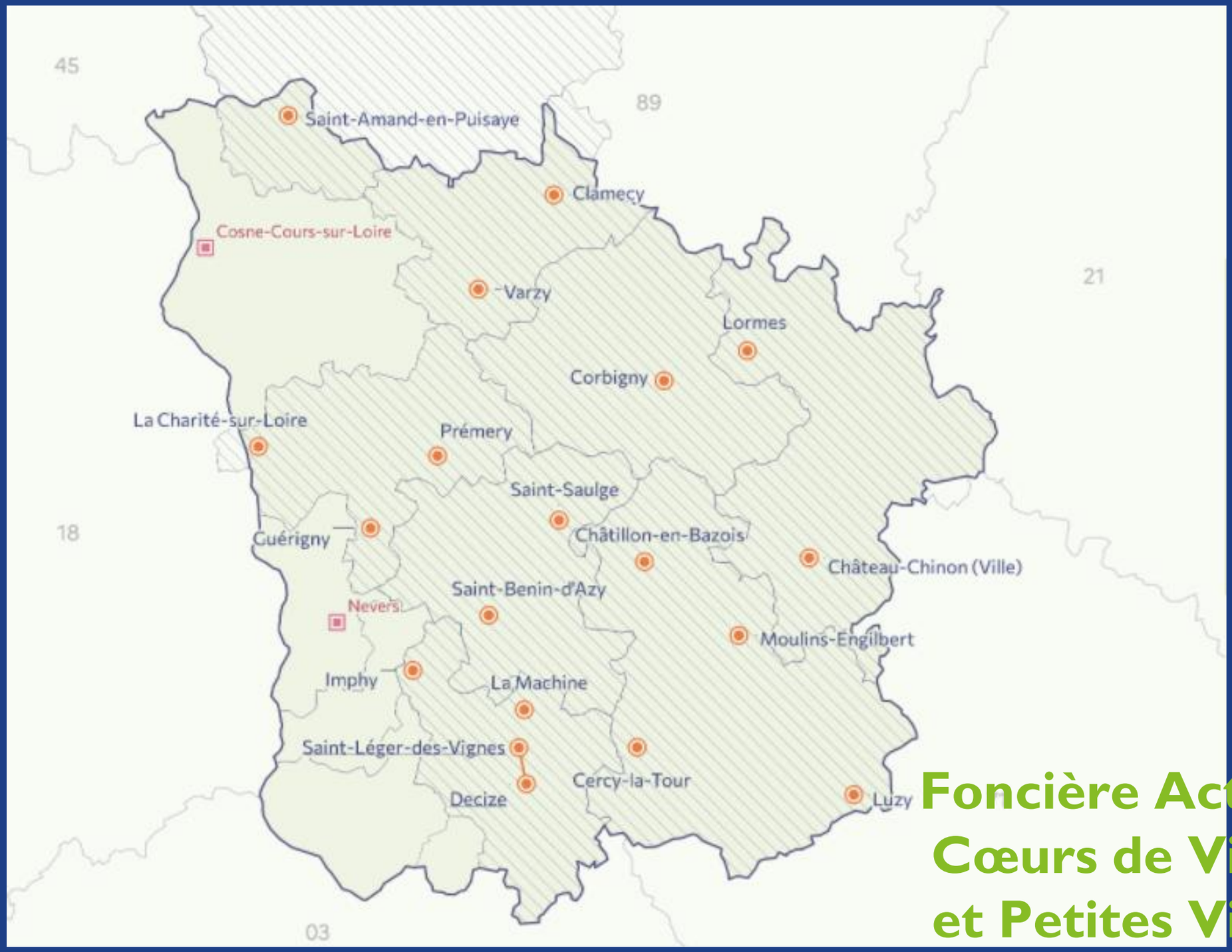
ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE



Foncière Action Cœurs de Villes et Petites Villes de Demain

Présentation août 2021

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

nièvre aménagement

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Une foncière : pourquoi et comment ?

- Le contexte nivernais : pourquoi une foncière départementale
- Quels objectifs ?
- Quelles cibles ?
- Quels moyens ?
- Quelles gouvernances ?
- Exemples d'interventions possibles
- Les prochaines étapes

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Contexte de la réflexion autour d'une foncière départementale

Fin 2018, après l'augmentation du capital de Nièvre Aménagement, les opérations de la SEM à Nevers et la dynamique Action Cœur de Ville font naître les réflexions sur l'opportunité de la création d'une foncière de centre-ville.

Suite aux premières études, et avec l'annonce du dispositif petites villes de demain, le CD58, souhaite que le projet de foncière soit élargi à l'ensemble des périmètres ORT de la Nièvre.

Dès 2020, certaines communes éligibles (Nevers, Cosne-sur-Loire, Luzy, Saint-Saulge…) font état des projets qui pourraient être pris en charge par la foncière, justifiant d'autant plus l'intérêt d'une telle structure, et de son périmètre.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Objectifs de la foncière

Redynamiser les cœurs de villes et de bourgs par la résorption de la vacance des locaux commerciaux et d'activités.

Cette vacance est principalement due :

- à l'inadaptation des locaux ou des loyers attendus ;
- au manque d'investissement par les propriétaires historiques ;
- au manque d'investisseurs privés sur des projets en cœur de ville / de bourg ;
- à des capacités d'investissement public locales limitées.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Quelles cibles ?

Les actifs immobiliers devront répondre aux critères suivants :

- Être implantés dans les cœurs de villes et de bourgs de la Nièvre (périmètres ORT) ;
- Abriter des activités commerciales ou d'autres activités contribuant au dynamisme des cœurs de villes et de bourgs ;
- Répondre aux exigences en termes de sobriété énergétique ;
- Présenter une rentabilité annuelle brute minimale de 5,5%.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Exemple d'interventions possibles : fusion de 4 cellules exigues

Vitrines commerciales existantes



N°43 Lilipom N°45 Ressemelage N°47 Art des Fées N°49 Fanfreluche

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

… et création d'un accès commun aux logements

Façades rue François Mitterrand



N°43 & 45



N°47 & 49

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Densification d'une rue commerçante







Vue de la Rue Hoche



Vue de la Rue du Commerce



Vue projet avec place/fontaine et stationnement en lieu et place du bâtiment « Girard »

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Mobilisation d'un foncier jusque là hors marché

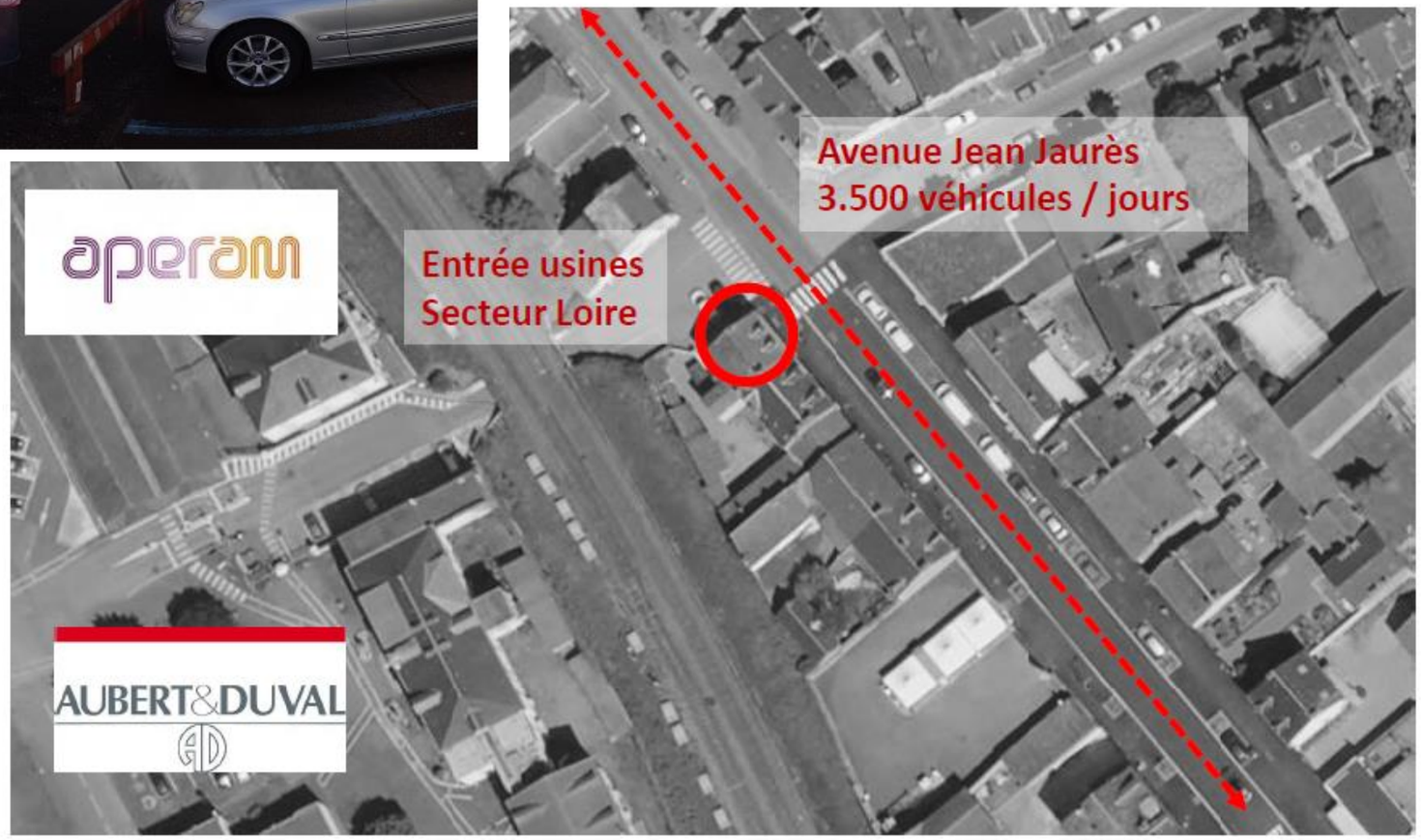


Superficie totale : 73 m²

Surface potentielle vente : 60 m²

Reserve potentielle : 10 m² + WC

Cave : 60 m² environ



Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Quels moyens ?

- Nièvre Aménagement et la Banque des territoires s'associent pour créer une foncière sous la forme d'une SAS pouvant, à ce stade, porter jusqu'à 10 000 000 € d'immobilier stratégiques en cœur de villes et de bourgs.

- **Pour 1 € investit par Nièvre Aménagement, 10€ peuvent investit sur le territoire, hors financement ANCT**.

- Faculté d'intégrer d'autres investisseurs, sur tout ou partie des projets, pour démultiplier la capacité de financement.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Le fond ANCT



Un objectif de 6000 commerces traités en 5 ans



100 programmes d'intervention accompagnés



Une dotation budgétaire de 60 M€ sur 2 ans



Une prise en charge jusqu'à 50% du déficit d'opération

Pour faire quoi ?

- Déployer des moyens exceptionnels pour accélérer les projets de revitalisation du commerce initié par les collectivités
- Développer dans le cadre du Plan de relance des projets commerciaux et/ou artisanaux pour conforter l'attractivité des territoires fragilisées
- Permettre la réalisation de projets complexes dont la viabilité économique est trop faible pour attirer des investisseurs privés

Pour quels projets ?

- Projets structurants participant à la recomposition du parcours marchand et/ou à la diversité de l'offre commerciale, artisanale et de service en centre-ville ou dans le quartier
- Les opérations peuvent concerner des projets de rénovation, de transfert, de remembrement, de changement d'usage...
- Les programmes peuvent être mixtes (rez-de-chaussée actifs et logements dans les étages)
- Les projets s'inscrivant dans des projets d'ensemble, adossés à un cadre partenarial clair et structuré (notamment, dans le périmètre des opérations de revitalisation des territoires)

Accessible à qui ?

Les opérateurs en capacité à piloter l'ensemble du processus de requalification et de transformation des locaux :

- Les EPL (SEM, SPL) et leurs filiales
- Les établissements publics de l'Etat ou les opérateurs qu'ils auront désignés
- Les établissements publics d'aménagement
- Les bailleurs sociaux
- Des promoteurs privés

Exemples de projets éligibles au fonds



- Une SEM départementale souhaitant mener un programme de revitalisation de 50 commerces de proximité au sein de six collectivités engagées dans des opérations de revitalisation territoriale inscrites dans les Programmes « action cœur de ville » ou « petites villes de demain »
- Une EPL régionale engagée dans un programme de maintien de l'offre commerciale dans les centre-bourgs situés en zone de revitalisation rurale

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Quels moyens pour quelles cibles ?

Plan d'affaires potentiel à titre indicatif et non exhaustif (disponible en annexe)

N° op	Lieu	Surface local / com	Coût total	Prix loyer local com Annuel € HT	Prix Loyer local com Mensuel € HT	Loyer mensuel au m2 €HT	Sub ANCT €	Reste à charge foncière
3	Nevers, François Miterrand	70 m2	270 648,93 €	8 160,00 €	680,00 €	9,71 €	65 408,00 €	205 240,93 €
9	Nevers Banlay	265 m2	488 405,00 €	22 800,00 €	1 900,00 €	7,17 €	158 882,00 €	329 523,00 €
10	Varennes Vauzelles, Crot Cizeau	378 m2	707 367,00 €	56 400,00 €	4 700,00 €	12,43 €	118 304,00 €	589 063,00 €
5	Pougues les eaux	120 m2	241 506,00 €	9 360,00 €	780,00 €	6,50 €	67 037,00 €	174 469,00 €
11	*Nevers Guy Coquille*	*150 m2*	*256 729,00 €*	*14 400,00 €*	*1 200,00 €*	*8,00 €*		256 729,00 €
15	*Nevers O'Tacos*	*324 m2*	*690 000,00 €*	*45 000,00 €*	*4 500,00 €*	*13,89 €*		690 000,00 €
21	*Nevers Saint Arigle ?*							
22	*Nevers Grand Monarque ?*							
	Nevers et agglomération		**2 654 655,93 €**	156 120,00 €	13 760,00 €		**409 631,00 €**	**2 245 024,93 €**
	Nevers et agglomération, restant disponible		**845 344,08 €**					
4	Cosne sur Loire	54 m2	89 719,00 €	4 800,00 €	400,00 €	7,36 €	51 377,00 €	38 342,00 €
					0,00 €	*#DIV/0!*		
					0,00 €	*#DIV/0!*		
	Cosne et Cœur de Loire		**89 719,00 €**	4 800,00 €	400,00 €		**51 377,00 €**	**38 342,00 €**
	Cosne et Cœur de Loire, restant disponbile		**1 160 281,00 €**					
1	Imphy *	350 m2	366 587,00 €	15 000,00 €	1 250,00 €	3,57 €	192 293,00 €	174 294,00 €
2	Luzy, association locale paysan	220 m2	211 094,00 €	9 216,00 €	960,00 €	4,36 €	59 467,00 €	151 627,00 €
6	Premery	59 m2	78 518,00 €	5 280,00 €	550,00 €	9,32 €	6 697,00 €	71 821,00 €
7	St Honoré les bains, 30 av d'Espeuille	53 m2	96 300,00 €	3 456,00 €	360,00 €	6,79 €	13 189,00 €	83 111,00 €
8	St Honoré les bains, 6 av Eug	60 m2	66 909,00 €	2 592,00 €	270,00 €	4,50 €	6 897,00 €	60 012,00 €
12	*Saint Saulge - cabinet vétérinaire*	*145 m2*	*191 667,00 €*	*18 000,00 €*	*1 800,00 €*	*12,41 €*		191 667,00 €
13	*Saint Saulge - cabinet médical*	*220 m2*	*169 737,00 €*	*8 400,00 €*	*840,00 €*	*3,82 €*	*55 263,00 €*	114 474,00 €
14	*Saint Saulge - multiservice*	*150 m2*	*150 000,00 €*	*6 000,00 €*	*600,00 €*	*4,00 €*	*48 000,00 €*	102 000,00 €
16	*Lormes - Petit Casino*		*0,00 €*			*#DIV/0!*		0,00 €
17	*Corbigny 1 - rue des Forges*		*0,00 €*			*#DIV/0!*		0,00 €
18	*Corbigny 2 - Grande rue*		*0,00 €*			*#DIV/0!*		0,00 €
19	*Château-Chinon - 15 boulevard de la République*		*0,00 €*			*#DIV/0!*		0,00 €
20	*Château-Chinon - le Saint Christophe*		*0,00 €*			*#DIV/0!*		0,00 €
	Petites villes de demain		**1 330 812,00 €**	67 944,00 €	6 630,00 €		**381 806,00 €**	**949 006,00 €**
	Petites villes de demain, restant disponible		**3 919 188,00 €**					
	TOTAL	**1629 m2**	**4 075 186,93 €**	**228 864,00 €**	**20 790,00 €**		**842 814,00 €**	**3 232 372,93 €**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Quelles gouvernances ?

1. Proposition de sanctuarisation des enveloppes pour les 2 périmètres Action Cœur de Ville Nevers (3,5 M€), Cosne (1,25 M€) et pour l'ensemble des Petites villes de demain (5,25 M€).

2. Les étapes de validation d'un projet :

1) Comité de Suivi regroupant les membres du comité de suivi de Nièvre Aménagement + un représentant de la ville et de l'EPCI concerné par le projet :
2) Délibération du Conseil d'Administration de Nièvre Aménagement ;
3) Délibération de la SAS.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10380-DE

Prochaines étapes

- Passage en Comité d'Engagement Banque des territoires : effectué ;
- Validation par le Conseil d'Administration de Nièvre Aménagement : ce jour ;
- Délibération de CD58 et de la ville de Nevers pour la création d'une filiale à Nièvre Aménagement.
- Premières acquisitions et début de réalisations des premières opérations : avant fin 2021.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 3

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

DELIBERATION

OBJET : FSE 2014-2020 APPELS A PROJETS FONDS SOCIAL EUROPÉEN 2021
Axe 1 Construire l'avenir économique de la Nièvre, créateur d'emploi - Fonction 5-Action sociale - Politique autres interventions sociales

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **3** de Monsieur le Président du conseil départemental,
notamment ses articles L3211-1 et L 3211-2,
VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen,
VU la décision de la Commission européenne n°C(2014)7454 du 10 octobre 2014 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole »,
VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
VU la convention de subvention globale FSE 2018-2020 en date du 7 mai 2018,
VU l'avis de la Commission Solidarité,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à lancer l'appel à projets FSE 2021 au titre de l'axe 3 du Programme Opérationnel National « Emploi et Inclusion » du Fonds Social Européen 2014-2020 sur le dispositif 1 *« accompagner les bénéficiaires vers et dans l'emploi durable en favorisant la levée des freins en matière d'insertion sociale et professionnelle »* et sur le dispositif 3 *« Développer la coordination et l'animation de projets en lien avec l'insertion socioprofessionnelle ou l'économie sociale et solidaire »*, joint en annexe à ce rapport,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tout document relatif à ce dossier.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,



Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

APPEL A PROJETS DEPARTEMENTAL 2021

Au titre de l'axe 3 du Programme Opérationnel National
« Emploi inclusion » du Fonds Social Européen 2014-2020

Date de lancement de l'appel à projets : le 28 septembre 2021

Date limite de dépôt des candidatures : le 28 octobre 2021

La réponse à cet appel à projet doit être adressée via la plate-forme de dématérialisation des dossiers FSE, Ma Démarche FSE, entrée « Programmation 2014-2020 »

Ma démarche FSE
Code : CD58-2021-02

Hôtel du Département
29, rue de la Préfecture
58039 NEVERS Cedex

Service inclusion sociale
Direction de la cohésion sociale et de la santé

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

SOMMAIRE

1. Le contexte P 3
2. Les principes généraux de l'appel à projets P 6
3. Le périmètre d'intervention P 6
4. Les critères de sélection P 7
5. Les obligations incombant aux bénéficiaires d'un financement FSE P 8
6. Les modalités de candidature P 10
7. Modalité de recours P 12
8. Les modalités d'accompagnement P 13
9. Annexe 1 : Les obligations incombant aux bénéficiaires P 14
10. Annexe 2 : Tutoriel sur la mise en œuvre des obligations de publicité P 23
11. Annexe 3 :Décrets et arrêtés d'éligibilités des dépenses P 25
12. Annexe 4 : Modèle de lettre de mission P 39

Tutoriel sur la mise en œuvre des obligations de publicité

1. Le contexte

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

La population active nivernaise est de 86 637 individus. Les femmes représentent 48 % des actifs contre 52 % de l'ensemble de la population. On observe aussi un vieillissement des actifs : 17 % ont 55 ans et +.
Le taux de chômage était de 6,5 % au 1er trimestre 2020 contre 7,6 % en France Métropolitaine. Plus de 13 660 personnes sont privées d'emploi.
Les Nivernais relevant des minima sociaux et en particulier du RSA sont donc nombreux : 5 603 bénéficiaires du RSA, dont 2 656 hommes et 2 947 femmes sont soumis à droits et devoirs au 31 décembre 2019.

L'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale rappelle ainsi qu'une part prépondérante des allocataires du RSA n'est pas engagée dans un processus d'insertion professionnelle accompagné.

Un objectif européen de réduction de 25 % du taux de pauvreté

L'union européenne s'est fixée comme l'un de ses axes stratégiques d'intervention, la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'inclusion en renforçant l'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi. La Stratégie Europe 2020 prévoit de réduire le taux de pauvreté de 25 %, ce qui reviendrait à une baisse de 20 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Pour la France l'objectif est fixé à une diminution de 1.9 millions.

Le rôle du FSE est de favoriser l'insertion professionnelle des personnes confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion. Il consiste à mettre en œuvre des parcours de retour à l'emploi, intégrant, en tant que de besoin, des étapes destinées à lever les freins à l'emploi.
Certaines étapes pourront se situer dans le champ de l'insertion par l'activité économique. Il soutiendra les démarches d'accompagnement global et renforcé pour les publics les plus vulnérables. La qualité des parcours et de l'offre de mise en activité doit impliquer l'ensemble des acteurs, et tout particulièrement les employeurs publics et privés.

Depuis 2014, grâce au FSE et à l'initiative pour l'emploi des jeunes, 2,7 millions de jeunes, dont 1,6 million de demandeurs d'emploi et 700 000 de non actifs, ont trouvé le chemin du travail. Parmi ces participants, 235 000 personnes ont obtenu un emploi suite à une action du FSE ou de l'IEJ; 181 000 ont acquis une qualification à la suite d'une action du FSE ou de l'IEJ; 100 000 participants ont intégré une école ou une formation grâce au soutien du FSE ou de l'IEJ; et 275 000 personnes défavorisées ayant participé à des actions financées par le FSE ou l'IEJ ont entamé une recherche d'emploi, une formation, obtenu des qualifications ou un emploi, notamment en tant que travailleur indépendant.

Suivant la recommandation du Conseil de l'Union européenne (« Faire en sorte que les politiques actives de l'emploi ciblent effectivement les plus défavorisés »), la France a adopté en janvier 2013 un plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion, produit d'une importante concertation nationale. Ce plan s'articule autour de trois grands axes de réformes : réduire les inégalités et prévenir les ruptures, venir en aide et accompagner vers l'insertion sur le marché du travail, coordonner l'action sociale et valoriser ses acteurs.
Les travaux conduits dans le cadre de l'élaboration du « Plan national de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion » ont permis de mettre en avant la pertinence des parcours intégrés et renforcés dans le cadre d'accompagnement global de la personne visant l'accès à l'activité des personnes très éloignées de l'emploi. Plus récemment, la stratégie nationale de prévention et de

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

lutte contre la pauvreté présentée en septembre 2018 veut investir davantage pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Un Programme Opérationnel National (PON) FSE Emploi Inclusion 2014-2020

Validé par la Commission Européenne le 10 octobre 2014, il se découpe en trois axes prioritaires :

- Axe 1 – Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer entrepreneuriat.
- Axe 2 – Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels
- Axe 3 - Lutter contre la pauvreté et la promotion de l'inclusion.

la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 offre la possibilité aux conseils départementaux de se positionner en tant qu'organisme intermédiaire pour la gestion déléguée de crédits de l'axe 3 « Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion »

L'ensemble des projets financés au titre de l'axe 3 s'inscrivent dans la stratégie Europe 2020 et concourent plus particulièrement à la réalisation de l'objectif thématique 9 : «Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination» et de la priorité d'investissement 9.1: «L'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi».

Le département de la Nièvre, depuis 2015, s'est engagé dans la gestion d'une subvention globale au titre de la programmation FSE 2014-2020.

L'appel à projet 2021 se veut être un pont entre la programmation 2014-2020 et le futur programme FSE+ qui vraisemblablement sera adopté fin 2021 début 2022. Il permet de sécuriser les porteurs de projet nivernais en leur assurant une visibilité financière en 2021 et d'éviter les ruptures de parcours en attendant l'adoption du nouveau programme.

Le conseil départemental de la Nièvre invite l'ensemble des acteurs de l'offre territoriale d'insertion souhaitant bénéficier d'un cofinancement FSE au titre de l'axe 3 pour l'année 2021 à répondre à cet appel à projet.

1.1 Les fondements de la politique départementale d'insertion

La loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active - RSA institue le conseil départemental comme chef de file des politiques d'insertion dans le département.

Ainsi, le conseil départemental, responsable de la coordination des politiques d'insertion, doit jouer un rôle prépondérant pour maintenir et créer du lien entre les individus mais également permettre aux personnes en situation d'exclusion, résultant de la situation économique et/ou d'une accumulation de difficultés personnelles liées à un faible niveau de qualification, à la situation familiale, à l'âge, au logement, à la santé ou encore à la marginalisation sociale, de retrouver leur autonomie et leur place dans la société.
Faciliter et encourager le retour à l'emploi de ceux qui en sont le plus éloignés sont les priorités de la politique départementale d'insertion.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

1.2 Le cadre de mise en œuvre de la politique départementale

Les documents-cadres tels que le plan d'actions 2016-2021, le Programme Départemental d'Insertion (PDI) et, le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) sont les supports du Département pour la mise en œuvre de cette compétence.

Le plan d'actions 2016-2021, validé lors de la session du 23 mars 2016, fixe les priorités et les objectifs de la collectivité. Il comporte 4 Axes. L'axe 1 intitulé « construire l'avenir économique de la Nièvre créateur d'emploi » comprend 7 fiches. Parmi lesquelles figurent celles relatives à l'Insertion et à l'Économie Sociale et Solidaire.

Le PDI définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins de l'offre locale d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes.

Le PTI a pour objet de définir les modalités de coordination des actions entreprises par les parties pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA). Les signataires du PTI affirment leur engagement commun à collaborer pour agir en faveur des personnes en précarité, notamment les bénéficiaires du RSA, et à apporter les réponses dans la construction et le déroulement de leur parcours d'insertion, dans le respect des prérogatives et des organisations de chacune des institutions.

À travers ce pacte territorial d'insertion, le département se mobilise avec l'ensemble des signataires pour l'intérêt des bénéficiaires du RSA à retrouver une situation professionnelle stable et durable mais aussi en faveur d'un public fragilisé tels que les demandeurs d'emploi et les jeunes.

En effet, la Nièvre est l'un des départements les plus touchés par la crise économique. Ces effets perdurent depuis plusieurs années et ont pour conséquence une augmentation du nombre de Nivernais devant faire face à la dégradation de leurs conditions de vie.
Le nombre de bénéficiaires du RSA et celui des chômeurs connaissent une très légère baisse , les jeunes sont de plus en plus en difficulté.

Le rôle du conseil départemental est d'agir au plus près des populations les plus démunies en contribuant, avec ses partenaires, à assurer la cohésion sociale et la lutte contre la précarité. La présence des 10 sites médico-sociaux répartis sur l'ensemble du département reflète le maillage de proximité souhaité par la collectivité.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

2. Les principes généraux de l'appel à projet

La finalité des opérations financées dans le cadre de cet appel à projets s'inscrit dans l'Objectif Thématique 9 (OT 9) du PON FSE Emploi Inclusion 2014-2020.: « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination », dont la priorité cible est l'accès et le retour à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi et confrontés à la pauvreté et à la précarité.

L'appel à projets vise donc **à faciliter l'accès ou le retour à l'emploi** des publics rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, notamment par l'instauration d'un véritable droit au parcours renforcé, individualisé et coordonné, et à renforcer la coordination des interventions en faveur de l'inclusion pour plus d'efficacité et d'efficience des dispositifs.

Il **concerne un public** (bénéficiaires du RSA, inactifs, demandeurs d'emploi, jeunes et tout public du PON FSE) **résidant dans la Nièvre**.

Il **s'adresse à tout organisme possédant une expertise dans le champ de l'emploi et de l'insertion** associée à une capacité, voire à une expérience préalable, dans l'organisation et la gestion coordonnée des parcours d'insertion professionnelle ainsi qu'une maîtrise des processus d'accompagnement et de suivi des personnes en difficulté d'insertion professionnelle.

Il est rappelé que les organismes ou structures qui répondent à cet appel à projets doivent disposer de **la capacité à s'intégrer** dans l'organisation départementale et être à même de construire, **mener à bien et rendre compte des résultats** de manière rigoureuse sur une opération cofinancée par le département et le fonds social européen.

Durée des projets :
La durée maximale des demandes de subvention est fixée **à 12 mois (du 01/01/2021 au 31/12/2021).**

Budget minimal des projets :
Le budget minimal d'un projet est de 30 000 €. Il n'est pas défini de montant maximum.
Pour information, le FSE cofinance les projets à un taux maximal de 50% des dépenses éligibles soit 15 000 € minimum de FSE.

3. Le périmètre d'intervention

Les actions susceptibles d'être financées dans le cadre de cet appel à projet doivent répondre à l'axe 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » du Programme Opérationnel National (PON) FSE Emploi Inclusion 2014-2020.

Cet appel à projets concerne des actions répondant à la priorité d'investissement 9.1 , qui vise l'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi.

Le présent appel à projets est ciblé **uniquement sur le dispositifs 1** dont les caractéristiques sont reprises ci-après.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Sur la base des objectifs spécifiques et priorités de l'Axe 3 du PON FSE, le conseil départemental a identifié 1 dispositif dans lesquels les projets devront s'inscrire :

Dispositif 1 (codification 3.9.1.1) : Accompagner les bénéficiaires vers et dans l'emploi durable en favorisant la levée des freins en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Ce dispositif correspond à **l'axe 2 du pacte territorial d'insertion** qui a pour objectif de promouvoir des parcours d'insertion cohérents et adaptés à chacun·e et favoriser le pouvoir d'agir des personnes accompagnées.

Pour la période 2021, le conseil départemental souhaite renforcer les actions de coordination qui favorisent une articulation optimale entre le champ du social et le champ de l'emploi, garant de la réussite de l'insertion professionnelle durable des demandeurs d'emploi.

Les types d'opérations retenues concerneront :

- soit un accompagnement spécifique des personnes favorisant l'accès ou le retour à l'emploi
- soit des actions visant la levée de certains freins à l'emploi (illettrisme, mobilité, garde d'enfant, accès au droit…)
-

Les actions innovantes en termes d'accompagnement vers l'emploi ou de levée des freins seront privilégiées.

Les changements attendus concernant ce dispositif sont les suivants :
- Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi accompagnées dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi,
- Renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement.
- Faciliter l'accès ou le retour à l'emploi des publics les plus éloignés de l'emploi au travers de l'instauration d'un véritable droit au parcours renforcé individualisé et coordonné vers l'emploi.

4. Les critères de sélection

Les principes directeurs de choix des opérations sont :

- la cohérence avec le présent appel à projet et avec le Pacte Territorial d'Insertion (P.T.I) du conseil départemental de la Nièvre ;
- la simplicité de mise en œuvre ;
- la valeur ajoutée apportée par le FSE au regard des dispositifs relevant du droit commun ;
- la prise en compte des principes horizontaux (développement durable, égalité des chances et non discrimination, égalité entre les hommes et les femmes) ;
- l'adéquation à un besoin du territoire ;
- la répartition équitable du FSE sur le territoire ;
- la prise en compte des priorités suivantes : association d'expertises pluridisciplinaires pour la construction et la mise en œuvre des parcours, sécurisation des étapes du parcours, participation des personnes bénéficiaires à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des parcours notamment dans le cadre d'expérimentations.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Par ailleurs, les opérations innovantes seront privilégiées. Elles contribuent à moderniser et adapter les prestations et les services de la diversité des attentes et des besoins des publics concernés. En revanche, les opérations qui ne visent que l'information et la sensibilisation des publics concernés seront évitées. Les expérimentations devront être conduites à la bonne échelle et mises en œuvre dans des conditions qui permettent d'en évaluer les effets dans l'optique d'une généralisation.
Les projets doivent être menés au bénéfice direct ou indirect des publics éligibles visés par le programme opérationnel national FSE 2014-2020 pour l'emploi et l'inclusion, c'est-à-dire tout demandeur d'emploi ou inactif, et dans le périmètre géographique du département de la Nièvre pour lequel est applicable cet appel à projet.

Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une aide du FSE.

5. Les obligations incombant aux bénéficiaires d'un financement FSE

5.1 Obligation de dématérialisation

La réponse à l'appel à projets doit se faire via le portail dématérialisé « Ma démarche FSE » qui aide les bénéficiaires à chaque étape du renseignement de la demande de subvention FSE et du bilan d'exécution (points de contrôle automatiques, étapes de saisie masquées en fonction de la nature de l'opération, conseils au bénéficiaire permettant d'anticiper d'éventuels échanges avec le gestionnaire).

La dématérialisation doit également permettre de limiter le volume des pièces pour lesquelles un archivage papier demeure nécessaire. Ainsi, l'ensemble des pièces ne donnant pas lieu à une signature du bénéficiaire et/ou du gestionnaire peut être conservé seulement dans l'application sans qu'il soit nécessaire d'en archiver un exemplaire papier.

5.2 Obligation de publicité

La transparence quant à l'intervention des fonds européens, la mise en valeur du rôle de l'Europe en France et la promotion du concours de l'Union Européenne figurent parmi les priorités de la Commission européenne. Ainsi tout bénéficiaire des crédits du FSE doit respecter les règles de publicité et d'information qui constituent une obligation réglementaire, quel que soit le montant de l'aide FSE attribuée.

Ainsi conformément à l'annexe XII, paragraphe 2.2 du règlement UE n°1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil :

- tous les supports de gestion administrative, technique et financière utilisés au cours de l'opération annuelle devront porter les logos des financeurs de l'opération dans le respect des chartes graphiques de chacun d'eux,

- toutes les publications et communications relatives à l'opération devront mentionner l'aide apportée par le département et le fonds social européen. Les participants à l'opération devront être informés de la participation communautaire.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

C'est pourquoi toute demande de subvention doit impérativement comporter un descriptif des modalités prévisionnelles du respect des obligations de publicité de l'intervention du FSE.
Le respect de ces règles sera vérifié par le service gestionnaire tout au long de la mise en œuvre du projet.
Le défaut de publicité constitue un motif de non-remboursement de tout ou partie des dépenses afférentes au projet cofinancé.

Un tutoriel sur la mise en œuvre des obligations de publicité figure en annexe 2.

5.3 Obligation de suivi des participants

Le bénéficiaire retenu dans le cadre de l'appel à projets devra remplir les obligations européennes notamment concernant la saisie d'indicateurs sur l'outil « Ma démarche FSE ».
Le règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 contient des dispositions renforcées en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds Social Européen.

L'objectif est de s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu.
Les données seront agrégées aux niveaux français et européen, afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme.
Elles doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.
Le suivi des participants sera essentiellement assuré via Ma démarche FSE (MDFSE) : **https://mademarche-fse.fr**

Les bénéficiaires (porteurs de projet), sont désormais responsables de la saisie, et devront obligatoirement renseigner les données relatives à chaque participant, et non plus de manière agrégée. En outre, ils sont tenus de faire remplir un questionnaire individuel à chaque participant de l'action et de saisir les réponses dans « Ma démarche FSE ».

Les données des participants à l'entrée et à la sortie sont à renseigner au fil de l'eau, soit dans les 4 semaines après l'entrée et 4 semaines après la sortie du dispositif. Pour les actions déjà commencées une dérogation à cette règle est accordée mais l'ensemble des indicateurs devra toutefois être intégralement renseigné.

L'article 13 de la convention FSE prévoit des sanctions (réduction voire suppression de l'aide FSE) en cas de manquement grave dans la collecte et la saisie des données sur les participants.

5.4 Autres obligations

Les autres obligations incombant aux bénéficiaires d'un financement FSE sont reprises en Annexe 3.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

6. Les modalités de candidature

L'appel à projets est une procédure ouverte à tous les acteurs locaux remplissant les conditions d'éligibilité aux priorités d'investissement et objectifs spécifiques susmentionnés ainsi que les critères communs de sélection des opérations individuelles.
Tous les projets doivent être déposés en ligne sur le portail « Ma démarche FSE » en sélectionnant la période 2014-2020 : https://ma-demarche-fse.fr/demat/

L'acceptation du financement européen vaut acceptation de l'inscription à la liste des opérations publiées qui sera visible sur le site internet du conseil départemental de la Nièvre.

6.1 Instruction des projets

Chaque projet sera instruit directement dans « ma démarche FSE » (MDFSE) avec l'aide si nécessaire du gestionnaire FSE du conseil départemental.

Estimation du FSE éligible

Afin de pouvoir estimer le montant du FSE éligible, au moment du dépôt de la demande de subvention FSE dans ma-demarche-fse.fr, le potentiel bénéficiaire devra fournir avec sa candidature un budget prévisionnel détaillé pour la période concernée en faisant apparaître clairement :

- les dépenses internes de personnel directement lié à l'action
- le nombre d'Équivalent Temps Plein (ETP) directement lié à l'action
- si nécessaire, les dépenses externes de personnel directement lié à l'action (dans le cadre de prestations de services)
- les dépenses de fonctionnement directes
- les dépenses liées aux participants
- si nécessaire, les dépenses de prestations de services
- les dépenses indirectes (personnes affectées au suivi de MDFSE, tâches de secrétariat, numérisation des éléments...)
- le détail des subventions et diverses aides dont bénéficie la structure dans le cadre de l'action (État, Région, Département, Communautés de Communes, Communes et autres financeurs).

Cofinancement et dépenses éligibles

Les projets soutenus pas le FSE bénéficient d'un taux de cofinancement pouvant atteindre un maximum de 50%.

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :
- elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables) ;
- elles doivent pouvoir être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes ;
- elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention, dans les limites fixées par le règlement général et le programme opérationnel national FSE.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Méthode de calcul du FSE éligible

La « forfaitisation » des coûts évite de devoir justifier l'intégralité des dépenses déclarées à partir de pièces comptables (factures, justificatifs d'acquittement, etc..) ce qui permet de diminuer la charge administrative du bénéficiaire liée aux différents niveaux de contrôle, de simplifier les contrôles du conseil départemental et par conséquent, de réduire les délais de paiement.

Trois taux forfaitaires peuvent être utilisés. Les deux premiers permettent de calculer les dépenses indirectes du projet, le troisième permet de calculer toutes les dépenses du projet sur la seule base des dépenses de personnel, un seul taux peut être utilisé par opération :

- taux de 15 % appliqué aux dépenses directes de personnel à l'exclusion des dépenses liées aux participants,

- taux de 20 % calculé sur la base des dépenses directes à l'exclusion des dépenses de prestations,

- taux de 40 % pour couvrir le reste des dépenses calculé à partir des dépenses de personnel.

NB. L'interface de gestion « Ma démarche FSE » vous guidera dans le choix du taux.

Le taux de 40 % sera autant que possible privilégié par le conseil départemental.

Instruction des opérations IAE

Pour les structures de l'IAE, l'instruction en périmètre restreint sera privilégiée . Elle consiste à prendre en compte uniquement les dépenses de personnels liées à l'accompagnement et une partie seulement de la subvention aide au poste de l'Etat, qui depuis l'arrêté du 8 juillet 2015 relatif « au montant unitaire annuel d'aide au poste dans les ateliers chantiers d'insertion », peut être isolée dans les ressources. Cette méthodologie simplifie considérablement le budget et permet à l'opérateur une production et une justification facilitées du bilan d'exécution.

Éligibilité des dépenses

Les dépenses présentées dans les plans de financement devront respecter les règles édictées par l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 Mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes Européens pour la période 2014-2020 (annexe 4).

Règles concernant les dépenses de personnel

1. Les salariés mobilisés partiellement sur l'opération FSE avec un taux d'affectation n'excédant pas 20 % sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes et doivent être qualifiés de dépenses indirectes couvertes par la forfaitisation sauf exceptions justifiées.

2. Les personnels, mobilisés partiellement sur l'opération FSE, et dont le temps de travail sur l'opération est mensuellement fixe sont éligibles à condition de produire une lettre de mission dont un modèle est repris en annexe 5.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

3. Les salaires des employés affectés à des fonctions « supports » (assistant, secrétaire, comptable, directeur non mobilisé sur la mise en œuvre opérationnelle de l'opération...) sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes de personnel et doivent être qualifiés de dépenses indirectes couvertes par la forfaitisation.

6.2 Recevabilité et sélection

Le candidat devra indiquer clairement dans le descriptif de son projet sur quel dispositif il se positionne.

L'examen de recevabilité portera sur la complétude du dossier.

Le conseil départemental se réserve le droit de solliciter des précisions au porteur de projet.

Tout dossier incomplet ou non complété dans le délai de 15 jours sera considéré irrecevable.

Tout dossier recevable sera présenté dans un délai de 4 mois à l'instance de sélection.

Au même titre que les actions de droit commun, la programmation et la sélection des opérations cofinancées par le FSE sont de la compétence de la commission permanente du département.

Ils seront par ailleurs soumis pour la partie FSE pour information au Comité Régional de Programmation du PON FSE 2014-2020.

6.3 Calendrier

Afin d'optimiser l'instruction des dossiers et la programmation des opérations, **la date butoir de dépôt des dossiers est fixée au 28 octobre 2021.** Aucune demande de subvention n'est recevable après cette date.

Un dossier complet de demande de crédits, incluant les pièces annexes requises dans le modèle de subvention en vigueur, doit être saisi et validé dans « Ma démarche FSE » avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs.

7. Les modalités de recours

Conformément à l'article 74 (2) du Règlement (UE) N° 1303/2013, le conseil départemental de la Nièvre vous informe de l'existence d'un dispositif de recueil des plaintes.

La plateforme EOLYS (https://www.plateforme-eolys.fse.gouv.fr/) est spécifiquement dédié au dépôt des réclamations adressées par les porteurs de projets. Tout porteur de projet, bénéficiaire ou structure en contact avec les services gestionnaires du Programme opérationnel national FSE peut déposer une réclamation concernant le traitement de son dossier. Il convient néanmoins de privilégier les échanges directs avec le service gestionnaire avant d'entamer toute démarche de réclamation sur la plateforme.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Vous pouvez saisir à ce titre le référent par mail : francois.bizouard@nievre.fr en rappelant le numéro d'opération et l'objet de la plainte.

8. Les modalités d'accompagnement

Les structures répondant à l'appel à projet seront accompagnées dans leur démarche et pour le renseignement de « ma démarche FSE » par le gestionnaire fonds social européen du conseil départemental.

Les candidats sont invités à consulter les documents suivants :

- le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en Métropole 2014-2020 : PON FSE 2014-2020
- le Pacte Territorial d'Insertion 2015-2017 de la Nièvre : PTI 2021-2027
- 100 Questions/réponses sur le suivi des indicateurs

Pour toute question concernant l'appel à projets, vous pouvez vous adresser à :

Arnaud MANIERE
Gestionnaire Fonds Social Européen
Conseil départemental de la Nièvre
Direction de la cohésion sociale et de la santé
Service inclusion sociale
Mail : arnaud.maniere@nievre.fr
Tel : 03 86 60 67 22
Fax : 03 86 60 69 89

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

APPEL A PROJET DEPARTEMENTAL 2021

Au titre de l'axe 3 du Programme Opérationnel National
« Emploi inclusion » du Fonds Social Européen 2014-2020

Annexe 1 Les obligations incombant aux bénéficiaires d'un financement FSE

L'octroi d'une aide de l'Union européenne soumet le bénéficiaire à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques.

1. Le bénéficiaire s'engage à respecter les clauses de la convention, en particulier celles relatives à la période de réalisation de l'opération et aux délais de production des bilans d'exécution.

2. Il informe le service gestionnaire de l'avancement de l'opération ou de son abandon ; il n'en modifie pas le calendrier de réalisation, les actions ou le plan de financement, sans l'accord du service gestionnaire et un réexamen de l'instance de programmation, au risque de ne pas percevoir tout ou partie de l'aide communautaire.

3. Lorsqu'il réalise son opération, le bénéficiaire respecte le droit communautaire applicable, notamment l'obligation de mise en concurrence et les règles d'encadrement des aides d'État.

4. Le bénéficiaire informe les participants, le personnel affecté à l'opération, les cofinanceurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération de l'intervention financière du FSE.

5. Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : il est ainsi en capacité d'isoler, au sein de sa comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

6. Il communique au service gestionnaire la liste détaillée des pièces comptables et non comptables justifiant la réalisation des actions, le respect des règles de publicité de l'aide FSE, l'éligibilité des participants ainsi que les dépenses et ressources déclarées dans le bilan. De plus, il justifie les calculs permettant le passage de la comptabilité générale de l'organisme bénéficiaire à la comptabilité du projet (coefficients d'affectation pour les dépenses directes et clé de répartition en cas de déclaration de

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

dépenses indirectes non forfaitisées).

7. Dans le cas d'une opération d'assistance aux personnes, il collecte les informations nominatives relatives à chaque participant et saisit ces données « au fil de l'eau » dans le système dématérialisé « Ma démarche FSE ». Il conserve également l'ensemble des informations nécessaires au contrôle de l'éligibilité du public.

8. Il donne suite à toute demande du service gestionnaire en vue d'obtenir les pièces ou informations relatives à l'opération nécessaires au calcul du montant de l'aide FSE à verser. Sans réponse du bénéficiaire dans les délais fixés par le service gestionnaire, celui-ci peut procéder à la clôture du dossier et si nécessaire au recouvrement de tout ou partie de l'aide FSE déjà payée au bénéficiaire.

9. Le bénéficiaire veille à formaliser le suivi du temps d'activité du personnel rémunéré affecté à l'opération. Pour le personnel affecté à temps plein à l'opération, le contrat de travail ou la lettre de mission doit être produit. Pour le personnel affecté partiellement à l'opération, le temps d'activité doit être retracé selon l'une des modalités suivantes :

- à partir d'extraits de logiciels de suivi du temps détaillant par jour le temps affecté au projet ;

- à partir de feuilles d'émargement ;

- à défaut, sur la base d'un état récapitulatif détaillé par jour ou par demi-journée, daté et signé de façon hebdomadaire ou au minimum mensuellement par la personne rémunérée et son supérieur hiérarchique.

10. Seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont retenues. De plus, les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée.

11. Le bénéficiaire accepte de se soumettre à tout contrôle administratif, technique ou financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou par toute autorité habilitée ; il présente aux agents du contrôle toute pièce justifiant les dépenses et les ressources déclarées.

12. Il conserve toutes les pièces justificatives comptables et non comptables dans un dossier unique jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles effectués par la Commission européenne auprès de l'autorité de gestion du programme opérationnel, soit trois ans à compter du 31 décembre suivant la déclaration des dépenses considérées à la Commission européenne.

13. En cas de liquidation, le bénéficiaire transmet au service gestionnaire tous les éléments justificatifs des dépenses déjà déclarées.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Tutoriel

sur la mise en œuvre des obligations de publicité

I. Généralités

Le logo « l'Europe s'engage en France » reste d'application pour le programme opérationnel national FSE pour « l'Emploi et l'Inclusion » 2014-2020.

En conséquence, les bénéficiaires de ce programme doivent apposer ce logo sur leur documentation, outils, sites et pages internet dans les mêmes conditions qu'en 2007-2013.

Concernant le Programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes », les bénéficiaires n'utilisent pas le logo « l'Europe s'engage en France » mais le logo spécial « IEJ » disponible en 4 couleurs différentes.



Les bénéficiaires doivent apposer le logo de la couleur de leur choix sur leur documentation, outils, page internet à l'exclusion du logo « l'Europe s'engage en France » réservé au seul programme PON « Emploi et Inclusion ».

Dans les 2 cas, les logos sont déclinés régionalement.

Il existe également une charte graphique[2] propre aux FESI.
En tant que porteur de projet du PO « Emploi et Inclusion », vous êtes libre de télécharger cette « charte graphique » complète pour « habiller » vos productions FSE mais ce n'est pas obligatoire. Seule l'apposition du logo en signature l'est.
La charte graphique est téléchargeable sur le site www.fse.gouv.fr et reste utilisable pour la période 2014-2020.

A noter également : pour mieux identifier l'IEJ comme une initiative spécifique « à part » du PON « Emploi et Inclusion », la DGEFP a choisi de ne pas utiliser la charte pour ce programme. Seuls les logos IEJ sont donc utilisés pour l'IEJ.

[2] Une « charte graphique » sert dans le champ de la communication, à « habiller » des documents, des sites internet, des éléments de scénographie pour une institution ou une entreprise. Elle repose sur des règles en termes de couleur, de police de caractères, de taille, d'emplacement des éléments etc.... qui sont réunis dans un document appelé « charte » et qu'utilisent les communicants et graphistes pour élaborer leur documentation, leur site internet, l'habillage d'un événement.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

II. Rappel des responsabilités des bénéficiaires en termes de publicité (référence : annexe XII du règlement n°1303/2013 du 17 décembre 2013)

A/ Les obligations identiques à la période 2007-2013 :



1/ Apposer le drapeau européen et la mention « UNION EUROPEENNE » dans le cadre de toute action d'information et de communication parmi les logos de signature.

Pour cela, vous devez a minima apposer systématiquement l'emblème de l'Union (cf le drapeau européen) avec la mention « UNION EUROPEENNE » en toutes lettres sur tous les documents importants de votre projet : courrier, attestation de stage, signature internet d'email, brochures de présentation du projet, dossier de formation, formulaire d'inscription etc...

L'emblème de l'Union doit être en couleurs chaque fois que possible **et obligatoirement sur les sites internet.** La version monochrome (noir et blanc) n'est pas possible sauf cas justifiés (par exemple, la création d'une affiche entièrement en noir et blanc).

Ne sont donc plus autorisées les versions suivantes sauf cas justifiés (donc à éviter) :





2/ Faire mention au soutien du Fonds social européen en complément des logos de signature.

Le règlement prévoit également que tout document/site etc., relatif à la mise en œuvre de l'opération comprenne une mention indiquant que le programme opérationnel concerné est soutenu par le Fonds social européen. Au regard de ces éléments, nous recommandons la phrase suivante à côté des logos de signature de vos documents, pages internet, et outils de communication :



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

Pour le PON « Emploi et Inclusion »



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

Pour « l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

REMARQUE : Pour écrire « Union européenne » et la phrase-mention au cofinancement, les seules polices de caractères autorisées sont : Arial, Auto, Calibri, Garamond, Trebuchet, Tahoma, Verdana et Ubuntu. Les autres polices sont interdites par le règlement.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Voici notre recommandation pour « signer » vos documents en bas de page, en bandeau « 4ème de couverture » de vos brochures, vos pages internet ou sites dédiés au projet, etc. :

Pour le Programme opérationnel national « Emploi et Inclusion », de gauche à droite :

Votre logo | Logo partenaire | UNION EUROPÉENNE

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

Pour le Programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes » :

Votre logo | Logo partenaire | UNION EUROPÉENNE

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

L'emblème (drapeau) et la mention UNION EUROPEENE doivent toujours être visibles et placés bien en évidence. Leur emplacement et taille sont adaptés à la taille du matériel ou du document utilisé.

REMARQUE IMPORTANTE POUR LES SITES INTERNET :
L'emblème et la mention doivent être visibles dès l'arrivée sur le site à la page d'accueil (si le site est dédié au projet) ou à la page de présentation sans avoir besoin de faire défiler la page pour pouvoir voir le logo. **Autrement dit, le scrolling est interdit s'il est nécessaire pour voir l'emblème de l'Union.** Par conséquent, le bénéficiaire devra s'en assurer.

B/ Les obligations complémentaires à respecter pour 2014-2020 :

3/ Si vous avez un site internet.

Vous avez l'obligation règlementaire de décrire dans un article, une page ou une rubrique, votre projet en mettant en lumière le soutien de l'Union européenne.
Plus le montant de votre projet est financièrement important pour votre structure (proportionnalité du montant de l'aide par rapport à votre budget annuel), plus vous êtes tenu d'apporter une description complète mettant en évidence l'apport européen dans son montage et sa réalisation. L'article, la page ou la rubrique doit être accessible facilement pour les internautes et visible tout au long de la vie du projet. Il convient donc d'éviter un article actualité et de privilégier une fenêtre accessible dès la page d'accueil.

Cette obligation est une nouveauté 2014-2020 et nous vous invitons à actualiser régulièrement la page ou la rubrique de votre site internet dédiée à votre projet FSE.

4/ Mettre au minimum une affiche A3 présentant des informations sur le projet et son cofinancement FSE à l'entrée de votre bâtiment.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Vous devez apposer au moins une affiche présentant des informations sur le projet dont le soutien financier de l'Union en un lieu aisément visible par le public tel que l'entrée de votre bâtiment. La dimension minimale de cette affiche doit être : A3. Elle doit évidemment respecter les règles vues aux points 1 et 2 (emplacement des logos et mention du cofinancement FSE).Vous pouvez compléter ce premier affichage par des affiches supplémentaires dans les bureaux des personnes travaillant sur le projet, dans les salles de réunions, les salles d'attente etc... mais a minima une affiche doit figurer, visible, à l'entrée de votre bâtiment.

III. Les obligations d'information

Les règles présentées ci-avant constituent le minimum requis des responsabilités des bénéficiaires en termes d'information et de communication.
Apposer des logos et une affiche, créer une page internet doivent être considérés comme le socle à mettre en place en tant que porteur de projet. Vous devez compléter ces 3 actions par des actions d'information régulières auprès de votre public et de vous partenaires.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Vous organisez des formations ? Vous pouvez rappeler en début de stage que la formation est cofinancée par l'Europe. Vous pouvez rappeler le lien internet permettant d'accéder à la page présentant le projet dans le cahier de formation, distribuer un dépliant...

Vous réunissez vos partenaires pour un comité de suivi, une assemblée générale, un séminaire ? Vous pouvez faire rappeler dans le discours de votre porte-parole (directeur/trice, président/e) qu'un des projets de votre structure est soutenu par l'Europe, distribuer un dépliant, présenter l'avancée du projet...

Vous faites un événement grand public (journée porte/ouverte) ? Vous pouvez saisir cette occasion pour présenter le projet FSE parmi les projets de votre structure.

En résumé, votre obligation de publicité et d'information doit rester active pendant toute la durée de votre projet : assurez une veille en continu sur la bonne application des logos dans le temps ; actualisez la page internet ou la rubrique dédiée au projet de manière à mettre en lumière ses résultats ; veillez à ce que les affiches restent en place ; saisissez certaines des opportunités qui apparaissent dans votre structure (séminaire, inauguration, journée porte ouverte, AG exceptionnelle) pour intégrer la présentation du projet FSE à l'ordre du jour. Pourquoi ne pas saisir l'opportunité du projet pour faire une Journée Europe?

Retrouvez des exemples et des outils « clés en main » pour mettre en œuvre votre obligation de publicité sur fse.gouv.fr

l'Europe s'engage en France
Fonds Social Européen

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

UNION EUROPÉENNE

Ce tutoriel est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA RURALITÉ ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

NOR : *ARCR1636512A*

La ministre de l'environnement, de l'énergie, et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le ministre de l'économie et des finances, la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales et le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,

Vu le règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) nº 1605/2002 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

Vu le règlement (UE) nº 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) nº 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) nº 1083/2006 du Conseil, notamment son article 65.1 ;

Vu le règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) nº 1081/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen agricole pour le développement rural et abrogeant le règlement (CE) nº 1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) nº 352/78, (CE) nº 165/94, (CE) nº 2799/98, (CE) nº 814/2000, (CE) nº 1200/2005 et nº 485/2008 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) nº 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) nº 2328/2003, (CE) nº 861/2006, (CE) nº 1198/2006 et (CE) nº 791/2007 et le règlement (UE) nº 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et introduisant des dispositions transitoires ;

Vu la loi nº 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu le décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,

Arrêtent :

Art. 1er. – Le *c* du 3° de l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 2016 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« *c)* Des copies des bulletins de paie pour les dépenses de personnel ; ».

Art. 2. – Au 2° de l'article 4 de l'arrêté du 8 mars 2016 susvisé, l'alinéa suivant est supprimé :

« Lorsque les dépenses sont calculées selon les modalités prévues par l'article 67.1 *(d)* du règlement général, la production de facture ou de pièce comptable de valeur probante équivalente est requise pour justifier l'assiette de dépenses déclarées au réel sur laquelle est appliqué le taux forfaitaire. »

Art. 3. – L'annexe de l'arrêté du 8 mars 2016 susvisé est modifiée comme suit :

I. – Au *a* du 1° de la catégorie « Personnel (applicable à tous les fonds) », les mots : « y compris sur une période de temps prédéterminée » sont supprimés ;

II. – Le *b* du 1° de la catégorie « Personnel (applicable à tous les fonds) » est remplacé par les dispositions suivantes : « Pour les personnels dont le temps de travail est consacré en partie à la réalisation de l'opération, les pièces sont :

– lorsque le pourcentage du temps de travail consacré à l'opération est fixe, des copies de fiches de poste ou des copies de lettre de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et le pourcentage fixe du temps de travail consacré à l'opération, sans obligation de mettre en place un système distinct d'enregistrement du temps de travail. Ils doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion ;
– lorsque le pourcentage d'affectation à l'opération est variable d'un mois sur l'autre, des copies de fiches de temps ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Les copies de fiches de temps passé sont datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique. »

III. – La dernière phrase de la catégorie « Investissement (applicable au FEADER uniquement) » est supprimée « Les points 1° et 2° ne s'appliquent pas à l'assistance technique ».

Art. 4. – Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture, le directeur général des finances publiques, la déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, la directrice générale de la performance économique et environnementale des entreprises et le commissaire général à l'égalité des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 janvier 2017.

Le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales,
Pour le ministre et par délégation :
Le commissaire général à l'égalité des territoires,
J.-M. THORNARY

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture,
F. GUEUDAR-DELAHAYE

Le ministre de l'économie et des finances,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général adjoint des finances publiques,
V. MAZAURIC

La ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,
Pour la ministre et par délégation :
La déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle,
C. CHEVRIER

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Le ministre de l'agriculture,
de l'agroalimentaire et de la forêt,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale
de la performance économique
et environnementale des entreprises,
C. GESLAIN-LANÉELLE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA RURALITÉ ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020

NOR : *ARCR1503114D*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales,

Vu le règlement (UE, EURATOM) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, EURATOM) nº 1605/2002 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, EURATOM) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

Vu le règlement (UE) nº 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif « Coopération territoriale européenne » ;

Vu le règlement (UE) nº 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) nº 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) nº 1083/2006 du Conseil et notamment son article 65.1 ;

Vu le règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) nº 1081/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen agricole pour le développement rural et abrogeant le règlement (CE) nº 1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) nº 352/78, (CE) nº 165/94, (CE) nº 2799/98, (CE) nº 814/2000, (CE) nº 1200/2005 et nº 485/2008 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 481/2014 de la Commission du 4 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des règles particulières concernant l'éligibilité des dépenses pour les programmes de coopération ;

Vu le règlement (UE) nº 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) nº 2328/2003, (CE) nº 861/2006, (CE) nº 1198/2006 et (CE) nº 791/2007 et le règlement (UE) nº 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu la loi nº 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 5 mars 2015,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Décrète :

Art. 1er. – Conformément à l'article 65.1 du règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé, le présent décret fixe les règles nationales d'éligibilité des dépenses aux programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens (FESI) pour la période 2014-2020.

Les fonds européens concernés sont désignés ci-après par les sigles suivants :

1º FEADER : Fonds européen agricole pour le développement rural ;

2º FEAMP : Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

3º FEDER : Fonds européen de développement régional ;

4º FSE : Fonds social européen.

Le présent décret ne s'applique pas aux opérations gérées directement par la Commission européenne.

Art. 2. – Pour l'application du présent décret, on entend par :

1º Autorité de gestion : une autorité nationale chargée de la gestion des programmes européens conformément aux dispositions de l'article 125 du règlement général et de l'article 66 du règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé ;

2º Bénéficiaire : une personne morale ou, pour ce qui concerne le FEADER et le FEAMP, une personne physique, chargée du lancement ou du lancement et de la mise en œuvre des opérations conformément à l'article 2.10 du règlement général ;

3º Chef de file : une personne morale ou, pour ce qui concerne le FEADER, une personne physique, qui coordonne la mise en œuvre d'une opération collaborative telle que définie au 4º, dont elle est responsable devant l'autorité de gestion et qui agit pour le compte de partenaires avec qui elle passe une convention à cet effet ;

4º Opération collaborative : une opération de coopération entre un chef de file et d'autres partenaires, qui contribuent chacun à sa réalisation ;

5º Programme de coopération territoriale : un programme européen de coopération transfrontalière, transnationale, et interrégionale dont l'autorité de gestion se situe en France ou en dehors du territoire national ;

6º Règlement général : le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement et du Conseil du 17 décembre susvisé.

Art. 3. – Les dispositions du présent décret s'appliquent sous réserve :

1º S'agissant du FEDER, des dispositions de l'article 8 ;

2º S'agissant du FEADER, des dispositions de l'article 9.

Art. 4. – Sous réserve des dispositions de la législation de l'Union européenne applicables à chaque fonds, une dépense est éligible si elle a été engagée par le bénéficiaire et payée, selon les modalités prévues par l'acte attributif mentionné à l'article 6, entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023, et se rattache à une opération inscrite dans un programme européen.

Art. 5. – Les dépenses sont éligibles si :

1º Elles ne relèvent pas des catégories de charges et de dépenses fixées en annexe au présent décret ;

2º Elles se rattachent, selon les modalités définies par l'arrêté mentionné à l'article 11, à l'opération concernée ;

3º Elles respectent les règles particulières d'éligibilité fixées, pour certaines catégories de dépenses, par l'arrêté précité ainsi que la réglementation nationale en matière d'aides publiques ;

4º Elles sont justifiées, selon les modalités définies par l'arrêté précité ;

5º L'opération satisfait aux objectifs et conditions fixés par le programme européen concerné.

Une même dépense ne peut donner lieu à un double financement au titre des fonds européens.

Art. 6. – L'autorité de gestion notifie au bénéficiaire l'acte attributif de l'aide, qui peut revêtir une forme conventionnelle. L'acte attributif détermine notamment leurs obligations respectives, les catégories de dépenses éligibles et les modalités de versement de l'aide. Il précise si les dépenses sont prises en compte sur une base réelle ou sur une base forfaitaire en application d'une méthode de coûts simplifiés, dans les conditions prévues par l'arrêté prévu à l'article 11.

Art. 7. – Une personne morale ou physique bénéficiaire peut, sous réserve de l'accord de l'autorité de gestion, être désignée en qualité de chef de file d'une opération collaborative, dont elle assume la responsabilité devant cette autorité. Elle déclare tant les dépenses qu'elle supporte que celles supportées par ses partenaires.

Une convention est conclue à cet effet entre le chef de file et ses partenaires. Elle précise notamment le plan de financement de l'opération, les obligations respectives des signataires, les modalités de reversement de l'aide et de traitement des litiges ainsi que les responsabilités des parties en cas de procédure de recouvrement d'indus.

Cette convention est annexée à l'acte attributif de l'aide.

Art. 8. – Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux dépenses relevant des opérations des programmes de coopération territoriale européenne engagées sur le territoire national, lorsqu'elles sont régies par le règlement délégué (UE) nº 481/2014 du 4 mars 2014 susvisé et les règles supplémentaires établies par les Etats membres participant au comité de suivi du programme de coopération concerné en application de l'article 18 du règlement (UE) nº 1299/2013 du 17 décembre 2013 susvisé.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Art. 9. – Sont exclues du champ d'application du présent décret les dépenses éligibles aux programmes soutenus par le FEADER pour les aides du système intégré de gestion et de contrôle défini à l'article 67 du règlement (UE) nº 1306/2013 du 17 décembre 2013 susvisé.

Art. 10. – Le présent décret s'applique également aux dépenses éligibles aux programmes soutenus par le FEAMP pour les opérations réalisées hors du territoire de l'Union européenne relatives aux mesures d'accompagnement de la politique commune de la pêche en gestion partagée.

Art. 11. – Sous réserve des dispositions de l'article 12, un arrêté des ministres chargés de l'aménagement du territoire, du budget, de l'agriculture, de la pêche et du travail précise les conditions d'application du présent décret et notamment conformément aux dispositions des articles 5 et 6, les modalités de prise en compte, de rattachement et de justification des dépenses éligibles et les règles particulières applicables à certaines d'entre elles.

Art. 12. – Des arrêtés du ministre chargé de l'agriculture précisent les modalités de mise en œuvre de l'article 17 et de l'article 45 du règlement (UE) nº 1305/2013 du 17 décembre 2013 susvisé.

Art. 13. – La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, et la ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 mars 2016.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales,
JEAN-MICHEL BAYLET

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,
SÉGOLÈNE ROYAL

Le ministre des finances et des comptes publics,
MICHEL SAPIN

La ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,
MYRIAM EL KHOMRI

Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,
STÉPHANE LE FOLL

La ministre des outre-mer,
GEORGE PAU-LANGEVIN

ANNEXE

CHARGES ET DÉPENSES INÉLIGIBLES AUX FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS

Outre les dépenses inéligibles prévues par la réglementation européenne, sont également inéligibles les charges et les dépenses suivantes :

1º Amendes et sanctions pécuniaires ;

2º Pénalités financières ;

3º Réductions de charges fiscales ;

4º Frais de justice et de contentieux, tels que définis par le code de procédure pénale, ne relevant pas de l'assistance technique au sens de l'article 59 du règlement général susvisé ;

5º Dotations aux amortissements et aux provisions, à l'exception des dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles relevant du compte nº 6811 du plan comptable général ;

6º Charges exceptionnelles relevant du compte nº 67 du plan comptable général ;

7º Dividendes ;

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

8° Frais liés aux accords amiables et les intérêts moratoires dans le cadre de contrats ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix ou un droit d'exploitation.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA RURALITÉ ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

NOR : *ARCR1531772A*

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales et le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,

Vu le règlement (UE, EURATOM) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, EURATOM) nº 1605/2002 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, EURATOM) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

Vu le règlement (UE) nº 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) nº 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) nº 1083/2006 du Conseil et notamment son article 65.1 ;

Vu le règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) nº 1081/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen agricole pour le développement rural et abrogeant le règlement (CE) nº 1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) nº 352/78, (CE) nº 165/94, (CE) nº 2799/98, (CE) nº 814/2000, (CE) nº 1200/2005 et nº 485/2008 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) nº 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) nº 2328/2003, (CE) nº 861/2006, (CE) nº 1198/2006 et (CE) nº 791/2007 et le règlement (UE) nº 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et introduisant des dispositions transitoires ;

Vu la loi nº 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu le décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Arrêtent :

Art. 1er. – Au titre du présent arrêté, les fonds structurels et d'investissement européens (FESI) sont désignés par les sigles suivants :

1° « FEADER » : Fonds européen agricole pour le développement rural ;

2° « FEAMP » : Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

3° « FEDER » : Fonds européen de développement régional ;

4° « FSE » : Fonds social européen.

Chapitre Ier

Modalités de rattachement des dépenses

Art. 2. – Les coûts éligibles correspondent à des dépenses directes ou indirectes d'une opération.

Par opposition aux dépenses directes, les dépenses indirectes ne sont pas ou ne peuvent pas être directement rattachées à une opération, tout en demeurant nécessaires à sa réalisation.

Pour être éligibles, les dépenses indirectes présentées sur une base réelle respectent les deux conditions cumulatives suivantes :

a) Elles sont affectées à l'opération sur la base d'une clé de répartition justifiée et basée sur des éléments physiques et non financiers permettant de distinguer l'activité du bénéficiaire liée à l'opération soutenue de l'ensemble de ses activités ;

b) La clé de répartition figure dans l'acte attributif de l'aide.

Chapitre II

Modalités de justification des dépenses présentées sur une base réelle

Art. 3. – Les pièces justificatives que le bénéficiaire doit présenter à l'autorité de gestion sont fixées aux 1°, 2° et 3° du présent article, à savoir :

1° Des factures ou copies de factures ou toute autre pièce comptable de valeur probante équivalente permettant d'attester la réalité des dépenses ;

2° Des copies de pièces non comptables permettant d'attester de façon probante la réalisation effective de l'opération, à l'exception de règles particulières s'appliquant au FEADER ;

3° La fourniture d'une des pièces suivantes permettant d'apporter la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles :

a) Des factures ou copies de factures attestées acquittées par les fournisseurs ou des états récapitulatifs des dépenses ou toute autre pièce comptable de valeur probante équivalente, attestés par tout organisme compétent en droit français ;

b) Des copies des relevés de compte du bénéficiaire faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit ;

c) Des copies des attestations des organismes en charge de la collecte des charges sociales afférentes aux rémunérations ou toute autre pièce de valeur probante équivalente pour les charges sociales afférentes aux dépenses de personnel ;

d) Des attestations du fournisseur de réception du numéraire pour les paiements de factures effectués en numéraire dans la limite de 1 000 €.

L'autorité de gestion, l'organisme payeur, les autorités d'audit, de certification et de contrôles nationaux et européens peuvent demander tout document ou pièce originale nécessaire à l'établissement de la preuve de la réalisation de l'opération ou de l'acquittement des dépenses, à des fins de vérifications sur pièces et sur place.

Pour l'application de l'article 140 du règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé, ci-après désigné par l'expression « règlement général » ou de l'article 50 du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé, le bénéficiaire conserve tout document ou toute pièce justificative à des fins de contrôle et d'audit.

Chapitre III

Modalités de prise en compte des dépenses présentées sur une base forfaitaire

Art. 4. – 1° L'autorité de gestion peut mettre en œuvre une ou plusieurs méthodes de déclaration des dépenses définies aux articles 67.1 *b*, *c*, *d* et 68 du règlement général, sous réserve des dispositions applicables à chaque fonds.

Dans ce cas, l'autorité de gestion informe le bénéficiaire des modalités de calcul de l'aide et de justification de ces dépenses avant la signature de l'acte attributif. Ce dernier précise les modalités de mise en œuvre et de paiement de l'aide et les pièces justificatives qui y sont associées, ainsi que les indicateurs de réalisation ou des résultats à atteindre le cas échéant ;

2° Le bénéficiaire doit présenter à l'autorité de gestion toute pièce attestant de la réalisation ou des résultats de l'opération.

La production des pièces prévues aux 1° et 3° de l'article 3 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux montants de dépenses calculés sur la base d'une méthode de coûts simplifiés.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Lorsque les dépenses sont calculées selon les modalités prévues par l'article 67.1 *d* du règlement général, la production de facture ou de pièce comptable de valeur probante équivalente est requise pour justifier l'assiette de dépenses déclarées au réel sur laquelle est appliqué le taux forfaitaire ;

3° Pour les méthodes de coûts simplifiés prévues aux articles 67.1 *b* et *c* et 68.1 *a* du règlement général, et sous réserve des dispositions applicables à chaque fonds, l'autorité de gestion est responsable de la méthodologie de calcul. Elle doit conserver à des fins de contrôle et d'audit toute pièce déterminant la méthodologie de coûts simplifiés qui a été appliquée.

Chapitre IV

Règles particulières applicables à certaines dépenses éligibles

Art. 5. – 1° Les dépenses éligibles à l'assistance technique prévue à l'article 59.1 du règlement général, y compris les dépenses de rémunération des agents publics statutaires et contractuels affectés à ces tâches, sont définies par les autorités de gestion dans chacun des programmes et sont nécessaires à la mise en œuvre des programmes. En ce qui concerne le réseau rural, sont éligibles les dépenses nécessaires à la mise en œuvre des actions prévues dans le programme spécifique du réseau rural national.

Ces dépenses peuvent être supportées par :

a) Une autorité de gestion ;

b) Un organisme intermédiaire ;

c) Une autorité de certification ;

d) Une autorité d'audit ;

e) Un organisme payeur ;

f) Tout autre bénéficiaire retenu par l'autorité de gestion au titre de l'assistance technique du programme ;

2° Les dépenses d'assistance technique sont affectées à un fonds européen. Lorsqu'il n'est pas possible d'affecter préalablement ces dépenses directes ou indirectes à un fonds européen, l'autorité de gestion peut :

a) Affecter ces dépenses au seul FEDER ou au seul FSE ;

b) Retenir une clé de répartition permettant d'affecter les dépenses respectivement au FEDER et au FSE.

Dans ces cas, les modalités d'affectation figurent dans l'acte attributif de l'aide.

Art. 6. – 1° Pour ce qui concerne les dépenses d'infrastructure ou d'investissement productif, le délai de cinq ans prévu à l'article 71.1 du règlement général peut être réduit à trois ans sur décision de l'autorité de gestion ;

2° Pour les dossiers soutenus uniquement par un financement national et pour lesquels la réglementation des fonds structurels et d'investissement européens s'applique, le délai prévu à l'article 71.1 du règlement général court à compter du paiement final de l'aide nationale.

Art. 7. – Les règles particulières autres que celles mentionnées aux articles 5 et 6 du présent arrêté et relatives à certaines catégories de dépenses éligibles aux fonds structurels et d'investissement européens figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 8. – Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture, le directeur général des finances publiques, la déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, la directrice générale de la performance économique et environnementale des entreprises et la commissaire générale à l'égalité des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 mars 2016.

Le ministre de l'aménagement du territoire,
de la ruralité et des collectivités territoriales,
Pour le ministre et par délégation :
La commissaire générale à l'égalité des territoires,
M.-C. Bonnet-Galzy

La ministre de l'environnement,
de l'énergie et de la mer,
en charge des relations internationales
sur le climat,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur des pêches maritimes
et de l'aquaculture,
F. Gueudar-Delahaye

Le ministre des finances
et des comptes publics,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
des finances publiques,
B. Parent

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

La ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,
Pour la ministre et par délégation :
La déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle,
C. CHEVRIER

Le ministre de l'agriculture de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale de la performance économique et environnementale des entreprises,
C. GESLAIN-LANÉELLE

ANNEXE

RÈGLES PARTICULIÈRES DE CERTAINES CATÉGORIES DE DÉPENSES ÉLIGIBLES AUX FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS SUR LA PÉRIODE 2014-2020

Les règles particulières de certaines catégories de dépenses sont présentées dans le tableau ci-après, sans préjudice des dispositions prévues directement par la réglementation européenne.

CATÉGORIES DE DÉPENSES (fonds concerné[s] ou exclu[s])	RÈGLES PARTICULIÈRES
Personnel (applicable à tous les fonds)	Les dépenses de personnel sont constituées de : *a)* Salaires ; *b)* Gratifications ; *c)* Charges sociales afférentes ; *d)* Traitements accessoires et avantages divers prévus par les conventions collectives, accords collectifs (accord d'entreprise, accord de branche, accord national interprofessionnel), par les usages de l'entreprise préexistants à l'aide européenne, par le contrat de travail ou par les dispositions législatives et réglementaires concernées ou par la convention de stage. Ces dépenses sont justifiées par des pièces : 1° Attestant du temps consacré à la réalisation de l'opération : *a)* Pour les personnels affectés, à 100 % de leur temps de travail, à l'opération concernée, y compris sur une période de temps prédéterminée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Dans ce cas, les copies de fiches de temps passé ou les extraits de logiciel de gestion de temps ne sont pas requis ; *b)* Pour les personnels dont le temps de travail est consacré en partie à la réalisation de l'opération, les copies de fiches de temps ou les extraits de logiciel de gestion de temps permettent de tracer le temps dédié à l'opération. Ces copies de fiches de temps passé sont datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique ; 2° Permettant de justifier la matérialité des dépenses par des copies de bulletins de salaire ou du journal de paie ou de la déclaration annuelle des données sociales (DADS), ou de la déclaration sociale nominative (DSN) ou d'un document probant équivalent. Pour l'application de l'article 68.2 du règlement général, les douze derniers bulletins de salaire (ou DADS ou tout document probant équivalent) des personnes concernées permettent de justifier le montant des salaires bruts chargés et constituent les pièces justificatives de calcul du coût. Ces règles d'admissibilité figurent dans le document énonçant les conditions de soutien. En cas de mise à disposition de personnel à titre pécuniaire, la copie de la convention de mise à disposition nominative doit être fournie.
Déplacement, restauration, hébergement (applicable à tous les fonds)	Sous réserve d'acceptation préalable de l'autorité de gestion, ces dépenses peuvent être présentées sous forme de forfaits journaliers si elles correspondent à un système unique à la structure. La justification du décaissement se fait selon l'une des modalités définies au 3° de l'article 3 du présent arrêté.
Equipement (applicable à tous les fonds)	1° Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont éligibles lorsque le matériel n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des cinq dernières années à condition que : *a)* Le vendeur du matériel fournisse une déclaration sur l'honneur (datée et signée) accompagnée de la copie de la facture initiale relative à l'achat de matériel ; *b)* Le vendeur mentionné au *a* ait acquis le matériel neuf ; *c)* Le prix du matériel d'occasion n'excède pas sa valeur sur le marché et soit inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis ou sur la base d'un autre système approprié d'évaluation tel que des coûts de référence pour un matériel équivalent ; *d)* Le matériel présente les caractéristiques techniques requises pour l'opération et soit conforme aux normes applicables ; *e)* Les dépenses soient explicitement prévues dans le programme de développement rural pour le FEADER. L'achat d'un fonds de commerce et l'acquisition des actifs d'un établissement existant, y compris la reprise d'une exploitation agricole dans le cadre de l'installation, ne sont pas considérés comme un achat de matériel d'occasion ; 2° En ce qui concerne les dépenses de location, la copie du contrat de location doit être produite.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CATÉGORIES DE DÉPENSES (fonds concerné[s] ou exclu[s])	RÈGLES PARTICULIÈRES
Amortissement de biens neufs (applicable à tous les fonds)	Les dépenses d'amortissement de biens neufs relevant du compte 6811 du plan comptable général « Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles » sont éligibles si les trois conditions suivantes sont réunies : 1° Les dépenses sont calculées au prorata de la durée d'utilisation du bien amorti pour la réalisation de l'opération ; 2° Des aides publiques n'ont pas déjà contribué à l'acquisition de ces biens. Une déclaration sur l'honneur du bénéficiaire (datée, signée) atteste que ce bien n'a pas déjà été financé par des aides publiques et indique les dates de début et de fin d'amortissement du bien ; 3° Les dépenses sont calculées selon les normes comptables admises. Les dépenses d'amortissement et l'achat du bien ne peuvent pas être financés de façon cumulative.
Conseil, notaire, expertise juridique, technique (dont l'aide au montage et au suivi des dossiers d'aide européenne présentés par le bénéficiaire) et financière, honoraires de tenue et de certification de la comptabilité du bénéficiaire (applicable à tous les fonds)	Ces dépenses sont éligibles si elles sont explicitement acceptées par l'autorité de gestion.
Ouverture et tenue des comptes bancaires (applicable à tous les fonds)	Ces frais d'ouverture et de tenue des comptes sont éligibles lorsque l'ouverture d'un compte ou de plusieurs comptes séparés : 1° Est rendue obligatoire par l'opération ; et 2° Est prévue dans l'acte attributif de l'aide.
Contrat de sous-traitance, au sens de l'article 1er de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (applicable à tous les fonds)	La copie du contrat de sous-traitance doit être produite.
Contributions en nature (applicable à tous les fonds)	1° Par exception à l'article 2 du présent arrêté, les contributions en nature telles que la fourniture à titre gracieux de biens ou services constituent des dépenses éligibles si les conditions suivantes sont réunies : *a)* Elles consistent en l'apport de terrain ou de bien immeuble, de bien d'équipement ou de matériaux, de fournitures, en une activité de recherche, une activité professionnelle ou un travail bénévole ; *b)* Les apports en nature sont présentés en équilibre en dépenses et en ressources dans le plan de financement de l'opération ; *c)* Le montant de l'aide publique versée à l'opération ne doit pas dépasser le montant total des dépenses éligibles, déduction faite du montant de l'apport en nature ; 2° Les contributions en nature sont déterminées et justifiées : *a)* Pour les apports de terrains et de biens immeubles, par la production d'une attestation d'affectation du bien à l'opération et d'un certificat d'un expert indépendant qualifié ou d'un organisme officiel dûment agréé par les autorités administratives compétentes, distinct du bénéficiaire ; *b)* La valeur retenue est la valeur à la date de la certification susvisée. Elle ne dépasse pas les coûts généralement admis sur les marchés concernés ; *c)* Pour la fourniture de services, de biens d'équipement, de matériaux ou la mise à disposition de locaux, par tout document permettant de justifier la valeur de la contribution et son adéquation avec les prix pratiqués sur le marché ; *d)* Pour le bénévolat dans le cadre associatif ou pour les travaux de construction réalisés par le bénéficiaire (auto-construction), par des documents comptables ou des pièces de valeur probante équivalente, ainsi qu'une attestation détaillant la nature du service concerné et la durée et la période d'activité prévisionnelle du bénévole. La valeur du travail est déterminée sur la base du temps consacré et justifié, et du taux horaire ou journalier de rémunération pour un travail rémunéré équivalent au travail accompli. Ce taux est déterminé par les services de l'Etat ou par l'autorité de gestion. Dans le cas de l'autoconstruction, le calcul de l'aide peut s'appuyer sur des barèmes notamment des barèmes d'entraide ou sur des coûts simplifiés en application de l'article 67.1 du règlement général. En cas de mise à disposition de personnel à titre gratuit, la copie de la convention de mise à disposition nominative est à fournir.
Taxe sur la valeur ajoutée (applicable à tous les fonds)	Pour l'application de l'article 69.3 *c* du règlement général, le bénéficiaire doit produire à l'autorité de gestion une attestation de non-déductibilité de la taxe ou toute autre pièce fournie par les services fiscaux compétents.
Achat de terrain bâti et non bâti pour un montant inférieur ou égal à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération (applicable à tous les fonds, hors FSE)	Pour l'application de l'article 69.3 *b* du règlement général, l'autorité de gestion peut retenir un pourcentage plus élevé dans des cas exceptionnels et dûment justifiés pour les opérations concernant la protection de l'environnement. Dans ce cas, ce pourcentage peut atteindre 100 % de l'assiette éligible lorsque l'acquisition foncière constitue l'objet même de l'opération soutenue. Le prix d'achat du terrain, déterminé par France Domaine ou par un barème des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ou un expert indépendant qualifié, ne doit pas être supérieur à la valeur du marché.
Achat de biens immeubles (applicable à tous les fonds, hors FSE)	Ces dépenses, telles que des bâtiments déjà construits, sont éligibles si les conditions suivantes sont réunies : 1° Le prix d'achat ne doit pas être supérieur à la valeur du marché ; 1° Le propriétaire du bâtiment fournit une déclaration sur l'honneur (datée, signée) attestant que ce bien n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des cinq dernières années ; 3° Le bâtiment est affecté à la destination décidée par l'autorité de gestion et pour la période que celle-ci prévoit.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CATÉGORIES DE DÉPENSES (fonds concerné[s] ou exclu[s])	RÈGLES PARTICULIÈRES
Contrat de crédit-bail (applicable à tous les fonds, hors FSE)	Les dépenses engagées dans le cadre d'opérations de crédit-bail sont éligibles dans les conditions suivantes : 1° Une convention tripartite entre l'autorité de gestion, le bailleur et le preneur est établie pour déterminer les missions et les responsabilités de chaque partie ; 2 ° Une copie du contrat de bail tenant compte de l'aide est fournie à l'autorité de gestion. 3° Pour l'aide versée au bailleur : *a)* Le bailleur est le bénéficiaire du financement européen qui est utilisé pour réduire les loyers versés par le preneur pour les biens faisant l'objet du contrat de crédit-bail ; *b)* Les contrats de crédit-bail bénéficiant d'une aide européenne doivent comporter une clause de rachat ou prévoir une période de bail minimale équivalente à la durée, de vie utile du bien faisant l'objet du contrat ; *c)* En cas de fin de contrat anticipée qui n'aurait pas été approuvée par les autorités compétentes le bailleur rembourse aux autorités concernées la part de l'aide européenne correspondant à la période de bail restant à courir ; *d)* L'achat du bien par le bailleur, justifié par une facture acquittée ou une pièce comptable de valeur probante équivalente, constitue la dépense éligible. Le montant maximal éligible de l'aide ne doit pas dépasser la valeur marchande du bien loué ; *e)* Les coûts autres que les dépenses visées au *d* et liés au contrat de crédit-bail tels que les taxes, marges du bailleur, coûts de refinancement, frais généraux et frais d'assurance ne sont pas éligibles ; *f)* L'aide européenne versée au bailleur doit être utilisée intégralement au profit du preneur, soit par la voie d'une réduction uniforme du montant de tous les loyers sur la période de bail, soit selon un échéancier des réductions fixé par une clause du contrat ou par tout autre document probant, ne pouvant excéder la durée du bail ; *g)* Le bailleur apporte la preuve que l'aide sera transférée intégralement au preneur en établissant une ventilation des loyers ou en appliquant une méthode alternative fournissant une assurance équivalente ; *h)* L'utilisation des bénéfices fiscaux résultant de l'opération de crédit-bail et les autres conditions du contrat sont équivalents à ceux qui sont applicables en l'absence d'une aide européenne ; 4° Pour l'aide versée au preneur : *a)* Le preneur est le bénéficiaire de l'aide ; *b)* Les loyers versés au bailleur par le preneur, justifiés par une pièce comptable de valeur probante, constituent une dépense éligible ; *c)* En cas de contrat de crédit-bail contenant une clause de rachat ou prévoyant une période de bail minimale équivalente à la durée de vie utile du bien faisant l'objet du contrat, le montant maximal éligible ne doit pas dépasser la valeur marchande du bien loué. Les autres coûts liés au contrat de bail ne sont pas éligibles ; *d)* L'aide liée aux contrats de crédit-bail visés au *c* est versée au preneur en une ou plusieurs tranches selon les loyers effectivement payés. Lorsque la durée du contrat de crédit-bail dépasse la date finale prévue pour la prise en compte des paiements au titre de l'aide européenne, seules les dépenses liées aux loyers dus et payés par le preneur jusqu'à la date finale du paiement au titre de l'aide sont éligibles ; *e)* En cas de contrat de crédit-bail ne comportant pas de clause de rachat et dont la durée est inférieure à la durée de vie utile du bien faisant l'objet du contrat, les loyers sont éligibles proportionnellement à la période de l'opération éligible ; *f)* Le preneur doit apporter la preuve que le crédit-bail est la méthode la plus rentable ou la seule accessible pour obtenir la jouissance du bien. S'il s'avère que les coûts auraient été inférieurs en cas de recours à une méthode alternative, les frais additionnels sont déduits des dépenses éligibles ; 5° Pour la vente et la cession-bail, les loyers versés par un preneur dans le cadre d'un régime de vente et de cession-bail sont éligibles à condition que le preneur n'ait pas reçu tout ou partie de la subvention correspondante. L'opération peut alors être assimilée à un financement par voie de crédit-bail accordé au preneur conformément 4°. Les frais d'acquisition du bien ne sont pas éligibles.
Retenues de garantie dans le cadre d'un marché de travaux (applicable à tous les fonds, hors FSE)	La retenue de garantie devient éligible dès lors qu'elle est effectivement versée sur le compte de l'attributaire au plus tard avant la date finale d'éligibilité des dépenses.
Dépenses acquittées par un organisme tiers (applicable au FSE uniquement)	Les dépenses acquittées par un organisme tiers qui concourent directement à la réalisation de l'opération sont éligibles dans les conditions suivantes : 1° Ces dépenses sont justifiées et acquittées conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté. Le bénéficiaire conserve l'entière responsabilité des dépenses déclarées au titre de l'opération soutenue ; 2 Un acte juridique entre le bénéficiaire et le tiers indique le montant et les conditions de mobilisation des dépenses du tiers à l'opération soutenue ; 3° La contribution d'un organisme tiers est comptabilisée pour un même montant dans les dépenses et les ressources de l'opération soutenue.
Salaires et indemnités des salariés considérés comme des participants (applicable au FSE uniquement)	Les salaires et indemnités des salariés qui sont considérés comme des participants au regard de la nature de l'opération soutenue ne peuvent être inclus dans les dépenses directes de personnel servant d'assiette aux taux forfaitaires mentionnés aux articles 67 et 68 du règlement général et à l'article 14.2 du règlement n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé.
Allocations et aides individuelles (applicable au FSE uniquement)	Les allocations et aides individuelles versées aux participants sont éligibles uniquement dans le cadre d'un parcours d'accompagnement socioprofessionnel, ou de formation, lui-même soutenu par l'Union européenne.
Primes à la création d'activités (applicable au FSE uniquement)	Les primes à la création d'activités versées aux participants constituent des dépenses éligibles.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CATÉGORIES DE DÉPENSES (fonds concerné[s] ou exclu[s])	RÈGLES PARTICULIÈRES
Investissement (applicable au FEADER uniquement)	1° En ce qui concerne les opérations d'investissement dans le cadre de mesures relevant du champ d'application de l'article 42 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), seules les dépenses qui ont été effectuées après le dépôt d'une demande préalable d'aide auprès d'un financeur sont éligibles, à l'exception des frais généraux tels que définis à l'article 45. 2 *c* du règlement n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé qui peuvent présenter un début d'exécution antérieur ; 2° En ce qui concerne les opérations d'investissement dans le cadre de mesures ne relevant pas du champ d'application de l'article 42 du TFUE, les règles spécifiques relatives aux aides d'Etat s'appliquent ; 3° La demande d'aide contient au minimum les informations listées dans l'article 6.2 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du TFUE ; 4° En ce qui concerne les opérations d'investissement dans le cadre de mesures ne relevant pas du champ d'application de l'article 42 du TFUE et pour lesquelles les règles spécifiques relatives aux aides d'Etat ne s'appliquent pas, l'autorité de gestion peut fixer la date de début d'éligibilité des dépenses. Cette date est postérieure au 1er janvier 2014. Le contenu minimum de la demande d'aide est tel que précisé au point 3. Les points 1° et 2° ne s'appliquent pas à l'assistance technique.
Cotisations payées par les structures porteuses des groupes d'action locale (applicable au FEADER uniquement)	Les cotisations payées par les structures porteuses des groupes d'action locale Leader à des structures favorisant leur mise en réseau sont éligibles.
Remplacement des investissements (applicable au FEADER uniquement)	1° L'acquisition d'un bien en remplacement d'un bien entièrement amorti au plan comptable selon les normes comptables en vigueur est éligible ; 2° Le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période minimale fixée à l'article 71 du règlement général susvisé est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements.
Aide au stockage (applicable au FEAMP uniquement)	Dans le cadre de l'aide au stockage, le FEAMP peut soutenir une compensation. Les dépenses liées à une opération débutant après le 31 décembre 2018 sont inéligibles.
Compensations de surcoûts (applicable au FEAMP uniquement)	La compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques pour les produits de la pêche et de l'aquaculture peut être supportée par le FEAMP dans le cadre d'un plan de compensation réalisé conformément à l'article 72 du règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 susvisé. Seules sont éligibles les dépenses prévues par le plan de compensation concerné.
Plans de production et de commercialisation (applicable au FEAMP uniquement)	Les dépenses liées aux plans de production et de commercialisation approuvés par les autorités compétentes peuvent être éligibles au soutien du FEAMP.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Lettre de mission

Affectation « nom du projet »

Dans le cadre de l'opération xxxx se déroulant du xxx au xxx, cofinancée par le FSE, je soussigné**(e)** xxxx XXXX, agissant en qualité de « fonction du supérieur hiérarchique de la personne concernée » au sein de «structure candidate », atteste par la présente que « nom et prénom de l'agent» occupant le poste de « xxxxxx » est affecté(e) aux missions suivantes pour la période du xxx au xxx :

Explications détaillées des missions liées à l'opération :

-
-
-
-

L'agent travaillera à hauteur de « nombre d'heures passées sur l'opération » par mois sur l'opération désignée ci-dessus, soit un pourcentage fixe mensuel de « xxx % » de son temps de travail dans la structure.

Fonction, nom et prénom du responsable hiérarchique
Date, signature et cachet de l'organisme

Fonction, nom et prénom de l'agent
Date, signature

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

APPEL A PROJETS INTERNE 2021

Au titre de l'axe 3 du Programme Opérationnel National
« Emploi inclusion » du Fonds Social Européen 2014-2020

Date de lancement de l'appel à projets : le 28 septembre 2021

Date limite de dépôt des candidatures : le 28 octobre 2021

La réponse à cet appel à projet doit être adressée via la plate-forme de dématérialisation des dossiers FSE, Ma Démarche FSE, entrée « Programmation 2014-2020 »

Ma démarche FSE
Code : CD58-2021-03

Hôtel du Département
29, rue de la Préfecture
58039 NEVERS Cedex

Service inclusion sociale
Direction de la cohésion sociale et de la santé

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

SOMMAIRE

1. Le contexte P 3
2. Les principes généraux de l'appel à projets P 6
3. Le périmètre d'intervention P 6
4. Les critères de sélection P 7
5. Les obligations incombant aux bénéficiaires d'un financement FSE P 7
6. Les modalités de candidature P 9
7. Modalité de recours P 11
8. Les modalités d'accompagnement P 12
9. Annexe 1 : Les obligations incombant aux bénéficiaires P 13
10. Annexe 2 : Tutoriel sur la mise en œuvre des obligations de publicité P 15
11. Annexe 3 :Décrets et arrêtés d'éligibilités des dépenses P 20
12. Annexe 4 : Modèle de lettre de mission P 35

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

1. Le contexte

La population active nivernaise est de 86 637 individus. Les femmes représentent 48 % des actifs contre 52 % de l'ensemble de la population. On observe aussi un vieillissement des actifs : 17 % ont 55 ans et +.
Le taux de chômage était de 6,5 % au 1er trimestre 2020 contre 7,6 % en France Métropolitaine. Plus de 13 660 personnes sont privées d'emploi.
Les Nivernais relevant des minima sociaux et en particulier du RSA sont donc nombreux : 5 603 bénéficiaires du RSA, dont 2 656 hommes et 2 947 femmes sont soumis à droits et devoirs au 31 décembre 2019.

L'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale rappelle ainsi qu'une part prépondérante des allocataires du RSA n'est pas engagée dans un processus d'insertion professionnelle accompagné.

Un objectif européen de réduction de 25 % du taux de pauvreté

L'union européenne s'est fixée comme l'un de ses axes stratégiques d'intervention, la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'inclusion en renforçant l'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi. La Stratégie Europe 2020 prévoit de réduire le taux de pauvreté de 25 %, ce qui reviendrait à une baisse de 20 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Pour la France l'objectif est fixé à une diminution de 1.9 millions.

Le rôle du FSE est de favoriser l'insertion professionnelle des personnes confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion. Il consiste à mettre en œuvre des parcours de retour à l'emploi, intégrant, en tant que de besoin, des étapes destinées à lever les freins à l'emploi.
Certaines étapes pourront se situer dans le champ de l'insertion par l'activité économique. Il soutiendra les démarches d'accompagnement global et renforcé pour les publics les plus vulnérables. La qualité des parcours et de l'offre de mise en activité doit impliquer l'ensemble des acteurs, et tout particulièrement les employeurs publics et privés.

Depuis 2014, grâce au FSE et à l'initiative pour l'emploi des jeunes, 2,7 millions de jeunes, dont 1,6 million de demandeurs d'emploi et 700 000 de non actifs, ont trouvé le chemin du travail. Parmi ces participants, 235 000 personnes ont obtenu un emploi suite à une action du FSE ou de l'IEJ; 181 000 ont acquis une qualification à la suite d'une action du FSE ou de l'IEJ; 100 000 participants ont intégré une école ou une formation grâce au soutien du FSE ou de l'IEJ; et 275 000 personnes défavorisées ayant participé à des actions financées par le FSE ou l'IEJ ont entamé une recherche d'emploi, une formation, obtenu des qualifications ou un emploi, notamment en tant que travailleur indépendant.

Suivant la recommandation du Conseil de l'Union européenne (« Faire en sorte que les politiques actives de l'emploi ciblent effectivement les plus défavorisés »), la France a adopté en janvier 2013 un plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion, produit d'une importante concertation nationale. Ce plan s'articule autour de trois grands axes de réformes : réduire les inégalités et prévenir les ruptures, venir en aide et accompagner vers l'insertion sur le marché du travail, coordonner l'action sociale et valoriser ses acteurs.
Les travaux conduits dans le cadre de l'élaboration du « Plan national de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion » ont permis de mettre en avant la pertinence des parcours intégrés et renforcés dans le cadre d'accompagnement global de la personne visant l'accès à l'activité des personnes très éloignées de l'emploi. Plus récemment, la stratégie nationale de prévention et de

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

lutte contre la pauvreté présentée en septembre 2018 veut investir davantage pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Un Programme Opérationnel National (PON) FSE Emploi Inclusion 2014-2020

Validé par la Commission Européenne le 10 octobre 2014, il se découpe en trois axes prioritaires :

- Axe 1 – Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer entrepreneuriat.
- Axe 2 – Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels
- Axe 3 - Lutter contre la pauvreté et la promotion de l'inclusion.

la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 offre la possibilité aux conseils départementaux de se positionner en tant qu'organisme intermédiaire pour la gestion déléguée de crédits de l'axe 3 « Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion »

L'ensemble des projets financés au titre de l'axe 3 s'inscrivent dans la stratégie Europe 2020 et concourent plus particulièrement à la réalisation de l'objectif thématique 9 : «Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination» et de la priorité d'investissement 9.1: «L'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi».

Le département de la Nièvre, depuis 2015, s'est engagé dans la gestion d'une subvention globale au titre de la programmation FSE 2014-2020.

L'appel à projet 2021 se veut être un pont entre la programmation 2014-2020 et le futur programme FSE+ qui vraisemblablement sera adopté fin 2021 début 2022. Il permet de sécuriser les porteurs de projet nivernais en leur assurant une visibilité financière en 2021 et d'éviter les ruptures de parcours en attendant l'adoption du nouveau programme.

Le conseil départemental de la Nièvre invite l'ensemble des acteurs de l'offre territoriale d'insertion souhaitant bénéficier d'un cofinancement FSE au titre de l'axe 3 pour l'année 2021 à répondre à cet appel à projet.

1.1 Les fondements de la politique départementale d'insertion

La loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active - RSA institue le conseil départemental comme chef de file des politiques d'insertion dans le département.

Ainsi, le conseil départemental, responsable de la coordination des politiques d'insertion, doit jouer un rôle prépondérant pour maintenir et créer du lien entre les individus mais également permettre aux personnes en situation d'exclusion, résultant de la situation économique et/ou d'une accumulation de difficultés personnelles liées à un faible niveau de qualification, à la situation familiale, à l'âge, au logement, à la santé ou encore à la marginalisation sociale, de retrouver leur autonomie et leur place dans la société.
Faciliter et encourager le retour à l'emploi de ceux qui en sont le plus éloignés sont les priorités de la politique départementale d'insertion.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

1.2 Le cadre de mise en œuvre de la politique départementale

Les documents-cadres tels que le plan d'actions 2016-2021, le Programme Départemental d'Insertion (PDI) et, le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) sont les supports du Département pour la mise en œuvre de cette compétence.

Le plan d'actions 2016-2021, validé lors de la session du 23 mars 2016, fixe les priorités et les objectifs de la collectivité. Il comporte 4 Axes. L'axe 1 intitulé « construire l'avenir économique de la Nièvre créateur d'emploi » comprend 7 fiches. Parmi lesquelles figurent celles relatives à l'Insertion et à l'Économie Sociale et Solidaire.

Le PDI définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins de l'offre locale d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes.

Le PTI a pour objet de définir les modalités de coordination des actions entreprises par les parties pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA). Les signataires du PTI affirment leur engagement commun à collaborer pour agir en faveur des personnes en précarité, notamment les bénéficiaires du RSA, et à apporter les réponses dans la construction et le déroulement de leur parcours d'insertion, dans le respect des prérogatives et des organisations de chacune des institutions.

À travers ce pacte territorial d'insertion, le département se mobilise avec l'ensemble des signataires pour l'intérêt des bénéficiaires du RSA à retrouver une situation professionnelle stable et durable mais aussi en faveur d'un public fragilisé tels que les demandeurs d'emploi et les jeunes.

En effet, la Nièvre est l'un des départements les plus touchés par la crise économique. Ces effets perdurent depuis plusieurs années et ont pour conséquence une augmentation du nombre de Nivernais devant faire face à la dégradation de leurs conditions de vie.
Le nombre de bénéficiaires du RSA et celui des chômeurs connaissent une très légère baisse , les jeunes sont de plus en plus en difficulté.

Le rôle du conseil départemental est d'agir au plus près des populations les plus démunies en contribuant, avec ses partenaires, à assurer la cohésion sociale et la lutte contre la précarité. La présence des 10 sites médico-sociaux répartis sur l'ensemble du département reflète le maillage de proximité souhaité par la collectivité.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

2. Les principes généraux de l'appel à projet

La finalité des opérations financées dans le cadre de cet appel à projets s'inscrit dans l'Objectif Thématique 9 (OT 9) du PON FSE Emploi Inclusion 2014-2020.: « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination », dont la priorité cible est l'accès et le retour à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi et confrontés à la pauvreté et à la précarité.

L'appel à projets vise donc **à faciliter l'accès ou le retour à l'emploi** des publics rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, notamment par l'instauration d'un véritable droit au parcours renforcé, individualisé et coordonné, et à renforcer la coordination des interventions en faveur de l'inclusion pour plus d'efficacité et d'efficience des dispositifs.

Il **concerne un public** (bénéficiaires du RSA, inactifs, demandeurs d'emploi, jeunes et tout public du PON FSE) **résidant dans la Nièvre**.

Il **s'adresse à tout organisme possédant une expertise dans le champ de l'emploi et de l'insertion** associée à une capacité, voire à une expérience préalable, dans l'organisation et la gestion coordonnée des parcours d'insertion professionnelle ainsi qu'une maîtrise des processus d'accompagnement et de suivi des personnes en difficulté d'insertion professionnelle.

Il est rappelé que les organismes ou structures qui répondent à cet appel à projets doivent disposer de **la capacité à s'intégrer** dans l'organisation départementale et être à même de construire, **mener à bien et rendre compte des résultats** de manière rigoureuse sur une opération cofinancée par le département et le fonds social européen.

Durée des projets :
La durée maximale des demandes de subvention est fixée **à 12 mois (du 01/01/2021 au 31/12/2021).**

Budget minimal des projets :
Le budget minimal d'un projet est de 30 000 €. Il n'est pas défini de montant maximum.
Pour information, le FSE cofinance les projets à un taux maximal de 50% des dépenses éligibles soit 15 000 € minimum de FSE.

3. Le périmètre d'intervention

Les actions susceptibles d'être financées dans le cadre de cet appel à projet doivent répondre à l'axe 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » du Programme Opérationnel National (PON) FSE Emploi Inclusion 2014-2020.

Plus précisément, l'appel à projets interne 2021 répond au dispositif suivant :

Dispositif 3 (codification 3.9.1.3) : Développer les projets de coordination et l'animation des projets en lien avec l'insertion socioprofessionnelle ou l'économie sociale et solidaire.

Ce dispositif correspond à **l'axe 5 du pacte territorial d'insertion** qui a pour objectif de faire vivre le partenariat et l'entraide à travers les actions du Pacte Territotrial d'Insertion. Ainsi qu'à la fiche action 2.1 de l'Axe 2 : Repérer et prévenir les ruptures de parcours et accompagner les entrées et les sorties des dispositifs

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Les actions retenues dans le cadre du PTI concernent la création, le développement et l'expérimentation de divers outils ou dispositifs favorisant la coordination entre les acteurs et l'insertion professionnelle des publics, ainsi que l'accès au droit des publics fragilisés.

4. Les critères de sélection

Les principes directeurs de choix des opérations sont :

- la cohérence avec le présent appel à projet et avec le Pacte Territorial d'Insertion (P.T.I) du conseil départemental de la Nièvre ;
- la simplicité de mise en œuvre ;
- la valeur ajoutée apportée par le FSE au regard des dispositifs relevant du droit commun ;
- la prise en compte des principes horizontaux (développement durable, égalité des chances et non discrimination, égalité entre les hommes et les femmes) ;
- l'adéquation à un besoin du territoire ;
- la répartition équitable du FSE sur le territoire ;
- la prise en compte des priorités suivantes : association d'expertises pluridisciplinaires pour la construction et la mise en œuvre des parcours, sécurisation des étapes du parcours, participation des personnes bénéficiaires à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des parcours notamment dans le cadre d'expérimentations.

Par ailleurs, les opérations innovantes seront privilégiées. Elles contribuent à moderniser et adapter les prestations et les services de la diversité des attentes et des besoins des publics concernés. En revanche, les opérations qui ne visent que l'information et la sensibilisation des publics concernés seront évitées. Les expérimentations devront être conduites à la bonne échelle et mises en œuvre dans des conditions qui permettent d'en évaluer les effets dans l'optique d'une généralisation.

5. Les obligations incombant aux bénéficiaires d'un financement FSE

5.1 Obligation de dématérialisation

La réponse à l'appel à projets doit se faire via le portail dématérialisé « Ma démarche FSE » qui aide les bénéficiaires à chaque étape du renseignement de la demande de subvention FSE et du bilan d'exécution (points de contrôle automatiques, étapes de saisie masquées en fonction de la nature de l'opération, conseils au bénéficiaire permettant d'anticiper d'éventuels échanges avec le gestionnaire).

La dématérialisation doit également permettre de limiter le volume des pièces pour lesquelles un archivage papier demeure nécessaire. Ainsi, l'ensemble des pièces ne donnant pas lieu à une signature du bénéficiaire et/ou du gestionnaire peut être conservé seulement dans l'application sans qu'il soit nécessaire d'en archiver un exemplaire papier.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

5.2 Obligation de publicité

La transparence quant à l'intervention des fonds européens, la mise en valeur du rôle de l'Europe en France et la promotion du concours de l'Union Européenne figurent parmi les priorités de la Commission européenne. Ainsi tout bénéficiaire des crédits du FSE doit respecter les règles de publicité et d'information qui constituent une obligation réglementaire, quel que soit le montant de l'aide FSE attribuée.

Ainsi conformément à l'annexe XII, paragraphe 2.2 du règlement UE n°1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil :

- tous les supports de gestion administrative, technique et financière utilisés au cours de l'opération annuelle devront porter les logos des financeurs de l'opération dans le respect des chartes graphiques de chacun d'eux,

- toutes les publications et communications relatives à l'opération devront mentionner l'aide apportée par le département et le fonds social européen. Les participants à l'opération devront être informés de la participation communautaire.

C'est pourquoi toute demande de subvention doit impérativement comporter un descriptif des modalités prévisionnelles du respect des obligations de publicité de l'intervention du FSE.
Le respect de ces règles sera vérifié par le service gestionnaire tout au long de la mise en œuvre du projet.
Le défaut de publicité constitue un motif de non-remboursement de tout ou partie des dépenses afférentes au projet cofinancé.

Un tutoriel sur la mise en œuvre des obligations de publicité figure en annexe 2.

5.3 Obligation de suivi des participants

Le bénéficiaire retenu dans le cadre de l'appel à projets devra remplir les obligations européennes notamment concernant la saisie d'indicateurs sur l'outil « Ma démarche FSE ».
Le règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 contient des dispositions renforcées en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds Social Européen.

L'objectif est de s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu.
Les données seront agrégées aux niveaux français et européen, afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme.
Elles doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.
Le suivi des participants sera essentiellement assuré via Ma démarche FSE (MDFSE) : **https://mademarche-fse.fr**

Les bénéficiaires (porteurs de projet), sont désormais responsables de la saisie, et devront obligatoirement renseigner les données relatives à chaque participant, et non plus de manière agrégée. En outre, ils sont tenus de faire remplir un questionnaire individuel à chaque participant de l'action et de saisir les réponses dans « Ma démarche FSE ».

Les données des participants à l'entrée et à la sortie sont à renseigner au fil de l'eau, soit dans les 4 semaines après l'entrée et 4 semaines après la sortie du dispositif. Pour les actions déjà

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

commencées une dérogation à cette règle est accordée mais l'ensemble des indicateurs devra toutefois être intégralement renseigné.

L'article 13 de la convention FSE prévoit des sanctions (réduction voire suppression de l'aide FSE) en cas de manquement grave dans la collecte et la saisie des données sur les participants.

5.4 Autres obligations

Les autres obligations incombant aux bénéficiaires d'un financement FSE sont reprises en Annexe 3.

6. Les modalités de candidature

L'appel à projets est une procédure ouverte à tous les acteurs locaux remplissant les conditions d'éligibilité aux priorités d'investissement et objectifs spécifiques susmentionnés ainsi que les critères communs de sélection des opérations individuelles.
Tous les projets doivent être déposés en ligne sur le portail « Ma démarche FSE » en sélectionnant la période 2014-2020 : https://ma-demarche-fse.fr/demat/

L'acceptation du financement européen vaut acceptation de l'inscription à la liste des opérations publiées qui sera visible sur le site internet du conseil départemental de la Nièvre.

6.1 Instruction des projets

Chaque projet sera instruit directement dans « ma démarche FSE » (MDFSE) avec l'aide si nécessaire du gestionnaire FSE du conseil départemental.

Estimation du FSE éligible

Afin de pouvoir estimer le montant du FSE éligible, au moment du dépôt de la demande de subvention FSE dans ma-demarche-fse.fr, le potentiel bénéficiaire devra fournir avec sa candidature un budget prévisionnel détaillé pour la période concernée en faisant apparaître clairement :

- les dépenses internes de personnel directement lié à l'action
- le nombre d'Équivalent Temps Plein (ETP) directement lié à l'action
- si nécessaire, les dépenses externes de personnel directement lié à l'action (dans le cadre de prestations de services)
- les dépenses de fonctionnement directes
- les dépenses liées aux participants
- si nécessaire, les dépenses de prestations de services
- les dépenses indirectes (personnes affectées au suivi de MDFSE, tâches de secrétariat, numérisation des éléments...)

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

- le détail des subventions et diverses aides dont bénéficie la structure dans le cadre de l'action (État, Région, Département, Communautés de Communes, Communes et autres financeurs).

Cofinancement et dépenses éligibles

Les projets soutenus pas le FSE bénéficient d'un taux de cofinancement pouvant atteindre un maximum de 50%.

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables) ;
- elles doivent pouvoir être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes ;
- elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention, dans les limites fixées par le règlement général et le programme opérationnel national FSE.

Méthode de calcul du FSE éligible

La « forfaitisation » des coûts évite de devoir justifier l'intégralité des dépenses déclarées à partir de pièces comptables (factures, justificatifs d'acquittement, etc..) ce qui permet de diminuer la charge administrative du bénéficiaire liée aux différents niveaux de contrôle, de simplifier les contrôles du conseil départemental et par conséquent, de réduire les délais de paiement.

Trois taux forfaitaires peuvent être utilisés. Les deux premiers permettent de calculer les dépenses indirectes du projet, le troisième permet de calculer toutes les dépenses du projet sur la seule base des dépenses de personnel, un seul taux peut être utilisé par opération :

- taux de 15 % appliqué aux dépenses directes de personnel à l'exclusion des dépenses liées aux participants,

- taux de 20 % calculé sur la base des dépenses directes à l'exclusion des dépenses de prestations,

- taux de 40 % pour couvrir le reste des dépenses calculé à partir des dépenses de personnel.

NB. L'interface de gestion « Ma démarche FSE » vous guidera dans le choix du taux.

Le taux de 40 % sera autant que possible privilégié par le conseil départemental.

Éligibilité des dépenses

Les dépenses présentées dans les plans de financement devront respecter les règles édictées par l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 Mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes Européens pour la période 2014-2020 (annexe 4).

Règles concernant les dépenses de personnel

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

1. Les salariés mobilisés partiellement sur l'opération FSE avec un taux d'affectation n'excédant pas 20 % sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes et doivent être qualifiés de dépenses indirectes couvertes par la forfaitisation sauf exceptions justifiées.

2. Les personnels, mobilisés partiellement sur l'opération FSE, et dont le temps de travail sur l'opération est mensuellement fixe sont éligibles à condition de produire une lettre de mission dont un modèle est repris en annexe 5.

3. Les salaires des employés affectés à des fonctions « supports » (assistant, secrétaire, comptable, directeur non mobilisé sur la mise en œuvre opérationnelle de l'opération...) sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes de personnel et doivent être qualifiés de dépenses indirectes couvertes par la forfaitisation.

6.2 Recevabilité et sélection

Le candidat devra indiquer clairement dans le descriptif de son projet sur quel dispositif il se positionne.

L'examen de recevabilité portera sur la complétude du dossier.

Le conseil départemental se réserve le droit de solliciter des précisions au porteur de projet.

Tout dossier incomplet ou non complété dans le délai de 15 jours sera considéré irrecevable.

Tout dossier recevable sera présenté dans un délai de 4 mois à l'instance de sélection.

Au même titre que les actions de droit commun, la programmation et la sélection des opérations cofinancées par le FSE sont de la compétence de la commission permanente du département.

Ils seront par ailleurs soumis pour la partie FSE pour information au Comité Régional de Programmation du PON FSE 2014-2020.

6.3 Calendrier

Afin d'optimiser l'instruction des dossiers et la programmation des opérations, **la date butoir de dépôt des dossiers est fixée au 27 octobre 2021.** Aucune demande de subvention n'est recevable après cette date.

Un dossier complet de demande de crédits, incluant les pièces annexes requises dans le modèle de subvention en vigueur, doit être saisi et validé dans « Ma démarche FSE » avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs.

7. Les modalités de recours

Conformément à l'article 74 (2) du Règlement (UE) N° 1303/2013, le conseil départemental de la Nièvre vous informe de l'existence d'un dispositif de recueil des plaintes.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

La plateforme EOLYS (https://www.plateforme-eolys.fse.gouv.fr/) est spécifiquement dédié au dépôt des réclamations adressées par les porteurs de projets. Tout porteur de projet, bénéficiaire ou structure en contact avec les services gestionnaires du Programme opérationnel national FSE peut déposer une réclamation concernant le traitement de son dossier. Il convient néanmoins de privilégier les échanges directs avec le service gestionnaire avant d'entamer toute démarche de réclamation sur la plateforme.

Vous pouvez saisir à ce titre le référent par mail : francois.bizouard@nievre.fr en rappelant le numéro d'opération et l'objet de la plainte.

8. Les modalités d'accompagnement

Les structures répondant à l'appel à projet seront accompagnées dans leur démarche et pour le renseignement de « ma démarche FSE » par le gestionnaire fonds social européen du conseil départemental.

Les candidats sont invités à consulter les documents suivants :

- le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en Métropole 2014-2020 : PON FSE 2014-2020
- le Pacte Territorial d'Insertion 2015-2017 de la Nièvre : PTI 2021-2027
- 100 Questions/réponses sur le suivi des indicateurs

Pour toute question concernant l'appel à projets, vous pouvez vous adresser à :

Sabina PAASE
Coordinatrice de la subvention globale du Fonds Social Européen
Conseil départemental de la Nièvre
MIPPEFI
Mail : sabina.paase@nievre.fr
Tel : 03 86 60 67 98
Fax : 03 86 60 58 58

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

APPEL A PROJET DEPARTEMENTAL 2021

Au titre de l'axe 3 du Programme Opérationnel National
« Emploi inclusion » du Fonds Social Européen 2014-2020

Annexe 1 Les obligations incombant aux bénéficiaires d'un financement FSE

L'octroi d'une aide de l'Union européenne soumet le bénéficiaire à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques.

1. Le bénéficiaire s'engage à respecter les clauses de la convention, en particulier celles relatives à la période de réalisation de l'opération et aux délais de production des bilans d'exécution.

2. Il informe le service gestionnaire de l'avancement de l'opération ou de son abandon ; il n'en modifie pas le calendrier de réalisation, les actions ou le plan de financement, sans l'accord du service gestionnaire et un réexamen de l'instance de programmation, au risque de ne pas percevoir tout ou partie de l'aide communautaire.

3. Lorsqu'il réalise son opération, le bénéficiaire respecte le droit communautaire applicable, notamment l'obligation de mise en concurrence et les règles d'encadrement des aides d'État.

4. Le bénéficiaire informe les participants, le personnel affecté à l'opération, les cofinanceurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération de l'intervention financière du FSE.

5. Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : il est ainsi en capacité d'isoler, au sein de sa comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

6. Il communique au service gestionnaire la liste détaillée des pièces comptables et non comptables justifiant la réalisation des actions, le respect des règles de publicité de l'aide FSE, l'éligibilité des participants ainsi que les dépenses et ressources déclarées dans le bilan. De plus, il justifie les calculs permettant le passage de la comptabilité générale de l'organisme bénéficiaire à la comptabilité du projet (coefficients d'affectation pour les dépenses directes et clé de répartition en cas de déclaration de

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

dépenses indirectes non forfaitisées).

7. Dans le cas d'une opération d'assistance aux personnes, il collecte les informations nominatives relatives à chaque participant et saisit ces données « au fil de l'eau » dans le système dématérialisé « Ma démarche FSE ». Il conserve également l'ensemble des informations nécessaires au contrôle de l'éligibilité du public.

8. Il donne suite à toute demande du service gestionnaire en vue d'obtenir les pièces ou informations relatives à l'opération nécessaires au calcul du montant de l'aide FSE à verser. Sans réponse du bénéficiaire dans les délais fixés par le service gestionnaire, celui-ci peut procéder à la clôture du dossier et si nécessaire au recouvrement de tout ou partie de l'aide FSE déjà payée au bénéficiaire.

9. Le bénéficiaire veille à formaliser le suivi du temps d'activité du personnel rémunéré affecté à l'opération. Pour le personnel affecté à temps plein à l'opération, le contrat de travail ou la lettre de mission doit être produit. Pour le personnel affecté partiellement à l'opération, le temps d'activité doit être retracé selon l'une des modalités suivantes :

- à partir d'extraits de logiciels de suivi du temps détaillant par jour le temps affecté au projet ;

- à partir de feuilles d'émargement ;

- à défaut, sur la base d'un état récapitulatif détaillé par jour ou par demi-journée, daté et signé de façon hebdomadaire ou au minimum mensuellement par la personne rémunérée et son supérieur hiérarchique.

10. Seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont retenues. De plus, les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée.

11. Le bénéficiaire accepte de se soumettre à tout contrôle administratif, technique ou financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou par toute autorité habilitée ; il présente aux agents du contrôle toute pièce justifiant les dépenses et les ressources déclarées.

12. Il conserve toutes les pièces justificatives comptables et non comptables dans un dossier unique jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles effectués par la Commission européenne auprès de l'autorité de gestion du programme opérationnel, soit trois ans à compter du 31 décembre suivant la déclaration des dépenses considérées à la Commission européenne.

13. En cas de liquidation, le bénéficiaire transmet au service gestionnaire tous les éléments justificatifs des dépenses déjà déclarées.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Tutoriel

sur la mise en œuvre des obligations de publicité

I. Généralités

Le logo « l'Europe s'engage en France » reste d'application pour le programme opérationnel national FSE pour « l'Emploi et l'Inclusion » 2014-2020.

En conséquence, les bénéficiaires de ce programme doivent apposer ce logo sur leur documentation, outils, sites et pages internet dans les mêmes conditions qu'en 2007-2013.

Concernant le Programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes », les bénéficiaires n'utilisent pas le logo « l'Europe s'engage en France » mais le logo spécial « IEJ » disponible en 4 couleurs différentes.



Les bénéficiaires doivent apposer le logo de la couleur de leur choix sur leur documentation, outils, page internet à l'exclusion du logo « l'Europe s'engage en France » réservé au seul programme PON « Emploi et Inclusion ».

Dans les 2 cas, les logos sont déclinés régionalement.

Il existe également une charte graphique[2] propre aux FESI.
En tant que porteur de projet du PO « Emploi et Inclusion », vous êtes libre de télécharger cette « charte graphique » complète pour « habiller » vos productions FSE mais ce n'est pas obligatoire. Seule l'apposition du logo en signature l'est.
La charte graphique est téléchargeable sur le site www.fse.gouv.fr et reste utilisable pour la période 2014-2020.

A noter également : pour mieux identifier l'IEJ comme une initiative spécifique « à part » du PON « Emploi et Inclusion », la DGEFP a choisi de ne pas utiliser la charte pour ce programme. Seuls les logos IEJ sont donc utilisés pour l'IEJ.

[2] Une « charte graphique » sert dans le champ de la communication, à « habiller » des documents, des sites internet, des éléments de scénographie pour une institution ou une entreprise. Elle repose sur des règles en termes de couleur, de police de caractères, de taille, d'emplacement des éléments etc.... qui sont réunis dans un document appelé « charte » et qu'utilisent les communicants et graphistes pour élaborer leur documentation, leur site internet, l'habillage d'un événement.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

II. Rappel des responsabilités des bénéficiaires en termes de publicité (référence : annexe XII du règlement n°1303/2013 du 17 décembre 2013)

A/ Les obligations identiques à la période 2007-2013 :



1/ Apposer le drapeau européen et la mention « UNION EUROPEENNE » dans le cadre de toute action d'information et de communication parmi les logos de signature.

Pour cela, vous devez a minima apposer systématiquement l'emblème de l'Union (cf le drapeau européen) avec la mention « UNION EUROPEENNE » en toutes lettres sur tous les documents importants de votre projet : courrier, attestation de stage, signature internet d'email, brochures de présentation du projet, dossier de formation, formulaire d'inscription etc...

L'emblème de l'Union doit être en couleurs chaque fois que possible **et obligatoirement sur les sites internet.** La version monochrome (noir et blanc) n'est pas possible sauf cas justifiés (par exemple, la création d'une affiche entièrement en noir et blanc).

Ne sont donc plus autorisées les versions suivantes sauf cas justifiés (donc à éviter) :





2/ Faire mention au soutien du Fonds social européen en complément des logos de signature.

Le règlement prévoit également que tout document/site etc., relatif à la mise en œuvre de l'opération comprenne une mention indiquant que le programme opérationnel concerné est soutenu par le Fonds social européen. Au regard de ces éléments, nous recommandons la phrase suivante à côté des logos de signature de vos documents, pages internet, et outils de communication :



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

Pour le PON « Emploi et Inclusion »



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

Pour « l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

REMARQUE : Pour écrire « Union européenne » et la phrase-mention au cofinancement, les seules polices de caractères autorisées sont : Arial, Auto, Calibri, Garamond, Trebuchet, Tahoma, Verdana et Ubuntu. Les autres polices sont interdites par le règlement.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Voici notre recommandation pour « signer » vos documents en bas de page, en bandeau « 4ème de couverture » de vos brochures, vos pages internet ou sites dédiés au projet, etc. :

Pour le Programme opérationnel national « Emploi et Inclusion », de gauche à droite :

Votre logo | Logo partenaire | UNION EUROPÉENNE

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

Pour le Programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes » :

Votre logo | Logo partenaire | UNION EUROPÉENNE

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

L'emblème (drapeau) et la mention UNION EUROPEENE doivent toujours être visibles et placés bien en évidence. Leur emplacement et taille sont adaptés à la taille du matériel ou du document utilisé.

REMARQUE IMPORTANTE POUR LES SITES INTERNET :
L'emblème et la mention doivent être visibles dès l'arrivée sur le site à la page d'accueil (si le site est dédié au projet) ou à la page de présentation sans avoir besoin de faire défiler la page pour pouvoir voir le logo. **Autrement dit, le scrolling est interdit s'il est nécessaire pour voir l'emblème de l'Union.** Par conséquent, le bénéficiaire devra s'en assurer.

B/ Les obligations complémentaires à respecter pour 2014-2020 :

3/ Si vous avez un site internet.

Vous avez l'obligation règlementaire de décrire dans un article, une page ou une rubrique, votre projet en mettant en lumière le soutien de l'Union européenne.
Plus le montant de votre projet est financièrement important pour votre structure (proportionnalité du montant de l'aide par rapport à votre budget annuel), plus vous êtes tenu d'apporter une description complète mettant en évidence l'apport européen dans son montage et sa réalisation. L'article, la page ou la rubrique doit être accessible facilement pour les internautes et visible tout au long de la vie du projet. Il convient donc d'éviter un article actualité et de privilégier une fenêtre accessible dès la page d'accueil.

Cette obligation est une nouveauté 2014-2020 et nous vous invitons à actualiser régulièrement la page ou la rubrique de votre site internet dédiée à votre projet FSE.

4/ Mettre au minimum une affiche A3 présentant des informations sur le projet et son cofinancement FSE à l'entrée de votre bâtiment.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Vous devez apposer au moins une affiche présentant des informations sur le projet dont le soutien financier de l'Union en un lieu aisément visible par le public tel que l'entrée de votre bâtiment. La dimension minimale de cette affiche doit être : A3. Elle doit évidemment respecter les règles vues aux points 1 et 2 (emplacement des logos et mention du cofinancement FSE).Vous pouvez compléter ce premier affichage par des affiches supplémentaires dans les bureaux des personnes travaillant sur le projet, dans les salles de réunions, les salles d'attente etc... mais a minima une affiche doit figurer, visible, à l'entrée de votre bâtiment.

III. Les obligations d'information

Les règles présentées ci-avant constituent le minimum requis des responsabilités des bénéficiaires en termes d'information et de communication.
Apposer des logos et une affiche, créer une page internet doivent être considérés comme le socle à mettre en place en tant que porteur de projet. Vous devez compléter ces 3 actions par des actions d'information régulières auprès de votre public et de vous partenaires.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Vous organisez des formations ? Vous pouvez rappeler en début de stage que la formation est cofinancée par l'Europe. Vous pouvez rappeler le lien internet permettant d'accéder à la page présentant le projet dans le cahier de formation, distribuer un dépliant...

Vous réunissez vos partenaires pour un comité de suivi, une assemblée générale, un séminaire ? Vous pouvez faire rappeler dans le discours de votre porte-parole (directeur/trice, président/e) qu'un des projets de votre structure est soutenu par l'Europe, distribuer un dépliant, présenter l'avancée du projet...

Vous faites un événement grand public (journée porte/ouverte) ? Vous pouvez saisir cette occasion pour présenter le projet FSE parmi les projets de votre structure.

En résumé, votre obligation de publicité et d'information doit rester active pendant toute la durée de votre projet : assurez une veille en continu sur la bonne application des logos dans le temps ; actualisez la page internet ou la rubrique dédiée au projet de manière à mettre en lumière ses résultats ; veillez à ce que les affiches restent en place ; saisissez certaines des opportunités qui apparaissent dans votre structure (séminaire, inauguration, journée porte ouverte, AG exceptionnelle) pour intégrer la présentation du projet FSE à l'ordre du jour. Pourquoi ne pas saisir l'opportunité du projet pour faire une Journée Europe?

Retrouvez des exemples et des outils « clés en main » pour mettre en œuvre votre obligation de publicité sur fse.gouv.fr

l'Europe s'engage en France
Fonds Social Européen

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

UNION EUROPÉENNE

Ce tutoriel est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA RURALITÉ ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

NOR : *ARCR1636512A*

La ministre de l'environnement, de l'énergie, et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le ministre de l'économie et des finances, la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales et le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,

Vu le règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) nº 1605/2002 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

Vu le règlement (UE) nº 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) nº 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) nº 1083/2006 du Conseil, notamment son article 65.1 ;

Vu le règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) nº 1081/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen agricole pour le développement rural et abrogeant le règlement (CE) nº 1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) nº 352/78, (CE) nº 165/94, (CE) nº 2799/98, (CE) nº 814/2000, (CE) nº 1200/2005 et nº 485/2008 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) nº 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) nº 2328/2003, (CE) nº 861/2006, (CE) nº 1198/2006 et (CE) nº 791/2007 et le règlement (UE) nº 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et introduisant des dispositions transitoires ;

Vu la loi nº 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu le décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,

Arrêtent :

Art. 1er. – Le *c* du 3° de l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 2016 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« *c)* Des copies des bulletins de paie pour les dépenses de personnel ; ».

Art. 2. – Au 2° de l'article 4 de l'arrêté du 8 mars 2016 susvisé, l'alinéa suivant est supprimé :

« Lorsque les dépenses sont calculées selon les modalités prévues par l'article 67.1 *(d)* du règlement général, la production de facture ou de pièce comptable de valeur probante équivalente est requise pour justifier l'assiette de dépenses déclarées au réel sur laquelle est appliqué le taux forfaitaire. »

Art. 3. – L'annexe de l'arrêté du 8 mars 2016 susvisé est modifiée comme suit :

I. – Au *a* du 1° de la catégorie « Personnel (applicable à tous les fonds) », les mots : « y compris sur une période de temps prédéterminée » sont supprimés ;

II. – Le *b* du 1° de la catégorie « Personnel (applicable à tous les fonds) » est remplacé par les dispositions suivantes : « Pour les personnels dont le temps de travail est consacré en partie à la réalisation de l'opération, les pièces sont :

– lorsque le pourcentage du temps de travail consacré à l'opération est fixe, des copies de fiches de poste ou des copies de lettre de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et le pourcentage fixe du temps de travail consacré à l'opération, sans obligation de mettre en place un système distinct d'enregistrement du temps de travail. Ils doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion ;
– lorsque le pourcentage d'affectation à l'opération est variable d'un mois sur l'autre, des copies de fiches de temps ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Les copies de fiches de temps passé sont datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique. »

III. – La dernière phrase de la catégorie « Investissement (applicable au FEADER uniquement) » est supprimée « Les points 1° et 2° ne s'appliquent pas à l'assistance technique ».

Art. 4. – Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture, le directeur général des finances publiques, la déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, la directrice générale de la performance économique et environnementale des entreprises et le commissaire général à l'égalité des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 janvier 2017.

Le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales,
Pour le ministre et par délégation :
Le commissaire général à l'égalité des territoires,
J.-M. THORNARY

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture,
F. GUEUDAR-DELAHAYE

Le ministre de l'économie et des finances,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général adjoint des finances publiques,
V. MAZAURIC

La ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,
Pour la ministre et par délégation :
La déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle,
C. CHEVRIER

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Le ministre de l'agriculture,
de l'agroalimentaire et de la forêt,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale
de la performance économique
et environnementale des entreprises,
C. GESLAIN-LANÉELLE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA RURALITÉ ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020

NOR : *ARCR1503114D*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales,

Vu le règlement (UE, EURATOM) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, EURATOM) nº 1605/2002 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, EURATOM) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

Vu le règlement (UE) nº 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif « Coopération territoriale européenne » ;

Vu le règlement (UE) nº 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) nº 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) nº 1083/2006 du Conseil et notamment son article 65.1 ;

Vu le règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) nº 1081/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen agricole pour le développement rural et abrogeant le règlement (CE) nº 1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) nº 352/78, (CE) nº 165/94, (CE) nº 2799/98, (CE) nº 814/2000, (CE) nº 1200/2005 et nº 485/2008 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 481/2014 de la Commission du 4 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des règles particulières concernant l'éligibilité des dépenses pour les programmes de coopération ;

Vu le règlement (UE) nº 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) nº 2328/2003, (CE) nº 861/2006, (CE) nº 1198/2006 et (CE) nº 791/2007 et le règlement (UE) nº 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu la loi nº 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 5 mars 2015,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Décrète :

Art. 1er. – Conformément à l'article 65.1 du règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé, le présent décret fixe les règles nationales d'éligibilité des dépenses aux programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens (FESI) pour la période 2014-2020.

Les fonds européens concernés sont désignés ci-après par les sigles suivants :

1º FEADER : Fonds européen agricole pour le développement rural ;

2º FEAMP : Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

3º FEDER : Fonds européen de développement régional ;

4º FSE : Fonds social européen.

Le présent décret ne s'applique pas aux opérations gérées directement par la Commission européenne.

Art. 2. – Pour l'application du présent décret, on entend par :

1º Autorité de gestion : une autorité nationale chargée de la gestion des programmes européens conformément aux dispositions de l'article 125 du règlement général et de l'article 66 du règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé ;

2º Bénéficiaire : une personne morale ou, pour ce qui concerne le FEADER et le FEAMP, une personne physique, chargée du lancement ou du lancement et de la mise en œuvre des opérations conformément à l'article 2.10 du règlement général ;

3º Chef de file : une personne morale ou, pour ce qui concerne le FEADER, une personne physique, qui coordonne la mise en œuvre d'une opération collaborative telle que définie au 4º, dont elle est responsable devant l'autorité de gestion et qui agit pour le compte de partenaires avec qui elle passe une convention à cet effet ;

4º Opération collaborative : une opération de coopération entre un chef de file et d'autres partenaires, qui contribuent chacun à sa réalisation ;

5º Programme de coopération territoriale : un programme européen de coopération transfrontalière, transnationale, et interrégionale dont l'autorité de gestion se situe en France ou en dehors du territoire national ;

6º Règlement général : le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement et du Conseil du 17 décembre susvisé.

Art. 3. – Les dispositions du présent décret s'appliquent sous réserve :

1º S'agissant du FEDER, des dispositions de l'article 8 ;

2º S'agissant du FEADER, des dispositions de l'article 9.

Art. 4. – Sous réserve des dispositions de la législation de l'Union européenne applicables à chaque fonds, une dépense est éligible si elle a été engagée par le bénéficiaire et payée, selon les modalités prévues par l'acte attributif mentionné à l'article 6, entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023, et se rattache à une opération inscrite dans un programme européen.

Art. 5. – Les dépenses sont éligibles si :

1º Elles ne relèvent pas des catégories de charges et de dépenses fixées en annexe au présent décret ;

2º Elles se rattachent, selon les modalités définies par l'arrêté mentionné à l'article 11, à l'opération concernée ;

3º Elles respectent les règles particulières d'éligibilité fixées, pour certaines catégories de dépenses, par l'arrêté précité ainsi que la réglementation nationale en matière d'aides publiques ;

4º Elles sont justifiées, selon les modalités définies par l'arrêté précité ;

5º L'opération satisfait aux objectifs et conditions fixés par le programme européen concerné.

Une même dépense ne peut donner lieu à un double financement au titre des fonds européens.

Art. 6. – L'autorité de gestion notifie au bénéficiaire l'acte attributif de l'aide, qui peut revêtir une forme conventionnelle. L'acte attributif détermine notamment leurs obligations respectives, les catégories de dépenses éligibles et les modalités de versement de l'aide. Il précise si les dépenses sont prises en compte sur une base réelle ou sur une base forfaitaire en application d'une méthode de coûts simplifiés, dans les conditions prévues par l'arrêté prévu à l'article 11.

Art. 7. – Une personne morale ou physique bénéficiaire peut, sous réserve de l'accord de l'autorité de gestion, être désignée en qualité de chef de file d'une opération collaborative, dont elle assume la responsabilité devant cette autorité. Elle déclare tant les dépenses qu'elle supporte que celles supportées par ses partenaires.

Une convention est conclue à cet effet entre le chef de file et ses partenaires. Elle précise notamment le plan de financement de l'opération, les obligations respectives des signataires, les modalités de reversement de l'aide et de traitement des litiges ainsi que les responsabilités des parties en cas de procédure de recouvrement d'indus.

Cette convention est annexée à l'acte attributif de l'aide.

Art. 8. – Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux dépenses relevant des opérations des programmes de coopération territoriale européenne engagées sur le territoire national, lorsqu'elles sont régies par le règlement délégué (UE) nº 481/2014 du 4 mars 2014 susvisé et les règles supplémentaires établies par les Etats membres participant au comité de suivi du programme de coopération concerné en application de l'article 18 du règlement (UE) nº 1299/2013 du 17 décembre 2013 susvisé.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Art. 9. – Sont exclues du champ d'application du présent décret les dépenses éligibles aux programmes soutenus par le FEADER pour les aides du système intégré de gestion et de contrôle défini à l'article 67 du règlement (UE) nº 1306/2013 du 17 décembre 2013 susvisé.

Art. 10. – Le présent décret s'applique également aux dépenses éligibles aux programmes soutenus par le FEAMP pour les opérations réalisées hors du territoire de l'Union européenne relatives aux mesures d'accompagnement de la politique commune de la pêche en gestion partagée.

Art. 11. – Sous réserve des dispositions de l'article 12, un arrêté des ministres chargés de l'aménagement du territoire, du budget, de l'agriculture, de la pêche et du travail précise les conditions d'application du présent décret et notamment conformément aux dispositions des articles 5 et 6, les modalités de prise en compte, de rattachement et de justification des dépenses éligibles et les règles particulières applicables à certaines d'entre elles.

Art. 12. – Des arrêtés du ministre chargé de l'agriculture précisent les modalités de mise en œuvre de l'article 17 et de l'article 45 du règlement (UE) nº 1305/2013 du 17 décembre 2013 susvisé.

Art. 13. – La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, et la ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 mars 2016.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales,
JEAN-MICHEL BAYLET

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,
SÉGOLÈNE ROYAL

Le ministre des finances et des comptes publics,
MICHEL SAPIN

La ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,
MYRIAM EL KHOMRI

Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,
STÉPHANE LE FOLL

La ministre des outre-mer,
GEORGE PAU-LANGEVIN

ANNEXE

CHARGES ET DÉPENSES INÉLIGIBLES AUX FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS

Outre les dépenses inéligibles prévues par la réglementation européenne, sont également inéligibles les charges et les dépenses suivantes :

1º Amendes et sanctions pécuniaires ;

2º Pénalités financières ;

3º Réductions de charges fiscales ;

4º Frais de justice et de contentieux, tels que définis par le code de procédure pénale, ne relevant pas de l'assistance technique au sens de l'article 59 du règlement général susvisé ;

5º Dotations aux amortissements et aux provisions, à l'exception des dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles relevant du compte nº 6811 du plan comptable général ;

6º Charges exceptionnelles relevant du compte nº 67 du plan comptable général ;

7º Dividendes ;

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

8° Frais liés aux accords amiables et les intérêts moratoires dans le cadre de contrats ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix ou un droit d'exploitation.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA RURALITÉ ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

NOR : *ARCR1531772A*

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales et le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,

Vu le règlement (UE, EURATOM) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, EURATOM) nº 1605/2002 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, EURATOM) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

Vu le règlement (UE) nº 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) nº 1080/2006 ;

Vu le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) nº 1083/2006 du Conseil et notamment son article 65.1 ;

Vu le règlement (UE) nº 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) nº 1081/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen agricole pour le développement rural et abrogeant le règlement (CE) nº 1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) nº 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) nº 352/78, (CE) nº 165/94, (CE) nº 2799/98, (CE) nº 814/2000, (CE) nº 1200/2005 et nº 485/2008 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) nº 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) nº 2328/2003, (CE) nº 861/2006, (CE) nº 1198/2006 et (CE) nº 791/2007 et le règlement (UE) nº 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) nº 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) nº 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et introduisant des dispositions transitoires ;

Vu la loi nº 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;

Vu le décret nº 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Arrêtent :

Art. 1er. – Au titre du présent arrêté, les fonds structurels et d'investissement européens (FESI) sont désignés par les sigles suivants :

1° « FEADER » : Fonds européen agricole pour le développement rural ;

2° « FEAMP » : Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

3° « FEDER » : Fonds européen de développement régional ;

4° « FSE » : Fonds social européen.

Chapitre Ier

Modalités de rattachement des dépenses

Art. 2. – Les coûts éligibles correspondent à des dépenses directes ou indirectes d'une opération.

Par opposition aux dépenses directes, les dépenses indirectes ne sont pas ou ne peuvent pas être directement rattachées à une opération, tout en demeurant nécessaires à sa réalisation.

Pour être éligibles, les dépenses indirectes présentées sur une base réelle respectent les deux conditions cumulatives suivantes :

a) Elles sont affectées à l'opération sur la base d'une clé de répartition justifiée et basée sur des éléments physiques et non financiers permettant de distinguer l'activité du bénéficiaire liée à l'opération soutenue de l'ensemble de ses activités ;

b) La clé de répartition figure dans l'acte attributif de l'aide.

Chapitre II

Modalités de justification des dépenses présentées sur une base réelle

Art. 3. – Les pièces justificatives que le bénéficiaire doit présenter à l'autorité de gestion sont fixées aux 1°, 2° et 3° du présent article, à savoir :

1° Des factures ou copies de factures ou toute autre pièce comptable de valeur probante équivalente permettant d'attester la réalité des dépenses ;

2° Des copies de pièces non comptables permettant d'attester de façon probante la réalisation effective de l'opération, à l'exception de règles particulières s'appliquant au FEADER ;

3° La fourniture d'une des pièces suivantes permettant d'apporter la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles :

a) Des factures ou copies de factures attestées acquittées par les fournisseurs ou des états récapitulatifs des dépenses ou toute autre pièce comptable de valeur probante équivalente, attestés par tout organisme compétent en droit français ;

b) Des copies des relevés de compte du bénéficiaire faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit ;

c) Des copies des attestations des organismes en charge de la collecte des charges sociales afférentes aux rémunérations ou toute autre pièce de valeur probante équivalente pour les charges sociales afférentes aux dépenses de personnel ;

d) Des attestations du fournisseur de réception du numéraire pour les paiements de factures effectués en numéraire dans la limite de 1 000 €.

L'autorité de gestion, l'organisme payeur, les autorités d'audit, de certification et de contrôles nationaux et européens peuvent demander tout document ou pièce originale nécessaire à l'établissement de la preuve de la réalisation de l'opération ou de l'acquittement des dépenses, à des fins de vérifications sur pièces et sur place.

Pour l'application de l'article 140 du règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé, ci-après désigné par l'expression « règlement général » ou de l'article 50 du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé, le bénéficiaire conserve tout document ou toute pièce justificative à des fins de contrôle et d'audit.

Chapitre III

Modalités de prise en compte des dépenses présentées sur une base forfaitaire

Art. 4. – 1° L'autorité de gestion peut mettre en œuvre une ou plusieurs méthodes de déclaration des dépenses définies aux articles 67.1 *b*, *c*, *d* et 68 du règlement général, sous réserve des dispositions applicables à chaque fonds.

Dans ce cas, l'autorité de gestion informe le bénéficiaire des modalités de calcul de l'aide et de justification de ces dépenses avant la signature de l'acte attributif. Ce dernier précise les modalités de mise en œuvre et de paiement de l'aide et les pièces justificatives qui y sont associées, ainsi que les indicateurs de réalisation ou des résultats à atteindre le cas échéant ;

2° Le bénéficiaire doit présenter à l'autorité de gestion toute pièce attestant de la réalisation ou des résultats de l'opération.

La production des pièces prévues aux 1° et 3° de l'article 3 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux montants de dépenses calculés sur la base d'une méthode de coûts simplifiés.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Lorsque les dépenses sont calculées selon les modalités prévues par l'article 67.1 *d* du règlement général, la production de facture ou de pièce comptable de valeur probante équivalente est requise pour justifier l'assiette de dépenses déclarées au réel sur laquelle est appliqué le taux forfaitaire ;

3° Pour les méthodes de coûts simplifiés prévues aux articles 67.1 *b* et *c* et 68.1 *a* du règlement général, et sous réserve des dispositions applicables à chaque fonds, l'autorité de gestion est responsable de la méthodologie de calcul. Elle doit conserver à des fins de contrôle et d'audit toute pièce déterminant la méthodologie de coûts simplifiés qui a été appliquée.

Chapitre IV

Règles particulières applicables à certaines dépenses éligibles

Art. 5. – 1° Les dépenses éligibles à l'assistance technique prévue à l'article 59.1 du règlement général, y compris les dépenses de rémunération des agents publics statutaires et contractuels affectés à ces tâches, sont définies par les autorités de gestion dans chacun des programmes et sont nécessaires à la mise en œuvre des programmes. En ce qui concerne le réseau rural, sont éligibles les dépenses nécessaires à la mise en œuvre des actions prévues dans le programme spécifique du réseau rural national.

Ces dépenses peuvent être supportées par :

a) Une autorité de gestion ;

b) Un organisme intermédiaire ;

c) Une autorité de certification ;

d) Une autorité d'audit ;

e) Un organisme payeur ;

f) Tout autre bénéficiaire retenu par l'autorité de gestion au titre de l'assistance technique du programme ;

2° Les dépenses d'assistance technique sont affectées à un fonds européen. Lorsqu'il n'est pas possible d'affecter préalablement ces dépenses directes ou indirectes à un fonds européen, l'autorité de gestion peut :

a) Affecter ces dépenses au seul FEDER ou au seul FSE ;

b) Retenir une clé de répartition permettant d'affecter les dépenses respectivement au FEDER et au FSE.

Dans ces cas, les modalités d'affectation figurent dans l'acte attributif de l'aide.

Art. 6. – 1° Pour ce qui concerne les dépenses d'infrastructure ou d'investissement productif, le délai de cinq ans prévu à l'article 71.1 du règlement général peut être réduit à trois ans sur décision de l'autorité de gestion ;

2° Pour les dossiers soutenus uniquement par un financement national et pour lesquels la réglementation des fonds structurels et d'investissement européens s'applique, le délai prévu à l'article 71.1 du règlement général court à compter du paiement final de l'aide nationale.

Art. 7. – Les règles particulières autres que celles mentionnées aux articles 5 et 6 du présent arrêté et relatives à certaines catégories de dépenses éligibles aux fonds structurels et d'investissement européens figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 8. – Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture, le directeur général des finances publiques, la déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, la directrice générale de la performance économique et environnementale des entreprises et la commissaire générale à l'égalité des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 mars 2016.

Le ministre de l'aménagement du territoire,
de la ruralité et des collectivités territoriales,
Pour le ministre et par délégation :
La commissaire générale à l'égalité des territoires,
M.-C. Bonnet-Galzy

La ministre de l'environnement,
de l'énergie et de la mer,
en charge des relations internationales
sur le climat,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur des pêches maritimes
et de l'aquaculture,
F. Gueudar-Delahaye

Le ministre des finances
et des comptes publics,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
des finances publiques,
B. Parent

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

La ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,
Pour la ministre et par délégation :
La déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle,
C. CHEVRIER

Le ministre de l'agriculture de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale de la performance économique et environnementale des entreprises,
C. GESLAIN-LANÉELLE

ANNEXE

RÈGLES PARTICULIÈRES DE CERTAINES CATÉGORIES DE DÉPENSES ÉLIGIBLES AUX FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS SUR LA PÉRIODE 2014-2020

Les règles particulières de certaines catégories de dépenses sont présentées dans le tableau ci-après, sans préjudice des dispositions prévues directement par la réglementation européenne.

CATÉGORIES DE DÉPENSES (fonds concerné[s] ou exclu[s])	RÈGLES PARTICULIÈRES
Personnel (applicable à tous les fonds)	Les dépenses de personnel sont constituées de : *a)* Salaires ; *b)* Gratifications ; *c)* Charges sociales afférentes ; *d)* Traitements accessoires et avantages divers prévus par les conventions collectives, accords collectifs (accord d'entreprise, accord de branche, accord national interprofessionnel), par les usages de l'entreprise préexistants à l'aide européenne, par le contrat de travail ou par les dispositions législatives et réglementaires concernées ou par la convention de stage. Ces dépenses sont justifiées par des pièces : 1° Attestant du temps consacré à la réalisation de l'opération : *a)* Pour les personnels affectés, à 100 % de leur temps de travail, à l'opération concernée, y compris sur une période de temps prédéterminée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Dans ce cas, les copies de fiches de temps passé ou les extraits de logiciel de gestion de temps ne sont pas requis ; *b)* Pour les personnels dont le temps de travail est consacré en partie à la réalisation de l'opération, les copies de fiches de temps ou les extraits de logiciel de gestion de temps permettent de tracer le temps dédié à l'opération. Ces copies de fiches de temps passé sont datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique ; 2° Permettant de justifier la matérialité des dépenses par des copies de bulletins de salaire ou du journal de paie ou de la déclaration annuelle des données sociales (DADS), ou de la déclaration sociale nominative (DSN) ou d'un document probant équivalent. Pour l'application de l'article 68.2 du règlement général, les douze derniers bulletins de salaire (ou DADS ou tout document probant équivalent) des personnes concernées permettent de justifier le montant des salaires bruts chargés et constituent les pièces justificatives de calcul du coût. Ces règles d'admissibilité figurent dans le document énonçant les conditions de soutien. En cas de mise à disposition de personnel à titre pécuniaire, la copie de la convention de mise à disposition nominative doit être fournie.
Déplacement, restauration, hébergement (applicable à tous les fonds)	Sous réserve d'acceptation préalable de l'autorité de gestion, ces dépenses peuvent être présentées sous forme de forfaits journaliers si elles correspondent à un système unique à la structure. La justification du décaissement se fait selon l'une des modalités définies au 3° de l'article 3 du présent arrêté.
Equipement (applicable à tous les fonds)	1° Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont éligibles lorsque le matériel n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des cinq dernières années à condition que : *a)* Le vendeur du matériel fournisse une déclaration sur l'honneur (datée et signée) accompagnée de la copie de la facture initiale relative à l'achat de matériel ; *b)* Le vendeur mentionné au *a* ait acquis le matériel neuf ; *c)* Le prix du matériel d'occasion n'excède pas sa valeur sur le marché et soit inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis ou sur la base d'un autre système approprié d'évaluation tel que des coûts de référence pour un matériel équivalent ; *d)* Le matériel présente les caractéristiques techniques requises pour l'opération et soit conforme aux normes applicables ; *e)* Les dépenses soient explicitement prévues dans le programme de développement rural pour le FEADER. L'achat d'un fonds de commerce et l'acquisition des actifs d'un établissement existant, y compris la reprise d'une exploitation agricole dans le cadre de l'installation, ne sont pas considérés comme un achat de matériel d'occasion ; 2° En ce qui concerne les dépenses de location, la copie du contrat de location doit être produite.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CATÉGORIES DE DÉPENSES (fonds concerné[s] ou exclu[s])	RÈGLES PARTICULIÈRES
Amortissement de biens neufs (applicable à tous les fonds)	Les dépenses d'amortissement de biens neufs relevant du compte 6811 du plan comptable général « Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles » sont éligibles si les trois conditions suivantes sont réunies : 1° Les dépenses sont calculées au prorata de la durée d'utilisation du bien amorti pour la réalisation de l'opération ; 2° Des aides publiques n'ont pas déjà contribué à l'acquisition de ces biens. Une déclaration sur l'honneur du bénéficiaire (datée, signée) atteste que ce bien n'a pas déjà été financé par des aides publiques et indique les dates de début et de fin d'amortissement du bien ; 3° Les dépenses sont calculées selon les normes comptables admises. Les dépenses d'amortissement et l'achat du bien ne peuvent pas être financés de façon cumulative.
Conseil, notaire, expertise juridique, technique (dont l'aide au montage et au suivi des dossiers d'aide européenne présentés par le bénéficiaire) et financière, honoraires de tenue et de certification de la comptabilité du bénéficiaire (applicable à tous les fonds)	Ces dépenses sont éligibles si elles sont explicitement acceptées par l'autorité de gestion.
Ouverture et tenue des comptes bancaires (applicable à tous les fonds)	Ces frais d'ouverture et de tenue des comptes sont éligibles lorsque l'ouverture d'un compte ou de plusieurs comptes séparés : 1° Est rendue obligatoire par l'opération ; et 2° Est prévue dans l'acte attributif de l'aide.
Contrat de sous-traitance, au sens de l'article 1er de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (applicable à tous les fonds)	La copie du contrat de sous-traitance doit être produite.
Contributions en nature (applicable à tous les fonds)	1° Par exception à l'article 2 du présent arrêté, les contributions en nature telles que la fourniture à titre gracieux de biens ou services constituent des dépenses éligibles si les conditions suivantes sont réunies : *a)* Elles consistent en l'apport de terrain ou de bien immeuble, de bien d'équipement ou de matériaux, de fournitures, en une activité de recherche, une activité professionnelle ou un travail bénévole ; *b)* Les apports en nature sont présentés en équilibre en dépenses et en ressources dans le plan de financement de l'opération ; *c)* Le montant de l'aide publique versée à l'opération ne doit pas dépasser le montant total des dépenses éligibles, déduction faite du montant de l'apport en nature ; 2° Les contributions en nature sont déterminées et justifiées : *a)* Pour les apports de terrains et de biens immeubles, par la production d'une attestation d'affectation du bien à l'opération et d'un certificat d'un expert indépendant qualifié ou d'un organisme officiel dûment agréé par les autorités administratives compétentes, distinct du bénéficiaire ; *b)* La valeur retenue est la valeur à la date de la certification susvisée. Elle ne dépasse pas les coûts généralement admis sur les marchés concernés ; *c)* Pour la fourniture de services, de biens d'équipement, de matériaux ou la mise à disposition de locaux, par tout document permettant de justifier la valeur de la contribution et son adéquation avec les prix pratiqués sur le marché ; *d)* Pour le bénévolat dans le cadre associatif ou pour les travaux de construction réalisés par le bénéficiaire (auto-construction), par des documents comptables ou des pièces de valeur probante équivalente, ainsi qu'une attestation détaillant la nature du service concerné et la durée et la période d'activité prévisionnelle du bénévole. La valeur du travail est déterminée sur la base du temps consacré et justifié, et du taux horaire ou journalier de rémunération pour un travail rémunéré équivalent au travail accompli. Ce taux est déterminé par les services de l'Etat ou par l'autorité de gestion. Dans le cas de l'autoconstruction, le calcul de l'aide peut s'appuyer sur des barèmes notamment des barèmes d'entraide ou sur des coûts simplifiés en application de l'article 67.1 du règlement général. En cas de mise à disposition de personnel à titre gratuit, la copie de la convention de mise à disposition nominative est à fournir.
Taxe sur la valeur ajoutée (applicable à tous les fonds)	Pour l'application de l'article 69.3 *c* du règlement général, le bénéficiaire doit produire à l'autorité de gestion une attestation de non-déductibilité de la taxe ou toute autre pièce fournie par les services fiscaux compétents.
Achat de terrain bâti et non bâti pour un montant inférieur ou égal à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération (applicable à tous les fonds, hors FSE)	Pour l'application de l'article 69.3 *b* du règlement général, l'autorité de gestion peut retenir un pourcentage plus élevé dans des cas exceptionnels et dûment justifiés pour les opérations concernant la protection de l'environnement. Dans ce cas, ce pourcentage peut atteindre 100 % de l'assiette éligible lorsque l'acquisition foncière constitue l'objet même de l'opération soutenue. Le prix d'achat du terrain, déterminé par France Domaine ou par un barème des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ou un expert indépendant qualifié, ne doit pas être supérieur à la valeur du marché.
Achat de biens immeubles (applicable à tous les fonds, hors FSE)	Ces dépenses, telles que des bâtiments déjà construits, sont éligibles si les conditions suivantes sont réunies : 1° Le prix d'achat ne doit pas être supérieur à la valeur du marché ; 1° Le propriétaire du bâtiment fournit une déclaration sur l'honneur (datée, signée) attestant que ce bien n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des cinq dernières années ; 3° Le bâtiment est affecté à la destination décidée par l'autorité de gestion et pour la période que celle-ci prévoit.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CATÉGORIES DE DÉPENSES (fonds concerné[s] ou exclu[s])	RÈGLES PARTICULIÈRES
Contrat de crédit-bail (applicable à tous les fonds, hors FSE)	Les dépenses engagées dans le cadre d'opérations de crédit-bail sont éligibles dans les conditions suivantes : 1° Une convention tripartite entre l'autorité de gestion, le bailleur et le preneur est établie pour déterminer les missions et les responsabilités de chaque partie ; 2 ° Une copie du contrat de bail tenant compte de l'aide est fournie à l'autorité de gestion. 3° Pour l'aide versée au bailleur : *a)* Le bailleur est le bénéficiaire du financement européen qui est utilisé pour réduire les loyers versés par le preneur pour les biens faisant l'objet du contrat de crédit-bail ; *b)* Les contrats de crédit-bail bénéficiant d'une aide européenne doivent comporter une clause de rachat ou prévoir une période de bail minimale équivalente à la durée, de vie utile du bien faisant l'objet du contrat ; *c)* En cas de fin de contrat anticipée qui n'aurait pas été approuvée par les autorités compétentes le bailleur rembourse aux autorités concernées la part de l'aide européenne correspondant à la période de bail restant à courir ; *d)* L'achat du bien par le bailleur, justifié par une facture acquittée ou une pièce comptable de valeur probante équivalente, constitue la dépense éligible. Le montant maximal éligible de l'aide ne doit pas dépasser la valeur marchande du bien loué ; *e)* Les coûts autres que les dépenses visées au *d* et liés au contrat de crédit-bail tels que les taxes, marges du bailleur, coûts de refinancement, frais généraux et frais d'assurance ne sont pas éligibles ; *f)* L'aide européenne versée au bailleur doit être utilisée intégralement au profit du preneur, soit par la voie d'une réduction uniforme du montant de tous les loyers sur la période de bail, soit selon un échéancier des réductions fixé par une clause du contrat ou par tout autre document probant, ne pouvant excéder la durée du bail ; *g)* Le bailleur apporte la preuve que l'aide sera transférée intégralement au preneur en établissant une ventilation des loyers ou en appliquant une méthode alternative fournissant une assurance équivalente ; *h)* L'utilisation des bénéfices fiscaux résultant de l'opération de crédit-bail et les autres conditions du contrat sont équivalents à ceux qui sont applicables en l'absence d'une aide européenne ; 4° Pour l'aide versée au preneur : *a)* Le preneur est le bénéficiaire de l'aide ; *b)* Les loyers versés au bailleur par le preneur, justifiés par une pièce comptable de valeur probante, constituent une dépense éligible ; *c)* En cas de contrat de crédit-bail contenant une clause de rachat ou prévoyant une période de bail minimale équivalente à la durée de vie utile du bien faisant l'objet du contrat, le montant maximal éligible ne doit pas dépasser la valeur marchande du bien loué. Les autres coûts liés au contrat de bail ne sont pas éligibles ; *d)* L'aide liée aux contrats de crédit-bail visés au *c* est versée au preneur en une ou plusieurs tranches selon les loyers effectivement payés. Lorsque la durée du contrat de crédit-bail dépasse la date finale prévue pour la prise en compte des paiements au titre de l'aide européenne, seules les dépenses liées aux loyers dus et payés par le preneur jusqu'à la date finale du paiement au titre de l'aide sont éligibles ; *e)* En cas de contrat de crédit-bail ne comportant pas de clause de rachat et dont la durée est inférieure à la durée de vie utile du bien faisant l'objet du contrat, les loyers sont éligibles proportionnellement à la période de l'opération éligible ; *f)* Le preneur doit apporter la preuve que le crédit-bail est la méthode la plus rentable ou la seule accessible pour obtenir la jouissance du bien. S'il s'avère que les coûts auraient été inférieurs en cas de recours à une méthode alternative, les frais additionnels sont déduits des dépenses éligibles ; 5° Pour la vente et la cession-bail, les loyers versés par un preneur dans le cadre d'un régime de vente et de cession-bail sont éligibles à condition que le preneur n'ait pas reçu tout ou partie de la subvention correspondante. L'opération peut alors être assimilée à un financement par voie de crédit-bail accordé au preneur conformément 4°. Les frais d'acquisition du bien ne sont pas éligibles.
Retenues de garantie dans le cadre d'un marché de travaux (applicable à tous les fonds, hors FSE)	La retenue de garantie devient éligible dès lors qu'elle est effectivement versée sur le compte de l'attributaire au plus tard avant la date finale d'éligibilité des dépenses.
Dépenses acquittées par un organisme tiers (applicable au FSE uniquement)	Les dépenses acquittées par un organisme tiers qui concourent directement à la réalisation de l'opération sont éligibles dans les conditions suivantes : 1° Ces dépenses sont justifiées et acquittées conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté. Le bénéficiaire conserve l'entière responsabilité des dépenses déclarées au titre de l'opération soutenue ; 2 Un acte juridique entre le bénéficiaire et le tiers indique le montant et les conditions de mobilisation des dépenses du tiers à l'opération soutenue ; 3° La contribution d'un organisme tiers est comptabilisée pour un même montant dans les dépenses et les ressources de l'opération soutenue.
Salaires et indemnités des salariés considérés comme des participants (applicable au FSE uniquement)	Les salaires et indemnités des salariés qui sont considérés comme des participants au regard de la nature de l'opération soutenue ne peuvent être inclus dans les dépenses directes de personnel servant d'assiette aux taux forfaitaires mentionnés aux articles 67 et 68 du règlement général et à l'article 14.2 du règlement n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé.
Allocations et aides individuelles (applicable au FSE uniquement)	Les allocations et aides individuelles versées aux participants sont éligibles uniquement dans le cadre d'un parcours d'accompagnement socioprofessionnel, ou de formation, lui-même soutenu par l'Union européenne.
Primes à la création d'activités (applicable au FSE uniquement)	Les primes à la création d'activités versées aux participants constituent des dépenses éligibles.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

CATÉGORIES DE DÉPENSES (fonds concerné[s] ou exclu[s])	RÈGLES PARTICULIÈRES
Investissement (applicable au FEADER uniquement)	1° En ce qui concerne les opérations d'investissement dans le cadre de mesures relevant du champ d'application de l'article 42 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), seules les dépenses qui ont été effectuées après le dépôt d'une demande préalable d'aide auprès d'un financeur sont éligibles, à l'exception des frais généraux tels que définis à l'article 45. 2 *c* du règlement n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 susvisé qui peuvent présenter un début d'exécution antérieur ; 2° En ce qui concerne les opérations d'investissement dans le cadre de mesures ne relevant pas du champ d'application de l'article 42 du TFUE, les règles spécifiques relatives aux aides d'Etat s'appliquent ; 3° La demande d'aide contient au minimum les informations listées dans l'article 6.2 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du TFUE ; 4° En ce qui concerne les opérations d'investissement dans le cadre de mesures ne relevant pas du champ d'application de l'article 42 du TFUE et pour lesquelles les règles spécifiques relatives aux aides d'Etat ne s'appliquent pas, l'autorité de gestion peut fixer la date de début d'éligibilité des dépenses. Cette date est postérieure au 1er janvier 2014. Le contenu minimum de la demande d'aide est tel que précisé au point 3. Les points 1° et 2° ne s'appliquent pas à l'assistance technique.
Cotisations payées par les structures porteuses des groupes d'action locale (applicable au FEADER uniquement)	Les cotisations payées par les structures porteuses des groupes d'action locale Leader à des structures favorisant leur mise en réseau sont éligibles.
Remplacement des investissements (applicable au FEADER uniquement)	1° L'acquisition d'un bien en remplacement d'un bien entièrement amorti au plan comptable selon les normes comptables en vigueur est éligible ; 2° Le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période minimale fixée à l'article 71 du règlement général susvisé est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements.
Aide au stockage (applicable au FEAMP uniquement)	Dans le cadre de l'aide au stockage, le FEAMP peut soutenir une compensation. Les dépenses liées à une opération débutant après le 31 décembre 2018 sont inéligibles.
Compensations de surcoûts (applicable au FEAMP uniquement)	La compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques pour les produits de la pêche et de l'aquaculture peut être supportée par le FEAMP dans le cadre d'un plan de compensation réalisé conformément à l'article 72 du règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 susvisé. Seules sont éligibles les dépenses prévues par le plan de compensation concerné.
Plans de production et de commercialisation (applicable au FEAMP uniquement)	Les dépenses liées aux plans de production et de commercialisation approuvés par les autorités compétentes peuvent être éligibles au soutien du FEAMP.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10381-DE

Lettre de mission

Affectation « nom du projet »

Dans le cadre de l'opération xxxx se déroulant du xxx au xxx, cofinancée par le FSE, je soussigné**(e)** xxxx XXXX, agissant en qualité de « fonction du supérieur hiérarchique de la personne concernée » au sein de «structure candidate », atteste par la présente que « nom et prénom de l'agent» occupant le poste de « xxxxxx » est affecté(e) aux missions suivantes pour la période du xxx au xxx :

Explications détaillées des missions liées à l'opération :

-
-
-
-

L'agent travaillera à hauteur de « nombre d'heures passées sur l'opération » par mois sur l'opération désignée ci-dessus, soit un pourcentage fixe mensuel de « xxx % » de son temps de travail dans la structure.

Fonction, nom et prénom du
responsable hiérarchique
Date, signature et cachet de l'organisme

Fonction, nom et prénom de l'agent
Date, signature

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 4

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

DELIBERATION

OBJET : SOUTIEN AUX STRUCTURES FAVORISANT LA MOBILITÉ 2021 - PARTENARIAT AVEC LES PEP BFC ET LA MISSION LOCALE NIVERNAIS MORVAN

Axe 1 Construire l'avenir économique de la Nièvre, créateur d'emploi - Fonction 5-Action sociale - Politique économie sociale et solidaire

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **4** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,
VU l'avis de la Commission Solidarité,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'ACCORDER** une subvention de 15 000 € à la Mission Locale Nivernais Morvan destinée au fonctionnement de l'action de la Plateforme mobilité.

- **D'ACCORDER** une subvention de 175 350,00 € au Centre Départemental d'Education Routière – Association les PEP du Centre de la Bourgogne Franche-Comté (Les PEP CBFC), destinée au fonctionnement de l'action mobilité pour l'année 2021 et répartie comme suit :
  - 141 200,00 € au titre des crédits d'insertion,
  - 20 000,00 € au titre de l'investissement,
  - 14 150,00 € au titre du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes.

- **D'APPROUVER** les termes des conventions établies pour les associations les PEP du Centre de la Bourgogne Franche-Comté et la Mission Locale Nivernais Morvan.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer les conventions 2021 ci-annexées entre le Conseil départemental de la Nièvre et la Mission locale Nivernais Morvan pour l'une et le Centre Départemental d'Éducation

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

Routière - Association les PEP du Centre de la Bourgogne Franche Comté (Les PEP CBFC) pour l'autre, ainsi que tout avenant ou document y afférent.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

CONVENTION DE SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT DE LA PLATE-FORME MOBILITÉ PORTÉE PAR LA MISSION LOCALE NIVERNAIS MORVAN 2021

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du conseil départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 27 septembre 2021,

ET :
La Mission Locale Nivernais Morvan,
6 Place Notre Dame
représenté par Monsieur René BLANCHOT, Président, dûment habilité aux fins des présentes
N° SIRET : 38804605400028

Il est convenu qui suit :

PREAMBULE :

Considérant le projet initié et conçu par la Mission Locale Nivernais Morvan conforme à son objet statutaire,

Considérant le Plan d'actions du Département de la Nièvre 2016-2021 : Axe 1 Construire l'avenir économique de la Nièvre, créateur d'emploi – Fonction 5 – Action sociale – Politique revenu de solidarité active,

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à cette politique.

VU l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

VU la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,

VU la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n°2010- 961 du 25 août 2010 relatif à l'extension du revenu de solidarité active aux jeunes de moins de vingt-cinq ans,

VU la délibération de la Session du Conseil départemental du 27 septembre 2021,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre pour le financement de la plate-forme mobilité portée par la Mission Locale Nivernais Morvan, ainsi que leurs engagements réciproques.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet[1] d'intérêt économique général défini en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne[2]. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'exercice 2021 du 1er janvier au 31 décembre.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DETERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 125 263 € conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) en annexe II et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe II à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet notamment :
- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
    - sont liés à l'objet et sont évalués en annexe II ;
    - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
    - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
    - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
    - sont dépensés par " le bénéficiaire" ;
    - sont identifiables et contrôlables ;
- et le cas échéant, les coûts indirects (ou " frais de structure ") éligibles sur la base d'un forfait de 5 % du montant total des coûts directs éligibles.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle (5%) au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.

1 Le " projet " tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.
2 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

Le bénéficiaire notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 31 décembre de l'année en cours.

Le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par le Département de la Nièvre de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier.
Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts éligibles du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

4.1 Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 15 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 125 263 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2021, le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de 15 000 €.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

5.1 Pour l'année 2021, le Département de la Nièvre verse 15 000 € à la notification de la convention.

Le versement de cette participation s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Un seul versement de 15 000 € à la signature de la présente convention

5.2 La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Sur le compte suivant :

Titulaire du compte : MISSION LOCALE NIVERNAIS
Domiciliation : Caisse d'épargne Bourgogne Franche Comté
Code établissement : 12135 Code guichet : 00300
N° de compte : 04776102063 Clé RIB : 62

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

1° Mettre en œuvre le projet pour lequel la subvention est attribuée ;

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

2° Fournir au Département de la Nièvre le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*01) ;

3° Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;

4° Fournir le rapport d'activité ;

5° Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place ;

A cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

6° Faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 6 précité.
Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

ARTICLE 8 – CONTRÔLE DU DÉPARTEMENT

8.1. Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées et transmettre au Service Inclusion Sociale du conseil départemental un bilan d'activité et financier à 12 mois de fonctionnement. Ces bilans devront faire apparaître au minimum :

- le nombre de personnes ayant eu recours à la plate-forme et le motif
- les services mobilisés (navette, location de véhicules…) et ceux utilisés
- le statut des personnes et leur âge (RSA, jeunes, autres minima sociaux …)
- leur lieu de résidence
- la durée et le motif des locations
- le motif des refus le cas échéant

Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

8.2 Le Département de la Nièvre contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

8.3 La Mission Locale Nivernais Morvan s'engage à :
Transmettre au Service Inclusion Sociale du conseil départemental un bilan d'activité et financier à 12 mois de fonctionnement. Ces bilans devront faire apparaître au minimum :

- le nombre de personnes ayant eu recours à la plate-forme et le motif
- les services mobilisés (navette, location de véhicules…) et ceux utilisés
- le statut des personnes et leur âge (RSA, jeunes, autres minima sociaux …)
- leur lieu de résidence
- la durée et le motif des locations
- le motif des refus le cas échéant

Fournir son bilan comptable et son compte de résultats approuvés par le Conseil d'administration et ce au plus tard le 15 juillet de l'année n+1.

Permettre au conseil départemental d'effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'il jugera utiles, de quelque nature

ARTICLE 9 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 6 et aux contrôles prévus à l'article 8 des présentes.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.
La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 12 – FACULTE DE RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 13 – CLAUSE RÉSOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligations de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 14 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

négociations afin de résoudre tout différend.
A défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre,
Le Président du conseil départemental,
Monsieur Fabien BAZIN.

Pour La Mission Locale Nivernais Morvan,
Le Président,
Monsieur René BLANCHOT.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

ANNEXE I : LE PROJET

La Mission Locale Nivernais Morvan s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : Soutien au fonctionnement de la Plate-forme mobilité portée par la Mission Locale Nivernais Morvan

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
125 263 €	15 000 €	15 000 €	107 190 €

A) Objectif(s) :

- Favoriser l'insertion et l'accès à l'emploi des jeunes par le biais de la mobilité
- Accueillir et informer les habitants du Pays Nivernais Morvan sur les solutions de transport et de mobilité existantes
- Répondre aux problématiques en matière de mobilité
- Etablir un diagnostic et apporter une réponse personnalisée aux demandeurs en matière de mobilité

B) Public(s) visé(s) :

Publics jeunes et habitants du territoire du Nivernais Morvan.

C) Localisation :

Pays Nivernais Morvan (Brinon-sur-Beuvron, Château-Chinon, Châtillon-en-Bazois, Corbigny, Lormes, Luzy, Montsauche les Settons, Moulins Engilbert, Saint-Saulge)

D) Moyens mis en œuvre :

- Moyens humains : un chargé de projet sur la mobilité (1 ETP), un agent de gestion mobilité (0,8 ETP), deux chauffeurs navette (0,77 ETP)
- Moyens matériels : Deux Jumpys, un Berlingo, un véhicule sans permis, et deux scooters.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Exercice 2021

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**11 570**	**70- Ventes de produits finis, prestations de service**	**7 233**
Prestations de services		Vente de produits finis	
Achat matières et fournitures	11 220	Vente de marchandises	
Autres fournitures	350	Prestations de service	
61- Services extérieurs	**15 703**	**74- Subventions d'exploitation**	**107 190**
Locations	3 180	État : Préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Entretien et réparation	7 000	- DDCSPP	6 000
Assurance	5 453	Région(s)	25 000
Documentation	70	-	
		Département	15 000
62- Autres services extérieurs	**3 170**	Département (Subvention investissement)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 400	Intercommunalité(s) : EPCI	4 431
Publicité, publication	440	-	
Déplacements, missions		Commune(s)	
Services bancaires, autres	330	-	
63- Impôts et taxes	**710**	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération	710	-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	56 759
64- Charges de personnel	**90 466**	-	
Rémunération des personnels	72 042	Agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	14 418	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	4 006		
		75- Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	10 840
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements et provisions	**3 644**	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**125 263**	**TOTAL DES PRODUITS**	**125 263**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention de 15 000 € représente 12 % du total des produits :
(montant attribué/total des produits)

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

CONVENTION DE SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT DU PARC DE VÉHICULES ET DE L'ÉCOLE DE CONDUITE ASSOCIATIVE PORTES PAR LE CENTRE DÉPARTEMENTAL D'ÉDUCATION ROUTIÈRE – ASSOCIATION LES PEP DU CENTRE DE LA BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE 2021

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du conseil départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 27 septembre 2021
ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :
L'Association Les PEP du Centre de la Bourgogne-Franche-Comté (Les PEP CBFC),
30 b rue Elsa Triolet 21000 DIJON,
représentée par Monsieur Michel BON, Président, dûment habilité aux fins des présentes
N° SIRET : 83301201600014

Il est convenu qui suit :

PREAMBULE :

Considérant le projet initié et conçu par Les PEP du Centre de la Bourgogne-Franche-Comté conforme à son objet statutaire,

Considérant le Plan d'actions du Département de la Nièvre 2016-2021 : Axe 1 Construire l'avenir économique de la Nièvre, créateur d'emploi – Fonction 5 – Action sociale – Politique revenu de solidarité active ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à cette politique.

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et notamment son article 10 ainsi que le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides financières octroyées par les personnes publiques,

VU la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n°2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

VU la délibération de la Session du 27 septembre 2021.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions réalisées par Les PEP du Centre de la Bourgogne-Franche-Comté , ainsi que leurs engagements réciproques.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet[1] d'intérêt économique général défini en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne[2]. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'exercice 2021 du 1er janvier au 31 décembre.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 335 726 € conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) en annexe II et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe II à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet notamment :
- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
    - sont liés à l'objet et sont évalués en annexe II ;
    - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
    - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
    - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
    - sont dépensés par " le bénéficiaire" ;
    - sont identifiables et contrôlables ;
- et le cas échéant, les coûts indirects (ou " frais de structure ") éligibles sur la base d'un forfait de 5 % du montant total des coûts directs éligibles.

1 Le " projet " tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.
2 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle (5%) au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 31 décembre de l'année en cours.

Le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par le Département de la Nièvre de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier.
Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts éligibles du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1 Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 175 350 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 335 726 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2020, le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de 175 350 €.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Pour l'année 2020, le Département de la Nièvre verse 175 350 € à la notification de la convention.

Le versement de cette participation s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Un seul versement de 175 350 € à la signature de la présente convention

5.2 La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Sur le compte suivant :

Titulaire du compte : ADPEP NIEVRE
Domiciliation :CCM NEVERS
Code établissement : 10278 Code guichet : 02524
N° de compte : 00010206145 Clé RIB : 38

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Dans le cadre de la réalisation de son projet et de son contrôle, l'association les PEP CBFC s'engage à :

6.1 Mettre en œuvre l'action relative au parc de véhicules et à l'école de conduite associative dans les conditions décrites dans le dossier de demande de participation financière déposée au conseil départemental.

6.2 Informer par écrit le Département de tout événement ayant une incidence sur le déroulement des actions (changement de personnel, calendrier, modalités de mise en œuvre …)

6.3 Transmettre au Service Inclusion Sociale du conseil départemental un bilan d'activité et financier à 12 mois de fonctionnement. Ces bilans devront faire apparaître au minimum :

✓ Pour le parc de véhicules
- les personnes ayant bénéficié de locations de véhicules
- leur statut (RSA, jeunes, autres minima sociaux …)
- leur lieu de résidence
- la durée et le motif des locations
- le motif des refus le cas échéant

✓ Pour l'école de conduite
- les personnes participant à l'action
- leur statut (RSA, jeunes …)
- leur lieu de résidence
- la date d'entrée et de sortie de l'action
- le nombre d'heures de code et de conduite dispensées pour chacun
- le nombre de présentation au code et à la conduite et les résultats
- les actions complémentaires mises en œuvre

✔ Pour l'activité du GRETA
- sur la formation complémentaire à l'apprentissage du code de la route pour les personnes bénéficiant de l'école de conduite du CDER.
- sur les autres actions menées en lien avec le CDER (tests d'entrées...)

6.4 Fournir son bilan comptable et son compte de résultats approuvés par le Conseil d'administration ainsi que les factures correspondant à la subvention d'investissement et ce au plus tard le 15 juillet de l'année n+1.
Fournir au Département de la Nièvre le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*01).
Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel.

6.5 Permettre au conseil départemental d'effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'il jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin que ce dernier soit en mesure de vérifier que le Centre Départemental d'Éducation Routière – Association

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

Les PEP du Centre de la Bourgogne Franche-Comté satisfait pleinement aux obligations et engagements issus de la présente convention. A cet égard, le Centre Départemental d'Éducation Routière – Association Les PEP du Centre de la Bourgogne Franche-Comté s'engage à transmettre au Département tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander, dans un délai d'un mois à compter de la demande.
Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place.

6.6 Faire connaître au Département les autres financements publics dont il bénéficie, par la transmission du plan de financement actualisé.

6.7 Faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;
4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 6 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – CONTRÔLE DU DÉPARTEMENT

8.1. Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.

Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

8.2 Le Département de la Nièvre contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 9 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 6 et aux contrôles prévus à l'article 8 des présentes.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.
La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.
Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 12 – FACULTÉ DE RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

ARTICLE 13 – CLAUSE RÉSOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligations de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 14 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différent.

A défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre,
Le Président du Conseil départemental,
Monsieur Fabien BAZIN.

Pour Les PEP CBFC ,
Le Président,
Monsieur Michel BON.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

ANNEXE I : LE PROJET

Les PEP CBFC s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : Soutien au fonctionnement du parc de véhicules et de l'école de conduite associative

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
335 726 euros	175 350 euros	175 350 euros	317 726 euros

A) Objectif(s) :

- Soutenir la mobilité pour les nivernais
- Permettre aux publics bénéficiaires du RSA et aux jeunes de 18-25 ans orientés principalement par les travailleurs sociaux et les Missions Locales du département d'accéder à la mobilité soit par le biais d'un véhicule 2 ou 4 roues (avec ou sans permis) soit par le biais de la formation au permis de conduire. Par ailleurs, la démarche portée par le Centre Départemental d'Education Routière consiste à prendre en compte les difficultés rencontrées par les publics ciblés, difficultés psychologiques, sociales, cognitives et économiques et à les accompagner par une formation adaptée dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

B) Public(s) visé(s) :

Jeunes de 18-25 ans et bénéficiaires du RSA.

C) Localisation :
Département de la Nièvre

D) Moyens mis en œuvre :
L'équipe du Centre Départemental de la Nièvre se compose comme suit :

- Un responsable de service (1 ETP)
- Une secrétaire (0,57 ETP)
- Deux formateurs (2 ETP)
- Un livreur de la Plateforme Mobilité (0,57 ETP)
- Une formatrice du GRETA Nivernais Morvan dans le cadre d'une prestation de services extérieure

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10379-DE

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**31 500**	**70- Ventes de produits finis, prestations de service**	**18 000**
Prestations de services		Vente de produits finis	
Achat matières et fournitures	23 500	Vente de marchandises	
Autres fournitures	8 000	Prestations de service	
61- Services extérieurs	**60 355**	**74- Subventions d'exploitation**	**317 726**
Locations	27 605	État : Préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Entretien et réparation	10 100	-	
Assurance	22 650	Région(s)	
Documentation		-	
		Département	155350
62- Autres services extérieurs	**48 865**	Département (Subvention investissement)	20 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	39 450	Intercommunalité(s) : EPCI	
Publicité, publication	6 300	-	
Déplacements, missions	2 115	Commune(s)	
Services bancaires, autres	1000	-	
63- Impôts et taxes	**1 100**	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération		-	
Autres impôts et taxes	1 100	Fonds européens	136 064
64- Charges de personnel	**159 390**	-	
Rémunération des personnels	109 262	Agence de services et de paiement (emplois aidés)	6 312
Charges sociales	50 128	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	39 576		
		75- Autres produits de gestion courante	**0**
65- Autres charges de gestion courante	**34 516**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements et provisions		**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**335 726**	**TOTAL DES PRODUITS**	**335 726**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention de 175 350 € représente 52,23 % du total des produits : (montant attribué/total des produits)

RÉGLEMENTATION DES BOISEMENTS : MODIFICATION N°2 DU DOCUMENT DE CADRAGE

REPORTÉ

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10382-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 6

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Monsieur Wilfried SEJEAU

DELIBERATION

OBJET : DOTATION DE FONCTIONNEMENT DES COLLEGES - TARIFS DES SERVICES DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT 2022.

Axe 2 Construire l'avenir et le bien-vivre des Nivernais - Fonction 2-Enseignement - Politique éducative

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **6** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU le décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif aux prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public,
VU l'avis de la Commission Emancipation,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE :

- **DE FIXER** à 1 821 820 € la dotation de fonctionnement à répartir entre les collèges publics (annexe 1),

- **D'AUTORISER LE VERSEMENT** de la dotation globale de fonctionnement selon les modalités suivantes :
  - 70 % en janvier 2022,
  - 30 % au plus tard en juillet 2022.

- **DE FIXER** à 100 000 € les réserves indifférenciées de fonctionnement,

- **D'APPLIQUER** les tarifs restauration au même niveau que 2021 y compris la compensation tarifaire pour les établissements - « Claude Tillier » Cosne-sur-Loire ; « Les Loges » Nevers ; « Le Mont Châtelet » Varzy, annexés au rapport,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10382-DE

- **DE NOTIFIER ET DE VERSER** aux collèges privés sous contrat d'association, la dotation annuelle de fonctionnement « part matérielle », soit un montant de 271 € par élève (annexe n°3),

- **D'ACCEPTER** que le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté fixe les tarifs de restauration des élèves de la cité scolaire de Cosne-sur-Loire, le Conseil départemental de la Nièvre fixant ceux de la cité scolaire de Decize,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer les éventuels documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

14 abstentions
Laurence BARAO, Patrick BONDEUX,
Corinne BOUCHARD, Anouck CAMAIN,
Anne-Marie CHENE, Pascale DE MAURAIGE,
Marie-France DE RIBEROLLES, Christophe DENIAUX,
Jean-Luc GAUTHIER, Véronique KHOURI,
Jérôme MALUS, Franck MICHOT,
Michel SUET, David VERRON

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10382-DE

DGF 2022

COLLEGES	EFFECTIFS rentrée 09/2020 Source IA	DFG 2017 (base)	DGF 2021 Versée	FDRM au 01/01/2021	Montant de l'ajustement en € par rapport au % FDRM	DGF 2022 proposée	Disponible FDRM + DGF 2021
CERCY LA TOUR	99	50 000 €	54 000 €	24 305,74 €	-4 000 €	50 000 €	74 306 €
CHATEAU-CHINON	149	130 000 €	109 500 €	70 427,86 €	-3 800 €	105 700 €	176 128 €
CLAMECY	313	125 000 €	72 000 €	57 409,35 €	15 100 €	87 100 €	144 509 €
CORBIGNY	119	46 600 €	49 600 €	35 797,91 €	-8 000 €	41 600 €	77 398 €
COSNE "C.TILLIER"	438	105 000 €	75 320 €	53 544,82 €	0 €	75 320 €	128 865 €
COSNE "R.CASSIN"	410	82 000 €	82 000 €	42 266,52 €	1 500 €	83 500 €	125 767 €
DECIZE	417	92 500 €	74 000 €	61 916,99 €	0 €	74 000 €	135 917 €
DONZY	133	47 000 €	51 000 €	20 651,33 €	-3 400 €	47 600 €	68 251 €
DORNES	125	59 000 €	47 200 €	59 937,95 €	-2 200 €	45 000 €	104 938 €
FOURCHAMBAULT	619	93 300 €	84 800 €	74 323,93 €	-18 600 €	66 200 €	140 524 €
GUERIGNY	262	65 000 €	65 000 €	27 445,97 €	3 900 €	68 900 €	96 346 €
IMPHY	238	54 000 €	47 500 €	70 879,80 €	-2 500 €	45 000 €	115 880 €
LA CHARITE S/LOIRE	415	95 000 €	73 800 €	60 146,84 €	-3 100 €	70 700 €	130 847 €
LA MACHINE	119	61 000 €	47 800 €	27 106,88 €	11 700 €	59 500 €	86 607 €
LORMES	93	51 500 €	38 300 €	44 981,12 €	-1 400 €	36 900 €	81 881 €
LUZY	128	51 400 €	50 000 €	35 644,20 €	-3 100 €	46 900 €	82 544 €
MONTSAUCHE LES SETTONS	100	53 000 €	59 200 €	30 694,63 €	-5 300 €	53 900 €	84 595 €
MOULINS-ENGILBERT	175	59 000 €	62 000 €	32 841,57 €	0 €	62 000 €	94 842 €
NEVERS "A.BILLAUT"	352	100 540 €	66 400 €	38 124,73 €	-1 100 €	65 300 €	103 425 €
NEVERS "LES COURLIS"	332	96 000 €	72 000 €	53 806,32 €	6 600 €	78 600 €	132 406 €
NEVERS "LES LOGES"	362	85 000 €	78 300 €	22 364,44 €	-10 600 €	67 700 €	90 064 €
NEVERS "V. HUGO"	304	79 000 €	63 200 €	30 128,28 €	-700 €	62 500 €	92 628 €
POUILLY S/LOIRE	158	47 500 €	47 500 €	24 401,23 €	4 600 €	52 100 €	76 501 €
PREMERY	120	58 000 €	58 000 €	31 294,08 €	2 400 €	60 400 €	91 694 €
ST AMAND EN PUISAYE	109	37 600 €	31 000 €	52 364,28 €	-2 500 €	28 500 €	80 864 €
ST BENIN D'AZY	182	43 000 €	43 000 €	27 607,66 €	6 400 €	49 400 €	77 008 €
ST PIERRE LE MOUTIER	321	77 500 €	54 700 €	61 975,28 €	0 €	54 700 €	116 675 €
ST SAULGE	93	30 000 €	30 100 €	23 223,56 €	-2 500 €	27 600 €	50 824 €
VARENNES VAUZELLES	487	75 000 €	78 200 €	36 538,31 €	-2 000 €	76 200 €	112 738 €
VARZY	110	79 000 €	79 000 €		0 €	79 000 €	79 000 €
TOTAUX	7282	2 128 440 €	1 844 420,00 €	1 232 151,58 €	-22 600 €	1 821 820 €	3 053 972 €

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10382-DE

Annexe n°2

Tarifs proposés 2022 pour forfaits DP4 = 140 jours (2021 : 138 jours) et DP5 = 176 jours (2021: 174 jours) :

Tarifs proposés Forfaits

	Prix unitaire 2022	Forfaits	Rappel Tarif 2021	
Forfait DP4 – 140 jours	3,16 €	442,40 €	3,16 €	436,08 €
Forfait DP5 - 176 jours	2,90 €	510,40 €	2,90 €	504,60 €

Tarifs prix au ticket

	Tarifs proposés 2022	Rappel Tarifs 2021
Ticket élève externe	3,75 €	3,75 €
Ticket élève cité scolaire Decize	3,75 €	3,75 €
catégorie A	4,75 €	4,75 €
catégorie B	3,75 €	3,75 €
catégorie C	3,25 €	3,25 €
Hôte passage	5,25 €	5,25 €
Tarifs prestations élèves 1er degré	3,25 €	3,25 €

Tarifs proposés 2022 « internat » (prix journalier identique à 2021)

	Forfait	Prix journalier 2022	Forfaits 2022	Rappel Tarifs 2021	
Château-Chinon	5 jours	7,18 €	1 263,68 €	7,18 €	1 249,32 €
Luzy	5 jours	6,75	1 188,00 €	6,75 €	1 174,50 €
	4 jours	6,99 €	978,60 €	6,99 €	964,62 €
Decize	5 jours	7,80 €	1 372,80 €	7,80 €	1 357,20 €

Annexe n°2

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10382-DE

Compensation tarifs Région

Différence entre le tarif région et le tarif département pour 2022

(498 € (tarifs 2021) en attente tarifs 2022 - 442,40€) soit une compensation au minimum de 55,60 €

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10382-DE

Dotation de fonctionnement Part Matérielle – collèges privés

Collèges	Effectif rentrée année scolaire 2021/2022	Montant Global Année scolaire 2021/2022 (Part élève 271 €)	Effectifs 2020/2021	Montant Global Année scolaire 2020/2021 (Part élève 263€)
Saint Léonard **Corbigny**	127	34 417 €	138	36 294 €
Notre Dame **Cosne sur Loire**	193	52 303 €	169	44 447 €
Sainte Marie **Decize**	85	23 035€	93	24 459 €
Notre Dame **Nevers**	556	150 676 €	537	141 231 €
Totaux	**961**	260 431 €	**937**	246 431 €

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 7

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

DELIBERATION

OBJET : CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE FINANCEMENT DE L'ERGOTHÈQUE PORTÉ PAR MERCI JULIE

Axe 3 Innover et expérimenter pour plus de solidarité - Fonction 5-Action sociale - Politique personnes agées

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **7** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,
VU les articles L.233-1 à L.233-6 du Code de l'action sociale et des familles,
VU le décret n°2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées,
VU le décret n°2016-212 du 26 février 2016 relatif aux concours versés au Département par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie,
VU le diagnostic départemental approuvé en séance de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie le 30 novembre 2016,
VU l'approbation du programme d'actions au titre de l'exercice 2021 en séance de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie du 3 décembre 2020,
VU le schéma départemental de l'autonomie 2021-2025, et prioritairement l'axe 2 et l'axe 3 du schéma, approuvé le 1 février 2021,
VU la décision de sélection du projet de Merci Julie par les membres de la Conférence des financeurs de la Nièvre en séance du 3 juin 2021,
VU l'avis de la Commission Solidarité,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à engager les crédits nécessaires au financement de l'Ergothèque pour les personnes en situation de handicap en 2021 pour 23 945 € puis 2022 et 2023 pour des montants proches qui seront intégrés dans le budget primitif des exercices concernés.

- **D'APPROUVER** les termes de la convention pluriannuelle avec Merci Julie pour le

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

financement de l'Ergothèque pour les personnes en situation de handicap.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer ladite convention pluriannuelle avec Merci Julie pour le financement de l'Ergothèque pour les personnes en situation de handicap et ses éventuels avenants.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

CONVENTION DE FINANCEMENT 2021-2023

ENTRE

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département 58 039 NEVERS
représenté par le Monsieur le Président en exercice au Conseil départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

d'une part,

ET

La SAS Senioralis – Merci Julie (Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale : ESUS)
dont l'adresse est : 33 avenue Léon Gambetta 92120 MONTROUGE
représenté par le Président de la société, Michaël CARRE,
ci-après dénommée « Merci Julie » ou " le bénéficiaire "
d'autre part,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L233-1 et suivants ;
Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
Vu le schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 du Conseil départemental de la Nièvre voté le 1er février 2021, et notamment son axe 2 « proposer des solutions innovantes et de proximité afin de promouvoir le soutien à domicile »
Vu le décret n°2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des financeurs ;
Vu les décisions de la Conférence des financeurs en assemblée plénière du 4 mai 2021 arrêtant le programme d'action et en assemblée plénière du 3 juin 2021 pour la sélection du projet ;

Considérant que la politique engagée par le Département en matière d'autonomie vise à répondre pleinement aux attentes et besoins des personnes âgées et des personnes en situation de handicap et de leur entourage ;

Considérant que le projet initié et conçu par Merci Julie portant sur la mise en place d'un dispositif de mise à disposition des aides techniques individuelles sur le département à destination des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, s'inscrit pleinement dans les orientations politique du Département de la Nièvre en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ;

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département à l'action réalisée par le bénéficiaire, Merci Julie, ainsi que leurs engagements réciproques.

Le porteur, Merci Julie, propose une action intitulée : **« ERGOTHEQUE»** et s'engage à garantir le pilotage et la mise en œuvre de l'action décrite.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet retenu par la Conférence des financeurs au titre de son appel à candidatures 2021. Merci Julie s'engage formellement à utiliser la participation financière pour le projet ci-dessous décrit.

Projet : Expérimentation d'un dispositif proposant un accompagnement spécifique des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans l'obtention des aides techniques, pour améliorer l'accès mais aussi optimiser l'usage des aides techniques et favoriser le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie.

Six volets doivent impérativement être mis en œuvre sur la phase expérimentale :

- L'évaluation du besoin de l'usager par un ergothérapeute à domicile ;
- La possibilité pour l'usager à qui une préconisation est posée de faire un essai à domicile avant acquisition ;
- L'accompagnement administratif et financier dans la recherche du financement de l'aide technique pour lequel il sera tenu compte de tous les financements légaux et extra-légaux ;
- L'aide à la prise en main de l'aide technique au domicile de la personne ;
- La réattribution des aides techniques qui ne sont plus utilisées ;
- Le travail partenarial avec les différents dispositifs existant sur le territoire Nivernais. (Conseil départemental, MDPH, caisses de retraites, caisses de retraite complémentaire, associations …)

Par ailleurs, l'opérateur pourra compléter son action en déployant les axes suivants:

- Déplacement de l'ergothérapeute avec un véhicule équipé contenant les principales aides techniques;
- Travail de communication sur les aides techniques ;
- Travail de recensement et de centralisation des informations sur les aides techniques ;
- Apporter du conseil et de l'expertise aux équipes d'évaluateurs (Évaluateurs de besoins à domicile du GIE IMPA et évaluateurs APA du CD) ;
- Le suivi des aides techniques en lien avec le distributeur ;
- La collecte des aides techniques.

Le projet présenté prévoit l'accompagnement d'environ 50 usagers en situation de handicap et bénéficiaires de la PCH par an.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre des exercices 2021, 2022 et 2023.
Des avenants à la présente convention pourront être réalisés.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Afin de permettre à Merci Julie de réaliser les missions objet de la présente convention, le Département de la Nièvre s'engage à verser à Merci Julie, la somme forfaitaire de 23 945 € en 2021. Les financements des deux prochains exercices ne peuvent être calculés dans l'immédiat puisqu'ils dépendront du nombre de personnes en situation de handicap bénéficiaires au cours de la première année d'expérimentation, ainsi des avenants à la présente convention seront conclus en 2022 et 2023. Cependant, le montant de la subvention accordée ne pourra être supérieur à 50 % du coût total du projet, l'autre partie destinée aux personnes âgées étant financée par la Conférence des financeurs.

Dans l'hypothèse d'un accompagnement d'un nombre trop faible d'usagers par rapport aux prévisions précisées au dernier alinéa de l'article 1, le Département pourra réajuster les financements et les parties travailleront à redimensionner le projet aux besoins réévalués du territoire.

Dans l'hypothèse de l'identification de besoins complémentaires d'accompagnements d'usagers par rapport aux prévisions précisées au dernier alinéa de l'article 1, une réévaluation de la dotation forfaitaire pourra être envisagée, mais nécessitera une décision des membres de la Conférence des Financeurs pour la prévention de la perte d'autonomie.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'aide sera créditée au compte courant ouvert au nom du porteur de projet, après signature et notification de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement, sur présentation d'un **Relevé d'Identité Bancaire** :

Les versements seront effectués sur le compte suivant :

Domiciliation : CIC Angers Entreprises
IBAN : FR76 3004 7142 9300 0206 7550 135
Code BIC : CMCIFRPP

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet pour lequel la subvention a été attribuée.

Toute modification ou évolution du projet ou de sa mise en œuvre devra être portée à la connaissance du secrétariat de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de la Nièvre.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

Le porteur de projet s'engage à fournir les données nécessaires au suivi et au contrôle de la subvention en adressant au Conseil départemental, conformément au cadre de pilotage du programme coordonné d'actions fixé par la CNSA :

- Au 30 mars 2022 et 2023 le bilan d'étape des actions engagées
- Au 30 mars 2024, le bilan final de l'action

Dans le cas où l'action ne peut être mise en œuvre complètement sur l'exercice 2021, 2022, 2023, le porteur devra en informer au plus tôt le secrétariat de la Conférence des financeurs et devra adresser obligatoirement :

Les documents qui devront être transmis dans le cadre du bilan sont :

- le compte-rendu financier de l'action conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (cerfa n°15059*01) ;

- L'ensemble des pièces comptables (factures acquittées, fiches de paie…) justifiant de l'utilisation des fonds publics alloués ;

- une synthèse précisant les conditions de mise en œuvre de l'action, les difficultés rencontrées et les bénéfices de l'action ;

- les résultats d'une enquête de satisfaction menée auprès des usagers ;

- Toute pièce supplémentaire jugée nécessaire par le Département de la Nièvre pour exercer le contrôle sur pièces et sur place.

A cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible le Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype)
Le logotype est à demander à l'adresse suivante : cfppa@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant sur l'enveloppe « Conférence des financeurs de la Nièvre ».

Article 6 - SANCTIONS

Le Département de la Nièvre, sous couvert de la décision des membres de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie se réserve le droit de ne pas verser la

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département de la Nièvre par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 5 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 8 – FACULTÉ DE RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 9 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

ARTICLE 10 : COMPÉTENCE JURIDIQUE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différent.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à NEVERS, le
(en 2 exemplaires)

Pour le Département,
Le Président du Conseil départemental,

Le porteur de projet

Monsieur Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : ERGOTHEQUE

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)
2021 : 131 700 euros **2022 prévisionnel : 125 380 euros** **2023 prévisionnel : 144 647 euros**	**2021 : 23 945 euros** **2022 prévisionnel : à calculer*** **2023 prévisionnel : à calculer***

* Le calcul de la participation du Département se fera en fonction du nombre de personnes âgées ciblées

A) Objectif(s) :

- Promouvoir les solutions favorisant le soutien a domicile des personnes en situation de perte d'autonomie et/ou de handicap,
- Soulager le fardeau des proches aidants,
- Diminuer le nombre de chutes des personnes âgées à court terme,
- Lutter contre le taux d'accidentologie chez les aidants professionnels,
- Encourager l'économie circulaire des aides techniques et l'insertion professionnelles,
- Accompagner les bénéficiaires à acquérir les aides techniques et les utiliser durablement dans l'environnement domiciliaire.

B) Public(s) visé(s) :

Pour 2021 : 220 personnes dont 100 GIR 1 à 4, 80 GIR 5-6 et 40 bénéficiaires PCH
A définir pour 2022 et 2023.

C) Localisation :

Département de la Nièvre.

D) Moyens mis en œuvre :

Les ergothérapeutes de Merci Julie sont équipés d'une "mallette" d'aides techniques afin de les présenter lors de leur visite à domicile, d'assurer des essais de matériel avec les bénéficiaires et de faciliter leur adhésion. Le stock d'aides techniques des ergothérapeutes engagés pour cette mission évoluera en fonction des possibilités logistiques et matérielles de l'APAMP dans le but de répondre aux situations complexes de compensation.
Il s'agit par exemple : d'une barre de redressement au lit, de détecteur de présence, d'une planche de bain, d'un rehausseur WC, d'une loupe lumineuse, d'un ouvre-bocal électrique, etc.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

ANNEXE II: BUDGET DU PROJET

Année d'exercice : Année 1 2021/2022

Titre du projet : Technicothèque 58

Porteur du projet : Merci Julie

Budget Prévisionnel de l'Action : Le total des charges doit être égal au total des produits

CHARGES		MONTANT PREV.	PRODUITS	MONTANT PREV.
60 - Achats			**70 - Vente produits finis, prestations service, marchandises**	0 €
- Achats matières et fournitures		2 500 €	**71 – Dotations et produits de tarification**	
- Autres fournitures			**74 - Subventions d'exploitation**	
			- Conférence des financeurs de la Nièvre	131 700 €
61 - Services extérieurs			- Conseil régional	
- Location		2 400 €	- Conseil départemental	
- Entretien et réparation		500 €	- Caisses de retraites / GIE IMPA	
- Assurance		750 €	- Fonds européens	
- Documentation		150 €	- Etat :précisez le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
Mediateam (logiciel de suivi/CRM)		1 200 €	- Communes ou EPCI (détaillez)	
62 - Autres services extérieurs divers			- Organismes sociaux (CAF, etc. détaillez)	
- Rémunération intermédiaires et honoraires		15 000 €	- ASP (emplois aidés)	
- Publicité, publication		800 €	- Aides privées (fondation)	
- Déplacements, missions		9 600 €	- Autres établissements publics	
- Services bancaires, autres		400 €	- Autres recettes (précisez)	
Service Adm Financier, Comptable		500 €		
63 - Impôts et taxes				
- Impôts et taxes sur rémunérations		7 200 €		
- Autres impôts et taxes				
64 - Charges de personnel				
Rémunération des personnels positionnés sur la fonction :	« Animation »	50 700 €		
	« Coordination »	6 500 €		
	« Structure » (direction, secrétariat, etc.)	6 500 €		
- Charges sociales		27 000 €		
- Autres charges de personnel				
65 - Autres charges de gestion courante			**75 - Autres produits de gestion courant**	
			- Adhésions/cotisations	
			- Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières (intérêts)			**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles			**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotation aux amortissements/provisions et engagements sur ressources affectées			**78 - Reprises sur amortissements/provisions**	
69- Impôt sur les bénéfices (IS), Participation des salariés			**79 - Transferts de charges**	
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES		131 700 €	**TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS**	131 700 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			**87 - Contributions volontaires en nature**	
- Secours en nature			Bénévolat	
- Mise à disposition gratuite de biens et services			Prestations en nature	
- Prestations				
- Personnel bénévole			*Dons en nature*	
TOTAL DES CHARGES		131 700 €	**TOTAL DES PRODUITS**	131 700 €

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

Année 2 2022/2023

Titre du projet : Technicothèque 58

Porteur du projet : Merci Julie

Budget Prévisionnel de l'Action : Le total des charges doit être égal au total des produits

CHARGES		MONTANT PREV.	PRODUITS	MONTANT PREV.
60 - Achats			**70 - Vente produits finis, prestations service, marchandises**	0 €
- Achats matières et fournitures		1 000 €	**71 – Dotations et produits de tarification**	
- Autres fournitures			**74 - Subventions d'exploitation**	
			- Conférence des financeurs de la Nièvre	125 380 €
61 - Services extérieurs			- Conseil régional	
- Location		2 450 €	- Conseil départemental	
- Entretien et réparation		500 €	- Caisses de retraites / GIE IMPA	
- Assurance		760 €	- Fonds européens	
- Documentation		150 €	- Etat :précisez le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
Mediateam (logiciel de suivi/CRM)		1 250 €	- Communes ou EPCI (détaillez)	
62 - Autres services extérieurs divers			- Organismes sociaux (CAF, etc. détaillez)	
- Rémunération intermédiaires et honoraires		15 500 €	- ASP (emplois aidés)	
- Publicité, publication		500 €	- Aides privées (fondation)	
- Déplacements, missions		9 700 €	- Autres établissements publics	
- Services bancaires, autres		400 €	- Autres recettes (précisez)	
Service Adm Financier, Comptable		520 €		
63 - Impôts et taxes				
- Impôts et taxes sur rémunérations		7 650 €		
- Autres impôts et taxes				
64 - Charges de personnel				
Rémunération des personnels positionnés sur la fonction :	« Animation »	51 700 €		
	« Coordination »	3 500 €		
	« Structure » (direction, secrétariat, etc.)	4 500 €		
- Charges sociales		25 300 €		
- Autres charges de personnel				
65 - Autres charges de gestion courante			**75 - Autres produits de gestion courant**	
			- Adhésions/cotisations	
			- Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières (intérêts)			**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles			**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotation aux amortissements/provisions et engagements sur ressources affectées			**78 - Reprises sur amortissements/provisions**	
69- Impôt sur les bénéfices (IS), Participation des salariés			**79 - Transferts de charges**	
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES		125 380 €	**TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS**	125 380 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			**87 - Contributions volontaires en nature**	
- Secours en nature			Bénévolat	
- Mise à disposition gratuite de biens et services			Prestations en nature	
- Prestations				
- Personnel bénévole			Dons en nature	
TOTAL DES CHARGES		125 380 €	**TOTAL DES PRODUITS**	125 380 €

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10383-DE

Année 3 2023/2024

Titre du projet : Technicothèque 58

Porteur du projet : Merci Julie

Budget Prévisionnel de l'Action : Le total des charges doit être égal au total des produits

CHARGES		MONTANT PREV.	PRODUITS	MONTANT PREV.
60 - Achats			**70 - Vente produits finis, prestations service, marchandises**	0 €
- Achats matières et fournitures		1 000 €	**71 – Dotations et produits de tarification**	
- Autres fournitures			**74 - Subventions d'exploitation**	
			- Conférence des financeurs de la Nièvre	144 647 €
61 - Services extérieurs			- Conseil régional	
- Location		2 500 €	- Conseil départemental	
- Entretien et réparation		500 €	- Caisses de retraites / GIE IMPA	
- Assurance		770 €	- Fonds européens	
- Documentation		150 €	- Etat :précisez le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
Mediateam (logiciel de suivi/CRM)		1 300 €	- Communes ou EPCI (détaillez)	
62 - Autres services extérieurs divers			- Organismes sociaux (CAF, etc. détaillez)	
- Rémunération intermédiaires et honoraires		16 000 €	- ASP (emplois aidés)	
- Publicité, publication		400 €	- Aides privées (fondation)	
- Déplacements, missions		9 900 €	- Autres établissements publics	
- Services bancaires, autres		410 €	- Autres recettes (précisez)	
Service Adm Financier, Comptable		530 €		
63 - Impôts et taxes				
- Impôts et taxes sur rémunérations		9 180 €		
- Autres impôts et taxes				
64 - Charges de personnel				
Rémunération des personnels positionnés sur la fonction :	« Animation »	60 645 €		
	« Coordination »	4 500 €		
	« Structure » (direction, secrétariat, etc.)	6 500 €		
- Charges sociales		30 362 €		
- Autres charges de personnel				
65 - Autres charges de gestion courante			**75 - Autres produits de gestion courant**	
			- Adhésions/cotisations	
			- Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières (intérêts)			**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles			**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotation aux amortissements/provisions et engagements sur ressources affectées			**78 - Reprises sur amortissements/provisions**	
69- Impôt sur les bénéfices (IS), Participation des salariés			**79 - Transferts de charges**	
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES		144 647 €	**TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS**	144 647 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			**87 - Contributions volontaires en nature**	
- Secours en nature			Bénévolat	
- Mise à disposition gratuite de biens et services			Prestations en nature	
- Prestations				
- Personnel bénévole			Dons en nature	
TOTAL DES CHARGES		144 647 €	**TOTAL DES PRODUITS**	144 647 €

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 8

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Mme Blandine DELAPORTE

DELIBERATION

OBJET : ASSOCIATION DU DÉPARTEMENT AU RENOUVELLEMENT DU LABEL GRAND SITE DE FRANCE "BIBRACTE - MORVAN DES SOMMETS"

Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 9-Développement économique - Politique développement local

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **8** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU l'avis de la Commission Attractivité,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER ET SOUTENIR** la candidature de deuxième renouvellement du label Grand Site de France de Bibracte – Morvan des Sommets et sa déclaration d'engagement,

- **D'APPROUVER** le principe du partenariat entre BIBRACTE EPCC, le Parc Naturel Régional du Morvan et le Département de la Nièvre pour la gestion durable du Grand Site de Bibracte – Morvan des Sommets et le co-pilotage de la démarche,

- **D'APPROUVER** les termes de la convention ci-jointe,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer ladite convention et toute pièce nécessaire à son exécution.

ADOPTÉ à l'unanimité

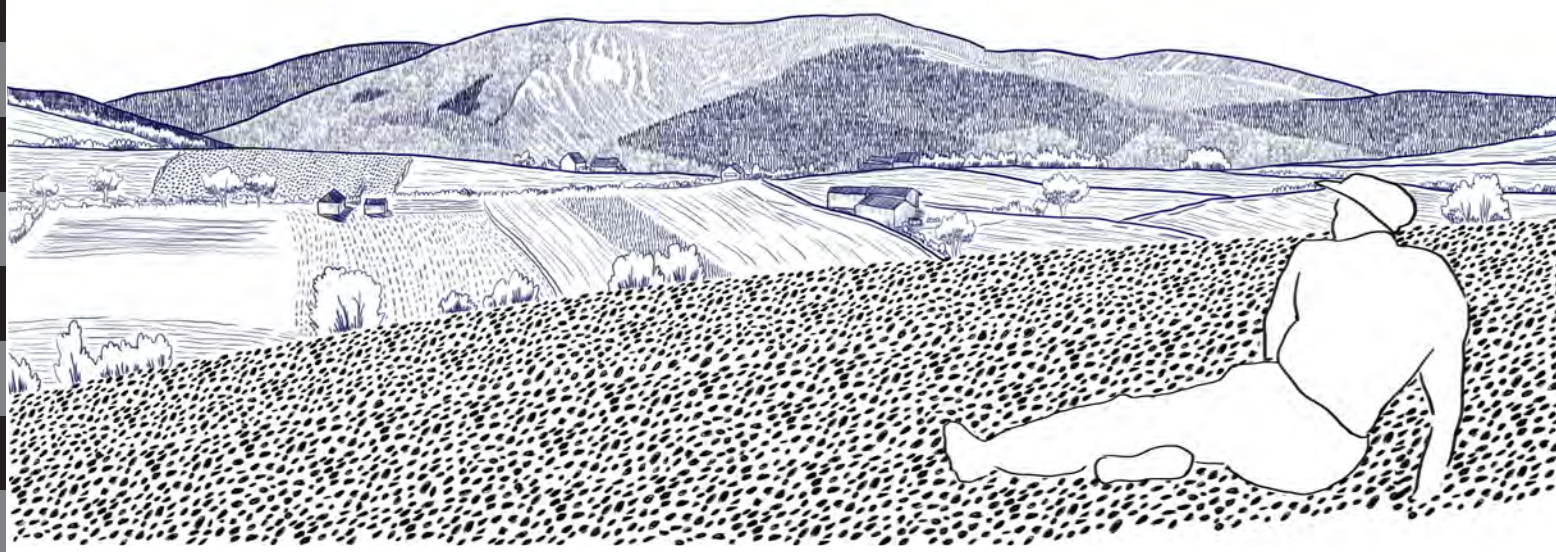
Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



Bibracte – Mont-Beuvray

région de Bourgogne-Franche-Comté,
départements de la Nièvre et de la Saône-et-Loire

site classé le 20 mars 1990

Demande de 2e renouvellement du label Grand Site de France

octroyé par décision ministérielle du 12 décembre 2007
et reconduit une première fois par décision ministérielle le 24 janvier 2014

sous le nom de

Bibracte – Morvan des Sommets

Haut-Folin – Préneley – Beuvray

version du 30 août 2021

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Bibracte – Mont-Beuvray

région de Bourgogne-Franche-Comté
départements de la Nièvre et de la Saône-et-Loire

site classé le 20 mars 1990

Demande de 2e renouvellement du label Grand Site de France

octroyé par décision ministérielle du 12 décembre 2007
et reconduit une première fois par décision ministérielle le 24 janvier 2014

sous le nom de

Bibracte – Morvan des Sommets

Haut-Folin – Préneley – Beuvray

Communes de
Arleuf, Fâchin, Glux-en-Glenne, Larochemillay, Millay, Poil, Villapourçon (Nièvre),
La Comelle, La Grande-Verrière, Roussillon-en-Morvan, Saint-Léger-sous-Beuvray
et Saint-Prix (Saône-et-Loire)

Dossier porté par BIBRACTE EPCC en association avec
le Parc naturel régional du Morvan et le Département de la Nièvre

version du 30 août 2021

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Couverture
Illustration de Ninon Bonzom

Secrétariat d'édition et maquettage
Sébastien Durost (Bibracte)
Chloé Moreau (Bibracte)

Diffusion/distribution
Bibracte EPCC – Centre archéologique européen
F - 58370 Glux-en-Glenne – e-mail : edition@bibracte.fr
Téléphone : 33 (0) 3 86 78 69 00 – Télécopie : 33 (0) 3 86 78 65 70

Copyright 2021 : Bibracte & Parc naturel régional du Morvan

Ont notamment participé à la rédaction de ce document : Fabrice Alric, Laïla Ayache, Nicolas Barral, Isabelle Civette, Caroline Darroux, Élodie Delhommeau, Matei Gheorghiu, Roger Goudiard, Vincent Guichard, Sophie Mobillion, Pascale Plaza, Olivier Thiébaut, Éloïse Vial,
avec l'appui de Sonia Fontaine, paysagiste DPLG, et Fabien Reix, sociologue indépendant.

Abréviations et acronymes le plus fréquemment utilisés dans le dossier

BIBRACTE : l'établissement public de coopération culturelle (EPCC) gestionnaire du site patrimonial du même nom
CGEDD : Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
CHEMINS : association collégiale constituée en 2020 dans le contexte de la démarche GSF conduite autour du mont Beuvray, siégeant à Glux-en-Glenne (Nièvre)
CRPF : Centre régional de la Propriété forestière
CSSPP : Commission supérieure des Sites, Perspectives et Paysages
DRAAF : Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
DRAC : Direction régionale des Affaires culturelles
DREAL : Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DDT : Direction départementale des Territoires
GSF : Grand Site de France
ITEM : laboratoire d'excellence Innovation et Territoires de Montagne
LEADER Morvan : dispositif de soutien aux territoires ruraux animé par le PNRM avec des moyens du Fonds européen pour l'Agriculture et le Développement rural, 2015-2020 (étendu jusqu'en 2022)
MPOB : Maison du Patrimoine oral de Bourgogne, siégeant à Anost (Saône-et-Loire)
MTE(S) : Ministère de la Transition écologique (et solidaire)
ONF : Office national des Forêts
PNRM : Parc naturel régional du Morvan
RGSF : Réseau des Grands Sites de France (association fédérant les gestionnaires de territoires inscrits dans la démarche GSF)
SAFER : Société d'Aménagement foncier et d'Établissement rural (de Bourgogne Franche-Comté)

cœur de site : terrains contrôlés par des organismes publics au cœur des sites classés du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne
écrin paysager : zone d'attention paysagère renforcée autour des sites classés
territoire du projet GSF : le périmètre sur lequel porte le projet GSF
(pour l'évolution de ces trois périmètres depuis la labellisation GSF, voir l'ill. 49, p. 81)

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Sommaire

Avertissement 5

Déclaration d'engagement **7**

Fiche d'identité du Grand Site de France **11**

Portrait du Grand Site de France **17**
Un Grand Site de France labellisé en 2007 17
Un Grand Site de France atypique 19
Un partenariat fort avec le Parc naturel régional du Morvan 19

Éléments de diagnostic paysager et territorial **23**
Une valeur patrimoniale précisée pour le site classé 23
Le socle géographique et géomorphologique comme matrice de la valeur militaire du site 24
Un château d'eau 24
Le contexte paysager : un diptyque associant forêt et bocage 26
Le territoire sous l'angle socio-économique 29

Bilan détaillé de la période de labellisation 2014-2020 ..... **35**
Méthode 35
Rappel de la stratégie et des objectifs fixés pour la période 2014-2019 35
Enseignements tirés du rapport de la Commission supérieure des Sites, Perspectives et Paysages de novembre 2013 37
OBJECTIF 1 : Gérer le cœur de site dans la continuité des actions développées depuis 2008 37
OBJECTIF 2 : S'assurer du devenir de la périphérie du site 46
OBJECTIF 3 : Élargir le Grand Site de France au site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne 60
OBJECTIF 4 : Impliquer les élus et la population locale dans la démarche Grand Site de France 61
OBJECTIF 5 : Partager la gouvernance du Grand Site de France 68

2020-2021 : une période charnière **71**

Le projet Grand Site de France à l'horizon 2027 ..... **75**
Préambule 75
Les fondements du projet 75
Les orientations 87
En fin de compte 104

Bibliographie 107

Annexes 111

NB : ce document est complété par un copieux dossier d'annexes accessibles en ligne, qui sont appelées par un lien html dans la version numérique. Elles ne sont pas fournies ici, à l'exclusion d'une seule, le projet de convention de partenariat entre les porteurs du présent projet.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Avertissement

Le premier renouvellement du label du Grand Site de France de Bibracte – Mont-Beuvray avait été acquis en janvier 2014. **Le label étant délivré pour six ans, le présent dossier de demande de renouvellement aurait dû être soumis aux services de l'État avant la fin de l'année 2019. Il l'est avec un retard de près de deux ans, délai qui nous a été nécessaire pour mettre en place les conditions d'une montée en puissance de la démarche**. Ces conditions comprennent l'élargissement substantiel du territoire de projet, la constitution d'une équipe-projet dédiée et la mise en place d'une gouvernance élargie.

Le calendrier de renouvellement du label Grand Site de France a été également percuté de plein fouet par la pandémie des années 2020-2021, qui a neutralisé un certain nombre d'actions mais qui, surtout, a ouvert sur un véritable **changement de paradigme**. Cette « *rupture sanitaire* » apparaît comme préfiguratrice d'autres ruptures à venir sous l'effet de la mutation climatique à l'œuvre, dont on ressent déjà les effets, à l'instar de la séquence de sécheresses sévères des années 2018-2020. **Cette rupture a conduit à repenser en profondeur la démarche Grand Site de France dans la perspective de son prochain cycle de labellisation.**

Le retard de deux ans pris par la rédaction du dossier de renouvellement s'avère finalement très bénéfique, dans la mesure où il a permis de faire un très utile retour d'expérience :

- **un bilan du cycle de labellisation 2014-2019**, qui fait le constat d'un projet qui a globalement tenu ses promesses ;
- **un retour d'expérience sur les deux années de crise 2020-2021**, qui ont été l'occasion d'interroger en profondeur l'avenir du Grand Site de France, de redessiner sa gouvernance et d'amorcer la mise en place d'un dispositif opérationnel renforcé.

Cette réflexion a permis de concevoir **le nouveau cycle de labellisation** dans une logique d'apprentissage, en vue de se préparer à composer avec les ruptures climatiques à venir, selon des méthodes qui restent en grande partie à inventer. À l'instar de la méthode empirique déployée durant la période de labellisation précédente, il est proposé que ce nouveau cycle s'inscrive – non pas dans une logique de projet « *classique* » assis sur des objectifs et une programmation rigides – mais dans une logique de « *projet-processus* » flexible et adaptatif. Cette approche repose sur une intelligibilité des situations toujours en éveil, un effort permanent de réévaluation des hypothèses de travail, la capacité à opérer des prises de recul réflexives et à proposer des pistes de travail inédites. Cette souplesse implique en contrepartie un « *rendre compte* » exigeant et une mobilisation forte des tutelles dans la définition des actions et dans leur suivi-évaluation tout au long du cycle de labellisation.

Pour l'ensemble de ces raisons, **la présente demande de renouvellement porte pour la période 2022-2027.**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Déclaration d'engagement

Site historique à forte valeur symbolique et site archéologique de référence à l'échelle européenne, le mont Beuvray, qui est un des points culminants du Morvan, bénéficie également d'un paysage d'exception. L'ensemble du mont – soit 1 478 ha – a été classé en 1990. Le cœur du site classé (968 ha) est un domaine public dont la propriété est partagée par le Parc naturel régional du Morvan (168 ha acquis vers 1980) et l'État (800 ha acquis au début des années 1990) qui fait l'objet d'une gestion partenariale, intégrée et durable, sous l'égide d'un établissement dévolu à cette tâche qui a repris le nom de la ville qui occupait le mont au I^er^ siècle avant notre ère, Bibracte. Créé en 1991 au moment où le site bénéficiait du lancement d'un programme de mise en valeur inscrit dans les grands travaux culturels de l'État, cet établissement a aujourd'hui le statut d'établissement public de coopération culturelle (EPCC), constitué entre ses membres que sont l'État, le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, le Conseil départemental de la Nièvre, le Conseil départemental de la Saône-et-Loire, le Parc naturel régional du Morvan, le Centre des Monuments nationaux et le Centre national de la Recherche scientifique.

L'établissement gestionnaire du site et ses partenaires avaient souhaité bénéficier du label Grand Site de France en réponse à leur souci de qualité de gestion d'un site très fréquenté (près de 100 000 visiteurs), avec une volonté affirmée d'expérimentation dans le prolongement de sa vocation de lieu dédié à la recherche archéologique. Depuis l'obtention du label en 2007, la gestion du cœur de site a été renforcée dans toutes ses composantes : mise en œuvre d'un plan de gestion paysagère, définition de nouveaux enjeux scientifiques de moyen terme, consolidation des propositions culturelles et des services offerts aux visiteurs… La mise en valeur du cœur de site s'est poursuivie depuis le renouvellement du label en 2014, avec le renforcement du parcours de visite sur le site archéologique et la décision d'améliorer les équipements du musée dans le cadre du plan de relance (avec une livraison attendue au printemps 2023), tandis que de nouveaux défis doivent aujourd'hui être relevés, comme le dépérissement accéléré des peuplements forestiers à la suite de plusieurs années de sécheresse prolongée et de canicule estivale, ou l'apparition de projets de parcs éoliens susceptibles de banaliser le paysage perçu depuis le sommet du mont Beuvray.

Le premier renouvellement du label avait surtout été marqué par la concrétisation d'un partenariat avec le Parc naturel régional du Morvan, dans une double perspective : étendre la dynamique impulsée par la labellisation Grand Site de France au territoire environnant et faire du territoire centré sur le mont Beuvray un laboratoire d'expérimentation privilégié pour le Parc. Dans la suite logique de ces ambitions, la charte du Parc qui a été récemment renouvelée pour la période 2020-2035 affiche ce rôle de terrain d'expérimentation dévolu au territoire de projet de la démarche Grand Site de France. Par ailleurs, un diagnostic paysager du territoire mené en 2017 et complété en 2021, associé à une concertation avec les élus des communes concernées, conduit à proposer aujourd'hui un territoire de projet étendu à douze communes du Parc, réparties entre les départements de la Nièvre (pour sept d'entre elles) et de la Saône-et-Loire. Parce qu'il englobe les trois principaux sommets du Morvan, mont Beuvray (821 m), mont Préneley (855 m) et Haut-Folin (901 m), qui forment un ensemble géomorphologique cohérent, on propose de changer le nom du Grand Site de France en :

Bibracte – Morvan des Sommets
Haut-Folin – Préneley – Beuvray

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Au sein de ce territoire, le site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne détient une importance particulière par sa forte valeur patrimoniale complémentaire de celle du mont Beuvray. Pour cette raison, l'étude d'opportunité de sa fusion avec le site classé du Mont-Beuvray avait été mise au programme des actions de la période 2014-2019. Bien que l'administration centrale du ministère de la Transition écologique se soit prononcée en défaveur de ce projet en 2020, les signataires de la présente déclaration considèrent qu'une gestion concertée des deux sites classés est primordiale. C'est pourquoi la mise en place d'un dispositif de gestion *ad hoc* est l'un des objectifs des années à venir. Cela explique le ralliement du département de la Nièvre, propriétaire du cœur de site classé du Mont Préneley et des Sources de l'Yonne, au groupe de pilotage de la démarche Grand Site de France, aux côtés de BIBRACTE et du Parc naturel régional du Morvan.

Dans le contexte particulier d'un territoire de moyenne montagne éloigné des centres urbains, les enjeux prioritaires, qui ont tous un impact sur la qualité paysagère, sont au nombre de trois :

- assurer un avenir viable aux exploitations agricoles afin d'enrayer la déprise qui est à l'œuvre depuis un siècle, avec pour conséquence la réduction de moitié de l'espace cultivé et pâturé ;
- faire advenir des pratiques sylvicoles plus respectueuses des paysages et aptes à assumer l'impact nouveau du changement climatique ;
- alors que le territoire connaît un regain d'attractivité résidentielle et touristique, mener son développement de façon strictement maîtrisée.

À ces enjeux spécifiques s'ajoute celui, plus global, de préserver la vie du territoire sous toutes ses formes (humaines, animales, végétales) et d'en faire une vitrine de bonnes pratiques à l'heure où l'entrée dans l'Anthropocène met en péril la viabilité de notre planète.

La concertation et les voies explorées depuis 2014 permettent aujourd'hui de mieux affronter ces défis. Il en découle la volonté d'instaurer une gouvernance élargie. Aussi, une petite équipe opérationnelle portée conjointement par plusieurs partenaires institutionnels a été mise en place en 2021. Elle permet enfin de disposer de moyens humains dédiés à la démarche Grand Site de France, mais avec des financements assurés jusqu'à la fin de l'année 2022 seulement. C'est donc un objectif prioritaire de démontrer que l'organisation mise en place est pertinente et efficace, afin de pouvoir prolonger les financements indispensables à son fonctionnement pour la durée du cycle de labellisation à venir, soit les années 2022-2027.

Cette nouvelle organisation partenariale propose de maintenir BIBRACTE comme chef de file, de renforcer le partenariat avec le Parc naturel régional du Morvan et le Département de la Nièvre pour le pilotage, et d'assurer une large mobilisation de parties prenantes, incluant notamment douze communes et différentes instances des professions de l'agriculture et de la forêt. Ce mode de fonctionnement original revendique également sa dimension de projet d'expérimentation territoriale, avec le maintien des liens étroits avec le monde de la recherche qui ont été noués depuis 2014 et le souci d'impliquer de la même manière des acteurs culturels et artistiques ainsi que la société civile.

Le troisième cycle de labellisation s'engage donc avec des ambitions nettement accrues, tant du point de vue des thématiques embrassées que du territoire considéré. En plus de constituer l'"écrin paysager" de deux sites classés, ce territoire qui correspond à la partie la plus montagneuse du massif du Morvan en exprime toute la valeur patrimoniale sous la forme d'un paysage remarquable mais menacé. Il trouve dans la démarche Grand Site de France un outil particulièrement adapté à sa préservation. Les parties prenantes qui ont entériné la présente déclaration partagent cette conviction et, par leurs actions, elles feront tout leur possible pour en démontrer la pertinence.

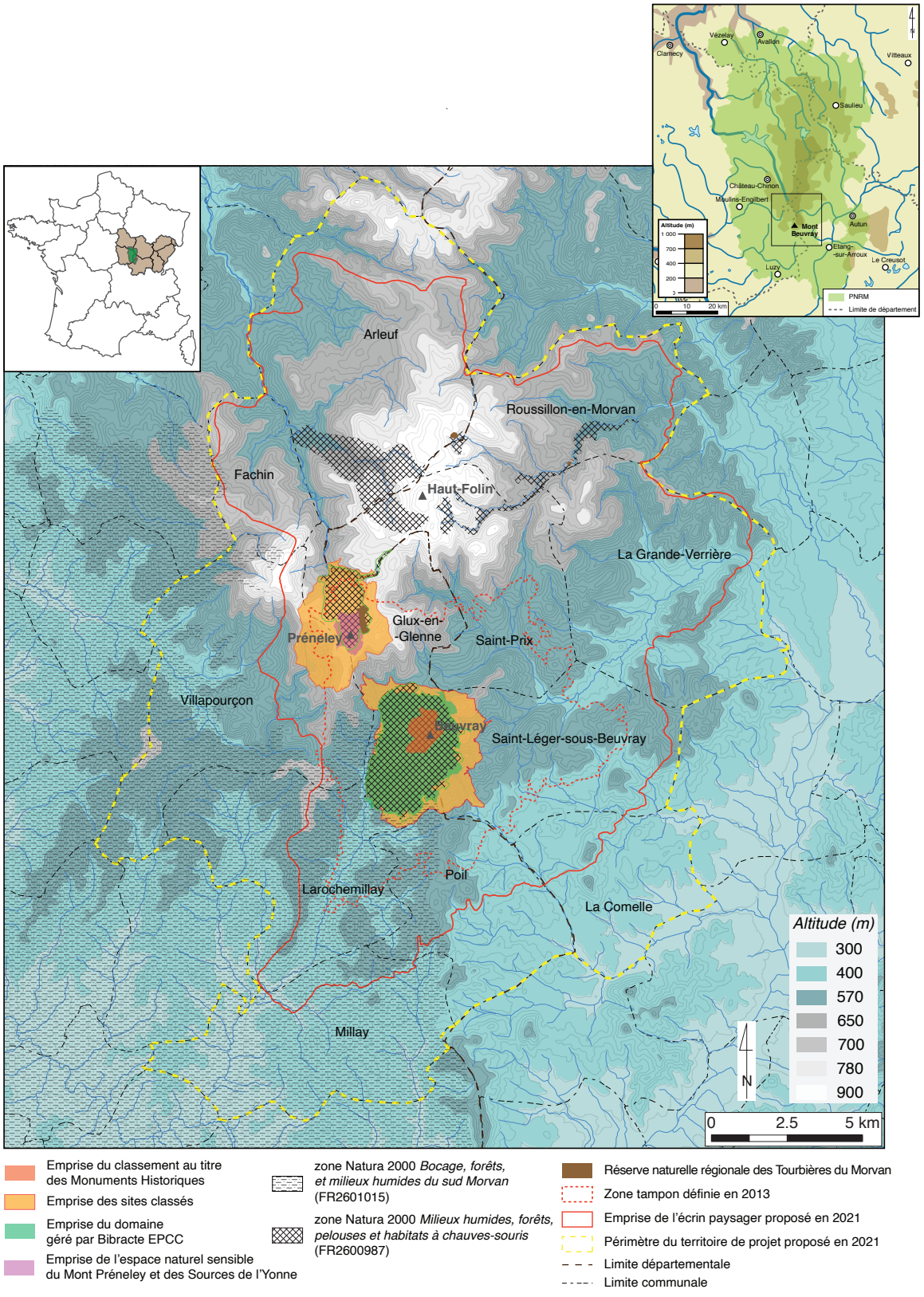
Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

À la date du $$, la présente déclaration a été entérinée par les parties prenantes suivantes :

- le conseil d'administration de BIBRACTE EPCC (4 octobre 2021)
- le comité syndical du Parc naturel régional du Morvan (28 septembre 2021)
- l'assemblée du Conseil départemental de la Nièvre (27 septembre 2021)
- le conseil municipal de ($date$)
- ...

Cette liste sera complétée au moment de soumettre le présent dossier aux services de l'état.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



1. Le périmètre du Grand Site de France et sa localisation au sein de la région Bourgogne-Franche-Comté et du Parc naturel régional du Morvan.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Fiche d'identité du Grand Site de France

DONNÉES ADMINISTRATIVES (ill. 1)

Nom actuel du Grand Site de France : **Bibracte – Mont-Beuvray**
Label GSF acquis par décision ministérielle du 12 décembre 2007, renouvelé une première fois par décision ministérielle du 24 janvier 2014

Site classé sur lequel s'appuie le GSF : **Mont-Beuvray**

Nouveau nom proposé : **Bibracte – Morvan des Sommets, Haut-Folin – Préneley – Beuvray**

Région : **Bourgogne-Franche-Comté** (ex-région Bourgogne)

Départements : **Nièvre (58), Saône-et-Loire (71)**

Communes proposées pour le territoire de projet de la démarche Grand Site de France :
Arleuf (58), Fâchin (58), Glux-en-Glenne (58), La Comelle (71), La Grande Verrière (71), Larochemillay (58), Millay (58), Poil (58), Roussillon-en-Morvan (71), Saint-Léger-sous-Beuvray (71), Saint-Prix (71), Villapourçon (58)
Soit sept communes en Nièvre et cinq en Saône-et-Loire, toutes membres du Parc naturel régional du Morvan, pour une superficie de 42 000 ha, dont 26 600 ha constituent l'"écrin paysager" des trois sommets et requièrent une attention particulièrement soutenue.

Autres collectivités ayant compétence sur le territoire :
- **Parc naturel régional du Morvan** (syndicat mixte ; concerne toutes les communes)
- **Communauté de Communes du Morvan des Sommets et Grands Lacs** (Arleuf, Fâchin, Glux-en-Glenne)
- **Communauté de Communes Bazois-Loire-Morvan** (Larochemillay, Millay, Poil, Villapourçon)
- **Communauté de Communes du Grand Autunois Morvan** (La Comelle, La Grande Verrière, Roussillon-en-Morvan, Saint-Léger-sous-Beuvray, Saint-Prix)
- **Pays Nivernais-Morvan** (pôle d'équilibre territorial et rural, PETR ; concerne les communes de la Nièvre)

DONNÉES DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

Latitude : **46° 55' 30" N** – Longitude : **40° 02' 30" E**
Point culminant du site classé : **821 m**
Point culminant du territoire de projet : **901 m**
Climat : **atlantique semi-montagnard**
Pluviométrie : **1 800 mm/an sur les sommets**
Couverture végétale : **forestière sur 85 % du site classé du Mont-Beuvray, correspondant à une forêt de feuillus** (principalement une hêtraie à sous-bois de houx) **pour 45 % et des peuplements de résineux plantés pour 55 %**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

DONNÉES HISTORIQUES ET ARCHÉOLOGIQUES

Nom antique : **Bibracte**
Superficie de la ville antique au I^er^ siècle avant notre ère (hors quartiers *extra-muros*) :
initialement 200 ha, ramenée à 135 ha
Longueur des remparts de la ville antique : **initialement 7 km, puis 5,2 km**
Population de la ville antique : **5 000 habitants? 10 000 ?**

SITE CLASSÉ DU MONT-BEUVRAY

Date du classement : **20 mars 1990**

Communes : **Glux-en-Glenne et Larochemillay** (Nièvre), **Saint-Léger-sous-Beuvray** (Saône-et-Loire)

Superficie : **1 478 ha**, dont :

- État : 800 ha
- PNRM : 168 ha
- Autres (propriétaires privés) : 510 ha

Autres protections et zonages :

- **Grand Site de France** depuis le 12 décembre 2007
- **Site classé Monument historique** depuis 1984 (emprise de l'enceinte principale, soit 135 ha)
- (pour partie) **Zone spéciale de conservation Natura 2000 FR2600987 : *Milieux humides, forêts, pelouses et habitats à chauves-souris*** (intégrant l'ancienne zone FR2600961 : *Massif forestier du Mont Beuvray*)
- (pour partie) **Zone spéciale de conservation Natura 2000 FR2601015 : *Bocage, forêts, et milieux humides du sud Morvan***
- **ZNIEFF de type 1 n° 260005613** (1 131 ha)
- **Massif forestier certifié PEFC** (depuis 2004) **et FSC** (depuis 2011)

Documents de gestion :

- **Plan de gestion paysagère** validé en 2006, actualisé en 2013 et étendu aux pentes du mont Beuvray en 2018
- **Document d'aménagement forestier** établi en 1992 par l'ONF, révisé en 2011
- **DOCOB Natura 2000** (révisé en 2020)

Équipements dédiés à la gestion du site classé :

- **Centre archéologique européen** (siège de BIBRACTE) : 4 000 m²
- **Centre d'hébergement** (cafétéria + 88 lits) : 1 640 m²
- **Musée** (y compris restaurant Le Chaudron) : 2 800 m²
- **Locaux techniques** (atelier, stockage, hangar bois) : 1 500 m²

Le Centre archéologique européen héberge l'équipe opérationnelle de la démarche Grand Site de France

Accueil du public sur le site classé (chiffres de l'année 2019 ; ceux de 2020 et 2021 étant atypiques) :

- Sur le site (en accès libre) : **80 000/90 000** (estimation)
- Au musée (ouvert de mi-mars à mi-novembre) : **48 000 comptabilisés en billetterie**, dont :
  - jeunes en groupes : 8 500
  - autres groupes constitués : 3 500
  - autres (familles) : 36 000
  - 20 % d'étrangers.
- Au Centre archéologique européen (chercheurs, professionnels et étudiants) : **1 060** (soit 8 300 journées ouvrées)
- Nuitées au centre d'hébergement de Glux-en-Glenne : **7 600**

Gestion du site classé
La gestion des propriétés publiques localisées dans l'emprise du site (« *cœur de site* », 968 ha) est déléguée par conventions à BIBRACTE (conventions venant à échéance le 31 décembre 2025).

La maîtrise d'œuvre de la gestion forestière est déléguée par BIBRACTE à l'Office national des Forêts (ONF) par une convention venant à échéance au même terme.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Les décisions de gestion relatives au site classé sont préparées au sein d'un comité de gestion du site classé animé par BIBRACTE, associant la DREAL, la DRAC (conservations de l'Archéologie et des Monuments historiques, Architectes des Bâtiments de France), le PNRM et l'ONF.

Au 1er janvier 2008, BIBRACTE EPCC a pris la suite de BIBRACTE SAEMN, société anonyme d'économie mixte nationale qui avait été fondée en 1990 :

- BIBRACTE a le statut d'établissement public de coopération culturelle. Ses membres sont : l'État, la Région Bourgogne-Franche-Comté, les Départements de la Nièvre et de la Saône-et-Loire, le Parc naturel régional du Morvan, le Centre national de la Recherche scientifique et le Centre des Monuments nationaux.
- Budget de fonctionnement : environ 4,5 M€ (chiffre de 2019), équilibré pour un quart par des ressources propres et domaniales, pour le reste par des contributions des membres de l'EPCC et des subventions sur projet.
- Nombre de salariés (2019) : 37,2 ETP, dont 29,5 CDI et assimilés (répartis sur 33 collaborateurs).
- Nombre de salariés à poste fixe auprès de sous-traitants (ONF, chantiers d'insertion, gardiennage…) : environ 20 ETP
- Investissements depuis 1990 (acquisitions foncières, constructions et équipements) : environ 50 M€ (total des immobilisations comptables au 31 décembre 2020).
- Moyens humains affectés à la gestion du cœur de site (hors administration) : environ 15 (en comptabilisant les chantiers d'insertion et le personnel ONF).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

SITE CLASSÉ DU MONT-PRÉNELEY ET DES SOURCES DE L'YONNE (ill. 2)

Date du classement : **24 mars 2000**

Communes : **Glux-en-Glenne et Villapourçon** (Nièvre), **Saint-Prix** (Saône-et-Loire)

Superficie : **900 ha**, dont :
- Département de la Nièvre : 116 ha (dont 16 ha de tourbières et zones para-tourbeuses et 100 ha de forêt– comprenant 80 ha de hêtraie)
- Autres (propriétaires privés) : 784 ha

Autres protections et zonages :
- **Réserve naturelle régionale des Tourbières du Morvan** pour les 22,3 ha des tourbières du Port des Lamberts et des Sources de l'Yonne (depuis le 13 novembre 2015)
- (pour partie) **Zones spéciales de conservation Natura 2000 FR2600987 : *Milieux humides, forêts, pelouses et habitats à chauves-souris*** (incluant l'ancienne zone FR2600988 : *Hêtraie montagnarde et tourbières du haut Morvan*) **et FR2601015 : *Bocage, forêts, et milieux humides du Sud-Morvan***
- **ZNIEFF de type 1 n° 260014868** (575 ha)
- **Arrêté de préfectoral de Protection de Biotope (APPB) FR3800081 : *Tourbière du Port des Lamberts et des sources de l'Yonne***
- **Espace naturel sensible** (depuis 1999, pour la propriété du Département de la Nièvre)
- **Massif forestier certifié FSC** (depuis 2011)

Documents de gestion
- **Plan de gestion de la tourbière du Port des Lamberts** : 2003 puis 2015, établi en coordination avec les autres sites de la Réserve naturelle régionale des Tourbières du Morvan
- **Document d'aménagement forestier** établi par l'ONF pour les propriétés du Département de la Nièvre et validé en 2011
- **DOCOB Natura 2000** (révisé en 2020)

Équipements dédiés à la gestion du site classé :
- **Circuit de promenade balisé de 4,5 km**

Accueil du public sur le site classé (chiffres de l'année 2020) :
- Sur le site (en accès libre) : **2 500 visiteurs** (estimation)

Gestion du site classé

La propriété du Département de la Nièvre est gérée par son service du Patrimoine naturel (2,5 ETP consacrés à la politique des Espaces naturels sensibles), avec l'appui du comité consultatif de suivi de la Réserve naturelle régionale des Tourbières du Morvan.

La gestion forestière de cette propriété est assurée par l'ONF au titre du régime forestier.

La PNRM est l'autorité de gestion du contrat Natura 2000 et de la Réserve naturelle régionale des Tourbières.

AUTRES

- Le territoire de projet GSF est concerné deux plusieurs zones spéciales de conservation Natura 2000 (chacune multi-sites; *cf. supra*, ill. 1), dont l'autorité de gestion est le PNRM : *Milieux humides, forêts, pelouses et habitats à chauves-souris* (FR2600987) et *Bocage, forêts, et milieux humides du sud Morvan* (FR2601015)

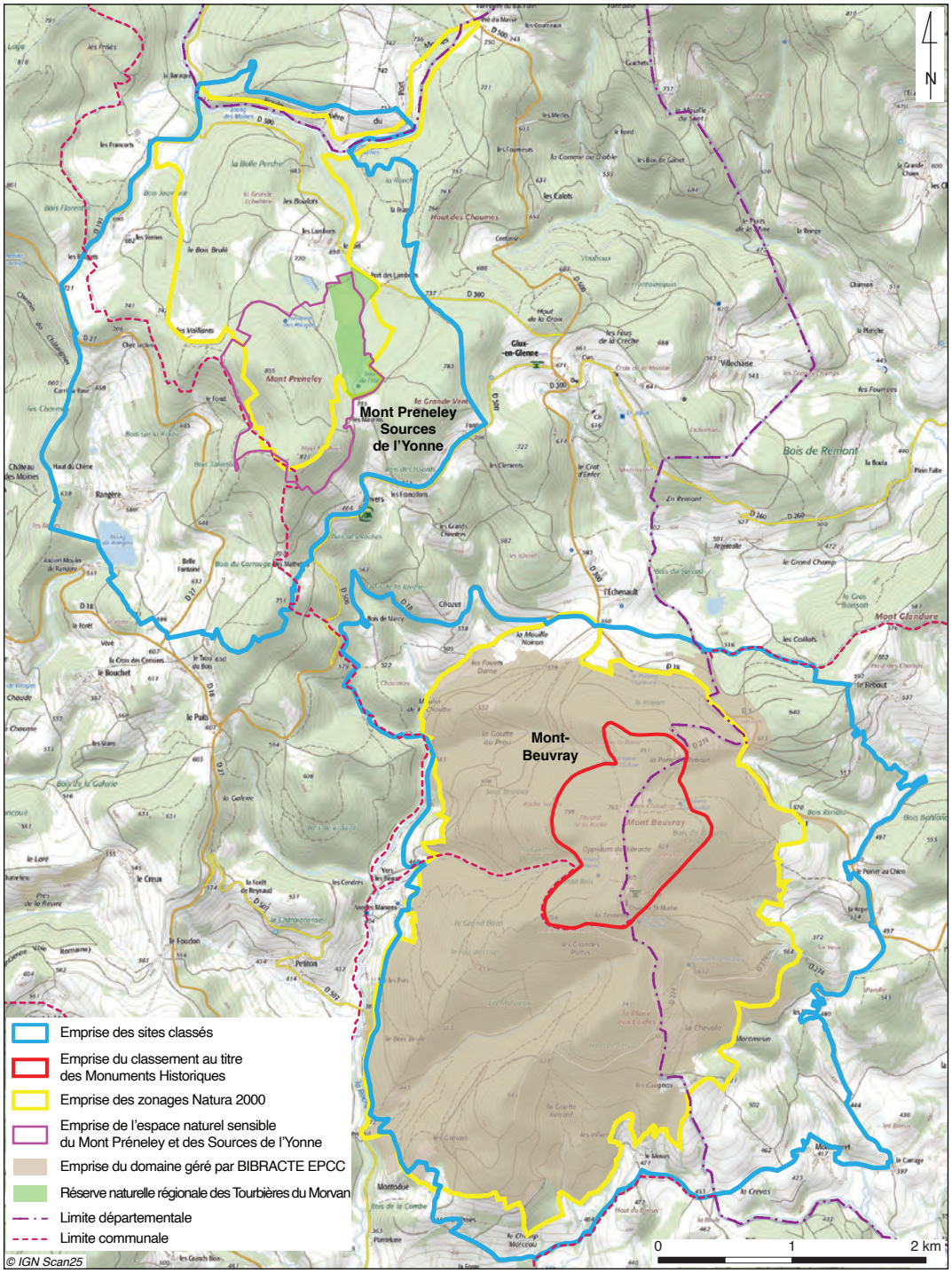
ANIMATION ET TERRITOIRE DE PROJET DE LA DÉMARCHE GRAND SITE DE FRANCE

Par convention signée le 5 septembre 2013, l'animation de la démarche Grand Site de France est portée conjointement par BIBRACTE EPCC et le Parc naturel régional du Morvan (A2, annexe 3).

La mise en œuvre de la convention est assurée par le directeur général de Bibracte et le chargé de mission Paysage et Urbanisme du PNR.

Le présent dossier propose de réviser en profondeur la gouvernance de la démarche, à l'occasion de l'élargissement du territoire de projet à 12 communes (*cf.* p. 79 et suiv.).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



2. Localisation du site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne vis-à-vis de celui du Mont-Beuvray, avec l'emprise des zones protégées et des propriétés publiques.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Portrait du Grand Site de France

UN GRAND SITE DE FRANCE LABELLISÉ EN 2007 (ill. 3-4)

Le sommet du mont Beuvray recèle les vestiges de la ville de Bibracte, fondée à la fin du II^e^ siècle avant notre ère par les **Éduens**, qui y installèrent pour un siècle leur capitale, au cœur du Morvan et de la Bourgogne actuelle.

C'est **un site historique à forte valeur symbolique**, où Vercingétorix fut confirmé à la tête de la coalition gauloise à l'été 52 av. n.è. et où Jules César acheva la rédaction du *De Bello Gallico*. **C'est aussi un site archéologique de référence pour la connaissance de l'urbanisme de la fin de l'âge du Fer et des premiers temps de la romanisation.**

Abandonnée pendant deux millénaires et tombée dans l'oubli, **Bibracte a été redécouverte par les archéologues à partir du milieu du XIX^e^ siècle.** Les vestiges exhumés ont permis à Joseph Déchelette de caractériser, à la veille de la première guerre mondiale, les villes fortifiées (*oppida*) typiques de la fin de l'âge du Fer dans le domaine celtique.

L'histoire récente de Bibracte en a également fait un **lieu unique en Europe**, associant trois atouts originaux et complémentaires que sont **un site naturel et historique d'exception, un centre de recherche européen et un musée** qui constitue une vitrine de l'archéologie de l'âge du Fer. **Cette singularité se traduit par un mode de gestion original propice aux expérimentations. Celles-ci ont été permanentes depuis 1984, année de la reprise des fouilles.**

L'ensemble du mont – soit 1 478 ha – a été classé en 1990. Le cœur du site classé (968 ha) est un domaine public dont la propriété est partagée par le Parc naturel régional du Morvan (168 ha acquis vers 1980) et l'État (800 ha acquis au début des années 1990). Ce domaine fait l'objet d'une gestion partenariale, intégrée et durable, sous l'égide d'un établissement dévolu à cette tâche. Créé en 1991 avec le statut de société anonyme d'économie mixte nationale (SAEMN), cet établissement, qui a repris le nom de la ville antique, a depuis le 1^er^ janvier 2008 le statut d'établissement public de coopération culturelle (EPCC), ce dont résulte un engagement renforcé de ses membres que sont l'État, le Conseil régional de Bourgogne, le Conseil départemental de la Nièvre, le Conseil départemental de la Saône-et-Loire, le Parc naturel régional du Morvan, le Centre des Monuments nationaux et le Centre national de la Recherche scientifique.

L'établissement gestionnaire du site et ses partenaires avaient souhaité bénéficier du label Grand Site de France en réponse à leur **souci de qualité de gestion d'un haut lieu très fréquenté, avec une volonté affirmée d'expérimentation dans le prolongement de sa vocation de lieu dédié à la recherche archéologique.**

Depuis l'obtention du label le 12 décembre 2007, **la gestion du « *cœur de site* » a été renforcée** dans ses différentes composantes (gestion paysagère et forestière du site, consolidation des propositions culturelles et des services offerts aux visiteurs, mise en valeur des vestiges archéologiques, etc.). **Le territoire environnant a été pris en compte à compter du premier renouvellement du label, début 2014, grâce à une implication active du Parc naturel régional du Morvan** dans l'animation de la démarche. On s'est particulièrement investi depuis lors sur les enjeux agricoles et forestiers au travers d'actions ciblées destinées à mobiliser de nouveaux partenaires (pérennisation des activités agricoles, préservation des haies, lutte contre la fermeture du paysage et l'enrésinement, etc.). **Parmi les objectifs identifiés pour la période 2014-2019, figuraient en effet la définition d'un territoire de projet intégrant l'écrin paysager du site classé** – ou la « *zone-tampon* », comme le désignait le dossier de renouvellement du label rédigé en 2013 – **et la mise en place d'une gouvernance adaptée**, dès lors que la liste des parties prenantes aurait été élargie comme il était nécessaire pour faire face à ces nouvelles ambitions.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



3. Le mont Beuvray vu depuis le ciel, en direction du sud-est (cliché BourgogneLive/A. Ibanez 2015 ; photothèque de Bibracte, n° 104597).



4. Le site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne vu depuis le Port des Lamberts, en direction du sud, avec le mont Beuvray à l'arrière-plan (cliché Bibracte/A.Meunier 2021).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

UN GRAND SITE DE FRANCE ATYPIQUE

À l'échelle de l'ensemble des Grands Sites de France, Bibracte – Mont-Beuvray représente un **site atypique**, à la fois plutôt confidentiel et présentant un souci permanent d'excellence de gestion au travers de la multiplicité des actions que ses gestionnaires développent.

Peu spectaculaire de prime abord, c'est la conjugaison de la **dimension « *invisible* » de son patrimoine archéologique enfoui et l'exceptionnalité bien visible des paysages qui se dévoilent depuis le sommet du mont Beuvray** qui en font un site digne d'intérêt et attractif.

L'intitulé choisi en 2007 pour le Grand Site de France, Bibracte – Mont-Beuvray, accole le nom de la ville antique à celui de sa désignation géographique moderne. La demande de labellisation fut alors l'initiative de BIBRACTE, l'établissement gestionnaire du site. **Ce dernier n'a pas fait l'objet d'une Opération Grand Site préalable** comme c'est habituellement l'usage. Il avait en revanche bénéficié dans les années 1990 d'un **programme ambitieux financé par le ministère de la Culture dans le cadre des grands travaux de l'État**, après la proclamation du mont Beuvray comme Grand Site national par le président Mitterrand en 1985 et son classement au titre des Monuments historiques la même année. L'établissement gestionnaire fut créé en 1990, sous le statut initial de SAEMN, pour porter ce programme, qui comprit d'importantes acquisitions foncières pour le compte de l'État (800 ha) et l'installation du Centre archéologique européen et de ses équipements (centre de recherche, musée, centre d'hébergement, hangar technique, matériel de chantier).

Le périmètre du Grand Site de France labellisé en 2007 coïncidait avec le domaine géré par BIBRACTE, soit 968 ha répartis sur trois communes et entièrement inclus dans le site classé, d'une superficie de 1 478 ha. Il s'agit donc d'une échelle de projet plutôt réduite par rapport aux autres Grands Sites de France labellisés.

Depuis 2008, l'établissement gestionnaire est devenu un établissement public de coopération culturelle (EPCC). **Celui-ci maîtrise la chaîne opératoire complète nécessaire à la gestion du cœur de site**, soit les 968 ha du site classé dont la gestion lui a été confiée par ses propriétaires publics (État et PNRM) : étude, conservation, mise en valeur et accueil du public, ce qui assure une cohérence certaine des différentes actions de gestion.

Depuis 2014, le PNRM est partenaire de la démarche de gestion du Grand Site en s'investissant dans le volet d'animation territoriale et la gestion du paysage autour du cœur de site. La convention partenariale qui formalise cette collaboration entre les deux structures constitue dès lors un tournant important de la démarche de gestion du site, alliant et articulant gestion du cœur du site et gestion/animation d'un territoire de projet autour du cœur de site, ainsi que le demandaient expressément les services du ministère en charge de la politique des Grands Sites.

Tout en s'investissant autant que possible dans l'animation territoriale aux côtés du PNRM, BIBRACTE a continué à assurer le portage administratif du dossier. Un tel portage de la démarche Grand Site de France par un EPCC existe dans deux autres lieux, qui se trouvent avoir également une identité archéologique : le Pont du Gard et la Vallée de la Vézère, alors que la majorité des GSF labellisés ou en voie de labellisation est plutôt gérée par des collectivités (Départements, Communes) ou d'autres types de groupements territoriaux de droit public (Communautés de communes, Syndicats mixtes, Parc naturels régionaux). La dimension partenariale affirmée entre BIBRACTE et le PNRM trouve par ailleurs des comparaisons avec d'autres GSF, où le chef de file peut s'appuyer fortement sur les compétences complémentaires d'autres établissements comme le Conservatoire du Littoral ou, plus souvent, un PNR (cf. les Deux Caps Blanc-Nez Gris-Nez, le Puy de Dôme, le Puy Mary, le Canigó, etc.).

On peut encore noter qu'à l'inverse de beaucoup de GSF, Bibracte – Mont-Beuvray **ne subit pas de problèmes importants de sur-fréquentation, même si la capacité d'accueil du site arrive aujourd'hui à son maximum.**

L'ambition est aujourd'hui d'**ancrer le rayonnement du GSF de Bibracte – Mont-Beuvray dans son territoire de proximité**, afin d'assurer la préservation de la qualité de son écrin paysager et la gestion durable de ce territoire, notamment par la mise en place d'une stratégie d'accueil diffuse des visiteurs. De manière plus globale, il s'agit de faire du GSF un outil de développement du territoire du Morvan, notamment au travers d'**une dimension affirmée d'expérimentation territoriale.**

UN PARTENARIAT FORT AVEC LE PARC NATUREL RÉGIONAL DU MORVAN

Le territoire des douze communes proposé à la labellisation Grand Site de France s'inscrit dans **un double**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

ancrage territorial, car elles sont toutes membres du Syndicat mixte du PNRM.

La nouvelle Charte du PNRM (2020-2035) se structure autour de quatre axes :

- Le premier axe replace l'humain au cœur du projet de territoire et précise en quoi le Morvan constitue le bien commun de ces humains. C'est aussi le lien du Parc, en tant qu'institution avec les humains, qui est redéfini.
- Le second axe de la Charte développe le cœur des missions du Parc autour des patrimoines, naturel et culturel, dans la recherche d'excellence, tout en liant bien les deux volets patrimoniaux, considérés comme indissociables.
- Le troisième axe met en avant le Morvan comme un territoire singulier, et dont les spécificités constituent des atouts indéniables, notamment au travers de son caractère montagnard et de la destination touristique originale qu'il constitue.
- Le quatrième axe positionne le Parc dans la dynamique des changements climatiques, sociétaux, économiques et écologiques qui s'imposent au territoire et les transitions à opérer face à ces changements.

Les paysages constituent le fil rouge de la Charte, considérant qu'ils traduisent la façon dont les humains et le territoire interagissent pour constituer le caractère exceptionnel du Morvan. Le changement climatique, la transition écologique ou encore la vocation d'expérimentation et d'innovation du Parc constituent également des aspects transversaux de la Charte, avec lesquels il est très naturel de faire le lien avec les paysages (ill. 5).

Le partenariat entre BIBRACTE, structure porteuse du label, et le PNRM est d'autant plus pertinent que les domaines d'intervention du Parc apportent de la valeur ajoutée au projet du label GSF, en particulier les mesures suivantes de sa Charte :
7 : être exemplaire et innovant.
9 : assurer les continuités écologiques et le fonctionnement des écosystèmes.
12 : faire des prairies, du bocage et de la forêt des valeurs d'avenir du Morvan.
13 : agir pour des paysages vivants de qualité.
14 : sauvegarder, transmettre et valoriser le patrimoine rural.
15 : favoriser l'expression artistique et culturelle.
17 : conforter les sites d'exception.
20 : développer un tourisme durable, de nature et de culture.
24 : s'adapter au changement climatique.
25 : aller vers une agriculture d'excellence économique et environnementale, et vers l'autosuffisance alimentaire.
26 : agir pour une forêt multifonctionnelle et diversifiée.

Ce partenariat s'appuie sur une volonté commune d'expérimenter et d'innover. Il trouve son ancrage et son articulation en particulier au travers du fil rouge des paysages et de la mesure 17 de la Charte qui identifie le GSF en tant que laboratoire d'expérimentation territoriale. **Il est également construit sur le partage de la méthode pour animer le territoire**, le GSF constituant là aussi un moyen privilégié de construction d'un commun à l'échelle du Morvan. Les méthodes d'animation participatives et inclusives sont mises en avant autant à l'échelle du Parc qu'à celle du GSF.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

LA CHARTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU MORVAN 2020-2035

La Charte 2020-2035 s'inscrit dans la continuité de la Charte 2008-2020 avec une approche transversale, valeur ajoutée d'un parc naturel régional.

Elle s'articule en deux parties : une première expose le projet politique et les dispositions particulières de la Charte concernant certains sujets comme la circulation des véhicules à moteur, le grand éolien, les équipements photovoltaïques au sol, les grandes infrastructures à fort impact environnemental et la réglementation de la publicité. Une seconde partie détaille en quatre axes, huit orientations et vingt-huit mesures, le projet opérationnel.

Les objectifs et enjeux sont précisément déclinés dans les mesures. Non programmatique, la Charte constitue un cadre de travail pour les 15 prochaines années.

Les paysages constituent le « fil rouge » du projet de Charte 2020-2035. Les objectifs de qualité paysagère sont détaillés dans un Cahier des paysages.

AXE 1 : CONSOLIDER LE CONTRAT SOCIAL AUTOUR D'UN BIEN COMMUN : LE MORVAN

Orientation 1 : s'approprier et partager les atouts et les enjeux du Morvan.

Orientation 2 : s'engager et co-construire un territoire vivant, ouvert et solidaire.

Ce premier axe, décliné en deux orientations, replace d'une part l'homme au cœur du projet de territoire et précise, d'autre part, en quoi le Morvan constitue le bien commun de ces hommes. C'est aussi le lien du Parc, en tant qu'institution avec les hommes qui est redéfini.

AXE 2 : CONFORTER LE MORVAN, TERRITOIRE À HAUTE VALEUR PATRIMONIALE, ENTRE NATURE ET CULTURE

Orientation 3 : préserver les ressources naturelles et reconquérir la biodiversité.

Orientation 4 : conjuguer passé, présent et futur : les cultures du Morvan en mouvement.

Le second axe de la Charte développe le cœur des missions d'un parc autour des patrimoines, naturel et culturel, dans la recherche d'excellence dans ces deux composantes, tout en liant bien les deux volets patrimoniaux, comme indissociables.

AXE 3 : AFFIRMER SES DIFFÉRENCES, UNE CHANCE POUR LE MORVAN !

Orientation 5 : affirmer l'identité de moyenne montagne.

Orientation 6 : renforcer la destination touristique.

Le troisième axe met en avant le Morvan comme un territoire différent, et dont les spécificités constituent des atouts indéniables, notamment au travers de son caractère montagnard et de la destination touristique originale qu'il constitue.

AXE 4 : CONDUIRE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DU MORVAN

Orientation 7 : agir face au changement climatique.

Orientation 8 : renouveler les modèles économiques.

Le quatrième axe positionne le Parc dans la dynamique des changements, tant ceux qui s'imposent au territoire comme le changement climatique, que les transitions à opérer, face au changement climatique, sociétales, économiques et écologiques.

5. Les axes de la Charte du PNRM (2020-2035).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Éléments de diagnostic paysager et territorial

UNE VALEUR PATRIMONIALE PRÉCISÉE POUR LE SITE CLASSÉ

La multiplication des projets de parcs éoliens en périphérie de la bordure méridionale du Morvan a conduit les services de l'État (DRAC et DREAL de Bourgogne-Franche-Comté), alertés par les porteurs de la démarche GSF, à commander fin 2018 une étude visant à « *définir l'Aire d'influence paysagère du Grand Site de Bibracte – Mont-Beuvray au regard des projets éoliens* ». Cette étude livrée début 2021 (A55) a été l'occasion de préciser et redéfinir collectivement la valeur patrimoniale du site classé, et d'engager les fondements d'une politique de préservation des paysages basée sur la reconnaissance de cette valeur patrimoniale comme un bien commun à transmettre aux générations futures.

L'article d'Yves Lacoste « *À quoi sert le paysage ? Qu'est-ce qu'un beau paysage ?* » publié en 1990 et repris dans le recueil *La Théorie du paysage en France (1974 – 1994)* édité sous la direction d'Alain Roger, fait ici référence pour expliquer le

VALEUR PATRIMONIALE DU SITE CLASSÉ DE BIBRACTE – MONT-BEUVRAY

Bastion avancé vers le sud du massif du Morvan, le mont Beuvray occupe une position géographique stratégique a**u croisement des bassins versants de la Seine, de la Loire et du Rhône, à proximité des sources de l'Yonne.** Idéalement situé au cœur de son territoire, il a été choisi à la fin du II^e^ siècle avant J.-C. par **le peuple éduen** pour **fonder sa capitale, Bibracte**, entre plaines et montagnes, monumental à l'approche et accessible de toute part, facilement fortifiable et offrant eau et matières premières à proximité.

La **discrétion première** du mont Beuvray cache en réalité depuis son sommet des **panoramas exceptionnels**, en particulier en direction du sud et de l'est, avec des profondeurs de champ allant jusqu'au mont Blanc ou au Puy de Dôme. Il est à ce titre **le seul site à l'échelle du Massif du Morvan offrant des points de vue d'une telle ampleur. L'absence de grandes sources lumineuses visibles** depuis le site permet d'offrir des ciels étoilés de grande qualité, avec un **« silence nocturne »** particulièrement caractéristique et unique.

Après son **abandon au début de notre ère au profit de la ville nouvelle d'*Augustodunum* (Autun)**, Bibracte est redécouvert au XIX^e^ siècle, **caché sous une forêt séculaire**. Le projet d'étude archéologique et de mise en valeur développé depuis lors révèle progressivement les traces de cette ancienne ville active de plusieurs milliers d'habitants qui est un **témoignage unique des premiers temps de la romanisation de la Gaule.**

La mise en valeur du site passe par une **ouverture paysagère progressive des espaces** qui révèle les traces de l'occupation humaine dans toute l'ampleur d'une ville fortifiée de 200 ha et les liens du site au grand paysage environnant. Les formes torturées des « queules », hêtres aux formes tourmentées signalant d'anciennes haies plessées, présents sur l'ensemble de l'ancien *oppidum*, contribuent aussi à évoquer la **stratification du temps et des usages**, dans des ambiances ouvertes aux imaginaires individuels et collectifs.

Bibracte – Mont-Beuvray, site dont la profondeur historique témoigne de manière unique des premiers temps de la rencontre des Gaulois et des Romains, est aussi le support d'un **attachement symbolique** fort qui **se maintient à travers les âges** et qui se cristallise dans un premier temps autour de la **valeur tactique et militaire du site**, pour ensuite se révéler davantage aujourd'hui autour d'une **dimension contemplative**.

Lieu de rassemblement avec une **fréquentation continue à travers le temps**, il offre aujourd'hui à **voir, lire et comprendre des paysages ruraux préservés, aux formes douces et arrondies, sans altération majeure.** Les rapports d'échelle entre les éléments constitutifs du paysage actuellement lisibles depuis le site sont respectés et inchangés depuis les Gaulois, offrant ainsi une **perception conforme à celle que pouvaient avoir les fondateurs de l'ancienne capitale éduenne.**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

lien existant entre le paysage et la valeur tactique et militaire du Mont Beuvray au temps des Éduens, qui permet ici de fonder les principes de perception large et profonde des paysages depuis les sommets du mont Beuvray comme un élément constitutif d'une stratégie de défense de la ville de Bibracte, et d'avancer l'idée que **les panoramas paysagers aujourd'hui visibles et appréciés pour leur dimension esthétique sont directement associés à la notion de paysages défendus au temps des Éduens**. Il explique ainsi comment cette valeur défensive s'est progressivement transformée en valeur esthétique, mêlant aujourd'hui **approche contemplative et expérience renouvelée de l'esthétique du sublime.**

LE SOCLE GÉOGRAPHIQUE ET GÉOMORPHOLOGIQUE COMME MATRICE DE LA VALEUR MILITAIRE DU SITE

Le mont Beuvray se situe à l'extrémité sud du massif du Morvan. Avec ses 821 m, c'est le troisième point culminant du Morvan après le Haut-Folin (901 m) et le mont Préneley (855 m), mais sa position fait qu'il domine les paysages environnants bien plus que ces deux derniers sommets (ill. 6). En effet, il se présente comme **le mont boisé de haute altitude le plus au sud du Morvan, et comme le dernier îlot de montagne avant l'effacement du relief marqué dans les étendues de collines et de la plaine de l'Arroux.** Ce positionnement géographique lui confère un potentiel stratégique tout particulier du point de vue de la défense des territoires offerts à la vue depuis son sommet : il s'agit d'un bastion avancé permettant la défense des espaces et territoires sous le contrôle visuel que rendent possible son altitude et l'ouverture des paysages de collines et plaines adjacentes.

C'est ce point haut qui a été choisi par les Éduens pour fonder leur capitale, Bibracte. **Le fait que ses arrières soient défendus par le massif montagneux du Morvan et que ce soit le seul mont du Morvan offrant une visibilité sur une très large partie du territoire éduen** ne peut être un hasard d'implantation et constitue certainement un **facteur de choix prépondérant ayant participé à la stratégie défensive de la capitale fortifiée de Bibracte.**

UN CHÂTEAU D'EAU

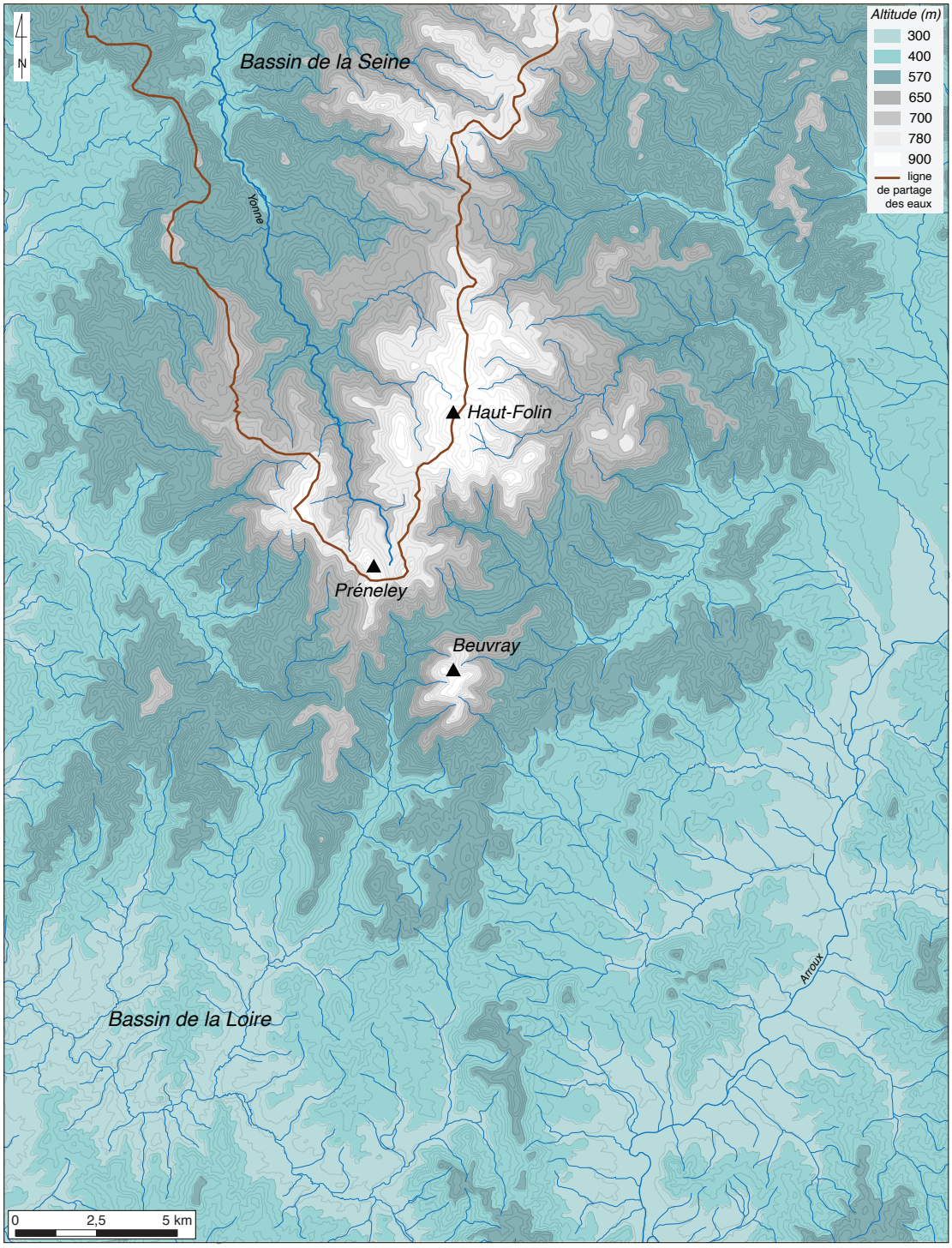
Le mont Beuvray forme, avec les sommets tout proches du mont Préneley et du Haut-Folin, **l'ensemble montagneux de plus haute altitude du Morvan**, nettement séparé du reste du massif par une étroite dépression, la cuvette d'Arleuf. **Situé à la croisée des bassins versants de l'Yonne et de la Loire**, cet ensemble montagneux est le premier obstacle majeur que rencontre l'air humide apporté par les vents d'ouest depuis la façade atlantique ; la pluviométrie y est donc importante (jusqu'à 1800 mm/an sur les sommets). Par son caractère imperméable, le sous-sol cristallin limite l'infiltration profonde des eaux, ce dont résultent de **nombreuses sources** qui ont joué un rôle important dans le développement et l'implantation humaine, de même qu'un **chevelu hydrologique dense** (ill. 7). La ligne de partage des eaux se situe à 4 km au nord du mont Beuvray, sur le site des Sources de l'Yonne qui accueillit d'ailleurs une importante occupation contemporaine de Bibracte.

On doit aussi noter que **la nature du sous-sol ne permet pas le stockage de la ressource en eau**, ce qui conduit rapidement à des problèmes quand la sécheresse se prolonge : pénurie pour les humains, le bétail, mais aussi la forêt.



6. Point de vue vers le sud depuis le belvédère de la Chaume, sur le sommet du mont Beuvray (cliché Bibracte/A. Maillier 2014, n° 99 437).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



7. Carte physique du Morvan des Sommets.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

LE CONTEXTE PAYSAGER : UN DIPTYQUE ASSOCIANT FORÊT ET BOCAGE (ill. 8, 9, 10)

Le couvert forestier a depuis longtemps constitué un moyen de valoriser les terres pauvres du Haut-Morvan, notamment par l'industrie du flottage qui a alimenté Paris en combustible pendant quatre siècles. Le phénomène s'est fortement intensifié tout au long du XX[e] siècle, avec **le doublement de l'emprise de la forêt** à l'échelle du massif du Morvan. Aujourd'hui, elle constitue une **composante majeure dans la structuration des paysages du Morvan et du site de Bibracte – Mont-Beuvray en particulier.**

La **forêt est omniprésente dans la partie montagneuse du territoire, avec la juxtaposition tranchée de boisements de feuillus et de résineux**. Ces derniers résultent de plantations effectuées depuis le milieu du XX[e] siècle au détriment de terrains agricoles ou par conversion de parcelles qui avaient préservé leur hêtraie climacique. Représentant une grosse moitié de l'espace forestier, ils marquent fortement le paysage par leur forme géométrique, leur couleur persistante et uniforme et les coupes rases qu'induit le mode de gestion dit « *en forêt régulière* » largement dominant dans le Morvan. Qui plus est, on assiste à l'accélération des coupes rases, à l'heure où de nombreuses plantations arrivent à maturité et où les sécheresses et canicules répétées ont conduit en moins de trois ans à l'anéantissement des peuplements d'épicéa, y compris dans l'emprise du site classé du mont Beuvray, où ils occupaient plus de 10 % de l'espace forestier. L'impact fort des peuplements résineux et de leur mode d'exploitation sur le paysage et la biodiversité se solde par **une acceptation sociale de plus en plus problématique**, dont les médias se font largement l'écho.

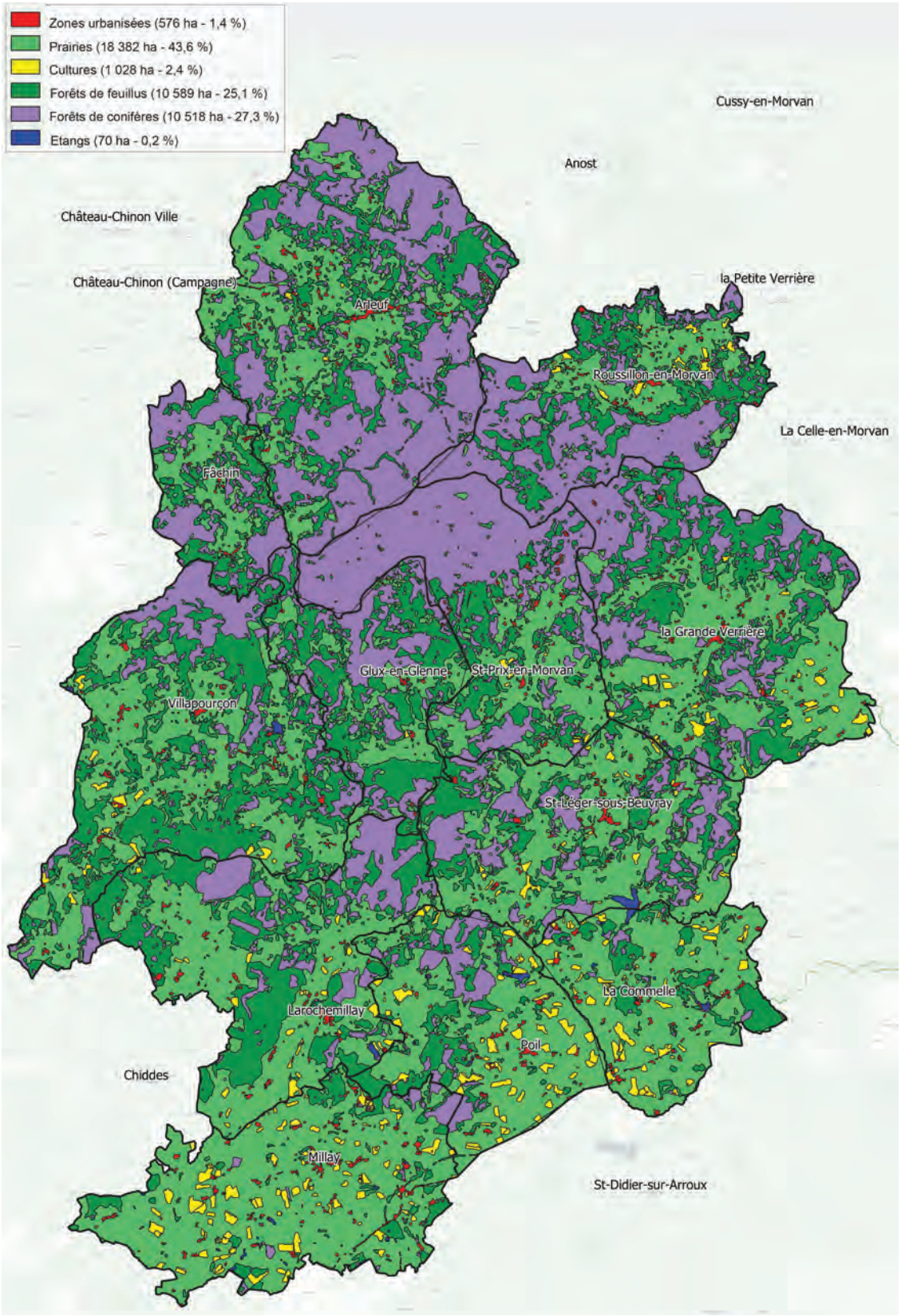
Dans la partie montagneuse du territoire, l'activité agricole – en l'occurrence presque exclusivement limitée à l'élevage bovin allaitant – **se cantonne à des clairières** souvent centrées sur les villages, ainsi qu'aux parcelles ni trop pentues, ni trop hydromorphes, qui peuvent être entretenues avec des moyens mécaniques. On constate ainsi la disparition progressive des pâturages isolés, comme ceux situés dans les fonds de vallons, qui contribuent fortement à la lisibilité du paysage (*cf. infra*, ill. 13).

En opposition avec ce paysage forestier, **celui qui s'étend au pied du Beuvray en direction du sud et de l'est est marqué par une très forte prégnance des activités agricoles.** Dans cet espace s'étend un **paysage de piémont bocager** adossé sur le relief.



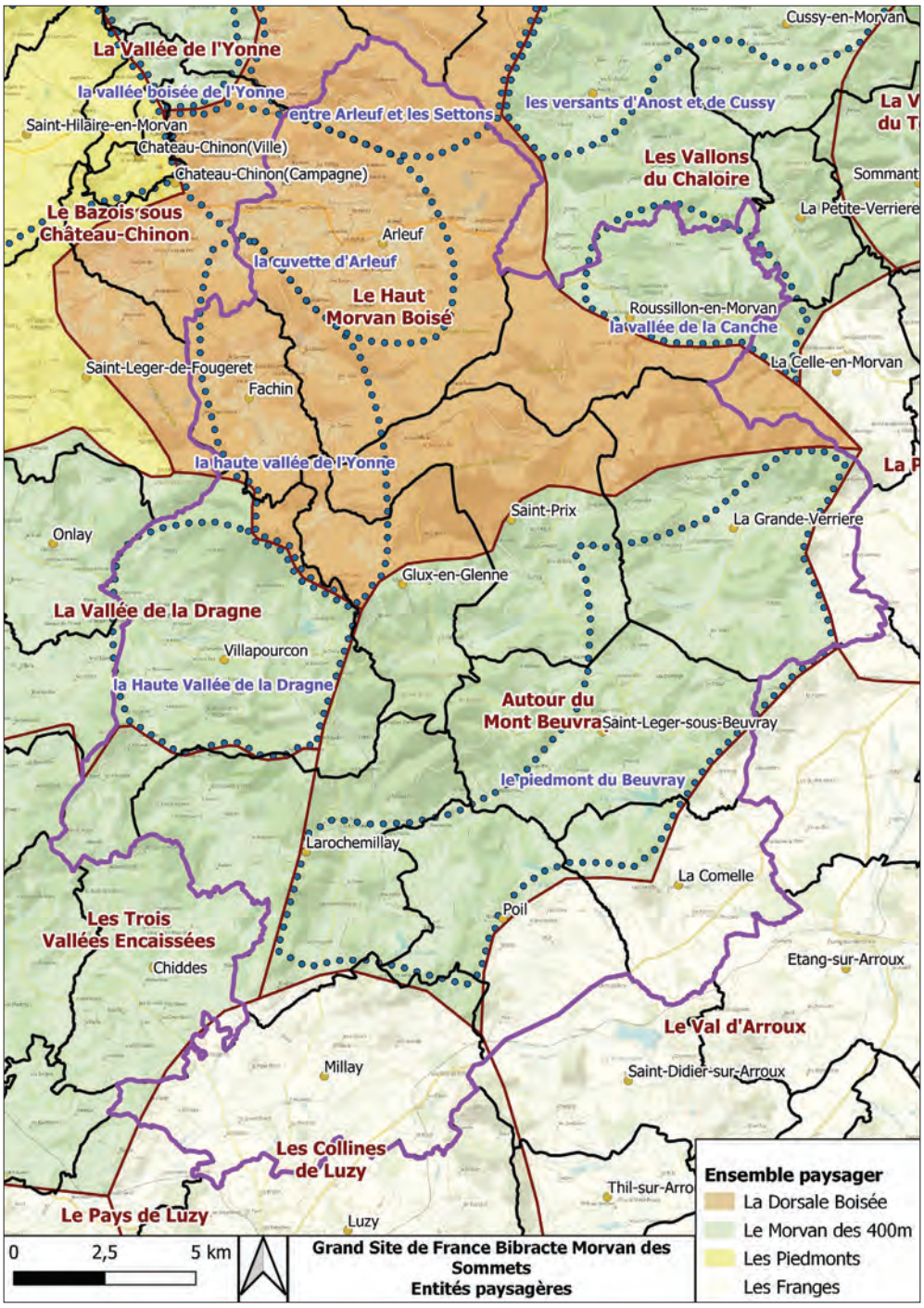
8. Différentes ambiances paysagères aux abords du mont Beuvray (cliché Bibracte/A. Maillier 2011, n° 87665 ; 2009 , n° 78831).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



9. Carte d'occupation des sols du territoire de projet du GSF (base Theia-OSO, données terrain de 2019).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



*10. Carte des unités paysagères du territoire de projet du GSF selon l'*Atlas des Paysages du Morvan, *superposé au nouveau territoire de projet proposé pour la démarche GSF (doc. PNRM).*

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

L'élevage bovin y est largement dominant. Dans ce territoire ayant peu subi le remembrement, le système bocager est encore très présent, avec tout un cortège de motifs paysagers associés : **haies, arbres remarquables isolés, fermes isolées et nombreux hameaux.** Ce territoire de piémont bocager n'est pas encore marqué par la déprise agricole. Il présente un aspect soigné et est ponctué de **nombreux châteaux accompagnés de vastes domaines qui comprennent souvent un étang et des structures arborées monumentales** qui les signalent dans ce paysage plus ouvert.

LE TERRITOIRE SOUS L'ANGLE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Démographie (ill. 11)

Le territoire des douze communes proposées comme assise à la démarche GSF est résolument rural. Il totalise une population de 3800 habitants sur une surface de 420 km², soit une densité moyenne de 9 habitants par km². La densité est plus faible dans les communes de montagne (4 hab./km² à Glux-en-Glenne) ; elle est un peu plus forte en piémont, sans jamais dépasser 12 hab./km². L'ensemble du territoire subit une baisse démographique continue depuis la fin du XIXe siècle : sa population était cinq fois plus importante à cette époque.

Ces douze communes rurales s'appuient sur les services des villes et bourgs qui l'encadrent, surtout Autun, « *pôle d'équipement supérieur* » de 13000 habitants, plus modestement Château-Chinon, Moulins-Engilbert, Luzy, et Étang-sur-Arroux, « *pôles d'équipement intermédiaires* » qui totalisent chacun entre 1500 et 2000 habitants.

Agriculture et élevage (ill. 12-13)

Le secteur agricole voit une réduction de 10 % du nombre d'exploitations par décennie, qui s'accompagne d'une réduction accrue de la main-d'œuvre du fait de la mécanisation. Cette baisse est compensée par l'extension de la taille des exploitations, qui est passée d'environ 35 ha à 106 ha de 1970 à 2016 (moyenne des 45 exploitations enquêtées sur le territoire du GSF), en même temps que s'est généralisé le modèle d'élevage de « *vaches allaitantes* » qui consiste à produire des veaux maigres de race charolaise destinés à être engraissés en dehors du territoire (le plus souvent en Italie).

Communes	N° INSEE	Surface (km²)	Effectif de la population		Densité de population	
			2018	1891	2018	1891
Arleuf	58010	59,77	716	2 647	12,0	44,3
Fâchin	58111	13,88	108	644	7,8	46,4
Glux-en-Glenne	58128	22,06	92	802	4,2	36,4
La Comelle	71142	22,73	232	983	10,2	43,2
La Grande Verrière	71223	46,54	565	1 997	12,1	42,9
Larochemillay	58140	41,15	231	1 640	5,6	39,9
Millay	58168	37,55	443	1 633	11,8	43,5
Poil	58211	27,02	142	940	5,3	34,8
Roussillon-en-Morvan	71376	30,59	273	1 519	8,9	49,7
Saint-Léger-sous-Beuvray	71440	34,97	375	1 868	10,7	53,4
Saint-Prix	71472	34,14	213	1 102	6,2	32,3
Villapourçon	58309	50,43	411	3 075	8,1	61,0
TOTAL		**420,83**	**3 801**	**18 850**	**9,0**	**44,8**

11. Population des douze communes concernées par la démarche GSF (valeurs 2018, d'après l'INSEE) et évolution de la population sur l'ensemble du territoire concerné depuis la fin du XIXe siècle.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

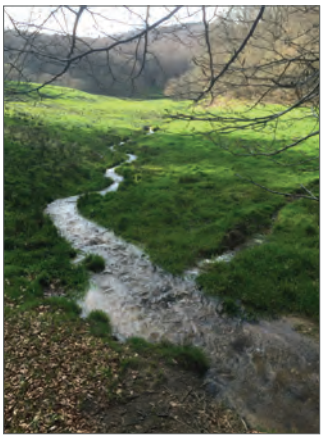
Ce système de production monolithique, peu créateur de valeur ajoutée, est aujourd'hui remis en question, notamment par la réduction, sans doute durable, du marché de la viande. On constate aussi que l'agrandissement des exploitations, qui seul permettait le maintien du revenu dans ce modèle agricole (ce à quoi participait substantiellement la perception de primes plus importantes assises sur la superficie des exploitations et/ou l'effectif du cheptel), n'est plus possible dans la partie montagneuse du territoire. En effet, les gains de productivité dus à la mécanisation ont atteint leur limite, alors que la main-d'œuvre de chaque exploitation est généralement réduite à une seule paire de bras. On doit toutefois noter que ce mode d'exploitation extensif est favorable à la biodiversité des prairies et de leurs annexes bocagères.

On constate depuis peu une augmentation des projets d'installation « *alternatifs* » au modèle de l'élevage de vaches allaitantes. Ces projets qui sont plus souvent portés par des personnes de sensibilité écologiste, rencontrent le souhait de plus en plus fortement affiché par la population (ou du moins par la part de la population de même sensibilité) de pouvoir s'approvisionner auprès de producteurs locaux de produits « *sains* ». De telles exploitations demeurent néanmoins secondaires par leur effectif (8 sur les 45 exploitations qui ont fait l'objet de notre enquête agricole de 2016), et encore plus par les surfaces agricoles concernées et le chiffre d'affaires, mais leur nombre est en nette croissance : il a doublé entre 2016 et 2021. Cette tendance porteuse d'espoir doit absolument être accompagnée avec détermination dans les années à venir.

Sylviculture

Traditionnellement, la filière bois est totalement déconnectée de l'économie agricole dans le Morvan, au sens où elle est le fait d'une catégorie différente d'acteurs. Sur le territoire du GSF et plus généralement sur celui du Morvan, il s'agit uniquement de la partie amont de la filière, correspondant à la sylviculture et à l'exploitation, l'industrie de première transformation, et à plus forte raison la deuxième transformation, étant très peu présentes. Somme toute, on a affaire, comme pour le système d'élevage de vaches allaitantes, à une économie dont l'essentiel de la valeur ajoutée est produit en dehors du territoire, en région, voire au-delà.

Le système de production forestière qui a actuellement cours dans le Morvan est le fruit d'une histoire longue. Du XVI^{e} au XIX^{e} siècle, la hêtraie a été surexploitée pour fournir le bois de chauffage de Paris, qui y était acheminé par flottage sur l'Yonne – et, déjà, la valeur ajoutée de cette activité était captée par des négociants qui en faisaient très peu profiter le Morvan. De cette époque, le Morvan a hérité de peuplements forestiers de très faible valeur sylvicole. La plantation de résineux, et tout particulièrement du douglas, s'est avérée être une alternative économiquement très intéressante, qui a été fortement promue par le Fonds forestier national (FFN) à partir des années 1950. La conduite des parcelles en peuplements monospécifiques réguliers permet également une simplification de l'exploitation, aujourd'hui presque intégralement mécanisée. Enfin, ce mode de gestion est le seul qui permet de préserver un revenu



Petite clairière à Glux-en-Glenne.



Clairière agricole à Villapourçon.

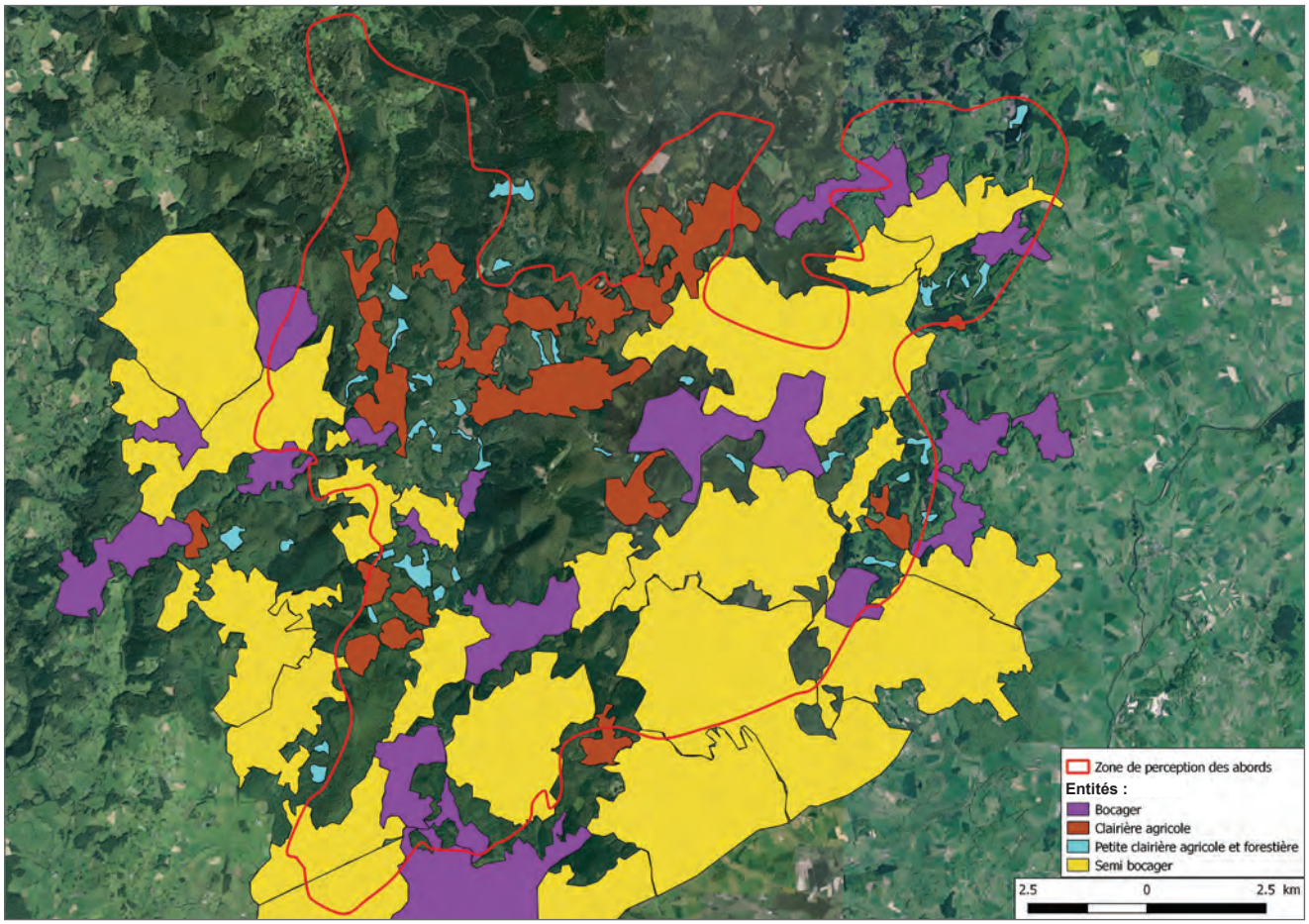


Paysage bocager et semi-bocager à Saint-Léger-sous-Beuvray.

I 2. Différents types de paysage agricole du territoire de projet du GSF (clichés Cl. Chazelle).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

	Description	Enjeux paysagers
Petite Clairière	• Échelle de un à deux îlots. • Prairies insérées dans des boisements sur au moins trois côtés.	• Maintien des pratiques agricoles à l'échelle de l'îlot pour qu'il conserve sa place dans le système fourrager. • Contraintes et pratiques d'entretien.
Clairière agricole	• Échelle de une à deux exploitations. • Espaces entourés de boisements proches.	• Pérennité des exploitations. • Contraintes et pratiques d'entretien.
Bocage	• Densité de structures paysagères à l'échelle de deux à trois îlots. • Haies, bosquets de différents types.	• Gestion et entretien du bocage, en tant qu'élément structurant le paysage. • Liens entre structures paysagères et surfaces foncières agricoles.
Semi-bocage	• Paysage très ouvert, parfois structuré de haies et d'arbres soulignant des chemins, talus, ruisseaux.	• Gestion et entretien du bocage, en tant qu'élément structurant le paysage. • Pratiques agricoles entre prairies et cultures.



I 3. Les différentes catégories de parcelles agricoles, dans leur relation au paysage, dans la partie sud du territoire de projet du GSF (doc. ITEM/Cl. Janin).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

pour les nombreuses petites propriétés forestières issues de la déprise agricole, en raison du faible investissement technique qu'il mobilise. Plusieurs facteurs devraient néanmoins conduire à remettre en cause ces pratiques au profit d'une gestion plus respectueuse de la nature et des paysages. Outre l'acceptation sociale problématique et l'urgence de mieux préserver la biodiversité, on constate en effet que les exploitations en coupe rase par rotation courte comme cela se pratique en Morvan (40 à 50 ans) épuisent rapidement les sols, mais aussi que les peuplements monospécifiques sont bien plus vulnérables aux crises sanitaires, telle la crise du scolyte de l'épicéa, et encore que la régénération d'une parcelle forestière à partir d'une coupe rase est beaucoup plus délicate dans la période de sécheresses répétées que nous traversons.

La structure de la propriété est le reflet de cette longue histoire. Elle se décompose en quatre catégories, à l'instar de l'ensemble de la forêt morvandelle, comme l'a confirmé notre enquête de 2017 sur la propriété et les propriétaires forestiers portant sur 6 000 ha sur et aux abords des trois sommets du Beuvray, du Préneley et du Haut-Folin (A28) :

- des propriétés publiques, qui sont pour moitié des forêts domaniales issues du domaine royal, comme la forêt de Saint-Prix, pour moitié des acquisitions récentes de l'État ou des collectivités (dans l'emprise des sites classés du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley), avec des orientations de gestion variable, à dominante paysagère ou productive ;
- des propriétés privées, généralement étendues, qui sont détenues par la même famille depuis de nombreuses générations, et qui font l'objet d'une gestion orientée à la fois vers la valorisation économique du patrimoine et, dans une mesure variable, la préservation de la qualité paysagère ;
- des propriétés privées étendues qui ont été acquises dans les décennies passées par des propriétaires institutionnels (Caisse des Dépôts, banques, compagnies d'assurances…), avec des objectifs de gestion attentifs au rendement économique de court ou moyen terme de l'investissement ;
- à l'autre bout de l'échelle, des micropropriétés généralement issues d'anciennes propriétés agricoles, qui sont souvent détenues par des personnes disposant de peu d'expertise dans le domaine et qui sont peu ou pas gérées.

À ces catégories inscrites dans l'histoire, on peut ajouter l'apparition récente d'une cinquième, représentée localement par le Groupement forestier pour la sauvegarde des feuillus du Morvan (GFSFM) fondé en 2003, qui mobilise de nombreux petits actionnaires pour acquérir des forêts (plus de 350 ha, dont 59 ha dans l'emprise des douze communes qui nous concernent) et mettre en œuvre la méthode ProSylva pour montrer la possibilité d'un mode de gestion plus respectueux des paysages et de la nature.

Par ailleurs, l'impact déjà spectaculaire du changement climatique, allié à la prise de conscience de la diversité des services attendus de la forêt, se traduit par une réorientation généralisée des objectifs de gestion, toutes catégories de propriétaires confondues.

Tourisme, économie présentielle et services (ill. 14)

Ce volet de l'économie, qui inclut l'accueil touristique, est le troisième pan de l'économie locale. En matière d'attractivité et de services, le territoire des douze communes qui nous concerne n'est évidemment pas autonome. Le Morvan bénéficie d'un fort attachement de la part de ses habitants, qui s'explique par son caractère « insulaire » de montagne de granite au sein de la Bourgogne calcaire. À ce titre, le Morvan est aussi identifié comme une composante verte essentielle de la marque Bourgogne du Comité régional du Tourisme de Bourgogne-Franche-Comté. Le Sud-Morvan profite aussi de l'image patrimoniale forte de Bibracte, qui est partagée avec Autun, les deux sites étant liés par l'Histoire. En 2013, le PNRM et ses partenaires de la filière touristique avaient décidé de subdiviser le territoire du massif du Morvan en trois zones en fonction de leurs caractéristiques géographiques, afin de pouvoir communiquer de façon plus ciblée sur chacune d'entre elles, notamment à l'échelle locale et régionale. Le mont Beuvray est ainsi devenu le centre d'une zone alors désignée comme le "Morvan des Sommets", soit *grosso modo* un triangle dont les sommets sont Autun, Château-Chinon et Luzy. La dynamique qu'avait permise cette initiative doit néanmoins être relancée, après avoir pâti de la disparition des moyens que le PNRM lui avait alloués.

En matière de services, nos douze communes rurales s'appuient sur la ville d'Autun, et plus modestement sur les bourgs de Château-Chinon et Luzy, où se concentre l'offre hôtelière traditionnelle.

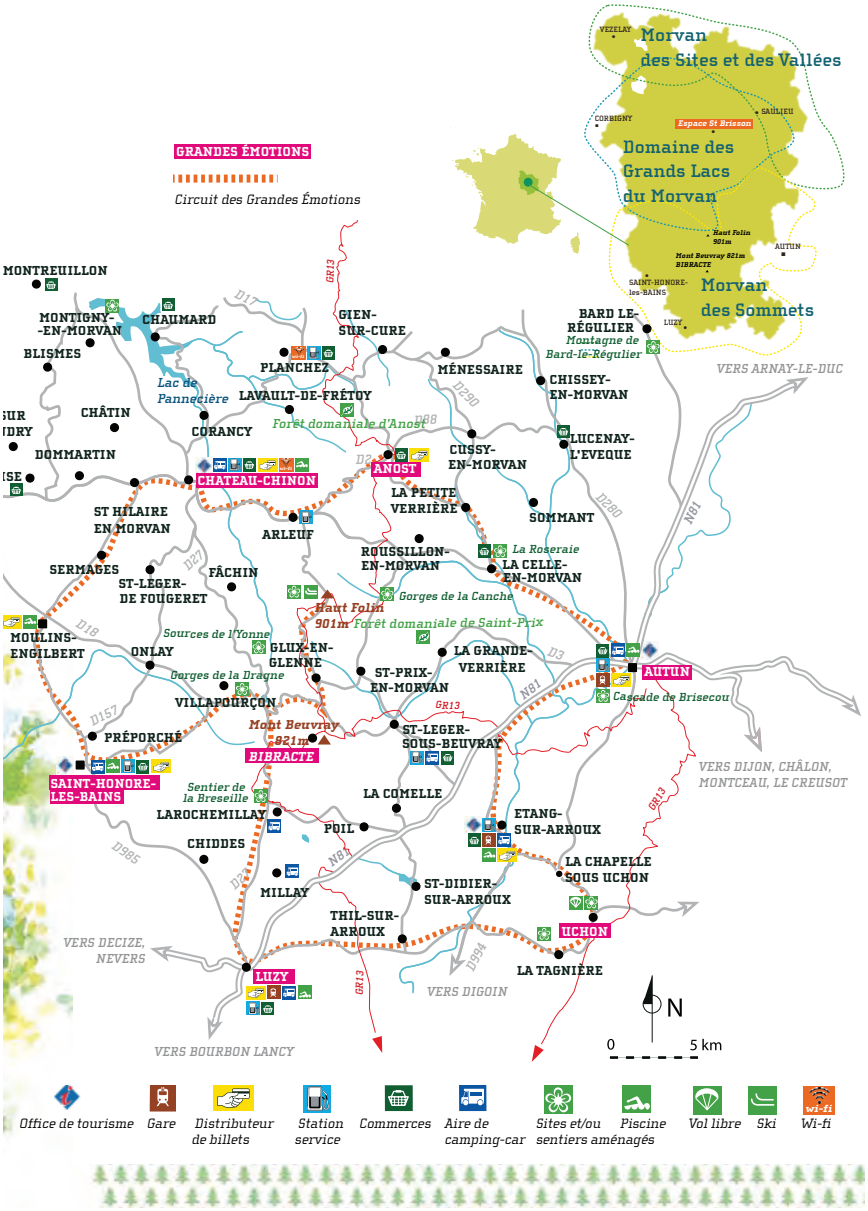
Une proportion importante des habitations des douze communes sont des résidences secondaires (1 600 sur les douze communes en 2012 ; source INSEE), dont une part est aujourd'hui disponible sur le marché touristique par le biais de la nouvelle économie (et plus précisément via AirBnb). L'offre hôtelière traditionnelle y est très modeste (deux hôtels seulement, à La Grande-Verrière et Saint-Léger-sous-Beuvray), mais l'offre alternative (campings, gîtes et chambres d'hôtes) s'est fortement développée et diversifiée depuis deux décennies. Elle se monte aujourd'hui environ 630 lits et une centaine d'emplacements de campings.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

L'enquête menée en 2018 et 2019 auprès des visiteurs de Bibracte (A53) montre que l'activité touristique du territoire est pour l'essentiel une activité de séjour, avec une durée de séjour de plus d'une semaine et l'utilisation nettement majoritaire (80 %) d'hébergements marchands. Il s'agit typiquement d'un tourisme familial soucieux d'échapper à la foule et attiré par le caractère préservé du territoire. Les services nécessaires à ce type de clientèle (circuits de randonnée, matériel sportif disponible à la location, maillage de points de ravitaillement pour les randonneurs) demeurent encore largement à renforcer.

Un phénomène nouveau qui n'est pas encore quantifiable est l'attractivité résidentielle du territoire, avec un bond spectaculaire des achats immobiliers depuis le printemps 2020 dans le contexte de la pandémie, qui a permis de renouer avec la forte activité qu'avait connu le marché de l'immobilier avant la crise de 2008.

Signalons enfin que le territoire est fortement handicapé par l'absence totale d'une offre structurée de transport depuis les gares les plus proches (gare du Creusot TGV sur la ligne Paris-Lyon, gares d'Étang-sur-Arroux et Luzy sur la ligne Dijon-Nevers).



14. L'offre touristique et les services sur le territoire du GSF de Bibracte – Morvan des Sommets et à ses abords (doc. PNRM 2013).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Bilan détaillé de la période de labellisation 2014-2020

MÉTHODE

Cette partie est consacrée au **bilan des actions** menées sur le Grand Site de France de Bibracte – Mont-Beuvray sur la période de labellisation 2014-2019 (étendue à 2020 et 2021). Elle s'appuie sur **les ressources documentaires réunies par les gestionnaires du site, ainsi que sur des entretiens conduits par Sonia Fontaine et Fabien Reix auprès des différentes parties prenantes de la démarche GSF, des acteurs associatifs et des élus locaux.** Ces entretiens avaient pour but d'approfondir la compréhension des logiques partenariales à l'œuvre sur le territoire et de procéder à l'évaluation des objectifs fixés lors du dépôt du précédent dossier de labellisation. Ce bilan s'appuie également sur **l'analyse des riches échanges qui ont eu lieu à l'occasion des auditions menées en septembre 2020 par un groupe d'experts extérieurs** (*cf. infra*, p. 69).

Les actions sont évaluées au regard des objectifs fixés pour cette même période de labellisation et des sous-objectifs opérationnels. Par ailleurs, les principaux documents de référence sont disponibles dans leur version originale en annexe.

RAPPEL DE LA STRATÉGIE ET DES OBJECTIFS FIXÉS POUR LA PÉRIODE 2014-2019

Après une première labellisation sur la période 2008-2013 limitée au domaine géré par BIBRACTE, du fait de sa délégation de gestion foncière par l'État et le PNRM d'une partie du site classé (968 ha sur les 1478 ha du site classé), le renouvellement du label pour la période 2014-2019 a vu le territoire modestement élargi à l'ensemble du site classé, avec des ambitions revues à la hausse. Ce deuxième cycle de labellisation a ainsi été subordonné à cinq objectifs, inscrits dans la « *Déclaration d'engagement* » signée par les porteurs de la démarche : deux **objectifs de gestion**, du cœur de site (Objectif 1) et de sa périphérie (Objectif 2) en relation avec la définition d'un périmètre de projet élargi ; un **objectif de méthode**, participative (Objectif 4) ; et deux **objectifs institutionnels**, d'ajustement des sites classés (Objectif 3) et de partage de la gouvernance (Objectif 5).

Les actions associées à chaque objectif ont globalement été atteintes, voire dépassées (ill. 15), comme on va l'exposer dans les pages qui suivent.

Dans le contexte particulier d'un territoire de moyenne montagne, **un des risques majeurs serait de laisser les paysages continuer à se refermer**, par défaut d'entretien des parcelles peu accessibles comme les fonds de vallons encaissés et par abandon progressif de leur usage agricole au profit de la forêt. *In fine*, **cette évolution pourrait conduire à une déstructuration des paysages des vallons ou des grands espaces agricoles bocagers, et à la simplification des paysages et des différents milieux**.

Le deuxième grand champ d'intervention visait à **mieux impliquer la population locale et ses élus**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

	OBJECTIF 1 : Gérer le cœur de site dans la continuité des actions développées depuis 2008
OBJECTIF ATTEINT	**action 1.1 :** poursuivre la mise en œuvre du plan de gestion paysagère et l'exploitation forestière dans le cadre des documents d'objectif existants
OBJECTIF ATTEINT	**action 1.2 :** poursuivre la reconnaissance de l'histoire du site par des recherches archéologiques, conformément aux modalités du programme de recherche.
OBJECTIF LARGEMENT ATTEINT	**action 1.3 :** parachever les travaux menés entre 2007 et 2013 sur le site et au musée qui constitue la porte d'entrée du site, conformément au schéma directeur établi en 2011.
OBJECTIF LARGEMENT ATTEINT	**action 1.4 :** maintenir une offre culturelle diversifiée ménageant une place significative à la création artistique, en s'appuyant sur des partenariats et en mutualisant les projets avec d'autres établissements.
OBJECTIF REFORMULÉ	**action 1.5 :** diversifier les ressources budgétaires en valorisant l'expérience acquise par BIBRACTE en matière de gestion intégrée de sites patrimoniaux.
OBJECTIF LARGEMENT ATTEINT	**action 1.6 :** contribuer à la notoriété du label GSF et à la vie du réseau des Grands Sites de France.
	OBJECTIF 2 : S'assurer du devenir de la périphérie du site
DÉMARCHE EN COURS	**action 2.1 :** mettre en place un cadre de concertation local en cohérence avec celui existant au titre de Natura 2000, intégrant les enjeux agricoles, forestiers et architecturaux.
OBJECTIF ATTEINT	**action 2.2 :** élaborer un plan de Paysage à l'échelle de la zone tampon et assurer son suivi avec un comité de pilotage ad hoc.
DÉMARCHE EN COURS	**action 2.3 :** s'appuyer sur des expériences positives au niveau local pour diversifier les exploitations agricoles, notamment dans les domaines de l'élevage ovin et de l'agrotourisme.
DÉMARCHE EN COURS	**action 2.4 :** développer toute mesure possible pour favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs.
	OBJECTIF 3 : Élargir le Grand Site de France au site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne
DÉMARCHE EN COURS	**action 3.1 :** impliquer dès à présent les opérateurs publics et privés du site du mont Préneley – Sources de l'Yonne dans la démarche Grand Site du mont Beuvray
OBJECTIF ATTEINT	**action 3.2 :** évaluer à l'horizon de 6 ans les atouts et difficultés d'un tel projet, notamment en matière réglementaire (fusion des deux sites classés impliquant une extension de l'aire protégée)
OBJECTIF DEVENU SANS OBJET	**action 3.3 :** mettre en débat le projet à l'échelon local et, le cas échéant, exposer le mode opératoire et le calendrier de l'élargissement dans le dossier de renouvellement du label qui sera déposé en 2019
	OBJECTIF 4 : Mobiliser les élus et la population locale à la démarche Grand Site de France
OBJECTIF ATTEINT	**action 4.1 :** mener une recherche structurante et mobilisatrice pour comprendre et valoriser les modes d'attachement des habitants au territoire du Grand Site.
OBJECTIF ATTEINT	**action 4.2 :** mettre en œuvre un programme éducatif et d'animation du territoire du Grand Site afin d'en promouvoir la démarche auprès des habitants et notamment auprès du jeune public.
DÉMARCHE EN COURS	**action 4.3 :** renforcer et structurer l'offre touristique de pleine nature à l'échelle du Haut-Morvan.
OBJECTIF ATTEINT	**action 4.4 :** évaluer les performances de la démarche.
	OBJECTIF 5 : Partager la gouvernance du Grand Site de France
OBJECTIF LARGEMENT ATTEINT	**action 5.1 :** mettre en œuvre la convention de partenariat EPCC-PNRM signée en 2013, qui fixe la répartition des responsabilités de chacun des deux partenaires.

15. Récapitulatif des actions conduites entre 2014 et 2021, avec l'indication de leur degré de réalisation.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

dans le projet territorial du GSF, la démarche d'appropriation devant être facilitée et permise par un élargissement du périmètre de projet du Grand Site au-delà des trois communes sur lesquelles s'étend le site classé, afin d'intégrer son écrin paysager.

Pour remplir ces ambitions, la mise en place d'une nouvelle gouvernance devait permettre de mobiliser plus largement les acteurs du territoire, au travers notamment de conventions partenariales.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE DES SITES, PERSPECTIVES ET PAYSAGES DE NOVEMBRE 2013

Même si ce rapport (A3) émet des réserves sur la capacité des diverses actions proposées dans le domaine de la gestion des paysages forestiers et agricoles à résoudre la question de l'entretien du paysage, de la déprise agricole ou de la fermeture des milieux et paysages, il précise toutefois que ces actions « *vont dans le bon sens* » et qu'elles sont cohérentes face aux problématiques et enjeux posés.

Le rapport revient sur le fait que **l'élargissement de la** « *base [territoriale] où s'applique le label est une condition importante pour que l'exploitation du site de Bibracte ne soit pas un corps étranger dans le territoire et pour éviter la fermeture du paysage grâce aux pratiques agricoles*. » Pour cela, il est rappelé que l'objectif 2 visant à s'assurer du devenir de la périphérie du site ne pourra être correctement mis en œuvre que si les modalités d'association des territoires et de leurs habitants permettent une véritable mobilisation locale autour du projet porté par le Grand Site. À ce titre, la démarche de recherche d'anthropologie narrative qui était proposée a été considérée comme un moyen potentiellement efficace permettant de créer du lien entre le cœur de site et sa périphérie, de même qu'entre les scientifiques et les habitants.

Toutefois, la mobilisation des acteurs à l'échelle du site et de la zone tampon proposée étant jugée très ambitieuse pour cette étape, le rapport estimait qu'elle devait s'inscrire dans une temporalité plus longue que celle du cycle de labellisation 2014-2019.

Concernant l'élargissement du territoire de projet, le rapport souligne qu'« *il semble logique que l'élargissement de la base géographique du Grand Site de Bibracte intègre le site du mont Préneley. Par contre le classement au titre des sites des parcelles interstitielles ne semble pas une mesure indispensable pour la mise en place d'une gouvernance commune avec les collectivités et les propriétaires concernés*. » Il précise également que « *pour le territoire du Haut-Folin qui ne bénéficie d'aucune protection à cette étape, son association semble moins légitime faute de particularités paysagères ou historiques (hormis l'altitude) qui justifieraient une protection et une gestion particulière*. » Ces constats obligeront à revenir, dans le présent dossier, **sur l'explication de la pertinence des choix effectués** pour définir le périmètre de projet GSF pour la nouvelle période de labellisation, d'autant que le rapport ajoute que la réflexion relative à l'élargissement du territoire de projet « *doit être préparée, mais en vue d'actions et d'une mise en œuvre effective à l'échéance d'un prochain renouvellement*. »

Concernant la gouvernance de la démarche, le rapport rappelle qu'« *il est indispensable que les nouveaux partenaires à mobiliser (les communes, les propriétaires, les agriculteurs) puissent être représentés et écoutés dans des lieux où se décide la politique du Grand Site, quelle que soit l'appellation de ces lieux : l'équipe doit être vigilante sur cette représentation et sur l'écoute qui sera consacrée à ces nouveaux partenaires*. » La mesure des progrès réalisés dans ce domaine devra donc être explicitée dans le bilan des actions.

En conclusion, l'ensemble des remarques du rapport de 2013 poussait à poursuivre les actions engagées et à mettre en place de nouvelles actions ciblées, afin d'atteindre les différents objectifs énoncés pour la période de labellisation 2014-2019, avec une **attention accrue portée à la question de la mobilisation des acteurs et habitants du territoire**, mais en priorité dans le cadre de ce cycle de labellisation, sur le site classé et sa proche périphérie. Par ailleurs, il était également ajouté qu'une **démarche d'évaluation avec des indicateurs de suivi** des différentes actions pourrait être initiée afin d'une part d'évaluer les « *performances de la démarche* » et d'autre part de « *mesurer les progrès obtenus* ».

OBJECTIF 1 : GÉRER LE CŒUR DE SITE DANS LA CONTINUITÉ DES ACTIONS DÉVELOPPÉES DEPUIS 2008

Par « *cœur de site* », on entend ici, et dans toute la suite du dossier, la partie du site classé gérée par BIBRACTE, soit un territoire forestier de 950 ha. Sur ce total, l'espace où la priorité est donnée à la mise en valeur du patrimoine et à l'accueil du public corres-

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

pond à quelque 250 ha qui comprennent l'ancienne étendue fortifiée de l'*oppidum* de Bibracte et le versant du mont Beuvray situé entre l'*oppidum* et le musée qui joue le rôle de porte d'entrée du site.

Lors de la précédente période de labellisation, l'offre du site et l'amélioration des conditions d'accueil du public avaient été renforcées avec d'une part la **refonte de l'exposition permanente** du musée pour mettre le mont Beuvray au centre de la narration historique et renforcer le lien entre les scientifiques et le grand public, d'autre part le **renforcement du parcours de visite** par des interventions paysagères (ouverture de clairière), la conception d'une signalétique unifiée sur le site, la construction d'un abri sur un des principaux secteurs de fouille et différents travaux de mise en valeur de vestiges.



17. Le dispositif d'aide à la visite "La Boussole de Bibracte" installé à l'été 2020 sur le Mont-Beuvray (conception : Réciproque ; cliché Bibracte/A. Maillier 2021, n° 125441-10)

Sur le site, **le renforcement de l'offre s'est poursuivi à un rythme soutenu** depuis 2014 :

- installation de la signalétique et mise en place, à compter de l'été 2020 d'un dispositif d'accompagnement à la visite disponible sur smartphone, "La Boussole de Bibracte" (ill. 16-17) ;
- achèvement de la mise en valeur des secteurs de fouilles de la Pâture du Couvent et de la *domus* PC1 (ill. 18-19) ;
- conception et mise en œuvre, en 2020-2021, de la mise en valeur du secteur de fouille du Parc aux Chevaux (ensembles PC14 et PC15) et du Theurot de la Roche, à la suite d'importantes découvertes effectuées dans ce secteur au cours de la décénnie 2010 (ill.20) ;
- Reprise intégrale de la restitution de la Porte du Rebout qui avait été créée en 2000 (2021) ;
- Conception et installation d'un nouvel abri de 1 300 m² sur le nouveau chantier de la *domus* PC2 (2020) (ill. 21) ;
- Expérimentation d'une offre de visites guidées dédiée à la découverte de la forêt et de sa gestion.

Ces différents travaux ont permis de rendre plus lisible et intelligible le patrimoine archéologique remarquable du site, en favorisant sa découverte et sa compréhension auprès d'un large public. Ils ont notamment mobilisé les services de l'agence d'architecture MULTIPLE, mandatée à partir de 2018 pour piloter les travaux de mise en valeur de vestiges, de l'agence d'ingénierie T/E/S/S associé à l'architecte Paul Andreu(†) pour la conception du nouvel abri, de l'agence de communication numérique RÉCIPROQUE pour la conception des dispositifs d'aide à la visite et du chantier d'insertion de l'association TREMPLIN pour la mise en valeur des vestiges (aux côtés de diverses entreprises).



16. Le belvédère d'observation installé en 2015 en surplomb de la domus *PC1, sur le Mont-Beuvray (conception : agence Zêlés ; cliché Bibracte/A. Maillier 2015, n°103 189).*

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



18. Site de Bibracte : le secteur de la Pâture du Couvent à l'issue des travaux de mise en valeur (conception : agence d'architecture CAIRN ; cliché Bibracte/A. Meunier 2020, n° I 25 834).



19. Site de Bibracte : la domus *PC1 à l'issue des travaux de mise en valeur. Au deuxième plan, l'abri installé en 2020 sur le site de la* domus *PC2 (cliché Bibracte/A. Meunier 2021, n° I 28977).*

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



*20. La fouille d'une emprise de 8 000 m² conduite depuis 2010 sur les secteurs PC14/PC15 et du Theurot de la Roche, qui a permis le dégagement d'espaces publics de l'*oppidum *(cliché Bibracte/A. Maillier 2020, n° 127 592).*



21. L'abri de fouille installé en 2020 sur le site de la domus *PC2, sur le Mont-Beuvray (conception : Paul Andreu(†) et agence T/E/S/S ; construction : SMC2 ; cliché Bibracte/A. Maillier 2020, n° 127 592)*

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Au musée, on doit noter quelques interventions sur l'exposition permanente, notamment l'actualisation d'un des principaux dispositifs numériques, *Les archives de la ville*. La programmation culturelle, rythmée par une exposition archéologique annuelle, s'est poursuivie avec régularité. On doit notamment évoquer **l'exposition temporaire** ***Portrait de territoire – Le pays du Beuvray***, présentée au musée durant les saisons (écourtées) 2020 et 2021, qui s'attache à présenter le nouveau territoire de projet de la démarche GSF, en insistant sur les aspects caractéristiques de ce territoire et les défis à relever pour en préserver les qualités, en assumant une physionomie changeante au fil des évolutions socio-économiques et climatiques (A43 ; *cf. infra*, ill. 46). Cette exposition accorde notamment une place importante à **l'observatoire photographique du GSF**, qui a été enrichi en prévision de l'exposition par de nouveaux clichés sur des dizaines de points de vue déjà documentés par des photographies anciennes (cartes postales et archives familiales).

L'accueil d'artistes et écrivains en résidence s'est également poursuivi à un rythme soutenu. Il en est résulté des propositions qui, souvent, engagent un dialogue avec le paysage (ill. 22).

Les plans de relance initiés par l'État et la Région à l'automne 2020 ont également permis d'engager **deux nouveaux projets importants** :

- l'extension de l'abri construit en 2008 sur la Pâture du Couvent, qui permettra de poursuivre la fouille du forum de Bibracte ;
- la création, en sous-sol, d'une nouvelle salle de 270 m² pour les expositions temporaires du musée, et la reconversion de la salle actuelle, de 150 m², en salle polyvalente / auditorium.

Ces deux projets, pilotés respectivement par l'agence T/E/S/S et l'architecte Pierre-Louis Faloci, concepteur du musée, doivent être livrés au printemps 2023 au plus tard.

Durant la période 2014-2019, la fréquentation du musée a crû de façon régulière (ill. 23), avec un nombre de visiteurs enregistrés en billetterie qui est passé de 38 000 à 48 000. Cet accroissement, qui est sans doute la conséquence de l'enrichissement de l'offre du site (refonte de l'exposition permanente ; mise en valeur de vestiges *in situ* ; programme d'activités toujours plus ouvert, y compris sur la thématique « *nature* ») et de la notoriété grandissante du site (ce dont témoigne par exemple le nombre croissant de documentaires TV qui évoquent Bibracte), permet donc d'atteindre le **seuil de 50 000 visiteurs/an que le musée s'était fixé de longue date comme horizon**, tandis que la fréquentation du site,

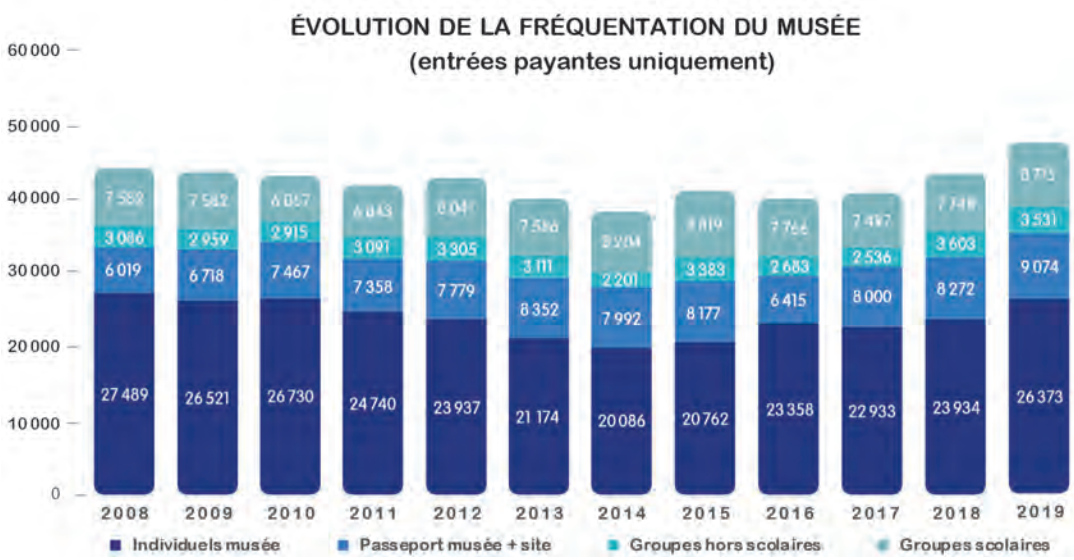


22. Une des installations sonores des artistes Will Menter et Jane Norbury sur le Mont-Beuvray dans le cadre de leur exposition originale Timelines *accueillie en 2017 (cliché Bibracte/A. Maillier 2017).*

en accès libre, reste estimée à un peu moins du double de celle du musée. On constate que **la fréquentation ne pourrait continuer à croître en période estivale sans inconfort pour les visiteurs et dégradation du site**, ce qui pose en des termes nouveaux la question du renforcement de l'attractivité de Bibracte, puisqu'il doit désormais être conduit avec le souci de contrôler les flux de visiteurs en période de forte fréquentation (grands week-ends de printemps et période estivale) et d'étaler la fréquentation en basse saison, notamment durant la période hivernale, en élargissant l'amplitude annuelle d'ouverture du musée (ce qui est prévu à l'horizon de 2023). Étaler la saison touristique est également le souhait du *club slow tourism* créé par BIBRACTE en 2020 : les hébergeurs et prestataires nature du territoire connaissant ce même phénomène de forte fréquentation estivale, ils œuvrent collégialement au sein de ce collectif à renforcer les activités hors saison.

Dans un tout autre domaine, et sans que cela ait été anticipé, on doit noter que **le paysage forestier du mont Beuvray a été fortement impacté par les effets des sécheresses prolongées et des canicules** des années 2018-2020. Il en résulte notamment de

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



23. Evolution du nombre de visiteurs du musée de Bibracte de 2008 à 2019 (A53).

vastes étendues de coupes rases (90 ha) à l'emplacement des anciens peuplements d'épicéa qui ont tous été anéantis (ill. 24). La régénération forestière de ces parcelles, et plus largement l'accompagnement du réchauffement climatique, seront des enjeux préoccupants et prioritaires de la gestion du cœur de site dans les mois et les années à venir.

Les coupes sanitaires rases ont profondément marqué le paysage du site classé, avec pour résultat un état lieux en 2021 qui est nettement différent de celui qui était projeté en 2013, lors du précédent renouvellement du label (ill. 25). On note toutefois que la disparition anticipée de peuplements de résineux accélère la mise en place de clairières qui étaient envisagées à long terme (en contrebas du point de vue de la Chaume et en avant des Grandes Portes). Elle permet également une réorientation des prévisions paysagères sur le versant ouest du Theurot de la Roche.

Enfin, **les animateurs de la démarche ont été particulièrement actifs dans la promotion du label.** En témoignent notamment le nombre et la diversité des interventions effectuées à l'extérieur du territoire, telles que listées dans l'éphéméride (A1). Cela comprend notamment la participation à des actions collectives menées à l'échelle nationale (comme le programme de recherche-action *Paysages Territoires Transitions* animé par la direction de la recherche et de l'innovation du CGEDD) et internationale (comme le programme REFIT : *Resituating Europe's First Towns* ; www.refitproject.com ; Moore *et al.* 2020 = A50), et encore une participation très active à l'animation du pôle international de formation du Réseau des Grands Sites de France (ill. 26-27), dont les sessions sont accueillies tous les deux ans à Bibracte (*www.polepatrimoine.org*) où les stagiaires peuvent prendre connaissance en vraie grandeur d'un exemple d'abouti de gestion intégrée de site patrimonial.

Localement, le label a été promu par l'édition d'un livret dans la nouvelle collection lancée par RGSF en partenariat avec l'éditeur des guides du Petit Fûté (Tabary 2015 = A9) et, simultanément, la conception et la présentation dans trois communes d'une exposition sur panneaux consacrée aux GSF (A4).



24. Exemple d'impact paysager des coupes rases d'épicéa : coupe sur le versant ouest du mont Beuvray, entre le sommet du Theurot de la Roche et le rempart (cliché Bibracte/A. Meunier 2020, n° I 28 990).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



25. Évolution du couvert forestier du mont Beuvray entre 2013 et 2021. Les ouvertures consistent majoritairement à des coupes rases de peuplements d'épicéa affectés par des attaques de scolytes entre 2018 et 2021. S'y ajoute l'élimination d'un peuplement de sapins pectinés dépérissants en vue d'activer la régénération d'une forêt de ravin (au sud-ouest) (doc. Atelier de paysage Cl. Chazelle, d'après IGN).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



26. Le poteau indicateur des Grands Sites de France, installé depuis 2014 sur le parvis du musée de Bibracte (cliché Bibracte/A. Maillier 2021)



27. Le groupe de professionnels du patrimoine accueilli à Bibracte pour la session de 2017 de la formation intensive à la gestion des sites patrimoniaux organisée par le Réseau des Grands Sites de France, issus des pays suivants : Burkina Faso, Comores, France (dont Polynésie française), Haïti, Mali, Maroc, Mexique, Sénégal, Togo, Tunisie (cliché Bibracte/A. Maillier 2017, n° 110 233-01).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

OBJECTIF 1 : Gérer le cœur de site dans la continuité des actions développées depuis 2008

RÉALISATION DES SOUS-OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

Action 1.1 : poursuivre la mise en œuvre du plan de gestion paysagère et l'exploitation forestière dans le cadre des documents d'objectif existants (plans de gestion paysagère et forestière ; document d'objectif Natura 2000).

OBJECTIF ATTEINT, à la réserve que la crise sanitaire que connaît la forêt en raison des sécheresses et canicules répétées remet en cause les modalités de la gestion forestière et les objectifs de restauration de la biodiversité du DOCOB Natura 2000.

Action 1.2 : poursuivre la reconnaissance de l'histoire du site par des recherches archéologiques faisant appel à des fouilles et des techniques non-destructives, conformément aux modalités du programme de recherche 2013-2016.

OBJECTIF ATTEINT, avec la conduite de deux cycles de programmation de la recherche : 2013-2016 et 2017-2021. Les résultats des fouilles sont majeurs, avec notamment la mise en évidence d'un espace public de l'oppidum antérieur à la romanisation de l'architecture (espace PC15), tandis que les approches géophysiques non-destructives ont largement été développées.

Action 1.3 : parachever les travaux menés entre 2007 et 2013 sur le site et au musée qui constitue la porte d'entrée du site (services offerts aux visiteurs ; renforcement du parcours de visite ; déploiement de nouveaux outils faisant appel aux technologies de l'information pour renseigner les visiteurs et le public), conformément au schéma directeur établi en 2011.

OBJECTIF LARGEMENT ATTEINT, avec l'achèvement de la mise en valeur de plusieurs ensembles de vestiges (Pâture du Couvent, domus PC1) et l'engagement de la mise en valeur d'un autre ensemble important (Parc aux Chevaux), la mise en place de la nouvelle signalétique du parcours de visite et d'un dispositif numérique d'aide là la visite, la construction d'un abri sur le nouveau secteur de fouille de la domus PC2, l'édition d'un nouveau guide de visite du musée et du site (Lemarchand 2017), le renforcement des équipements du Chaudron, restaurant du musée (2021), etc.

Action 1.4 : maintenir une offre culturelle diversifiée ménageant une place significative à la création artistique, en s'appuyant sur des partenariats et en mutualisant les projets avec d'autres établissements.

OBJECTIF LARGEMENT ATTEINT, avec le renforcement de la programmation culturelle et artistique du musée et, consécutivement, l'accroissement important de la fréquentation du musée (+20%), dans un contexte où les moyens humains de l'équipe du musée ont été consolidés.

Action 1.5 : diversifier les ressources budgétaires en valorisant l'expérience acquise par l'EPCC en matière de gestion intégrée de sites patrimoniaux.

OBJECTIF REFORMULÉ, BIBRACTE ayant abandonné le projet de vendre des prestations de service, au profit d'interventions gracieuses de conseil dont le nombre s'est fortement accru, tant à l'échelle nationale qu'à l'international (notamment dans les régions suivantes : Afrique de l'Ouest, Balkans, Chine). Pour toutes ces actions, BIBRACTE vise seulement de recouvrir les frais supplémentaires engagés par des subventions dédiées ou par leur prise en charge par les puissances invitantes. En matière de ressources budgétaires, Bibracte profite de l'augmentation de ses ressources propres liées à l'accroissement de la fréquentation du musée, tandis que les contributions des membres de l'EPCC sont en légère progression et que le nombre de subventions acquises sur projet (investissements, recherche, coopération) a crû de façon substantielle.

Action 1.6 : contribuer à la notoriété du label Grand Site de France et à la vie du réseau des Grands Sites de France, notamment au moyen d'une participation active aux activités du Pôle francophone de formation et d'échange des gestionnaires de sites patrimoniaux.

OBJECTIF LARGEMENT ATTEINT, avec un développement régulier des activités du Pôle, ainsi que de nombreuses sollicitations pour partager l'expérience de Bibracte et plusieurs projets formalisés de recherche qui ont permis de promouvoir la politique des GSF.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

OBJECTIF 2 : S'ASSURER DU DEVENIR DE LA PÉRIPHÉRIE DU SITE

Un périmètre de projet pour des actions transversales

La prise en compte de la périphérie du site classé est intégrée aux intentions de projet dès la première demande de labellisation en 2007, mais cette volonté se précise, tant en termes d'orientations que d'actions opérationnelles, dans la demande de renouvellement du label de 2013, qui préconise alors un changement d'échelle et un renforcement de l'approche territoriale, sous la forme d'une « *zone tampon* » de 3 000 ha s'étendant sur six communes (A2, p. 41-44). À compter de 2014, l'élargissement du territoire de projet a donc été pensé de façon à s'assurer du devenir de la « périphérie du site », selon une démarche collaborative fondée sur une approche paysagère.

Pour approfondir ces réflexions et asseoir le périmètre de projet sur des fondements paysagers solides, un diagnostic paysager a été conduit en 2017 par Claude Chazelle, paysagiste-conseil de Bibracte depuis le début des années 2000 (A22), avec le souci d'impliquer les habitants au moyen de plusieurs ateliers tenus en concertation avec les communes du territoire. Cette étude paysagère a permis de définir un écrin paysager d'environ 16 000 ha réparti sur neuf communes, ce qui a conduit à une première approche du territoire de projet du GSF. Elle a également identifié les enjeux principaux en matière de préservation de la qualité paysagère du territoire : la lisibilité des vallons et celle des monts (ill. 28-29). Les vallons permettent de comprendre d'une part les détails de la géographie du mont Beuvray, et d'autre part l'inscription du mont dans son contexte local. L'agriculture (l'élevage en particulier avec ses prairies) est aujourd'hui l'un des meilleurs atouts pour permettre la lisibilité des vallons en milieu forestier. La lisibilité des sommets est à mettre en relation avec celle des vallons qui forment leur piétement. La végétation (feuillus – résineux / couverture totale ou partielle) tient un rôle de révélateur lorsqu'elle est en cohérence avec les représentations que se font les habitants du territoire.

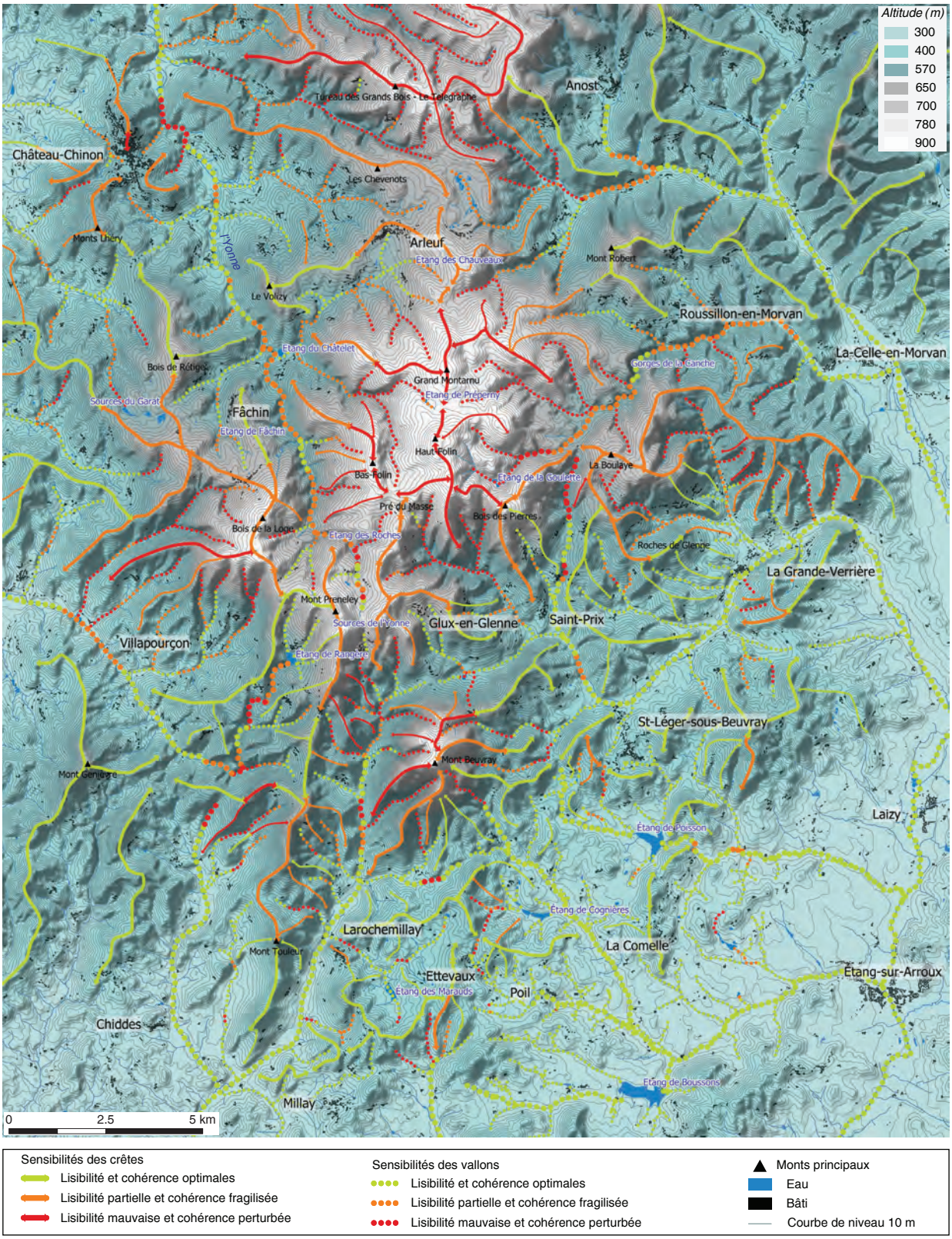
La concertation menée depuis lors avec les élus des communes et du PNRM a fait émerger la volonté d'entendre le périmètre du territoire de projet au troisième sommet du sud du Morvan, le Haut-Folin. Cet élargissement de l'écrin paysager est une option pertinente pour les élus dans le sens où il favorise la mise en place d'une vraie politique territoriale sur un territoire de projet vécu comme une entité paysagère et patrimoniale cohérente, qui est depuis environ une décennie le support d'une démarche collective de promotion touristique sous le vocable de *Morvan des Sommets*. L'élargissement du périmètre du GSF pourrait ainsi permettre de faire du label un véritable outil de politique territoriale. Cette volonté s'inscrit notamment dans la continuité de réflexions engagées ces dernières années sur la valorisation touristique coordonnée des trois plus hauts sommets du Morvan, dans laquelle s'inscrit notamment le projet de restauration de l'attractivité du Haut-Folin, qui accueillait autrefois un chalet du Club alpin français et une piste de ski de descente, via un nouvel équipement d'accueil et un réseau de chemins de découverte qui maillerait le territoire des trois sommets. Si ce projet n'a pas encore trouvé la voie de sa réalisation, cette ambition est largement partagée par les élus et les habitants. Ainsi, les trois communes qui se partagent le versant nord du Haut-Folin (Fâchin, Arleuf et Roussillon-en-Morvan) ont rallié le groupe de réflexion du GSF et le diagnostic paysager a été étendu en 2021 dans cette direction afin de préciser les limites d'un territoire de projet étendu au-delà de la ligne de crête du Haut-Folin (A57 ; *cf. infra*, ill. 49).

C'est à l'échelle de ce territoire de projet élargi que de nombreuses actions ont été initiées dans le cadre d'un partenariat étroit entre BIBRACTE et le PNRM. Souvent mis en œuvre en fonction des opportunités, le paysage reste toujours leur fil conducteur. Les paragraphes qui suivent détaillent quelques-unes de ces actions.

La mise en évidence de communs paysagers

Le diagnostic paysager établi en 2017 a été décliné en « *zooms communaux* » qui ont à ce jour été menés sur quatre communes. Ces zooms répondent à la demande des élus de disposer d'une version territorialisée du diagnostic, en lien avec les enjeux spécifiques de leur territoire. Ils se sont notamment appuyés sur des journées participatives sur le thème « *patrimoine et paysage* ». La première a été organisée en 2017 sur la commune de Glux-en-Glenne, dans le but de partager sur le terrain, puis en salle, les composantes du territoire auxquelles est attachée la communauté villageoise (ill. 30). Elle a mobilisé le paysagiste Claude Chazelle, l'agronome Claude Janin, l'ethnologue Caroline Darroux et le chargé de mission Paysage du PNR. C'est à l'occasion de cette séance de « *travail en marchant* » qu'est notamment ressorti le sujet des chemins comme un bien commun à se réapproprier, avec des objectifs et « *intérêts communs à lancer des actions concrètes en faveur de ces paysages ordinaires : les redécouvrir, les sortir de l'oubli en en discutant, en comparant les savoirs des uns et des autres, et programmer des travaux modestes mais qui se voient* » (Darroux 2017 = A23).

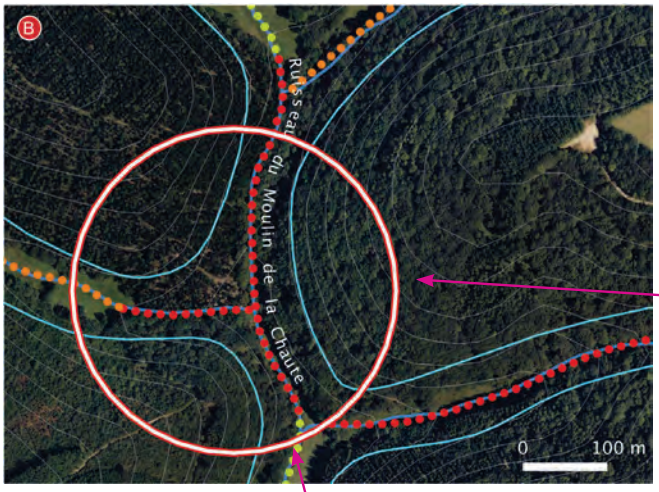
Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



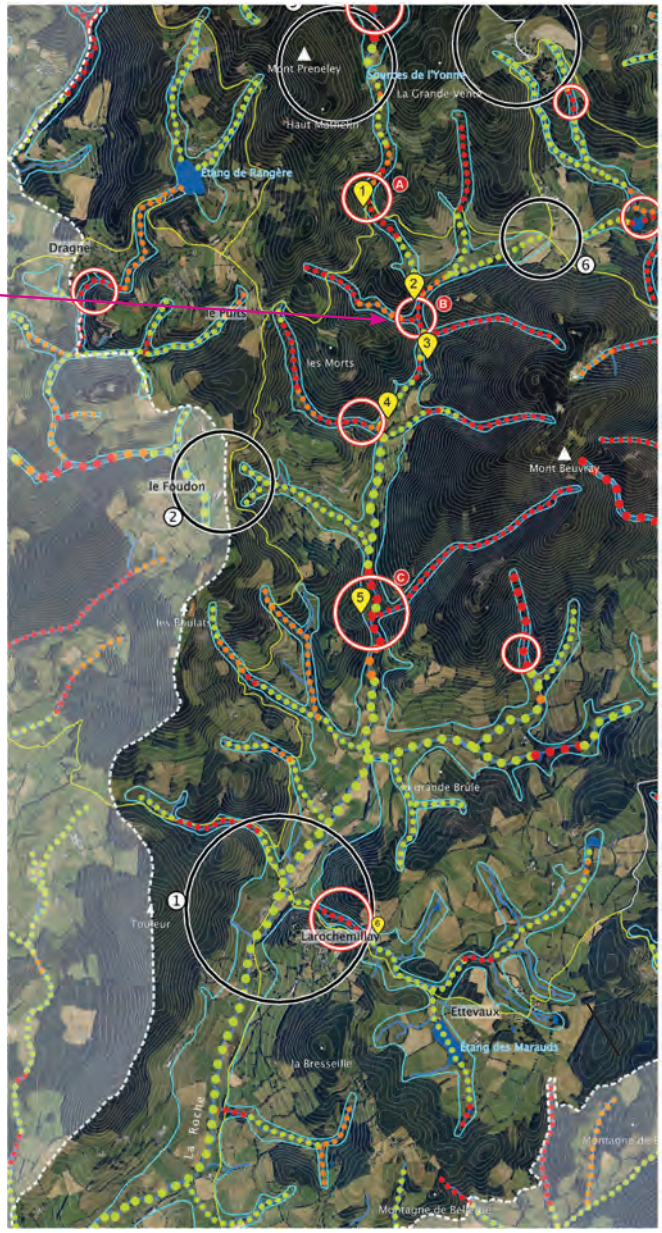
28. Diagnostic paysager du GSF : cartographie de la sensibilité paysagère en fonction du degré de lisibilité des vallons et des lignes de crête, qui montre que la sensibilité est plus prononcée dans la zone montagneuse, aux vallées plus encaissées et au couvert forestier plus présent. (doc. Atelier de paysage/Cl. Chazelle 2017-2021). En rouge : pas de lisibilité – En orange : lisibilité en sursis – En vert : bonne lisibilité.

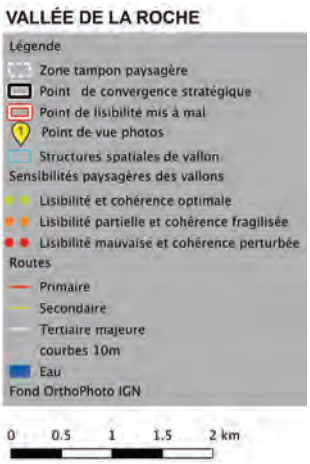
Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Le ruisseau du moulin de la Chaute : point de lisibilité mis à mal par une présence forestière complète.



La vallée de la Roche, une des plus emblématiques entourant le mont Beuvray, constitue la porte d'entrée Sud du massif. Les vallons les plus encaissés subissent une dynamique d'enfrichement, mettant à mal la lisibilité du paysage.







Le ruisseau de la Chaute : une partie fermée et peu lisible et une partie encore lisible (pour combien de temps ?).

29. Diagnostic paysager du GSF : exemple d'analyse de la fermeture du paysage : la vallée de la Roche, au pied du versant ouest du mont Beuvray (doc. Cl. Chazelle 2017).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



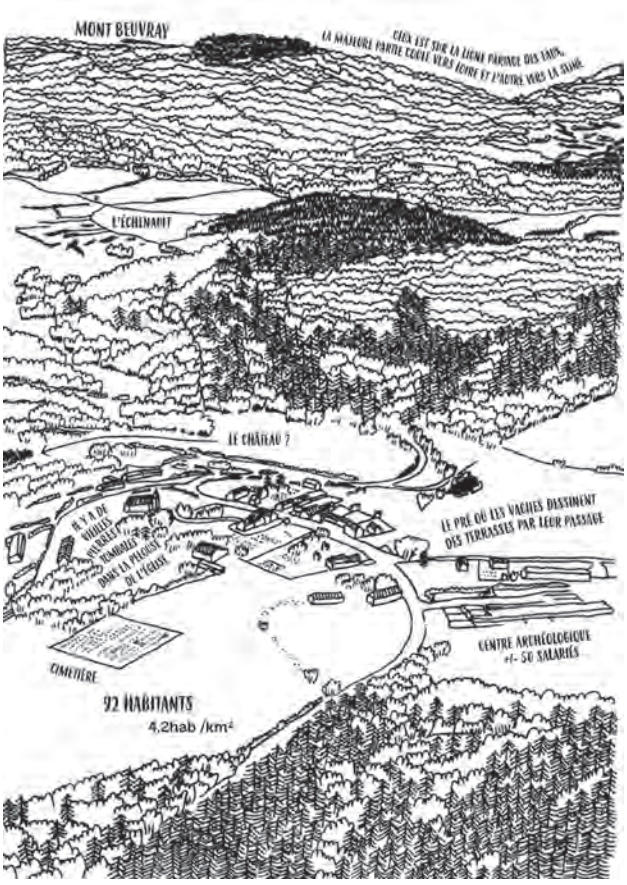
30. Exploration du patrimoine de la commune de Glux-en-Glenne, le 11 juillet 2017 (cliché C. Darroux).

L'expérience a été **reconduite dans trois autres communes en 2018** : Saint-Prix, Saint-Léger-sous-Beuvray et Villapourçon, ce qui a permis notamment de **confirmer que la question des chemins fédérait les acteurs locaux, élus et habitants, autour d'intérêts et d'envies communes.**

Cette **dynamique participative a été approfondie** dans le projet des ***Carnets d'arpentage du GSF***, menée par la paysagiste-illustratrice Ninon Bonzom, initialement accueillie dans le cadre d'un service civique, puis lors de missions rémunérées. À ce jour, trois carnets ont été édités, qui concernent les communes de Villapourçon, Glux-en-Glenne (ill. 31) et Larochemillay (A51). Créés à l'issue de balades organisées par des membres des communautés villageoises, **ces carnets retracent et mettent en dessin les espaces et paysages parcourus, vécus, aimés, regardés, admirés par les habitants du territoire, via le réseau de chemins existants. Ils traduisent les motifs d'attachement des habitants à leur territoire** et permettent d'identifier les motifs partagés à l'échelle du territoire de projet.

Parallèlement, le **réseau des chemins ruraux du territoire a été diagnostiqué** dans le cadre de deux mémoires universitaires successifs, par Jérémy Périer en 2018 et Taloula Colas en 2020 (A52), complétés par une mission rémunérée de Taloula Colas au printemps 2021 (ill. 32-33). Ces travaux ont confirmé l'exceptionnelle densité de ces chemins sur les douze communes considérées (plus de 1000 km au total, soit 2,7 km/km^2), ce qui s'explique par la dispersion de l'habitat et l'absence de remembrement agricole. Ils ont aussi permis de mettre en place un protocole de suivi de l'état des chemins, fondé sur un webSIG pouvant être renseigné sur le terrain avec une tablette, et de constituer des groupes de travail dans chaque commune. L'animation de ces groupes est une tâche prioritaire des années à venir. Cette thématique est particulièrement mobilisatrice des conseils municipaux et des habitants, comme en témoigne le nombre de groupes spontanément constitués suite à la formation des douze communes à la caractérisation in situ des chemins, et à l'acquisition par certaines d'entre elles du matériel adapté (tablette terrain).

L'étude destinée à préciser l'aire d'influence paysagère du site classé du mont Beuvray (*cf. infra*) a aussi été l'occasion de mener un **atelier de photo-langage** en 2019, avec pour objectif la mobilisation d'un échantillon d'acteurs locaux autour des paysages perçus et vécus du site et de ses abords et d'**identification collective des composantes de la valeur patrimoniale du territoire**, en vue de la formalisation d'une définition partagée de la valeur patrimoniale du site classé du Mont-Beuvray.



31. Illustration extraite du carnet d'arpentage de Glux-en-Glenne, conçu par Ninon Bonzom en 2020.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

commune	Linéaire de chemins ruraux (km)	surface de la commune (km²)	densité de chemins ruraux (km / km²)
Arleuf	179	59,8	3,0
Fâchin	51	13,9	3,7
Glux-en-Glenne	66	22,1	3,0
La Comelle	43	22,7	1,9
La Grande Verrière	139	46,5	3,0
Larochemillay	119	41,2	2,9
Poil	40	27,0	1,5
Roussillon-en-Morvan	49	30,6	1,6
Saint-Léger-sous-Beuvray	93	34,9	2,7
Saint-Prix	104	34,1	3,0
Villapourçon	158	50,4	3,1
TOTAL	**1041**	**383,3**	**2,7**

32. Décompte des linéaires de chemins ruraux sur onze des douze communes du territoire du GSF (doc. Jérémy Périer et Taloula Colas, 2018-2021).

Des actions visant une gestion plus durable des paysages forestiers

Face aux enjeux forestiers qui sont devenus au cours des années récentes un sujet de préoccupation très fort dans le Morvan, voire de conflits ouverts, avec l'**enrésinement des massifs forestiers** et l'affectation des paysages forestiers par des **coupes rases** qui sont de plus en plus mal acceptées par la population, **la gestion plus durable et concertée des forêts reste un enjeu prioritaire pour le territoire.**

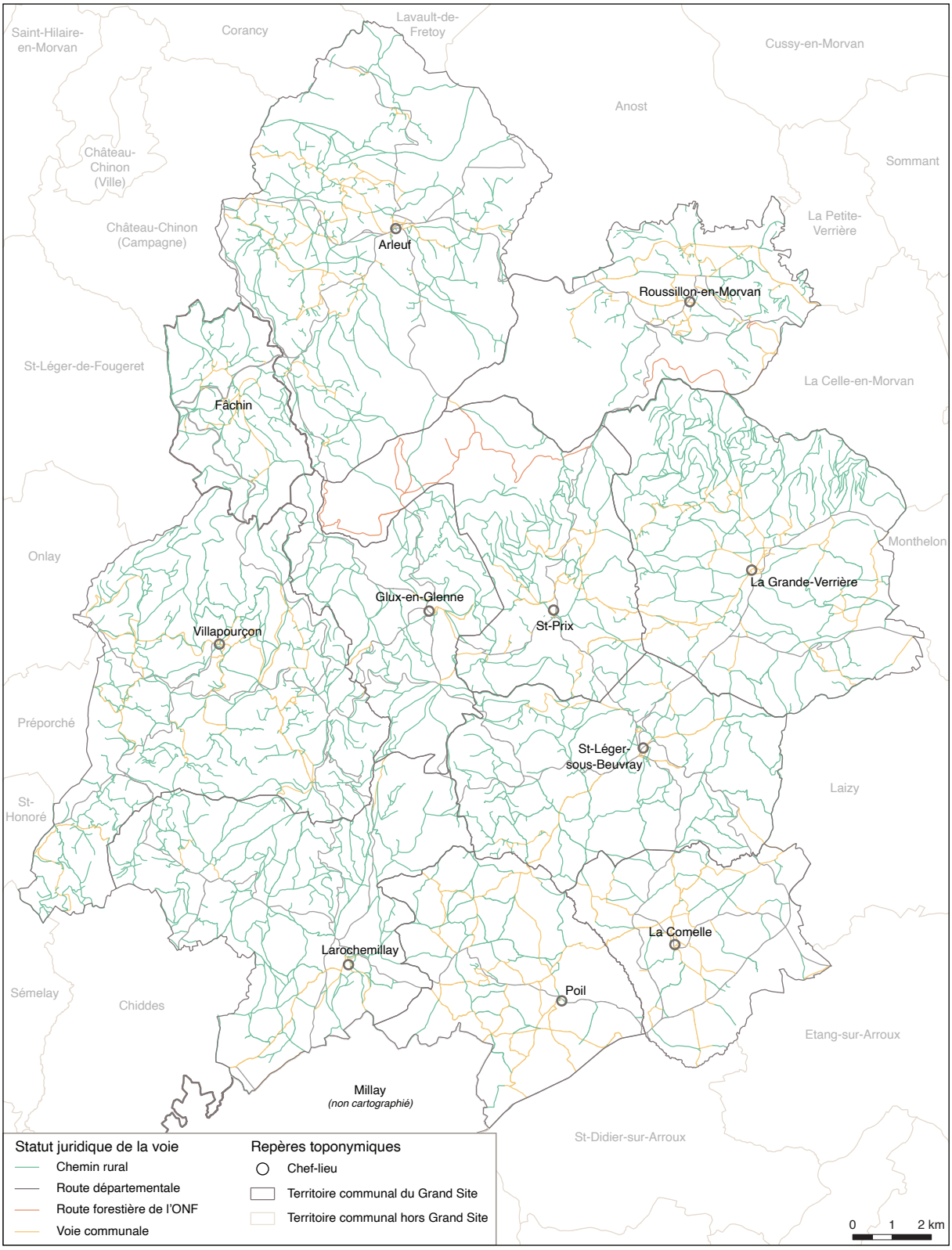
La première action a consisté à établir un **diagnostic de la propriété forestière** du territoire de projet (ill. 34). Celui-ci a été mené en 2017 dans le cadre du mémoire de Master de Marie-Graziella Cailleau, avec l'accompagnement par un comité technique associant le CRPF, les syndicats départementaux de propriétaires forestiers, l'ONF et le labex ITEM (A28). Au moyen d'entretiens, il s'est agi de préciser les préoccupations des propriétaires forestiers afin de promouvoir des pratiques sylvicoles plus consensuelles. Le secteur d'étude prend en compte l'espace des sites classés du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley ; il déborde vers le nord-est en direction du sommet du Haut-Folin, où un projet d'équipement touristique (aujourd'hui différé) était à l'étude début 2017. Le territoire d'étude se monte à environ 7 000 ha, comprenant environ :

- 2 000 ha de domaine public (mont Beuvray, forêt domaniale de Saint-Prix, forêt départementale du Préneley) ;
- 2 500 ha de propriétés institutionnelles (fonds de placements, au nombre de 11), dotés de plans de gestion ;
- 1 500 ha appartenant à des propriétaires privés (au nombre de 34), avec plans de gestion ;
- 1 000 ha répartis en un très grand nombre de petits propriétaires privés et sans plan de gestion.

L'enquête a concerné deux gestionnaires de forêts publiques, deux gestionnaires de forêts institutionnelles, quatorze propriétaires privés (ou gestionnaires) de forêt à plan de gestion et sept propriétaires de forêts sans plan de gestion, soit un total de vingt-cinq entretiens. L'enquête fait ressortir une grande diversité d'attitudes des propriétaires, qui peuvent se résumer selon les postures suivantes : passifs (propriétaires de parcelles petites et morcelées), autonomes (propriétaires de petites surfaces gérées a minima), producteurs (avec objectif prioritaire de rentabilité), dépositaires (d'un patrimoine familial à transmettre), hédonistes (donnant la priorité à la qualité esthétique de leur forêt), institutionnels (pour qui la forêt est un placement comme un autre). Une part importante des propriétaires partagent donc pour tout ou partie les préoccupations de qualité paysagère des gestionnaires du PNR et du GSF et il revient donc de s'appuyer sur eux pour construire un projet partagé avec la filière sylvicole.

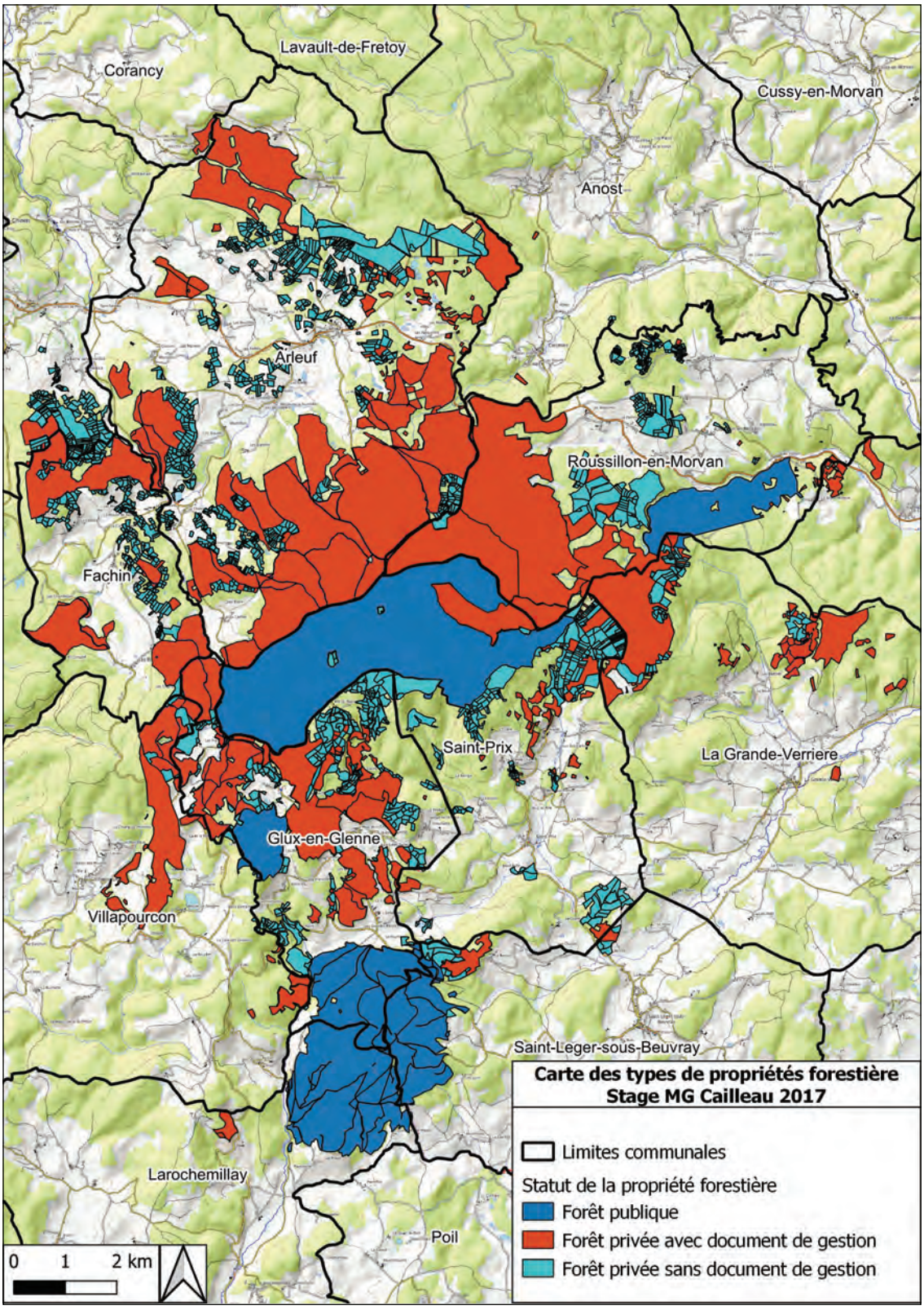
L'étape suivante a consisté à développer une démarche expérimentale. Cette action a pu être lancée début 2019 après avoir été lauréate de l'appel à projet annuel Plans de Paysage du ministère de la Transition écologique (A35 ; A56). Le projet a une **visée opérationnelle et concrète, avec un programme d'actions centré sur le paysage forestier et basé sur une stratégie concertée d'intervention foncière**. Son originalité a permis de mobiliser une enveloppe de 45 000 € au lieu des 30 000 € annoncés. Le programme d'action s'est déroulé sur trois ans. Dans un contexte local où les communes disposent de très peu de terrains communaux et n'ont que rarement une stratégie foncière affirmée, la SAFER a été mobilisée pour sensibiliser les communes à ces enjeux au moyen d'une **démarche concertée de récupération des terrains** « *vacants et sans maître* » – un terrain étant jugé « *sans maître* » dès lors qu'il est sans propriétaire connu ou qu'il fait partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté. Sur les 11 communes analysées, près de 260 ha ont été identifiés, représentant un potentiel conséquent pour le territoire en matière d'amélioration de la maîtrise foncière publique. En complément,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



33. Cartographie des chemins ruraux du territoire du GSF (doc. PNRM / T. Colas 2021).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



34. Répartition des propriétés forestières enquêtées en 2017 par catégorie de propriété (d'après l'enquête de M.-G. Cailleau, 2017).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

la SAFER a mis son outil de suivi des transactions foncières *Vigifoncier* à la disposition de toutes les communes du Parc qui le souhaitaient moyennant une contribution financière réduite, le PNRM s'acquittant en sus de l'abonnement annuel.

De son côté, le CRPF s'est attaché à **sensibiliser les micro-propriétaires forestiers à une meilleure gestion de leur patrimoine forestier** dans le respect des paysages. L'action s'est concentrée sur et aux abords des sites classés du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne. Elle vise notamment à informer les petits propriétaires non dotés de plan de gestion des outils à leur disposition, dans le contexte particulier d'un site classé. Des réunions d'information et des visites sur le terrain en forêt ont permis des rencontres entre propriétaires voisins, avec pour conséquence immédiate la rédaction de Plans Simples de Gestion concertés entre propriétaires (trois à St-Léger-sous-Beuvray, deux à Glux-en-Glenne et Villapourçon). Une perspective plus lointaine pourrait être la mutualisation de services d'experts forestiers ou de travaux, par le biais d'une association syndicale (à l'image des Associations syndicales libres dédiées à la gestion de l'eau, dont plusieurs existent sur le territoire du GSF).

Dans les deux cas, ces actions ciblées ont eu comme résultat secondaire, mais essentiel, de **créer des liens de confiance avec des acteurs incontournables** pour le déploiement de la démarche GSF.

Des actions visant une gestion plus durable des paysages agricoles

La **déprise agricole** qui touche le territoire de longue date et la **difficulté de transmission/reprise des exploitations agricoles dans le Morvan** mettent en péril le maintien de la qualité des paysages agricoles aux abords du mont Beuvray.

Depuis 1995, le PNRM est intervenu pour le maintien de l'ouverture de parcelles agricoles et la restauration de terrains enfrichés en animant le dispositif contractuel des Mesures Agri-Environnementales entre les exploitants et l'État, avec 142 ha engagés sur les douze communes du GSF sur la période 2015-2020. Par ailleurs, le Parc a organisé sur plusieurs années consécutives, et encore en 2021, un concours de pratiques agro-écologiques « *prairies fleuries* » sur le territoire du site Natura 2000 « *Bocage, forêts et milieux humides du Sud Morvan* », dont des parcelles du territoire du GSF ont été lauréates.

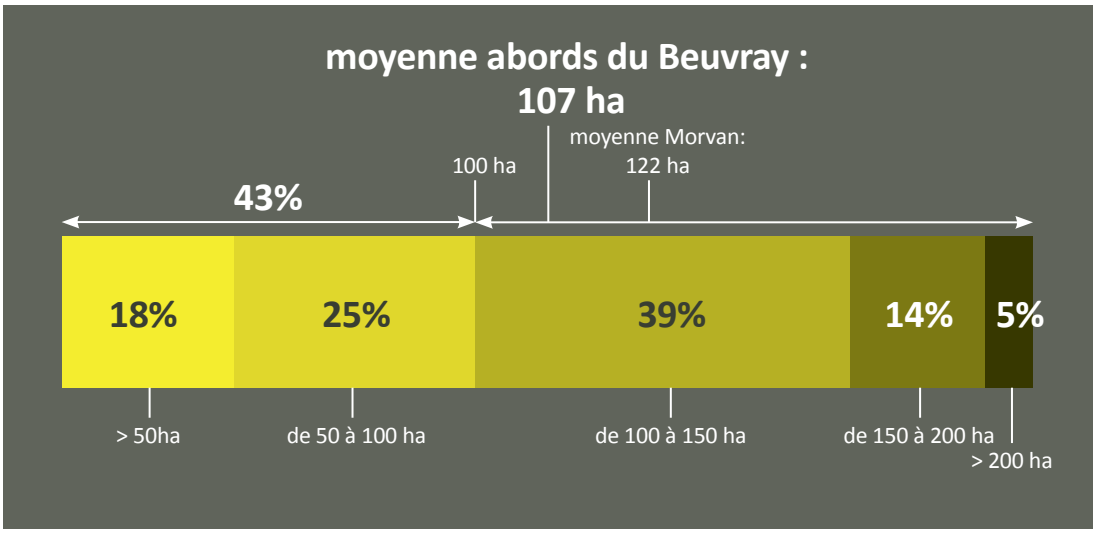
Dans le cadre de la démarche GSF, la première initiative a été, en 2015, l'organisation d'une **visite de la vallée de la Bruche, communauté de communes du versant alsacien des Vosges réputée pour l'efficacité de sa politique de reconquête d'espaces agricoles fondée sur une approche paysagère** : en 30 ans, la surface agricole a crû de 50 % et le nombre d'actifs dans l'agriculture a doublé, tandis que c'est une véritable remise en lumière de la vallée qui a eu lieu (A8). Cette visite, qui a mobilisé une délégation d'élus, d'agriculteurs et de techniciens du Morvan (ill. 35), a été un moment fort de partage d'expérience. Il a permis d'**ouvrir le champ des possibles et d'amorcer un changement de mentalités et une volonté partagée** d'aller chercher des démarches expérimentales pour tenter d'inverser le processus de déprise agricole. Plus concrètement, ce voyage d'étude a mis en évidence comment, avec le paysage comme fil conducteur, des actions portées conjointement par la collectivité et les instances du monde agricole, associées à une forte mobilisation des habitants au moyen du dispositif des associations foncières pastorales, pouvaient infléchir de façon positive le devenir d'un territoire.

On a ensuite conduit un **diagnostic socio-économique des exploitations agricoles du territoire** (*cf. supra*, ill. 13 ; ill. 36) dans le but d'établir le profil type des exploitants agricoles du Morvan et de **comprendre les dynamiques agricoles qui se jouent actuellement au niveau local.** Cette étude s'est traduite par le mémoire de Master de Chloé Gond, préparé en 2016 avec l'appui d'un comité technique associant les Chambres d'agriculture et l'expertise en agro-économie du labex ITEM (A17 ; A25, p. 25-30). Quarante-cinq exploitations sur les soixante-cinq recensées sur les huit communes considérées, ont accepté de collaborer à cette enquête. Elles entretiennent quelque 5 000 ha, soit environ 30 % de la surface d'étude. Avec une surface moyenne un peu supérieure à 100 ha (contre 122 ha en Morvan) et des sols occupés à 95 % par des prairies,



35. Des Morvandiaux dans les Vosges alsaciennes, en septembre 2015 (cliché B. Mugnier).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



36. Répartition des exploitations enquêtées en 2016 par étendue de surface agricole utile (d'après Chl. Gond 2016 = A17, et la Newsletter 2017 du GSF = A25).

elles se dédient **en très grande majorité à l'élevage bovin allaitant.** L'utilisation de la surface dépend de la production. Trente-six fermes sont en production de viande bovine et exploitent en moyenne plus de 100 ha. Huit sont orientées vers des productions diverses sur une surface moyenne inférieure à 50 ha. La moyenne d'âge des agriculteurs est un peu inférieure à la moyenne de celle de Saône-et-Loire (45 ans contre 48) et 34 % des agriculteurs ont moins de 40 ans. Ces résultats sont moins alarmants que ce qui peut être ressenti localement. La tendance est à une augmentation des installations et à une diversification des productions, mais cette tendance ne suffit pas à assurer la succession des agriculteurs partant à la retraite. La poursuite de la fermeture des paysages trouve également son explication dans l'augmentation des surfaces à l'installation et la réduction de la main-d'œuvre. Trois grands types ont été identifiés parmi les systèmes de production :

- ceux qui sont purement herbagers, dont toute la surface est constituée de prairies permanentes ;
- ceux qui ont un système alimentaire purement herbager pour les bovins, mais qui cultivent aussi des céréales ;
- ceux qui ont un système alimentaire dans lequel il y a, en plus de l'herbe, du maïs et des céréales.

Les deux systèmes qui nécessitent des surfaces labourables se retrouvent essentiellement dans les vallées et piémonts, tandis que ceux qui sont uniquement herbagers se situent dans les zones plus pentues. La plupart des agriculteurs mettent en œuvre des pratiques spécifiques liées à la gestion de l'espace et à l'entretien du paysage. Ces approches peuvent être reliées aux contraintes qui s'imposent à l'exploitant. L'enfrichement n'est pas la contrainte qui apparaît en premier. La principale difficulté formulée concerne l'accessibilité des parcelles (chemins trop étroits, pente trop forte, présence de rochers), ce qui invite à réfléchir à du matériel mieux adapté ou à l'utilisation optimale des animaux pour agir sur la friche. Selon les entités paysagères et agricoles, les enjeux pour l'agriculture sont de nature et d'intensité différentes. Ils peuvent relever du système de production dans son ensemble (pérennité économique, système d'élevage, travail, etc.), de pratiques à l'échelle des parcelles (pâturage ou foin, entretien, etc.), ou d'enjeux paysagers plus spécifiques (gestion des haies ou fossés, etc.). Il s'en dégage des pistes de travail allant de l'ajustement de la gestion des exploitations (choix du système fourrager, valorisation des broutards, diversification des productions…) à des interventions foncières des collectivités lorsque la valorisation agricole est impossible, en passant par l'amélioration des chemins, la recherche de techniques d'entretien respectueuses de l'environnement (taille des haies…) et/ou valorisant les ressources du paysage (bois énergie, litière…).

La restitution de cette étude a été effectuée en présence d'élus, de techniciens et d'exploitants agricoles de la Bruche (ill. 37). Elle constitue **un état des lieux qui a été le point de départ des actions ultérieures en faveur de l'agriculture et de la préservation des paysages agricoles.**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Un **partenariat** a ensuite été lancé avec la **Chambre d'agriculture de la Nièvre**, avec l'ambition de **replacer la haie bocagère au cœur de l'économie des exploitations agricoles**, par la production de bois déchiqueté pouvant servir de solution alternative à la paille pour la litière des étables. Une nouvelle fois, la démarche a utilisé comme support un mémoire universitaire, celui d'Anne Duvalet, qui a été soutenu en 2017 (A29 ; ill. 38). L'enquête a confirmé la pertinence économique de la démarche, les deux tiers des exploitants interrogés achetant plus 100 t de paille par an, tandis qu'ils passent entre 1 et 2,5 mois à entretenir des haies basses en pure perte. Des études de faisabilité ont été abouties pour six exploitants prêts à s'engager dans la démarche. L'activation des travaux a été différée, faute de moyens humains *ad hoc* pour l'accompagner. Elle sera à reprendre dès que possible.

Une dernière démarche d'expérimentation concerne la **valorisation et l'optimisation des milieux ouverts herbacés basées sur un ajustement des pratiques agricoles** aux contextes dans lesquels les bêtes évoluent pour le pâturage, par l'application de la **démarche Pâtur'Ajuste** (A37 ; ill. 39). L'**optimisation du pâturage par la valorisation des qualités agroécologiques de l'ensemble de la végétation présente sur l'exploitation** permet en effet une meilleure appropriation par les éleveurs de la ressource en herbe, tout en assurant une gestion des milieux naturels et en évitant l'abandon d'un certain nombre de parcelles trop difficiles à exploiter pour la pâture. L'ambition est de placer l'éleveur au centre des décisions, entre ses objectifs agricoles, les potentialités de production de ses prairies naturelles et les besoins alimentaires de ses animaux selon les saisons. L'observation de la diversité végétale permet de conduire plus finement les parcs de pâturage, optimisant ainsi les ressources disponibles et valorisant des végétations jusqu'à présent délaissées (genêt, ronce…). Des moyens mobilisés dans le cadre de l'axe Biodiversité / Milieux Ouverts Herbacés du Programme opérationnel Massif Central (POMAC) ont permis la mise en place d'une animatrice rémunérée par le PNRM pour trois ans (2019-2021) et d'un accompagnement technique par l'organisme SCOPELA. Un premier groupe de travail d'une dizaine d'éleveurs a été constitué aux abords du mont Beuvray. Ce groupe est d'autant plus pertinent qu'il permet le dialogue des éleveurs qui mettent en œuvre le modèle de « vaches allaitantes » dominant dans le Morvan depuis un demi-siècle et des nouveaux venus qui expérimentent des modèles alternatifs (ovins, vente en circuit court, etc.). Le devenir de cette démarche est un enjeu immédiat, avec l'arrêt fin 2021 des financements qui ont permis de la lancer.

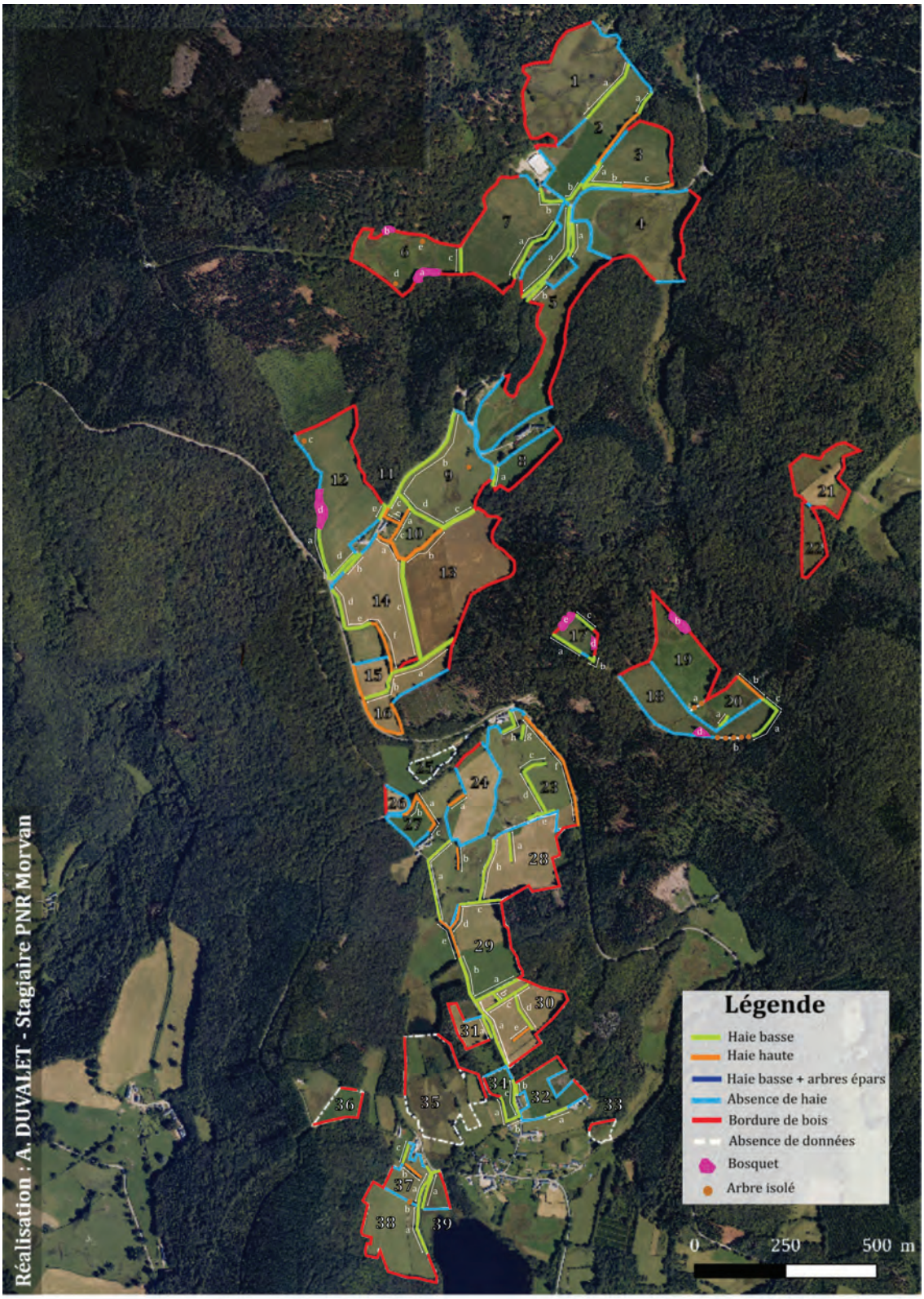
À une échelle plus localisée, la **reprise de la ferme bio du Rebout**, située à moins de 1 km du musée de Bibracte, témoigne de la **possibilité de nouvelles modalités de gestion des exploitations**, avec un projet original conçu par l'acheteur, qui a bénéficié du soutien actif de différentes parties prenantes (Chambre d'agriculture, SAFER, PNRM) et qui dispose accessoirement de terrains mis à disposition par **BIBRACTE** sur le mont Beuvray dans le cadre d'un prêt à usage (ill. 40). La question plus large et primordiale de la transmission des exploitations n'a pas encore été abordée frontalement dans le cadre de la démarche GSF. Ce devra être une priorité des années à venir.

Enfin, le **recrutement au printemps 2021 par BIBRACTE d'une chargée de mission Grand Site de France au moyen d'une mise à disposition par la Chambre d'Agriculture** de Saône-et-Loire permet de renforcer les liens avec le monde agricole et de disposer désormais d'une compétence reconnue au sein de l'équipe opérationnelle du GSF pour relayer et appuyer localement les actions en faveur de l'agriculture.



37. Moment de convivialité entre Alsaciens de la vallée vosgienne de la Bruche et Morvandiaux dans l'étable d'une exploitation agricole de Saint-Léger-sous-Beuvray, à l'issue de la restitution du diagnostic agricole du territoire, le 8 septembre 2016 (cliché Bibracte/A. Maillier 2016).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



38. Exemple de cartographie des haies d'une exploitation agricole, sur la commune de Glux-en-Glenne. Avec une superficie de 148 ha et un cheptel de 85 vaches, l'exploitant achète en moyenne 120 t de paille par an, alors qu'il dispose de plus de 7 km de haies, dont l'entretien l'occupe un mois par an (doc. PNRM/ A. Duvalet, 2017).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



39. Captation d'un clip sur la démarche Pâtur'Ajuste tournée en 2019 sur la ferme des Vignes à La Grande Verrière. Ce clip est consultable en ligne : https://www.youtube.com/watch?v=j9XZcMr6Tyc.

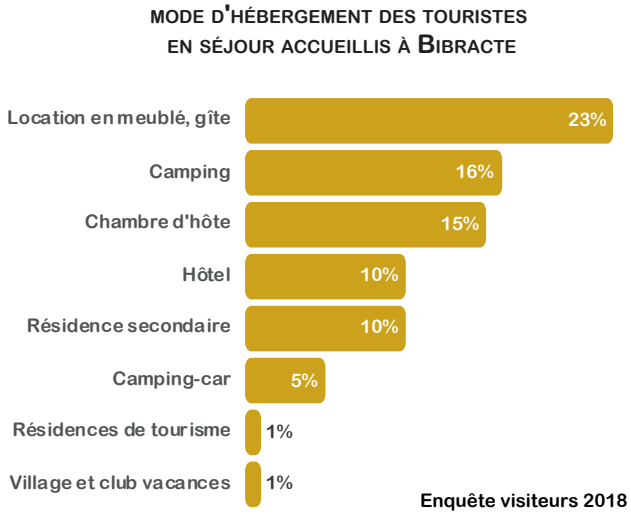


40. Site de Bibracte : le petit troupeau de vaches laitières de la ferme du Rebout qui a pâturé dans la Come Chaudron durant l'été 2020, renouant avec un usage disparu depuis au moins quatre-vingts ans (cliché Bibracte/A. Maillier 2020, n° 124 526).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Un observatoire pour mieux appréhender et partager les enjeux touristiques du territoire

Un **observatoire de la fréquentation et de la perception du site a été mis en place en 2018 avec l'objectif de mieux connaître les visiteurs de Bibracte et de son territoire**, mais également d'analyser et de partager la perception de l'activité touristique avec les habitants et les acteurs du territoire, à l'heure où la poursuite de la croissance de l'activité touristique fait de plus en plus débat localement, comme l'a montré la controverse relative au projet touristique du Haut-Folin. À ce titre, l'observatoire fournit une information objective et précise qui est nécessaire pour débattre de façon pertinente sur ce sujet (A53). Parmi les acquis de l'enquête, on peut notamment signaler la durée importante de séjour sur le territoire des touristes qui visitent Bibracte (plus d'une semaine) et l'utilisation à 80 % d'un hébergement marchand (ill. 41), ce qui est contraire à la perception des acteurs locaux et est un facteur favorable pour développer une offre de visite diffuse sur le territoire du GSF. On note encore que l'immense majorité des habitants (97 %) estime que le tourisme peut encore se développer, à condition que ce développement soit maîtrisé. Enfin, les élus et les professionnels estiment à 33 % seulement la pertinence de la stratégie touristique locale existante.



41. Mode d'hébergement des touristes en séjour accueillis à Bibracte, selon l'enquête de 2018 qui portait sur 500 visiteurs, dont les deux tiers se sont déclarés comme touristes (A53).

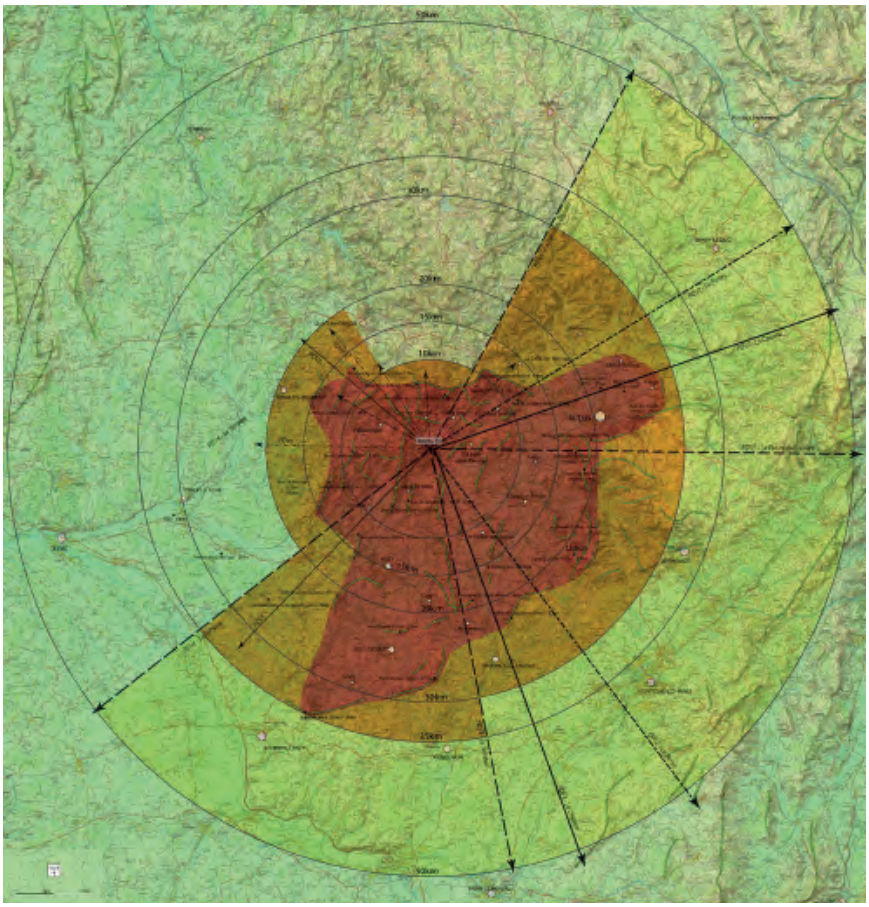
Dans l'esprit de l'équipe de BIBRACTE, cet observatoire n'aura pleinement de sens que lorsqu'il sera mis en œuvre par d'autres sites d'accueil du public afin de pouvoir apprécier de façon comparative la « *performance* » de BIBRACTE. La contribution de l'établissement au projet européen INCULTUM, lauréat d'un appel d'offres H2020 qui démarre en 2021, a affiché ce déploiement dans ses objectifs.

Des mesures visant un développement raisonné des parcs éoliens

Alors qu'elle n'était pas considérée comme un enjeu prioritaire sur le territoire, **l'émergence simultanée de trois projets conséquents au printemps 2016 a brutalement fait surgir la question du développement des parcs éoliens**. Ces projets non concertés totalisaient environ 80 générateurs de grande hauteur (de 180 à 240 m), face aux points de vue les plus remarquables du sommet du mont Beuvray et à une distance comprise entre 18 et 30 km (A31).

La question qui s'est alors posée aux gestionnaires est celle de l'acceptabilité de ces différents projets dans le champ de vision depuis le sommet du mont Beuvray. BIBRACTE et le PNRM ont ainsi saisi la préfète de Région à l'été 2016 pour lui faire part de leurs inquiétudes et lui demander de lancer une concertation afin que la transition énergétique ne se fasse pas au détriment du paysage du GSF. C'est dans ce contexte qu'une étude relative à la Définition de l'Aire d'influence paysagère du Grand Site de France de Bibracte – Mont Beuvray au regard des projets éoliens a été lancée en 2018 grâce à une commande conjointe de la DREAL et de la DRAC, avec pour objectif la production d'un document destiné à faciliter l'instruction des projets de parcs éoliens, en précisant notamment **les conditions d'acceptabilité des éoliennes autour du Grand Site**. Ce document finalement livré en 2021 n'aura pas de valeur réglementaire, mais devrait permettre un déploiement mieux encadré de l'énergie éolienne (A55). Il se fonde sur **une définition plus précise de la valeur patrimoniale du site classé** (*cf. supra*, p. 23) et se traduit par des préconisations spatialisées précises (ill. 42), incluant la perception diurne et nocturne des éoliennes jusqu'à une quarantaine de kilomètres du mont Beuvray dans certaines directions.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



42. Synthèse des préconisations pour l'installation des parcs éoliens aux abords du site classé du Mont-Beuvray (d'après l'étude Définition de l'Aire d'influence paysagère du Grand Site de France de Bibracte – Mont Beuvray au regard des projets éoliens par S. Fontaine, G. Duhamel et F. Reix 2021 = A55).
Trois zones ont été définies : Une zone d'exclusion (en rouge) ; Une zone de vigilance 1 (en orange), dans laquelle on s'attache notamment à éviter la saturation du panorama par des parcs éoliens ; Une zone de vigilance 2 (en jaune) qui découle de l'impact nocturne des feux de signalisation des éoliennes depuis les principaux panoramas du mont Beuvray.

OBJECTIF 2 : S'assurer du devenir de la périphérie du site.
Réalisation des sous-objectifs opérationnels

Action 2.1 : mettre en place un cadre de concertation local en cohérence avec celui existant au titre de Natura 2000, intégrant les enjeux agricoles, forestiers et architecturaux.
OBJECTIF EN COURS DE RÉALISATION avec l'instauration de relations de confiance avec toutes les parties prenantes requises pour développer la démarche GSF : communes, instances professionnelles, représentants de la société civile.

Action 2.2 : élaborer un plan de paysage à l'échelle de la zone tampon et assurer son suivi avec un comité de pilotage ad hoc.
OBJECTIF ATTEINT avec la constitution d'un diagnostic paysager du territoire et la définition d'un périmètre élargi pour la mise en œuvre de la démarche GSF, correspondant au territoire de douze communes.

Action 2.3 : s'appuyer sur des expériences positives au niveau local pour diversifier les exploitations agricoles, notamment dans les domaines de l'élevage ovin et de l'agrotourisme.
DÉMARCHE EN COURS avec la réalisation d'un diagnostic agricole du territoire et la mise en œuvre de plusieurs actions-pilotes qui ont permis de tisser les relations de confiance avec le milieu agricole. Une démarche analogue a été engagée auprès des propriétaires forestiers.

Action 2.4 : développer toute mesure possible pour favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs.
DÉMARCHE EN COURS, avec le doublement des exploitations "alternatives", dont une réalisation de forte valeur symbolique (reprise de la ferme du Rebout, près du musée de Bibracte).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

OBJECTIF 3 : ÉLARGIR LE GRAND SITE DE FRANCE AU SITE CLASSÉ DU MONT PRÉNELEY ET DES SOURCES DE L'YONNE

Le périmètre du territoire de projet esquissé dans le dossier de demande de renouvellement du label rédigé en 2013 intégrait l'emprise du site classé du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne, immédiatement contiguë de celui du Mont-Beuvray et l'on envisageait même alors la fusion des deux sites classés, au vu de leur complémentarité patrimoniale et des bénéfices à attendre d'une gestion mutualisée (A2, p. 41-44). L'accélération des coupes forestières rases constatées dans l'espace interstitiel était un argument supplémentaire de motivation pour les élus locaux. Se faisant l'écho des demandes de ces derniers, telles qu'elles s'étaient exprimées lors d'une réunion du comité de pilotage du GSF, **le PNRM et BIBRACTE ont saisi la DREAL en janvier 2015 pour demander la mise à l'étude de l'opportunité de fusionner les sites classés**. Cette étude circonstanciée (A39), dont les conclusions étaient favorables à la fusion, a été présentée au comité de pilotage du GSF en juillet 2019. Elle a donné lieu à une visite d'inspection du CGEDD, dont le rapport (A46) estime, quant à lui, que **cette fusion n'est pas opportune**, au motif que le classement des deux sites s'appuie sur des éléments de valeur patrimoniale très différents (l'archéologie pour le premier, le pittoresque de la forêt pour le second). En revanche, il considère qu'il serait profitable **d'établir une gestion concertée des deux sites** et d'**intégrer le site du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne dans le territoire de projet de la démarche GSF**, en cohérence avec ce que proposait le dossier de demande de renouvellement du label rédigé en 2013. Le rédacteur du rapport insiste ainsi sur le fait que « *la capacité qu'aura le GSF Bibracte – Mont-Beuvray à continuer à faire évoluer sa gouvernance (il a commencé à la faire via un meilleur partage par l'EPCC des responsabilités avec le PNRM) et à sortir de son domaine sera en revanche déterminante pour améliorer la situation actuelle vis-à-vis du paysage. Il devra être en mesure de définir, en concertation avec les élus locaux et l'ensemble des acteurs socio-économiques, un projet de territoire multi-thématiques, englobant les deux sites classés sans se limiter à eux.* » C'est en réponse à cette recommandation que **le présent dossier de renouvellement du label propose d'impliquer fortement le Département de la Nièvre, propriétaire du cœur du site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne, dans l'animation future de la démarche GSF.**

OBJECTIF 3 : Élargir le Grand Site de France au site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne
Réalisation des sous-objectifs opérationnels

Action 3.1 : impliquer dès à présent les opérateurs publics et privés du site du mont Préneley – Sources de l'Yonne dans la démarche Grand Site du mont Beuvray

OBJECTIF PARTIELLEMENT ATTEINT, au travers du souhait du Département de la Nièvre, propriétaire du cœur du site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne, de s'impliquer fortement dans l'animation future de la démarche GSF. Plus modestement, on a également convaincu des petits propriétaires forestiers situés sur le mont Préneley à mutualiser un plan simple de gestion (*cf. supra*, Objectif 2).

Action 3.2 : évaluer à l'horizon de 6 ans les atouts et difficultés d'un tel projet, notamment en matière réglementaire (fusion des deux sites classés impliquant une extension de l'aire protégée)

OBJECTIF ATTEINT, puisque l'instruction du projet de fusion est parvenue à son terme (en se soldant par un avis négatif de l'administration).

Action 3.3 : mettre en débat le projet à l'échelon local et, le cas échéant, exposer le mode opératoire et le calendrier de l'élargissement dans le dossier de renouvellement du label qui sera déposé en 2019

OBJECTIF DEVENU SANS OBJET, au vu de l'avis négatif de l'administration. Le présent dossier de renouvellement du label propose les modalités d'une mutualisation de la gestion des deux sites classés qui respecte l'identité propre de chacun.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

OBJECTIF 4 : IMPLIQUER LES ÉLUS ET LA POPULATION LOCALE DANS LA DÉMARCHE GRAND SITE DE FRANCE

Impliquer les élus et la population locale était un objectif majeur de la période de labellisation écoulée. Majeur autant qu'ambitieux, quand on sait l'investissement et l'énergie que demandent les démarches visant à impulser une dynamique participative sur un territoire. Il s'agit en outre d'un objectif assez difficile à évaluer de manière objective car il y a précisément une dimension subjective dans la mesure de l'implication des acteurs locaux dans une telle démarche.

La **médiation scientifique via la recherche-action** menée par les chercheurs d'ITEM (laboratoire d'excellence Innovation et Territoires de Montagne) a joué un **rôle décisif dans la compréhension des attentes et besoins des habitants** et, partant, dans leur implication dans le projet GSF. Il en va de même pour les élus qui ont pu être sensibilisés à la démarche en accueillant des actions de terrain et des événements scientifiques sur leurs communes. Au-delà de cette implication ponctuelle de certains édiles, s'est opérée une **mobilisation collective récente autour de la thématique des chemins**, thème que la recherche-action avait permis de mettre en lumière comme un **élément fédérateur de l'attachement au territoire.**

Vers une mobilisation collective des élus sur un périmètre élargi

Malgré quelques craintes que l'inscription de leurs communes dans un périmètre labellisé leur apporte des contraintes réglementaires nouvelles, il est à noter que **les élus du territoire sont tous globalement favorables à la démarche GSF, perçue comme une forme de reconnaissance sociale**, tel qu'il ressort d'entretiens menés par Fabien Reix durant l'été 2020. Ainsi, on constate que les élus locaux ont été plutôt volontaires dans la participation aux actions et recherches menées sur le terrain.

Dès lors, l'**enjeu** n'était pas tant de convaincre les élus locaux de l'intérêt du label GSF que de **construire avec eux les dimensions politiques et opérationnelles permettant de faire de la démarche un appui à la concrétisation d'un territoire de projet commun et inclusif** comme cela peut déjà l'être dans une certaine mesure dans les trois communes sur lesquelles se déploie le site classé (Glux-en-Glenne, St-Léger-sous-Beuvray, Larochemillay). Diverses actions ont été initiées pour susciter cette implication.

Ainsi, en 2018, à l'issue d'une démarche partenariale étroite entre les communes, les DDT accompagnées de leurs architectes et paysagistes conseils, les CAUE, les UDAP, le PNR et BIBRACTE, sous la forme d'un « atelier d'aménagement interdépartemental » inspiré de celui existant en Nièvre, une concertation a été lancée en vue de la **requalification des espaces publics de ces trois** « *villages portes* » du GSF. Les travaux concernés doivent se faire en 2021 dans la commune la plus avancée, Larochemillay, tandis que les deux autres ont pu prendre contact au printemps 2021 avec l'architecte Pierre-Louis Faloci, concepteur des équipements de Bibracte et Grand Prix national de l'architecture, qui s'est déclaré intéressé par la démarche. Les élus des autres communes ont quant à eux eu des investissements plus ponctuels au gré des manifestations organisées sur leur commune. L'inscription récente (décembre 2019) des villages du territoire du GSF dans la liste des collectivités éligibles aux subventions d'investissement de la Région au titre des « *Cités patrimoniales reconnues* » pourrait être un levier important pour mobiliser plus largement ces autres communes.

Jusqu'à l'été 2020, la mobilisation de moyens limités par BIBRACTE et le PNRM pour la sensibilisation des élus et l'animation territoriale n'avait pas permis d'aller au-delà de l'expression d'intentions et de pistes d'action. De plus, **la démarche a été conduite sans une figure politique locale fédératrice**, contrairement à ce qui est habituellement le cas sur les Grands Sites de France. **Deux événements récents ont contribué à faire évoluer favorablement l'implication collective des élus locaux dans le projet.**

Structurellement, il y a d'abord eu les élections municipales de juin 2020, qui ont conduit à un renouvellement en douceur (dès le premier tour dans toutes les communes concernées) de la composition des conseils municipaux. Plus factuellement, l'organisation le **23 juillet 2020** au musée de Bibracte d'une **réunion d'information regroupant les élus de onze communes** afin de leur présenter l'état d'avancement de la démarche GSF et le calendrier à venir, a joué un rôle déterminant dans le déclenchement d'une mobilisation collective et dans l'implication de communes qui se considéraient jusque-là plutôt extérieures au projet. Cette réunion avait précisément pour objectif **de sensibiliser les nouveaux élus à la démarche GSF et de faire le bilan des avancées de la période 2014-2019** avec des coups de projecteur sur certains dossiers spécifiques (le foncier forestier et la cartographie du réseau de chemins notamment). À la suite de cette réunion, les élus de ces mêmes communes ont pris l'initiative d'organiser **une nouvelle réunion entre**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

eux le 17 septembre 2020 afin de discuter concrètement de leur implication collégiale dans le projet de territoire, tandis qu'une douzième et dernière commune était raccrochée au projet, à savoir Millay, qui détient sur son territoire le débouché de la vallée de la Roche, entrée sud-ouest du GSF.

Les élus municipaux sont ainsi apparus soudés lors des auditions par le groupe d'experts indépendants le 22 septembre 2020 – le fait que toutes les communes aient participé à l'audition était d'ailleurs remarquable – et se sont en outre montrés particulièrement intéressés à l'idée de **développer une approche commune autour de la valorisation et l'aménagement des chemins ruraux à l'échelle du Grand Site.** Le groupe d'experts a ainsi souligné dans sa note de synthèse (A45) la **volonté collective clairement manifestée par ces élus de s'impliquer plus fortement dans le projet Grand Site.**

Une recherche-action pour impulser une dynamique participative

Intrinsèquement lié aux activités archéologiques et muséales présentes de longue date sur le site, ainsi qu'à la présence d'un centre de recherche dédié, le lien entre le GSF Bibracte – Mont-Beuvray et le monde scientifique apparaît comme une évidence. La période de labellisation engagée en 2014 aura été l'occasion de confirmer le potentiel du site en tant que terrain d'expérimentation, et même de renforcer et d'élargir cette logique de coopération scientifique avec notamment **l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire** du labex ITEM, avec laquelle des relations avaient été nouées au moment de déposer le dossier de demande de renouvellement du label GSF en 2013. **L'objectif de cette collaboration était précisément de faire de cette recherche-action l'opportunité** « ***de guider et structurer le programme d'actions*** » **du nouveau mandat en impliquant autant que possible les habitants et acteurs du territoire.**

La collaboration avec les chercheurs d'ITEM a permis de faire du GSF un terrain d'étude privilégié dans le cadre de la recherche « ***Singulariser les territoires de montagne. Approches critiques des processus de labellisation dans les constructions territoriales*** » coordonnée par Karine Basset (maître de conférences en Histoire contemporaine, université Grenoble Alpes et laboratoire LARHA), relayée par Caroline Darroux, anthropologue (directrice scientifique de la Maison du Patrimoine oral de Bourgogne (MPOB), associée au laboratoire dijonnais LIR3S), résidente sur le territoire et bien connue des acteurs locaux. **Cette recherche-action a fait le choix d'une approche pluridisciplinaire et d'une méthode participative ancrée sur le travail de terrain.** L'étude visait ainsi autant à comprendre les représentations des « *occupants* » (terme préféré par les chercheurs à celui d'« *habitants* » jugé trop restrictif) présents sur le site que de mettre en lumière les capacités singulières d'innovation, produites par les formes d'attachement (fréquentation active des lieux, rapports aux vivants, etc.) dans les pratiques des uns et des autres sur le territoire, notamment les agriculteurs (pour une vue d'ensemble des résultats : A47).

Les protocoles d'enquête variés propres à cette recherche ont en outre été croisés avec ceux menés dans le cadre d'autres études, comme les **ateliers mis en place par le paysagiste Claude Chazelle en 2017** pour mener le diagnostic paysager du territoire. L'animation de la recherche a ainsi été menée en étroite **collaboration avec les gestionnaires du site que sont BIBRACTE et le PNRM pour mettre en cohérence ces différentes approches scientifiques.** Ces recherches ont en commun une méthodologie résolument participative qui cadre avec l'approche réflexive et itérative voulue et assumée par les porteurs de la démarche GSF.

Dans le prolongement de cette recherche-action, le GSF a été impliqué dans deux programmes plus étendus. Il s'agit tout d'abord de la recherche-action *Paysages Territoires Transitions* lancée en 2016 par la direction de la recherche et de l'innovation du CGEDD, avec six territoires sélectionnés à l'échelle nationale en vue de nourrir les nouvelles stratégies du ministère de la Transition écologique. Le GSF a accueilli un atelier de ce groupe de réflexion, en mars 2017 (A12 ; A19 ; ill. 43), ce qui a permis de donner une large publicité à ses travaux. Malheureusement, à cause d'un pilotage déficient, *Paysages, Territoires, Transitions* s'est conclu en 2019 avec des résultats nettement en deçà des ambitions initiales.

Le GSF a aussi été de 2015 à 2018, le terrain d'enquête d'un **projet de recherche trinational, REFIT** (*Resituating Europe's First Towns*) qui s'appuie également sur l'étude des sites britanniques de Bagendon et Salmonsbury et du site espagnol d'Ulaca, qui partagent tous avec Bibracte le fait d'être des sites majeurs de l'âge du Fer, dont la vaste étendue (plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines d'hectares), alliée aux marques peu spectaculaires qu'ils ont laissées dans le paysage d'aujourd'hui, rend difficile leur appropriation par le public et la mise en place de mesures de protection. Ce projet financé par le programme multilatéral de soutien à la recherche JPI-CH (*Joint Programming Initiative on Cultural Heritage*) aura été l'occasion de donner une visibilité internationale à l'approche GSF (A13 ; A40 ; A50 ; *www.refitproject.com*).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



43. Travail en groupes au Centre archéologique européen lors du séminaire Paysages, Territoires, Transitions de mars 2017 (cliché Bibracte/A. Maillier 2017, n° 108923-1).

Les travaux menés sur le site de Bibracte–Mont-Beuvray ont donné lieu à de **nombreuses communications et publications d'audience scientifique et professionnelle** (voir notamment : A18 ; A30 ; A36 ; A50). Les articles dans des revues scientifiques, les chapitres d'ouvrages collectifs et autres communications dans des colloques, souvent à dimension internationale, ont permis de situer le GSF de Bibracte – Mont-Beuvray en bonne place sur la carte des terrains d'étude et de partage d'expérience relatifs au patrimoine et au paysage. À cet égard, **la montée en puissance de la démarche GSF a permis en parallèle à BIBRACTE de développer ses activités de conseil et de formation** dans le domaine de la gestion du patrimoine, en grande partie dans le cadre du Pôle international de formation et d'échange des gestionnaires de sites patrimoniaux porté par le Réseau des Grands Sites de France.

Dans un autre registre, l'action conduite par BIBRACTE a été consacrée en 2016 par la mention « *Développement durable* » au concours du musée européen de l'année *(European Museum of the Year)* organisé sous l'égide du Conseil de l'Europe.

Une attention particulière accordée au partage des connaissances

Dans la logique des approches de recherche-action, on peut noter qu'une attention particulière a été accordée à la diffusion des enseignements issus des travaux des scientifiques et à la **médiation scientifique** en général. Le site apparaît dès lors comme un lieu particulièrement attractif pour les chercheurs, que ce soit en tant que terrain d'enquête mais aussi en tant qu'espace d'émulation scientifique comme l'illustre **l'organisation récurrente des rendez-vous annuels des Entretiens de Bibracte-Morvan.**

Fonctionnant sur le principe de séminaires ouverts aux acteurs locaux, ces journées ont le double objectif de donner à voir les actions menées sur le territoire et d'**éclairer les enjeux locaux par leur mise en débat avec des scientifiques**, dans une perspective pluridisciplinaire et comparative : *Regards croisés sur l'avenir du paysage du Grand Site de Bibracte – Mont Beuvray* en 2014 (A5 : ill. 44), *Les ressources numériques comme instrument de connaissance et de développement des territoires* en 2015, *Regards croisés sur la recherche dans les Parcs de Bourgogne-Franche-Comté* en 2016 (A15), *La terre en partage : modes de propriété et de faire valoir : expériences et prospective, du Moyen-Âge au XXIe siècle* en 2017 (A26), *Assises de la recherche en Morvan* en 2018 (A34), *Faire monde commun* en 2019 (A38).

À titre d'exemple, la 14e édition (11-13 septembre 2019), intitulée ***Faire monde commun*** a pris la forme d'un atelier international. L'événement a non seulement permis de présenter et valoriser les travaux des chercheurs d'ITEM, mais aussi d'offrir l'opportunité au sociologue et philosophe Bruno Latour de mettre en perspective le contexte local avec les idées présentées notamment dans son essai *Où atterrir ?* (2017). **Le programme offrait en outre des modes de participation du public autour d'ateliers, de cinés-débats et de temps conviviaux, avec comme ambition de contribuer aux réflexions sur la politique de montagne** de la Région Bourgogne-Franche-Comté.



44. Atelier de lecture du paysage au pied du mont Beuvray, lors des 9e Entretiens de Bibracte-Morvan, « Regards croisés sur l'avenir du paysage du Grand Site Bibracte – Mont-Beuvray », 10 octobre 2014 (cliché Bibracte/A. Maillier 2014, n° 100314).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

On peut aussi citer **l'événement de vulgarisation scientifique** *La recherche est dans le pré* qui a eu lieu sur la commune de Poil en 2017 (ill. 45) et a permis aux chercheurs travaillant sur le site de présenter les avancées de la recherche « en train de se faire » (A24). Organisée par l'université de Bourgogne, cette manifestation consistait à **délocaliser de jeunes chercheurs sur le terrain, ici dans la stabulation d'un éleveur.** Avec plus de 200 participants, cette opération a été un grand succès et est reconduite en 2021 sur un autre secteur du Morvan.

Des newsletters épisodiques contribuent à diffuser localement **l'actualité du Grand Site** (A7 ; A25). **L'exposition** *Portait de territoire : le pays du Beuvray* présentée au musée de Bibracte en 2020 et 2021 a eu pour objet d'aider les visiteurs à appréhender le territoire du Morvan des Sommets et à mettre l'évolution rapide que connaissent aujourd'hui ses paysages dans une perspective de temps long, en mobilisant les compétences de scientifiques (naturalistes, archéologues et historiens). Elle a mis en scène le regard croisé de ces scientifiques sur le territoire de projet du GSF, sous la forme d'un dispositif multimédia mobilisant une carte en relief (A43 ; ill. 46). Elle a également sollicité largement les ressources de l'observatoire photographique du GSF, qui a été enrichi pour l'occasion (ill. 47).

Dans un autre registre, l'observatoire de la fréquentation du mont Beuvray installé en 2018-2019 par BIBRACTE a mobilisé des résidents, des socio-professionnels et des élus, tout en permettant de constituer une base connaissance vérifiée et partagée pour débattre des enjeux du tourisme et de la perception de l'action de BIBRACTE (et l'avenir de la démarche GSF) par ses partenaires et usagers (*cf. supra*, p. 58).

Les chemins ruraux comme élément fédérateur de l'attachement au territoire

Les différents travaux de recherche menés sur la période 2014-2019 auprès des habitants et élus locaux, ainsi que les zooms communaux de l'étude paysagère, auront permis de mettre en valeur l'attachement des habitants aux chemins dans l'appropriation de leur territoire (*cf. supra*, *La mise en évidence de communs paysagers*). La livraison d'une cartographie détaillée des chemins ruraux aux élus communaux a joué un rôle décisif pour les impliquer dans la démarche Grand Site.

Les chemins sont une manière d'aborder concrètement la question du paysage « *avec les pieds* », autour d'une composante paysagère forte, source d'attachement partagé. C'est de cet attachement que découle aussi le choix pour se désigner du mot CHEMINS par un collectif associatif issu de la société civile créé en 2020, dont l'ambition est d'accompagner l'animation de la politique du Grand Site.

Quelle place pour la société civile ?

Le succès des Entretiens de Bibracte-Morvan et notamment de son édition 2019 intitulée *Faire monde commun* a impulsé une certaine dynamique au niveau local. Présente lors de cette manifestation et inspirée par les interventions entendues, la présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté a invité les porteurs de projet à formaliser un programme d'innovation territoriale et à le soumettre à son administration. Au même moment, un groupe de réflexion s'est constitué en vue de proposer aux élus un projet alternatif à l'équipement touristique pour le site du Haut-Folin. Point culminant de la Bourgogne (901 m), situé au cœur de la forêt domaniale de Saint-Prix et à 8 km seulement du musée de Bibracte, le Haut-Folin fait en effet l'objet d'une attention soutenue des élus du PNRM. Ce projet a pris une dimension nouvelle en 2015 après que le PNRM soit parvenu à y intéresser une entreprise allemande, *Erlebnis Akademie* (EAK), qui conçoit et exploite déjà avec succès cinq "sentiers des cimes", sortes de parcours suspendus de découverte de l'environnement forestier. Après avoir mené, en 2016, les études préalables nécessaires pour préciser la faisabilité de ce projet, tant du point de vue économique que technique, EAK s'est finalement rétractée en 2017 face à l'incertitude sur la rentabilité de l'investissement qui aurait été nécessaire. La réflexion a été relancée au printemps 2019, sans résultat concret à ce jour.

La mobilisation des représentants de la société



45. Une doctorante présente ses travaux lors la manifestation La recherche est dans le pré, *tenu dans une étable de la commune de Poil, le 10 septembre 2017 (cliché PNRM/O. Thiébaut, 2017).*

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



46. Vue de l'exposition Portrait de territoire : le pays du Beuvray, *présentée au musée de Bibracte durant les saisons (tronquées par la pandémie) 2020 et 2021, avec le dispositif central mobilisant le regard croisé de scientifiques sur le territoire (conception : ON-SITU ; cliché Bibracte/A. Maillier 2020, n° 124 225).*

civile s'est recentrée au printemps 2020 (au moment du premier confinement) comme une force de proposition pour l'animation territoriale du GSF, au travers d'une approche culturelle et artistique. Elle s'est concrétisée par la création en juillet de l'association collégiale CHEMINS (A44). La constitution de cette association répond à l'ambition de donner un second souffle à la dynamique participative initiée lors de la période de labellisation qui s'achève. Si la volonté d'impliquer la société civile dans le projet de territoire de la démarche GSF et dans un mode de gouvernance élargi est une volonté assumée du côté des porteurs du label GSF, on constate que c'est une démarche encore en construction, n'ayant émergé que très récemment (les statuts de l'association ont été déposés en juin 2020). Les attentes vis-à-vis de CHEMINS sont toutefois importantes, en dépit d'une existence restée encore confidentielle jusqu'aux auditions du groupe d'experts en septembre 2020. L'association est en train se structurer afin de pouvoir s'impliquer plus fortement dans le projet de territoire du GSF en s'appuyant sur des moyens humains et financiers consolidés. Ainsi, la conjonction de plusieurs subventions (DRAC et programme LEADER Morvan) lui a permis de s'engager de façon effective au printemps 2021 dans l'animation artistique et culturelle de la démarche GSF, grâce à un chargé de mission employé à mi-temps. L'ambition est de faire participer les acteurs du monde artistique local aux débats publics et aux projets du territoire, au même titre que les scientifiques. Cette initiative a vocation à être intégrée au projet territorial pour le nouveau cycle de labellisation.

Si les méthodes de la recherche-action ont montré qu'il était possible de mobiliser ponctuellement les élus et la société civile, cette relation a aussi montré en creux la nécessité d'une d'animation de terrain plus soutenue et régulière pour pallier ce manque d'appropriation initiale du projet GSF.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE





Glux-en-Glenne, le hameau des Courreaux
années 1970 et 2019, vue vers le nord-est depuis la D500
(clichés : Fernand Rigeot, Mémoires du Pays de Glux, n°83 ; Antoine Maillier, Bibracte, décembre 2019)
(Observatoire photographique du mont Beuvray, point n° 91)





Glux-en-Glenne, près du hameau de hameau de Villechaise
1943 et 2019, vue vers l'ouest depuis la route de Saint-Prix à Chanson
(clichés : anonyme, collection J. Marceau, Mémoire du pays de Glux, n° 997 ; Antoine Maillier, Bibracte, décembre 2019)
(Observatoire photographique du mont Beuvray, point n° 90)





Saint-Prix, vue du village
vers 1910 et 2015, vue vers le sud-ouest, le mont Beuvray en arrière-plan
(clichés : carte postale, coll. J.-P. Guillaumet ; Antoine Maillier, Bibracte, janvier 2015)
(Observatoire photographique du mont Beuvray, point n° 40)

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE





Glux-en-Glenne, le Pré du Massé
années 1960-1970 et 2020, vue vers le nord-ouest
(clichés : Fernand Rigeot, Mémoires du Pays de Glux, n°82 ; Antoine Maillier, Bibracte, janvier 2020)
(Observatoire photographique du mont Beuvray, point n° 87)





Larochemillay, le hameau de Petiton, depuis la route D 7
vers 1950 et 2020, vue vers le nord-est, le mont Beuvray à l'arrière plan
(clichés : Carte postale, collection M. Porte, Autun ; Antoine Maillier, Bibracte, janvier 2020)
(Observatoire photographique du mont Beuvray, point n° 102)





Saint-Prix, le chalet et la piste de ski du Haut-Folin
années 1960 et 2020
(clichés : Carte postale, musée Nicéphore Niepce, Chalon-sur-Saône, 1975.19.71472.11/1 ; Antoine Maillier, Bibracte, décembre 2019)
(Observatoire photographique du mont Beuvray, point n° 93)

47. Quelques nouveaux points de vue l'observatoire photographique du paysage du mont Beuvray créés à l'occasion de l'exposition Portrait de territoire : le pays du Beuvray *à partir de photographies anciennes.*

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

OBJECTIF 4 : impliquer les élus et la population locale dans la démarche Grand Site de France
Réalisation des sous-objectifs opérationnels

Action 4.1 : mener une recherche structurante et mobilisatrice pour comprendre et valoriser les modes d'attachement des habitants au territoire du Grand Site selon trois thématiques : gestion de la ressource naturelle, rapport à l'historicité, rapport au lieu habité.

OBJECTIF ATTEINT avec la recherche-action menée par les chercheurs d'ITEM : écoute des « occupants » du territoire, avec la restitution au fur et à mesure des avancées et l'accompagnement de l'émergence de communs fédérateurs (le réseau de chemins du territoire).

Action 4.2 : mettre en œuvre un programme éducatif et d'animation du territoire du Grand Site afin d'en promouvoir la démarche auprès des habitants et notamment auprès du jeune public, en valorisant mieux les compétences des gestionnaires du Grand Site dans ces domaines.

OBJECTIF ATTEINT avec l'animation mise en place sur la thématique des chemins (cartographie et gestion participatives, résidences d'artiste-paysagiste) et la poursuite des Entretiens de Bibracte-Morvan qui s'affirment, année après année, comme un moment déterminant d'échange sur les enjeux du territoire.

DÉMARCHE EN COURS pour le volet éducatif, avec l'élargissement du champ d'intervention de l'action éducative et culturelle menée par BIBRACTE (thématiques naturalistes et artistiques, investissement plus large du territoire du Morvan des Sommets) et le resserrement du partenariat avec le PNRM sur ce thème.

Action 4.3 : renforcer et structurer l'offre touristique de pleine nature à l'échelle du Haut-Morvan.

DÉMARCHE EN COURS, avec le non-aboutissement des différents projets envisagés pour le Haut-Folin.

Action 4.4 : évaluer les performances de la démarche (en concertation avec l'action 4.1)

OBJECTIF ATTEINT, notamment au travers de la séquence de concertation de l'été et de l'automne 2020, puis la préparation du présent dossier de demande de renouvellement du label.

DU GRAND SITE DE FRANCE

La volonté de développer la démarche GSF en un projet territorial s'est notamment exprimée, lors du premier renouvellement du label, par l'**implication du PNRM auprès de BIBRACTE dans le pilotage** du projet, au moyen d'une convention de partenariat pour la gestion durable du Grand Site de Bibracte – Mont-Beuvray (A2, annexe 1). Concrètement, cette convention a permis d'identifier un correspondant de la démarche GSF au sein de l'équipe du PNRM, en la personne de son chargé de mission Paysage et Urbanisme, Olivier Thiébaut. Depuis 2013, ce dernier s'investit au quotidien dans la démarche aux côtés des membres de l'équipe de BIBRACTE engagés dans le pilotage du projet, à savoir son directeur technique, Jacques Gorlier (qui a quitté l'établissement en 2016 pour, notamment, gérer le Groupement forestier pour la sauvegarde des feuillus du Morvan), et son directeur Vincent Guichard, ainsi que la correspondante de l'équipe d'ITEM, Caroline Darroux.

Ce pilotage à trois (BIBRACTE – PNRM – ITEM) **a été à la fois très gratifiant pour chacun des partenaires et très productif.** Il aurait été ainsi impensable d'avancer sur la plupart des thématiques qui ont été défrichées depuis 2013 sans l'expertise et la légitimité du PNRM : enquête agricole, mise en œuvre des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et du projet Pâtur'Ajuste, Plan de Paysage relatif au foncier forestier, requalification des espaces publics villageois, mise en exergue du commun constitué par le réseau de chemins ruraux. **En retour, le PNRM en retire une meilleure visibilité de son rôle par les acteurs locaux (en particulier les communes et les représentants professionnels) et une image valorisée** auprès des mêmes acteurs. Cette appréciation positive de l'action du PNRM tient pour beaucoup au fait que le chargé de mission Paysage et Urbanisme a joué le rôle de référent territorial, avec une parfaite connaissance des acteurs locaux, une grande disponibilité et une capacité à mobiliser l'ensemble des compétences nécessaires auprès de l'équipe du PNRM en fonction des questions posées. À cet égard, **le projet GSF a pleinement joué son rôle de laboratoire du Parc**, rôle que l'on souhaite renforcer dans les années à venir comme l'a déjà acté la Charte 2020-2035 du PNRM.

Ce pilotage *sans moyens formellement dédiés* **de la part des institutions concernées a également montré ses limites.** Au cours de la période 2014-2020,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

l'animation de la démarche n'a mobilisé qu'un emploi équivalent temps-plein (estimation approximative), soit des moyens humains très nettement en deçà de ceux habituellement mobilisés sur les autres sites engagés dans la démarche GSF. On a pallié ces faiblesses en développant des partenariats basés sur le volontariat, notamment avec l'équipe d'ITEM et différents experts qui sont « *montés à bord* » pour une durée courte (dans le cadre des Entretiens de Bibracte-Morvan notamment) ou durablement (comme l'agro-économiste Roger Goudiard, qui cumule aujourd'hui un siège au conseil d'administration de BIBRACTE comme personnalité qualifiée et un autre au conseil scientifique du PNRM, tout en étant une des chevilles ouvrières de l'association CHEMINS). S'y sont ajoutés quelques partenariats rémunérés (avec le paysagiste-conseil de BIBRACTE, la SAFER, le CRPF, SCOPELA, l'équipe Fontaine – Reix) grâce à des subventions dédiées (ill. 48, et encore une mobilisation forte d'étudiants mastériens et de jeunes professionnels, qui ont permis de faire avancer de façon importante différents chantiers dans le cadre de stages de longue durée, contre des indemnités ou une rémunération modeste le plus souvent financée par la DREAL. Des partenaires ont également pris en charge certains aspects des travaux sur leurs fonds propres, comme ITEM pour la recherche-action et les services de l'État (DRAC et DREAL) pour l'étude de définition de l'aire d'influence paysagère du site classé du Mont-Beuvray. On doit encore mentionner plusieurs recherches doctorales bénéficiant d'allocations qui concernent de façon substantielle le territoire du GSF et alimentent la démarche par la matière qu'ils réunissent : Valentin Chevassu (université de Franche-Comté, thèse soutenue en 2021 sur la mise en place du réseau de peuplement médiéval du Sud-Morvan), Vincent Balland (université de Bourgogne, thèse en cours sur les usages de la forêt du Haut-Morvan au Moyen Âge et à l'époque moderne), Gaëtan Colin (université Lumière Lyon 2, thèse en cours sur les aménagements hydrauliques anciens du Haut-Morvan).

Le renforcement de la gouvernance et des moyens de la démarche GSF apparaît aujourd'hui comme un sujet sur lequel les marges de progression sont très grandes. La question du **renforcement des moyens d'animation** avait été ouvertement posée en marge des Entretiens de Bibracte-Morvan de septembre 2019. La réflexion s'est alors traduite par la rédaction, à la demande de la présidente de la Région, d'une note qui plaidait pour la mise en place d'un projet d'innovation territoriale au service de la politique régionale des espaces ruraux de montagne. Après plusieurs mois de questionnements des services de la Région sur le moyen de soutenir un tel projet transversal, le programme LEADER Morvan a été identifié au printemps 2020 comme une source intéressante de financement, du moins pour le court terme, puisque le projet GSF est en parfaite adéquation avec l'essence même de ce programme européen, qui a été créé pour soutenir « *des projets territorialisés, intégrés et innovants, adaptés aux besoins des territoires ruraux, en réponse à une stratégie définie localement par un ensemble de partenaires publics et privés*. »

On s'est ensuite posé la question du portage du projet, de nouvelles perspectives étant ouvertes par l'entrée en scène d'un nouvel interlocuteur, l'association CHEMINS, forte à la fois de son émergence de la société civile et de la **dimension artistique et culturelle** qu'elle propose d'apporter au projet.

Dans ce contexte, la mobilisation d'un **groupe d'experts** extérieurs, en septembre 2020, a permis de mettre sur les rails les modalités de gouvernance du prochain cycle de labellisation. Ce groupe d'experts a été sollicité pour **évaluer la pertinence du projet esquissé pour le prochain cycle de labellisation** dans ses objectifs et dans son mode opératoire. Il a ainsi auditionné, les 21, 22 et 23 septembre 2020, plusieurs dizaines d'acteurs locaux (représentants du monde scientifique, services de l'État, représentants professionnels de l'agriculture et de la forêt, collectivités territoriales de proximité, membres de l'association CHEMINS, grands élus) et a rédigé une note de synthèse à l'issue de ces rencontres (A45). Il en ressort notamment un consensus quant à la **nécessité de renforcer l'animation de la démarche GSF.** L'échange final qui a eu lieu lors des auditions de septembre 2020, et qui a mobilisé autour du groupe d'experts la présidente de Région, le président du PNRM et le directeur général de BIBRACTE, a également permis de convenir que **BIBRACTE devait continuer à s'afficher en première ligne pour le portage technique et financier de la démarche, en s'appuyant sur des partenariats, notamment avec le PNRM**. Dans ce cadre, l'association CHEMINS s'est vue confier le volet culturel de la démarche. Ce scénario a été consolidé par la constitution à l'automne 2020 de deux dossiers conjoints de demande de soutien portés par BIBRACTE et CHEMINS, avec des apports de LEADER Morvan et de la Région pour le premier, de LEADER Morvan et de la DRAC pour le second. **La validation, acquise fin 2020, de ces dossiers par les financeurs permet de doter la démarche de moyens humains dédiés à hauteur d'un équivalent temps-plein pour les années 2021 et 2022. C'est sur cette base qu'a été construit le projet d'action pour le troisième cycle de labellisation.**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

OBJECTIF 5 : Partager la gouvernance du Grand Site de France
Réalisation des sous-objectifs opérationnels

Action 5.1 : mettre en œuvre la convention de partenariat BIBRACTE-PNRM signée en 2013, qui fixe la répartition des responsabilités de chacun des deux partenaires.

OBJECTIF LARGEMENT ATTEINT avec l'implication forte du PNRM dans l'animation de la démarche GSF, mais le dispositif léger et peu coûteux mis en place a également montré ses limites : sans renforcement significatif des moyens, il est impossible de pousser plus avant les axes d'action qui ont été explorés depuis 2014.

Bénéficiaire	Origine et montant	Motif	Durée
PNRM	DREAL (15 000 €) + LEADER (20 660 €)	Coopération avec la vallée de la Bruche ; diagnostic agricole ; diagnostic paysager	2015-2016
PNRM	DREAL (11 000 €) + LEADER (16 841 €)	diagnostic forestier ; étude sur la valorisation des haies ; zooms paysagers communaux ; diverses expertises (Chambre d'Agriculture 58, SCOPELA)	2017
PNRM	Direction Départementale de la Cohésion Sociale (Service Civique)	Caractérisation du réseau de chemins ruraux ; carnet d'arpentage de Villapourçon	2018
PNRM	GIP Massif central + Région (181 068 €)	Démarche Pâtur'Ajuste (à l'échelle du PNRM) : 3 ans de CDD + expertise SCOPELA	2019-2021
PNRM	MTES (45 000 €)	Plan de Paysage (prestations SAFER et CRPF par convention)	2019-2021
BIBRACTE	MTES / CGEDD (10 000 €)	Soutien aux 14e Entretiens de Bibracte - Morvan	2019
MPOB	Région (5 000 €) + ITEM (10 000 €)	Soutien aux 14e Entretiens de Bibracte - Morvan	2019
PNRM	DREAL (12 500 €)	Cartographie des chemins ruraux + 2 carnets d'arpentage	2020
BIBRACTE	DREAL (20 000 €)	Financement du bilan des actions GSF (prestation Fontaine-Reix)	2020
PNRM	DREAL (27 000 €)	Formation des élus à la caractérisation des chemins ; 2 carnets d'arpentage ; complément au diagnostic paysager du GSF	2021
BIBRACTE	LEADER Morvan (120 000 €), Région (30 000 €)	Soutien à l'animation de la démarche GSF	2021-2022
CHEMINS	LEADER Morvan (48 000 €), DRAC (30 000 €)	Soutien à l'animation de la démarche GSF	2021-2022
BIBRACTE	Programme européen H2020 (265 000 €)	Déploiement d'un projet pilote de tourisme diffus sur le GSF dans le cadre du projet INCULTUM	2021-2024

48. Récapitulatif des moyens mobilisés pour l'animation de la démarche GSF de 2014 à 2021 (hors moyens sur les fonds propres des partenaires et volontariat).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

2020-2021 : une période charnière

La précédente revue d'objectifs et de réalisations montre que la démarche a tenu ses promesses, tant en termes de gestion concrète du site que de méthodes mises en œuvre et de gouvernance. Mais, alors que l'on peinait à trouver la voie pour déployer la démarche avec plus d'ambition, le cycle de labellisation 2014-2019 s'est trouvé happé et « *brinquebalé* » par la crise sanitaire de 2020-2021, qui a déstabilisé temporairement ses performances touristiques, qui a entravé un certain nombre d'actions – dont la finalisation du dossier de renouvellement du label GSF – mais surtout, qui est venue éclairer d'un jour nouveau ses défis structurels, au premier rang desquels la crise climatique, et imposer le besoin de repenser en profondeur son modèle territorial. Le changement de paradigme porté par cette crise nécessite d'analyser précisément ces deux « *années de bascule* » et de le faire en les isolant comme une période en soi, devant être dissociée de la cadence habituelle des labels accordés pour 6 ans.

Après une première réaction de sidération face au surgissement d'un virus inconnu, sans médicament, sans vaccin, qui – fait sans précédent – a contraint des pans entiers de l'Humanité à se cloîtrer et a mis à l'arrêt l'économie mondiale, le Grand Site de Bibracte-Mont Beuvray s'est engagé dans un processus collectif de ressaisissement, qui s'est développé dans trois directions : une réflexion sur les premières leçons à tirer de la pandémie, notamment concernant la manière de voir l'avenir ; une étape de restructuration de sa gouvernance ; et un renforcement de son dispositif opérationnel par une recherche active de moyens humains et financiers additionnels.

Dans la mesure où elle aura permis de faire un retour d'expérience sur la crise sanitaire, la mise en suspens de la rédaction du dossier de renouvellement du label GSF aura finalement été utile et constructive : un mal pour un bien, dont il convient de raconter l'histoire : comment les « *cogitations de confinement* » auront posé les bases de l'avenir dans les trois domaines, de la démarche, de la gouvernance et des principes opérationnels ; et en fin de compte : **comment le GSF s'y est pris pour faire de la crise sanitaire une opportunité pour rebondir.**

L'histoire de cette introspection et des leçons qui en ont été tirées mérite d'être contée à la manière métaphorique d'une métamorphose « *chenille - chrysalide - papillon* », où la chenille est le bilan qui vient d'être tiré, la chrysalide, le confinement, et le papillon, les nouveaux principes issus de ces cogitations de confinement. Cette métaphore emprunte bien évidemment au dernier essai de Bruno Latour, *Où suis-je ?* qui se réfère abondamment à *La métamorphose* de Kafka.

LA CHENILLE. En entomologie, les déterminants de l'insecte adulte sont présents dès le stade larvaire, sous forme de potentialités, de marque de fabrique. Il en est de même pour le Grand Site de Bibracte – Mont-Beuvray, qui – comme tous les lieux labellisés GSF, mais aussi les parcs naturels régionaux – a comme marque de fabrique, l'expérimentation et l'innovation territoriale. De ce fait, **lorsque la pandémie est survenue, le GSF était déjà porteur des prémices de ses métamorphoses futures**, notamment grâce au remarquable exercice d'anticipation qu'auront été les éditions successives des Entretiens de Bibracte-Morvan.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Rendez-vous annuel, assidûment suivi par les acteurs du territoire, **les Entretiens rythment les réflexions sur l'avenir du Grand Site et plus largement du Morvan, depuis le milieu des années 2000.** Leur notoriété, construite au fil du temps, leur a permis ces dernières années d'attirer des pointures intellectuelles de renom, pour éclairer les acteurs locaux sur les thématiques les plus structurantes pour eux. La question du paysage comme levier des politiques territoriales, introduite par Régis Ambroise, est au cœur de la réflexion collective depuis l'édition de 2014 ; celle de 2016 s'est d'ailleurs conclue sur une Déclaration qui en valorise le rôle directeur dans la politique des PNR et qui a inspiré la nouvelle Charte 2020-2035 du Parc du Morvan. L'édition de 2017, avec la participation d'Étienne Le Roy, a familiarisé les acteurs du territoire avec le concept juridique de Commun, notamment en s'appuyant sur des cas concrets, le plus emblématique d'entre eux étant celui des chemins ruraux et de leurs usages. Enfin, l'édition 2019 a consacré l'entrée dans le jeu de la question du « *vivant sous contrainte climatique* », dans la perspective philosophique portée par Bruno Latour, qui depuis cette date accompagne intellectuellement le GSF.

À l'heure où l'Humanité prend conscience qu'elle est devenue une « *force tellurique* » capable de mettre en danger jusqu'à l'évolution du climat mondial et du monde vivant, Bruno Latour milite pour que chaque communauté, au niveau local qui est le sien, prenne sa part de responsabilité pour assurer la préservation du vivant et s'insérer au mieux dans les interdépendances entre vivants humains et non-humains qui conditionnent sa propre survie. Il conceptualise cette nouvelle manière de faire de la politique sous le nom de « *Terrestre* ». **C'est donc intellectuellement armé de ces trois concepts de « *Paysage* », de « *Commun* » et de « *Terrestre* » – et armé aussi au plan pratique des nombreuses expériences concrètes conduites au fil des ans en lien avec ces thématiques – que le Grand Site est entré dans la crise sanitaire en janvier 2020.**

LA CHRYSALIDE. En entomologie, l'objectif de la phase nymphéale est de protéger l'insecte durant les mois d'hiver et de le préparer au retour de conditions moins hostiles. Il en a été de même pour le GSF de Bibracte – Mont-Beuvray, pendant le sale temps des deux années 2020 et 2021, qui ont été marquées par des contraintes inédites pesant sur des libertés aussi banales et normales que sortir de chez soi ou aller à la rencontre de qui bon nous semble et qui sont tout à coup apparues comme ayant une valeur inouïe.

Ce confinement a été vécu comme une entrée en chrysalide par le petit monde de Bibracte et du Morvan qui s'est replié, clos sur lui-même. Un groupe de personnes très engagées auprès du Grand Site est alors entré en introspection sur cette expérience de vie inédite. De profils très divers et vivant sur le territoire, le noyau initiateur de la démarche a rapidement éprouvé le besoin de s'élargir à d'autres compétences, principalement artistiques, convaincu qu'il faut donner autant de place aux idées des autres – surtout lorsqu'elles ouvrent sur des cultures professionnelles éloignées – qu'aux siennes propres. Dans cette configuration exploratoire d'une douzaine de personnes de bonne volonté – et dans le contexte extraordinaire, au sens premier du terme, de la pandémie – on a choisi de ne pas s'entêter à rédiger à marche forcée un dossier de candidature au renouvellement du label GSF, qui risquait fort d'être obsolète ; mais plutôt de profiter de la pause du confinement pour questionner en profondeur le modèle du GSF de Bibracte Mont-Beuvray.

L'entrée en réflexion a consisté **à considérer que la crise sanitaire pouvait être vue comme une répétition générale d'autres crises à venir, d'essence climatique et biologique**, autrement plus déstabilisantes. Vue sous cet angle, la crise sanitaire de 2020-2021 peut être considérée comme porteuse de leçons et surtout d'espoir, car elle aura montré qu'en toutes circonstances – même les plus défavorables – il est possible d'agir : que les pouvoirs publics sont capables de décisions rapides et d'actions radicales, comme la remise en cause pour la première fois du « *totem* » de l'économie ; que des changements d'ampleur peuvent être portés collectivement par tous les acteurs de la société, qu'ils soient publics, privés ou citoyens ; que la pandémie a renforcé la prise de conscience de l'impact de l'activité humaine sur la nature, venant ainsi en aide à ceux qui depuis longtemps œuvrent à la conscientisation des esprits sur les risques climatiques et biologiques et sur l'utilité des mesures préconisées par les scientifiques pour y faire face.

On peut espérer – en tout cas en soutenir résolument le plaidoyer – que la pandémie va d'une manière générale ouvrir de nouvelles perspectives politiques et permettre l'émergence au niveau local, de petites « *sociétés de bon sens* » se mettant en mouvement pour améliorer leur résilience. Ce sont là les conclusions auxquelles est parvenu le petit groupe de personnes mobilisées autour de BIBRACTE, lequel a joué un indéniable rôle catalyseur dans cette initiative de réflexion libre. **C'est dans toutes ces considérations que la « *chenille* » – le bilan du précédent cycle de labellisation – s'est dissoute dans la « *chrysalide* » du confinement, prête à être réassemblée différemment par métamorphose.**

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

LE PAPILLON. En entomologie, la fin de la période nymphéale permet à l'insecte adulte d'acquérir ses caractères définitifs. Il en a été de même pour le GSF de Bibracte – Mont-Beuvray qui, après plus d'un an de déconstruction de son modèle, a débouché mi-2021 sur une reconstruction différente, plus en phase avec les futures ruptures climatiques et biologiques attendues. Cette réflexion prospective a été très fortement marquée par la lourde hypothèque de la mutation climatique, dont on ne sait pas sur quel nouveau régime elle va atterrir à terme et par quelles étapes elle va passer. Il en est ressorti **deux grands principes directeurs pour l'action future**, qui s'expriment en deux couples de mots-clés : « *le vivant et l'art* » et « *le climat et l'incertitude* ».

Issu des cogitations de confinement, **le premier principe directeur articule le vivant et l'art.** Il met le vivant au centre de toutes les actions – en valeur cardinale – et propose de recourir à la médiation artistique entre les gens et la science. Il s'inscrit dans le prolongement de l'édition 2019 des Entretiens de Bibracte-Morvan, qui a constitué pour le GSF un véritable « *point de bascule* » conceptuel et aussi dans ses pratiques. La participation Bruno Latour a contribué à l'ouverture d'un nouveau champ de réflexion sur la résilience des territoires face aux changements climatiques, par la prise en compte des interactions entre tous les êtres vivants, humains et non humains – les « *Terrestres* » – considérés sur un pied d'égalité et liés par d'étroites interdépendances ; une approche qui incite à ne plus raisonner l'activité humaine en système de production basé sur l'exploitation de ressources, mais dans une logique de préservation et de renouvellement de toutes les interactions et interdépendances – qu'il nomme « *engendrements* » – qui se jouent sur les terrains de vie des humains. En septembre 2019, 200 personnes participant aux Entretiens de Bibracte-Morvan se sont trouvées ainsi embarquées dans une méthodologie d'animation qui leur a permis de mieux comprendre ce que sont leurs terrains de vie et d'apprendre à analyser les menaces qui pèsent sur eux et les alliances à nouer entre espèces vivantes pour y faire face. Cette démarche de retour au terrestre est indispensable, en même temps qu'elle est porteuse d'un risque d'entre soi, car c'est un réflexe naturel que de s'agréger à ceux qui nous sont proches quand tout va mal, glissant ainsi vers le localisme, le patriotisme de clocher.

Dans cette démarche, Bruno Latour **accorde une place éminente à l'art**, en particulier à travers son outil du « *théâtre des négociations* », mis au point pour aider à dépasser l'impuissance des COP Climat, en partant du constat qu'il y a dans le cadre onusien un déficit de représentation de tous les acteurs. Il s'agit alors de mettre en balance les intérêts de chacun des acteurs, étatiques ou non, en évitant les frontières qui créent artificiellement des angles morts de négociation. Cela se fait en mobilisant les outils des sciences sociales, du théâtre, des arts plastiques, pour simuler ce que devrait être une négociation centrée sur les vrais enjeux à relever et sur l'exigence nouvelle de prendre en compte tous les êtres vivants avec lesquels les humains sont en interdépendance.

Nourrie de sa collaboration avec Bruno Latour, la douzaine de personnes du petit groupe qui a porté le processus de métamorphose lancé pendant le confinement, a décidé en mai 2020 de **se constituer en une association dénommée CHEMINS**, qui s'inspire de son approche, avec l'ambition de la décliner sur les sujets de société propres au territoire du GSF de Bibracte – Mont Beuvray ; en premier lieu la mutation climatique, si difficile à vulgariser et à prendre en compte dans toutes les micro-décisions de la vie quotidienne. La méthode vise – via une multitude de formes artistiques appliquée à des situations conviviales d'expérimentation – à apporter un nouveau regard, un changement dans la manière de penser ces problématiques ; de produire du « *réfléchir ensemble* », des acculturations mutuelles et *in fine* de la mise en œuvre. Toujours inspiré par Bruno Latour, l'objectif est de **mettre en place un** « *laboratoire d'art politique* » œuvrant sous une multitude de formes et d'approches ; et par des méthodologies singulières et contextualisées, de créer une ambiance et un élan, de donner de l'enthousiasme territorial, là où aujourd'hui dominent plutôt la déprime sociale et le désœuvrement politique. Là encore, il faut être attentif au risque d'entre soi ; la logique de laboratoire est intéressante, mais un problème réside dans le fait que l'on sort peu du sien.

La finalité à terme est d'**utiliser l'art comme un des instruments de régénération du collectif**, un outil de résolution de la « *crise de la représentation* » au sens humain du terme ; c'est-à-dire la représentation que chacun a de sa place sur le territoire et dans le collectif et la représentation que l'on a collectivement de nos « *terrains de vie* ». L'ambition est aussi – par l'ajout d'une dimension artistique et festive – de renforcer les Entretiens de Bibracte-Morvan dans leur rôle de « *conférence annuelle de territoire* » débattant de sujets d'actualité, déployant des initiatives locales et éclairant la décision publique, voire de parvenir à terme à la mise sur pied d'un « *Parlement des espèces* », associant dans un même mouvement tous les vivants humains et non-humains, qui évoluent en interdépendance dans le Haut-Morvan ; notamment en s'inspirant du « *Parlement du Fleuve* » sur la Loire et du « *Parlement de l'Estuaire* » en Charente.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Issu lui aussi des cogitations de confinement, **le deuxième principe directeur articule le climat et l'incertitude**, en partant du constat que l'incertitude, qui s'accroît très fortement avec la mutation climatique, est un des plus grands défis des années à venir ; une incertitude avec laquelle l'action doit apprendre à ruser lorsque l'on conduit des projets. Très tôt dans la réflexion, on a choisi de se référer à la riche expérience des pays en développement, qui sont de bons laboratoires d'étude des succès et des échecs de ce que l'on appelle la gestion par projet. On s'en est notamment inspiré lorsqu'au sortir des Entretiens de Bibracte-Morvan de septembre 2019, la présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté a invité le GSF à lui proposer un projet d'innovation territoriale. Les travaux des chercheurs (*cf.* ceux très inspirants de Philippe Lavigne-Delville de l'IRD) rappellent que la nécessité de naviguer dans l'incertitude n'est pas nouvelle et qu'elle est même consubstantielle à la démarche de projet, celle-ci consistant par définition, à structurer une réalité qui n'existera que plus tard. Mais l'incertitude a pris une dimension surdéterminante au fur et à mesure de la prise de conscience de la mutation climatique et de l'affaissement du vivant, tous deux d'ores et déjà perceptibles. Plus que jamais, il faut aujourd'hui **affronter l'incertitude climatique en lui reconnaissant son caractère structurel**, ce qui oblige, dans chaque situation nouvelle, à commencer par expliciter ce qui est connu et ce qui ne l'est pas, afin de tenter de cerner les principales sources d'incertitude. Il est surtout indispensable d'abandonner certaines postures du passé qui considéraient celle-ci comme une « *pollution* » à maîtriser par la programmation, et en faire au contraire un paramètre fondateur de l'action publique.

Ce retournement est lourd de conséquences sur la gestion de projet, sur son caractère mécaniste qui établit un lien causal simplificateur entre moyens, actions et impacts. Face à l'incertitude, on doit se fier à la rétro-action plutôt qu'à la programmation des actions ; avoir un cap, mais accepter de découvrir le chemin en le parcourant ; éviter de se fourvoyer sur des « *sentiers de dépendance* » ne permettant pas de revenir sur ses pas ; faire preuve d'humilité et se méfier de nos propres biais ; mettre l'enjeu de la confiance au centre. L'incertitude croissante oblige à revisiter en profondeur l'outillage de gestion, en partant du fait que si l'avenir est incertain, alors **l'art du projet doit être de susciter un maximum d'échanges entre tous les acteurs concernés, afin de multiplier l'exploration des possibles et de faire émerger le plus de compromis innovants**. Construire de tels systèmes d'acteurs pérennes est devenu un objectif aussi important, sinon plus, que les traditionnels objectifs de réalisation. Il faut aujourd'hui – via de telles capacités d'action collective – chercher à créer des visions d'ensemble, repérer les opportunités cachées, faire émerger des consensus par ajustements mutuels entre acteurs. Il s'ensuit qu'aborder les projets dans une logique séquentielle, séparant la conception de la réalisation, n'a plus de sens. On pourra de moins en moins à l'avenir séparer le processus d'analyse des problèmes – qui vont apparaître on ne sait où ni quand – de leurs processus de résolution. Le temps est aux projets « *guidés par les problèmes* », des problèmes qui ne doivent plus être perçus comme négatifs, mais comme stimulant la créativité. Dans le jargon de la gestion de projet, **cette nouvelle manière d'opérer porte le nom de** « *projet-processus* ».

Appliquée à notre cas, cette logique conduit à **traiter le nouveau projet du Grand Site de France comme un** « *méta-projet territorial* », qui va se concrétiser progressivement au fil du temps – en même temps d'ailleurs qu'il évoluera dans ses ambitions – par le biais de « *projets-processus* » ponctuels, lancés en de multiples points de son territoire par de multiples coalitions d'acteurs. En méthode, le rôle du GSF va être d'influencer le plus judicieusement possible – sur chacun de ces projets ponctuels – ceux qui en sont les acteurs directs, en prenant en compte leurs logiques d'intérêts et leurs attentes – plus ou moins fortes, plus ou moins contradictoires – et en gérant des problèmes techniques non résolus et des aléas financiers. Cela ne garantit pas la réussite, mais présente l'avantage de composer avec l'incertitude, notamment par l'antique méthode des essais-erreurs, et d'assumer le fait que les écarts et les dérives entre ce qui est recherché et ce qui est atteint sont sociologiquement normaux et parfaitement acceptables, à condition d'en recueillir et valoriser les leçons.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Le projet Grand Site de France à l'horizon 2027

PRÉAMBULE

Pour mémoire, le label GSF appartient à l'État et est géré par le Ministère en charge de l'Écologie. Les modalités de son attribution et de sa mise en œuvre sont fixées par un règlement d'usage établi par le ministère (*cf.* encadré p. 76-77).

LES FONDEMENTS DU PROJET

Une volonté d'expérimentation

En conformité avec les principes directeurs adoptés à l'issue des « c*ogitations de confinement* », le prochain cycle de labellisation consistera plus à fixer des axes de travail – voire des postures de travail – que des objectifs à proprement parler. En effet, **les incertitudes et les aléas qui caractérisent la mutation climatique se prêtent mal à une programmation**, dont la rigidité procédurale risque de rendre aveugles et engourdis les gestionnaires du GSF : cadre d'intervention contraignant avec des dates de démarrage et d'achèvement, actions fixées préalablement et allocations budgétaires irrévocables. Il s'agira plutôt de « *composer avec* » **les ruptures climatiques, dans une logique de processus** ; les actions devront être gérées, de manière souple et réactive, au plus près du terrain ; fondées sur l'apprentissage collectif et la responsabilité des acteurs. L'agilité, les bons réflexes, voire l'instinct, seront à privilégier. Dans le monde qui vient, il vaut mieux être le roseau plutôt que le chêne de la fable de La Fontaine.

Dans un contexte de **forte déprise démographique et agricole**, de **fermeture du paysage par l'enfrichement, de développement de la gestion industrielle des forêts au détriment du paysage**, ce qui est une source croissante de conflits, les gestionnaires du GSF ont choisi de développer une **méthode de travail souple et agile** afin de s'adapter au mieux aux difficultés et contraintes du terrain, d'être au plus près des préoccupations quotidiennes des acteurs du territoire et aussi de tenir compte de ressources réduites pour développer leurs ambitions.

En outre, BIBRACTE et le PNRM n'ont jusqu'à présent disposé que de **moyens très limités** pour assurer l'animation de la démarche. Pour cela, les porteurs de la démarche n'ont eu de cesse d'**avancer pas à pas à la faveur des opportunités** qui s'offraient à eux pour nouer des partenariats avec différents acteurs (CRPF, SAFER…), trouver des fonds pour financer des études (diagnostic paysager, étude d'aire d'influence paysagère…) et répondre à des appels à projets pour mettre en œuvre les actions à mener sur le terrain (Plan de Paysage par exemple). Ils se sont également appuyés sur **une collaboration étroite avec la communauté scientifique** (chercheurs d'ITEM), tandis que l'attention particulière accordée à la **médiation et la valorisation des travaux** auprès d'un large public a permis **l'implication progressive de l'ensemble des parties prenantes** dont celle, fondamentale pour la suite, des élus locaux.

Cette méthode de travail **a permis d'engager de nombreux** « *chantiers* » depuis 2014. Construite sur une **méthodologie résolument empirique et collaborative**, cette approche apparaît d'autant plus pertinente dans la période actuelle marquée par l'incertitude et par la **nécessité d'agir face à une crise sans précédent qui découle du changement climatique.** Faisant la démonstration de l'articulation du global et du local, ces phénomènes d'échelle planétaire ont des conséquences directement observables sur les activités du territoire (agriculture, exploitation forestière, économie touristique et présentielle) dont les effets sur les paysages

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

RÈGLEMENT D'USAGE DU LABEL « GRAND SITE DE FRANCE »
Version révisée 2010

PRÉAMBULE

Le label Grand site de France a été créé par l'État pour garantir l'excellence de la gestion des sites classés de grande notoriété et de forte fréquentation, qui sont l'objet de la politique nationale des Grands sites. Il est défini par l'article L 341-15-1 du Code de l'environnement, créé par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et constitue une marque déposée par l'État auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle depuis 2002. Il se réfère aux principes de la Convention du patrimoine mondial de 1972 (Unesco) et de la Convention européenne du paysage de 2000 (Conseil de l'Europe, Florence).

- Code de l'environnement, article L341-15-1 :

« Le label "Grand site de France" peut être attribué par le ministre chargé des sites à un site classé de grande notoriété et de forte fréquentation. L'attribution du label est subordonnée à la mise en œuvre d'un projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du site, répondant aux principes du développement durable. Le périmètre du territoire concerné par le label peut comprendre d'autres communes que celles incluant le site classé, dès lors qu'elles participent au projet.

Ce label est attribué, à sa demande, à une collectivité territoriale, un établissement public, un syndicat mixte ou un organisme de gestion regroupant notamment les collectivités territoriales concernées. La décision d'attribution fixe la durée du label. »

Le règlement du label précise l'objectif du label, les conditions d'éligibilité, le processus d'attribution et de renouvellement, la durée de la labellisation et les modalités d'usage du label.

ARTICLE 1 – OBJECTIFS

Le label garantit que le site est préservé, géré et mis en valeur suivant les principes du développement durable. Il atteste notamment que le gestionnaire :

- *préserve les caractéristiques paysagères, naturelles et culturelles du site,*
- *assure son entretien et sa gestion au quotidien,*
- *permet un accueil du public dans le respect des qualités patrimoniales du site,*
- *intègre le développement économique local dans le projet du site,*
- *veille à ce que la fréquentation touristique reste compatible avec le caractère patrimonial du site et les conditions de vie des habitants,*
- *travaille de façon concertée avec les partenaires du site et de son projet.*

ARTICLE 2 – SITES ÉLIGIBLES

Sont éligibles les espaces qu'il est convenu d'appeler des « Grands sites », c'est-à-dire des territoires remarquables pour leurs qualités paysagères, naturelles et culturelles, dont la dimension nationale est reconnue par un classement d'une partie significative du territoire au titre de la protection des monuments naturels et des sites, qui accueillent un large public et qui sont engagés dans une démarche partenariale de gestion durable et concertée pour en conserver la valeur patrimoniale, l'attrait, et la cohérence paysagère.

ARTICLE 3 – CONDITIONS NÉCESSAIRES

Le label ainsi redéfini par la loi exige une triple condition :

- *un site ayant les caractéristiques d'un Grand site, en termes de protection, de notoriété et de fréquentation (cf.art.2) ;*
- *la mise en œuvre d'un projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du site, répondant aux principes du développement durable et visant à satisfaire les objectifs définis à l'article 1 (à la fois au moment de l'attribution du label et pour la durée de la labellisation) ;*
- *un organisme de gestion partenariale attributaire du label, dont le fonctionnement est assuré de manière pérenne au moyen d'un budget identifié et adapté aux enjeux, qui coordonne la mise en œuvre du projet du Grand site en associant les diverses parties prenantes.*

Par ailleurs, le site doit offrir :

- *un état, un entretien et un fonctionnement satisfaisants et à la hauteur du site ;*
- *des aménagements et des services aux visiteurs fondés sur le respect de l'identité et de la singularité des lieux.*

ARTICLE 4 – PROCÉDURE D'OBTENTION, DE RENOUVELLEMENT OU DE RADIATION – DURÉE DU LABEL

1. Obtention du label

La demande de labellisation, adressée au ministre, est envoyée par la structure gestionnaire du site à la préfecture de son siège, sous forme d'un courrier accompagné du dossier de candidature.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

La préfecture en assure l'instruction au niveau local avec l'appui de la DREAL. Dans ce cadre, la candidature est présentée pour avis à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites. Le préfet la transmet ensuite au ministre chargé des sites. Au niveau central, le ministère saisit pour avis la Commission Supérieure des Sites Perspectives et Paysages (CSSPP), qui examine le dossier de candidature au label Grand site de France. Afin de préparer cet examen, le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) désigne un membre de l'Inspection générale pour effectuer une mission de terrain et rapporter devant la commission. En outre, l'avis du Réseau des Grands Sites de France est sollicité.
La décision ministérielle, signée du ministre chargé des sites, est publiée au Bulletin Officiel du ministère correspondant. Il est statué sur la demande dans un délai de six mois à compter du dépôt du dossier.

2. Durée du label

Elle est fixée par la décision ministérielle d'attribution. Selon le présent règlement d'usage du label en vigueur, elle est de 6 ans. Pendant cette période, le président de l'organisme de gestion du site labellisé transmet chaque année un rapport d'activités au préfet et au ministère, faisant état des évènements marquants de l'année écoulée, et permettant de mesurer l'adéquation de la gestion et des actions mises en œuvre avec les engagements pris au moment de la labellisation.

3. Renouvellement

Le label est renouvelé dans des conditions identiques à celles de son attribution.

4. Suspension et Radiation

4.1. Pendant la durée de validité du label, le ministre chargé des sites, sur rapport de l'Inspection générale chargée des sites et après avis du Réseau des Grands Sites de France, peut procéder à la suspension ou au retrait du label en cas d'atteinte grave portée aux qualités patrimoniales du site ou de manquement caractérisé aux engagements pris.
4.2. Le label est retiré de plein droit en cas de disparition de la structure de gestion, sauf transmission de ses engagements et compétences à une autre structure acceptée par le ministre.

ARTICLE 5 – ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Le label est attribué à l'organisme de gestion du Grand site qui en a fait la demande. Il peut s'agir d'une collectivité territoriale, d'un établissement public, d'un syndicat mixte ou d'un organisme de gestion regroupant notamment les collectivités territoriales concernées. Cet organisme est appelé couramment le « gestionnaire » du site.

ARTICLE 6 – CONSTITUTION DU DOSSIER

Le dossier de candidature au label constitue l'engagement du gestionnaire sur le maintien ou l'amélioration de l'état du site et plus généralement sur le projet de gestion du site à long terme. Il comporte :
1. La déclaration d'engagement signée du représentant élu de l'organisme de gestion, qui atteste de sa motivation à demander le label et résume ses engagements pour l'avenir ;
2. La présentation du site et de son contexte territorial, avec les caractéristiques paysagères, naturelles et culturelles qui font de ce territoire un Grand Site (protections réglementaires, caractère remarquable, fréquentation, consensus local). Un état des lieux de la préservation, de l'entretien et de la gestion du site au moment de la demande est présenté, ainsi que la démarche suivie pour le restaurer, le préserver ou le mettre en valeur ;
3. Les éléments clefs du projet de préservation de gestion et de mise en valeur du site pour les années à venir. Ces éléments permettront d'apprécier, au regard des enjeux mis en évidence, comment seront assurés l'entretien, la préservation et la gestion du site selon les principes du développement durable, pendant la période future de labellisation ;
4. Les moyens techniques et financiers de gestion du site et l'organisation de la structure gestionnaire. Sont également précisées les modalités de la gouvernance, incluant la concertation avec les acteurs et la population locale ainsi que l'information du public ;
5. Les modalités d'évaluation et de suivi, et notamment les indicateurs et outils de suivi choisis, le suivi de la fréquentation, l'observatoire photographique du paysage.

ARTICLE 7 – UTILISATION DU LABEL

La dénomination « Grand site de France » est caractérisée par un emblème (logo) qui lui est associé. L'usage en est réservé aux gestionnaires de sites autorisés par la décision ministérielle de labellisation. L'utilisation à fin exclusivement commerciale de la marque « Grand site de France » est interdite. La labellisation accordée entraîne une autorisation de principe du ministre pour l'utilisation de l'emblème par le gestionnaire du site lorsque la vente d'objets, de produits ou de services ainsi marqués contribue directement à l'entretien du site et que ces objets, produits ou services représentent une valeur éducative à l'environnement et une qualité de matière et de conception compatible avec l'image de qualité véhiculée par le label. Une dérogation au cas par cas est sollicitée pour tout autre objet, produit ou service. La dérogation est accordée pour une durée limitée qui ne peut excéder le nombre d'années restant à courir avant la date de renouvellement du label. L'utilisation du label et de son emblème est autorisée et souhaitable sur les panneaux d'information et la signalétique du site, en accord avec la réglementation dans la partie classée du site. Elle l'est aussi pour les usages de communication non commerciaux (papier à en-tête, site internet, véhicules du gestionnaire, plaquettes d'information…) de l'organisme de gestion, lorsqu'il communique sur le Grand site ou son projet.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

et les différents milieux et modes d'occupation des sols sont les témoins. Gage de résilience et d'adaptabilité face aux profondes mutations à l'œuvre, la **démarche inductive basée sur l'expérimentation** a l'ambition **de faire du GSF un laboratoire d'étude et d'expérimentation** des changements en cours sur l'ensemble du territoire du Morvan.

La démarche GSF déployée depuis 2007 autour du site classé du Mont-Beuvray se situe ainsi à une **étape charnière** de son développement. Pensé dès le départ comme un **processus exploratoire à vocation expérimentale**, il arrive aujourd'hui à un **degré de maturité qui nécessite d'assurer la pérennité des actions prometteuses déjà initiées**, tout en se laissant l'opportunité de **continuer à explorer de nouvelles voies d'expérimentation**. Il s'agit en outre de **renforcer les capacités d'animation du projet afin de consolider la communauté d'intérêts** qui s'est petit à petit rassemblée autour de ce **projet fédérateur** qui mobilise maintenant bien au-delà des porteurs à l'origine du projet grâce au **soutien affirmé des collectivités locales et l'implication grandissante de la société civile et des élus locaux.**

Après la phase nécessairement lente et progressive d'appropriation d'un processus encore en construction, à laquelle aura largement participé la mise en place d'une approche collaborative lors des deux précédents cycles de labellisation, vient aujourd'hui le temps de l'élaboration d'un **projet territorial partagé qui place le paysage au cœur de ses objectifs**. Il apparaît de ce point de vue essentiel de satisfaire autant que possible les attentes que cette démarche participative a logiquement suscitées auprès des habitants, des professionnels et des élus engagés dans le processus. L'enjeu du nouveau cycle de labellisation est donc de réussir à **structurer la démarche pour renforcer l'adhésion au projet, tout en préservant la méthode de travail agile et collaborative qui fait sa force et son originalité.**

Des moyens accrus mais à sécuriser

Le cycle de concertation de l'automne 2020 a été suivi de différentes démarches de mobilisation de financements pour renforcer l'équipe opérationnelle et ses moyens d'intervention. Quatre chargés de mission et un chargé de recherche auront aussi rejoint ainsi l'équipe opérationnelle entre février et novembre 2021 :

- **une chargée de mission Grand Site de France**, Sophie Mobillion, est mobilisée à mi-temps par BIBRACTE dans le cadre d'une mise à disposition par la Chambre d'Agriculture de Saône-et-Loire. Ce poste est sécurisé jusqu'à début 2023 par des cofinancements du programme LEADER Morvan et de la Région.
- **un chargé de recherche Innovation territoriale**, Matei Gheorghiu, a été embauché par BIBRACTE afin de poursuivre la documentation critique de la démarche dans la lignée des travaux d'ITEM ; ce poste, qui le mobilise à mi-temps, est financé par le dispositif du Crédit Impôt-Recherche jusqu'à début 2023 ; l'expertise des tiers-lieux développée par le titulaire de ce poste dans le cadre de son doctorat en sociologie est parallèlement mise à contribution pour accompagner le Réseau français des FabLabs et participer à divers chantiers entrepris par la mission « *Nouveaux Lieux, Nouveaux Liens* » de l'ANCT pour animer et favoriser l'émergence d'un écosystème national des tiers-lieux sur l'ensemble du territoire.
- **un chargé de développement culturel**, Nicolas Barral, est embauché à mi-temps par l'association CHEMINS. Ce poste est sécurisé jusqu'à début 2023 par des cofinancements du programme LEADER Morvan et de la DRAC.
- **une chargée de projet Patrimoine et Tourisme**, Flore Coppin, est embauchée à 80 % d'un temps plein par BIBRACTE jusqu'au printemps 2024 dans le cadre du projet de recherche INCULTUM financé par le programme européen H2020. Porté par l'université de Grenade, INCULTUM (*INnovative CULtural ToUrisM in European peripheries*) mobilise sur 36 mois, avec une dotation de l'Union européenne de 3,4 M€, des partenaires de dix pays européens en vue de développer une recherche-action destinée à promouvoir le tourisme culturel dans les régions rurales en se fondant sur une implication forte des acteurs locaux. Dans ce cadre, BIBRACTE se voit surtout confier la tâche d'expérimenter le développement d'une offre de visite sur le territoire du GSF en s'appuyant sur les éléments patrimoniaux qui suscitent le plus d'attachement des habitants, notamment le réseau de chemins ruraux. BIBRACTE est également en charge de la rédaction d'une synthèse des réflexions du consortium relativement aux conditions de réussite des démarches participatives sur la thématique du tourisme rural (voir : *https://incultum.eu)*.

Dans le même temps, on compte sur des apports en ingénierie des partenaires de la démarche, en particulier BIBRACTE, le PNRM, le Département de la Nièvre, les municipalités, la Maison du Patrimoine oral de Bourgogne, l'association CHEMINS.

Pour ce qui concerne BIBRACTE, il s'agira notamment de mobiliser de façon plus systématique les moyens humains de l'établissement consacrés à l'ac-

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

tion culturelle, à la médiation et au développement touristique.

Pour ce qui concerne le PNRM, le chargé de mission Paysage et Urbanisme demeurera le correspondant privilégié, avec l'appui de différentes compétences de l'établissement : animation agricole (avec l'enjeu de court terme de prolonger la démarche d'agro-écologie Pâtur'Ajuste, financée jusqu'à fin 2021 seulement, et la mise en œuvre des mesures agro-environnementales), animation forestière, gestion des sites Natura 2000, géomatique, etc.

Pour ce qui concerne le Département de la Nièvre, c'est prioritairement le service du Patrimoine naturel qui se mobilise au titre de sa politique des Espaces naturels sensibles et de sa déclinaison locale appliquée à la gestion du site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne, mais aussi la direction de la culture au titre du soutien au volet culturel de la démarche.

Pour ce qui concerne la MPOB, l'accompagnement de la démarche GSF est inscrit parmi les actions qui bénéficient par voie contractuelle d'un soutien pluri-annuel de la DRAC et de la Région.

Parmi les moyens humains que l'on mobilisera de façon régulière, il faut encore compter ceux d'un **paysagiste-conseil**, rôle que joue depuis le début des années 2000 l'atelier de paysage Claude Chazelle auprès de BIBRACTE.

La démarche GSF se développant sur un territoire rural qui totalise moins de 4.000 habitants, qui plus est situé aux confins de deux départements et de trois communautés de communes et au sein d'un Parc naturel régional qui ne collecte qu'une cotisation modeste auprès des communes (3 € / habitant en 2020) et qui mobilise déjà les subsides des grandes collectivités (930 000 € pour la Région, 278 000 € pour la Nièvre et 95 000 € pour la Saône-et-Loire), **il est illusoire d'espérer financer la démarche GSF sur des contributions récurrentes des collectivités territoriales** concernées.

Ces contraintes budgétaires ont une incidence forte sur les modalités d'action qu'il est possible d'envisager. **La démarche GSF doit se fonder autant que possible sur les moyens permanents des partenaires. Ses moyens propres ne peuvent découler que de financements sur projet** mobilisés auprès de différents partenaires ou dispositifs, notamment les outils de soutien à l'innovation proposés par différentes politiques européennes, comme le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) avec les dispositifs LEADER et PEI-Agri et le programme de soutien à la recherche Horizon Europe (qui fait suite à H2020). Cette contrainte est une raison parmi d'autres qui nous incite à développer une démarche opportuniste et empirique.

À l'heure où ce dossier est rédigé, **la démarche ne dispose de financements assurés qu'à court terme. Le respect des engagements pendant la durée du cycle de labellisation est subordonné à la mobilisation de moyens nouveaux** qui ne sont pas encore identifiés. L'année 2022 sera donc déterminante pour montrer aux partenaires financiers la pertinence de la stratégie adoptée afin de sécuriser le financement des années ultérieures. La voie la plus prometteuse semble être celle du dispositif LEADER, à la faveur du nouveau cycle qui est annoncé pour la période 2023-2027.

Ces moyens limités et précaires nous donnent le souci de formuler des ambitions qui ne soient pas disproportionnées : ne pas se contenter d'énumérer un inventaire d'actions souhaitables, mais bien **choisir les actions que l'on peut raisonnablement espérer mener plus avant** avec les moyens effectivement disponibles.

Un territoire élargi et une nouvelle dénomination (ill. 49-51)

C'est notamment pour répondre à une demande explicite du ministère en charge de la politique des Sites que **le programme d'actions défini pour le deuxième cycle de labellisation comprenait la définition d'un territoire de projet élargi** au-delà des limites du site classé du Mont-Beuvray. Deux voies ont été explorées depuis lors.

La première voie a consisté à **rechercher les modalités d'une gestion concertée des sites classés** quasi-contigus et complémentaires du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne, envisageant une fusion des deux sites. L'avis négatif formulé en 2020 par le ministère sur cette proposition n'atténue pas notre ambition de gérer les deux sites de façon concertée, ce qu'exprime notre Axe 1 (*cf. infra*) et l'implication du Département de la Nièvre, propriétaire du cœur du site du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne dans le collège des pilotes de la démarche GSF.

La seconde voie a été portée par **la définition de l'écrin paysager des sites classés du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne**, au moyen de la conjugaison des regards d'un paysagiste-conseil et des habitants du territoire. Dans un premier temps (2017), le diagnostic paysager a conduit à identifier un

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

écrin paysager d'environ 16 000 ha réparti sur huit communes. Dans un deuxième temps, l'approfondissement de la concertation avec les élus du territoire a incité à élargir cet écrin paysager de façon à prendre en compte l'entité géographique des trois plus hauts sommets du Morvan : mont Beuvray (821 m), mont Préneley (855 m) et Haut-Folin (901 m). **Au final, l'écrin paysager pris en compte se développe sur une étendue de 26 600 ha répartie sur douze communes.**

Cet espace des trois sommets correspond à une entité géographique et paysagère bien définie. Elle correspond à la partie la plus élevée du Morvan, qui surplombe le bassin d'effondrement de la vallée de l'Arroux et qui est nettement séparée du reste du Morvan par la cuvette d'Arleuf qui la limite au nord. Il s'agit aussi d'un territoire vécu, qui a été identifié en 2013 comme une des trois sous-destinations touristiques du Morvan (et la mieux caractérisée) sous le vocable de Morvan des Sommets, qui est immédiatement apparu comme pertinent aux yeux des professionnels locaux du tourisme. Depuis lors, la fusion (en 2017, dans le cadre de la loi NOTRe) de la communauté de communes du Haut-Morvan, qui incluait sur son territoire le mont Préneley et, pour moitié, le Haut-Folin et le mont Beuvray, avec sa voisine la communauté de communes des Grands Lacs a conduit à la nouvelle désignation de communauté de communes du Morvan des Sommets et des Grands Lacs, qui exprime de nouveau l'attachement des élus locaux à l'entité du Morvan des Sommets. **Le vocable de Bibracte – Mont-Beuvray étant à l'évidence trop restrictif vis-à-vis du nouveau territoire de projet, on propose aujourd'hui de le remplacer par celui de *Bibracte – Morvan des Sommets : Haut-Folin – Préneley – Beuvray*** qui cumule deux mérites de notre point de vue : rappeler le site classé à l'origine de la démarche, Bibracte, avec son identité historique et archéologique, et évoquer l'étendue du territoire du projet, qui correspond à un territoire vécu, également porteur d'une identité patrimoniale forte qui contribue à son attractivité.

Cette volonté **s'inscrit en particulier dans la continuité de réflexions engagées sur la valorisation touristique coordonnée des trois plus hauts sommets du Morvan**, dans laquelle s'inscrit notamment le projet de valorisation touristique du Haut-Folin, via un équipement d'accueil et un réseau de chemins de découverte qui maillerait le territoire des trois sommets et au-delà. Si ce projet n'a pas encore trouvé la voie de sa réalisation, cette ambition est largement partagée par les élus et les habitants. La considération des trois plus hauts sommets du Morvan comme un **ensemble paysager participant de la dynamique de projet du Grand Site ancre ainsi sa légitimité**, via notamment ce projet de valorisation touristique et de mise en découverte du territoire qui reste à développer, ce qui constitue notre Axe 3.

Le nouveau territoire que nous retenons pour la démarche comprend donc douze communes :

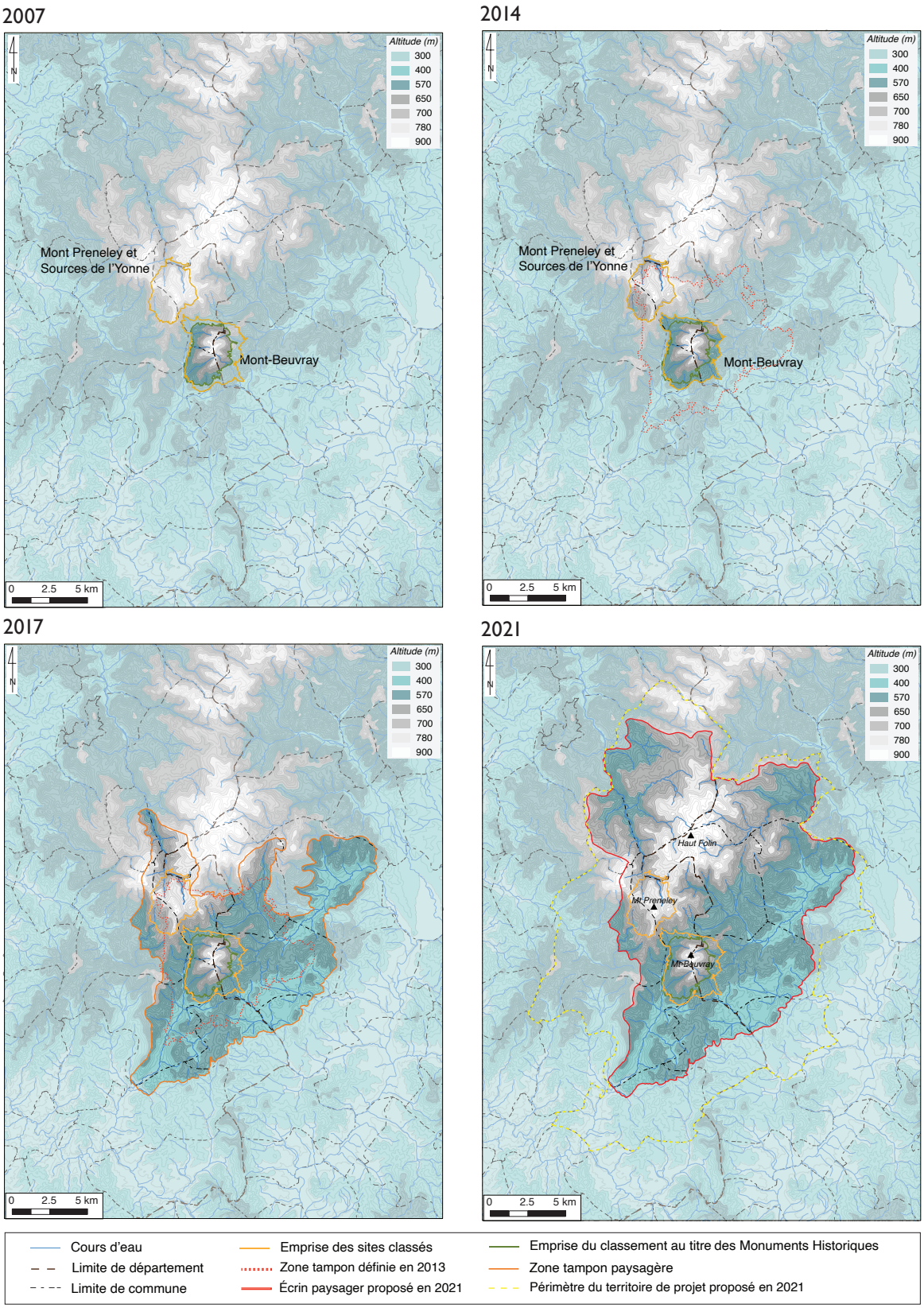
- Arleuf, Fâchin, Glux-en-Glenne, Larochemillay, Millay, Poil, Villapourçon en Nièvre ;
- La Comelle, La Grande-Verrière, Roussillon-en-Morvan, Saint-Léger-sous-Beuvray et Saint-Prix en Saône-et-Loire.

Ce territoire s'étend sur environ 42 000 ha, pour une population de 3 800 habitants.

Sur cette base, **le territoire effectivement pris en compte par la démarche sera modulé en fonction des actions :**

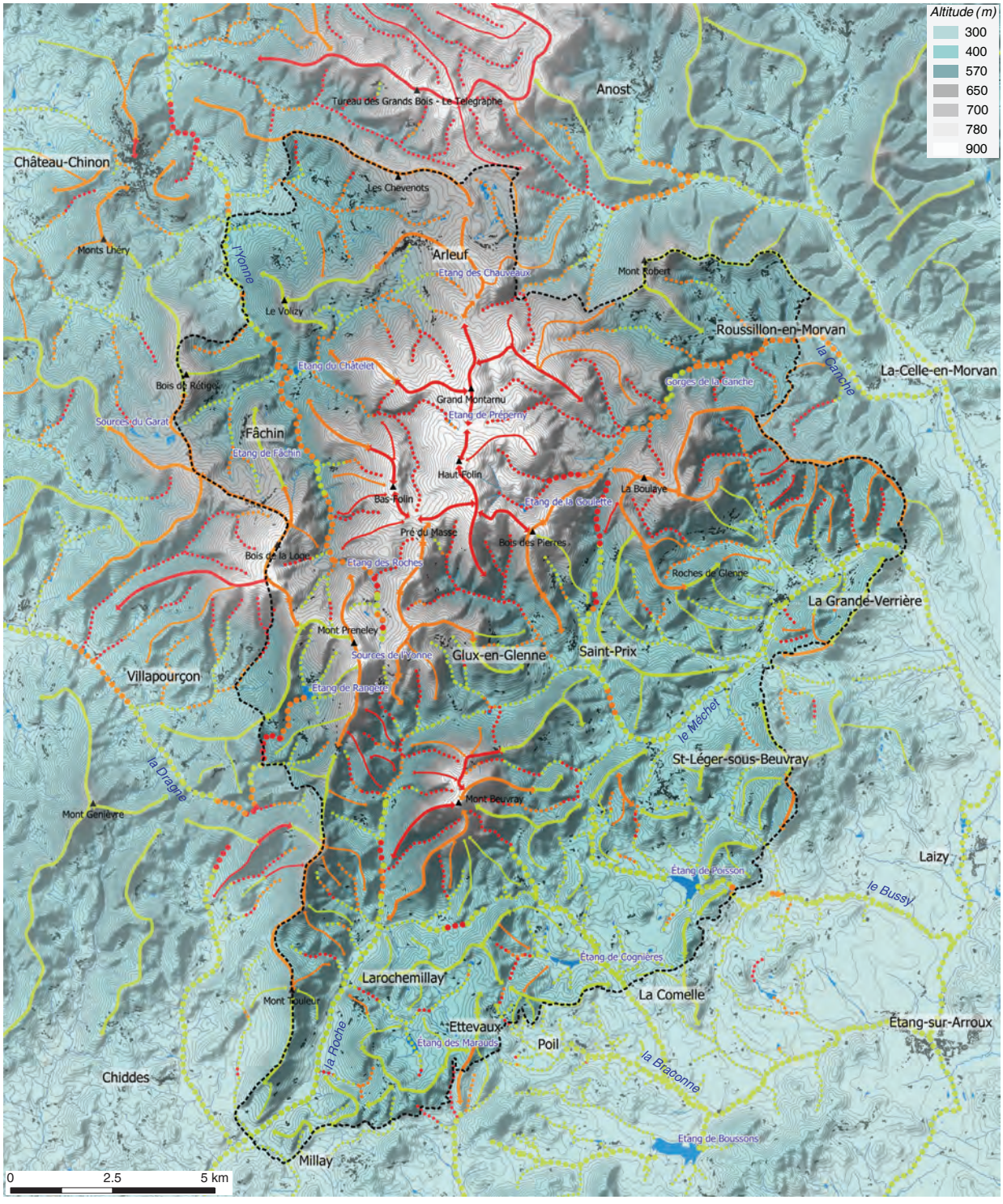
- limité au cœur des deux sites classés pour les actions relevant de l'Axe 1 ;
- concentré sur l'écrin paysager (26 600 ha) pour les mesures en faveur de la préservation de la qualité paysagère (Axe 2) ;
- étendu à l'ensemble du territoire des douze communes et élargi autant que nécessaire au territoire environnant (notamment en matière de services) pour les actions ciblées sur le développement économique et l'inclusion des habitants (Axes 3 et 4).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



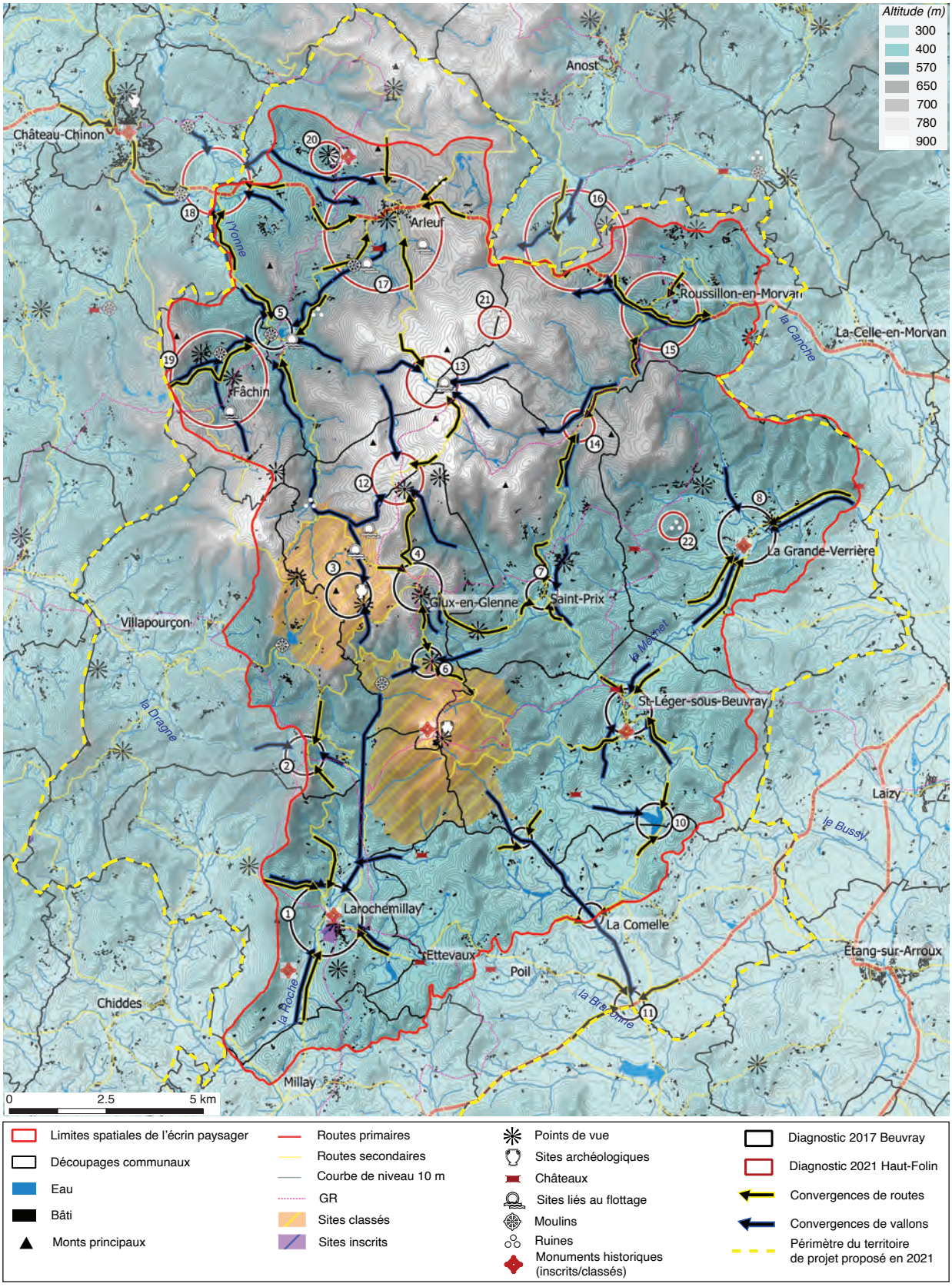
49. Évolution du territoire de projet de la démarche GSF et de l'espace de réflexion associé.
2007 : le territoire contractualisé avec le ministère lors de la labellisation correspond à la propriété publique inscrite dans le site classé du Mont-Beuvray (968 ha). L'espace de réflexion est le site classé du Mont-Beuvray, réparti sur trois communes.
2014 : le territoire contractualisé lors du premier renouvellement du label est le site classé du Mont-Beuvray dans son ensemble. L'espace de réflexion correspond à une « zone tampon » de 3000 ha qui comprend le site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne et s'étend sur six communes.
2017 : A mi parcours du deuxième cycle de labellisation, la zone-tampon est élargie en un « écrin paysager » des sites classés du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne d'une étendue d'environ 15 000 ha, répartie sur neuf communes.
2021 : le nouveau territoire proposé pour la contractualisation correspond à l'emprise de douze communes (soit environ 42 000 ha) qui enserrent l'« écrin paysager » des trois principaux sommets du Haut-Morvan : Haut-Folin, Préneley et Beuvray, d'une superficie de 26 600 ha.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



50. L'écrin paysager des trois sommets (Haut-Folin, Préneley, Beuvray), en relation avec la géomorphologie et la sensibilité paysagère (doc. Atelier de paysage Cl. Chazelle, 2017-2021)

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



51. Nouveau périmètre proposé pour le GSF, vis-à-vis de la géographie administrative du territoire, avec l'indication des points d'articulation stratégiques de l'écrin paysager (doc. Atelier de paysage Cl. Chazelle, 2017-2021).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Une gouvernance renforcée (ill. 52-53)

L'extension du territoire de projet et le relèvement des ambitions de la démarche imposent de mobiliser un nombre accru d'acteurs, avec le souci d'une implication effective du plus grand nombre, ce qui est l'esprit même de la démarche GSF. À cela s'ajoute l'ambition spécifique à notre projet de continuer à œuvrer en concertation étroite avec le monde scientifique et de développer une concertation dans le même esprit avec le monde artistique et culturel. Pour ces différentes raisons, le mode d'animation et de gouvernance de la démarche doit être notablement renforcé vis-à-vis du dispositif minimal du précédent cycle de labellisation, qui mobilisait seulement trois instances : un large comité de pilotage en fait constitué comme l'assemblée des parties prenantes, un comité technique associant notamment les services de l'État et les grandes collectivités concernées et une équipe opérationnelle composée de représentants des deux entités garantes de la démarche et seules associées par convention, BIBRACTE et le PNRM, chargée de suivre au quotidien le développement de la démarche.

Pour autant, **il est inapproprié de mettre en place une entité juridique nouvelle** dédiée à l'animation de la démarche, dans le contexte territorial déjà très complexe d'un mille-feuille administratif. Une telle entité aurait la plus grande peine à s'imposer dans ce paysage administratif et à mobiliser des crédits récurrents pour son fonctionnement. On propose plutôt **une organisation uniquement fondée sur le consensus** entre les parties prenantes et **formalisée par voie contractuelle** autant que nécessaire.

BIBRACTE se maintient donc comme chef de file de la démarche, dans la continuité des deux cycles précédents de labellisation. À ce titre, BIBRACTE est l'interlocuteur privilégié de l'État en tant qu'« organisme de gestion partenariale attributaire du label » au sens du règlement d'usage du label. Cette configuration permet aussi à la démarche de s'appuyer sur une organisation stable et agile, apte à fournir un support logistique solide moyennant un coût minimal.

Le comité exécutif constitué par une convention tripartite BIBRACTE – PNRM – Département de la Nièvre (A60 ; *cf. infra* p. 115) est garant de la démarche, dont il assure le pilotage. Il mobilise conjointement les responsabilités des trois entités en matière de gestion de l'espace : BIBRACTE comme délégataire de gestion du cœur du site classé du Mont-Beuvray ; le Département comme propriétaire et gestionnaire du cœur du site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne ; le PNRM comme pilote de sa charte, comme gestionnaire de la Réserve naturelle régionale des Tourbières du Morvan et comme autorité de gestion déléguée des sites Natura 2000 de son territoire.

L'équipe opérationnelle inter-institutionnelle constitue le cœur du dispositif. Elle réunit les techniciens mobilisés pour tout ou partie de leur temps de travail sur la démarche : chargée de mission GSF, chargé de mission Patrimoine et Tourisme et chargé de recherche Innovation territoriale pour BIBRACTE ; chargé de mission Paysage et Urbanisme pour le PNRM ; chargé de développement culturel pour CHEMINS ; chargé de mission de l'ethnopôle à Fabrique sociale orale pour la MPOB. Cette équipe s'adjoint également autant que nécessaire, et dans la limite des possibilités, les compétences disponibles par ailleurs auprès des organismes qui en sont membres.

Elle a notamment vocation à mettre en œuvre les actions identifiées sur la période de labellisation, à susciter, à animer et à soutenir des **groupes de travail thématiques**. Elle assure l'organisation des **Entretiens de Bibracte-Morvan**, moment privilégié de réflexion collective sur les enjeux de la démarche et de partage avec les acteurs du Morvan, dont les thématiques sont issues d'une concertation avec le comité stratégique et le conseil des sages.

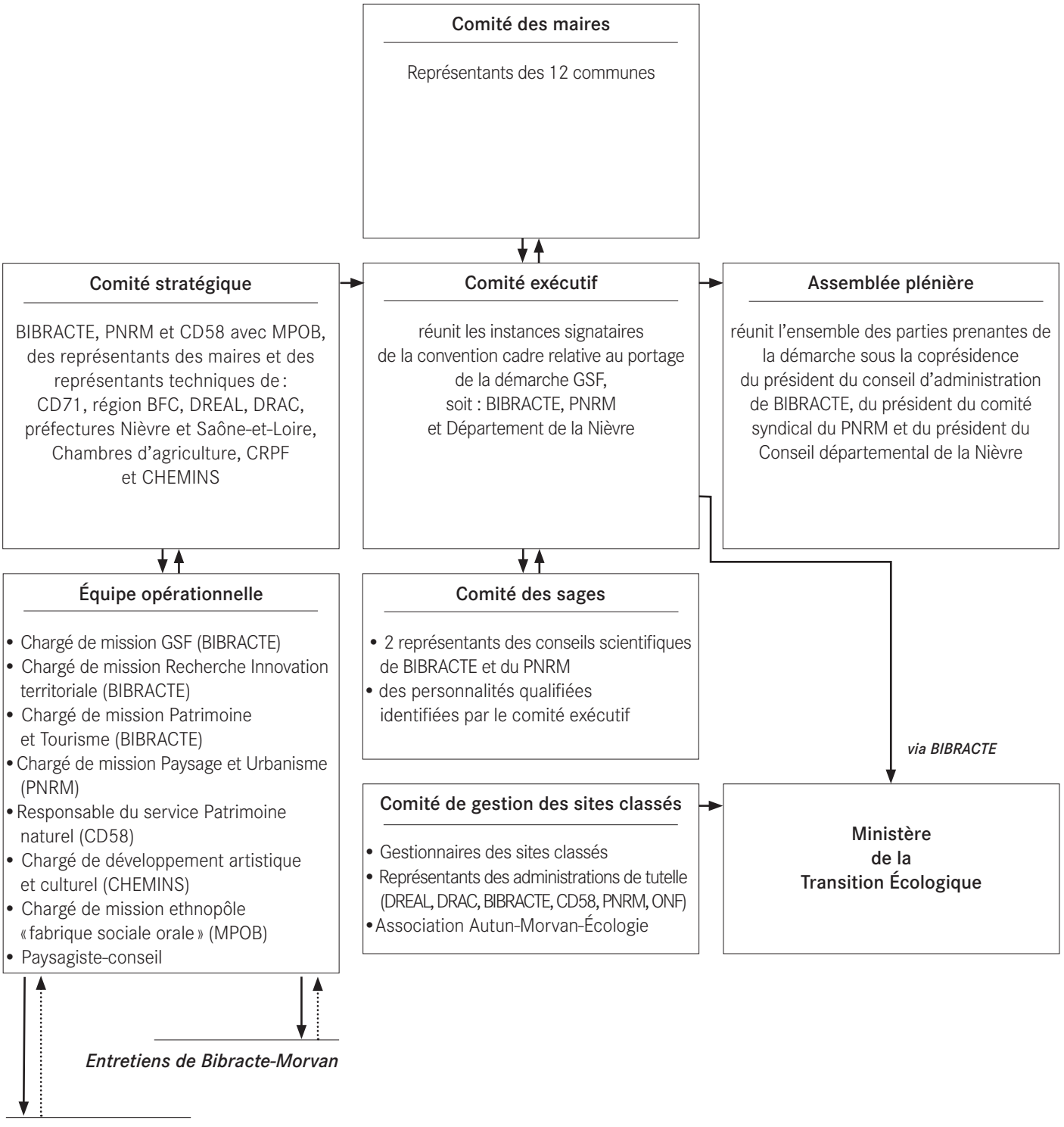
Elle œuvre sous la tutelle du comité exécutif et est dirigée au quotidien par le directeur général de BIBRACTE, assisté du chargé de mission Paysage et Urbanisme du PNRM et d'un représentant du conseil collégial de CHEMINS.

Elle est basée dans des locaux partagés qui sont mis à sa disposition par BIBRACTE au cœur du territoire de projet (dans les murs du Centre archéologique européen, à Glux-en-Glenne).

Le comité stratégique réunit les représentants techniques des parties prenantes. Il a vocation à suivre de façon rapprochée et à ajuster l'orientation des travaux de l'équipe opérationnelle. Il permet également aux partenaires de suivre au plus près le déroulement du « projet-processus ». Ses réunions peuvent être thématiques et ne mobiliser qu'une partie de ses membres, selon l'ordre du jour. Son secrétariat est assuré par BIBRACTE et ses membres peuvent demander sa réunion autant que nécessaire.

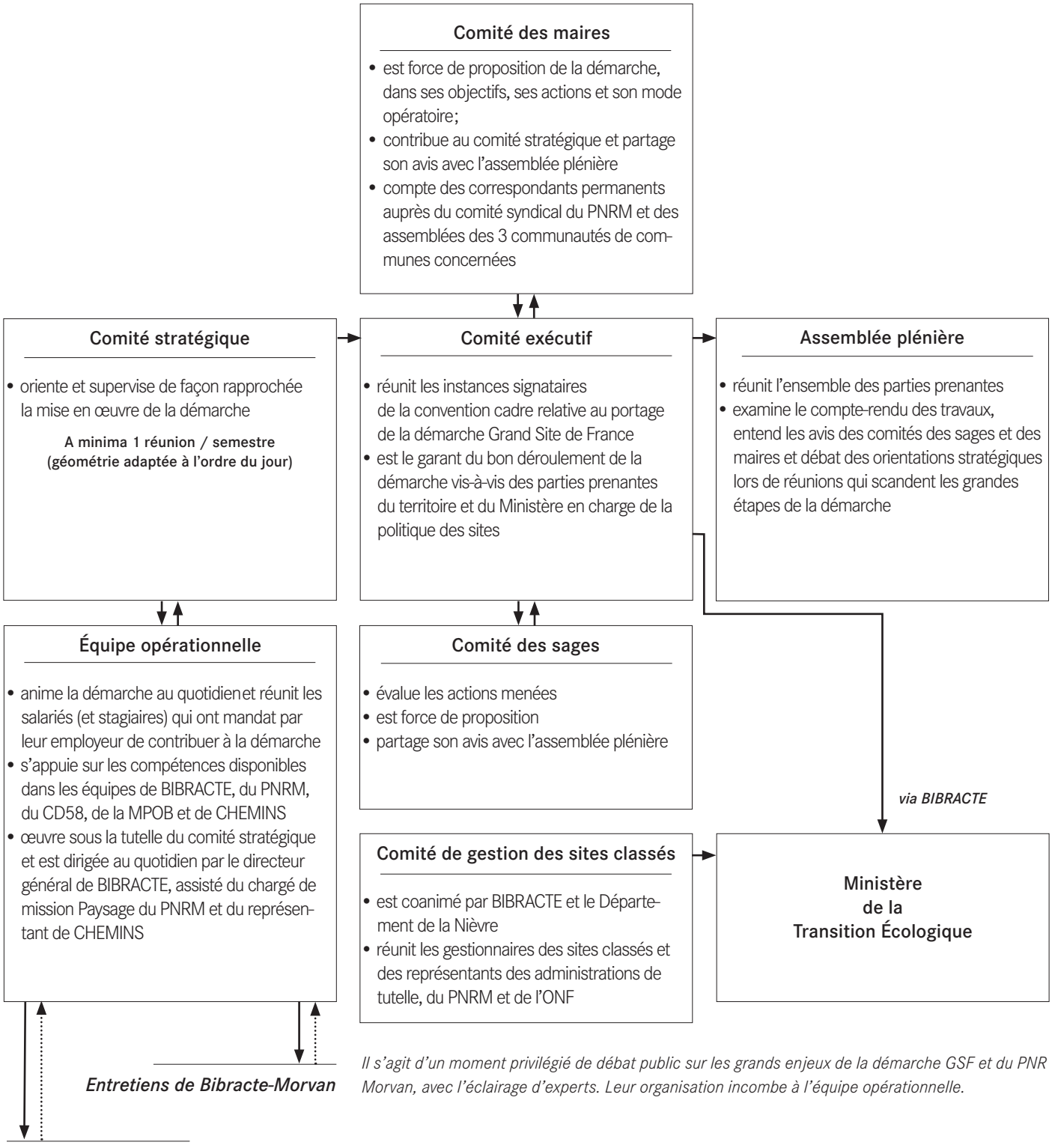
Le comité des maires permet aux douze municipalités de se concerter pour identifier les actions qu'elles estiment prioritaires et débattre de la bonne marche du projet. Il s'appuie sur des référents communaux GSF. Il coopte des représentants auprès du bureau du PNRM

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



52. Nouveau schéma de gouvernance proposé pour le GSF.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



53. Rôle des instances du nouveau schéma de gouvernance proposé pour le GSF.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

et des conseils des trois communautés de communes concernées. Son secrétariat est assuré par la chargée de mission GSF de BIBRACTE.

Le conseil des sages regroupe des experts extérieurs autour d'un représentant du conseil scientifique de BIBRACTE et d'un autre du conseil scientifique du PNRM. Inspiré par le groupe d'experts qui a été mobilisé en septembre 2020, ce conseil a vocation d'évaluer l'avancement de la démarche selon une périodicité large, lors des étapes décisives. Le comité exécutif décide de sa composition et de sa convocation, après consultation du comité stratégique.

L'assemblée plénière coprésidée par les présidents des trois organismes membres du comité exécutif rassemble l'ensemble des parties prenantes. Elle se réunit selon une périodicité large pour acter les grandes étapes de la démarche. Elle examine le compte-rendu des travaux, elle entend les avis du comité des sages et du comité des maires, elle débat des orientations stratégiques.

Des conventions particulières bi- ou multi-partites peuvent, quand nécessaire, préciser les modalités de concertation et de collaboration entre les parties prenantes.

La souscription des parties prenantes à ce mode de gouvernance est exprimée par la validation de la présente demande de renouvellement du label par les instances *ad hoc* de chacune (conseil municipal, conseil d'administration…). La liste des validations acquises à la date de soumission de la demande aux services de l'État est consignée à la suite de la Déclaration d'engagement (*cf. supra*, p. 7).

Enfin, **un comité de gestion des sites classés** est le garant de la cohérence de la gestion des sites classés du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne. Dans la continuité de celui opérationnel de longue date pour le Mont-Beuvray, il réunit autour des gestionnaires des cœurs de sites les services référents de l'État (DREAL, DRAC, ABF), le PNRM et l'ONF (*cf. infra*, Axe 1, Action 1.1, pour plus de détails).

LES ORIENTATIONS

Le Grand Site veut **jouer un rôle moteur par l'exemple** en s'appuyant sur sa pleine maîtrise foncière d'une partie importante des **deux sites classés** du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne, soit plus de 1 050 ha au total (Axe 1).

En complément de ce rôle moteur « par l'exemple » sur les espaces dont il a la maîtrise foncière, le Grand Site veut **jouer un rôle moteur par l'incitation**, en œuvrant aux côtés des acteurs du monde de l'agriculture et de la forêt, qui fabriquent et entretiennent les paysages qui constituent son écrin, et qui nécessitent une approche volontariste (Axe 2).

Le prochain cycle de labellisation veut aussi opérer une **montée en gamme de l'attractivité du Grand Site**, tant en termes de stratégie d'accueil que de moyens mis en œuvre (Axe 3).

Après le cœur de site et après les acteurs de la « fabrique du paysage », le Grand Site – raisonnant par cercles successifs d'influence – veut **jouer un rôle moteur par la médiation**, principalement artistique, s'adressant à l'ensemble de la population du Grand Site et des gens qui le fréquentent (Axe 4).

Pour que les postures de travail précédentes – être exemplaire chez soi, entraîner les autres acteurs-clés et embarquer tout le monde dans l'aventure – soient pleinement efficaces, il est indispensable de les compléter par un dispositif de suivi-évaluation en continu des actions, afin de les ajuster aussi souvent que nécessaire. Pour ce faire, le Grand Site veut **jouer un rôle moteur par la redevabilité**, ce « rendre compte » qui est la condition *sine qua non* de toute bonne gouvernance (Axe 5).

AXE 1 : mener une gestion exemplaire des sites classés au cœur du territoire de projet

Action 1.1 : Harmoniser la gestion des cœurs de site

Rappelons que BIBRACTE gère 968 ha de terrains publics qui forment le cœur du site classé du Mont-Beuvray et le Département de la Nièvre 116 ha (comprenant le sommet du mont Préneley et les sources de l'Yonne). Les deux sites participent du même grand paysage. Leurs **ressources patrimoniales sont parfaitement complémentaires**, le site du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne apportant plusieurs contributions originales :

- du point de vue du patrimoine culturel : une vaste agglomération non fortifiée qui s'est développée au Ier siècle avant notre ère autour d'un sanctuaire peut-être considérée comme un faubourg de Bibracte, à 4 km des remparts de celle-ci ; les digues construites à l'époque moderne à la tête de la vallée de l'Yonne sont des vestiges insignes du flottage du bois, qui a structuré l'économie du Haut-Morvan pendant plusieurs siècles ;

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

- du point de vue du patrimoine naturel : les prairies tourbeuses parmi les plus importantes du Morvan qui se développent sur 900 m en aval des sources de l'Yonne disposent d'une biodiversité spécifique et constituent des archives sédimentaires exceptionnelles pour la végétation de la période Holocène, tandis que la hêtraie montagnarde du Préneley et du Beuvray est également un espace à fort enjeu de diversité.

Les deux sites doivent également répondre à **des enjeux de gestion largement partagés** :

- la préservation (et le renforcement) de leur qualité paysagère, dans un environnement à forte dominante forestière, avec des problématiques de reconversion de peuplements résineux et de crise sanitaire liée au changement climatique ;
- l'accueil de scientifiques afin de mieux caractériser les ressources des deux sites ;
- le souci de faire partager les richesses des deux sites avec le public le plus large dans le respect de leur intégrité.

Pour l'ensemble de ces raisons, BIBRACTE, le Département de la Nièvre et le PNRM s'efforceront de mutualiser les actions qu'ils développent pour gérer les deux cœurs de site.

Action 1.2 : poursuivre la mise en œuvre du plan de gestion paysagère en l'actualisant et en le déployant sur le site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne

Le plan de gestion paysagère du mont Beuvray arrêté en 2006 – et qui ne concernait alors que la calotte sommitale du mont Beuvray – a depuis lors été le guide et le gage de cohérence de l'ensemble des interventions effectuées sur le site qui ont eu une incidence paysagère (gestion forestière, développement du programme de recherche archéologique). L'orientation de ce plan à long terme (2100) a été ajustée à la marge en 2013 lors du premier renouvellement du label GSF, en prenant acte des évolutions intervenues depuis 2006. Une extension aux pentes du mont Beuvray a été validée en 2018, au moment où les premières coupes rases sanitaires obligeaient à repenser la trajectoire des peuplements forestiers de ces espaces (A27).

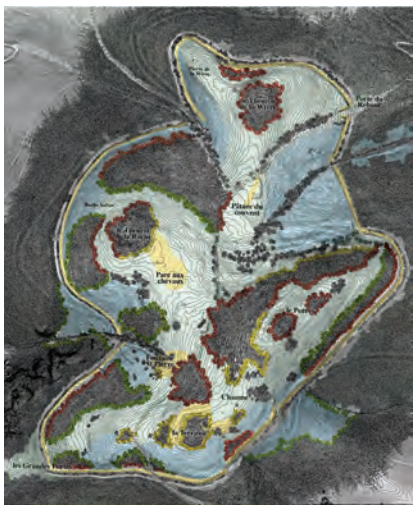
Les coupes rases intervenues depuis 2018 sur les peuplements d'épicéa, et celles qui s'annoncent pour les mêmes raisons sanitaires sur les peuplements de sapins pectinés obligent à **un nouvel ajustement nettement plus important du plan de gestion paysagère** du mont Beuvray (A57 ; ill. 54), dont les principales composantes sont les suivantes :

- *intra muros* (i.e. sur la calotte sommitale), la **création de nouveaux points de vue et le dégagement d'anomalies du relief** révélant des aménagements de la ville antique selon un calendrier accéléré, dans la suite des clairières ouvertes ces dernières années à la Roche Salvée, aux Grandes Portes et à la Chaume. Cela concerne notamment le versant ouest du Theurot de la Roche où la coupe rase d'épicéas permet de révéler des terrasses artificielles imposantes, tout en prévoyant le retour à une ambiance forestière sur les deux tiers de cette emprise de 15 ha.
- *Intra muros* toujours, l'**affinement du protocole d'entretien des espaces ouverts et semi-ouverts**, avec la régénération de lisières et de bouquets arborés pour pallier le vieillissement de la hêtraie (régénération naturelle et/ou plantation, avec un souci de diversité des essences) ; le maintien en place du bois mort et des arbres tombés (dans la limite des exigences de circulation et de sécurité du public) ; la généralisation de l'entretien des espaces ouverts par pâturage.
- *Extra muros* (sur les pentes) : à la faveur d'une importante coupe rase, le **maintien d'une vaste clairière** allongée sur une dorsale qui se développe entre deux vallons en contrebas du belvédère de la Chaume et qui révèle la morphologie du mont ; le **gommage progressif des effets de marqueterie** dus à la juxtaposition de peuplements homogènes (résineux vs. feuillus) au fil des opportunités ouvertes par l'exploitation forestière et les opérations de régénération des coupes rases.

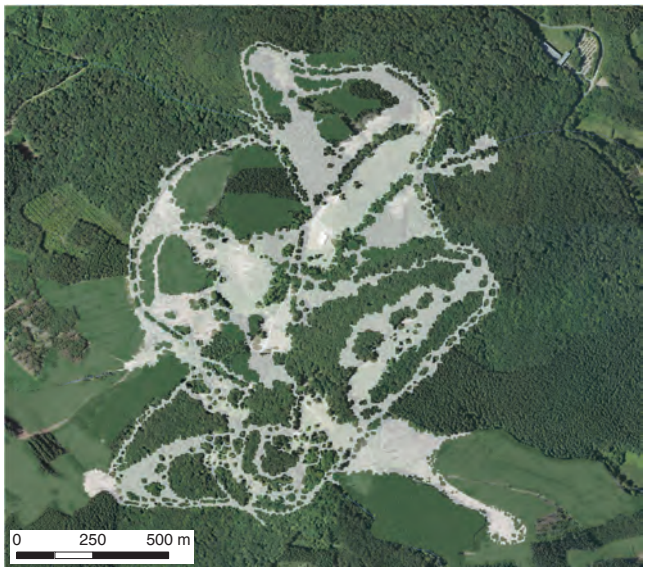
La fermeture des espaces agricoles dans l'emprise du site classé du Mont-Beuvray, en particulier dans les fonds de vallons, est un autre sujet de préoccupation, qui ne peut être abordé avec la même méthode dans la mesure où il s'agit de terrains qui ne sont pas dans l'emprise du domaine public. Le sujet est donc traité au titre du maintien des paysages agricoles à l'échelle du territoire de projet (objectif 2, action 2.1).

Par ailleurs, **le site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne sera doté d'un plan de gestion paysagère** en cohérence avec celui du mont Beuvray et avec les autres documents de gestion qui concernent le site (DOCOB Natura 2000, plan de gestion de la Réserve naturelle des Tourbières et plan d'aménagement forestier). Parmi les enjeux les plus significatifs de ce plan, on peut noter l'accompagnement de l'évolution des peuplements résineux et des coupes rases sanitaires et la fermeture des espaces agricoles.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE







54. Actualisation du plan de gestion paysagère du mont Beuvray : prévision paysagère à long terme (2100) telle qu'envisagée en 2007, puis en 2013, et telle que mise à jour en 2021 (doc. Atelier de paysage Cl. Chazelle).

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Action 1.3 : poursuivre le programme de recherche archéologique et la mise en valeur des vestiges de la ville antique de Bibracte (ill. 55)

Le programme de recherche sera reconduit selon sa cyclicité de quatre ans (pour l'avancement des recherches, voir A41 et *https://hal.archives-ouvertes.fr/BIBRACTE/)*. Le cahier des charges du cycle 2022-2025 sera finalisé avant la fin de l'année 2021. Pour ce qui concerne les **travaux de terrain**, les axes privilégiés seront les suivants :

- la poursuite de l'approche extensive de l'urbanisme par des méthodes non-destructives (analyse micro-topographique et prospection géophysique) ;
- la poursuite ou la reprise de fouilles sur quatre secteurs privilégiés : les fortifications aux abords des Grandes Portes, les *domus* PC2 et PC33, le secteur du Parc aux Chevaux (sud de PC14), le secteur du Champlain, le versant ouest du Theurot de la Roche et la partie orientale de l'îlot des Grandes Forges à la Pâture du Couvent.
- À cela s'ajoutera un complément de fouille sur un des temples des Sources de l'Yonne, à la suite des interventions de 2016-2018.

En matière de mise en valeur de vestiges, le chantier le plus important qui est prévu est l'extension d'environ 1000 m² de l'abri qui recouvre en partie l'îlot des Grandes Forges depuis 2008 en vue de compléter le dégagement de l'espace public (forum) qui occupe la partie centrale de cet îlot. Financé dans le cadre du Plan de Relance, ce chantier est programmé pour l'année 2022. On poursuivra la consolidation des vestiges de la *domus* PC2 au rythme de l'avancement de son exploration qui se fera désormais sous le grand abri installé en 2021, avec l'ambition de profiter de ce secteur pour expliquer aux visiteurs les méthodes de l'archéologie de terrain. D'autres secteurs d'intervention plus ponctuels sont envisagés à l'emplacement de vestiges qui avaient été remblayés en l'attente d'une mise en valeur : sanctuaire antique et médiéval de la Chaume, caves de PC1 et de la Pâture du Couvent, etc. Sur le site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne, on complétera le signalement, avec des moyens légers, du sanctuaire antique des Sources de l'Yonne ; on ambitionne aussi de consolider les vestiges et de poursuivre la mise en valeur des digues du Port des Lamberts, qui témoignent des aménagements hydrauliques liés au flottage du bois à l'époque moderne.

Action 1.4 : faire du mont Beuvray et du mont Préneley un terrain d'expérimentation forestière

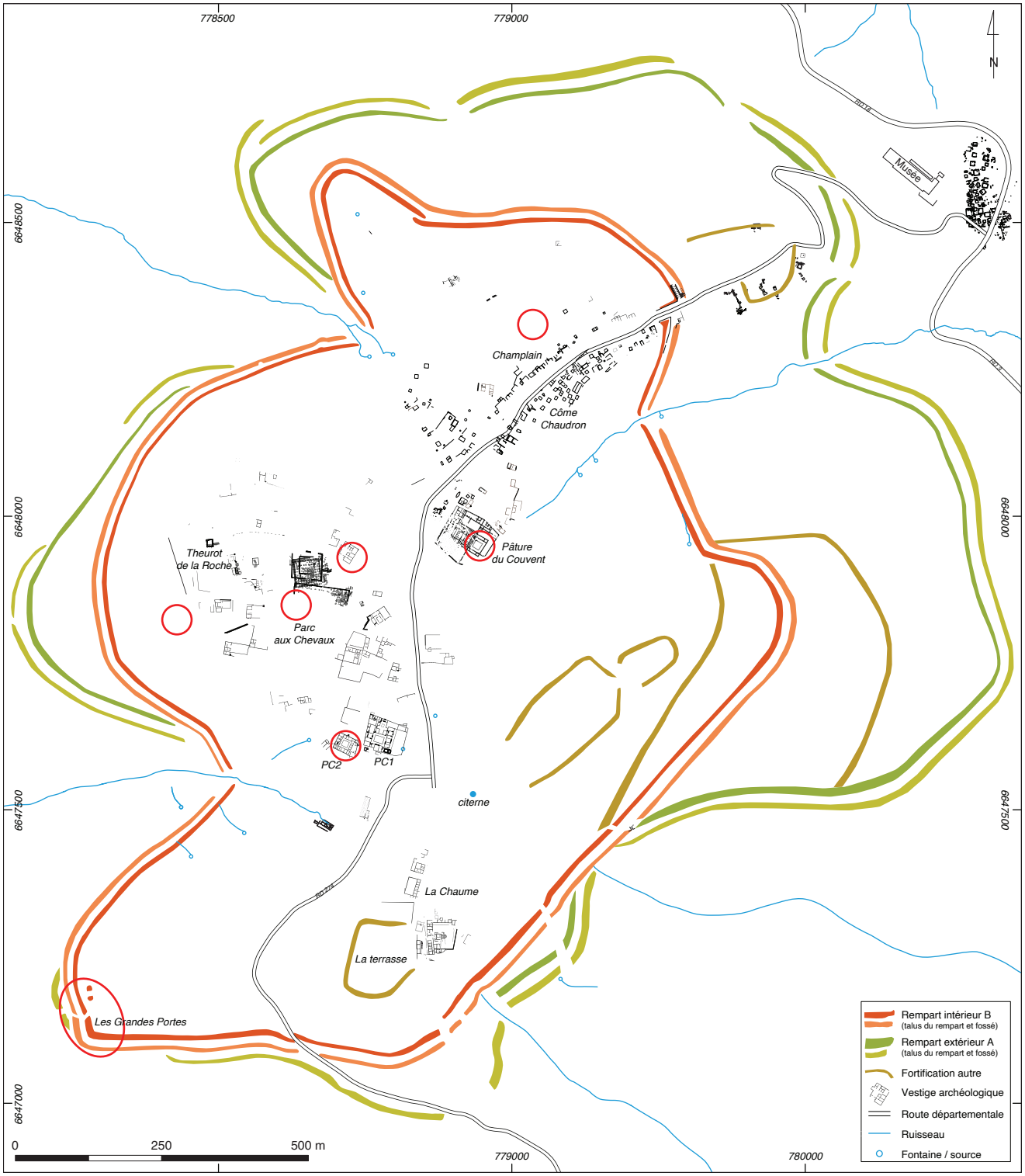
Sur les deux sites, le souci d'améliorer la qualité paysagère et la biodiversité tout en préservant la ressource économique dicte les documents de gestion forestière établis par l'ONF. Cela passe notamment par la conversion des peuplements réguliers de résineux apparus depuis le milieu du XX^{e} siècle en peuplements mixtes (résineux / feuillus) et irréguliers. Ces objectifs de gestion sont aujourd'hui fortement affectés par le changement climatique, qui a anéanti en trois ans les peuplements d'épicéa et fragilisé d'autres essences, en particulier le hêtre, emblématique de la forêt climacique du Haut-Morvan. Les vastes coupes rases sanitaires effectuées sur les peuplements d'épicéa (près de 100 ha) ont notamment altéré la qualité paysagère du site.

Dans ce contexte de grande incertitude quant au devenir de la forêt, en particulier sur le sujet de la régénération des parcelles autrefois peuplées d'épicéa, BIBRACTE, le Département de la Nièvre, l'ONF et le PNRM se sont mobilisés pour faire du mont Beuvray et du mont Préneley **un terrain d'expérimentation partagé en matière de gestion forestière.** Ces massifs sont en effet un lieu particulièrement propice pour cette expérimentation en raison à la fois de leur position géographique stratégique à la pointe sud du Morvan, dont elles sont la vigie des effets du dérèglement climatique, et de la grande diversité des stations qu'il présente, avec des expositions à 360° et une variété de peuplements représentative de la forêt morvandelle. À cela s'ajoutent deux éléments de contexte déterminants : la mission d'expérimentation et d'accueil de chercheurs qui incombe déjà à BIBRACTE et l'existence de deux « caisses de résonance » pour cette expérimentation, qui constituent la démarche GSF et le PNRM.

Le projet a pour objet de répondre aux préoccupations suivantes :

- installer un observatoire permanent de la forêt en s'intéressant simultanément à toutes les échelles d'observation, de l'échelle moléculaire (génétique) à l'échelle paysagère (perception par les populations) ;
- expérimenter différentes modalités de régénération des peuplements forestiers dans le respect des ambitions de préservation de la biodiversité et des paysages et l'optimisation du piégeage du carbone ;
- maintenir la valeur économique de la forêt, par la production de bois et l'exploration de sources alternatives de revenu comme la rémunération de services écosystémiques ;
- associer la communauté scientifique au programme, au moyen d'un comité scientifique et de partenariats avec des laboratoires, dans l'esprit d'un terrain d'expérimentation partagé ;
- associer les instances publiques et privées impliquées dans la définition et la conduite de la

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



55. Localisation des secteurs qui seront privilégiés durant les années 2022-2025 pour la poursuite des fouilles archéologiques sur le mont Beuvray.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

politique forestière et faire jouer au site le rôle de vitrine de bonnes pratiques de gestion forestière ;
- dans le respect des principes de la démarche Grand Site de France, impliquer les habitants et la société civile ;
- inscrire la démarche dans les stratégies régionale et nationale d'adaptation de la forêt au changement climatique, notamment par l'insertion du mont Beuvray dans un réseau d'observatoires et de lieux d'expérimentation comparables, comme le réseau des « forêts sentinelles » animé par les Réserves naturelles de France.

Le dispositif du Partenariat européen d'Innovation pour l'Agriculture et la Foresterie (PEI-Agri), financé par le FEADER et animé par l'autorité régionale, a été identifié pour financer ce projet, avec l'espoir de pouvoir le développer sur cinq ans avec l'appui scientifique du laboratoire BioForA – Biologie intégrée pour la valorisation de la diversité des arbres et de la forêt (INRAe – ONF, Orléans). Dans un premier temps, un soutien est escompté pour deux ans à compter de début 2022 (dossier de demande de soutien déposée en avril 2021 ; A58).

Dans le même temps, et de façon concertée, on mettra en œuvre les **replantations** qui s'imposent en mobilisant notamment les fonds *ad hoc* mis en place par l'État au titre du Plan de Relance. Ce programme de plantations se développera surtout durant les hivers 2021-2022 et 2022-2023. Il répondra à un cahier des charges en cours d'élaboration au sein du comité de gestion des sites classés, qui prendra en compte les enjeux paysagers et écologiques.

La collaboration avec l'ONF se poursuivra aussi autour du nouveau plan décennal de **gestion des arbres remarquables** conçu et mis en œuvre avec l'aide du service Arbre Conseil de l'ONF et dont l'intérêt se trouve renforcé à la suite des trois derniers étés caniculaires qui mettent les hêtres de la calotte sommitale du mont Beuvray à rude épreuve (A33).

AXE 1 : MENER UNE GESTION EXEMPLAIRE DES SITES CLASSÉS AU CŒUR DU TERRITOIRE DE PROJET

Action 1.1 : harmoniser la gestion des cœurs de site

> Faire prendre en considération le site classé du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne par le comité de gestion du site classé du Mont-Beuvray déjà existant. Ce comité réunit autour des gestionnaires (BIBRACTE et le CD58) les services de l'État concernés (DREAL, DRAC, ABF), l'ONF (en charge de la gestion forestière des deux cœurs de site) et le PNRM (notamment dans ses responsabilités d'autorité de gestion des sites Natura 2000 de son territoire et de gestionnaire de la Réserve naturelle des Tourbières du Morvan).

> Établir une concertation étroite entre les gestionnaires des cœurs de site et leurs partenaires principaux, voire une mutualisation des moyens mis en œuvre.

Action 1.2 : poursuivre la mise en œuvre du plan de gestion paysagère

> Poursuivre la mise en œuvre du plan de gestion paysagère du site classé du Mont-Beuvray, en intégrant les ajustements indiqués dans ce dossier.

> Doter le site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne d'un plan de gestion paysagère répondant aux mêmes ambitions que celui du Mont-Beuvray.

Action 1.3 : poursuivre le programme de recherche archéologique et la mise en valeur des vestiges

> Poursuivre le programme de recherche archéologique selon les modalités qui seront arrêtées pour le cycle quadriennal 2022-2025. Ce programme comportera environ six secteurs de fouille, dont un aux Sources de l'Yonne.

> Poursuivre le programme de mise en valeur du site archéologique avec l'extension de l'abri de l'îlot des Grandes Forges et des mises en valeur de vestiges dans environ quatre secteurs, dont deux sur le site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne.

Action 1.4 : faire du mont Beuvray et du mont Préneley un terrain d'expérimentation forestière

> Mettre en place (à l'horizon 2022) le dispositif d'expérimentation forestière avec les moyens du PEI-AGRI et partager ses travaux à la fois avec les acteurs du territoire et avec la filière sylvicole régionale.

> Conduire les actions *ad hoc* pour la régénération des parcelles qui ont fait l'objet de coupes rases et favoriser une régénération diversifiée de la hêtraie sommitale du mont Beuvray dans le cadre du protocole de gestion des arbres remarquables validé en 2017.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

AXE 2 : œuvrer aux côtés des acteurs du monde de l'agriculture et de la forêt en vue de préserver la qualité paysagère du territoire

Dans le contexte rural du GSF, les enjeux de préservation de la qualité paysagère sont presque uniquement dépendants de l'agriculture et de la gestion forestière. La pression immobilière est en effet très faible, le territoire peinant même à maintenir sa population, tandis que les enjeux de la transition énergétique, dont découle le risque de voir le paysage banalisé par l'installation de parcs éoliens, ont été traités autant que faire se pouvait au moyen d'un recueil de préconisations (A55), faute de pouvoir mettre en œuvre un zonage à valeur réglementaire. Sur ce sujet, nous ne pourrons faire mieux que de maintenir notre vigilance aux côtés des services de l'État qui instruisent ces dossiers.

Les enjeux agricoles et forestiers sont en revanche très forts. Dans le domaine agricole, ils découlent d'une déprise persistante, qui risque même de s'amplifier avec la remise en cause du système de production ultra-dominant de l'élevage de vaches allaitantes. Cette remise en cause découle principalement de l'essoufflement du modèle agricole de production de « veaux maigres » dont la faible valeur ajoutée implique des exploitations très vastes et difficiles à transmettre. Qui plus est, l'élevage bovin est remis en question par la rétraction du marché de la viande, liée à de nouveaux usages de notre société, et au changement climatique qui ne permet plus au territoire d'apporter la ressource en eau et en fourrage nécessaires pour l'élevage intensif (plus d'une tête de bétail à l'hectare). À cela s'ajoute l'enjeu fort de préservation de la biodiversité des prairies d'altitude, déjà identifié parmi les mesures de la Charte du PNRM.

Dans le domaine de la gestion forestière, la crise est encore plus avancée, avec la conjonction de l'impact dramatique du changement climatique sur les peuplements forestiers (peuplements résineux introduits au cours du XXe siècle, comme l'épicéa ou le sapin pectiné, mais aussi sur la hêtraie), l'arrivée à maturité de peuplements réguliers de résineux, notamment de douglas, qui se solde par des coupes rases, et encore le renforcement de la demande de bois sur le marché mondial, qui correspond sans aucun doute à un phénomène durable, et qui a pour conséquence immédiate une gestion de plus en plus spéculative de la ressource en bois et du marché du foncier forestier. Ajoutons encore à ce tableau préoccupant une structuration très hétérogène de la propriété forestière et l'absence d'une filière de transformation sur le territoire, deux paramètres qui freinent la mise en place de pratiques plus vertueuses. De tout cela découle une évolution accélérée de la physionomie du territoire, qui nuit fortement à sa qualité paysagère et qui crée des dissensions de plus en plus fortes entre les acteurs de la filière et les habitants.

À l'heure du changement climatique, on ne pourra pas faire l'économie d'une réforme des systèmes de production. Ces enjeux ont été abordés avec des moyens et des ambitions très limités au cours du cycle de labellisation précédent : il s'est surtout agi d'établir des relations de confiance avec les acteurs des deux filières au moyen de modestes actions-pilotes. Pour la crédibilité de la démarche GSF, **il est aujourd'hui inévitable de faire de ces enjeux la priorité** du programme d'action, tout en ayant conscience que nous ne pourrons faire mieux que jouer un **rôle de facilitateur** auprès des acteurs des deux filières et de leurs partenaires.

Action 2.1 : œuvrer au maintien d'une agriculture durable et soucieuse des paysages et de la biodiversité

Situé aux confins de deux départements, le territoire du GSF correspond pour l'essentiel à une zone de moyenne montagne qui offre des ressources et des contraintes spécifiques ne correspondant pas à la problématique agricole dominante qu'ont à traiter les Chambres d'agriculture concernées. On constate aussi que les ambitions du PNRM dans ce domaine, qui sont réaffirmées dans sa charte 2020-2035 (cf. par exemple la mesure stratégique 12), et les efforts déployés par toutes les parties n'ont que des résultats nettement en deçà des besoins en matière de transmission des exploitations. Cependant, la signature en 2018 d'une convention entre le PNRM et les Chambres d'agriculture a permis de mettre en place un groupe de travail sur l'installation incluant différents partenaires comme Terre de Liens et les SAFER, mais les partenaires de cette convention reconnaissent l'efficacité limitée du dispositif faute de moyens dédiés.

Dans un tel contexte, sont simultanément à traiter :

- L'accompagnement des **exploitants en fin de carrière** qui peinent à retrouver des repreneurs, ce qui est notamment le cas pour ceux dont l'exploitation est étendue et située en zone de montagne, avec les effets cumulés de la nécessité d'un apport en capital important et de difficultés de gestion (terrain difficile, plus de gain de productivité possible par la mécanisation, ressource en eau et en fourrage problématique, prix de vente en baisse régulière). L'enquête de 2016 permet d'évaluer à une quinzaine le nombre de dossiers à traiter en priorité d'ici 2025.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

- L'accompagnement des **candidats à la reprise**, qui sont particulièrement nombreux sur le territoire, la labellisation GSF étant à l'évidence un facteur d'attractivité. Les sujets sont multiples : identification des terrains à reprendre, mais aussi des logements ; assistance dans la mise en place d'un modèle économique ; mise en rapport avec les acteurs économiques du territoire, notamment pour les projets d'installation en filière courte et/ou en connexion avec l'économie touristique.
- **L'organisation de réseaux d'entraide, la rationalisation et la mutualisation des moyens** : matériels partagés et adaptés aux conditions de montagne ; mise en cohérence des terrains des exploitations, qui sont le plus souvent éclatées en parcelles très dispersées ; etc.

Pour cela, plusieurs modes d'intervention seront déployés :

- La présence permanente sur le territoire d'**une personne à l'écoute du milieu agricole** et de ses difficultés, pour des conseils et une mise en relation avec d'autres acteurs, à savoir la chargée de mission GSF, qui dispose d'une forte expérience dans ce domaine. Cette personne se fera aussi, autant que possible, le relais des organisations de la filière, à commencer par les Chambres d'agriculture, mais sans exclure d'autres acteurs, à l'instar de l'association Terre de Liens, qui est déjà bien implantée dans l'Autunois ;
- **La poursuite du partenariat avec la SAFER**, le foncier étant une clé d'entrée incontournable pour l'installation de candidats à l'installation ;
- **L'accompagnement de groupes de travail** émanant des acteurs locaux, à l'instar du groupe Pâtur'Ajuste et du groupe de candidats à une expérimentation de valorisation du bois des haies sous la forme de litière.

Les modalités d'intervention seront ajustées et évaluées et ajustées en permanence avec les partenaires institutionnels et les intéressés.

Action 2.2 : œuvrer en faveur d'une gestion forestière durable et soucieuse des paysages et de la biodiversité

Dans le domaine de la gestion forestière, les marges de manœuvre sont très étroites.

C'est l'objectif du laboratoire d'expérimentation forestière (*cf. supra*, Action 1.4) de **promouvoir de bonnes pratiques sylvicoles**, c'est-à-dire qui concilient objectifs économiques, écologiques et paysagers. Les avancées que l'on pourra connaître dans ce domaine pourront être partagées au sein de différents réseaux complémentaires : le groupement pour une gestion responsable des forêts bourguignonnes (GGRFB, dont BIBRACTE, le PNRM et le Département de la Nièvre sont membres), le CRPF, la commission Forêt du PNRM, les scientifiques membres du groupe de travail qui vise la labellisation en « zone atelier » de l'institut Écologie et Environnement du CNRS d'une démarche collective consacrée à l'étude de « l'évolution des écosystèmes forestiers du massif du Morvan dans un contexte de transition climatique et socio-économique », etc.

Plus largement, le laboratoire a pour ambition de promouvoir un dialogue approfondi, appuyé sur des faits avérés et sur de l'expertise scientifique, afin à la fois de sensibiliser les propriétaires et les acteurs de la filière aux enjeux écologiques et paysagers, et de faire prendre conscience aux habitants, qui sont souvent leurs détracteurs, des préoccupations et des contraintes de la filière. Pour mener cette dernière mission, un poste d'animateur sera mis en place en partenariat avec l'ONF (volontaire en service civique placé auprès de l'équipe opérationnelle GSF).

Les micro-propriétés forestières, qui constituent en angle mort des politiques forestières, font l'objet depuis 2018 d'une démarche expérimentale menée avec le CRPF avec des moyens du ministère de l'écologie au titre des Plans de Paysage. La poursuite de cette expérimentation, qui a fourni des résultats modestes mais concrets, doit prioritairement être poursuivie et, pour cela, pourvue de moyens durables.

Le même dispositif des Plans de Paysage a aussi permis d'engager une réflexion collégiale des communes membres du GSF en matière de **stratégie foncière**, grâce à un partenariat avec la SAFER qui leur permet de récupérer les biens sans maître de leur territoire, qui sont en grande majorité des terrains forestiers. Il convient de mener à bien cette démarche en s'assurant que ces terrains permettent d'amorcer la constitution de domaines fonciers communaux qui puissent permettre aux maires d'avoir un rôle plus actif dans les transactions foncières, surtout quand elles mettent en danger le paysage ou le patrimoine.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

AXE 2 : ŒUVRER AUX CÔTÉS DES ACTEURS DU MONDE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT EN VUE DE PRÉSERVER LA QUALITÉ PAYSAGÈRE DU TERRITOIRE

Action 2.1 : œuvrer au maintien d'une agriculture durable et soucieuse des paysages et de la biodiversité

> Consolider sur la durée du cycle de labellisation les moyens humains disponibles pour l'animation agricole, actuellement sécurisés jusqu'à début 2023 seulement pour la chargée de mission Grand Site de France et fin 2021 pour la chargée de mission Patur'Ajuste du PNRM.

> Accompagner la transmission des exploitations et l'installation de nouveaux exploitants, avec le souci de sécuriser le modèle économique des exploitations et de s'assurer de la prise en compte de l'entretien des espaces agricoles fragiles, notamment en zone de montagne, dans le contexte d'une indispensable transition agro-écologique.

> Favoriser le dialogue et l'entraide au sein de la communauté des quelque soixante-dix exploitants qui interviennent sur le territoire GSF, leur implication dans l'économie touristique et présentielle du territoire (vente en filière courte, accueil à la ferme) et plus largement leur participation à la vie sociale et culturelle du territoire.

Action 2.2 : œuvrer en faveur d'une gestion forestière durable et soucieuse des paysages et de la biodiversité

> Faire du laboratoire forestier prévu à l'action 1.4 une vitrine de bonnes pratiques et un espace de débat informé sur les enjeux forestiers, associant étroitement propriétaires, acteurs de la filière et habitants.

> Poursuivre la démarche de sensibilisation des micro-propriétaires aux enjeux forestiers en appuyant la mise en place de dispositifs de gestion concertée : mobilisation mutualisée d'un expert forestier dans le cadre d'un plan de gestion partagé, voire constitution de dispositifs de gestion mutualisés (associations foncières).

> Poursuivre l'accompagnement des communes dans la mise en place d'une stratégie foncière concertée.

AXE 3 : œuvrer aux côtés des communes et des acteurs du monde des services en vue de renforcer la préservation et la valorisation des ressources patrimoniales et de faire du GSF un territoire plus attractif et plus accueillant

Cet objectif vise deux ambitions conjointes :

- **préserver et mettre en valeur des ressources** qui ont une valeur patrimoniale forte, au sens où elles suscitent un fort attachement des habitants, et/ou qui ont une importance particulière pour la survie du territoire ;
- **établir une stratégie d'accueil** du territoire, à la fois pour les visiteurs de passage et pour ses futurs nouveaux habitants, qui intègre les aspirations des habitants et réponde à l'ambition de mettre en valeur son patrimoine, sous toutes ses formes.

En matière de patrimoine, l'identification des ressources doit être poursuivie selon la démarche participative qui a déjà fait ses preuves, notamment sous la forme d'enquêtes communales au fil des chemins, avec l'appui de scientifiques et d'artistes (*cf. supra*, p. 49 ; ill. 56). En matière d'accueil, les actions proposées s'appuient sur l'attractivité déjà établie du site de Bibracte, dans la perspective de poursuivre un développement contrôlé de la fréquentation du site : ne pas dépasser 12.000 visiteurs par mois au musée en haute saison (chiffre record atteint par deux fois en 2019 et 2020) et renforcer l'attractivité du site en moyenne et basse saison (notamment par la réduction de la fermeture hivernale de 4 mois à 1,5 mois, dès l'inter-saison 2023-2024).

Signalons encore, parce qu'on n'y reviendra pas, que la question de l'urbanisme est essentiellement envisagée ici sous l'angle de la mise en valeur des espaces publics villageois (action 3.3). Cet enjeu est en effet nettement moins fort que ceux de l'agriculture et de la gestion forestière en raison de la faible pression immobilière sur le territoire. On envisage toutefois de profiter de la dynamique créée par la démarche GSF pour établir avec l'appui des DDT des cartes communales de nos douze communes, qui sont quasiment dépourvues de règlement d'urbanisme : à l'exception de Villapourçon, concernée par un PLUi, toutes sont soumises au seul réglement national d'urbanisme (RNU), tandis-que seules les communes de Saône-et-Loire sont couvertes par un SCOT.

La stratégie sera prioritairement pilotée et mise en œuvre par la chargée de mission Tourisme et Patrimoine de BIBRACTE, dont le poste est financé par le programme européen INCULTUM jusqu'au milieu de 2024 (*cf. infra*, Action 3.5). Elle s'appuiera notamment sur l'expertise de la responsable du développement tou-

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



56. Lors de ses résidences successives depuis 2019, la paysagiste-artiste Ninon Bonzom capte par le dessin les lieux du territoire du GSF qui sont chers à ses habitants, comme ici la cascade de Belle-Perche en aval des sources de l'Yonne. (extrait du Carnet d'arpentage de Glux-en-Glenne ; A49).

ristique de BIBRACTE et des collaborateurs du PNRM en charge du tourisme et du patrimoine, ainsi que sur les contacts étroits qu'entretiennent d'ores et déjà BIBRACTE et le PNRM avec les acteurs institutionnels du tourisme (Offices de Tourisme des communautés de communes, Agences départementales du Tourisme, Comité régional du Tourisme) et sur un groupe de travail local *slow tourism* initié en 2019 (*cf. supra*, Action 1.4).

Action 3.1 : Mettre en place une offre diffuse de visite sur le territoire associée à une démarche active de préservation de ses ressources patrimoniales

Dans ce domaine, on s'appuiera largement sur les travaux menés au cours du cycle précédent de labellisation, qui avaient mis en évidence des motifs d'attachement au territoire partagés sur l'ensemble des douze communes et qui avaient permis de commencer la mise en valeur de l'élément patrimonial qui s'était avéré le plus saillant, à savoir le **réseau très dense de chemins ruraux** (environ 1 100 km à l'échelle des douze communes).

Il s'agit donc prioritairement de poursuivre la mise en valeur de ce réseau de chemins :

- poursuite de l'inventaire du réseau et de la mise en place d'un protocole concerté de restauration et d'entretien des branches jugées nécessaires à la vie du territoire, quels qu'en soient les usagers : agriculteurs, forestiers, chasseurs, sportifs, promeneurs…;
- création d'une offre de découverte du territoire fondée sur ce réseau, comprenant notamment la poursuite des carnets d'arpentage communaux.

La restauration mobilisera notamment des chantiers de bénévoles.

L'action sera animée par le chargé de mission Tourisme et Patrimoine, en concertation avec les municipalités et les chargés de mission Activités de pleine nature du PNRM et des communautés de communes.

Action 3.2 : explorer la thématique de l'eau et du patrimoine hydraulique

Une particularité du Morvan, qui tient à la fois de sa géologie, de sa géographie physique et de sa géographie humaine, concerne la thématique de l'eau. Bien que très arrosé, le massif a une très faible capacité de rétention d'eau. Posée directement sur le socle primaire, la seule structure de stockage de l'eau est la mince couche d'arène granitique issue de son altération, qui se gorge comme une éponge lorsqu'il pleut puis s'égoutte lentement. Pour que le système fonctionne, cette éponge doit être régulièrement réarrosée, notamment avant l'été, durant lequel ne subsistent que de multiples petites aquifères d'intérêt micro-local, qui assurent tant bien que mal l'approvisionnement en eau potable des nombreux hameaux et des troupeaux.

Un patrimoine d'une ampleur considérable est également associé à la gestion de l'eau, comme le montrent les travaux en cours de l'équipe de Nicolas Jacob-Rousseau (université Lyon 2) et Frédéric Gob (université Paris 1). Outre les vestiges du flottage (retenues d'eau, aménagements des cours d'eau), d'innombrables travaux, particulièrement lisibles sur les relevés Lidar, témoignent de l'importance de la gestion de l'eau par la société rurale : captages, rigoles d'irrigation, moulins, etc. Aujourd'hui encore, les usages de l'eau préservent une modalité de gestion commune originale de la ressource, à l'échelle des hameaux, sous couvert du cadre juridique des associations syndicales libres (ASL).

Les années successives de sécheresse que nous connaissons depuis 2018 donnent une acuité

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

particulière à la thématique, tout en confirmant les prévisions (voir une étude de l'Observatoire national sur les changements climatiques datée de 2009). Elles se traduisent en effet par une pénurie d'eau prolongée en période estivale, qui affecte à la fois les peuplements forestiers, l'élevage, la consommation humaine et la biodiversité dans son ensemble. Il est prévisible que, dans un tel contexte de durcissement des contraintes climatiques, les enjeux de l'eau conduisent à une amplification des controverses entre acteurs aux préoccupations divergentes, comme c'est déjà le cas dans le domaine de la forêt.

Le PNRM investit de longue date la thématique de l'eau avec différents partenaires, notamment les Agences de bassin, avec comme objectifs prioritaires la restauration de la continuité écologique des cours d'eau (inscrite dans la mesure 9 de sa Charte) et la préservation de la qualité des milieux aquatiques (mesure 11 de sa Charte).

Nous nous proposons de compléter ces approches en développant la même méthode que celle déjà plus engagée pour les chemins : utilisation d'une démarche collaborative de cartographie, associée à l'expertise scientifique et à la médiation culturelle, pour sensibiliser les acteurs à l'importance de cet enjeu et créer des espaces de dialogue à même de faciliter l'identification de modalités consensuelles de gestion de l'eau.

Action 3.3 : créer des lieux d'accueil et un réseau de services

La création de lieux d'accueil et le renforcement d'une offre de services répartis sur le territoire sont un complément indispensable au développement de l'offre qui fait l'objet de l'action 3.2. Deux orientations seront travaillées conjointement, en concertation avec les opérateurs publics du tourisme présents sur le territoire.

Il s'agit d'abord d'inciter les visiteurs du territoire à faire halte dans les villages, qui sont autant de nœuds du réseau de chemins. Pour cela, on s'efforcera de requalifier les espaces publics villageois, en donnant la priorité aux « *villages-portes* » du GSF, dont trois ont déjà été identifiés : Larochemillay, où un projet d'aménagement a déjà été élaboré depuis 2019, Glux-en-Glenne et Saint-Léger-sous-Beuvray, où une réflexion a été engagée dans le même sens en 2020.

Il s'agit ensuite de renforcer le maillage d'équipements du territoire au service des visiteurs, qu'ils soient randonneurs, sportifs ou simples promeneurs, ce qui profitera aussi aux habitants. On pense notamment à la prise en charge aux gares, à la restauration, à la conciergerie des maisons en location, aux équipements sportifs (VTT, vélos électriques) et aux espaces de parking, enfin à des outils d'information partagés. Cette action requiert une animation adaptée auprès des acteurs des services, avec une implication forte des municipalités.

Il s'agit enfin de faire advenir, même de façon modeste dans un premier temps, le projet porté par les élus du territoire de réactiver une offre sur le Haut-Folin, sommet de la Bourgogne. Deux voies prioritaires et complémentaires consistent à réinventer le chalet du Haut-Folin (chalet du Club alpin français détruit par un incendie à la fin des années 1990) et à en faire un site privilégié d'accueil pour les sports et visites de pleine nature en développant les équipements déjà existants (chemins de randonnée, boucles de ski de fond, étangs de Préperny et de la Goulette).

Action 3.4 : inscrire l'offre de visite et l'attractivité du GSF dans une perspective territoriale élargie

Le territoire du GSF s'inscrit dans une région aux ressources diversifiées. Le maillage du territoire avec ces ressources est indispensable pour développer l'attractivité. Ce maillage peut être décliné en deux thématiques.

La thématique du grand patrimoine permet d'associer Bibracte à deux sites proches : Autun et Château-Chinon. Par son histoire commune avec Bibracte (Autun – *Augustodunum* a été fondée un peu avant le changement d'ère pour succéder à Bibracte) et la richesse exceptionnelle de son patrimoine, Autun complète idéalement l'offre de Bibracte. L'attractivité d'Autun sera renforcée à brève échéance par l'aboutissement d'un projet ambitieux de rénovation du musée municipal, destiné à en faire la porte d'entrée de la ville et de son territoire (coût d'objectif de 15 M€ pour la première tranche qui sera livrée en 2023). Si son patrimoine urbain est nettement plus modeste, la ville de Château-Chinon verra l'ouverture la même année d'une « cité muséale », projet aussi ambitieux porté par le Département de la Nièvre (coût d'objectif de 10 M€) qui inclut un musée du Cadeau diplomatique (ex-musée du Septennat) et un musée de la Mode et des Textiles (ex-musée du Costume). C'est à la même échéance que sera livré le chantier d'agrandissement du musée de Bibracte (création d'une nouvelle salle pour les expositions temporaires et remplacement de salle affectée actuellement à cet usage en salle polyvalente / auditorium). Cette convergence de calendrier incite à renforcer la stratégie de promotion concertée

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

des trois établissements en s'appuyant sur l'expertise de BIBRACTE relativement à ce type de partenariat. Dans un cercle plus large, cette offre renforcée sera promue en concertation avec le comité régional du Tourisme et ses partenaires comme une composante de la destination Bourgogne et par le biais des actions du collectif Patrimoine du CRT, dont BIBRACTE est un membre actif.

La thématique de la destination « verte » est prioritairement partagée avec le PNRM et ses partenaires (les agences départementales de Tourisme et les offices de tourisme des communautés de communes concernées). Il s'agit de réactiver la démarche collective Morvan des Sommets qui avait été lancée en 2013 et qui avait été fédératrice des acteurs (*cf. supra*, ill. 14). Cette démarche ayant pâti d'un manque de moyens d'animation, sa réactivation est un défi qu'il faut relever à moyens constants. BIBRACTE s'y consacre en en faisant une des missions principales de sa responsable du développement touristique, Pascale Plaza (poste à mi-temps) et plus largement de l'équipe de l'établissement en charge du tourisme. On s'appuiera sur le volontariat des acteurs, dont une vingtaine a déjà constitué de sa propre initiative un groupe de travail permanent destiné à développer une nouvelle offre de séjours de *slow tourism* sur le GSF et sa périphérie, qui vient renforcer un type de tourisme durable en adéquation avec le label GSF. Les propositions de séjours issues de ce groupe de travail privilégient les modes de déplacements doux, la rencontre avec les habitants et la visite des lieux hors période estivale. Cette offre s'inscrit aussi dans la stratégie de promotion du tourisme d'itinérance promue par le comité régional du Tourisme.

Action 3.5 : poursuivre la mise en place de l'observatoire de la fréquentation du GSF

L'observatoire mis en place à partir de 2018 (A53) vise à mieux connaître les visiteurs du GSF et leur comportement, mais aussi la perception de l'activité touristique par les habitants et les acteurs du territoire, de façon à faciliter l'élaboration d'une stratégie partagée d'attractivité et d'accueil du territoire à l'heure où le développement touristique suscite de plus en plus de défiance et où le Morvan remplit tous les critères qui conduisent à penser que son attractivité sera renforcée dans le contexte « post-COVID 19 » : proximité de plusieurs grands bassins de population et disponibilité de grands espaces « naturels » qui échappent à la surfréquentation des destinations touristiques traditionnelles.

Il s'agit donc de développer la mise en œuvre de l'observatoire en différents points d'accueil en périphérie de Bibracte : hébergements, services, lieux de visite aux échelles locale et régionale (notamment à Autun et dans le PNRM). Afin de pouvoir comparer la « performance » du territoire, l'observatoire sera partagé à une échelle plus large, notamment au sein du « collectif Patrimoine » du Comité régional du Tourisme de Bourgogne-Franche-Comté et des partenaires du programme INCULTUM (*cf. infra*, Action 3.6).

L'animation de la démarche sera pilotée par la responsable du développement touristique de BIBRACTE, en lien avec la chargée de mission Tourisme et Patrimoine.

Action 3.6 : partager l'expérimentation

Les orientations de développement touristique et résidentiel proposées ici sont en cohérence avec celles promues de façon active par le réseau des Grands Sites de France (voir notamment le document-cadre *Grands Sites de France et Tourisme* publié en 2014) et par la fédération des Parcs naturels régionaux, ou encore pas des groupes de réflexion comme le Slow Tourism Lab. Le projet du GSF sera donc conduit en partenariat étroit avec ces réseaux, et notamment RGSF et ses membres, afin de bénéficier de l'expérience bien plus avancée d'autres territoires (cf. par exemple la démarche *Escapade nature sans voiture* développée par RGSF).

Par ailleurs, le programme de recherche-action INCULTUM consacré au développement du tourisme rural constituera un espace privilégié de partage d'expérience. BIBRACTE compte notamment profiter du programme pour expérimenter sur d'autres territoires européens la formule de l'observatoire territorial qui fait l'objet de l'action 3.5. En retour, on compte sur INCULTUM pour disposer de protocoles *ad hoc* pour faire du développement de l'économie touristique et résidentielle une démarche véritablement participative et inclusive.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

AXE 3 : ŒUVRER AUX CÔTÉS DES COMMUNES ET DES ACTEURS DU MONDE DES SERVICES EN VUE DE PRÉSERVER LES RESSOURCES PATRIMONIALES DU TERRITOIRE ET DE FAIRE DU GSF UN TERRITOIRE ATTRACTIF ET ACCUEILLANT

Action 3.1 : mettre en place une offre diffuse de visite sur le territoire associée à une démarche active de préservation de ses ressources patrimoniales

> Poursuivre l'inventaire du réseau de chemins ruraux et la mise en place d'un protocole concerté de restauration et d'entretien de ce réseau.

> Créer une offre de découverte du territoire appuyée sur le réseau de chemins, comprenant la poursuite de la collection des carnets d'arpentage communaux.

Action 3.2 : explorer la thématique de l'eau et du patrimoine hydraulique

> Développer une enquête patrimoniale participative sur les usages et ouvrages de l'eau

> S'appuyer sur cette enquête pour mettre en débat les enjeux liés à la gestion de la ressource en eau et promouvoir des choix consensuels et durables.

Action 3.3 : créer des lieux d'accueil et un réseau de services

> Requalifier les espaces publics villageois en vue d'en faire autant de haltes pour les visiteurs du territoire.

> Renforcer les services du territoire au bénéfice de ses visiteurs et des habitants.

> Réactiver un lieu d'accueil sur le Haut-Folin.

Action 3.4 : inscrire l'offre de visite et l'attractivité du GSF dans une perspective territoriale élargie

En cohérence avec la stratégie régionale et les stratégies départementales d'attractivité touristique et résidentielle :

> Développer la synergie de Bibracte avec les sites à forte composante patrimoniale d'Autun et Château-Chinon.

> Réactiver la démarche collective Morvan des Sommets centrée sur le territoire du GSF.

Action 3.5 : poursuivre la mise en place de l'observatoire de la fréquentation du GSF

> Déployer l'observatoire créé en 2018 sur le territoire du GSF et sur des lieux d'accueil du public périphériques.

> Créer un référentiel utilisant les mêmes bases d'enquête auprès de réseaux d'acteurs du tourisme culturel.

Action 3.6 : partager l'expérimentation

> S'inscrire dans des réseaux régionaux et nationaux d'acteurs partageant le même objectif de développement maîtrisé et partagé de l'économie résidentielle et touristique en milieu rural.

> Profiter du programme de recherche-action européen INCULTUM pour identifier de bonnes pratiques et partager l'expérience du GSF.

AXE 4 : développer un projet de territoire qui ne laisse aucun occupant de côté

Le souci de prendre en compte l'ensemble des occupants, humains et non humains, du territoire a émergé progressivement, avec des étapes décisives lors des deux dernières éditions des Entretiens de Bibracte-Morvan, *Faire monde commun* en septembre 2019, et *Faire monde commun… avec la nature* en septembre 2021. Cette préoccupation a été attisée par les crises des derniers mois (sécheresses prolongées et canicules aux effets localement dévastateurs, pandémie), qui expriment l'accélération de l'entrée dans l'Anthropocène, entendu comme un nouveau stade climatique dont l'activité humaine est le principal vecteur.

Le mode opératoire privilégié a également émergé depuis 2019. Les travaux du sociologue Bruno Latour, qui fut notre invité cette année-là, ont motivé une équipe issue de la société civile à se constituer en association pour apporter un regard nouveau et complémentaire à la démarche GSF en mobilisant le concept d'arts politiques, qui peuvent se définir comme le croisement de l'expérimentation politique, artistique et scientifique. Il s'agit de mettre en commun et de rendre accessible à tous un processus généralement fermé et excluant en permettant de donner une voix à chacun et en considérant l'espace artistique comme un espace idéal pour diversifier les points de vue, exprimer les attachements, expérimenter les transformations, en ne laissant personne de côté. Considérant que la recherche artistique

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

qui prévaut à toute création s'appuie sur des procédés capables de transformer des matériaux ou des situations en œuvres, l'association d'artistes aux autres parties prenantes de l'action collective peut ainsi enrichir la démarche commune par la stimulation des imaginaires, la perception sensible et intuitive des contextes, la remise en question des évidences.

L'objectif, ambitieux, est donc de mettre en avant l'action artistique et culturelle comme un levier qui permet d'élargir la définition du "politique" en y incluant les différents "terrestres" qui occupent le territoire : les animaux et les végétaux comme les humains. C'est cette acception de l'art politique qui permet de réfléchir à la préservation de la qualité de notre lieu de vie à tous, en se construisant des éléments constitutifs d'un langage imaginaire (poétique) et d'horizons communs.

Pour faciliter l'action collective, une attention particulière sera accordée à rendre poreuses les frontières qui assigneraient des publics à des espaces de culture ou de nature exclusifs. L'objectif est de mélanger des publics dont l'activité se rejoint sur les questions de paysage : paysans, forestiers, artistes, habitants, acteurs socio-culturels et associatifs, etc.

Une autre dimension de cette démarche sera de s'attacher à ce qui sépare les mondes sociaux : population urbaine de France et d'Europe en résidence secondaire ou en transition rurale, population de travailleurs (tourisme, économie forestière et agricole...) ou en recherche d'emploi, population « du cru » parfois stigmatisée et qui gagne en repli sur soi ce qu'elle perd en consistance (vieillissement, exode rural). Un des objectifs de la démarche du GSF est d'atténuer ce seuil qui sépare Visibles et Invisibles, souvent laissés de côté dans les grandes opérations d'aménagement du territoire, par l'organisation de temps de rencontre et la poursuite des travaux de recherche-action menés depuis 2013 sur le territoire Cet objectif a pour ambition de contribuer au lien social et de cultiver la solidarité entre habitants, permettant à chacun d'affirmer sa dignité et son apport indispensable à la vie du territoire.

L'ensemble de ces actions relève d'un processus qui est actuellement promu par différentes instances sous le vocable de « tiers-lieu », mais qui ont toujours existé (sous la forme de bistrots, bals, foires et autres lieux de convivialité). Indispensables à la vie commune, leur entretien et leur animation relèvent de l'intérêt général sans pour autant être systématiquement accompagnés par les pouvoirs publics. Ces tiers-lieux de toujours ont constamment demandé un engagement quotidien. La promotion et le développement de la création et des initiatives culturelles sur le territoire du GSF visent ainsi à encourager les artistes, locaux ou accueillis, à considérer le territoire dans son ensemble comme un tiers-lieu et à se saisir des problématiques sociales et environnementales en mettant en scène la rencontre (artistique et humaine) dans des espaces communs et/ou inscrits dans le paysage (naturel et culturel). Cet objectif veut cultiver l'attachement des habitants au Grand Site et favoriser l'émergence de projets de territoire en se mettant à leur écoute.

Le portage des actions qui relèvent de cet objectif sera assuré par un collectif constitué des équipes en charge de la médiation et de l'action culturelle à BIBRACTE et au PNRM, de la Maison du Patrimoine oral de Bourgogne (MPOB) et de l'association CHEMINS, au moyen d'une concertation régulière de manière à adapter les modalités de collaboration entre ces entités selon les besoins, la nature des projets, les opportunités et les compétences de chacun.

La MPOB intervient dans le cadre de la "Fabrique sociale orale" qui bénéficie du label d'ethnopôle délivré par le ministère de la Culture. Elle est un partenaire privilégié du PNRM en tant que Maison à thème de son écomusée, celui-ci bénéficiant aussi d'expérimentations menées en lien avec l'ethnopôle. La Fabrique est un outil d'expérimentation et de développement culturel qui propose une réflexion innovante sur la dimension citoyenne du patrimoine oral et son potentiel d'innovation, de transformation et de lien social, en prise avec l'actualité de la recherche nationale et internationale. Sa démarche s'appuie sur la médiation ethnologique et artistique, qui consiste notamment à recourir aux arts et aux pratiques de l'oralité (chant, musique, danse, conte, récits, débats, etc.) comme soutien à l'estime de soi, à l'appropriation-création d'une expression singulière et à l'élaboration d'une expérience collective. La MPOB bénéficie, pour cette dimension de Fabrique sociale orale sur le territoire du GSF, d'un soutien de la Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES). Il se concrétise par un poste fléché sur la mise en œuvre d'une recherche-action sur cet axe, qui est financé par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP-Recherche) sur 2021-2023, avec la possibilité d'être renouvelé deux fois.

L'association CHEMINS a, quant à elle, été créée au printemps 2020 par une douzaine de personnes issues d'horizons variés, qui partagent la même envie de s'appuyer sur la démarche GSF pour mener une expérimentation originale consistant notamment à :

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

- promouvoir un projet de société basé sur l'appartenance et l'attachement au territoire, à ses milieux, à ses communautés, à ses modes de vie, à ses savoir-faire, en préservant le plus grand nombre de différences, de points de vue, d'options possibles, gages de résilience face à la mutation climatique et aux crises qu'elle engendre ;
- promouvoir de nouvelles façons de travailler dans lesquelles les pratiques artistiques jouent, au même titre que les méthodes scientifiques, un rôle essentiel dans l'analyse conjointe de problèmes de société, avec en ligne de mire la participation à la prise de décision locale.

CHEMINS bénéficie pour ce projet d'un financement spécifique acquis sur 2021 et 2022 au titre du programme LEADER Morvan et d'un appui de la DRAC qui lui a permis de recruter à mi-temps un chargé de développement culturel.

Rappelons encore que BIBRACTE développe une palette d'actions de médiation scientifique et culturelle destinées à transmettre aux visiteurs du mont Beuvray et au jeune public dans le cadre scolaire et périscolaire, les informations issues des programmes de recherches archéologiques à l'œuvre depuis 1984. Cette palette s'étoffe depuis plusieurs années de propositions en lien avec la sensibilisation aux enjeux environnementaux actuels sur le Grand Site, éclairés à la lumière des résultats des recherches paléo-environnementales, de propositions artistiques ou de partenariats avec les intervenants du PNRM ou d'autres structures spécialisées dans le domaine des sciences de l'environnement (la Société d'Histoire naturelle d'Autun par exemple). Elle s'enrichit aussi d'une programmation culturelle diversifiée, à la croisée de l'archéologie, de l'art et des sciences, qui se nourrit de partenariats avec des acteurs culturels du territoire, et d'interventions d'artistes d'horizons variés accueillis dans le cadre de résidences. Ces actions sont conçues et mises en œuvre au sein du service des publics du musée, qui dispose de compétences importantes en matière d'action culturelle et de médiation (une responsable de l'action culturelle, une responsable de la médiation, une médiatrice et une vingtaine de guides-animateurs vacataires).

Le PNRM, enfin, est doté d'un pôle de médiation éducative basé à Saint-Brisson, qui propose tout au long de l'année des programmes accessibles aux enfants et aux adultes autour de sujets variés comme les milieux humides, les paysages du Morvan, etc. Au-delà de cette expertise avérée sur les sujets environnementaux du territoire, l'écomusée du Morvan, réseau de neuf maisons et musées répartis sur le territoire du PNRM, développe depuis les années 1980 des propositions de médiation orale et des espaces d'écoute autour de thèmes du patrimoine culturel du Morvan et du développement durable. Les méthodes de médiation qui y sont proposées rassemblent des professionnels et des amateurs. Dans son projet concerté 2020-2025, l'écomusée a pour ambition de devenir un réseau en prise avec les débats sociétaux et citoyens de la vie du territoire du Morvan. Ce projet affiche ainsi la volonté d'être à la fois un lieu de conservation, de valorisation et de transmission des patrimoines et des cultures du territoire, mais aussi un lieu de recherche et un espace public citoyen, où les habitants sont actifs, participants et engagés. C'est dans cette optique que l'écomusée, en écho à la charte 2020-2035 du PNRM, contribuera à l'expérimentation menée dans le cadre de la démarche GSF, en appui de la MPOB.

Action 4.1 : faire émerger une application opérationnelle des arts politiques depuis le GSF

L'approche par les arts politiques va au-delà d'une considération habituelle des publics. Elle requiert l'invention, tout au long de la démarche, d'une méthodologie adaptative pour favoriser en permanence les idées émergentes, les positionnements explicites, l'ouverture vers des possibles, la mise en commun des imaginaires relatifs aux différents espaces sociaux en présence sur le territoire. Ce positionnement vient nourrir le processus collectif pour éviter les effets ordinaires des rigidités institutionnelles (stratification des actions, centralisation des enjeux, reproduction des obstacles à l'action que la démarche vise à dépasser).

Afin de réellement se mettre au service d'un territoire comme celui des douze communes du GSF, un effort permanent d'assemblage et de tissage de relations est en effet nécessaire entre des personnes parfois très éloignées dans leur mode de vie, leur profession ou leurs positionnements. Un « *atelier permanent d'arts politiques* » à destination du plus grand nombre sera donc au cœur de cette action. Il sera piloté par la MPOB.

En s'inspirant des méthodes de la MPOB, l'atelier s'appuiera sur les apports de membres de l'association CHEMINS et les compétences en médiation de Bibracte et du PNRM. Il s'efforcera de se mettre à l'écoute des occupants du territoire, il ouvrira un espace commun d'expression et de spéculation, et répercutera l'actualité de leurs préoccupations dans les groupes de travail et dans les instances de gouvernance du GSF.

L'atelier aura en charge la production d'outils originaux pour diffuser sur le territoire les réflexions qu'il

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

produit. S'y croiseront des habitants, des artistes, des scientifiques, des acteurs socio-professionnels, des chargés de mission etc., avec des porteurs d'expérimentations des arts politiques dans d'autres lieux (Morvan, région Bourgogne-Franche-Comté, France, autres pays). Rassemblé à fréquence régulière, cet atelier s'ouvrira à tous ceux qui souhaitent y participer. Sa programmation sera évolutive et s'adaptera aux participants.

Cet atelier permanent scrutera et fera évoluer les manières de travailler ensemble autant que les modes opératoires qui permettent de ne laisser personne de côté. Il constituera un espace privilégié de recherche coopérative dans la démarche GSF et de mise en œuvre de l'axe 4.

Action 4.2 : recenser, accompagner et mobiliser les artistes et les initiatives artistiques du territoire

Le Morvan est un territoire avec une diversité culturelle riche, d'autant plus si l'on se réfère à sa densité démographique. La dispersion de l'habitat amène les acteurs culturels comme le musée de Bibracte à soutenir la vitalité artistique et penser son travail en réseau.

C'est au regard de cette analyse que l'association CHEMINS s'est créée, afin de stimuler la concertation avec la société civile au sein du projet Grand Site, par le biais de la coopération culturelle au service de la préservation des espaces, de l'implication de tous et de la prise en compte de chacun.

Il s'agit d'une démarche expérimentale et collégiale qui a pour méthode :

- d'être complémentaire avec l'offre culturelle du territoire et de faciliter la mise en lien des faiseurs de paysage (agriculture / forêt / tourisme) avec les habitants et artistes du territoire ;
- d'être à l'écoute de la demande de culture du territoire, pour amener des propositions artistiques et scientifiques à des endroits inattendus ;
- de valoriser le patrimoine naturel et culturel.

Cette mission s'appliquera à mettre en lien des initiatives culturelles entre elles, entre acteurs, scientifiques et publics ; à favoriser la visibilité des initiatives à l'échelle du territoire et au-delà ; à articuler des projets de résidence, de création et d'accueil avec le terreau culturel autour de questions liées aux enjeux du GSF.

Cette action sera pilotée par le chargé de développement culturel de CHEMINS.

Action 4.3 : créer des rendez-vous réguliers sur les thématiques en rapport avec la démarche GSF

Il s'agit ici de cultiver l'attachement au territoire et de faciliter le dialogue entre ses habitants. On vise notamment la mise en place de rencontres diverses en privilégiant les espaces communs, publics ou privés mais offrant des possibilités de rencontre : chemins ruraux, places de village, cours de fermes, espaces naturels... Ces rendez-vous s'appuieront autant que possible sur les ressources, les initiatives et les envies des habitants, c'est-à-dire en favorisant la diversification de ce qui se fait plutôt que de surenchérir sur une programmation déjà riche. Attentifs à ce que produit le territoire en matière de culture et de manifestations, ils associeront art, science et implication locale.

Ces rencontres s'étaleront sur les douze mois de l'année relativement aux douze communes composant le territoire du Grand Site et seront sans cesse amenées à se réinterroger sur leur contenu, leurs formes.

Action 4.4 : impliquer les habitants de tous âge, en particulier les plus jeunes, dans la démarche

Il s'agit ici d'actionner les leviers de la médiation et de l'action culturelle au sens large pour impliquer les habitants du territoire du GSF dans la démarche, au fil des projets émergeant du territoire ou des entités pilotes de cet axe. On s'appuiera ici plus particulièrement sur les équipes de BIBRACTE, de la MPOB et du PNRM, qui ont développé chacune dans leur domaine une expertise et un réseaux de partenaires, tout en mobilisant CHEMINS en tant que facilitateur sur des projets particuliers, pour favoriser la mise en lien des différents publics.

Une attention particulière sera portée au jeune public, en tant qu'habitants, que citoyens en devenir et que points d'entrée vers les publics plus âgés (parents, grands-parents, etc.)

En s'appuyant sur la logistique et sur l'expérience du PNRM et de BIBRACTE, qui accueille entre 8 000 et 10 000 jeunes par an dans le cadre scolaire et périscolaire et qui a développé des liens étroits avec les équipes éducatives de divers établissements scolaires du territoire, il s'agit donc de renforcer et diversifier les actions pour prendre en compte toutes les composantes de la "zone critique" entendue comme la mince pellicule superficielle de la Terre où l'eau, le sol, le sous-sol et le monde du vivant interagissent et investir l'ensemble du territoire, notamment les espaces naturels des abords des trois sommets (sources de l'Yonne, étang de Préperny…), en s'inscrivant dans des disposi-

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

tifs régionaux (comme les classes Environnement) et nationaux (comme les « Aires terrestres éducatives » développées par l'Office français de la Biodiversité), voire plus expérimentaux (École du Dehors). Les propositions s'efforceront aussi d'inclure une dimension artistique, en s'intégrant dans les dispositifs de l'éducation artistique et culturelle (EAC) et en visant les établissements scolaires tout comme le structures socio-culturelles du territoire du GSF et de sa périphérie immédiate.

Action 4.5 : animer les rencontres annuelles des Entretiens de Bibracte-Morvan

Au fil des années, ces rencontres ont endossé le rôle de conférence territoriale du Morvan et de lieu de réflexion privilégié sur les grandes questions du massif. Elles ont aussi largement inspiré la démarche GSF. On poursuivra donc leur organisation sur un rythme annuel en étant attentif à ce double rôle de conférence territoriale et de moment privilégié de mise en débat de l'expérimentation menée dans le cadre de la démarche GSF. En cohérence l'action 4.2, on sera particulièrement soucieux de mobiliser des acteurs du monde artistique aux côtés des scientifiques. Le chargé de développement culturel de CHEMINS en sera le chef de projet.

Action 4.6 : créer et animer des outils de communication à l'échelle du territoire

Des moyens légers et réactifs de communication numérique et de partage d'information seront mis en place en privilégiant la création d'un site web dédié, conçu comme la vitrine de la démarche et des projets qui en émanent ou en partagent l'esprit, tout en tirant parti des bonnes performances des outils déjà développés sur les réseaux sociaux par BIBRACTE et le PNRM et des relais que peuvent apporter les autres partenaires, à commencer par les communes.

Les supports imprimés seront utilisés avec parcimonie, en raison des moyens importants qu'ils requièrent. On donnera la priorité à une carte du territoire, qui mettra en valeur la diversité de ses paysages et de son patrimoine, ainsi que ses services, avec une charte graphique originale qui se démarquera de celle de BIBRACTE. Des lettres d'information seront diffusées sans périodicité régulière pour rendre compte des grandes étapes de la démarche.

AXE 4 : DÉVELOPPER UN PROJET DE TERRITOIRE QUI NE LAISSE AUCUN OCCUPANT DE CÔTÉ

Action 4.1 : faire émerger une application opérationnelle des Arts politiques depuis le GSF

> Animer un atelier permanent dédié à l'application opérationnelle des Arts politiques.
> Ouvrir un espace collectif de réflexivité tout au long de la démarche.

Action 4.2 : recenser, accompagner et mobiliser les artistes et les initiatives artistiques du territoire

> Favoriser l'accueil et la vie des artistes sur le territoire.
> Mobiliser les artistes et acteurs culturels sur des actions intéressant le projet de territoire.

Action 4.3 : créer des rendez-vous réguliers sur les thématiques en rapport avec la démarche GSF

> Organiser sur un rythme mensuel des rencontres mobilisant des artistes aux côtés de différents acteurs du territoire et favorisant le dialogue entre les habitants.

Action 4.4 : impliquer les habitants de tous âges, en particulier les plus jeunes, dans la démarche

> En s'appuyant sur les dispositifs déjà animés par BIBRACTE et le PNRM, diversifier l'offre destinée aux plus jeunes pour prendre en compte les enjeux du GSF et investir l'ensemble du territoire.

Action 4.5 : animer les rencontres annuelles des Entretiens de Bibracte-Morvan

> Poursuivre l'organisation des Entretiens de Bibracte-Morvan sur un rythme annuel en conciliant le rôle de conférence territoriale du Morvan et de moment privilégié de mise en débat de l'expérimentation menée dans le cadre de la démarche GSF.

Action 4.6 : créer et animer des outils de communication à l'échelle du territoire

> Créer un support de communication léger et réactif utilisant les ressources de l'internet.
> Créer un support de communication imprimé fondé sur une carte du territoire du GSF.
> Éditer une lettre d'information pour rendre compte des grandes étapes de la démarche.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

AXE 5 : évaluer en continu les performances afin d'ajuster les actions et partager l'expérience

La volonté de développer la démarche GSF sous la forme d'un projet-processus implique la mise en place d'un dispositif permanent d'auto-évaluation et d'ajustement de la démarche. Ce sera particulièrement le rôle du comité de gestion stratégique de conduire cette évaluation continue, en mobilisant en particulier les partenaires institutionnels (administrations de l'État, grandes collectivités) qui contribuent au financement du projet. Les groupes de travail, le comité des maires et les Entretiens de Bibracte-Morvan constitueront également des instances privilégiées pour recueillir au fil de l'eau les propositions et les critiques des partenaires locaux. Le comité des sages sera mobilisé à des moments déterminants de la démarche comme on l'a fait de façon anticipée en septembre 2020 en réunissant un groupe d'experts extérieurs. Enfin, le sociologue qui assure la mission de chargé de recherche Innovation territoriale au sein de l'équipe de BIBRACTE a vocation à documenter le développement de la démarche au fil des mois, en faisant preuve d'esprit critique et en s'appuyant sur le recueil et l'analyse du point de vue des acteurs. Un compte-rendu annuel des actions continuera à être consigné dans le rapport annuel d'activité de BIBRACTE.

Un tableau de bord servira également d'aide-mémoire pour assurer le suivi de la démarche (ill. 57). Il sera renseigné sur un rythme annuel.

L'évaluation sera enfin coordonnée avec le dispositif d'évaluation de la Charte du PNRM et avec les actions menées dans le cadre de l'observatoire du Morvan porté par le PNRM (ill. 58).

AXE 5 : ÉVALUER EN CONTINU LES PERFORMANCES AFIN D'AJUSTER LES ACTIONS ET PARTAGER L'EXPÉRIENCE

Action 5.1 : évaluer la démarche

> Réunir le comité stratégique sur un rythme régulier (au moins une fois par semestre) et le comité des sages aux grandes étapes de la démarche

> Remplir le tableau de bord sur un rythme annuel et établir un compte-rendu annuel d'activité

> Assurer en continu l'auto-évaluation de la démarche par la mobilisation du chargé de recherche Innovation territoriale.

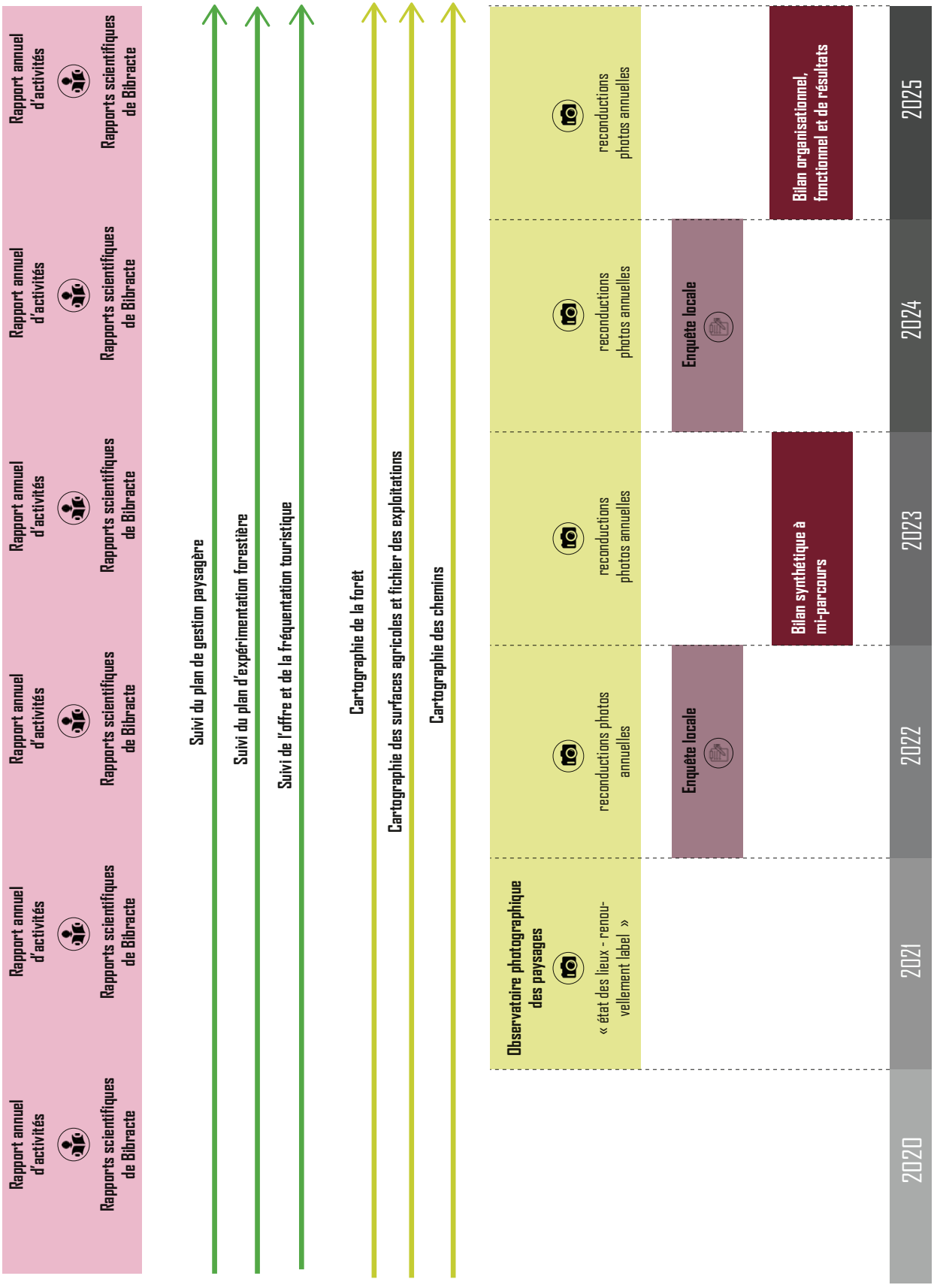
EN FIN DE COMPTE…

Solidement assis sur le bilan du précédent cycle de labellisation 2014-2019, et sorti renforcé de l'épreuve du confinement imposé par la pandémie de 2020-2021, le Grand Site de France BIBRACTE – MORVAN DES SOMMETS présente un projet résolument volontariste, conçu pour faire face aux crises climatiques et environnementales à venir, en se positionnant dans un rôle moteur d'entraînement de tous les acteurs qu'il sert et qu'il fédère sur son territoire et au-delà.

La question de la qualité paysagère est au cœur de ce projet, qui raisonne par cercles successifs d'influence : être exemplaire dans son cœur de site dont les porteurs du projet ont la maîtrise foncière ; avoir un effet d'entraînement sur les acteurs-clés de son voisinage, qui fabriquent et entretiennent l'écrin paysager des sites classés ; contribuer à la régénération du collectif que forme l'ensemble de la population du Grand Site élargi à douze communes ; et enfin, rendre compte et mettre en débat les résultats, pour permettre au territoire de toujours mieux composer avec les nouvelles ruptures qui ne manqueront pas de succéder à l'actuelle crise sanitaire.

Ces objectifs seront servis par un mode opératoire fondé sur le consensus entre un grand nombre de parties prenantes et sur la collégialité des décisions. Il en résulte une approche pragmatique du projet, qui est appréhendé comme un processus dont les orientations seront en permanence réajustées en fonction des réussites, des difficultés et aussi, plus prosaïquement, des moyens qui pourront être mobilisés. C'est donc une démarche résolument expérimentale et novatrice en matière de résilience qui est soumise au ministère de la Transition écologique en vue du deuxième renouvellement du label GSF du Grand Site de BIBRACTE – MORVAN DES SOMMETS.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE



57. Tableau de bord des indicateurs servant à l'évaluation de la démarche GSF (doc. S. Fontaine et F. Reix).

PROJET GSF Bibracte – Morvan des sommets			CHARTE 2020-2035 Parc naturel régional du Morvan			
Axe	*Action*		*Axe*	*Orientation*	*Mesure*	
			Axe 2			**Conforter le Morvan, territoire à haute valeur patrimoniale, entre Nature et Culture**
				Orientation 3		**Préserver les ressources naturelles et reconquérir la biodiversité**
				Orientation 4		**Conjuguer passé, présent et futur : les cultures du Morvan en mouvement**
Axe 1		**Mener une gestion exemplaire des sites classés au cœur du territoire de projet**	**Axe 3**			**Affirmer ses différences, une chance pour le Morvan !**
				Orientation 5		**Affirmer l'identité de moyenne montagne**
			Axe 4			**Conduire la transition écologique du Morvan**
				Orientation 8		**Renouveler les modèles économiques**
	Action 1.1	Harmoniser la gestion des cœurs des sites	Axe 3	Orientation 5	Mesure 17	Conforter les sites d'exception
			Axe 2	Orientation 3	Mesure 10	renforcer la protection et la gestion des sites à haute valeur écologique
	Action 1.2	Poursuivre la mise en œuvre du plan de gestion paysagère	Axe 3	Orientation 5	Mesure 17	Conforter les sites d'exception
	Action 1.3	Poursuivre le programme de recherche archéologique et la mise en valeur des vestiges	Axe 3	Orientation 5	Mesure 17	Conforter les sites d'exception
			Axe 2	Orientation 4	Mesure 16	Améliorer la compréhension de l'histoire humaine du Morvan
			Axe 4	Orientation 8	Mesure 26	Agir pour une forêt multifonctionnelle et diversifiée
	Action 1.4	Faire du Mont Beuvray et du Mont Préneley un terrain d'expérimentation forestière	Axe 2	Orientation 3	Mesure 12	Faire des prairies et du bocage et de la forêt des valeurs d'avenir du Morvan
			Axe 2	Orientation 3	Mesure 9	Assurer les continuités écologiques et le fonctionnement des écosystèmes
			Axe 2			**Conforter le Morvan, territoire à haute valeur patrimoniale, entre Nature et Culture**
				Orientation 3		**Préserver les ressources naturelles et reconquérir la biodiversité**
Axe 2		**Œuvrer aux côtés des acteurs du monde de l'agriculture et de la forêt en vue de préserver la qualité paysagère du territoire**		**Orientation 4**		**Conjuguer passé, présent et futur : les cultures du Morvan en mouvement**
			Axe 4			**Conduire la transition écologique du Morvan**
				Orientation 8		**Renouveler les modèles économiques**
			Axe 4	Orientation 8	Mesure 25	Aller vers une agriculture d'excellence économique et environnementale et vers l'autosuffisance alimentaire
	Action 2.1	Œuvrer au maintien d'une agriculture durable et soucieuse des paysages	Axe 2	Orientation 3	Mesure 12	Faire des prairies et du bocage et de la forêt des valeurs d'avenir du Morvan
			Axe 2	Orientation 4	Mesure 13	Agir pour des paysages vivants de qualité
			Axe 4	Orientation 8	Mesure 26	Agir pour une forêt multifonctionnelle et diversifiée
	Action 2.2	Œuvrer au maintien d'une gestion forestière durable et soucieuse des paysages	Axe 2	Orientation 3	Mesure 12	Faire des prairies et du bocage et de la forêt des valeurs d'avenir du Morvan
			Axe 2	Orientation 4	Mesure 13	Agir pour des paysages vivants de qualité
			Axe 1			**Consolider le contrat social autour d'un bien commun : le Morvan**
				Orientation 1		**S'approprier et partager les atouts et les enjeux du Morvan**
				Orientation 2		**S'engager et co-construire un territoire vivant, ouvert et solidaire**
			Axe 2			**Conforter le Morvan, territoire à haute valeur patrimoniale, entre Nature et Culture**
Axe 3		**Œuvrer aux côtés des communes et des acteurs du monde des service en vue de préserver les ressources patrimoniales du territoire et de faire du GSF un territoire attractif et accueillant**		**Orientation 3**		**Préserver les ressources naturelles et reconquérir la biodiversité**
				Orientation 4		**Conjuguer passé, présent et futur : les cultures du Morvan en mouvement**
			Axe 3			**Affirmer ses différences, une chance pour le Morvan !**
				Orientation 5		**Affirmer l'identité de moyenne montagne**
				Orientation 6		**Renforcer la destination touristique**
	Action 3.1	Mettre en place une offre diffuse de visite sur le territoire associée à une démarche active de préservation de ses ressources patrimoniales	Axe 3	Orientation 6	Mesure 20	Développer un tourisme durable, de nature et de culture
	Action 3.2	Explorer la thématique de l'eau et du patrimoine hydraulique	Axe 2	Orientation 3	Mesure 11	Maintenir l'excellence du Morvan, tête de bassins versants, dans la gestion des ressources en eau
			Axe 2	Orientation 4	Mesure 14	Sauvegarder, transmettre et valoriser le patrimoine rural
	Action 3.3	Créer des lieux d'accueil et un réseau de services	Axe 3	Orientation 5	Mesure 18	Contribuer à une nouvelle ruralité
	Action 3.4	Inscrire l'offre de visite et l'attractivité du GSF dans une perspective territoriale élargie	Axe 3	Orientation 6	Mesure 22	Promouvoir la destination éco-touristique
	Action 3.5	Poursuivre la mise en place de l'observatoire de la fréquentation du GSF	Axe 1	Orientation 1	Mesure 1	Observer et partager les évolutions du Morvan et les actions de la Charte
			Axe 1	Orientation 2	Mesure 7	Être exemplaires et innovants
	Action 3.6	Partager l'expérimentation	Axe 1	Orientation 2	Mesure 6	Initier et renforcer les fonctionnements en réseaux et ancrer le Morvan dans le monde
			Axe 1			**Consolider le contrat social autour d'un bien commun : le Morvan**
				Orientation 1		**S'approprier et partager les atouts et les enjeux du Morvan**
				Orientation 2		**S'engager et co-construire un territoire vivant, ouvert et solidaire**
Axe 4		**Développer un projet de territoire qui ne laisse aucun occupant de côté**	**Axe 2**			**Conforter le Morvan, territoire à haute valeur patrimoniale, entre Nature et Culture**
				Orientation 3		**Préserver les ressources naturelles et reconquérir la biodiversité**
				Orientation 4		**Conjuguer passé, présent et futur : les cultures du Morvan en mouvement**
	Action 4.1	Faire émerger une application opérationnelle des Arts politiques depuis le GSF	Axe 2	Orientation 3	Mesure 15	Favoriser l'expression artistique et culturelle
	Action 4.2	Recencer, accopmpagner et mobiliser les artistes et les initiatives du territoire	Axe 2	Orientation 3	Mesure 15	Favoriser l'expression artistique et culturelle
	Action 4.3	Créer des rendez-vous réguliers sur les thématiques en rapport avec la démarche GSF	Axe 1	Orientation 1	Mesure 2	Éduquer, sensibiliser, former
	Action 4.4	Impliquer les habitants de tous âges, en particulier les plus jeunes, dans la démarche	Axe 1	Orientation 2	Mesure 6	Initier et renforcer les fonctionnements en réseaux et ancrer le Morvan dans le monde
	Action 4.5	Animer les rencontres annuelles des Entretiens de Bibracte-Morvan				
	Action 4.6	Créer et animer des outils de communication à l'échelle du territoire	Axe 1	Orientation 1	Mesure 4	Communiquer, promouvoir l'image du Parc
			Axe 1			**Consolider le contrat social autour d'un bien commun : le Morvan**
Axe 5		**Évaluer en continu les performances afin d'ajuster les actions et partager l'expérience**		**Orientation 1**		**S'approprier et partager les atouts et les enjeux du Morvan**
	Action 5.1	Évaluer la démarche	Axe 1	Orientation 1	Mesure 1	Observer et partager les évolutions du Morvan et les actions de la Charte

58. Tableau de concordance entre les actions prévues au titre de la démarche Grand Site de France et les mesures de la charte du PNRM (doc. PNRM/I. Civette).

BIBRACTE EPCC
PARC NATUREL RÉGIONAL DU MORVAN
Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Bibliographie et supports de communication en relation avec le Grand Site de France de Bibracte – Mont Beuvray, depuis 2014

(A$) : publications consignées dans le dossier d'annexes

Sites internet

www.bibracte.fr site internet de Bibracte EPCC. [comporte une section dédiée à la démarche Grand Site de France, avec la publication de ressources associées]

www.parcdumorvan.org site internet du Parc naturel régional du Morvan. [comporte une page dédiée au Grand Site de France Bibracte – Mont-Beuvray] ; voir aussi la page https://www.parcdumorvan.org/les-chemins-ruraux-un-commun-paysager/

Ressources vidéo

• Bibracte, une ville gauloise mise en valeur par le numérique (publié en 2014 sur YouTube)

• *Bibracte, site archéologique en pleine nature*, par Laïla AYACHE. *In* : La gestion intégrée des sites patrimoniaux : l'expérience des Grands Sites de France sur la plateforme de formation continue en ligne www.e-patrimoines.org (publié en avril 2015).

• *Bibracte, séminaire Paysages, Territoires, Transitions, 15-17 mars 2017 : interviews de participants* (publiés sur http://paysages-territoires-transitions.cerema.fr/bibracte-mont-beuvray-r60.html)

• promotion de la démarche Patur'Ajuste (mettant en avant Olivier Cattenoz, paysan à La Grande Verrière), 2019 : https://www.facebook.com/paturagesmassifcentral/posts/136365697788636

• Faire monde commun : trois entretiens longs, des entretiens courts et une table-ronde enregistrés par ODIL TV en 2019 dans le cadre des 14e Entretiens de Bibracte-Morvan

• Portrait de territoire – Pays du Beuvray : six capsules vidéo tournées par ODIL TV durant l'été 2020

• Paysage : documentaire en pays du Beuvray, documentaire de 26 mn tourné par ODIL TV durant l'été 2020

Publications scientifiques

Bibracte EPCC, rapports d'activités annuels. Glux-en-Glenne : Bibracte [contiennent un chapitre dédié à la chronique des actions menées dans la cadre de la démarche Grand Site de France]

(A25) *Bibracte – Mont Beuvray, Grand Site de France, lettre d'information*, septembre 2017, 32 pages. [disponible en ligne]

Ayache, Guichard 2014 : AYACHE (L.), GUICHARD (V.). — L'archéologie et les musées : nouvelles tendances. *L'Ami de Musée*, 47, 2014 (n° spécial : Collections et musées d'archéologie), p. 4-5.

Ayache, Guichard 2014 : AYACHE (L.), GUICHARD (V.). — Bibracte: la ville gauloise révélée par la prospection Lidar, une nouvelle technique au service de l'archéologie. *Monumental : revue scientifique et technique des monuments historiques*, 2014 / 1 (= n° thématique : Archéologie et monuments historiques), p. 106-109.

Ayache, Guichard 2019 : AYACHE (L.), GUICHARD (V.). — Archéologie, musée et territoires. *Culture et recherche*, 139, printemps-été 2019 (n° spécial : Archéologie entre ruptures et continuités), p. 61-63. http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Enseignement-superieur-et-Recherche/La-revue-Culture-et-Recherche/Archeologie.-Entre-ruptures-et-continuites

Ayache, Skowron 2018 : AYACHE (L.), SKOWRON (K.). — Une ville gauloise cachée dans la forêt : l'exploration et la mise en valeur de l'oppidum de Bibracte (France). *Analecta Archaeologica Ressoviensia*, 13, 2018, p. 69-87, DOI: 10.15584/anarres.2018.13.4

(A47) **Basset *et al.* 2020 :** BASSET (K.) DARROUX (C.),

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

JUDET (P.). — Mining the past? Alternative forms of heritagisation and local resources in mountain territories (France, 18th-21st centuries). *In* : DISSART (J.-Chr.), SEIGNEURET (N.) dir. — *Local sources, territorial development and well-being*. Cheltenham : Edward Elgar, 2020. DOI: 10.4337/9781789908619

(A51) **Bonzon 2020 :** BONZOM (N.) — *Carnets d'arpentage du Grand Site de France de Bibracte – Mont-Beuvray*. Saint-Brisson : PNR Morvan, 2020-, 42 pages, sérigraphiés en 150 exemplaires [parus au printemps 2021 : Glux-en-Glenne, Larochemillay, Villapourçon]

(A28) **Cailleau 2017 :** CAILLEAU (M.-Gr.). — *Forêt privée et paysage public, le cas du Mont-Beuvray – Haut-Folin*. Mémoire de stage pour obtenir le diplôme de Mastère spécialisé Forêt, Nature et Société, option « Management, Nature et Société à l'international ». Montpellier : AgroParisTech, 14 décembre 2017.

(A22) **Chazelle 2017 :** CHAZELLE (Cl.). — *Bibracte – Mont-Beuvray : gestion du Grand Site et de ses territoires, éléments de diagnostic paysager*. Rapport d'étude de l'atelier de paysage Claude Chazelle, août 2017 [disponible en ligne]

(A57) **Chazelle 2021 :** CHAZELLE (Cl.). — *Bibracte – Mont-Beuvray : gestion du Grand Site et de ses territoires, complément au diagnostic paysager*. Rapport d'étude de l'atelier de paysage Claude Chazelle, 2021

(A52) **Colas 2020 :** COLAS (T.). — *Cartographie et caractérisation du réseau de chemins ruraux du Grand Site de France Bibracte – Mont Beuvray*. Mémoire de stage de Master 2, mention Géographie, Aménagement, Environnement, Développement. Nantes : université de Nantes, 2020.

(A23) **Darroux 2017 :** DARROUX (C.). — Journée participative Paysage et Patrimoine à Glux-en-Glenne, 11 juillet 2017. Billet publié sur le carnet de recherche *Reflaction*, 2017, https://reflaction.hypotheses.org/386

(A48) **Darroux 2020 :** DARROUX (C.). — Faire monde commun dans le Morvan. *La Camosine, Annales du Pays nivernais*, 181, 2020, p. 41-44 (n° thématique Le Morvan et son Parc naturel régional : histoires croisées)

(A39) **DREAL** — *Étude d'opportunité – Projet de fusion des deux sites classés du Mont Beuvray et du Mont Préneley et des sources de l'Yonne*. Dijon : DREAL Bourgogne-Franche-Comté, service Biodiversité, Eau et Paysage, mai 2019.

(A29) **Duvalet 2017 :** DUVALET (A.). — *La valorisation des haies bocagères en paillage bois-plaquettes en zone de moyenne montagne*. Mémoire de Master 2 Sociétés, Cultures, Territoires. Limoges : université de Limoges, 2017.

(A55) **Fontaine *et al.* 2021** : FONTAINE (S.), DUHAMEL (G.), REIX (F.). — *Définition de l'Aire d'influence paysagère du Grand Site de France de Bibracte – Mont Beuvray au regard des projets éoliens*. Rapport d'étude pour la DRAC et la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté. Bordeaux, 2021, 284 p.

(A17) **Gond 2016 :** GOND (Chl.). — *Bibracte – Mont Beuvray et ses exploitations agricoles : un paysage à préserver*. Mémoire de fin d'études de la formation d'ingénieur. Dijon : AgroSup Dijon, 2016.

(A26) **Goudiard 2018 :** GOUDIARD (R.). — *La terre en partage, modes de propriété et faire valoir, expériences et perspectives, du Moyen-Âge au XXIe siècle*. 14-15 septembre 2017, libre retour écrit. Note de 12 p. publiée sur le site internet de Bibracte, 2018.

(A49) **Goudiard 2018 :** GOUDIARD (R.). — Les chemins du Morvan, un patrimoine en commun. *La Camosine, Annales du Pays nivernais*, 181, 2020, p. 28-30 (n° thématique Le Morvan et son Parc naturel régional : histoires croisées).

(A2) **Guichard 2013 :** GUICHARD (V.) dir. — *Grand Site de Bibracte – Mont Beuvray : demande de renouvellement du label Grand Site de France*. Glux-en-Glenne : Bibracte, 2013, 96 pages.

Guichard 2014 : GUICHARD (V.). — 150 years of research at Bibracte : a national vs. European perspective. *In* : VON CARNAP-BORNHEIM (Cl.) dir. — *Quo Vadis ? Long-term research projects in European archaeology*. 26-28 octobre 2011, Schleswig. Neumünster / Hamburg : Wachholtz, 2014, p. 117-136 (Schriften des archäologischen Landesmuseums (Schleswig-Holstein), Ergänzungsreihe ; 10).

Guichard 2016 : GUICHARD (V.). — Le paysage : rencontre entre culture et nature. *Espaces Naturels : revue des professionnels de la nature*, 53, 2016 (n° spécial : Des natures et des hommes), p. 34.

(A18) **Guichard 2016 :** GUICHARD (V.). — Un exemple de gestion intégrée de site patrimonial : Bibracte – Mont Beuvray (Bourgogne). *Mémoires de la Société académique du Nivernais*, 85, 2016, p. 9-20.

(A30) **Guichard 2017 :** GUICHARD (V.). — Bibracte : le paysage au cœur du projet du site = Bibracte : die Landschaft im Zentrum des Projekts der archäologischen Stätte. *In* : DUNNING (C.), DUNNING (E.) dir. — *Paysages : entre archéologie et tourisme - Landschaften : zwischen Archäologie und Tourismus*. 13-14 octobre 2016, Fribourg. Bienne : Verein Archaeo Tourism, 2017, p. 102-113.

(A31) **Guichard 2017 :** GUICHARD (V.). — La politique territoriale de l'énergie vue depuis le sommet d'un Grand Site de France. *In* : CAMPO DE MONTAUZON (Chl.) dir. *Territoires d'exception et transition énergétique*. Actes du séminaire du 25 janvier 2017. Tours : Association des biens français du Patrimoine mondial, p. 10-13.

(A36) **Guichard 2018 :** GUICHARD (V.). — Raconter la construction des territoires : une nouvelle mission pour les musées d'archéologie. *In* : DEMOULE (J.-P.), GARCIA (D.), SCHNAPP (A.). — *Une histoire des civilisations. Comment l'archéologie bouleverse nos connaissances*.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Paris : Éditions la Découverte / Dominique Carré / Inrap, 2018, p. 579-583.

Guichard 2018 : GUICHARD (V.). — La Bourgogne des Grands Sites : de Solutré à Bibracte, regard croisé. *In* : SYLLA (J.-P.) dir. — *Des lieux et des paysages*. Solutré-Pouilly : Grand Site de France Solutré Pouilly Vergisson, 2018, p. 46-48 (Les cahiers de Solutré).

(A43) **Guichard, Ayache 2020 :** GUICHARD (V.), AYACHE (L.). — *Portrait de territoire : le pays du Beuvray*. Livret de l'exposition. Glux-en-Glenne, Bibracte, 2020, 24 pages.

Lapomarède 2016 : LAPOMARÈDE (V.). — *Forêts privées, paysage public : une exploration morvandelle*. Travail de fin d'études pour l'obtention du certificat d'études supérieures de paysage. Versailles : Ecole nationale supérieure de Paysage, 2016

(A32) **Lemarchand 2017 :** LEMARCHAND (F.). — *Bibracte, une ville entre deux mondes*. Glux-en-Glenne : Bibracte, 2017, 104 pages.

(A50) **Moore *et al.* 2020 :** MOORE (T.), GUICHARD (V.), ÁLVAREZ SANCHÍS (J.). — The place of archaeology in integrated cultural landscape management. A case study comparing Iron Age oppida landscapes in England, France and Spain. *Journal of European Landscapes*, 1, 2020, p. 9-28. DOI : 10.5117/JEL.2020.1.47039

Périer 2018 : PÉRIER (J.). — *Cartographie des chemins ruraux*. Mémoire de stage de licence. Institut Universitaire de technologie Aix-Marseille Université, 2018, 120 pages.

(A9) **Tabary 2015 :** TABARY (D.). — *Bibracte – Mont Beuvray, Grand Site de France*. Paris : Nouvelles Editions de l'Université, 2015, 64 pages (collection Petit Futé, beaux livres) [+ version anglaise éditée en 2016]

(A56) **Thiébaut *et al.* 2021 :** THIÉBAUT (O.), GUICHARD (V.), BURTIN (J.), CHAUCHÉ DE GESNAIS (P.), THIÉRY (S.). — Une démarche paysagère expérimentale en réponse aux enjeux forestiers dans le cadre de la démarche Grand Site de France développée autour du Mont Beuvray. *Cahiers du GHFF Forêt, Environnement et Société*, 31, 2021 (dossier Protéger, développer et valoriser la forêt dans le PNR du Morvan, journée d'étude du Groupe d'Histoire des Forêts françaises, Glux-en-Glenne, 26-27 septembre 2019), p. 149-154.

(A40) **Tully *et al.* 2019 :** TULLY (G.), PIAI (Ch.), RODRÍGUEZ-HERNÁNDEZ (J.), DELHOMMEAU (E.). — Understanding Perceptions of Cultural Landscapes in Europe: A Comparative Analysis Using 'Oppida' Landscapes. *The Historic Environment: Policy & Practice*, 10:2, p. 198-223, DOI: 10.1080/17567505.2019.1587251

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Annexes

Les annexes ne sont fournies que sur support numérique, à l'exception de la convention de partenariat pour la gestion durable du Grand Site de Bibracte – Morvan des Sommets passée en 2021 entre BIBRACTE EPCC, le PNR Morvan et le Département de la Nièvre (A60), qui est consignée ci-après. Elles sont téléchargeables grâce aux liens insérés dans la version numérique (PDF) du présent dossier.

(A1) Ephéméride des actions menées de 2014 à 2021 dans le cadre de la démarche Grand Site de France : (1) Actions menées sur le territoire ; (2) Témoignages hors du territoire sur la démarche menée sur le GSF de Bibracte – Mont-Beuvray

2013

(A2) GUICHARD, Vincent (dir.) — *Grand Site de Bibracte – Mont Beuvray : demande de renouvellement du label Grand Site de France*. Glux-en-Glenne : Bibracte, 2013, 96 pages
(A3) *Renouvellement du label Grand Site de France de Bibracte-Mont Beuvray*, rapport de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (14 novembre 2013)

2014

(A4) Panneau d'exposition relatif au site de Bibracte – Mont Beuvray (exposition *Grands Sites de France* conçue par Bibracte en concertation avec le réseau des Grands Sites de France)
(A5) Programme des 9e Entretiens de Bibracte-Morvan, *Regards croisés sur l'avenir du paysage du Grand Site de Bibracte–Mont Beuvray*, tenus le 10 octobre 2014

2015

(A6) Compte-rendu de la réunion du comité de pilotage du Grand Site en date du 16 janvier 2015
(A7) Lettre d'information du Grand Site de France diffusée en février 2015
(A8) Programme du voyage d'étude dans la vallée de la Bruche les 16-17 septembre 2015
(A9) TABARY, Delphine — *Bibracte – Mont Beuvray, Grand Site de France*. Paris : Nouvelles Editions de l'Université, 2015, 64 pages (collection Petit Futé, beaux livres)

2016

(A10) Dossier de presse de Bibracte
(A11) Compte-rendu de la réunion du comité technique du Grand Site de France en date du 15 janvier 2016
(A12) Argumentaire de la candidature à l'appel à manifestation d'intérêt *Paysages, Territoires, Transitions du MTES*, 2016
(A13) Programme de l'atelier international REFIT tenu les 21-23 mars 2016
(A14) Programme des 11e Entretiens de Bibracte-Morvan, *Regards croisés sur la recherche dans les Parcs de Bourgogne-Franche-Comté*, tenus les 15-16 septembre 2016
(A15) Déclaration relative à la mission des Parcs naturels de Bourgogne-Franche-Comté rédigée à l'issue des 11e

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Entretiens de Bibracte-Morvan (disponible en ligne, en annexe de la Charte 2020-2035 du PNR Morvan, p. 173-176) : https://www.parcdumorvan.org/wp-content/uploads/2021/04/charte-17.11.2020-qualite-minimale-vf.pdf
(A16) Programme d'accueil de la délégation de la communauté de communes de la vallée de la Bruche en septembre 2016
(A17) GOND, Chloé — *Bibracte – Mont Beuvray et ses exploitations agricoles : un paysage à préserver*, mémoire de fin d'études de la formation d'ingénieur. Dijon : AgroSup Dijon, 2016
(A18) GUICHARD, Vincent — « Un exemple de gestion intégrée de site patrimonial : Bibracte – Mont Beuvray (Bourgogne) ». *Mémoires de la Société académique du Nivernais*, 85, 2016, p. 9-20

2017

(A19) Programme du séminaire *Paysages, Territoires, Transitions* accueilli les 15-17 mars 2017
(A20) Invitations aux ateliers-débats communaux sur le paysage en 2017 et 2018, et comptes rendus
(A21) Compte-rendu de la réunion du comité de pilotage du Grand Site en date du 6 juillet 2017
(A22) CHAZELLE, Claude — *Bibracte – Mont-Beuvray : gestion du Grand Site et de ses territoires, éléments de diagnostic paysager*, rapport d'étude de l'atelier de paysage Claude Chazelle, août 2017
(A23) « Journée participative *Paysage et Patrimoine* à Glux-en-Glenne, 11 juillet 2017 », billet de Caroline DARROUX sur le carnet de recherche Réflaction
(A24) Documents de communication de l'atelier *La Recherche est dans le pré* tenu le 10 septembre 2017 sur la commune de Poil
(A25) Lettre d'information du Grand Site de France diffusée en septembre 2017
(A26) Note de synthèse des 12e Entretiens de Bibracte, *La terre en partage*, rédigée par Roger GOUDIARD (disponible en ligne sur le site de Bibracte)
(A27) Extension du plan de gestion paysagère aux pentes du mont Beuvray, validée par les commissions départementales de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) le 16 mai 2018
(A28) CAILLEAU, Marie-Graziella — *Forêt privée et paysage public, le cas du Mont-Beuvray – Haut-Folin*, mémoire de stage pour obtenir le diplôme de Mastère spécialisé Forêt, Nature et Société, option « Management, Nature et Société à l'international ». Montpellier : AgroParisTech, 14 décembre 2017
(A29) DUVALET, Anne — *La valorisation des haies bocagères en paillage bois-plaquettes en zone de moyenne montagne*, mémoire de Master 2 Sociétés, Cultures, Territoires. Limoges : université de Limoges, 2017
(A30) GUICHARD, Vincent — « Bibracte : le paysage au cœur du projet du site = Bibracte : die Landschaft im Zentrum des Projekts der archäologischen Stätte ». *In* : DUNNING, Cynthia ; DUNNING, Ellinor (dir). — *Paysages : entre archéologie et tourisme - Landschaften : zwischen Archäologie und Tourismus*, 13-14 octobre 2016, Fribourg. Bienne : Verein Archaeo Tourism, 2017, p. 102-113
(A31) GUICHARD, Vincent — « La politique territoriale de l'énergie vue depuis le sommet d'un Grand Site de France ». *In* : CAMPO DE MONTAUZON, Chloé (dir.). — *Territoires d'exception et transition énergétique, Actes du séminaire du 25 janvier 2017*. Tours : Association des biens français du Patrimoine mondial, p. 10-13
(A32) LEMARCHAND, Fabienne — *Bibracte, une ville entre deux mondes*. Glux-en-Glenne : Bibracte, 2017, 104 pages
(A33) *Guide de gestion des arbres du sommet du mont Beuvray* par Eric MANOTTE (ONF – Arbre Conseil), validé par les Commissions départementales des Sites, Paysages et Perspectives le 16 mai 2018

2018

(A34) Programme des 13e Entretiens de Bibracte-Morvan, *Le Morvan, terrain de recherche*, tenus le14 septembre 2018
(A35) Argumentaire de la réponse à l'appel à projets 2018 *Plans de Paysage* : une démarche paysagère en réponse enjeux forestiers, en mobilisant des outils fonciers et réglementaires
(A36) GUICHARD, Vincent — « Raconter la construction des territoires : une nouvelle mission pour les musées d'archéologie. » *In* : DEMOULE, Jean-Paul ; GARCIA, Dominique ; SCHNAPP, Alain. *Une histoire des civilisations. Comment l'archéologie bouleverse nos connaissances*. Paris : Éditions la Découverte / Dominique Carré / Inrap, 2018, p. 579-583

2019

(A37) Article sur le programme Pâtur'Ajuste mené dans le PNR du Morvan. *In* : *Terres de Bourgogne*, 1558, 20/12/2019
(A38) Programme des 14e Entretiens de Bibracte, *Faire monde commun*, tenus les 11-13 septembre 2019

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

(A39) *Étude d'opportunité – Projet de fusion des deux sites classés du Mont Beuvray et du Mont Préneley et des Sources de l'Yonne – Etude d'opportunité*. Dijon : DREAL Bourgogne-Franche-Comté, service Biodiversité, Eau et Paysage, mai 2019
(A40) TULLY, Gemma ; PIAI, Chiara ; RODRÍGUEZ-HERNÁNDEZ, Jesús ; DELHOMMEAU, Elodie — « Understanding Perceptions of Cultural Landscapes in Europe: A Comparative Analysis Using 'Oppida' Landscapes ». *The Historic Environment: Policy & Practice*, 10:2, 2019, p. 198-223
(A41) Rapport triennal 2017-2019 du programme de recherche sur le mont Beuvray.

2020

(A42) Charte du Parc naturel régional du Morvan 2020-2035 (extraits)
(A43) GUICHARD, Vincent ; AYACHE, Laïla — *Portrait de territoire : le pays du Beuvray*, livret de l'exposition. Glux-en-Glenne, Bibracte, 2020, 24 pages
(A44) Statuts de l'association CHEMINS, déclarés le 29 juin 2020
(A45) Bilan d'étape de la démarche Grand Site de France présenté au Conseil d'administration de Bibracte le 7 octobre 2020
(A46) Rapport d'inspection de Thierry BOISSEAUX, inspecteur général au CGEDD, relativement au projet de fusion des sites classés du mont Beuvray et du mont Préneley – Sources de l'Yonne
(A47) BASSET, Karine ; DARROUX, Caroline ; JUDET, Pierre — « Mining the past? Alternative forms of heritagisation and local resources in mountain territories (France, 18th-21st centuries) ». *In* : DISSART, Jean-Christophe ; SEIGNEURET, Natacha (dir.) — *Local sources, territorial development and well-being*. Cheltenham : Edward Elgar, 2020
(A48) DARROUX, Caroline — « Faire monde commun dans le Morvan ». *La Camosine, Annales du Pays nivernais*, 181, 2020, p. 41-44 (n° thématique *Le Morvan et son Parc naturel régional : histoires croisées*)
(A49) GOUDIARD, Roger — « Les chemins du Morvan, un patrimoine en commun ». *La Camosine, Annales du Pays nivernais*, 181, 2020, p. 28-30 (n° thématique *Le Morvan et son Parc naturel régional : histoires croisées*)
(A50) MOORE, Tom ; GUICHARD, Vincent ; ÁLVAREZ SANCHÍS, Jesús — « The place of archaeology in integrated cultural landscape management. A case study comparing Iron Age oppida landscapes in England, France and Spain ». *Journal of European Landscapes*, 1, 2020, p. 9-28.
(A51) BONZOM, Ninon — Carnets d'arpentage du Grand Site de France de Bibracte – Mont-Beuvray. Saint-Brisson : PNR Morvan, 2020-, 36 pages, sérigraphiés en 150 exemplaires [déjà parus au printemps 2021 : Glux-en-Glenne, Larochemillay, Villapourçon] (carnets publiés sur https://www.parcdumorvan.org/les-chemins-ruraux-un-commun-paysager/)
(A52) COLAS, Taloula — *Cartographie et caractérisation du réseau de chemins ruraux du Grand Site de France Bibracte – Mont Beuvray*, mémoire de stage de Master 2, mention Géographie, Aménagement, Environnement, Développement. Nantes : université de Nantes, 2020 (mémoire publié sur https://www.parcdumorvan.org/les-chemins-ruraux-un-commun-paysager/).

2021

(A53) *Bibracte, ses visiteurs & son territoire touristique : bilan de deux années d'enquêtes*, note de synthèse publiée par Bibracte
(A54) Organigramme de Bibracte EPCC au 31 mars 2021
(A55) FONTAINE, Sonia ; REIX, Fabien — *Définition de l'Aire d'influence paysagère du Grand Site de France de Bibracte – Mont Beuvray au regard des projets éoliens*, rapport d'étude pour la DRAC et la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté. Bordeaux, 2021.
(A56) THIÉBAUT, Olivier ; GUICHARD, Vincent ; BURTIN, Julien ; CHAUCHÉ DE GESNAIS, Pauline ; THIÉRY, Suzanne — « Une démarche paysagère expérimentale en réponse aux enjeux forestiers dans le cadre de la démarche Grand Site de France développée autour du Mont Beuvray ». *Cahiers du GHFF Forêt, Environnement et Société, 31, 2021 (dossier Protéger, développer et valoriser la forêt dans le PNR du Morvan*, journée d'étude du Groupe d'Histoire des Forêts françaises, Glux-en-Glenne, 26-27 septembre 2019), p. 149-154.
(A57) CHAZELLE, Claude — *Bibracte – Mont-Beuvray : gestion du Grand Site et de ses territoires, complément au diagnostic paysager*, rapport d'étude de l'atelier de paysage Claude Chazelle, 2021
(A58) Dossier de candidature à l'appel à projets régional *Partenariats européens d'innovation pour l'agriculture et le foresterie* (PEI-AGRI), avril 2021
(A59) Infolettre du Grand Site de France de Bibracte – Mont-Beuvray, mai 2021
(A60) Convention de partenariat pour la gestion durable du Grand Site de Bibracte – Morvan des Sommets passée entre Bibracte EPCC, le PNR Morvan et le Département de la Nièvre, 2021

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Dossier porté par

BIBRACTE

Parc naturel régional du Morvan

Nièvre CONSEIL DÉPARTEMENTAL

avec le soutien de

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

LEADER

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ

PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

La démarche Grand Site de France développée autour du site classé de Bibracte – Mont-Beuvray est co-animée par BIBRACTE EPCC, le Parc naturel du Morvan, l'association CHEMINS et la Maison du Patrimoine oral de Bourgogne, en concertation avec différents partenaires, notamment les douze communes du territoire de projet. Elle bénéficie de soutiens spécifiques de la part du programme LEADER Morvan, de la Région Bourgogne-Franche-Comté, de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et de la Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC).

MONUMENT HISTORIQUE

GRAND SITE DE FRANCE

BIBRACTE
Centre archéologique européen

Secrétariat : Centre archéologique européen, F - 58370 GLUX EN GLENNE
Tél. : (33) 03 86 78 69 00

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

convention de partenariat pour la gestion durable du Grand Site de Bibracte – Morvan des Sommets

Entre
Le Parc naturel régional du Morvan,
sis à la Maison du Parc, 58230 Saint-Brisson
représenté par le Président de son Comité syndical, Sylvain MATHIEU
ci-après désigné « le PNRM »

Le Département de la Nièvre
Sis à l'hôtel du Département, 62 rue de la Préfecture, 58000 Nevers
Représenté par le Président du Conseil départemental, Fabien BAZIN
ci-après désigné « le Département »

Et
L'Etablissement public de coopération culturelle (EPCC) BIBRACTE
sis au Centre archéologique européen, 58370 Glux-en-Glenne,
représenté par le Président de son Conseil d'administration, Claude BALAND,
assisté de son Directeur général, Vincent GUICHARD,
ci-après désigné « BIBRACTE »

étant ci-après désignés collectivement « Les Parties ».

Projet 25/05/21

PRÉAMBULE

Bibracte, site historique et archéologique majeur, classé Monument historique, est situé sur l'un des sommets du Morvan, le mont Beuvray. Situé au cœur du Parc naturel régional du Morvan, le mont Beuvray est classé depuis le 20 mars 1990 au titre des Sites sur un périmètre de 1.478 ha sis sur les communes de Saint-Léger-sous-Beuvray en Saône-et-Loire, Glux-en-Glenne et Larochemillay en Nièvre. Son cœur est constitué par un vaste domaine public forestier qui sert d'écrin aux vestiges archéologiques et accueille chaque année un public nombreux. Ce domaine de 968 ha (dont 168 ha appartenant au PNRM et le reste à l'État) est géré par BIBRACTE avec l'assistance de l'Office National des Forêts, au moyen de délégations de gestion signées avec le PNRM et l'État en 2009 et venant à terme pour la seconde au 31 décembre 2025.

Localisé à proximité immédiate du mont Beuvray, et toujours dans l'emprise du Parc naturel régional, un nouveau site a été classé le 24 mars 2000 sous le vocable de Mont-Préneley – Sources de l'Yonne ; il s'étend sur une emprise de 900 ha sise sur les communes de Saint-Prix en Saône-et-Loire, Glux-en-Glenne et Villapourçon en Nièvre. Son cœur est une propriété publique de 116 ha acquise en 1999 par le Département au titre de sa politique des espaces naturels, comprenant les zones tourbeuses de la tête de la vallée de l'Yonne et de vastes futaies occupant le sommet et les pentes du mont Préneley, ainsi que les vestiges d'une agglomération antique contemporaine de Bibracte et d'étangs liés au flottage de bois. Enfin, le Département est fortement impliqué dans la transition écologique de son territoire, ainsi que dans son adaptation aux changements climatiques. Il souhaite pleinement s'inscrire dans le caractère expérimental de la démarche, et envisage une territorialisation spécifique des politiques publiques contribuant aux objectifs du projet.

Le 12 décembre 2007, le mont Beuvray a obtenu pour six ans du ministère en charge de la politique des paysages le label Grand Site de France, qui est porté par BIBRACTE, sous le vocable de « Bibracte – Mont-Beuvray ».

Ce label a été reconduit pour six ans le 24 janvier 2014 avec des ambitions territoriales élargies. Pour cela, BIBRACTE s'est associé étroitement au PNRM, au moyen d'une convention bipartite « pour la gestion durable du Grand Site de Bibracte – Mont-Beuvray » signée le 5 septembre 2013. Depuis 2014, BIBRACTE et le PNRM se sont efforcés de renforcer les ambitions de la démarche, ce qui se traduit notamment par la volonté d'intégrer au territoire de projet l'ensemble des trois sommets du Haut-Morvan (Haut-Folin, Préneley, Beuvray) et leur « écrin paysager » qui s'étend sur douze communes, et d'instituer une gestion concertée des propriétés publiques qui constituent le cœur des deux sites classés contigus. Ces ambitions sont partagées par les élus des communes concernées et par le Département.

Par ailleurs, le PNRM a parmi ses missions, la préservation des paysages et des espaces naturels sensibles situés sur son

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

territoire. Sa charte 2020-2035 spécifie que la démarche Grand Site de France engagée autour du mont Beuvray constitue en son sein un laboratoire d'expérimentation privilégié (Axe 3, orientation 5, mesure stratégique n°17 : conforter les sites d'exception).

VU

la délibération du comité syndical du PNRM en date du $$,

la délibération du conseil départemental de la Nièvre en date du 27 septembre 2021,

la délibération du conseil d'administration de l'EPCC en date du $$,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Dans la suite de la convention signée entre BIBRACTE et le PNRM le 5 septembre 2013, qu'elle annule et remplace, la présente convention a pour objet de préciser l'engagement des Parties vis à vis de la gouvernance de la démarche Grand Site de France engagée depuis 2007 autour du mont Beuvray, en vue du dépôt d'une deuxième demande de renouvellement du label qui est prévu avant l'issue de l'année 2021.

Pour cela, de nouveaux objectifs se dessinent, qui sont consignés dans le dossier de renouvellement du label dont une synthèse est annexée à la présente convention. Il s'agit notamment :

- de poursuivre une gestion exemplaire et concertée des domaines publics qui constituent le cœur des sites classés du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne ;
- de développer un projet de territoire durable, intégré, partenarial, inclusif et expérimental sur l'étendue des douze communes signalées en annexe, sous le vocable de « Grand Site de France de Bibracte – Morvan des Sommets ».

Article 2 : Gouvernance

La gouvernance de la démarche repose sur **une organisation fondée sur le consensus** entre les parties prenantes et **formalisée par voie contractuelle** autant que nécessaire.

Dans ce cadre, les Parties s'engagent par la présente convention à piloter conjointement l'animation du projet de territoire, tout en reconnaissant le rôle de chef de file de BIBRACTE, qui agit en tant qu'« organisme de gestion partenariale attributaire du label » selon les dispositions de l'article L341-15-1 du Code de l'environnement qui régit les conditions d'attribution du label et du règlement d'usage du label qui en découle.

La présente convention permet de mobiliser conjointement les responsabilités des trois entités en matière de gestion de l'espace : BIBRACTE comme délégataire de gestion du cœur du site classé du Mont-Beuvray ; le Département comme propriétaire et gestionnaire du cœur du site classé du Mont-Préneley et des Sources de l'Yonne ; le PNRM comme pilote de sa charte, comme gestionnaire de la Réserve naturelle régionale des Tourbières du Morvan et comme autorité de gestion déléguée des sites Natura 2000 de son territoire.

Un comité exécutif BIBRACTE – PNRM – Département qui est le garant de la démarche. Il réunit le directeur général de Bibracte, le directeur du PNRM et le Directeur général des services du Département, assistés des membres *ad hoc* de leurs équipes.

Une équipe opérationnelle inter-institutionnelle constitue le cœur du dispositif. Elle réunit les techniciens des Parties mobilisés pour tout ou partie de leur temps de travail sur la démarche. Elle s'adjoint également des moyens humains mobilisés par d'autres partenaires.
Elle a notamment vocation à mettre en œuvre les actions fixées sur la période de labellisation, de susciter, d'animer et de soutenir des **groupes de travail thématiques**. Elle assure l'organisation des **Entretiens de Bibracte-Morvan**, moment privilégié de réflexion collective sur les enjeux de la démarche et de partage avec les acteurs du Morvan.
Elle œuvre sous la tutelle du comité stratégique et est dirigée au quotidien par le directeur général de Bibracte, en concertation avec le chargé de mission Paysage et Urbanisme du PNRM, le responsable de la gestion des espaces naturels du Département et des représentants des organismes partenaires qui contribuent à ses moyens humains.

Un comité stratégique réunit des représentants techniques des parties prenantes de la démarche Grand Site de France. Il a vocation à suivre de façon rapprochée et à ajuster l'orientation des travaux de l'équipe opérationnelle. Il permet également aux partenaires de suivre au plus près le déroulement du projet-processus. Ses réunions peuvent être

projet 25/05/21

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

thématiques et ne mobiliser qu'une partie de ses membres, selon l'ordre du jour. Ses membres peuvent demander sa réunion autant que nécessaire.

Un conseil des maires permet aux douze municipalités de se concerter pour identifier les actions qu'elles estiment prioritaires et débattre de la bonne marche du projet. Il s'appuie sur des référents communaux GSF. Il coopte des représentants auprès du bureau du PNRM et des conseils des trois communautés de communes concernées.

Un conseil des sages regroupe des experts extérieurs autour d'un représentant du conseil scientifique de BIBRACTE et d'un autre du conseil scientifique du PNRM. Ce conseil a vocation d'évaluer l'avancement de la démarche selon une périodicité large, lors des étapes décisives. Le comité exécutif décide de sa composition et de sa convocation, après consultation du comité stratégique.

Une assemblée plénière coprésidée par les présidents des trois organismes membres du comité exécutif rassemble l'ensemble des parties prenantes. Elle se réunit selon une périodicité large pour acter les grandes étapes de la démarche. Elle examine le compte-rendu des travaux, elle entend les avis du comité des sages et du comité des maires, elle débat des orientations stratégiques.

Des conventions particulières bi- ou multi-partites peuvent, autant que nécessaire, préciser les modalités de concertation et de collaboration entre les parties prenantes.

La souscription des parties prenantes à ce mode de gouvernance est exprimée par la validation de la demande de renouvellement du label par les instances *ad hoc* de chacune (conseil municipal, conseil d'administration…).

Enfin, **un comité de gestion des sites classés** est le garant de la cohérence de la gestion du cœur des sites classés du Mont-Beuvray et du Mont-Préneley – Sources de l'Yonne. Dans la continuité de celui opérationnel de longue date pour le Mont-Beuvray, il réunit autour des gestionnaires des cœurs de sites les services référents de l'État (DREAL, DRAC), le PNRM et l'ONF.

Article 3 : Moyens

3.1 : Dispositions générales

Les Parties contribuent dans la limite de leurs possibilités à l'animation de la démarche, la présente convention ne stipulant pas d'obligation de moyens. Elles assument l'ensemble des coûts liés au personnel qu'elles mobilisent et la part des actions placée sous leur responsabilité. Elles s'efforcent de mobiliser tous les moyens à leur disposition pour contribuer aux besoins de la démarche. Elles se concertent et s'associent autant qu'il est possible pour mobiliser des moyens.

3.2 : Engagements de BIBRACTE

BIBRACTE assure la liaison avec les services du ministère en charge de la politique des sites. Dans ce cadre, il coordonne notamment la rédaction du dossier de renouvellement du label et l'établissement des comptes-rendus d'activité requis par le ministère.

Il assure la liaison avec le Réseau des Grands Sites de France, association nationale qui fédère les territoires engagés dans la démarche Grand site de France. Pour cela, il assume notamment le règlement de la cotisation annuelle due par le Grand Site au Réseau (soit 4.000 € en 2021).

Il co-préside l'assemblée plénière.

Il assure le secrétariat des différentes instances du Grand Site : équipe opérationnelle, comité exécutif, comité stratégique, conseil des maires, conseil des sages, assemblée plénière.

Il met gracieusement à la disposition de l'équipe opérationnelle des locaux dédiés et contribue dans la limite de ses moyens au fonctionnement de cette équipe.

Il partage avec le Département le secrétariat du comité de gestion des sites classés.

Il assure la gestion des terrains placés sous sa responsabilité dans le respect des valeurs patrimoniales, paysagères et patrimoniales du site, conformément au cahier des charges spécifié par le deuxième dossier de renouvellement du label.

3.3 : Engagements du PNRM

Le PNRM co-préside l'assemblée plénière.

Il délègue un chargé de mission référent qui participe aux travaux du comité exécutif, du comité stratégique et de l'équipe opérationnelle. Ce référent est accompagné d'autres membres de l'équipe du PNRM selon les besoins (cheffe du pôle Territoires, directeur…).

projet 25/05/21

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10388-DE

Il mobilise, dans la limite de ses moyens, les compétences qu'il détient dans les domaines qui concernent la démarche. Notamment, par ses missions transversales liées à la mise en œuvre de sa Charte, le PNRM veille à la cohérence des opérations avec l'ensemble des mesures de la Charte (biodiversité, paysage, urbanisme, développement économique, tourisme, transitions écologique et climatique).

3.4 : Engagements du Département

Le Département co-préside l'assemblée plénière.

Il participe aux travaux du comité technique, du comité stratégique et de l'équipe opérationnelle.

Il mobilise dans la limite de ses moyens les compétences qu'il détient dans les domaines qui concernent la démarche, s'agissant tant des outils réglementaires dont il dispose en matière d'aménagement foncier, agricole et forestier et d'« espaces naturels sensibles » (ENS) que par une territorialisation spécifique des politiques départementales contribuant aux objectifs du projet, en particulier en matière de transition écologique et climatique (agriculture, forêt, tourisme notamment).

Il assure la gestion des terrains placés sous sa responsabilité dans le respect des valeurs patrimoniales, paysagères et patrimoniales du site, conformément au cahier des charges spécifié par le deuxième dossier de renouvellement du label.

Il partage avec BIBRACTE le secrétariat du comité de gestion des sites classés.

Article 4 : Communication et promotion

Les Parties contribuent par tous les moyens à leur disposition à la promotion de la démarche qu'elles portent conjointement, dans le respect des préconisations du ministère en charge de la politique des Grands Sites de France. Ces actions de promotion se font de façon concertée, selon des modalités ajustées au fil de l'eau par l'équipe opérationnelle. Autant que possible, elles signalent la collégialité de la démarche et mentionnent l'identité des partenaires qui y sont engagés.

Article 5. Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle le restera jusqu'au 31 décembre 2025. Elle sera prolongée par tacite reconduction et pourra faire l'objet d'avenants.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la convention peut intervenir à la demande de l'un des signataires avec un préavis de six mois et un exposé des motifs. Les parties s'efforceront de développer des voies de conciliation amiable dans la durée du prévis.

Fait en trois exemplaires,

À Glux-en-Glenne, Le	À Saint-Brisson, le	À Nevers, le
Claude BALAND Président de BIBRACTE	Sylvain MATHIEU Président du Parc naturel régional du Morvan	Fabien BAZIN Président du Conseil départemental de la Nièvre

Vincent GUICHARD
Directeur général de BIBRACTE

projet 25/05/21

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10387-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 9

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Mme Jocelyne GUERIN

DELIBERATION

OBJET : CONTRAT CADRE DE PARTENARIAT 2018-2020 NIVERNAIS BOURBONNAIS - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES - AVENANT N°2 À LA CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION DU 28 JANVIER 2019

Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique développement local

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **9** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU le règlement d'intervention du 14 mai 2018 relatif aux conditions d'accompagnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de la Nièvre, modifié par délibération du Conseil départemental en date du 22 juin 2020,
VU le contrat-cadre de partenariat signé le 28 janvier 2019 entre la Communauté de communes « Nivernais Bourbonnais » et le Département de la Nièvre,
VU l'avis de la Commission Attractivité,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'ACCORDER** à la Communauté de communes Nivernais Bourbonnais un délai supplémentaire d'un an pour solder l'opération de « Création d'une halte fluvestre avec hébergements nomades à Luthenay-Uxeloup », inscrite dans le Contrat-Cadre de Partenariat Nivernais Bourbonnais 2018-2020,

- **D'APPROUVER** les modifications apportées à la convention attributive de subvention à la Communauté de communes Nivernais Bourbonnais pour l'opération de « Création d'une halte fluvestre avec hébergements nomades à Luthenay-Uxeloup », en date du 28 janvier 2019, telles que décrites au sein de l'annexe 1, jointe au présent rapport,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10387-DE

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer l'ensemble des documents nécessaires à son application.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10387-DE

AVENANT MODIFICATIF N°2 À LA CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION À LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES NIVERNAIS BOURBONNAIS POUR L'OPÉRATION « CRÉATION D'UNE HALTE FLUVESTRE AVEC HÉBERGEMENTS NOMADES À LUTHENAY-UXELOUP »

VU la délibération du 14 mai 2018 par laquelle le Conseil départemental de la Nièvre a adopté le règlement d'intervention relatif aux conditions d'accompagnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de la Nièvre,
Vu la délibération du 17 décembre 2018 par laquelle le Conseil départemental de la Nièvre a validé le contrat cadre de partenariat avec la Communauté de communes Nivernais Bourbonnais,
VU la convention attributive de subvention à la Communauté de communes Nivernais Bourbonnais pour l'opération « Création d'une halte fluvestre avec hébergements nomades à Luthenay-Uxeloup », en date du 28 janvier 2019,
VU la délibération du 22 juin 2020 prise par l'Assemblée départementale relative aux modifications du règlement d'intervention lié aux conditions d'accompagnement des Établissements Publics de Coopération Intercommunale,
VU la délibération du 27 septembre 2021 prise par l'Assemblée départementale relative à la modification de la convention attributive de subvention à la Communauté de communes Nivernais Bourbonnais pour l'opération « Création d'une halte fluvestre avec hébergements nomades à Luthenay-Uxeloup »,

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Département de la Nièvre, sis Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX**,** représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice, **Monsieur Fabien BAZIN**, dûment habilité à signer le présent avenant à la convention par délibération de l'Assemblée départementale en date du 27 septembre 2021, dénommé ci-après « *Le Département* »,

d'une part,

ET

La Communauté de communes Nivernais Bourbonnais, 2 rue du Lieutenant Paul Theurier – 58240 SAINT-PIERRE-LE-MOÛTIER**, représentée par son Président en exercice, Monsieur Yves RIBET**, par délibération en date du …… lui donnant pouvoir de signer le présent avenant à la convention au projet « Création d'une Halte Fluvestre avec hébergements nomades à Luthenay-Uxeloup ».

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10387-DE

d'autre part,

L'article 3 est rédigé comme suit :

L'Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

Le versement sera effectué sur production, par la Communauté de communes Nivernais Bourbonnais, d'une lettre de demande de versement accompagnée du tableau récapitulatif des dépenses réalisées et des justificatifs des dépenses (factures), objet de la demande de versement, visé par l'ordonnateur et le comptable.

Des versements échelonnés pourront être effectués en fonction de l'avancement du chantier pour lesquels les mêmes documents devront être produits.

En tout état de cause, les justificatifs devront être produits au plus tard le 17 décembre 2022.

Fait à Nevers le,
En 2 exemplaires originaux

Pour le Département de la Nièvre Le Président du Conseil départemental	Pour la Communauté de communes Nivernais Bourbonnais Le Président
Monsieur Fabien BAZIN	Monsieur Yves RIBET

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10385-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 10

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Mme Blandine DELAPORTE

DELIBERATION

OBJET : RÈGLEMENT D'INTERVENTION RÉEMPLOI DEEE (DBE)
Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 9-Développement économique - Politique développement local

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **10** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU l'avis de la Commission Attractivité,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE

- **DE VALIDER** le règlement d'intervention destiné aux « MAISONS DES RESSOURCES EN RÉSEAU DANS LA NIÈVRE ».

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10385-DE

NIÈVRE le département

RÈGLEMENT D'INTERVENTION

DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Règlement à destination
DES MAISONS DES RESSOURCES EN RESEAU DANS LA NIÈVRE

Soutien financier par l'aide à l'équipement

CONTEXTE ET OBJECTIF

Le SIEEEN porte un programme déchets et économie circulaire, visant à développer des projets à l'aide d'une mise en relation entre les acteurs. Le comité CODEC (Contrat déchets et économie circulaire) a permis depuis 2016 une mise en réseau des maisons des ressources dans la Nièvre (ressourceries, recycleries,...).

Le Conseil départemental au travers de son Service d'Accompagnement au Numérique (SAN) est partie-prenante depuis le début de création de ce collectif, notamment par une action de conseils et d'appropriation des outils numériques au sein de ce nouveau réseau (outils de gestion, communication, identité visuelle...).

Au cours des différents accompagnements et échanges, il est ressorti que, dans les différents gisements de matières et objets, les déchets électroniques de type informatique, étaient nombreux mais peu revalorisés par manque de ressources techniques et matérielles, rendant donc impossible la mise en place d'actions.

Certaines structures souhaitent aujourd'hui mettre en fonctionnement des ateliers de réemploi et réutilisation de matériels numérique devenus obsolète.

Afin de répondre à ce besoin, dans le cadre de la stratégie d'émancipation numérique portée par le département et notamment sur le volet de démarche environnementale, le Conseil départemental de la Nièvre, met ainsi en place un fond de 15 000 € sous forme de "kits de réemploi" en faveur des projets les plus structurés sur le territoire, permettant ainsi de faire émerger ou de consolider des projets de réemploi et de réutilisation. Ce kit, répond notamment aux problématiques de démontage, réparation, blanchiment de données et réinstallation de systèmes d'exploitation.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10385-DE

PROJETS ATTENDUS

Le présent règlement vise à soutenir les structures susceptibles de mener à bien des actions de réemploi et de réutilisation de matériels informatiques sur le département, en les dotant d'outils matériels permettant l'analyse, le démontage, la réparation, la sécurisation. Limitant ainsi les volumes de D3Ei (Déchets d'équipements électriques et électroniques Informatique) en ne laissant en tant que "déchet ultime" les reliquats de matières.

BUDGET ET MODALITES

Pour l'année 2021, le budget global alloué à ces initiatives locales est de 15 000 €.

Les projets bénéficiaires sont accompagnés sous la forme d'un ensemble d'outils et de pièces détachées nécessaires à la mise en place d'un atelier. Chaque kit de démarrage propose une solution technique d'une valeur unitaire estimée entre 3 000 et 5000 €, qui pourra être ajustée en fonction du besoin exprimé par le porteur du projet.

Critères D'ÉLIGIBILITÉ

Les demandeurs doivent :

- s'inscrire dans un projet collectif
- porter des structures reconnues de l'économie sociale et solidaire en contribuant à la réduction des déchets en offrant une seconde vie aux objets.
- porter une structure domiciliée sur le territoire géographique du département de la Nièvre.
- avoir engagé une démarche de récupération de matériels informatique (conventions partenaires).
- avoir les ressources humaines nécessaires pour mener à bien les missions de réemploi ou de réutilisation.

Critères DE SÉLECTION

Les critères de sélection des projets sont cumulativement :

L'efficience et la pertinence du projet, notamment par rapport à la stratégie d'émancipation numérique portée par le département (volet démarche environnementale).

Le potentiel de retombées économiques et sociales, directes ou indirectes du projet, en matière de :

- Résilience économique du territoire (la manière dont le projet participe à la construction et au soutien économique)

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10385-DE

- Transition écologique
- Développement des compétences
- Développement des solidarités
- La maturité du projet et la faisabilité de son démarrage rapide face à l'aide accordée. (viabilité et réalisme technique)

SOUTIEN DÉPARTEMENTAL

Le soutien de la collectivité départementale prendra la forme d'un "kit matériel de réemploi" répondant à une aide :

- au diagnostic, par l'apport d'outils de mesures ;

- au diagnostic et à la réparation, par l'apport d'outils de démontage ;

- à la préparation en vue de la réutilisation, par l'apport d'outils de blanchiment de la donnée et par l'apport d'outils de mémoire de masse permettant la fabrication de dispositifs de réinstallation de systèmes d'exploitation ;

- à la réutilisation de matériels de type PC, par l'apport de pièces détachées ressource pour optimiser certaines ressources (mémoires de masse flash, type SSD) ;

Enfin, il se traduira également par un soutien du développement de nouvelles pratiques numériques dans la réparation, par l'apport d'outils fabrication numérique (impression 3D).

DÉPÔT DES DOSSIERS

Pour candidater, le porteur de projet doit transmettre son dossier par mail à mediation.numerique@nievre.fr, ou par voie postale à « Service d'Accompagnement au Numérique » 14 bis rue Jeanne d'Arc, 58 000 Nevers.

Le candidat est également amené à formuler des engagements sociétaux à mettre en place en cas de sélection de son projet.

A noter que le dossier déposé doit permettre aux instructeurs d'avoir l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne compréhension et à l'instruction du projet à savoir :

- éléments de contexte et de diagnostic à l'origine du lancement du projet ;
- objectifs du projet ;
- partenariats envisagés ;
- calendrier de mise en œuvre du projet.

Aucune instruction ne sera engagée sans ces éléments.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10385-DE

VERSEMENTS / DOTATION

L'aide sera versée en une fois, sous la forme d'une dotation d'équipement.

CALENDRIER

Le dispositif est ouvert à partir du XX/XX/XXXX

La sélection des dossiers se fait au fil de l'eau, jusqu'à épuisement des fonds.

LES ÉVOLUTIONS

Sous réserve des évolutions et de l'analyse de l'impact et des futurs besoins, le règlement d'intervention prendra effet lors de sa validation par l'Assemblée départementale.
Ce règlement pourra être révisé selon différents critères (efficacité, efficience, cohérence, gouvernance, partenariats territoriaux ...) pour l'améliorer et identifier les complémentarités et synergie à engager avec d'autres partenaires.

CONTACT

Les équipes du Conseil départemental se tiennent à la disposition des porteurs des projets.

Les contacts sont disponibles sur le site relatif à ce dispositif.

NOTES :

Réemploi et réutilisation
Dans le cadre de ce règlement, et en s'appuyant sur l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, les définitions suivantes sont retenues :

« Réemploi »: toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus.

« Préparation en vue de la réutilisation »: toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement.

« Réutilisation » : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.

Ainsi, le réemploi et la réutilisation se distinguent par le passage ou non du bien en fin de vie par le stade de déchet.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 11

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Paul FALLET

DELIBERATION

OBJET : COMPTE-RENDU N°2 D'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL AU PRÉSIDENT POUR L'OCTROI DES SUBVENTIONS AUX MÉNAGES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL (PIG) ET COMPLEMENTS A LA DELIBERATION DU 1ER JUILLET 2021 RELATIVE AUX DELEGATIONS DE L'ASSEMBLE DEPARTEMENTALE A MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL EN MATIERE D'HABITAT

Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique habitat

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **11** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
VU les règlements d'intervention validés lors des sessions du 10 et 11 décembre 2012 et du 29 avril 2013 permettent l'octroi d'aides aux particuliers, dans le cadre du « Programme départemental d'Intérêt Général (PIG) de lutte contre la précarité énergétique, l'habitat indigne et en faveur de l'autonomie et du maintien à domicile », dont une nouvelle convention a été signée avec l'État le 1er juillet 2020,
VU le règlement d'intervention voté le 27 juin 2016 qui vient compléter les précédents, permettant ainsi l'attribution d'une aide pour améliorer des logements occupés par des personnes âgées ou handicapées en favorisant l'autonomie,
VU la délibération de l'Assemblée départementale du 22 juin 2020 délégant à Monsieur le Président du Conseil départemental l'attribution des subventions aux ménages dans le cadre du programme d'intérêt général (PIG),
VU l'avis de la Commission Attractivité,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **DE DONNER ACTE** à Monsieur le Président du Conseil départemental de sa communication des dossiers de subventions aux ménages dans le cadre du programme PIG entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2021, en vertu de la délégation

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

octroyée en la matière.

- **D'ACCORDER** délégation au Président du Conseil départemental en exercice pour la durée de son mandat, pour les matières et actes suivant :
  - Attribuer des subventions aux ménages porteurs d'un projet de réhabilitation de logement entrant dans le champ du Programme d'Intérêt Général contractualisé avec l'Agence Nationale de l'Habitat ;
  - Attribuer des subventions aux ménages porteurs d'un projet de réhabilitation de logement entrant dans le champ du Fonds Nivernais d'Aide à la Maitrise de l'Energie (FNAME).

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tout document subséquent aux subventions accordées.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

Compte-rendu d'exercice de la délégation du Conseil départemental au Président pour l'octroi des subventions aux ménages dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG)

ANNEXE 1

Liste des bénéficiaires par canton
Volet Autonomie et maintien à domicile
1er semestre 2021

Canton de CHATEAU-CHINON

1 291 € sur une dépense subventionnable de 12 913,46 € HT
à : Monsieur DUSSAULE Fernand, 58430 ARLEUF

653 € sur une dépense subventionnable de 6 535,32 € HT
à : Monsieur LEONARD Jacques, 58230 MONTSAUCHE-LES-SETTONS

464 € sur une dépense subventionnable de 4 638,62 € HT
à : Madame PREVOTAT Simone, 58120 DOMMARTIN

1 032 € sur une dépense subventionnable de 10 318,48 € HT
à : Monsieur BRUET Charles, 58120 MONTIGNY-EN-MORVAN

408 € sur une dépense subventionnable de 4 078,45 € HT
à : Monsieur CHAMARD René, 58120 SAINT-LEGER-DE-FOUGERET

737 € sur une dépense subventionnable de 7 370,30 € HT
à : Madame BEZANCON Colette, 58110 TAMNAY-EN-BAZOIS

970 € sur une dépense subventionnable de 9 699,42 € HT
à : Madame MARCHAND Renée, 58230 GOULOUX

Canton de CLAMECY

641 € sur une dépense subventionnable de 6 413,65 € HT
à : Madame GEENEN Josiane, 58530 DORNECY

375 € sur une dépense subventionnable de 3 753,69 € HT
à : Madame LANGEVIN Marie, 58500 CLAMECY

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

341 € sur une dépense subventionnable de 3 414,50 € HT
à : Madame PETIT Marie, 58210 PARIGNY-LA-ROSE

775 € sur une dépense subventionnable de 7 753,78 € HT
à : Madame ALVAREZ Gisèle, 58460 CORVOL L'ORGUEILLEUX

525 € sur une dépense subventionnable de 5 246,42 € HT
à : Madame GIRAULT Monique, 58500 CLAMECY

290 € sur une dépense subventionnable de 2 895 € HT
à : Monsieur CARLO Frédéric, 58500 ARMES

Canton de CORBIGNY

422 € sur une dépense subventionnable de 4 221,82 € HT
à : Monsieur SALE Eric, 58800 LA COLLANCELLE

288 € sur une dépense subventionnable de 2 884,05 € HT
à : Madame TESTA Madeleine, 58190 BAZOCHES

463 € sur une dépense subventionnable de 4 626,77 € HT
à : Madame BRAIN Françoise, 58190 TANNAY

844 € sur une dépense subventionnable de 8 440,63 € HT
à : Madame VERNANT Madeleine, 58140 LORMES

752 € sur une dépense subventionnable de 7 521,20 € HT
à : Monsieur RENAULT Roland, 58140 MHERE

913,64 € sur une dépense subventionnable de 9 136,360 € HT
à : Monsieur BONHEUR Jean-Paul, 58140 SAINT-ANDRE-EN-MORVAN

Canton de COSNE-SUR-LOIRE

131 € sur une dépense subventionnable de 1 309 € HT
à : Madame GUINOT Raymonde, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

380 € sur une dépense subventionnable de 3 800,61 € HT
à : Madame URBANOJE Annick, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

301 € sur une dépense subventionnable de 3 011,90 € HT
à : Madame GIRAULT Louise, 58200 COSNE-SUR-LOIRE
368 € sur une dépense subventionnable de 3 678,20 € HT
à : Madame NAULT Micheline, 58200 SAINT-PERE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

Canton de DECIZE

830 € sur une dépense subventionnable de 8 304,80 € HT
à : Monsieur MARCEL Jean, 58300 VERNEUIL

261 € sur une dépense subventionnable de 2 608,65 € HT
à : Madame HEIM Rolande, 58300 DECIZE

531 € sur une dépense subventionnable de 5 310,92 € HT
à : Madame PERRET Marie, 58300 DECIZE

318 € sur une dépense subventionnable de 3 179,14 € HT
à : Monsieur FABBRICATORE Luigi, 58300 DECIZE

599 € sur une dépense subventionnable de 5 992,60 € HT
à : Monsieur DECRET Antoine, 58380 LUCENAY-LES-AIX

Canton de FOURCHAMBAULT

668 € sur une dépense subventionnable de 6 682,96 € HT
à : Monsieur CHATEAU Jean-Jacques, 58600 FOURCHAMBAULT

543 € sur une dépense subventionnable de 5 428,90 € HT
à : Monsieur CHENOT Gérard, 58600 GARCHIZY

Canton de GUERIGNY

281 € sur une dépense subventionnable de 2 812,91 € HT
à : Monsieur COLMONT André, 58110 ROUY

387 € sur une dépense subventionnable de 3 873,02 € HT
à : Madame BEAUME Huguette, 58330 BONA

222 € sur une dépense subventionnable de 2 221 € HT
à : Madame DETIENNE Geneviève, 58130 URZY

886 € sur une dépense subventionnable de 8 858,62 € HT
à : Monsieur GAVILLON Jean-Claude, 58130 SAINT-MARTIN-D'HEUILLE

659 € sur une dépense subventionnable de 6 592,94 € HT
à : Madame ROUZIER Jacqueline, 58130 VAUX D'AMOGNES

461 € sur une dépense subventionnable de 4 605,47 € HT
à : Madame THOMAS Michelle, 58130 VAUX D'AMOGNES

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

356 € sur une dépense subventionnable de 3 563,73 € HT
à : Madame CREPILLON Denise, 58130 GUERIGNY

880 € sur une dépense subventionnable de 8 796,97 € HT
à : Monsieur PIN Michel, 58330 SAINTE-MARIE

241,45 € sur une dépense subventionnable de 2 414,54 € HT
à : Monsieur IDIRI Abdelkader, 58270 ANLEZY

121 € sur une dépense subventionnable de 1 206,35 € HT
à : Madame FREBAULT Solange, 58270 SAINT-SULPICE

509 € sur une dépense subventionnable de 5 090 € HT
à : Madame TARDIEU Muguette, 58130 GUERIGNY

Canton de IMPHY

428 € sur une dépense subventionnable de 4 276,72 € HT
à : Monsieur MARTIN Jean-Claude, 58160 IMPHY

656 € sur une dépense subventionnable de 6 561,18 € HT
à : Monsieur AYGALENQ Michel, 58260 LA MACHINE

445 € sur une dépense subventionnable de 4 448 € HT
à : Monsieur GAUTHE René, 58160 IMPHY

193 € sur une dépense subventionnable de 1 925 € HT
à : Monsieur ZABEL Olivier, 58260 LA MACHINE

561 € sur une dépense subventionnable de 5 608,24 € HT
à : Monsieur COSTA Emilio, 58160 SAUVIGNY-LES-BOIS

481 € sur une dépense subventionnable de 4 809,5 € HT
à : Madame VIVIEN Christine, 58260 TROIS VEVRES

Canton de LA CHARITE-SUR-LOIRE

435 € sur une dépense subventionnable de 4 346,65 € HT
à : Madame DUVERNOY Nicole, 58400 LA CHARITE-SUR-LOIRE

588 € sur une dépense subventionnable de 5 880,26 € HT
à : Monsieur BLOND Roger, 58400 LA CHARITE-SUR-LOIRE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

688 € sur une dépense subventionnable de 6 876,19 € HT
à : Monsieur RICHARD Régis, 58700 LA CELLE-SUR-NIEVRE

Canton de LUZY

1 202 € sur une dépense subventionnable de 12 023,47 € HT
à : Monsieur LELONG André, 58340 CERCY LA TOUR

459 € sur une dépense subventionnable de 4 585,08 € HT
à : Monsieur DORIDOT Roland, 58290 MOULINS ENGILBERT

447 € sur une dépense subventionnable de 4 466,12 € HT
à : Monsieur PAPON Lucien, 58290 MOULINS ENGILBERT

505 € sur une dépense subventionnable de 5 051,88 € HT
à : Madame PROVOST Ginette, 58340 CERCY LA TOUR

190 € sur une dépense subventionnable de 1 904,17 € HT
à : Monsieur RABIET Paul, 58290 MOULINS-ENGILBERT

542 € sur une dépense subventionnable de 5 418,63 € HT
à : Madame GAMET Karine, 58250 REMILLY

563 € sur une dépense subventionnable de 5 629,20 € HT
à : Monsieur LAUDET Paul, 58360 PREPORCHE

603,72 € sur une dépense subventionnable de 6 037,18 € HT
à : Madame GUERIN Colette, 58250 FOURS

610 € sur une dépense subventionnable de 6 103,73 € HT
à : Monsieur VADROT Maurice, 58170 LUZY

537 € sur une dépense subventionnable de 5 374,60 € HT
à : Madame GAUTHERON Marie-Thérèse, 58290 MOULINS-ENGILBERT

846 € sur une dépense subventionnable de 8 451,78 € HT
à : Monsieur GRUE Robert, 58340 CERCY-LA-TOUR

1 131 € sur une dépense subventionnable de 11 307,06 € HT
à : Madame LELONG Madeleine, 58340 CERCY-LA-TOUR

362 € sur une dépense subventionnable de 3 624,50 € HT
à : Monsieur PICHON Guy, 58170 CHIDDES

761 € sur une dépense subventionnable de 7 610,01 € HT
à : Monsieur GARANDEL Armand, 58250 LA NOCLE-MAULAIX

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

1 592 € sur une dépense subventionnable de 15 919 € HT
à : Monsieur GIRARD Guy, 58290 SERMAGES

550 € sur une dépense subventionnable de 5 503,24 € HT
à : Monsieur CHAIZY Sylvain, 58300 CHARRIN

Canton de NEVERS 1

784 € sur une dépense subventionnable de 7 835,30 € HT
à : Madame MARLLARME Ginette, 58660 COULANGES-LES-NEVERS

329 € sur une dépense subventionnable de 3 290,44 € HT
à : Monsieur THOMAS Marcel, 58000 NEVERS

449 € sur une dépense subventionnable de 4 485,24 € HT
à : Monsieur BOUREILLE Christian, 58660 COULANGES LES NEVERS

78 € sur une dépense subventionnable de 777,37 € HT
à : Monsieur FOULATIERE Lionel, 58000 NEVERS

492,55 € sur une dépense subventionnable de 4 925,57 € HT
à : Madame PREVOST Marie-Louise, 58000 NEVERS

Canton de NEVERS 2

516 € sur une dépense subventionnable de 5 158,07 € HT
à : Monsieur BERGER Gabriel, 58470 MAGNY-COURS

432 € sur une dépense subventionnable de 4 317 € HT
à : Monsieur FAVOREAU Michel, 58470 MAGNY-COURS

597 € sur une dépense subventionnable de 5 968,94 € HT
à : Monsieur SALHI Mohammed, 58000 SAINT-ELOI

93 € sur une dépense subventionnable de 929 € HT
à : Monsieur CEBRON Gérard, 58000 NEVERS

Canton de NEVERS 3

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

846 € sur une dépense subventionnable de 8 461,65 € HTà : Madame AUGY Gilberte, 58000 CHALLUY

Canton de NEVERS 4

738 € sur une dépense subventionnable de 7 379,23 € HT
à : Madame JAMET Paulette, 58000 NEVERS

Canton de POUILLY SUR LOIRE

1 822 € sur une dépense subventionnable de 18 216,76 € HT
à : Monsieur DEZ Jacki, 58350 CHATEAUNEUF-VAL-DE-BARGIS

979 € sur une dépense subventionnable de 9 794 € HT
à : Madame ROCHE Jeannine, 58150 TRACY-SUR-LOIRE

517 € sur une dépense subventionnable de 5 172,6 € HT
à : Madame RUYANT Monique, 58450 ANNAY

674 € sur une dépense subventionnable de 6 743,83 € HT
à : Madame GARCIA Hermélinda, 58150 SUILLY-LA-TOUR

853 € sur une dépense subventionnable de 8 530,94 € HT
à : Madame STEPHANE Eugénie, 58310 SAINT-AMAND-EN-PUISAYE

224 € sur une dépense subventionnable de 2 239,11 € HT
à : Madame BOZZA Gilberte, 58350 CHATEAUNEUF-VAL-DE-BARGIS

750 € sur une dépense subventionnable de 7 496,6 € HT
à : Madame ROY Mauricette, 58220 DONZY

246 € sur une dépense subventionnable de 2 457,81 € HT
à : Madame BONI Danielle, 58310 SAINT-VERAIN

142 € sur une dépense subventionnable de 1 415,15 € HT
à : Madame OLIVIER Yvette, 58450 NEUVY-SUR-LOIRE

1 522,06 € sur une dépense subventionnable de 15 220,63 € HT
à : Madame GAGNEPAIN Magali, 58220 COULOUTRE

Canton de SAINT PIERRE LE MOUTIER

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

890 € sur une dépense subventionnable de 8 903,44 € HT
à : Madame FRONDAT Geneviève, 58240 CHANTENAY-SAINT-IMBERT

129 € sur une dépense subventionnable de 1 290,42 € HT
à : Monsieur MEULIN Jean-Claude, 58240 SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER

346,21 € sur une dépense subventionnable de 3 642,10 € HT
à : Madame AUGENDRE Louise, 58390 DORNES

1 648 € sur une dépense subventionnable de 16 476,66 € HT
à : Monsieur GENDRE René, 58240 LUTHENAY-UXELOUP

603,43 € sur une dépense subventionnable de 6 034,34 € HT
à : Monsieur MOULIN Gérald, 58390 DORNES

Canton de VARENNES-VAUZELLES

328,33 € sur une dépense subventionnable de 3 283,35 € HT
à : Monsieur LECALLIER Maurice, 58320 POUGUES-LES-EAUX

643,46 € sur une dépense subventionnable de 6 590,82 € HT
à : Madame RENE Liliane, 58640 VARENNES-VAUZELLES

348 € sur une dépense subventionnable de 3 477,46 € HT
à : Monsieur GACHON André, 58320 GERMIGNY-SUR-LOIRE

265 € sur une dépense subventionnable de 2 649,5 € HT
à : Monsieur LE MARREC Jean-Claude, 58640 VARENNES-VAUZELLES

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

Compte-rendu d'exercice de la délégation du Conseil départemental au Président pour l'octroi des subventions aux ménages dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG)

ANNEXE 2

Liste des bénéficiaires par canton
Volet Rénovation énergétique de l'habitat
1er semestre 2021

Canton de CHATEAU-CHINON

650 € sur une dépense subventionnable de 4 994 € HT
à : Madame DONDON Marie-Thérèse, 58110 CHATILLON-EN-BAZOIS

1 371 € sur une dépense subventionnable de 19 414,05 € HT
à : Monsieur REROLLE Mathieu, 58290 LIMANTON

1 731 € sur une dépense subventionnable de 18 613,35 € HT
à : Monsieur REGAZZONI Félix, 58230 ALLIGNY-EN-MORVAN

1 705 € sur une dépense subventionnable de 18 092,97 € HT
à : Monsieur ARRIGHINO Charles, 58120 DOMMARTIN

1 840 € sur une dépense subventionnable de 20 807,57 € HT
à : Madame SOYER Elise, 58370 ONLAY

2 300 € sur une dépense subventionnable de 38 842,7 € HT
à : Madame MARTIN Floriane, 58230 LAVAULT-DE-FRETOY

2 042 € sur une dépense subventionnable de 16 844,01 € HT
à : Monsieur JOUANIN Guillaume, 58230 MONTAUCHE-LES-SETTONS

1 182 € sur une dépense subventionnable de 15 646,62 € HT
à : Monsieur DUJON Philippe, 58110 CHATILLON-EN-BAZOIS

1 743 € sur une dépense subventionnable de 18 864,33 € HT
à : Madame MICHOT Annie, 58120 CHATEAU-CHINON

1 194 € sur une dépense subventionnable de 15 874,6 € HT
à : Madame PONANT Agathe, 58230 DUN-LES-PLACES

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

1 252 € sur une dépense subventionnable de 17 041 € HT
à : Madame YORILLO Betty, 58230 ALLIGNY-EN-MORVAN

1 369 € sur une dépense subventionnable de 19 386,47 € HT
à : Madame VALLET Marina, 58110 BRINAY

Canton de CLAMECY

622 € sur une dépense subventionnable de 4 432 € HT
à : Monsieur MARIA Francis, 58500 BILLY-SUR-OISY

2 002 € sur une dépense subventionnable de 24 031,58 € HT
à : Monsieur MUSIC Mirsad, 58460 BREUGNON

1 671 € sur une dépense subventionnable de 17 410 € HT
à : Monsieur GLAUME Alain, 58500 SURGY

1 488 € sur une dépense subventionnable de 13 757,39 € HT
à : Monsieur LIPOVAC Blaz, 58500 OUAGNE

1 571 € sur une dépense subventionnable de 15 416,72 € HT
à : Madame PALENZUELA Chantal, 58500 CLAMECY

1 259 € sur une dépense subventionnable de 9 184 € HT
à : Monsieur MANESSE Roger, 58500 VILLIERS-SUR-YONNE

2 087 € sur une dépense subventionnable de 25 741,19 € HT
à : Madame BOUIGHBECHE Samia, 58500 SURGY

2 300 € sur une dépense subventionnable de 42 424,04 € HT
à : Monsieur MANUKYAN Armen, 58500 CLAMECY

1 739 € sur une dépense subventionnable de 18 779,59 € HT
à : Monsieur SAGNELONGE Pascal, 58210 SAINT-PIERRE-DU-MONT

1 344 € sur une dépense subventionnable de 10 880,82 € HT
à : Monsieur SIMONET Jean-Louis, 58190 METZ-LE-COMTE

1 122 € sur une dépense subventionnable de 14 441 € HT
à : Monsieur CHARTON Pascal, 58210 VARZY

1 561 € sur une dépense subventionnable de 15 226 € HT
à : Madame LEUTHROT Christine, 58500 CLAMECY

1 316 € sur une dépense subventionnable de 18 319,5 € HT
à : Monsieur CAPOCCI Rémi, 58500 SURGY

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

1 482 € sur une dépense subventionnable de 13 636 € HT
à : Madame DEVILLIERS Nelly, 58530 DORNECY

1 118 € sur une dépense subventionnable de 6 360,04 € HT
à : Monsieur MERLE Franck, 58530 BREVES

1 360 € sur une dépense subventionnable de 19 204 € HT
à : Monsieur POIRIER Michel, 58410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN

1 935 € sur une dépense subventionnable de 22 707,65 € HT
à : Madame PRIETO Carole, 58210 VARZY

1 699 € sur une dépense subventionnable de 17 987,91 € HT
à : Madame BELIN Marie-Noëlle, 58210 VARZY

678 € sur une dépense subventionnable de 5 562,56 € HT
à : Monsieur PULIDO Jean-Paul, 58530 DORNECY

1 351 € sur une dépense subventionnable de 11 028,60 € HT
à : Madame LAUVERGEON Chantal, 58210 VARZY

683 € sur une dépense subventionnable de 5 668 € HT
à : Monsieur MANGIN Jean-Louis, 58500 CLAMECY

1 536 € sur une dépense subventionnable de 14 717,83 € HT
à : Madame DENTU Anny ,58190 LYS

1 400 € sur une dépense subventionnable de 24 089,95 € HT
à : Monsieur GUYARD Benjamin, 58190 SAIZY

1 584 € sur une dépense subventionnable de 15 673 € HT
à : Madame PETIT Marie, 58210 PARIGNY-LA-ROSE

786 € sur une dépense subventionnable de 7 716,28 € HT
à : Madame RAMEAU Julie, 58530 DORNECY

1 400 € sur une dépense subventionnable de 23 130 € HT
à : Monsieur TREUILLET Jean, 58410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN

855 € sur une dépense subventionnable de 9 104,32 € HT
à : Madame STEPHANE Aurélie, 58500 CLAMECY

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

Canton de CORBIGNY

1 564 € sur une dépense subventionnable de 15 271,90 € HT
à : Monsieur MAGNIEN DIT CHAMBARD Jacques, 58800 CERVON

2 300 € sur une dépense subventionnable de 32 963,87 € HT
à : Monsieur MORETTINI Jean-Luc, 58140 LORMES

1 697 € sur une dépense subventionnable de 17 946,35 € HT
à : Monsieur DUTANG Raymond, 58140 LORMES

1 400 € sur une dépense subventionnable de 31 681,36 € HT
à : Monsieur DAT Sébastien, 58140 GACOGNE

2 300 € sur une dépense subventionnable de 30 791,53 € HT
à : Madame LASSALLE Charlotte, 58420 MORACHES

1 371 € sur une dépense subventionnable de 19 410 € HT
à : Madame DOUBLOT Monique, 58420 BRINON-SUR-BEUVRON

631 € sur une dépense subventionnable de 4 615,85 € HT
à : Monsieur GUILLAUME Sébastien, 58210 CORVOL-D'EMBERNARD

1 400 € sur une dépense subventionnable de 25 998,67 € HT
à : Madame LAPLACE Maggy, 58000 EPIRY

1 400 € sur une dépense subventionnable de 22 555 € HT
à : Madame ESTEBAN Marie, 58140 SAINT-MARTIN-DU-PUY

1 878 € sur une dépense subventionnable de 21 559,32 € HT
à : Monsieur BOUSSARD Cyril, 58800 ANTHIEN1

878 € sur une dépense subventionnable de 21 552,56 € HT
à : Madame NIEZ Marie-Hélène, 58800 PAZY

Canton de COSNE-SUR-LOIRE

1 107 € sur une dépense subventionnable de 6 133,21 € HT
à : Monsieur KOPMELS Franck, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

718 € sur une dépense subventionnable de 6 368,01 € HT
à : Madame QUINIO Karine, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

768 € sur une dépense subventionnable de 7 369 € HT
à : Monsieur VINCENT Jean-Claude, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

1 871 € sur une dépense subventionnable de 21 423,84 € HT
à : Monsieur MOLINA Florent, 58200 SAINT-PERE

2 155 € sur une dépense subventionnable de 27 104,7 € HT
à : Madame BOUZAMBOU Aïcha, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

1 604 € sur une dépense subventionnable de 16 085,08 € HT
à : Madame ROYER Sophie, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

1 927 € sur une dépense subventionnable de 22 536,4 € HT
à : Monsieur GENTY Christian, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

1 341 € sur une dépense subventionnable de 10 813,67 € HT
à : Madame VERMOT Evelyne, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

2 136 € sur une dépense subventionnable de 26 727,3 € HT
à : Monsieur SENE Bernard, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

1 400 € sur une dépense subventionnable de 34 141,8 € HT
à : Madame SENOBLE Anne, 58200 ALLIGNY-COSNE

1 400 € sur une dépense subventionnable de 23 635 € HT
à : Monsieur BEAUGER Dylan, 58200 POUGNY

1 122 € sur une dépense subventionnable de 14 442,44 € HT
à : Monsieur BREUILLE Michel, 58200 ALLIGNY-COSNE

1 488 € sur une dépense subventionnable de 13 751,68 € HT
à : Madame CAFMAYER Martine, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

1 689 € sur une dépense subventionnable de 11 892 € HT
à : Madame NIVERTS Henriette, 58200 COSNE-SUR-LOIRE

2 300 € sur une dépense subventionnable de 23 784 € HT
à : Monsieur ROYER Sébastien, 58440 MYENNES

848 € sur une dépense subventionnable de 8 966,43 € HT
à : Madame RABINEAU Lucie, 58200 SAINT-LOUP

Canton de DECIZE

1 400 € sur une dépense subventionnable de 21 450 € HT
à : Monsieur CARNEAU Marc, 58300 CHAMPVERT

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

1 566 € sur une dépense subventionnable de 15 325,59 € HT
à : Monsieur THOMAS Damien, 58300 SAINT-LEGER-DES-VIGNES

1 834 € sur une dépense subventionnable de 20 680,37 € HT
à : Monsieur BELLEVAUD Maurice, 58300 CHAMPVERT

1 251 € sur une dépense subventionnable de 17 020,07 € HT
à : Madame DUMONT Nicole, 58380 LUCENAY-LES-AIX

1 081 € sur une dépense subventionnable de 13 611,99 € HT
à : Madame ROELANTS Simone, 58300 SAINT-LEGER-DES-VIGNES

1 368 € sur une dépense subventionnable de 11 354 € HT
à : Madame GRIZARD Annabelle, 58300 DEVAY

2 300 € sur une dépense subventionnable de 34 490,54 € HT
à : Madame HAUTOT Cindy, 58300 DECIZE

1 740 € sur une dépense subventionnable de 18 809,50 € HT
à : Madame HINET Thérèse, 58380 LUCENAY-LES-AIX

1 436 € sur une dépense subventionnable de 12 715,46 € HT
à : Monsieur THOULE Emmanuel, 58300 CHAMPVERT

1 641 € sur une dépense subventionnable de 16 809,8 € HT
à : Monsieur LOURDELET Bernard, 58300 DECIZE

1 729 € sur une dépense subventionnable de 18 580 € HT
à : Monsieur BUZIAU Johannes, 58300 SAINT-GERMAIN-CHASSENAY

1 400 € sur une dépense subventionnable de 20 000 € HT
à : Monsieur CREGUT Pascal, 58380 LUCENAY-LES-AIX

648 € sur une dépense subventionnable de 4 960 € HT
à : Monsieur VARGAS Francis, 58380 LUCENAY-LES-AIX

1 622 € sur une dépense subventionnable de 16 447,05 € HT
à : Monsieur PERCEAU Henri, 58300 DECIZE

Canton de FOURCHAMBAULT

1 757 € sur une dépense subventionnable de 19 140,17 € HT
à : Monsieur CLIPPE Jean-Noël, 58000 FOURCHAMBAULT

1 400 € sur une dépense subventionnable de 21 631,62 € HT
à : Monsieur FERREIRA Pascal, 58180 MARZY

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

1 400 € sur une dépense subventionnable de 23 170 € HT
à : Monsieur GIRARD André, 58600 GARCHIZY

1 815 € sur une dépense subventionnable de 20 290 € HT
à : Monsieur REBOUX Patrick, 58600 GARCHIZY

1 300 € sur une dépense subventionnable de 18 000 € HT
à : Monsieur JOLY Mickael, 58600 GARCHIZY

1 400 € sur une dépense subventionnable de 20 075,59 € HT
à : Madame LOPES VIEIRA Maryline, 58180 MARZY

Canton de GUERIGNY

1 719 € sur une dépense subventionnable de 18 385,08 € HT
à : Monsieur DOUSSOT Cyril, 58130 URZY

1 859 € sur une dépense subventionnable de 21 175,46 € HT
à : Monsieur GENION Jean-Marie, 58270 SAINT-BENIN-D'AZY

2 125 € sur une dépense subventionnable de 26 507,63 € HT
à : Madame KAZI TANI Bénédicte, 58270 FERTREVE

1 214 € sur une dépense subventionnable de 8 293,16 € HT
à : Madame PEDRAK Renée, 58330 SAINT-SAULGE

1 412 € sur une dépense subventionnable de 12 236,71 € HT
à : Monsieur BONGE Emmanuel, 58130 GUERIGNY

2 300 € sur une dépense subventionnable de 31 236,62 € HT
à : Madame BARBIER Manon, 58110 ROUY

2 300 € sur une dépense subventionnable de 34 543,3 € HT
à : Monsieur MACHECOURT Jean-François, 58700 NOLAY

2 031 € sur une dépense subventionnable de 24 615,45 € HT
à : Monsieur NOURRISSIER David, 58160 LA FERMETE

1 347 € sur une dépense subventionnable de 10 937,15 € HT
à : Monsieur GUION Romain, 58130 GUERIGNY

1 271,62 € sur une dépense subventionnable de 17 432,42 € HT
à : Madame HUGOUNENQ Audrey, 58160 LA FERMETE

631 € sur une dépense subventionnable de 4 612 € HT
à : Madame THERY Marie-Hélène, 58270 VILLE-LANGY

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

890 € sur une dépense subventionnable de 9 800,29 € HT
à : Madame BONNOT Sabrina, 58270 VILLE-LANGY

1 400 € sur une dépense subventionnable de 22 037 € HT
à : Madame LABRUNE Siglinde, 58270 SAINT-SULPICE

1 130 € sur une dépense subventionnable de 14 603,36 € HT
à : Madame PONGE Bernadette, 58270 VILLE-LANGY

794 € sur une dépense subventionnable de 7 878 € HT
à : Monsieur TANCOURT Guillaume, 58130 GUERIGNY

969 € sur une dépense subventionnable de 11 390,2 € HT
à : Madame VADROT Marguerite, 58270 FERTREVE

1 113 € sur une dépense subventionnable de 14 257,81 € HT
à : Monsieur ABIT Emmanuel, 58110 BAZOLLES

1 371 € sur une dépense subventionnable de 19 410 € HT
à : Monsieur VILAIPHANH Rattaya, 58130 GUERIGNY

Canton de IMPHY

1 197 € sur une dépense subventionnable de 15 940,98 € HT
à : Monsieur GIRAULT Julien, 58400 LA MACHINE

1 151 € sur une dépense subventionnable de 7 025 € HT
à : Madame JARZABEK Jeannine, 58260 LA MACHINE

1 445 € sur une dépense subventionnable de 12 908,82 € HT
à : Madame LEFORT Laura, 58260 TROIS VEVRES

1 468 € sur une dépense subventionnable de 13 350,61 € HT
à : Madame PRASALEK Mireille, 58260 LA MACHINE

1 276 € sur une dépense subventionnable de 9 521,76 € HT
à : Madame BREUGNOT Florence, 58260 LA MACHINE

934 € sur une dépense subventionnable de 10 677,98 € HT
à : Monsieur DAUTELOUP Julien, 58260 LA MACHINE

1 400 € sur une dépense subventionnable de 20 000 € HT
à : Madame JOANNY Sophie, 58160 IMPHY

934 € sur une dépense subventionnable de 10 676,44 € HT
à : Madame JOUANIN Mélissa, 58260 LA MACHINE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

983 € sur une dépense subventionnable de 11 650 € HT
à : Madame PERCEAU Evelyne, 58160 IMPHY

1 400 € sur une dépense subventionnable de 20 000 € HT
à : Madame TERNUS Véronique, 58260 LA MACHINE

688,74 € sur une dépense subventionnable de 5 774,83 € HT
à : Madame MASSET Sophie, 58160 IMPHY

1 284 € sur une dépense subventionnable de 17 670,32 € HT
à : Monsieur TCHANG Martial, 58260 LA MACHINE

Canton de LA CHARITE SUR LOIRE

833 € sur une dépense subventionnable de 8 655,35 € HT
à : Madame PATASSE Mauricette, 58400 LA CHARITE SUR LOIRE

1 280 € sur une dépense subventionnable de 17 606,95 € HT
à : Madame DEBRAY France, 58400 NARCY

2 095 € sur une dépense subventionnable de 25 908,72 € HT
à : Monsieur BAER Didier, 58700 PREMERY

1 252 € sur une dépense subventionnable de 17 029,35 € HT
à : Monsieur BERNARD Jean, 58400 LA CHARITE SUR LOIRE

1 890 € sur une dépense subventionnable de 21 792,72 € HT
à : Madame BALLANT Stéphanie, 58400 CHAULGNES

766 € sur une dépense subventionnable de 7 317,54 € HT
à : Monsieur CHAPELAIN Sébastien, 58700 MURLIN

1 618 € sur une dépense subventionnable de 16 369,82 € HT
à : Monsieur CHAROLLES Gérard, 58700 PREMERY

1 333 € sur une dépense subventionnable de 19 861,94 € HT
à : Madame REICHEL Caroline, 58400 LA CHARITE SUR LOIRE

600 € sur une dépense subventionnable de 3 999,85 € HT
à : Monsieur GUYON Dominique, 58400 CHAULGNES

Canton de LUZY

1 815 € sur une dépense subventionnable de 20 290 € HT
à : Monsieur LELOUTRE Marcel, 58340 CERCY LA TOUR

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

2 300 € sur une dépense subventionnable de 31 397,31 € HT
à : Madame WAHART Marie, 58170 LUZY

2 300 € sur une dépense subventionnable de 37 606,33 € HT
à : Monsieur FROMAGER Sébastien, 58170 LUZY

1 642,96 € sur une dépense subventionnable de 16 859,1 € HT
à : Monsieur GAUTHE Damien, 58360 PREPORCHE

2 300 € sur une dépense subventionnable de 32 601,6 € HT
à : Madame LEAU Adeline, 58370 VILLAPOURCON

2 300 € sur une dépense subventionnable de 41 639,13 € HT
à : Madame MACADRE Marie-Hélène, 58290 MOULINS ENGILBERT

1 891,44 € sur une dépense subventionnable de 21 828,8 € HT
à : Madame BEAUVALLET Angèle, 58170 LUZY

791 € sur une dépense subventionnable de 7 829,98 € HT
à : Madame COTTE Michèle, 58250 FOURS

1 476 € sur une dépense subventionnable de 13 529,17 € HT
à : Monsieur GAUGNAUX Christian, 58170 LUZY

766 € sur une dépense subventionnable de 7 329,67 € HT
à : Madame LEPERE Yvonne, 58250 FOURS

670 € sur une dépense subventionnable de 5 407,73 € HT
à : Madame SOUILLARD Véronique, 58170 LUZY

2 300 € sur une dépense subventionnable de 34 889,85 € HT
à : Monsieur COCHET Alain, 58170 LUZY

1 400 € sur une dépense subventionnable de 20 290 € HT
à : Madame BOLO Lydie, 58300 CHARRIN

Canton de NEVERS 1

1 282 € sur une dépense subventionnable de 9 638,98 € HT
à : Madame LEMMER Lydie, 58000 NEVERS

1 587 € sur une dépense subventionnable de 15 736,99 € HT
à : Madame FERLET Laure, 58660 COULANGES LES NEVERS

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

1 211 € sur une dépense subventionnable de 8 221,5 € HT
à : Monsieur BOUDON Paul, 58000 NEVERS

1 224 € sur une dépense subventionnable de 8 481,56 € HT
à : Monsieur HAMMEDI Abderrahmen, 58000 NEVERS

1 037 € sur une dépense subventionnable de 12 736,1 € HT
à : Madame BURIAU Simone, 58000 NEVERS

1 335 € sur une dépense subventionnable de 18 694,34 € HT
à : Monsieur PERRAUDIN Thomas, 58000 NEVERS

721 € sur une dépense subventionnable de 6 420 € HT
à : Monsieur LAVOCAT Michel, 58000 NEVERS

738 € sur une dépense subventionnable de 6 766,99 € HT
à : Monsieur MELECK Stéphane, 58000 NEVERS

531 € sur une dépense subventionnable de 2 611,67 € HT
à : Monsieur BOZKURT Tanju, 58660 COULANGES LES NEVERS

1 728 € sur une dépense subventionnable de 18 551,6 € HT
à : Monsieur GROSSMAN Charles, 58660 COULANGES LES NEVERS

1 773 € sur une dépense subventionnable de 19 452,17 € HT
à : Monsieur AKKOUH Ahmed, 58660 COULANGES LES NEVERS

Canton de NEVERS 2

1 564 € sur une dépense subventionnable de 15 271,2 € HT
à : Monsieur DOUMET Fabrice, 58000 NEVERS

977 € sur une dépense subventionnable de 11 530,71 € HT
à : Madame LUQUET Murielle, 58000 NEVERS

741,24 € sur une dépense subventionnable de 6 824,89 € HT
à : Monsieur MILANO Michel, 58600 SERMOISE SUR LOIRE

1 608 € sur une dépense subventionnable de 16 178 € HT
à : Monsieur LOUKILI Said, 58000 NEVERS

1 223 € sur une dépense subventionnable de 8 470,06 € HT
à : Monsieur BOUDIER Eric, 58000 NEVERS

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

Canton de NEVERS 3

1 218 € sur une dépense subventionnable de 16 362,83 € HT
à : Monsieur AUBRY Franck, 58470 SAINCAIZE MEAUCE

932 € sur une dépense subventionnable de 10 652,9 € HT
à : Monsieur CAMPAY Benoît, 58000 NEVERS

1 932 € sur une dépense subventionnable de 22 647,72 € HT
à : Monsieur MIROT Gérald, 58470 GIMOUILLE

1 400 € sur une dépense subventionnable de 24 963 € HT
à : Monsieur BORDERIEUX Jean-Michel, 58000 NEVERS

885 € sur une dépense subventionnable de 9 701,26 € HT
à : Madame HERITIER Stéphanie, 58000 NEVERS

1 662 € sur une dépense subventionnable de 17 237,66 € HT
à : Madame JARNO Noémie, 58000 NEVERS

894 € sur une dépense subventionnable de 9 872,50 € HT
à : Monsieur TASSIN Philippe, 58000 NEVERS

Canton de NEVERS 4

1 569 € sur une dépense subventionnable de 15 382,4 € HT
à : Madame DERDEBA Aïcha, 58000 NEVERS

708 € sur une dépense subventionnable de 6 158,56 € HT
à : Monsieur IMADI Hassan, 58000 NEVERS

544 € sur une dépense subventionnable de 2 882,7 € HT
à : Monsieur DELOURME Géraud, 58000 NEVERS

1 501 € sur une dépense subventionnable de 22 016,29 € HT
à : Monsieur TCHIER Omar, 58000 NEVERS

1 377 € sur une dépense subventionnable de 11 548,38 € HT
à : Madame MAZIERE Louisiane, 58000 NEVERS

562,6 € sur une dépense subventionnable de 3 252 € HT
à : Madame BACHER Colette, 58000 NEVERS

573,2 € sur une dépense subventionnable de 3 464 € HT
à : Monsieur PARTOUCHE SEBBAN Bourak, 58000 NEVERS

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

801 € sur une dépense subventionnable de 8 016,08 € HT
à : Monsieur LHERITIER Jean-Claude, 58000 NEVERS

1 214 € sur une dépense subventionnable de 16 275,42 € HT
à : Madame LEBRUN Elise, 58000 NEVERS

581 € sur une dépense subventionnable de 3 620,64 € HT
à : Madame MOREAU Chantal, 58000 NEVERS

Canton de POUILLY SUR LOIRE

2 102 € sur une dépense subventionnable de 26 044,33 € HT
à : Monsieur DELAHAYE Erick, 58450 NEUVY SUR LOIRE

2 140 € sur une dépense subventionnable de 26 809,45 € HT
à : Madame SIMON Mathilde, 58400 BULCY

1 311 € sur une dépense subventionnable de 10 228,32 € HT
à : Madame PELE Jocelyne, 58350 SAINT MALO EN DONZIOIS

1 676 € sur une dépense subventionnable de 17 513 € HT
à : Madame ANANIKIAN Mireille, 58220 DONZY

871 € sur une dépense subventionnable de 9 418 € HT
à : Madame GONTIER Elisabeth, 58150 GARCHY

1 523 € sur une dépense subventionnable de 14 451,76 € HT
à : Monsieur GROSSELLIER Bruno, 58220 PERROY

1 755 € sur une dépense subventionnable de 19 099,59 € HT
à : Madame ARCHENAULT Angélique, 58310 SAINT AMAND EN PUISAYE

2 300 € sur une dépense subventionnable de 39 530,21 € HT
à : Monsieur MHUN Sébastien, 58310 ARQUIAN

1 225 € sur une dépense subventionnable de 16 494,51 € HT
à : Monsieur RICHARDOT Philippe, 58150 SAINT MARTIN SUR NOHAIN

842 € sur une dépense subventionnable de 8 848,37 € HT
à : Monsieur FOURNIER Gérard, 58220 DONZY

2 175 € sur une dépense subventionnable de 27 498,20 € HT
à : Madame MATHONET Morgane, 58310 SAINT AMAND EN PUISAYE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

1 757 € sur une dépense subventionnable de 19 410 € HT
à : Madame BILOUROU Virginie, 58310 SAINT AMAND EN PUISAYE

1 638,90 € sur une dépense subventionnable de 16 778,05 € HT
à : Monsieur FOUSSON Patrice, 58350 SAINT MALO EN DONZIOIS

847 € sur une dépense subventionnable de 8 941,62 € HT
à : Monsieur GARCIA RIPOLL Jose, 58220 CESSY LES BOIS

636,13 € sur une dépense subventionnable de 4 722,64 € HT
à : Monsieur GIRAULT Daniel, 58310 SAINT AMAND EN PUISAYE

1 400 € sur une dépense subventionnable de 20 276 € HT
à : Monsieur MAUDRY Robin, 58350 CHATEAUNEUF VAL DE BARGIS

1 170 € sur une dépense subventionnable de 15 405,58 € HT
à : Monsieur SANTANA BARBOZA Nestor, 58150 POUILLY SUR LOIRE

818 € sur une dépense subventionnable de 8 361,58 € HT
à : Monsieur FAUTER Denis, 58450 NEUVY SUR LOIRE

678 € sur une dépense subventionnable de 5 559,83 € HT
à : Madame GARNIER Emmanuelle, 582020 DONZY

1 400 € sur une dépense subventionnable de 22 509,5 € HT
à : Monsieur BELLOIR Serge, 58150 SAINT QUENTIN SUR NOHAIN

1 815 € sur une dépense subventionnable de 20 290 € HT
à : Monsieur CORNILLAT Christophe, 58310 BITRY

1 056 € sur une dépense subventionnable de 13 123,23 € HT
à : Madame VASSAL Céline, 58310 BOUHY

1 537 € sur une dépense subventionnable de 14 744,7 € HT
à : Madame DEMOULIN Daphné, 58150 TRACY-SUR-LOIRE

1 400 € sur une dépense subventionnable de 30 887,47 € HT
à : Madame LIGIER Marie-Thérèse, 58220 DONZY

Canton de SAINT PIERRE LE MOUTIER

1 549 € sur une dépense subventionnable de 14 976,95 € HT
à : Madame CARRASQUER Anais, 58240 CHANTENAY SAINT IMBERT

1 919 € sur une dépense subventionnable de 22 379,08 € HT
à : Madame DARNAY Laura, 58390 DORNES

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

2 300 € sur une dépense subventionnable de 33 072,58 € HT
à : Monsieur REIGNER Serge, 58300 TOURY LURCY

1 643 € sur une dépense subventionnable de 16 854,79 € HT
à : Monsieur FRICONNET Jean-Denis, 58240 SAINT PIERRE LE MOUTIER

2 300 € sur une dépense subventionnable de 30 230,12 € HT
à : Monsieur CASSIOT Vincent, 58240 LIVRY

1 886 € sur une dépense subventionnable de 21 717,06 € HT
à : Madame LAVILLE Emilie, 58490 SAINT PARIZE LE CHATEL

1 375 € sur une dépense subventionnable de 11 494,99 € HT
à : Madame POULIQUEN Françine, 58240 LIVRY

1 167 € sur une dépense subventionnable de 15 333,32 € HT
à : Madame DOIGNIAUX Lucienne, 58240 CHANTENAY SAINT IMBERT

1 381 € sur une dépense subventionnable de 19 638,28 € HT
à : Monsieur PETIT Jean-Pierre, 58240 SAINT PIERRE LE MOUTIER

1 035,47 € sur une dépense subventionnable de 12 709,54 € HT
à : Madame LAFAYE Aline, 58390 DORNES

1 241 € sur une dépense subventionnable de 16 812 € HT
à : Madame GAMET Marie-Joëlle, 58240 SAINT PIERRE LE MOUTIER

959 € sur une dépense subventionnable de 11 186,76 € HT
à : Monsieur PAPOT Jean-Marie, 58390 DORNES

743 € sur une dépense subventionnable de 6 858,34 € HT
à : Monsieur KRIKNOFF Igor, 58240 LIVRY

Canton de VARENNES VAUZELLES

688 € sur une dépense subventionnable de 5 768,04 € HT
à : Monsieur PARADIS Cédric, 58640 VARENNES VAUZELLES

1 770,35 € sur une dépense subventionnable de 19 407,05 € HT
à : Madame MALKI Hafida, 58320 POUGUES LES EAUX

1 359 € sur une dépense subventionnable de 19 181,66 € HT
à : Monsieur BOEUF Laurent, 58640 VARENNES VAUZELLES

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

2 227 € sur une dépense subventionnable de 28 532 € HT
à : Monsieur MARZAC Hamad, 58640 VARENNES VAUZELLES

1 697 € sur une dépense subventionnable de 17 941,83 € HT
à : Madame URKAN Céline, 58640 VARENNES VAUZELLES

1 205 € sur une dépense subventionnable de 16 091,13 € HT
à : Madame BOUQUIN Severine, 58640 VARENNES-VAUZELLES

1 400 € sur une dépense subventionnable de 35 327,01 € HT
à : Monsieur GIRAUD VACHER Romain, 58640 VARENNES-VAUZELLES

1 000 € sur une dépense subventionnable de 12 000 € HT
à : Monsieur RODEMACQ Pierre, 58640 VARENNES-VAUZELLES

1 400 € sur une dépense subventionnable de 21 290,66 € HT
à : Monsieur BLONDEAU Mathieu, 58640 VARENNES-VAUZELLES

1 320 € sur une dépense subventionnable de 18 402,7 € HT
à : Monsieur D'AMARIE Christian, 58640 VARENNES-VAUZELLES

2 068 € sur une dépense subventionnable de 25 362,05 € HT
à : Monsieur MANVELIAN Manvel, 58640 VARENNES-VAUZELLES

576 € sur une dépense subventionnable de 3 520 € HT
à : Monsieur BREGNON Raymond, 58640 VARENNES-VAUZELLES

1 162 € sur une dépense subventionnable de 7 245,03 € HT
à : Monsieur DONATI Stéphane, 58640 VARENNES-VAUZELLES

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

Compte-rendu d'exercice de la délégation du Conseil départemental au Président pour l'octroi des subventions aux ménages dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG)

ANNEXE 3

Liste des bénéficiaires par canton
Volet Lutte contre l'Habitat Indigne
1er semestre 2021

Canton de LUZY

5 700 € sur une dépense subventionnable de 52 276,67 € HT
à : Madame ANTOINE Agnès, 58360 SAINT-HONORE-LES-BAINS

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

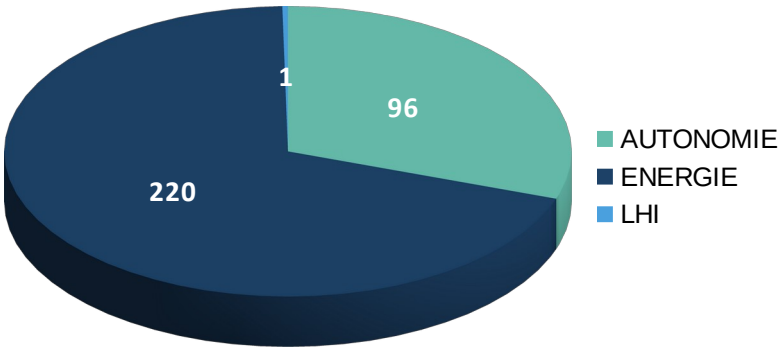
Compte-rendu d'exercice de la délégation du Conseil départemental au Président pour l'octroi des subventions aux ménages dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG)

ANNEXE 4

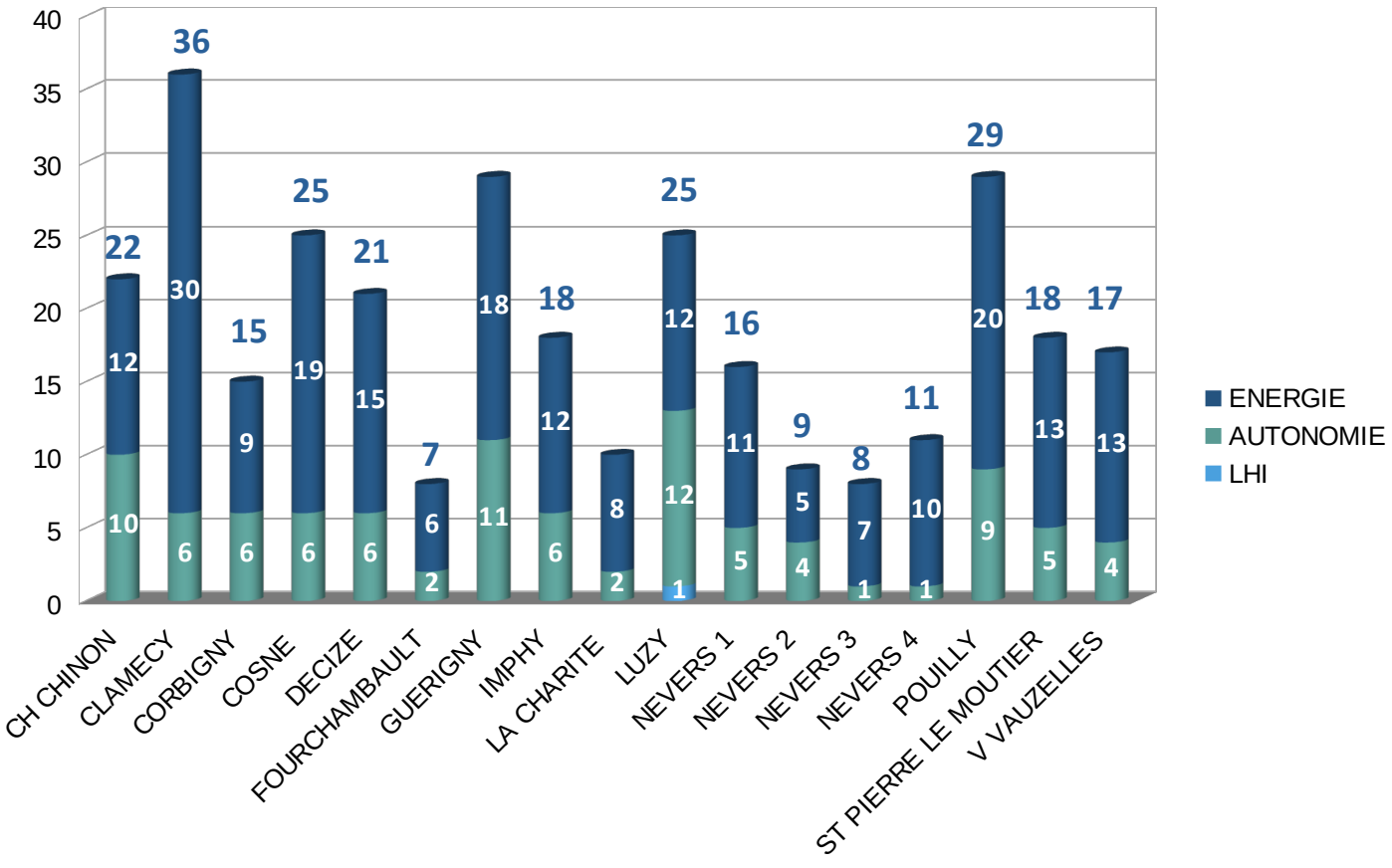
Subventions attribuées par le Conseil départemental dans le cadre du PIG sur la période du 1er janvier au 30 juin 2021

	AUTONOMIE	ÉNERGIE	HABITAT INDIGNE
NOMBRE DE DOSSIERS	96	220	1
TOTAL	**317**		

RÉPARTITION PAR TYPE DE DOSSIER



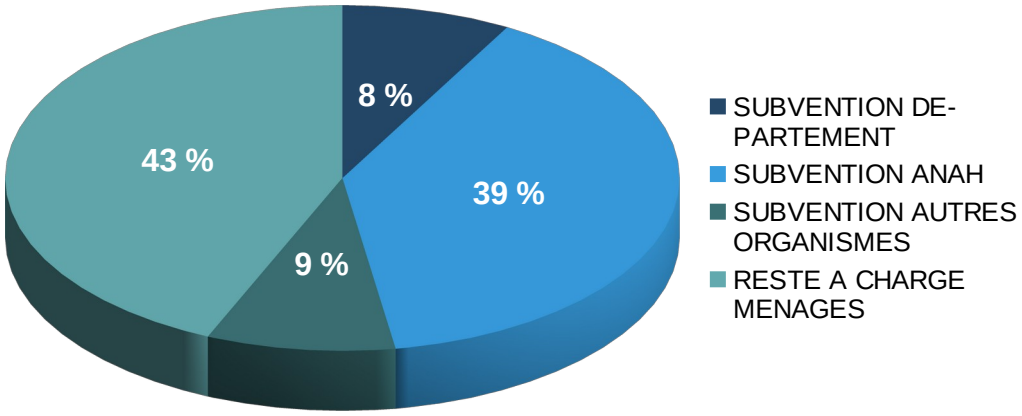
NOMBRE DE DOSSIERS PAR CANTON



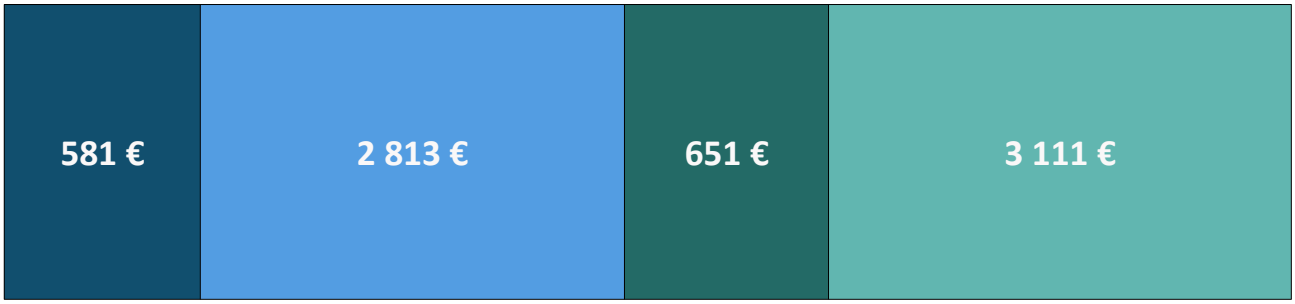
Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS PAR FINANCEUR (sur les 96 dossiers relevant de cette thématique traités par le Département entre le 1er janvier et le 30 juin 2021)

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX (TTC)	**686 978,17 €**	**100 %**
SUBVENTIONS DÉPARTEMENT	55 778,85 €	8,12 %
SUBVENTIONS ANAH	270 100,92 €	39,33 %
SUBVENTIONS AUTRES FINANCEURS*	62 468,81 €	9,10 %
RESTE À CHARGE POUR LES MÉNAGES	298 629,59 €	43,45 %



MONTANTS MOYENS ATTRIBUÉS PAR DOSSIER ET PAR FINANCEUR
(sur un montant moyen de travaux de **7 156 € TTC** par dossier relevant de cette thématique)



Pour un dossier « **Autonomie et maintien à domicile »** moyen s'élevant à **7 156 € TTC**, le total des subventions attribuées atteint la somme de **4 045 €**, soit **57 % du coût total TTC** des travaux réalisés par le ménage.

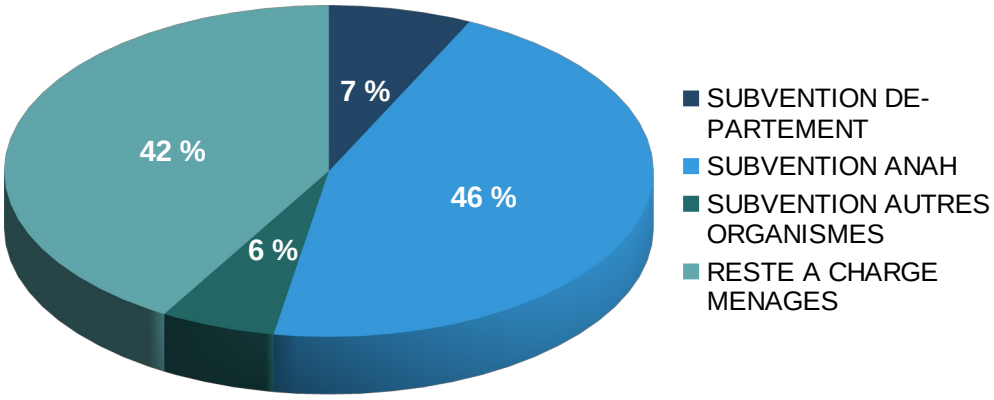
** CAISSE DE RETRAITE, ACTION LOGEMENT…*

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

RENOVATION ÉNERGÉTIQUE

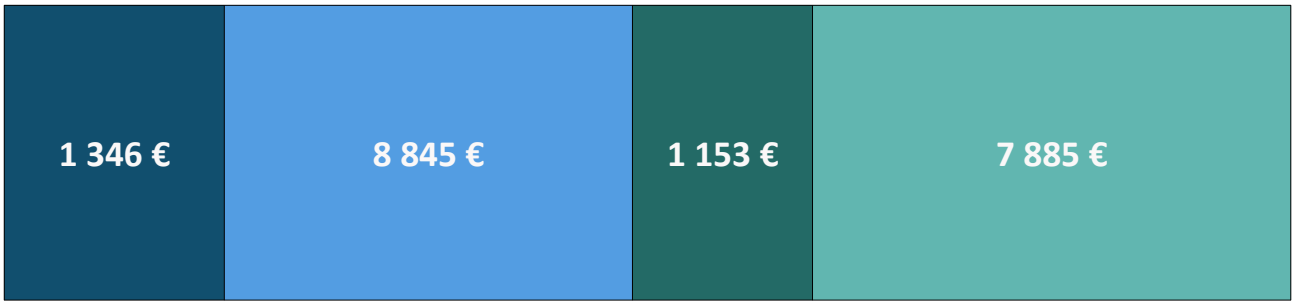
RÉPARTITION DES SUBVENTIONS PAR FINANCEUR (sur les 220 dossiers relevant de cette thématique traités par le Département entre le 1er janvier et le 30 juin 2021)

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX (TTC)	**4 230 563,61 €**	**100 %**
SUBVENTIONS DÉPARTEMENT	301 744,65 €	7 %
SUBVENTIONS ANAH	1 929 065,62 €	46 %
SUBVENTIONS AUTRES FINANCEURS*	242 418,60 €	6 %
RESTE À CHARGE POUR LES MÉNAGES	1 757 334,74 €	42 %



Les **travaux de rénovation** entrepris par les ménages permettent un **gain énergétique moyen** de **45,69 %**, le plus petit gain sur cette période étant de 26,02 % et le plus élevé de 80,49 %.

MONTANTS MOYENS ATTRIBUÉS PAR DOSSIER ET PAR FINANCEUR
(sur un montant moyen de travaux de **19 229 € TTC** par dossier relevant de cette thématique)



Pour un dossier « **Rénovation énergétique de l'habitat** » moyen s'élevant à **19 229 € TTC**, le total des subventions attribuées atteint la somme de **11 344 €**, soit **59 % du coût total TTC** des travaux réalisés par le ménage.

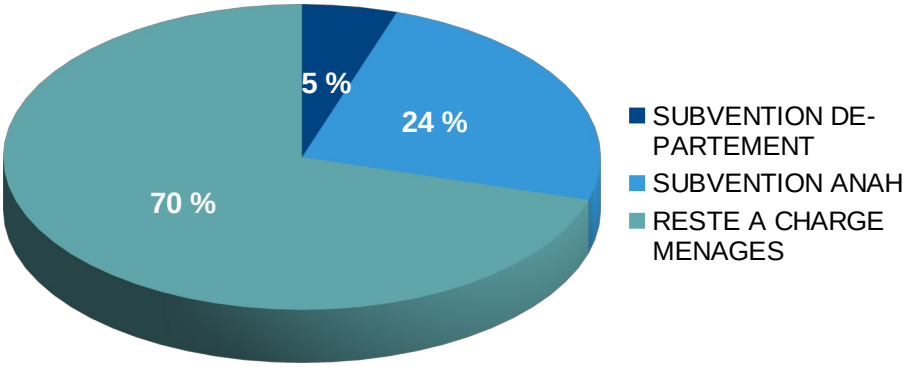
** : ACTION LOGEMENT, FNAME, PRIME SORTIE DE PASSOIRE ÉNERGÉTIQUE, CAISSE DE RETRAITE…*

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10384-DE

LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE (LHI)

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS PAR FINANCEUR (pour l'unique dossier relevant de cette thématique traité par le Département entre le 1er janvier et le 30 juin 2021)

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX (TTC)	**110 727,15 €**	**100%**
SUBVENTION DÉPARTEMENT	5 700 €	5 %
SUBVENTION ANAH	27 000 €	24 %
SUBVENTION AUTRES FINANCEURS	0 €	0 %
RESTE À CHARGE POUR LE MÉNAGE	78 027,15 €	70 %



Pour ce dossier « **Lutte contre l'Habitat Indigne** » s'élevant à **110 727,15 € TTC**, le total des subventions attribuées atteint la somme de **32 700 €**, soit **29 % du coût total TTC** des travaux réalisés par le ménage. Ceux-ci permettront un gain énergétique de **84,66** %.

Remarque :

Ce bilan fait référence à un total de 317 dossiers de demande de subvention, traités entre le 1er janvier et le 30 juin 2021, ce qui est supérieur au nombre de dossiers PIG habituellement traités sur un semestre (200 environ). Cela s'explique par une réorganisation de la mission Habitat au cours de l'année 2020 et l'absence d'un agent dédié à l'instruction de ces dossiers durant plusieurs mois. Les dossiers réceptionnés durant les 4 derniers mois de l'année 2020 ont ainsi été traités début 2021, et sont donc pris en compte dans ce bilan relatif au 1er semestre 2021.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10386-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 12

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : M. Fabien BAZIN

DELIBERATION

OBJET : RÈGLEMENT D'INTERVENTION "FABLAB - RÉSEAU NIÈVRE"

Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 9-Développement économique - Politique développement local

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **12** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU l'avis de la commission Attractivité,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE

- **DE VALIDER** le règlement d'intervention destiné aux « FABLAB EN RÉSEAU DANS LA NIÈVRE » afin de soutenir les structures "FabLab" et assimilées susceptibles de mener à bien des actions de médiation et d'accompagnement de projets autour de la fabrication numérique sur le département.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10386-DE

NIÈVRE le département

RÈGLEMENT D'INTERVENTION

DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Règlement à destination
DES "FABLAB" EN RÉSEAU DANS LA NIÈVRE

Soutien financier par subvention

CONTEXTE ET OBJECTIF

Le Conseil départemental avec son Service d'Accompagnement au Numérique (SAN), inaugure en 2015 le premier réseau départemental de "FabLab". Par cette action, il propose aux citoyens un accès unifié à des outils de pointe dans le domaine de la fabrication numérique, ainsi que la possibilité de s'initier à ceux-ci, d'une manière transversale et totalement territorialisée.

Les "FabLab" jouent un double rôle. D'une part, ces locaux équipés de technologies numériques de pointe **rendent possible la réalisation de projets dont la seule limite est celle de la créativité.** D'autre part, ces espaces constituent **un outil éducatif novateur et captivant qui permet de favoriser la résilience** des publics tout en leur faisant acquérir des compétences pratiques dans le domaine du numérique.

Après la mise en place de plusieurs espaces, impulsée par la collectivité départementale, d'autres lieux ont vu le jour, rejoignant alors ce mouvement collectif.

Pour tout nouvel entrant dans le réseau Fab'N'Lab, l'accès à ce groupement lui ouvre les portes vers plus de visibilité, une interopérabilité, du partage de ressources et de compétences.

En outre, depuis sa mise en place jusqu'à aujourd'hui, il est ressorti que les activités dans ces tiers-lieux, étaient un moteur d'accompagnement de nouveaux publics et un soutien d'initiatives sur le territoire (incubateur, démarches artistiques, tremplin pour le retour à l'emploi, éducation populaire,...).

Certaines structures souhaitent aujourd'hui mettre en fonctionnement de nouveaux ateliers pour répondre à de nouvelles demandes.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10386-DE

Des espaces membres, désirent sans doute mettre à jour et compléter leur équipement, d'autres, souhaitent rejoindre ce mouvement mais ne disposent pas encore des moyens techniques minimums pour rejoindre un socle commun.

Afin de répondre à cette évolution, dans le cadre de la **stratégie départementale d'émancipation numérique** portée par le Département et notamment sur le volet innovation, le Conseil départemental de la Nièvre, a défini un fond de soutien de 20 000 €.

L'usage de cette ligne budgétaire se fera sous forme d'attribution de subvention en faveur des espaces "FabLab" demandeurs sur le territoire, permettant ainsi de faire émerger ou de consolider le consortium d'espaces de fabrication numérique départemental.

Cette proposition, permettra notamment aux accompagnants d'initier des ateliers autour de l'impression 3D, de la découverte de l'électronique et de la domotique et robotique, du dessin vectoriel, de la programmation, ...

PROJETS ATTENDUS

Le présent règlement vise à soutenir les structures "FabLab" et assimilées susceptibles de mener à bien des actions de médiation et d'accompagnement de projets autour de la fabrication numérique sur le département, en les aidant au financement d'outils matériels permettant de mettre à jour, d'accroitre ou plus simplement démarrer des activités de "Makers", en lien avec la fabrication numérique.

BUDGET ET MODALITÉS

Pour l'année 2021, le budget global alloué à ces initiatives locales est de 20 000 €.

Les projets bénéficiaires sont accompagnés sous la forme d'une subvention nécessaire à la mise en place de nouvelles machines, pour de nouveaux ateliers.

Le budget de chaque projet présenté ne pourra être supérieur à 5 000 € TTC et le soutien départemental sera plafonné à 80 % du coût Hors Taxe (HT) de l'acquisition.

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITE

Les demandeurs doivent :

- s'inscrire dans un projet collectif.
- porter une structure répondant aux critères des "Fablab" en termes d'accueil, de médiation et d'ouverture-partages des projets.
- porter une structure domiciliée sur le territoire géographique du département de la Nièvre.
- avoir les ressources humaines nécessaires pour mener à bien les missions de médiation et d'accompagnement de projets numériques.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10386-DE

CRITÈRES DE SÉLECTION (barème de notation sur 100 pts)

Les critères de sélection des projets sont cumulativement :

L'efficience et la pertinence du projet, notamment par rapport à la stratégie d'émancipation numérique portée par le Département (volet innovation) **(/30pts).**

Le potentiel de retombées économiques et sociales, directes ou indirectes du projet, en matière de :

- Résilience économique du territoire (la manière dont le projet participe à la construction et au soutien économique) **(/10pts).**
- Développement des compétences, transmission sensibilisation au public (médiation) **(/30pts).**
- Développement des solidarités **(/10pts).**
- La maturité du projet et la faisabilité de son démarrage rapide face à l'aide accordée (viabilité et réalisme technique) **(/20pts).**

SOUTIEN DÉPARTEMENTAL

Le soutien de la collectivité départementale prendra la forme d'une subvention répondant à une aide à l'achat de nouveaux équipements de fabrication et de création pour des espaces de type "FabLAb".

Par ailleurs, au-delà de cette aide financière, le Département s'engage à venir en soutien des structures candidates dans le cadre d'accompagnements numériques visant au développement de nouvelles pratiques numériques au sein des tiers-lieux et autres EPN, qui pourront être menées en lien avec les médiateurs numériques du Département.

En contre partie, le porteur du projet devra s'engager à s'inscrire dans la dynamique du réseau départemental « Fab'N'Lab », à participer à sa promotion, à s'inscrire dans une dynamique collective en proposant des approches et des projets collaboratifs.

DÉPÔT DES DOSSIERS

Pour candidater, le porteur de projet doit transmettre son dossier par mail à
mediation.numerique@nievre.fr,
ou par voie postale à
« Service d'Accompagnement au Numérique » 14 bis rue Jeanne d'Arc, 58 000 Nevers.

Le candidat est également amené à formuler des engagements sociétaux à mettre en place en cas de sélection de son projet.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10386-DE

À noter que le dossier déposé doit permettre aux instructeurs d'avoir l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne compréhension et à l'instruction du projet à savoir :

- éléments de contexte et de diagnostic à l'origine du lancement du projet.
- objectifs du projet.
- partenariats envisagés.
- calendrier de mise en œuvre du projet.
- plus-values, si espace déjà existant.
- liste et prix de l'ensemble des équipements qui seront acquis dans le cadre de ce subventionnement.

Aucune instruction ne sera engagée sans ces éléments.

VERSEMENTS / DOTATION

L'aide sera versée en une fois, sous la forme d'un soutien financier par subvention.

Le versement sera effectué suite au retour des justificatifs (copies de factures acquittées).

CALENDRIER

Le dispositif est ouvert à partir du XX/XX/XXXX
La sélection des dossiers se fait au fil de l'eau, jusqu'à épuisement des fonds.

LES ÉVOLUTIONS

Sous réserve des évolutions et de l'analyse de l'impact et des futurs besoins, le règlement d'intervention prendra effet lors de sa validation par l'Assemblée départementale. Ce règlement pourra être révisé selon différents critères (efficacité, efficience, cohérence, gouvernance, partenariats territoriaux ...) pour l'améliorer et identifier les complémentarités et synergie à engager avec d'autres partenaires.

Ce règlement pourra être reconduit sur l'année suivante en fonction des orientations prises par la collectivité départementale.

CONTACT

Pour tous compléments d'information, les médiateurs numériques du Conseil départemental se tiennent à la disposition des porteurs des projets.
Ils peuvent être contactés par téléphone au 03 58 57 05 58
ou par mail à mediation.numerique@nievre.fr

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10386-DE

NOTE :

FabLab : Un fab lab {FabLab} (contraction de l'anglais fabrication laboratory, « laboratoire de fabrication ») est un tiers-lieu de type makerspace cadré par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et la FabFoundation en proposant un inventaire minimal permettant la création des principaux projets de fabrication numérique par, un ensemble de logiciels et solutions libres et open-sources, et une charte de gouvernance.
Les "FabLab" sont réunis en un réseau mondial très actif.

Makers : La culture maker (de l'anglais make, littéralement. "faiseur") est une culture (ou sous-culture) contemporaine constituant une branche de la culture Do it yourself (DIY) qu'on peut traduire en français par « faites-le vous-même » ; tournée vers la technologie et la création en groupe. La communauté des makers apprécie de prendre part à des projets orientés ingénierie. Les domaines typiques de ces projets sont ainsi l'électronique, la robotique, l'impression 3D et l'usage des machines-outils à commande numérique (CNC), mais également des activités plus traditionnelles telles que la métallurgie, la menuiserie, les arts traditionnels et l'artisanat.
EPN : (Espaces Publics Numériques) dont la mission première et l'initiation aux nouvelles technologies de l'information et de la communication par de bais d'ateliers d'initiation.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10389-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 13

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Mme Jocelyne GUERIN

DELIBERATION

OBJET : AVENANT PORTANT RECONDUCTION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A LA COORDINATION DEPARTEMENTALE DU RESEAU DES FRANCE SERVICES DE LA NIEVRE

Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 7-Aménagement et environnement - Politique développement local

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **13** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU le code général des collectivités territoriales et, en particulier, son article L3211-11 ,
VU la délibération du Conseil départemental de la Nièvre du 21 septembre 2020 relative au réseau France Services,
VU la convention d'objectifs et de moyens relative à la coordination départementale du réseau des France Services de la Nièvre conclue le 16 novembre 2020 avec la Fédération départementale des centres sociaux de la Nièvre,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,
VU l'avis de la Commission Attractivité proposant un avenant triennal à la convention,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE :

- **D'ATTRIBUER** à la Fédération départementale des centres sociaux de la Nièvre, au titre de l'exercice 2021, une aide d'un montant de 15 000 €, spécifiquement destinée à l'exercice de la mission de coordination départementale du réseau France Services au sens de la convention d'objectifs et de moyens conclue le 16 novembre 2020 entre la Fédération départementale des centres sociaux et le Département de la Nièvre ;

- **D'APPROUVER** les termes du projet ci-annexé d'avenant portant prolongation de ladite convention d'objectifs et de moyens ;

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10389-DE

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à prendre les actes nécessaires à la mise en œuvre de ce dispositif.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10389-DE

AVENANT N°1 PORTANT RECONDUCTION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A LA COORDINATION DEPARTEMENTALE DU RESEAU DES FRANCE SERVICES DE LA NIEVRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les orientations du département de la Nièvre en matière d'animation de la vie sociale et notamment la convention d'objectifs et de coopération conclue avec la Fédération des centres sociaux de la Nièvre pour la période 2019-2021,

VU la circulaire n°6094-SG du 1er juillet 2019 relative à la création de France Services,

VU la convention départementale des France Services de la Nièvre en date du 30 janvier 2020,

VU les délibérations du Conseil départemental de la Nièvre des 21 septembre 2020 et 27 septembre 2021 relatives au réseau France Services,

VU la convention d'objectifs et de moyens relative à la coordination départementale du réseau des France Services de la Nièvre conclue le 16 novembre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

ENTRE

Le Département de la Nièvre ci-après dénommé « *le Département* »
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par son président M. Fabien BAZIN dûment habilité par délibération du Conseil départemental de la Nièvre en date du 27 septembre 2021 ,

d'une part,

ET

La Fédération départementale des centres sociaux de la Nièvre, ci-après dénommée « *la Fédération* »
représentée par son président……..dûment habilité par décision du conseil d'administration en date du…….

d'autre part,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10389-DE

ARTICLE UNIQUE

L'article 5 – DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION est ainsi complété :

Les engagements des deux parties sont reconduits dans les mêmes conditions dans le cadre d'une période triennale couvrant les exercices 2021 à 2023.

Fait en deux exemplaires, à Nevers, le

Le Président du Conseil départemental de la Nièvre	Le Président de La Fédération départementale des centres sociaux de la Nièvre
Fabien BAZIN	Frédéric MESTRE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10390-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 14

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : M. Daniel BARBIER

DELIBERATION

OBJET : MODIFICATION DU REGLEMENT RELATIF AUX SUBVENTIONS AMENDES DE POLICE

Axe 4 Construire une vision partagée de la qualité de vie - Fonction 6-Réseaux et infrastructures - Politique autres infrastructures

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **14** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU l'avis de la commission Attractivité,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE :

- **D'APPROUVER** le projet de règlement relatif à la répartition du produit des amendes de police tel qu'annexé.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10390-DE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

REGLEMENT RELATIF A LA REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE

D'après le Code Général des Collectivités Territoriales (art. R2334-10 à 12), le conseil départemental est chargé de procéder à la répartition du produit des amendes de police relatives à la circulation routière revenant aux groupements de moins de 10.000 habitants et communes de moins de 10.000 habitants.

I – TRAVAUX ELIGIBLES

Les subventions attribuées au titre de la répartition des amendes de police excluent les travaux n'ayant pas de lien direct avec la sécurité (*ex. : travaux d'entretien ou de réparation de voiries et ouvrages d'art ; réseaux; aménagements paysagers).*

Sur la partie des travaux en lien avec la sécurité, seront uniquement pris en compte les éléments nouveaux et apportant une plus-value en terme de sécurité routière. Dans le cadre de l'analyse des dossiers, seront pris en considération les éléments statistiques relatifs à l'accidentologie du site (accidents corporels recensés, et tout élément relatif à l'existence d'accidents matériels recensés localement et que le maître d'ouvrage pourra préciser dans sa demande de subvention).

L'espace public doit être appréhendé dans sa globalité de fonctionnement. Aussi, les aménagements proposés résulteront d'une véritable réflexion prenant en compte les différentes catégories d'usagers (piétons, cyclistes, véhicules).

Peuvent être concernés les aménagements suivants : zone 30, îlots, dispositifs ralentisseurs, chicanes, pistes ou bandes cyclables, signalisation lumineuse, mise en place de plans de circulation… D'autres aménagements, plus ponctuels, peuvent également être concernés : aménagements de carrefours, d'arrêts de bus, mise en place de glissières de sécurité, de barrières de protection piétons au droit d'établissements publics…

En aucun cas, les aménagements éligibles ne sauraient résulter d'un défaut d'entretien du gestionnaire de la voirie (réparations, remplacements d'équipements …).

Tous les aménagements respecteront impérativement les normes en vigueur : largeur de trottoirs, de voies cyclables, hauteur des bordures, accessibilité pour personnes à mobilité réduite…

II – PRIORITES – TAUX DE SUBVENTION - PLAFONDS

Le montant maximum de la dépense subventionnable est de 40.000 € HT.

Les dossiers sont étudiés selon les priorités et taux définis dans le tableau ci-dessous :

Priorité	Critères	Taux de subvention
1	Routes avec un trafic ≥ 1000 véh./j Ou travaux à proximité d'un établissement scolaire, d'un établissement de personnes handicapées ou de personnes âgées	40 %
2	Routes avec un trafic < 1000 véh./j	20 %
3	Radars pédagogiques	40 % ou 20 % (selon critères priorités 1 et 2)
4	Dossiers des communes ayant déjà bénéficié d'une subvention au titre des amendes de police il y a moins de 5 ans	40 % ou 20 % (selon critères priorités 1 et 2)

S'il reste des crédits sur la dotation après examen des priorités 1 à 4, le reliquat sera réparti entre les dossiers retenus, au prorata du montant initial de la subvention.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10390-DE

III – INSTRUCTION DES DEMANDES

Cf. schéma de l'instruction en annexe.

La date limite de réception des demandes de subvention est fixée au **30 avril** de l'année n. Les demandes reçues après cette date seront instruites dans le cadre de la dotation de l'année n+1.

Les dossiers feront l'objet d'une première analyse par le SGR (Service Gestion de la Route) : complétude, analyse technique, calcul du montant subventionnable. Les compléments qui seraient demandés par le conseil départemental (pièces manquantes ou insuffisamment précises) devront être fournis par le maître d'ouvrage avant le 31 mai.

Afin de juger au mieux de la qualité des aménagements et de leur plus-value vis à vis de la sécurité routière, le conseil départemental invitera les maîtres d'ouvrage à présenter leurs projets à une commission. Cette commission, à rôle consultatif, est constituée :

- d'élus et techniciens du conseil départemental ;
- de représentants de l'union amicale des maires de la Nièvre ;
- de la Prévention Routière ;
- de la coordination sécurité routière de la préfecture.

Les subventions seront attribuées en septembre ou octobre par délibération de la commission permanente.

Les maîtres d'ouvrage seront informés par courrier du montant de la subvention accordée.

La délibération sera transmise à la préfecture, qui procédera au versement des subventions.

IV – PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER

Le dossier de demande de subvention, à envoyer à l'adresse suivante :

Conseil départemental de la Nièvre
Pôle Bâtiments Transports Infrastructures
Direction Adjointe des Infrastructures
Hôtel du Département
58039 NEVERS Cedex

sera constitué des pièces suivantes :

Le plan de situation
Matérialiser, sur un plan ou une carte à échelle et orientation définies, de façon claire et sobre, l'emplacement du projet. Les établissements ou monuments caractéristiques (école, mairie, église) pourront également être indiqués afin de faciliter le positionnement du projet ainsi que les grands axes routiers et directions.

Le plan avant travaux
L'échelle et l'orientation y seront notées. Ce plan fera ressortir fidèlement et avec précision, l'état actuel des lieux. On pourra y noter :

- les limites de chaussées, avec la dénomination de la voie et son numéro, les points de repère des extrémités de la section concernée, la cotation planimétrique et altimétrique éventuellement, les directions principales,
- les limites des trottoirs ou accotements avec la largeur et leur nature,
- le positionnement exact des bâtiments, entrées particulières, murets, clôtures, haies,
- les talus de déblais et de remblais et leur importance,
- tous les ouvrages d'assainissement pluvial et leurs caractéristiques ; fossés, aqueducs, ouvrages, bouches d'égouts, regards, descentes d'eau, bordures, caniveaux et demi-caniveaux (avec leurs type et nature),
- tous les ouvrages d'assainissement en eaux usées si un tel réseau existe,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10390-DE

- tout ce qui concerne les autres réseaux souterrains ou aériens (eau potable, gaz, E.D.F., P.T.T., télédistribution …),
- toute la signalisation verticale et horizontale, ainsi que tous les panneaux qui peuvent être présents sur les lieux,
- toute connaissance cadastrale si nécessaire,
- la présence végétale et mobilier urbain,
- tout élément nécessaire à l'élaboration du projet,
- une légende pourra aider à la compréhension du plan, la représentation des éléments devra respecter les signes conventionnels.

Des photographies pourront préciser les perspectives qui intégreront le futur projet.

Plan masse des travaux
Le plan avant travaux sert de support au plan masse des travaux qui présente le projet. Le projet doit être représenté à une échelle correspondant au plan support (échelle commune 1/500^{ième}, 1/200^{ième}, 1/100^{ième}, 1/1000^{ième}, 1/2000^{ième}, etc…).

Le graphisme du projet devra être différent du support et une légende est indispensable pour préciser la nature du trait ou la couleur, ainsi que la nature des matériaux à utiliser.

Tous les éléments du projet seront cotés et le sens d'écoulement des eaux pourra être indiqué.

Les profils en travers seront numérotés et positionnés perpendiculairement à l'axe de la voie.

Les profils en travers types
Ils devront présenter en élévation la coupe du projet où figureront les différentes formes, des éléments qui constitueront les trottoirs, îlots, chaussées, bordures, caniveaux, fossés, talus, etc… Les largeurs des voies, trottoirs, îlots, etc… seront également représentées, tout cet ensemble sera coté verticalement et horizontalement.

Sur ce profil, figureront également les différentes structures des chaussées, trottoirs, îlots… avec les épaisseurs et les natures.

Il y aura autant de profils en travers que de sections homogènes.

Le profil en long
Dans le cas de déclivités importantes ou caractéristiques, un profil en long pourra faire ressortir les pentes et rampes à partir de points d'axe repérés sur le plan.

Un devis ou une estimation détaillés envisagés de la dépense.
Afin de pouvoir calculer le montant subventionnable, il sera demandé un devis détaillé de l'entreprise retenue ou à défaut un détail estimatif des travaux.
Ces documents devront faire apparaître, pour chaque dénomination de prix, le descriptif, les quantités et le prix unitaire.

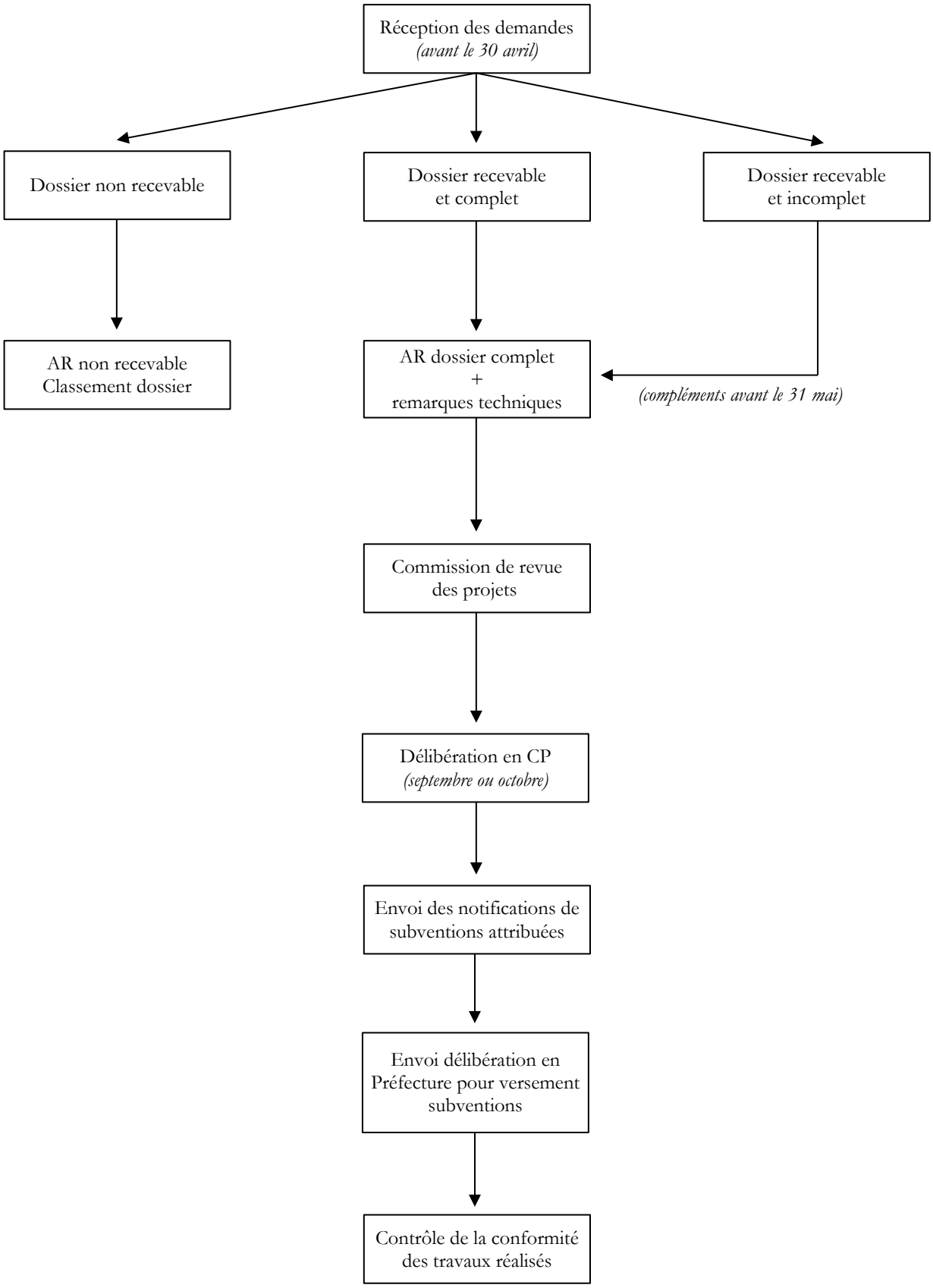
Un plan de financement.

Une délibération du Conseil Municipal approuvant le projet.

Les statuts de la communauté de communes (le cas échéant)

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10390-DE

ANNEXE : SCHEMA DE L'INSTRUCTION



Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10390-DE

REGLEMENT RELATIF A LA REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE

D'après le Code Général des Collectivités Territoriales (art. R2334-10 à 12), le conseil départemental est chargé de procéder à la répartition du produit des amendes de police relatives à la circulation routière revenant aux groupements de moins de 10.000 habitants et communes de moins de 10.000 habitants.

I – TRAVAUX ELIGIBLES

Les subventions attribuées au titre de la répartition des amendes de police excluent les travaux n'ayant pas de lien direct avec la sécurité (*ex. : travaux d'entretien ou de réparation de voiries ; réseaux; aménagements paysagers...).*

Sur la partie des travaux en lien avec la sécurité, seront uniquement pris en compte les éléments nouveaux et apportant une plus-value en terme de sécurité routière. Dans le cadre de l'analyse des dossiers, seront pris en considération les éléments statistiques relatifs à l'accidentologie du site (accidents corporels recensés, et tout élément relatif à l'existence d'accidents matériels recensés localement et que le maître d'ouvrage pourra préciser dans sa demande de subvention).

L'espace public doit être appréhendé dans sa globalité de fonctionnement. Aussi, les aménagements proposés résulteront d'une véritable réflexion prenant en compte les différentes catégories d'usagers (piétons, cyclistes, véhicules).

Peuvent être concernés les aménagements suivants : zone 30, îlots, dispositifs ralentisseurs, chicanes, pistes ou bandes cyclables, signalisation lumineuse, mise en place de plans de circulation… D'autres aménagements, plus ponctuels, peuvent également être concernés : aménagements de carrefours, d'arrêts de bus, mise en place de glissières de sécurité, de barrières de protection piétons au droit d'établissements publics… Enfin, sont subventionnables les travaux d'ouvrages d'art commandés par les exigences de la sécurité routière.

En aucun cas, les aménagements éligibles ne sauraient résulter d'un défaut d'entretien du gestionnaire de la voirie (réparations, remplacements d'équipements …).

Tous les aménagements respecteront impérativement les normes en vigueur : largeur de trottoirs, de voies cyclables, hauteur des bordures, accessibilité pour personnes à mobilité réduite…

II – PRIORITES – TAUX DE SUBVENTION - PLAFONDS

Le montant maximum de la dépense subventionnable est de 80.000 € HT.

Les dossiers sont étudiés selon les priorités et taux définis dans le tableau ci-dessous :

Priorité	Critères	Taux maximal de subvention
1	Routes avec un trafic ≥ 1000 véh./j Ou travaux à proximité d'un établissement scolaire, d'un établissement de personnes handicapées ou de personnes âgées	50 %
2	Travaux de réparation d'ouvrages d'art commandés par les exigences de la sécurité routière	50 %
3	Routes avec un trafic < 1000 véh./j	40 %
4	Radars pédagogiques	50 % ou 40 % (selon critères priorités 1 et 3)
5	Dossiers des communes ayant déjà bénéficié d'une subvention au titre des amendes de police il y a moins de 5 ans	50 % ou 40 % (selon critères priorités 1 à 4)

S'il reste des crédits sur la dotation après examen des priorités 1 à 5, le reliquat pourra être réparti entre les dossiers retenus, au prorata du montant initial de la subvention.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10390-DE

En fonction de la dotation annuelle notifiée au conseil départemental par la préfecture et des demandes de subventions déposées, les taux de subvention seront modulés dans les limites fixées par le présent règlement.

III – INSTRUCTION DES DEMANDES

Cf. schéma de l'instruction en annexe.

La date limite de réception des demandes de subvention est fixée au **30 avril** de l'année n. Les demandes reçues après cette date seront instruites s'il reste des crédits sur la dotation, sinon dans le cadre de la dotation de l'année n+1.

Les dossiers feront l'objet d'une première analyse par le service mobilités de la DPRM : complétude, analyse technique, calcul du montant subventionnable. Les compléments qui seraient demandés par le conseil départemental (pièces manquantes ou insuffisamment précises) devront être fournis par le maître d'ouvrage avant le 31 mai.

Afin de juger au mieux de la qualité des aménagements et de leur plus-value vis à vis de la sécurité routière, le conseil départemental présentera les dossiers complets réceptionnés à une commission. Cette commission, à rôle consultatif, est constituée :

- d'élus et techniciens du conseil départemental ;
- de représentants de l'union amicale des maires de la Nièvre ;
- de la Prévention Routière ;
- de la coordination sécurité routière de la préfecture.

Les subventions seront attribuées en septembre ou octobre par délibération de la commission permanente.

Les maîtres d'ouvrage seront informés par courrier du montant de la subvention accordée.

La délibération sera transmise à la préfecture, qui procédera au versement des subventions.

IV – PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER

Le dossier de demande de subvention, à envoyer à l'adresse suivante :

Conseil départemental de la Nièvre
Direction Générale Adjointe de l'Aménagement et du Développement des Territoires
Direction du Patrimoine Routier et des Mobilités
Hôtel du Département
58039 NEVERS Cedex

sera constitué des pièces suivantes :

Le plan de situation
Matérialiser, sur un plan ou une carte à échelle et orientation définies, de façon claire et sobre, l'emplacement du projet. Les établissements ou monuments caractéristiques (école, mairie, église) pourront également être indiqués afin de faciliter le positionnement du projet ainsi que les grands axes routiers et directions.

Le plan avant travaux
L'échelle et l'orientation y seront notées. Ce plan fera ressortir fidèlement et avec précision, l'état actuel des lieux. On pourra y noter :

- les limites de chaussées, avec la dénomination de la voie et son numéro, les points de repère des extrémités de la section concernée, la cotation planimétrique et altimétrique éventuellement, les directions principales,
- les limites des trottoirs ou accotements avec la largeur et leur nature,
- le positionnement exact des bâtiments, entrées particulières, murets, clôtures, haies,
- les talus de déblais et de remblais et leur importance,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10390-DE

- tous les ouvrages d'assainissement pluvial et leurs caractéristiques ; fossés, aqueducs, ouvrages spéciaux d'égouts, regards, descentes d'eau, bordures, caniveaux et demi-caniveaux (avec leurs type et nature),
- tous les ouvrages d'assainissement en eaux usées si un tel réseau existe,
- tout ce qui concerne les autres réseaux souterrains ou aériens (eau potable, gaz, E.D.F., opérateurs de télécommunication., télédistribution …),
- toute la signalisation verticale et horizontale, ainsi que tous les panneaux qui peuvent être présents sur les lieux,
- toute connaissance cadastrale si nécessaire,
- la présence végétale et mobilier urbain,
- tout élément nécessaire à l'élaboration du projet,
- une légende pourra aider à la compréhension du plan, la représentation des éléments devra respecter les signes conventionnels.

Des photographies pourront préciser les perspectives qui intégreront le futur projet.

Plan masse des travaux
Le plan avant travaux sert de support au plan masse des travaux qui présente le projet. Le projet doit être représenté à une échelle correspondant au plan support (échelle commune 1/500ième, 1/200ième, 1/100ième, 1/1000ième, 1/2000ième, etc…).

Le graphisme du projet devra être différent du support et une légende est indispensable pour préciser la nature du trait ou la couleur, ainsi que la nature des matériaux à utiliser.

Tous les éléments du projet seront cotés et le sens d'écoulement des eaux pourra être indiqué.

Les profils en travers seront numérotés et positionnés perpendiculairement à l'axe de la voie.

Les profils en travers types
Ils devront présenter en élévation la coupe du projet où figureront les différentes formes, des éléments qui constitueront les trottoirs, îlots, chaussées, bordures, caniveaux, fossés, talus, etc… Les largeurs des voies, trottoirs, îlots, etc… seront également représentées, tout cet ensemble sera coté verticalement et horizontalement.

Sur ce profil, figureront également les différentes structures des chaussées, trottoirs, îlots… avec les épaisseurs et les natures.

Il y aura autant de profils en travers que de sections homogènes.

Le profil en long
Dans le cas de déclivités importantes ou caractéristiques, un profil en long pourra faire ressortir les pentes et rampes à partir de points d'axe repérés sur le plan.

Un devis ou une estimation détaillés envisagés de la dépense.
Afin de pouvoir calculer le montant subventionnable, il sera demandé un devis détaillé de l'entreprise retenue ou à défaut un détail estimatif des travaux.
Ces documents devront faire apparaître, pour chaque dénomination de prix, le descriptif, les quantités et le prix unitaire.

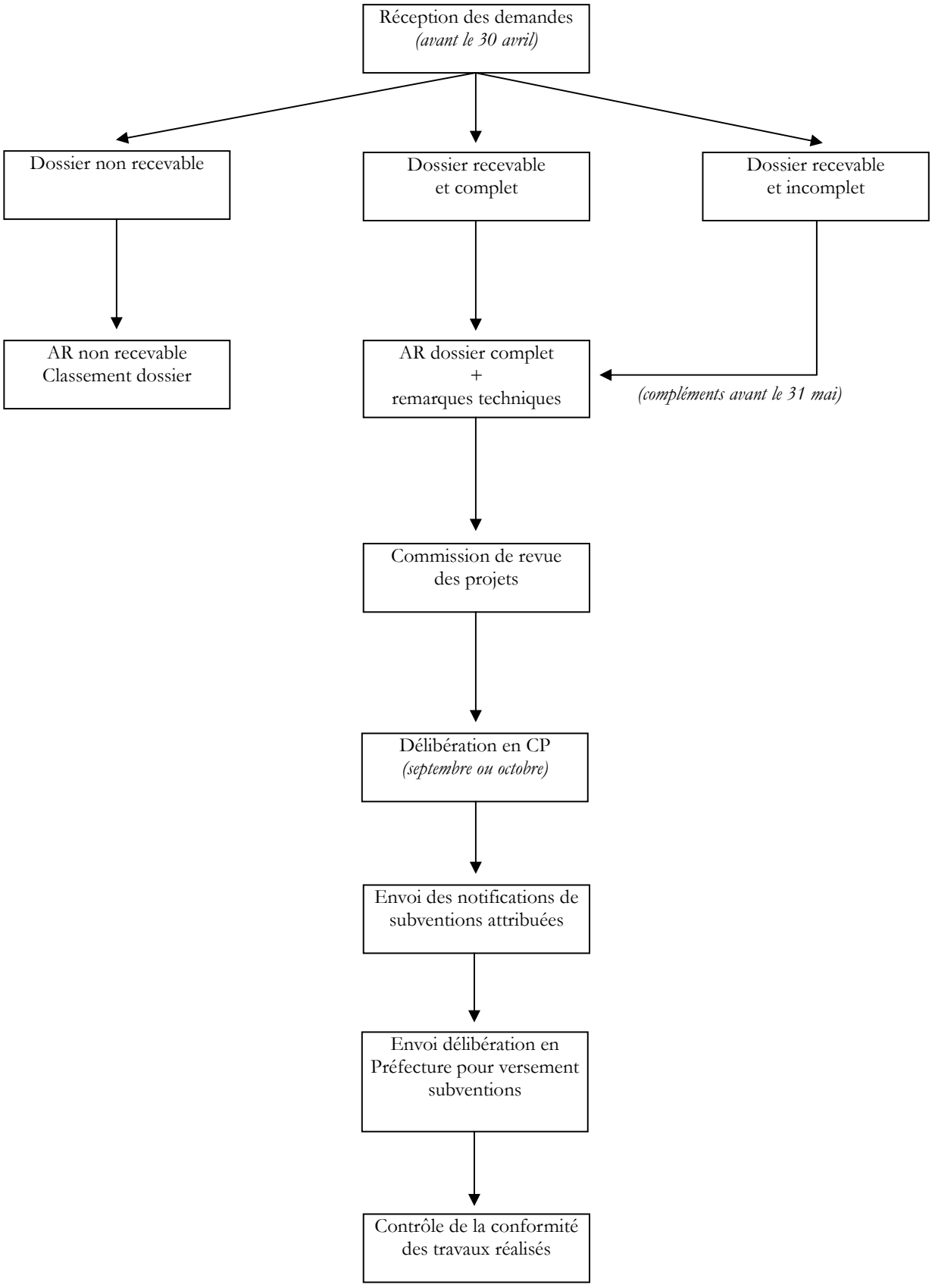
Un plan de financement.

Une délibération du Conseil Municipal approuvant le projet.

Les statuts de la communauté de communes (le cas échéant)

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10390-DE

ANNEXE : SCHEMA DE L'INSTRUCTION



Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 15

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : Mme Joëlle JULIEN

DELIBERATION

OBJET : POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES

- Fonction 0-Services généraux - Politique ressources humaines

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **15** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU l'amendement au rapport n°15 « Politique Ressources Humaines » proposé par la commission Finances et Moyens Généraux et voté à l'unanimité par l'Assemblée départementale le 27 septembre 2021,
VU l'avis de la Commission Finances et Moyens Généraux,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE:

- **DE CREER** 4 emplois de collaborateurs de Cabinet.

- **DE CREER :**
  - *3 postes de psychologue*
  - *2 postes d'assistant socio éducatif (éducateurs volants)*
  - *1 poste d'infirmièr(e), 1 poste d'assistant socio-éducatif et 1 poste d'attaché par la voie de contrat de projet*
  - *1 poste de technicien*
  - *1 poste d'ingénieur*

Ces postes pourront être pourvus par la voie contractuelle.

- **D'AUTORISER** le recrutement de 10 personnes maximum par la voie de contrats uniques d'insertion Parcours Emploi Compétences, pour un temps de travail hebdomadaire de 20 heures et rémunérés au SMIC.

- **DE VALIDER** les transformations de poste figurant en annexe du présent rapport.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

- **D'ACCEPTER** la demande de remise gracieuse de dette de Mme C.

- **DE PORTER** la capacité d'accueil à 15 apprentis par an, cf. l'amendement ci-joint.

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

SUPPRESSION / CREATION DE POSTES
SESSION SEPTEMBRE 2021

CREATION DE POSTE				SUPPRESSION DE POSTE			
Nombre de poste	Cadre d'emploi / grade	Indice majoré (début et fin de grille)	Fonction	Nombre de poste	Cadre d'emploi / grade	Indice majoré (début et fin de grille)	Fonction
Filière administrative							
5	Adjoint administratif	330/382	Agent instructeur RSA/ secretaire des élus / Assistante de directon/Secrétaire site/ Agent comptable	3	Adjoint administratif	330/382	secretaire des élus/ Secrétaire site/agent comptable
2	Attaché	390/673	Responsable de l'archivage électronique / Chargé de mission fonds européens	1	Adjoint administratif principal 1er classe	350/473	Instructeur RSA
1	Attaché principal		Directrice de la parentalité	1	Rédacteur	343/503	Responsable de l'archivage électronique
				1	Rédacteur principal 2e classe	356/534	Conseiller transport
				2	Attaché	390/673	Coordonateur territoire
				1	Attaché principal	500/821	Chargé des grands proje
Filière technique							
10	Adjoint technique	330/382	Agents des routes / agent d'exploitation canal / agent d'entretien /NTM	4	Adjoint technique	330/382	Agents des routes / age d'exploitation canal / age d'entretien
1	Adjoint technique principal 2ème classe	332/420	Agents des routes / agent d'exploitation canal / agent d'entretien	2	Adjoint technique principal 2ème classe	332/420	Agents des routes / age d'exploitation canal / age d'entretien

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

SUPPRESSION / CREATION DE POSTES
SESSION SEPTEMBRE 2021

Nombre de poste	Cadre d'emploi / grade	Indice majoré (début et fin de grille)	Fonction
5	Adjoint technique des établissements d'enseignement	330/382	Chefs cuisiniers / Cuisinier conseil/ agent de maintenance
1	Adjoint technique principal de 1ère classe des établissements d'enseignement	350/473	Agent d 'entretien
1	Technicien principal 2e classe	389/638	Gestionnaire du domaine public
2	Ingénieur	390/673	Chargé(e) de mission adaptation changement climatique
2	Ingénieur principal	519/821	Adjoint au DGS/coordonateur territoire

Nombre de poste	Cadre d'emploi / grade	Indice majoré (début et fin de grille)	Fonction
2	Adjoint technique principal 1ere classe		Agents des routes / agent d'exploitation canal / agent d'entretien
4	Agent de maîtrise	335/476	Chefs cuisiniers / Cuisinier conseil/ Agent du courrier
1	Agent de maîtrise principal	352/503	Chef d'équipe
1	Technicien	343/503	Gestionnaire domaine public
2	Technicien principal 2eme classe	389/638	Mécanicien NTM
2	Ingénieur principal	519/821	Chef atelier NTM/Directeur
1	Adjoint technique des établissements d'enseignement	330/382	Agent de maintenance

Direction des Ressources Humaines
Service des Parcours professionnels

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

SUPPRESSION / CREATION DE POSTES
SESSION SEPTEMBRE 2021

Nombre de poste	Cadre d'emploi / grade	Indice majoré (début et fin de grille)	Fonction	Nombre de poste	Cadre d'emploi / grade	Indice majoré (début et fin de grille)	Fonction
				2	Adjoint technique principal de 2e classe des établissements d'enseignement	332/420	Agent d'entretien/ Second de cuisine
Filière médico-sociale							
4	Assistant socio éducatif	390/592	Assistante sociale/ Educateur	4	Assistant socio éducatif	390/540	Assistante sociale/ Educateur
1	Infirmiere en soins généraux de classe normale	445/587		1	Infirmiere en soins généraux hors classe	422/627	
1	Cadre de santé paramédical	460/652	Responsable d'Unité PMI	1	Puéricultrice hors classe	436/658	Responsable d'Unité PMI
TOTAL	**36**			**TOTAL**	**36**		

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

NIÈVRE le département

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ · ÉGALITÉ · FRATERNITÉ

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE LA NIEVRE

VU la convention de mise à disposition en date du 9 avril 2021 passée entre le Département de la Nièvre et la Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Nièvre ;
Vu la demande de réintégration demandée par Madame Claire ALLEXANT CONTANT à compter du 15 juin 2021 ;
Vu la demande de mise à disposition en date du 22 juillet 2021 présentée par Madame Géraldine ZIMMERMANN pour une prise d'effet à compter du 20 septembre 2021;

ARTICLE UNIQUE : A compter du 15 juin 2021, Madame Claire ALLEXANT CONTANT n'est plus concernée par la convention en date du 9 avril 2021 précitée.
A compter du 20 septembre 2021, les dispositions de la convention en date du 9 avril 2021 sont appliquées à Madame Géraldine ZIMMERMANN pour une durée de 3 ans renouvelable.

Fait en deux exemplaires

à NEVERS, le

Le Président de la MDPH

Le Président du conseil départemental de la Nièvre

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE AU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC «MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE LA NIEVRE»

Entre les soussignés :

Le Département de la Nièvre, sis Hôtel du Département – 58039 NEVERS cedex, représenté par le Président en exercice du conseil départemental, Monsieur Alain LASSUS, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil départemental en date du 26 novembre 2018, dénommé ci-après **«Le Département»**

d'une part,

Et le **Groupement d'Intérêt Public «Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Nièvre»** sis 11 rue Emile Combes – 58028 NEVERS cedex, représenté par son Président en exercice, Monsieur Alain LASSUS, dûment habilité à signer la présente convention par délibération de la Commission Exécutive en date du 9 avril 2021, dénommé ci-après **« MDPH »**

d'autre part,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 61-1, modifié par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 33 ;
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics ;
Vu la convention constitutive du Groupement d'intérêt public dénommé «Maison départementale des personnes handicapées de la Nièvre» du 14 décembre 2005 ;
Vu l'accord de Mesdames Claire ALLEXANT-CONTANT, Marie-Laure BOLTOT, Marie-Pierre DUCHEMIN, Sandrine DESSAUNY, Dominique HOFFMANN, Isabelle LACORNE, Agnès LOUIS et Martine ZENNER afin d'être mises à disposition du **Groupement d'Intérêt Public «Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Nièvre»** ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : Objet et durée de la mise à disposition
Le Département proroge la mise à disposition au **Groupement d'Intérêt Public «Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Nièvre» (MDPH)** de Mesdames Claire ALLEXANT-CONTANT, Marie-Laure BOLTOT, Marie-Pierre DUCHEMIN, Dominique HOFFMANN, Isabelle LACORNE,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

Agnès LOUIS et Martine ZENNER, à compter du 1er janvier 2020 et ce pour une durée de 3 ans renouvelable et Madame Sandrine DESSAUNY à compter du 1er février 2021.

Durant cette mise à disposition, les agents relèvent toujours des effectifs du Département et sont soumis de ce fait aux droits et obligations des agents de la fonction publique territoriale.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Pendant le temps de mise à disposition, Mesdames Claire ALLEXANT-CONTANT, Marie-Laure BOLTOT, Marie-Pierre DUCHEMIN, Sandrine DESSAUNY, Dominique HOFFMANN, Isabelle LACORNE, Agnès LOUIS et Martine ZENNER sont placées sous l'autorité hiérarchique du Président de la MDPH qui fixe les conditions de travail des intéressées telles que définies dans le règlement intérieur du **Groupement d'Intérêt Public «Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Nièvre»**, contrôle et assume la responsabilité des missions exercées.

Toute absence (maladie, congé de formation, accident du travail, grève...) doit être signalée dans les 24 heures au **Département** par la MDPH qui adresse un état, dûment signé par la directrice de la MDPH, précisant la nature, la durée prévue et la date de début de l'absence. En cas d'arrêt de travail pour raisons médicales, il est nécessaire de joindre un certificat d'arrêt de travail. Le Département doit être informé de tout arrêt de maladie ordinaire, accident du travail et demande de maladie professionnelle.

Les décisions relatives aux conditions de travail et aux congés annuels relèvent et sont gérées de et par la MDPH.

Les décisions relatives aux formations demandées par la MDPH sont prises par le G.I.P. qui en assure par ailleurs le financement.

Les décisions relatives aux congés de formation tels que définis par le décret 2007-1845 sont prises par le Département.

Dans le cadre de leurs missions, les agents mis à disposition bénéficient, en matière d'assurance, des garanties statutaires du personnel du **Département** et sont soumis aux mêmes droits et obligations que les agents qui exercent leurs fonctions au **Département.**

Les agents mis à disposition restent bénéficiaires de l'ensemble de l'action sociale du Département.

ARTICLE 3 : Rémunération

Versement :

Le **Département** verse à Mesdames Claire ALLEXANT-CONTANT, Marie-Laure BOLTOT, Marie-Pierre DUCHEMIN, Sandrine DESSAUNY, Dominique HOFFMANN, Isabelle LACORNE, Agnès LOUIS et Martine ZENNER la rémunération correspondant à leur situation administrative.
Le **Département** verse aux agents concernés la rémunération correspondante, sur la base de l'échelon et du grade détenus. Les agents conservent le RIFSEEP afférent à leur grade et fonction, et la NBI le cas échéant

Les agents sont par ailleurs intégralement indemnisés, par leur employeur d'accueil, des frais et sujétions auxquels ils s'exposent dans le cadre de leurs fonctions.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

En cas de congés pour accident de travail ou maladie professionnelle, la rémunération est supportée par le **Département**.

Les agents mis à disposition de la MDPH bénéficient du suivi et de la prise en charge financière par le Département de la médecine professionnelle appliquée aux agents du **Département**.

Remboursement :

En application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 (article 61-1) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics, la MDPH rembourse au **Département** la rémunération (traitement indiciaire et régime indemnitaire NBI) des agents mis à disposition ainsi que les cotisations et contributions afférentes, y compris en cas de congé de maladie ordinaire ou de congé de formation professionnelle. Un état détaillé par agent, (y compris pour les agents mis à disposition à titre gracieux), récapitulant l'intégralité du salaire (y compris charges salariales et patronales) sera transmis à l'appui des demandes de remboursement ; il en sera de même pour les prévisions budgétaires à intégrer au moment de l'élaboration du budget du **Groupement d'Intérêt Public «Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Nièvre».**

Sont mises à disposition à titre gracieux mesdames :
-Agnès LOUIS adjoint administratif principal 2éme classe
-Martine ZENNER rédacteur principal 1ere classe
-Sandrine DESSAUNY adjoint administratif principal 2éme classe .

Le remboursement par la MDPH s'effectuera en deux versements semestriels.

ARTICLE 4 : Carrière des agents mis à disposition

L'évaluation professionnelle des agents est de la responsabilité de la Directrice du **Groupement d'intérêt public dénommé «Maison départementale des personnes handicapées de la Nièvre»** et transmise au **Département**. Ces évaluations s'effectuent de façon à pouvoir être prises en compte pour la gestion de la carrière des agents mis à disposition et leur évolution. L'entretien est mené par le supérieur hiérarchique qui établit le compte-rendu, lequel est transmis à l'agent et à la collectivité d'origine.

Les fonctionnaires mis à disposition continuent de bénéficier des conditions appliquées à l'ensemble des agents du Département pour leur déroulement de carrière.
De façon à pouvoir exercer pleinement le suivi de la carrière des agents mis à sa disposition, le **Groupement d'intérêt public dénommé «Maison départementale des personnes handicapées de la Nièvre»,** en la personne de sa directrice et dans le cadre du RGPD, est destinataire des pièces administratives strictement nécessaires.

Par ailleurs, le Président du **Département** ayant pouvoir de nomination sur les fonctionnaires mis à disposition, exerce le pouvoir disciplinaire.

ARTICLE 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition des agents peut prendre fin, outre le terme prévu à l'article 1 de la présente convention, avant le terme fixé à la demande de(s) intéressé(e)s, du Département ou de la MDPH par

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

lettre recommandée avec accusé réception, en respectant un préavis de 3 mois. En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition.

Au terme de leur mise à disposition, les agents sont réaffectés dans un emploi du **Département** correspondant à leurs grade et cadre d'emplois, dans le respect des textes en vigueur et sous réserve d'un poste disponible.

ARTICLE 6 : La présente convention sera annexée à l'arrêté individuel de mise à disposition pris pour chaque agent.

ARTICLE 7 : Renouvellement de la convention de mise à disposition

La présente convention de mise à disposition d'une durée de 3 ans est renouvelable par reconduction tacite.

ARTICLE 8 : Modifications de la convention

Toute modification des clauses de la présente convention nécessitera la rédaction d'un avenant ou le cas échéant d'une nouvelle convention.

ARTICLE 9 : Contentieux

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du tribunal administratif compétent.

Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettent en œuvre la procédure de règlement amiable suivante :

- la partie la plus diligente adresse à l'ensemble des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, un mémoire comportant l'énoncé et la motivation du différend ;
- les autres parties disposent d'un délai d'un mois à compter de la réception de ce mémoire pour y répondre ;
- à l'issue de ce délai ou à réception du mémoire en réponse, la partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal.

Fait à Nevers, le 0 9 AVR 2021

P°/ Le Président de la MDPH
Le Vice-Président ,

mdph nièvre de la NIÈVRE

M. Fabien BAZIN

Le Président du conseil départemental
de la Nièvre

DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

M. Alain LASSUS

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

NIÈVRE le département

PAYS NIVERNAIS MORVAN

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA NIÈVRE

au

PAYS NIVERNAIS MORVAN

Entre les soussignés :

Le Département de la Nièvre, sis Hôtel du Département – 58039 NEVERS cedex, représenté par le Président en exercice du conseil départemental, Monsieur Alain LASSUS, dûment habilité à signer la présente convention, dénommé ci-après «**Le Département**»

d'une part,

Et le Pays Nivernais Morvan, sis 1 Rue du Petit Fort – 58800 CORBIGNY, représenté par son Président en exercice, Monsieur Christian PAUL, dûment habilité à signer la présente convention, dénommée ci-après **« Le Pays Nivernais Morvan »**

d'autre part,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 61-1, modifié par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 33 ;
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics ;
Vu l'accord de Madame Anne ALGRET-GEORGES ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : Objet et dispositions générales

Le Département met à disposition du **Pays Nivernais Morvan**, à compter du 1er janvier 2021, et pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2023, Madame Anne ALGRET-GEORGES, pour exercer les missions de Directrice. La résidence administrative de l'agent mise à disposition est CORBIGNY.

ARTICLE 2 : Ressources mises à disposition

Cette mise à disposition s'effectue sur la base d'un poste à temps complet. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour une période de 3 ans, sauf dénonciation par l'une des parties moyennant

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. La convention de mise à disposition tacitement reconduite comportera les mêmes clauses et conditions que la précédente.

La présente convention de mise à disposition sera concrétisée par un arrêté individuel nominatif de mise à disposition auprès du **Pays Nivernais Morvan** émanant du Président du Conseil Départemental de la Nièvre, après accord de l'intéressée.

ARTICLE 3 : Modalités de remboursement

Le Pays Nivernais Morvan rembourse au **Département,** selon une périodicité semestrielle : l'un au 30 juin, l'autre au 15 décembre de chaque année, à réception du titre de recette, l'ensemble des charges concernant l'agent mis à disposition :

. Rémunérations (traitement indiciaire et régime indemnitaire) et charges sociales, sauf en cas de maladies professionnelles, d'accidents de travail et allocations temporaires d'invalidité ;
. Autres dépenses au titre de l'action sociale ;
. Autres charges du personnel (notamment médecine de prévention, médecin agréé,...).

En dehors des remboursements de frais, le **Pays Nivernais Morvan** peut verser une indemnité de sujétion à l'agent mise à disposition conformément aux dispositions de l'article 9 du décret n° 2008-580 susvisé, au regard des responsabilités prévues par sa fiche de poste.

ARTICLE 4 : Organisation du travail

Le Pays Nivernais Morvan fixe les conditions de travail, les horaires et les congés. Il contrôle et assume la responsabilité des missions exercées.

ARTICLE 5 : Modalité de gestion

La situation administrative de l'intéressée est la suivante :

- ***Rémunération***

Le Département continue de rémunérer l'agent mise à disposition, sur la base du contrat d'engagement. Celle-ci conserve le régime indemnitaire et les primes afférents à ses grade et fonction.

- ***Frais de déplacement***

Le remboursement des frais de déplacement est à la charge du **Pays Nivernais Morvan.**

- ***Congés***

Toute absence (maladie, congé de formation, accident du travail, grève...) doit être signalée dans les 24 heures au **Département** par le **Pays Nivernais Morvan** qui adresse un état, dûment signé par une personne habilitée, précisant la nature, la durée prévue et la date de début de l'absence. En cas d'arrêt de travail pour raisons médicales, il est nécessaire de joindre un certificat d'arrêt de travail.

Les décisions relatives aux conditions de travail, aux congés annuels, aux congés de maladie ordinaire, aux arrêts pour accidents de service ou maladie professionnelles sont prises par le **Pays Nivernais Morvan.**

Les décisions relatives aux congés de formation (relatifs à la mise en œuvre du compte personnel de formation – CPF) sont prises par le **Département**.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

Les décisions relatives aux formations demandées par le **Pays Nivernais Morvan** sont prises par le **Pays Nivernais Morvan** qui en assure par ailleurs le financement. Le cas échéant l'agent pourra bénéficier de formation du CNFPT si celle-ci apporte une compétence ou un complément de compétence à sa fonction au sein de l'agence.

- ***Entretien professionnel annuel***

L'évaluation professionnelle de l'agent est de la responsabilité du **Pays Nivernais Morvan** et transmise au **Département**. Cette évaluation s'effectue de façon à pouvoir être prise en compte pour la gestion de la carrière de l'agent mise à disposition et son évolution.

De façon à pouvoir exercer pleinement le suivi de la carrière de l'agent mise à sa disposition, le **Pays Nivernais Morvan,** en la personne de son Président et dans le cadre de la RGPD, est destinataire des pièces administratives afférentes, notamment les arrêtés de mise à disposition et de l'évolution de carrière.

- ***Pouvoir disciplinaire***

Le **Département** conserve le pouvoir disciplinaire. En cas de manquement, aux obligations de l'agent, le **Pays Nivernais Morvan** saisit par un rapport le **Département** qui instruit, le cas échéant, la procédure disciplinaire.

ARTICLE 6 : Protection fonctionnelle

Le **Département** continue d'assurer la protection fonctionnelle de l'agent mise à disposition.
Sous réserve de faute personnelle, le **Département** continue de protéger les agents victimes d'agression ou de dommage du fait de leur fonction. L'agent mise à disposition a les mêmes droits et obligations que celui qui exerce ses fonctions au **Département**.

ARTICLE 7 : Fin de la mise à disposition

Il pourra être mis fin à la mise à disposition de l'agent, moyennant un préavis de 3 mois :

- avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de l'intéressée, du **Département** ou du **Pays Nivernais Morvan,**
- de plein droit lorsqu'un emploi budgétaire correspondant aux fonctions exercées par l'intéressée est créé ou devient vacant au sein du **Pays Nivernais Morvan,**
- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention

A la fin de la mise à disposition, l'intéressée sera réaffectée au **Département** selon les termes de son contrat d'engagement.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition.

ARTICLE 8 : Contentieux

En cas de litige né à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution à l'amiable pour régler le différend. En cas d'échec, la partie la plus diligente devra saisir le tribunal administratif de Dijon sis 22 rue d'Assas.

ARTICLE 9 : La présente convention sera annexée à l'arrêté de mise à disposition individuel pris pour l'agent.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

Fait à Nevers, le 30 JUIN 2021

Le Président du Pays Nivernais Morvan

PAYS NIVERNAIS MORVAN
rue du petit fort 58800 Corbigny
03 86 22 45 51
SIRET 200 051 548 00028

Christian PAUL

Le Président du conseil départemental de la Nièvre

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation
Le Directeur Général des Services

Alain LASSUS

François KARINTHI

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10392-DE

AMENDEMENT AU RAPPORT N°15 – POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES – SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2021

Il vous est proposé d'ajouter au rapport le point suivant :

« En 2013, les demandes croissantes de jeunes voulant s'engager en apprentissage et le souhait de la collectivité de contribuer à ce dispositif, avaient conduit notre assemblée à permettre l'accueil dans nos services de 10 apprentis par an. Aujourd'hui, au regard des besoins des services sur des métiers en tension, principalement dans le secteur social, et de l'engagement de la collectivité pour l'insertion des personnes en situation de handicap notamment via l'apprentissage, il vous est proposé de porter cette capacité d'accueil à 15 apprentis par an ».

ADOPTÉ à l'unanimité

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 16

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : M. Fabien BAZIN

DELIBERATION

OBJET : REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE
- Fonction 0-Services généraux - Politique juridique et achat public

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **16** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU l'amendement au rapport n°16 « Règlement intérieur du Conseil départemental de la Nièvre » proposé par la commission Finances et Moyens Généraux et voté à l'unanimité par l'Assemblée départementale le 27 septembre 2021,
VU l'avis de la Commission Finances et Moyens Généraux,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE :

- **D'ADOPTER** le règlement intérieur du Conseil départemental de la Nièvre présenté en annexe 1,

- **DE FIXER** le régime indemnitaire des conseillers départementaux selon la proposition présentée en annexe 2,

- **D'ADOPTER** les conditions d'exercice du droit à la formation des conseillers départementaux de la Nièvre telles qu'elles figurent en annexe 3, en application du règlement intérieur,

- **DE VALIDER** les dispositions du règlement intérieur relatives au fonctionnement des groupes politiques représentés au Conseil départemental et reprises en annexe 4.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

- **DE VALIDER** l'amendement au rapport proposé par la Commission Finances et Moyens Généraux.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,

Fabien BAZIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

AMENDEMENT AU RAPPORT N°16 –
REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE –
SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2021

Il vous est proposé d'ajouter au rapport les points suivants :

1) Création d'une commission

Le groupe Vivre la Nièvre écologique et solidaire propose d'ajouter une commission générale aux 4 commissions thématiques. Elle est composée des 34 conseillers départementaux et présidée par le Président du Conseil départemental.
Elle se réunit sur invitation du Président du Conseil départemental.
Elle a vocation à échanger sur des sujets stratégiques intéressant le département en amont de leur éventuelle présentation en assemblée départementale.

Par conséquent, il vous est proposé de rédiger l'article 15 du règlement intérieur ainsi :

" Article 15 Les Commissions du Conseil départemental

15.1 Nombre et rôle des commissions
Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises et la préparation des décisions qui lui incombent, le Conseil départemental se divise en cinq commissions intérieures entre lesquelles sont distribués tous les dossiers suivant la nature de leur objet.
Elles se réunissent librement à l'invitation de leur Président et sur la base de l'ordre du jour qu'il fixe. Elles émettent un avis sur les questions pour lesquelles elles sont sollicitées.

Elles se réunissent de droit 7 jours avant la séance de l'assemblée départementale pour l'examen des rapports dans le cadre des séances plénières hormis la commission générale et dans les cas où aucun rapport ne relève de leur champ d'attribution.
Les commissions rendent compte par l'intermédiaire de leur Président de leurs travaux et avis à l'Assemblée départementale en préambule de la présentation du rapport.

15.2 Dénomination des commissions du Conseil départemental de la Nièvre
Les cinq commissions prennent les dénominations suivantes :
- Générale
- Finances et Moyens Généraux
- Solidarité
- Attractivité
- Émancipation

Leur composition et leurs périmètres de compétences figurent dans le document présenté en annexe 2.

15.3 Nomination des commissions et de leurs Présidents
Hormis la commission générale, ces commissions sont nommées par le Conseil départemental.
La nomination des membres des commissions et du Président de la commission se

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

déroule habituellement lors de la réunion de droit du Conseil départemental (L3121-22 CGCT) dans les conditions de l'article L.3121-15 du CGCT.

2) Les moyens des groupes

Il vous est proposé d'ajouter à l'article 16-3 :

- une précision à la suite de la phrase " Dans le cadre de l'étude des dossiers qui leur sont soumis, les groupes d'élus qui souhaitent solliciter les services compétents ne peuvent le faire qu'après accord du Président du Conseil départemental.", ainsi rédigé " à l'exception des présidents de commission qui sont autorisés à saisir directement les membres de la Direction Générale"

- un alinéa relatif aux éléments couvert par la dotation

"Cette dotation couvre :

- les coûts de fonctionnement des locaux mis à disposition (chauffage, éclairage, fluides, ménage) évalués forfaitairement en fonction des mètres carrés occupés par chacun des groupes,
- les salaires des collaborateurs de groupe régis selon les dispositions légales en vigueur,
- les frais de formation des collaborateurs de groupes.
- les frais administratifs de fonctionnement du groupe (fournitures administratives, affranchissements, ..)"

ADOPTÉ à l'unanimité

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

NIÈVRE
le département

Règlement intérieur du Conseil départemental de la Nièvre

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Préambule

Le présent règlement intérieur, établi en vertu de l'article L.3121-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), est constitué de dispositions légales du CGCT, de dispositions réglementaires précisant le cadre applicable au Département de la Nièvre, de références jurisprudentielles illustrant ou explicitant les règles posées.

À l'exception des modifications de droit, qui donneront lieu à une information de l'assemblée, le présent règlement intérieur peut faire l'objet de modifications, sur proposition du Président du Conseil départemental, qui seront soumises au vote du Conseil départemental.

Lors du renouvellement complet de l'Assemblée, le présent règlement intérieur demeurera en vigueur jusqu'à l'adoption du prochain règlement adopté dans les trois mois suivant le renouvellement de l'Assemblée.

Est annexée au présent règlement intérieur, la charte de l'élu local rappelant les devoirs et les droits des conseillers départementaux élus.

L'utilisation de l'écharpe et de l'insigne

Aucun texte législatif ou réglementaire n'autorise le port d'écharpes tricolores (bleu, blanc, rouge) par les conseillers départementaux à l'occasion des cérémonies officielles. Le port de telles écharpes constitue une usurpation de signes et est passible des sanctions prévues par le Code pénal.
(Article 433-14 du Code pénal : un an d'emprisonnement 15 000 euros d'amende pour le fait d'user, publiquement et sans droit, d'un insigne réglementé par l'autorité publique).

S'agissant des écharpes aux couleurs d'une région ou d'un département, elles ne présentent aucune valeur officielle.

Il s'agit d'un marqueur identitaire de la collectivité et une reconnaissance de l'élu.

Ainsi, le port de tout accessoire vestimentaire est autorisé dans notre République dès lors qu'il ne constitue pas une copie d'insigne officiel porté indûment.

Rappel sur la notion de conflit d'intérêt

- Cadre juridique
La notion de conflit d'intérêts est définie par l'article 2 de la loi 2013-907 du 11 octobre 2013, relative à la transparence de la vie publique, qui précise que « *constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif* d'une fonction ».

-Risque administratif
Un conflit d'intérêts est susceptible d'entraîner l'annulation des délibérations prises alors qu'un élu est dit intéressé. En effet, comme le prévoit l'article L.2131-11 du code général des collectivités territoriales (CGCT)
« *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataire* ».

-Risque pénal
Le conflit d'intérêts fait également peser sur l'élu un risque pénal lié au délit de la prise illégale d'intérêts prévu par l'article 432-12 du code pénal.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

En vertu de ces dispositions « *Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement,* **un intérêt quelconque** *dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la* **surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement**, *est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction* ».

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Sommaire

Chapitre 1 Le fonctionnement du Conseil départemental

Article 1 La fréquence des réunions
1.1 Réunion trimestrielle
1.2 Réunion de droit
1.3 Réunion exceptionnelle
1.4 Débat d'orientation budgétaire
1.5 Intervention du Représentant de l'État

Article 2 La mise en œuvre des séances du Conseil départemental
2.1 Convocation et envoi des rapports
2.2 Lieu des réunions
2.3 Accès aux dossiers et information des conseillers départementaux
2.4 Fonctionnement du Conseil départemental en cas d'empêchement collectif de ses membres
2.5 Ouverture des séances
2.6 Secrétaire de séance
2.7 Quorum
2.8 Délégation de vote
2.9 Publicité/Huis clos des débats

2.10 La tenue des débats Prise de parole Suspension de séance Absence du Président

2.11 Les votes Scrutin à main levée Scrutin public Scrutin secret Délibérations Suffrages exprimés Refus de prendre part au vote

2.12 Rédaction et communication des procès-verbaux

2.13 Réglementation relative à la police intérieure
2.14 Propositions et vœux
2.15 Amendements
2.16 Questions orales

Chapitre 2 Le Président du Conseil départemental

Article 3 L'exécutif du Département
3.1 Élection du Président du Conseil départemental
3.2 Ordonnateur des dépenses et recettes
3.3 Délégation de signature aux Vice-Présidents
3.4 Délégation de signature aux services administratifs
3.5 Délégation de fonctions/de compétences
3.6 Remplacement du Président du Conseil départemental

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Chapitre 3 Le fonctionnement de la Commission Permanente

Article 4 Délégation
Article 5 Réunion à l'initiative du Président Article 6 Élection des membres
Article 7 Nomination des membres Article 8 Durée du mandat Article 9 Séances non publiques Article 10 Délai de transmission Article 11 Vacance de poste Article 12 Quorum
Article 13 Délégation de vote

Chapitre 4 Le fonctionnement des commissions et groupes

Article 15 Les Commissions du Conseil départemental
15.1 Nombre et rôle des commissions
15.2 Dénomination des commissions du Conseil départemental de la Nièvre
15.3 Nomination des commissions et de leurs Présidents et Vice-Présidents
15.4 Participation aux commissions
15.5 Réunions des commissions
15.6 Vote au sein des commissions
15.7 Mission d'information et d'évaluation
15.8 Commission « ad hoc »

Article 16 Les groupes d'élus
16.1 Composition
16.2 Droit d'expression
16.3 Moyens

Chapitre 5 Droits et devoirs des conseillers départementaux
Article 17 Droit à l'information Article 18 Droit à la formation Article 19 Indemnités

Chapitre 6 Dispositions diverses
Article 20 Démission Article 21 Décès
Article 22 Modification du règlement intérieur Article 23 Application du règlement intérieur

Annexe 1 Charte de l'élu local et Chapitre III du Code Général des Collectivités Territoriales « Conditions d'exercice des mandats départementaux »
Annexe 2 Composition des commissions de travail du Conseil départemental de la Nièvre

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Chapitre 1 Le fonctionnement du Conseil départemental

Article 1 La fréquence des réunions

1.1 Réunion trimestrielle

Art. L.3121-7 CGCT : Le Conseil départemental a son siège à l'hôtel du Département.
Art. L.3121-9 alinéa 1 CGCT : Le Conseil départemental se réunit à l'initiative de son Président, au moins une fois par trimestre, dans un lieu du Département choisi par la commission permanente.

1.2 Réunion de droit

Art. L.3121-9 alinéa 2 CGCT : Pour les années où a lieu le renouvellement des conseils départementaux, la première réunion se tient de plein droit le second jeudi qui suit le premier tour de scrutin.
Art. L.3122-1 alinéa 2 CGCT : Pour cette élection, le Conseil départemental est présidé par son doyen d'âge, le plus jeune membre faisant fonction de secrétaire.
Art. L.3122-1 alinéa 3 CGCT : Le Conseil départemental ne peut dans ce cas délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard.

1.3 Réunion exceptionnelle

Art. L.3121-10 CGCT : Le Conseil départemental est également réuni à la demande de la commission permanente ou du tiers des membres du Conseil départemental sur un ordre du jour déterminé pour une durée qui ne peut excéder deux jours. Un même conseiller départemental ne peut présenter plus d'une demande de réunion par semestre. En cas de circonstances exceptionnelles, les conseils départementaux peuvent être réunis par décret.

1.4 Débat d'orientation budgétaire

Art. L.3312-1 alinéas 1 et 2 CGCT : **Dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, le** président du conseil départemental présente au Conseil départemental un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.
Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il fait l'objet d'une transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'une publication et d'un débat au Conseil départemental, dont il est pris acte par une délibération spécifique. Le contenu du rapport et les modalités de sa publication sont fixés par décret. Le projet de budget du département est préparé et présenté par le président du conseil départemental qui est tenu de le communiquer aux membres du conseil départemental avec les rapports correspondants, douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion **consacrée à l'examen dudit budget.**

1.5 Intervention du Représentant de l'État

Art. L.3121-25 CGCT : Par accord du Président du Conseil départemental et du représentant de l'État dans le Département, celui-ci est entendu par le conseil départemental.
En outre, sur demande du Premier ministre, le représentant de l'État dans le Département est entendu par le conseil départemental.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Article 2 La mise en œuvre des séances du Conseil départemental

2.1 Convocation et envoi des rapports

Le Président du Conseil départemental adresse une convocation à chaque conseiller départemental au moins douze jours francs avant la tenue de la séance. La convocation mentionne la date de la séance et le lieu des débats.
La convocation est adressée par voie électronique, de manière sécurisée.
Art. L.3121-19 CGCT : Douze jours au moins avant la réunion du conseil départemental, le Président adresse aux conseillers départementaux un rapport, sous quelque forme que ce soit sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.

Les rapports sont mis à la disposition des conseillers par voie électronique de manière sécurisée. Les rapports peuvent être mis à disposition des élus qui le souhaitent en format papier par demande écrite auprès du Président du Conseil départemental. Cette mise à disposition fait l'objet d'un avis adressé à chacun de ces conseillers dans les conditions prévues au premier alinéa.
Sans préjudice des dispositions de l'article L3121-18 du CGCT, en cas d'urgence, le délai prévu au premier alinéa peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.
Le Président rend compte dès l'ouverture de la séance du conseil départemental, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Les rapports composant le recueil constituent l'ordre du jour.
Tout document, alors même qu'il concernerait un point à l'ordre du jour, dès lors qu'il n'aurait pas été transmis dans le respect des douze jours réglementaires, ne pourra être communiqué aux élus qu'avec l'accord du Président. Les groupes d'élus ne peuvent produire aux élus des documents pendant la séance sans le respect de cette procédure.

2.2 Lieu des réunions

Les réunions du Conseil départemental de la Nièvre se tiennent salle François Mitterrand dans les locaux de la collectivité. En cas de besoin, elles peuvent être décentralisées ou se dérouler en visioconférence.

En cas de décentralisation ou de séance en visioconférence, les élus seront avertis lors de l'envoi dématérialisé de la convocation.

2.3 Accès aux dossiers et information des conseillers départementaux

Art.L 3221-18, L.3121-18-1 CGCT : Tout membre du Conseil départemental a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du département qui font l'objet d'une délibération.
Le Conseil départemental assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'il juge les plus appropriés.
Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, le Conseil départemental peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires.

Chaque élu de l'Assemblée départementale peut solliciter la mise à disposition d'une tablette wifi ou d'un ordinateur portable.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

2.4 Fonctionnement du Conseil départemental en cas d'empêchement collectif de ses membres

Art. L3121-6 CGCT : En cas de dissolution du Conseil départemental, de démission de tous ses membres en exercice ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, le Président est chargé de l'expédition des affaires courantes. Ses décisions ne sont exécutoires qu'avec l'accord du représentant de l'État dans le Département. Il est procédé à la réélection du Conseil départemental dans un délai de deux mois. L'assemblée se réunit de plein droit le second vendredi qui suit le premier tour de scrutin.
Le représentant de l'État dans le Département convoque chaque conseiller départemental élu pour la première réunion, dont il fixe l'heure et le lieu.

2.5 Ouverture des séances

Le Président du Conseil départemental ouvre et lève les séances.
En cas d'absence ou d'empêchement, le Président est provisoirement suppléé par un vice-président dans l'ordre des nominations.

2.6 Secrétaire de séance

Art. L3121-13 CGCT : Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par un des secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le Président et le secrétaire.
Il contient les rapports, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et l'analyse de leurs opinions.

Au début de chaque séance, le Conseil départemental nomme un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il ne peut pas désigner une personne pour assurer de façon permanente le secrétariat des séances du Conseil départemental.

L'Assemblée doit ainsi être considérée comme ayant procédé à la nomination du secrétaire de séance si aucune objection ou observation n'a été émise quant à la proposition de nomination de ce secrétaire présentée par le Président de séance. Le remplacement du secrétaire est possible en cours de séance.

2.7 Quorum

Art. L.3121-14 alinéa 1 et 2 CGCT : Le Conseil départemental ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente.
Toutefois si, au jour fixé par la convocation, le Conseil départemental ne se réunit pas en nombre suffisant pour délibérer, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des présents.

Les délégations de vote n'entrent pas en compte dans le calcul des quorums requis pour que l'Assemblée puisse délibérer.

2.8 Délégation de vote

Art. L.3121-16 CGCT : Un conseiller départemental empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre de l'assemblée départementale.
Un conseiller départemental ne peut recevoir qu'une seule délégation.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

2.9 Publicité/Huis clos et enregistrement des débats

Art. L.3121-11 CGCT : Les séances du Conseil départemental sont publiques.
Néanmoins, sur la demande de cinq membres ou du Président, le Conseil départemental peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.
Sans préjudice des pouvoirs que le Président du Conseil départemental tient de l'article L3121-12 du CGCT, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

En cas de séance publique, le public est autorisé à y assister au seul emplacement réservé à cet effet.

Le procès-verbal des séances ou des parties des séances dans lesquelles le Conseil départemental a délibéré à huis clos est rédigé à part et n'est pas communiqué en dehors de l'Assemblée.
Le procès-verbal des séances publiques mentionne seulement l'existence du procès-verbal relatif à la séance tenue à huis clos et à sa date.

Lorsque le huis-clos est décidé, les enregistrements sonores ou audiovisuels des séances du Conseil départemental, quel qu'en soit le mode ou le format, sont interdits, à l'exception de ceux réalisés par les services du Département, ou de ceux qui seraient expressément autorisés par le Président.

2.10 La tenue des débats

Le Président du Conseil départemental, à l'ouverture de la séance constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint et cite les pouvoirs reçus.
Il soumet à l'approbation du Conseil départemental les éventuels points urgents qu'il propose d'ajouter à l'examen de la séance du jour.
Il appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour en commençant par le procès-verbal de la séance précédente. Les conseillers départementaux intéressés à l'une des affaires inscrites à l'ordre du jour ou en situation de conflit d'intérêt se manifestent, le précisent et sortent de la salle au moment des débats et du vote.
En cas de séance tenue en visioconférence, le conseiller départemental concerné, quittera temporairement la visioconférence pendant les débats et le vote.

Prise de parole
Le Président dirige les débats. Aucun membre de l'assemblée ne peut pas prendre la parole s'il n'a préalablement demandé la parole au Président et s'il ne l'a pas obtenue.
Si l'ensemble des orateurs ont pu s'exprimer une fois sur un sujet, la parole peut être redonnée une fois à un (e) conseiller (e) qui le demande en vue d'exposer des éléments nouveaux.
La parole est accordée suivant l'ordre des demandes. Les rapporteurs sont entendus quand ils le désirent.

Suspension de séance
La suspension de la séance peut être décidée à tout moment par le Président du Conseil départemental. Elle peut également être demandée à tout moment par un Président de groupe, le Président en apprécie alors l'opportunité.
Le Président du Conseil départemental en fixe la durée.

Absence du Président
En cas d'absence du Président celui-ci est remplacé par un vice-président dans l'ordre des nominations.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

2.11 Les votes

Scrutin à main levée
Le vote à main levée est le mode ordinaire, il est constaté par le Président et le secrétaire qui comptent le nombre des votants pour, contre et les abstentions.
Dans les scrutins à main levée, si les voix sont partagées et par analogie aux dispositions de l'article L.3121-15 du CGCT relatif au scrutin public, la voix du Président est prépondérante. Si le Président de séance ne prend pas part au vote et que les votes sont également partagés, la délibération n'est pas adoptée.

Scrutin public
Art. L.3121-15 alinéas 1 et 3 CGCT : Les votes sont recueillis au scrutin public toutes les fois que le sixième des membres présents le demande. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.
Le résultat des scrutins publics, énonçant les noms des votants, est reproduit au procès-verbal.

Il est procédé au scrutin public par appel nominal. Le Président proclame le résultat du vote.

Scrutin secret
Art L.3121-15 alinéa 2 CGCT : Les votes sur les nominations ont toujours lieu au scrutin secret dans les cas où la loi ou le règlement le prévoit expressément. Dans les autres cas le conseil départemental peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations.
Pour les affaires autres que les nominations, la demande de vote au scrutin secret doit émaner d'au moins un sixième des membres présents du Conseil départemental.

Délibérations
Art. L.3121-14 alinéa 3 CGCT : Sous réserve des dispositions des articles L3122-1 et 3122-5 (élection du Président et des vice-présidents et membres de la commission permanente), les délibérations du Conseil départemental sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

Suffrages exprimés
Les bulletins blancs, nuls et les abstentions n'entrent pas en compte dans le calcul de la majorité des suffrages exprimés.

Refus de prendre part au vote
La non-participation au vote est comptabilisée comme une abstention. Elle est consignée sur la délibération.

2.12 Rédaction et communication des procès-verbaux

Art. L.3121-13 CGCT : Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le secrétaire est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le Président et le secrétaire. Il contient les rapports, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et l'analyse de leurs opinions.

Lorsque s'élève une réclamation sur la rédaction du procès-verbal, le Président prend l'avis du Conseil départemental, qui décide s'il y a lieu de faire une rectification.
Ce procès-verbal est assuré par les enregistrements audio des réunions qui sont versés aux archives départementales. Le procès-verbal des séances ou des parties de séances dans lesquelles le Conseil départemental a délibéré à huis clos est rédigé à part et ne peut être communiqué.

Les procès-verbaux des séances du Conseil départemental sont communiqués aux membres du Conseil départemental et sont adressés au représentant de l'État dans le Département.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

2.13 Réglementation relative à la police intérieure

Art. L.3121-12 CGCT : Le Président a seul la police de l'assemblée.
Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Nulle personne étrangère, autre que les agents départementaux appelés à donner des renseignements ou à y faire un service autorisé, ainsi que les membres accrédités de la Presse, ne peut s'introduire dans la partie de la salle des réunions où siègent les membres du Conseil départemental, sans y avoir été invitée par le Président. Un espace est spécialement réservé pour le public souhaitant assister aux débats.
Pendant le cours de la séance, les personnes placées dans l'auditoire se tiennent silencieuses.
Toute personne qui se manifeste par le geste ou la parole est sur-le-champ exclue par les huissiers chargés de maintenir l'ordre.

2.14 Propositions, vœux ou motions

Chaque conseiller départemental peut déposer une proposition, un vœu ou une motion sur toutes les affaires relevant de la compétence du Conseil départemental.
Ils sont présentés par écrit au président du Conseil départemental à l'ouverture de la séance.

2.15 Amendements

Tout conseiller départemental peut présenter des amendements à un rapport ou à une proposition de vœux émanant d'un membre du conseil, préalablement discutés ou non en commission.

Si l'amendement est présenté sous forme écrite, le Président du Conseil départemental, le soumet aussitôt au vote de l'Assemblée.
Si l'amendement est présenté par voie orale, le Président du Conseil départemental peut décider en fonction de la complexité de la proposition de demander à son auteur de rédiger un document afin de le soumettre au vote de l'Assemblée.
Si l'amendement est présenté au cours d'une discussion, le Conseil départemental décide par vote s'il convient de statuer immédiatement ou de le renvoyer à une séance ultérieure.

En cas de partage de voix, la voix du Président du Conseil départemental est prépondérante.

2.16 Questions orales

Art.L 3121-20 CGCT : Les conseillers départementaux ont le droit d'exposer en séance du conseil départemental des questions orales ayant trait aux affaires du département. Le règlement intérieur en fixe la fréquence ainsi que les conditions de présentation et d'examen.

Le Président du Conseil départemental peut répondre à ces questions, soit pendant la séance en cours, soit lors de la séance qui suit celle pendant laquelle elles ont été posées.

Chapitre 2 Le Président du Conseil départemental

Article 3 L'exécutif du Département

3.1 Élection du Président du Conseil départemental
Art. L.3122-1 alinéa 1 CGCT : Le Conseil départemental élit son Président lors de la réunion de droit qui suit chaque renouvellement.
Art. L.3122-1 alinéa 4 CGCT : Le Président est élu à la majorité absolue des membres du Conseil départemental pour une durée de six ans. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des membres du conseil départemental. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

Art. L.3221-1 CGCT : Le Président du Conseil départemental est l'organe exécutif du Département. Il prépare et exécute les délibérations du Conseil départemental.

Il peut retirer à tout moment un rapport de l'ordre du jour du Conseil départemental ou de la commission permanente.

Aucun débat ne peut intervenir avant l'élection du Président. Seuls peuvent être formulées les déclarations de candidatures, soit par les candidats eux-mêmes, soit par un membre de l'assemblée pour un tiers.

3.2 Ordonnateur des dépenses et recettes

Art. L.3221-2 alinéa 1 CGCT : Le Président du Conseil départemental est l'ordonnateur des dépenses du département et prescrit l'exécution des recettes départementales, sous réserve des dispositions particulières du code général des impôts relatives au recouvrement des recettes fiscales des collectivités locales.

3.3 Délégation de signature aux Vices-Présidents

Art. L.3221-3 alinéa 1 CGCT : Le Président du Conseil départemental est seul chargé de l'administration. Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents. Il peut également déléguer une partie de ses fonctions, dans les mêmes conditions, à des membres du conseil départemental en l'absence ou en cas d'empêchement des vice-présidents ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

3.4 Délégation de signature aux services administratifs

Art. L.3221-3 alinéa 3 CGCT : Le Président du Conseil départemental est le chef des services du département. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature en toute matière aux responsables desdits services.

3.5 Délégation de fonctions/de compétences

Art. L3221-1 et L3221-3 CGCT : Le président du conseil départemental est l'organe exécutif du département. Il prépare et exécute les délibérations du conseil départemental.

Le président du conseil départemental est seul chargé de l'administration. Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents. Il peut également déléguer une partie de ses fonctions, dans les mêmes conditions, à des membres du conseil départemental en l'absence ou en cas d'empêchement des vice-présidents ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

3.6 Remplacement du Président du Conseil départemental

Art. L3122-2 CGCT : En cas de vacance du siège de président pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont provisoirement exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations et, à défaut, par un conseiller départemental désigné par le conseil. Il est procédé au renouvellement de la commission permanente, dans le délai d'un mois, selon les modalités prévues à l'article L.3122-2 CGCT.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Chapitre 3 Le fonctionnement de la Commission Permanente

Article 4 Délégation

Art. L.3211-2 alinéa 1 CGCT : Le Conseil départemental peut déléguer une partie de ses attributions à la commission permanente, à l'exception de celles visées aux articles L3312-1 et L. 1612-12 à L.1612-15.

Article 5 Réunion à l'initiative du Président

La commission permanente se réunit à l'initiative du Président.

Article 6 Élection des membres

Art. L.3122-4 CGCT : Le Conseil départemental élit les membres de la commission permanente. La commission permanente est composée du Président du Conseil départemental, de quatre à quinze vice-présidents, sous réserve que le nombre de ceux-ci ne soit pas supérieur à 30 % de l'effectif du Conseil, et éventuellement d'un ou plusieurs membres.
Cela représente dix vice-présidents maximum pour le Conseil départemental de la Nièvre.

Article 7 Nomination des membres

Art. L.3122-5 alinéas 1 à 5 CGCT *:* Aussitôt après l'élection du président et sous sa présidence, le Conseil départemental fixe le nombre des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente.
Les membres de la commission permanente autres que le président sont élus au scrutin de liste. Chaque conseiller départemental peut présenter une liste de candidats, qui doit être composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.
Les listes sont déposées auprès du président dans l'heure qui suit la décision du Conseil départemental relative à la composition de la commission permanente. Si, à l'expiration de ce délai, une seule liste a été déposée, les différents sièges de la commission permanente sont alors pourvus immédiatement dans l'ordre de la liste et il en est donné lecture par le Président.

Dans le cas contraire, le conseil départemental procède d'abord à l'élection de la commission permanente, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.
En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

Après la répartition des sièges de la commission permanente, le conseil départemental procède à l'élection des vice-présidents au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.
Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

Les membres de la commission permanente autres que le Président sont nommés pour la même durée que le Président.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Article 8 Durée du mandat

Art. L.3122-5 alinéa 6 CGCT : Les membres de la commission autres que le Président sont nommés pour la même durée que le Président.

Article 9 Séances non publiques

Les séances de la commission permanente ne sont pas publiques. Les enregistrements sonores ou audiovisuels des séances de la commission permanente, quel qu'en soit le mode ou le format, sont interdits, à l'exception de ceux réalisés par les services du Département, ou de ceux qui seraient expressément autorisés par le Président.

Article 10 Délai de transmission

Art. L.3121-19-1 CGCT : les rapports sur chacune des affaires qui doivent être soumises à la commission permanente sont transmis huit jours au moins avant sa réunion, dans les conditions prévues à l'article L.3121-19.

La commission permanente se réunit sur convocation du Président du Conseil départemental. Le Président fixe la date des réunions, arrête l'ordre du jour et adresse les rapports. Les rapports sont adressés par voie électronique de manière sécurisée, huit jours avant la séance.

Cependant, en cas d'urgence, le Président peut, après un vote à la majorité des voix, compléter l'ordre du jour en début de séance, en remettant à chaque membre de la commission permanente présent le(s) rapport(s) supplémentaire(s) qui sera(ont) examiné(s) par la commission permanente en fin de réunion.

Article 11 Vacance de poste

Art. L.3122-2 alinéas 1 et 2 CGCT : En cas de vacance du siège de Président pour quelque cause que ce soit, les fonctions de Président sont provisoirement exercées par un vice-président dans l'ordre des nominations et, à défaut, par un conseiller départemental désigné par le conseil. Il est procédé au renouvellement de la commission permanente, dans le délai d'un mois, selon les modalités prévues à l'article L.3122-5.
Toutefois, avant ce renouvellement, il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires pour compléter le conseil départemental. Si après les élections complémentaires, de nouvelles vacances se produisent, le conseil départemental procède néanmoins à l'élection de la commission permanente.

Art. L.3122-6 alinéa 3 CGCT : En cas de vacance de siège de membre de la commission permanente autre que le président, le conseil départemental peut décider de compléter la commission permanente. La ou les vacances sont alors pourvues selon la procédure prévue aux deuxième et troisième alinéas de l'article L.3122-5. A défaut d'accord sur une liste unique, il est procédé au renouvellement intégral des membres de la commission permanente autres que le président dans les conditions prévues aux quatrième et avant-dernier alinéas du même article L.3122-5.

Article 12 Quorum

Art. L.3121-14-1 CGCT : La commission permanente ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente ou représentée.

Art. L.3121-14 alinéas 2 et 3 CGCT : Toutefois si, au jour fixé par la convocation, le Conseil départemental ne se réunit pas en nombre suffisant pour délibérer, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des présents. Sous réserve des dispositions des articles L.3122-1 et L.3122-5, les délibérations du conseil départemental sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Art. L.3121-14-1 alinéa 2 CGCT : Les deuxième et derniers alinéas de l'article L.3121-14 sont applicables à la commission permanente.

Article 13 Délégation de vote

Art. L.3121-16 CGCT : Un conseiller départemental empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre de la commission permanente. Un conseiller départemental ne peut recevoir qu'une seule délégation.
Toutes les délégations de vote doivent être communiquées au président du conseil départemental à l'ouverture de la séance. Si un élu est amené à devoir quitter la séance avant sa clôture, il peut remettre une délégation de vote auprès du président du conseil départemental.

Chapitre 4 Le fonctionnement des commissions et groupes

Article 15 Les Commissions du Conseil départemental

15.1 Nombre et rôle des commissions

Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises et la préparation des décisions qui lui incombent, le Conseil départemental se divise en cinq commissions intérieures entre lesquelles sont distribués tous les dossiers suivant la nature de leur objet.
Elles se réunissent librement à l'invitation de leur Président et sur la base de l'ordre du jour qu'il fixe. Elles émettent un avis sur les questions pour lesquelles elles sont sollicitées.

Elles se réunissent de droit 7 jours avant la séance de l'assemblée départementale pour l'examen des rapports dans le cadre des séances plénières hormis la commission générale et dans les cas où aucun rapport ne relève de leur champ d'attribution.
Les commissions rendent compte par l'intermédiaire de leur Président de leurs travaux et avis à l'Assemblée départementale en préambule de la présentation du rapport.

15.2 Dénomination des commissions du Conseil départemental de la Nièvre

Les cinq commissions prennent les dénominations suivantes :

- Générale
- Finances et Moyens Généraux
- Solidarité
- Attractivité
- Émancipation

Leur composition et leurs périmètres de compétences figurent dans le document présenté en annexe 2.

15.3 Nomination des commissions et de leurs Présidents

Hormis la commission générale, ces commissions sont nommées par le Conseil départemental.
La nomination des membres des commissions, du Président et du vice-président éventuellement de la commission se déroule habituellement lors de la réunion de droit du Conseil départemental (L3121-22 CGCT) dans les conditions de l'article L.3121-15 du CGCT.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

15.4 Participation aux commissions

Tout membre du Conseil départemental peut assister aux réunions des diverses commissions, mais sans prendre part à la discussion.

15.5 Réunions des commissions

Pour l'examen des rapports soumis à l'assemblée départementale, les commissions se réunissent 7 jours avant la réunion pleinière.
Les débats ne sont pas publics ni rendus publics.

15.6 Vote au sein des commissions

En cas d'égalité des voix, la voix du Président de la commission est prépondérante.

15.7 Mission d'information et d'évaluation

Art. L.3121-22-1 alinéas 1 et 2 CGCT : Le Conseil départemental, lorsqu'un cinquième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt départemental ou de procéder à l'évaluation d'un service public départemental. Un même conseiller départemental ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.
Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement des conseils départementaux.

Art. L.3121-22-1 alinéa 3 CGCT : Le règlement intérieur fixe les règles de présentation et d'examen de la demande de constitution de la mission, ses modalités de fonctionnement, les modalités de sa composition dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, la durée de la mission, qui ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remet son rapport aux membres du Conseil départemental.

La demande doit être présentée par écrit et adressée au Président du Conseil départemental au moins un mois avant l'ouverture de chaque réunion plénière. Le Président du Conseil départemental en informe les conseillers départementaux par un rapport envoyé selon les modalités prévues à l'article L 3121-19 du CGCT soit au minimum douze jours avant l'ouverture de chaque réunion de l'assemblée, le cachet de la poste faisant foi.
La demande contient, outre les raisons justifiant de la création d'une mission, les noms et signatures des conseillers départementaux et conseillères départementales qui en sont les demandeurs.

Si le Conseil départemental décide de la création d'une mission, la délibération de l'assemblée en fixe les objectifs, la durée qui ne peut excéder 6 mois (à compter de la date de la délibération qui l'a créée) et les moyens mis à sa disposition. L'assemblée désigne en son sein et dans le respect des règles de la représentation proportionnelle les membres qui composent la mission. Ce nombre peut varier selon la nature de la mission.

La mission désigne en son sein, à la majorité de ses membres, un Président et un rapporteur chargé de rédiger ses conclusions. La mission peut accéder à tout document ou entendre toute personne susceptible de l'éclairer, après en avoir informé le Président du Conseil départemental.

À l'issue de ses travaux, la mission remet son rapport au Président du Conseil départemental. Celui-ci en assure la transmission aux membres de l'assemblée si le délai de six mois est respecté.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

15.8 Commission « ad hoc »

Lorsque la nature d'une affaire l'exige, sur la proposition du Président ou d'un tiers de ses membres, l'assemblée départementale peut décider la constitution d'une ou plusieurs commissions ad hoc dont elle détermine la composition, l'étendue des compétences et la durée des pouvoirs.

Article 16 Les groupes d'élus

16.1 Composition

Art. L.3121-24 alinéa 2 CGCT : Les groupes d'élus se constituent par la remise au Président du Conseil départemental d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant. Ils peuvent se déclarer d'opposition. Sont considérés comme groupes minoritaires ceux qui ne sont pas déclarés d'opposition, à l'exception de celui dont l'effectif est le plus élevé.

Le seuil nécessaire à la constitution d'un groupe est fixé à deux. Un même élu ne peut appartenir qu'à un seul et unique groupe.
Toute modification dans la composition d'un groupe d'élus doit être portée dans le mois qui suit à la connaissance du Président du Conseil départemental. Les modifications de crédits subséquentes sont opérées à l'occasion de la plus proche décision budgétaire et leur montant calculé au prorata temporis.

À l'issue de chaque renouvellement du Conseil départemental, les élus peuvent constituer des groupes politiques dans le mois suivant les résultats des élections.

16.2 Droit d'expression

Art. L3121-24-1 CGCT : Lorsque le département diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil départemental, un espace est réservé à l'expression des groupes d'élus. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur.

Au titre de leur droit d'expression, les groupes d'élus bénéficient d'un espace réservé dans le magazine départemental.
L'expression des groupes d'élus s'exercent selon les modalités suivantes :
-L'espace réservé dans le magazine départemental est réparti entre les différents groupes proportionnellement au nombre d'élus.
-Les modalités pratiques d'édition (calendrier, nombre de signes par groupe, modalités de transmissions des textes) sont arrêtées par le président du conseil départemental et portées à la connaissance des présidents de groupes.
-Le droit d'expression se présente sous forme de texte.
-Les textes publiés ne sauraient être contraires à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

16.3 Moyens

Article L.3121-24 alinéas 3 et 4 CGCT : Dans les conditions qu'il définit, le conseil départemental peut affecter aux groupes d'élus, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et prendre en charge leur frais de documentation, de courrier et de télécommunication. Le Président du Conseil départemental peut, dans les conditions fixées par le Conseil départemental et sur propositions des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes. Le Conseil départemental ouvre au budget du département, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du Conseil départemental soit 238 731 euros.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Dans le cadre de l'étude des dossiers qui leur sont soumis, les groupes d'élus qui souhaitent solliciter les services compétents ne peuvent le faire qu'après accord du Président du Conseil départemental à l'exception des Présidents de commission qui sont autorisés à saisir directement les membres de la Direction Générale.

Chaque groupe d'élus peut solliciter les moyens suivants :

- les locaux dédiés :
Chaque groupe d'élus dispose d'un poste de travail équipé de matériel informatique par collaborateur et à minima d'un bureau par groupe.
L'usage d'un photocopieur mutualisé entre les groupes avec mise à disposition d'un code d'utilisation spécifique au groupe est également permis.

- les moyens matériels et humains dédiés au fonctionnement des groupes d'élus :
Chaque groupe d'élus dispose d'une enveloppe annuelle de 7 021€ par conseiller départemental membre du groupe.
Cette dotation couvre :
  - les coûts de fonctionnement des locaux mis à disposition (chauffage, éclairage, fluides, ménage) évalués forfaitairement en fonction des mètres carrés occupés par chacun des groupes,
  - les salaires des collaborateurs de groupe régis selon les dispositions légales en vigueur,
  - les frais de formation des collaborateurs de groupes,
  - les frais administratifs de fonctionnement du groupe (fournitures administratives, affranchissements,...).

Chapitre 5 Droits et devoirs des conseillers départementaux

Article 17 Droit à l'information

Art. L.3121-18 CGCT : Tout membre du Conseil départemental a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du département qui font l'objet d'une délibération.
Art. L.3121-18-1 CGCT : Le Conseil départemental assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'il juge les plus appropriés.
Afin de permettre l'échange d'information sur les affaires relevant de ses compétences, le Conseil départemental peut, dans les conditions fixées par son assemblée délibérante, mettre à disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunication nécessaires.

Article 18 Droit à la formation

Art. L.3123-10 CGCT : Les membres du Conseil départemental ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions.
Dans les trois mois suivant son renouvellement, le Conseil départemental délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre. Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par le département est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du Conseil départemental.

Article 19 Indemnités

- Indemnités de mandat

Art.L3123-15 CGCT : Les membres du Conseil départemental reçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions une indemnité fixée par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Art.L3123-15-1 CGCT : Lorsque le Conseil départemental est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres en application de la présente section intervient dans les trois mois suivant son installation. Toute délibération du conseil départemental concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil départemental.

Les conseillers départementaux sont tenus de participer aux réunions du Conseil départemental.
Le Président du Conseil départemental doit être obligatoirement et préalablement informé de toute absence aux séances.

Art. L.3123-16 CGCT (extrait): Le Conseil départemental peut, dans des conditions fixées par son règlement intérieur, réduire le montant des indemnités qu'il alloue à ses membres en fonction de leur participation aux séances plénières, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent le département, sans que cette réduction puisse dépasser, pour chacun d'entre eux, la moitié de l'indemnité maximale pouvant lui être allouée en application du présent article.

Les indemnités de fonctions des membres du Conseil départemental sont modulées en fonction de leur présence effective aux réunions suivantes :
-Séance plénière ;
-Commission Permanente ;
-Commissions Intérieures.

Toute absence est décomptée, sauf celles justifiées par :
-un certificat médical ou un bulletin d'hospitalisation,
-une représentation du Conseil départemental, ou une représentation dans un organisme au sein duquel le conseiller siège par délégation
-un évènement familial (naissance, mariages, PACS, décès),
-un cas de force majeure laissé à l'appréciation du Président du Conseil départemental.

Les absences sont comptabilisées mensuellement par demi-journée et la modulation, calculée sur la base des indemnités brutes réellement perçues, est appliquée 3 mois après.

Les présences sont constatées par une liste d'émargement dont une copie est adressée au service en charge du versement des indemnités de fonctions des élus.
En cas de séance tenue en visioconférence, le service Juridique chargé du secrétariat des assemblées adressera une copie de la liste des présents à ce service.

- Frais de déplacements

Article L.3123-19 du CGCT : Les membres du Conseil départemental peuvent recevoir une indemnité de déplacement et le remboursement des frais de séjour qu'ils ont engagés pour prendre part aux réunions du Conseil départemental, des commissions et des instances dont ils font partie ès qualités.

Les membres du Conseil départemental en situation de handicap peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés et qui sont liés à l'exercice de leur mandat.

Les membres du Conseil départemental peuvent bénéficier d'un remboursement par le département, sur présentation d'un état de frais et après délibération du Conseil départemental, des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 3123-1. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

Ils ont, en outre, droit au remboursement des frais supplémentaires de transport et de séjour pouvant

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

résulter de l'exercice des mandats spéciaux dont ils sont chargés par le Conseil départemental.

Les autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial peuvent leur être remboursées par le Département sur présentation d'un état de frais et après délibération du Conseil départemental. S'agissant des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Chapitre 6 Dispositions diverses

Article 20 Démission

Art.L3121-3 CGCT : Lorsqu'un conseiller départemental donne sa démission, il l'adresse au président du conseil départemental, qui en donne immédiatement avis au représentant de l'État dans le département.

Article 21 Décès

En cas de décès d'un membre du Conseil départemental, tous les membres en sont immédiatement prévenus par le Président du Conseil départemental.

Article 22 Modification du règlement

Toute proposition de modification du règlement devra être présentée par six conseillers départementaux au minimum et soumise à l'approbation du Conseil départemental.

Article 23 Application du présent règlement

Art.L3121-8 CGCT : Le Conseil départemental établit son règlement intérieur dans les trois mois qui suivent son renouvellement.
Le règlement intérieur précédemment adopté continue de s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement. Il est applicable au Conseil départemental de la Nièvre.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Annexe 1
Charte de l'élu local et Chapitre III du Code général des collectivités territoriales

Charte de l'élu local

La loi n°2015-366 du 31 mars 2015 a introduit, à l'article L.1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales, la Charte de l'élu local.
Les dispositions de cette charte constituent le code de bonne conduite auquel les élus doivent se conformer pendant la durée de leur mandat.
Aux termes de la loi du 31 mars 2015, lecture de la charte de l'élu local est faite lors de la séance d'installation, par le Président lors de tout nouveau conseil départemental.

« 1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.

5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions. »

CHAPITRE III du Code général des collectivités territoriales : Conditions d'exercice des mandats départementaux (Articles L3123-1 à L3123-30)

Section 1 : Garanties accordées aux titulaires de mandats départementaux (Articles L3123-1 à L3123-9-2)

Sous-section 1 : Garanties accordées dans l'exercice du mandat. (Articles L3123-1 à L3123-4)

Article L3123-1

L'employeur est tenu de laisser à tout salarié de son entreprise membre d'un conseil départemental le temps nécessaire pour se rendre et participer : 1° Aux séances plénières de ce conseil ; 2° Aux réunions des commissions dont il est membre et instituées par une délibération du conseil départemental ; 3° Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter le département. Selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat, l'élu doit informer l'employeur de la date de la séance ou de la réunion dès qu'il en a connaissance. L'employeur n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l'élu aux séances et réunions précitées.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Au début de son mandat de conseiller départemental, le salarié bénéficie, à sa demande, d'un entretien individuel avec son employeur portant sur les modalités pratiques d'exercice de son mandat au regard de son emploi. Cet entretien ne se substitue pas à l'entretien professionnel mentionné à l'article L. 6315- 1 du code du travail.
L'employeur et le salarié membre du conseil départemental peuvent s'accorder sur les mesures à mettre en œuvre pour faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et les fonctions électives du salarié et, le cas échéant, sur les conditions de rémunération des temps d'absence consacrés à l'exercice de ces fonctions. ;

Article L3123-1-1

Sous réserve de la compatibilité de son poste de travail, le conseiller départemental est réputé relever de la catégorie de personnes qui disposent, le cas échéant, de l'accès le plus favorable au télétravail dans l'exercice de leur emploi.

Article L3123-2

Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient dans les conditions prévues à l'article L. 3123-1, les présidents et les membres des conseils départementaux ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration du département ou de l'organisme auprès duquel ils le représentent et à la préparation des réunions des instances où ils siègent.
Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est égal :
1° Pour le président et chaque vice-président de conseil départemental, à l'équivalent de quatre fois la durée hebdomadaire légale du travail ;
2° Pour les conseillers départementaux, à l'équivalent de trois fois la durée hebdomadaire légale du travail.
Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.
En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue pour l'emploi considéré.
L'employeur est tenu d'accorder aux élus concernés, sur demande de ceux-ci, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu au présent article. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

Article L3123-3

Le temps d'absence utilisé en application des articles L. 3123-1 et L. 3123-2 ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile.

Article L3123-4

Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités d'application des articles L. 3123-2 et L. 3123-3.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Sous-section 2 : Garanties accordées dans l'exercice d'une activité professionnelle. (Articles L3123-5 à L3123-8)

Article L3123-5

Le temps d'absence prévu aux articles L. 3123-1 et L. 3123-2 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.
Aucune modification de la durée et des horaires de travail prévus par le contrat de travail ne peut, en outre, être effectuée en raison des absences intervenues en application des dispositions prévues aux articles L. 3123-1 et L.
3123-2 sans l'accord de l'élu concerné.

Article L3123-6

Aucun licenciement ni déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés en raison des absences résultant de l'application des dispositions des articles L. 3123-1 et L. 3123-2 sous peine de nullité et de dommages et intérêts au profit de l'élu.
La réintégration ou le reclassement dans l'emploi est de droit.

Article L3123-7

Le président ou les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif du conseil départemental qui, pour l'exercice de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle bénéficient, s'ils sont salariés, des dispositions des articles L.
3142-83 à L. 3142-87 du code du travail relatives aux droits des salariés élus membres de l'Assemblée nationale et du
Sénat.
Le droit à réintégration prévu à l'article L. 3142-84 du même code est maintenu aux élus mentionnés au premier alinéa du présent article jusqu'à l'expiration de deux mandats consécutifs.
L'application de l'article L. 3142-85 du code du travail prend effet à compter du deuxième renouvellement du mandat.

Article L3123-8

Les fonctionnaires régis par les titres Ier à IV du statut général de la fonction publique sont placés, sur leur demande, en position de détachement pour exercer l'un des mandats mentionnés à l'article L. 3123- 7.

Sous-section 3 : Garanties accordées à l'issue du mandat (Articles L3123-9 à L3123-9-2) Article

L3123-9

A la fin de leur mandat, les élus visés à l'article L. 3123-7 bénéficient à leur demande d'un stage de remise à niveau organisé dans l'entreprise, compte tenu notamment de l'évolution de leur poste de travail ou de celle des techniques utilisées.

Article L3123-9-1

A la fin de son mandat, tout président de conseil départemental ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, a cessé son activité professionnelle salariée a droit sur sa demande à une formation professionnelle et à un bilan de compétences dans les conditions fixées par la sixième partie du code du travail.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Lorsque l'intéressé demande à bénéficier du congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 du même code, ainsi que du congé de bilan de compétences prévu par l'article L. 6322-42 du même code, le temps passé au titre du mandat local est assimilé aux durées d'activité exigées pour l'accès à ces congés.

Article L3123-9-2

A l'occasion du renouvellement général du conseil départemental, tout président de conseil départemental ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :
– être inscrit à l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail conformément aux dispositions de l'article
L. 5411-1 du même code ;
– avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.
Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux fixés à l'article L.
3123-17, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.
L'allocation est versée pendant une période d'un an au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles pré- vues par les articles L. 2123-11-2 et L. 4135-9-2. A compter du septième mois suivant le début du verse- ment de l'allocation, le taux mentionné au quatrième alinéa est au plus égal à 40 %.
Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2. Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Section 2 : Droit à la formation (Articles L3123-10 à L3123-14)

Article L3123-10

Les membres du conseil départemental ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.
Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil départemental délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.
Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par le département est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil départemental.

Article L3123-10-1

Les membres du conseil départemental bénéficient chaque année d'un droit individuel à la formation comptabilisé en euros. Il est financé par une cotisation obligatoire dont le taux ne peut être inférieur à 1
%, prélevée sur les indemnités de fonction perçues par les membres du conseil dans les conditions pré- vues à l'article L. 1621-3.
La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l'initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l'exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l'acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l'issue du mandat lorsque l'élu n'a pas liquidé ses droits à pension au titre de son activité professionnelle.
Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de calcul, de plafonnement ainsi que de mise en œuvre du droit individuel à la formation.

Article L3123-11

Indépendamment des autorisations d'absence et du crédit d'heures prévus aux articles L. 3123-1 et L. 3123-2, les membres du conseil départemental qui ont la qualité de salarié ont droit à un congé de formation. Ce congé est fixé à dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.
Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Article L3123-12

Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement.
Les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation prévu par la pré- sente section sont compensées par le département dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.
Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil départemental en application des articles L. 3123-16 et L.
3123-17. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre du- quel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de ces dispositions.

Article L3123-13

Les dispositions des articles L. 3123-10 à L. 3123-12 ne sont pas applicables aux voyages d'études des conseils départementaux. Les délibérations relatives à ces voyages précisent leur objet, qui doit avoir un lien direct avec l'intérêt du département, ainsi que leur coût prévisionnel.

Article L3123-14

Les dispositions de la présente section ne s'appliquent que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre chargé des collectivités territoriales dans les conditions fixées à l'article L. 1221-3.

Section 3 : Indemnités des titulaires de mandats départementaux (Articles L3123-15 à L3123-19-3)

Article L3123-15

Les membres du conseil départemental reçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions une indemnité fixée par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Article L3123-15-1

Lorsque le conseil départemental est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres en application de la présente section intervient dans les trois mois suivant son installation.
Toute délibération du conseil départemental concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil départemental.

Article L3123-16

Les indemnités maximales votées par les conseils départementaux pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller départemental sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 3123-15 le barème suivant :

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

POPULATION DÉPARTEMENTALE (Habitants)	TAUX MAXIMAL (en %)
Moins de 250 000	40
De 250 000 à moins de 500 000	50
De 500 000 à moins de 1 million	60
De 1 million à moins de 1,25 million	65
1,25 million et plus	70

Dans des conditions fixées par le règlement intérieur, le montant des indemnités que le conseil départemental alloue à ses membres est modulé en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres. La réduction éventuelle de ce montant ne peut dépasser, pour chacun des membres, la moitié de l'indemnité pouvant lui être allouée en appli- cation du présent article.

Article L3123-17

L'indemnité de fonction votée par le conseil départemental pour l'exercice effectif des fonctions de président de conseil départemental est au maximum égale au terme de référence mentionné à l'article L. 3123-15, majoré de 45 %. Elle peut être majorée de 40 %, à condition que ne soit pas dépassé le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux membres du conseil départemental hors prise en compte de ladite majoration.
L'indemnité de fonction de chacun des vice-présidents ayant délégation de l'exécutif du conseil départemental est, dans les mêmes conditions, au maximum égale à l'indemnité maximale de conseiller majorée de 40 %.
L'indemnité de fonction de chacun des membres de la commission permanente du conseil départemental autres que le président et les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif est, dans les mêmes conditions, au maximum égale à l'indemnité maximale de conseiller majorée de 10 %.
Les indemnités de fonction majorées en application des deux alinéas précédents peuvent être réduites dans les conditions fixées par le dernier alinéa de l'article L. 3123-16.

Article L3123-18

Le conseiller départemental titulaire d'autres mandats électoraux ou qui siège à ce titre au conseil d'administration d'un établissement public local, du centre national de la fonction publique territoriale, au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société d'économie mixte locale ou qui préside une telle société ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire telle qu'elle est définie à l'article 1er de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement. Ce plafond s'entend déduction faite des cotisations sociales obligatoires.
Lorsqu'en application des dispositions de l'alinéa précédent, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un conseiller départemental fait l'objet d'un écrêtement, la part écrêtée est reversée au budget de la personne publique au sein de laquelle le conseiller départemental exerce le plus récemment un mandat ou une fonction.

Article L3123-19

Les membres du conseil départemental peuvent recevoir une indemnité de déplacement et le remboursement des frais de séjour qu'ils ont engagés pour prendre part aux réunions du conseil départemental, des commissions et des instances dont ils font partie ès qualités.
Les membres du conseil départemental en situation de handicap peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés et qui sont liés à l'exercice de leur mandat.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Les membres du conseil départemental peuvent bénéficier d'un remboursement par le département, sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil départemental, des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 3123-1. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.
Ils ont, en outre, droit au remboursement des frais supplémentaires de transport et de séjour pouvant résulter de l'exercice des mandats spéciaux dont ils sont chargés par le conseil départemental.
Les autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial peuvent leur être remboursées par le département sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil départemental. S'agissant des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.
Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Article L3123-19-1

Lorsque les présidents des conseils départementaux et les vice-présidents ayant reçu délégation de ceux-ci utilisent le chèque emploi-service universel prévu par l'article L. 1271-1 du code du travail pour assurer la rémunération des salariés ou des associations ou entreprises agréées chargés soit de la garde des enfants, soit de l'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile en application des articles L. 7231-1 et L. 7232-1 du même code, le conseil départemental peut accorder par délibération une aide financière en faveur des élus concernés, dans des conditions fixées par décret.
Le bénéfice du présent article ne peut se cumuler avec celui de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 3123- 19.

Article L3123-19-2

Lorsque la résidence personnelle du président du conseil départemental se situe en dehors de l'agglomération comprenant la commune chef-lieu du département et que le domaine du département comprend un logement de fonction, le conseil départemental peut fixer par délibération les modalités selon lesquelles ce logement lui est affecté.
Lorsque le domaine du département ne comporte pas un tel logement, le conseil départemental peut, par délibération, décider d'attribuer au président une indemnité de séjour, dans la limite des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat, en raison des frais qu'il a engagés pour être présent au chef-lieu du département pour assurer la gestion des affaires départementales.

Article L3123-19-2-1

Chaque année, les départements établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil départemental, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercées en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers départementaux avant l'examen du budget du département.

Article L3123-19-3

Selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le conseil départemental peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents du département lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie.
Tout autre avantage en nature fait l'objet d'une délibération nominative, qui en précise les modalités d'usage.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Section 4 : Protection sociale (Articles L3123-20 à L3123-25) Sous-section 1 : Sécurité sociale. (Articles L3123-20 à L3123-20-2)

Article L3123-20

Le temps d'absence prévu aux articles L. 3123-1 et L. 3123-2 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination du droit aux prestations sociales.

Article L3123-20-1

Lorsqu'un élu qui perçoit une indemnité de fonction et qui n'a pas interrompu toute activité professionnelle ne peut exercer effectivement ses fonctions en cas de maladie, maternité, paternité ou accident, le montant de l'indemnité de fonction qui lui est versée est au plus égal à la différence entre l'indemnité qui lui était allouée antérieurement et les indemnités journalières versées par son régime de protection sociale.
Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret.

Article L3123-20-2

Les membres du conseil départemental sont affiliés au régime général de sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale.
Les cotisations des départements et celles de l'élu sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ce dernier en application des dispositions du présent code.
Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

Sous-section 2 : Retraite. (Articles L3123-22 à L3123-25)

Article L3123-22

Les membres du conseil départemental peuvent constituer une retraite par rente à la gestion de laquelle doivent participer les élus affiliés.
La constitution de la retraite par rente incombe pour moitié à l'élu et pour moitié au département. Un décret en Conseil d'Etat fixe le plafond des taux de cotisation.

Article L3123-23

Les membres du conseil départemental sont affiliés au régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires des collectivités publiques.
Les pensions versées en exécution du présent article sont cumulables sans limitation avec toutes autres pensions ou retraites.

Article L3123-24

Les cotisations des départements et celles de leurs élus sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ces derniers en application des dispositions du présent chapitre ou de tout autre texte régissant l'indemnisation de leurs fonctions.
Les cotisations des élus ont un caractère personnel et obligatoire.

Article L3123-25

Les pensions de retraite déjà liquidées et les droits acquis avant le 30 mars 1992 des élus département taux continuent d'être honorés par les institutions et organismes auprès desquels ils ont été constitués ou auprès desquels ils ont été transférés. Les charges correspondantes sont notamment couvertes, le cas échéant, par une subvention d'équilibre versée par les collectivités concernées.
Les élus mentionnés à l'alinéa précédent, en fonction ou ayant acquis des droits à une pension de retraite avant le 30 mars 1992, peuvent continuer à cotiser à ces institutions et organismes.
Le département au sein duquel l'élu exerce son mandat contribue dans la limite prévue à l'article L. 3123- 22.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Section 5 : Responsabilité du département en cas d'accident (Articles L3123-26 à L3123-27)

Article L3123-26

Les départements sont responsables, dans les conditions prévues par l'article L. 2123-31, des accidents subis par les membres de conseils départementaux à l'occasion de l'exercice de leur fonction.

Article L3123-27

Lorsque les élus locaux mentionnés à l'article L. 3123-26 sont victimes d'un accident survenu dans l'exercice de leurs fonctions, les collectivités publiques concernées versent directement aux praticiens, pharmaciens, auxiliaires médicaux, fournisseurs ainsi qu'aux établissements le montant des prestations afférentes à cet accident calculé selon les tarifs appliqués en matière d'assurance maladie.

Section 6 : Responsabilité et protection des élus (Articles L3123-28 à L3123-29)

Article L3123-28

Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, le président du conseil départemental ou un conseiller départemental le suppléant ou ayant reçu une délégation ne peut être condamné sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.
Le département est tenu d'accorder sa protection au président du conseil départemental, au conseiller départemental le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions.

Article L3123-29

Le président du conseil départemental, les vice-présidents ou les conseillers départementaux ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par le département conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.
Le département est tenu de protéger le président du conseil départemental, les vice-présidents ou les conseillers départementaux ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.
Le département est subrogé aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élu intéressé. Il dispose en outre aux mêmes fins d'une action directe qu'il peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale.

Section 7 : Honorariat des conseillers départementaux (Article L3123-30)

Article L3123-30

L'honorariat est conféré par le représentant de l'Etat dans le département aux anciens conseillers départementaux qui ont exercé leurs fonctions électives pendant dix-huit ans au moins.
L'honorariat ne peut être refusé ou retiré par le représentant de l'Etat que si l'intéressé a fait l'objet d'une condamnation entraînant l'inéligibilité.
L'honorariat n'est assorti d'aucun avantage financier imputable sur le budget du département.

Chapitre II du CGCT en vigueur au02/08/2021

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

Annexe 2

Composition des commissions de travail du Conseil départemental de la Nièvre

Numéro Commission	Intitulé	Composition		
		Président	Membres	
1	Finances et Moyens généraux	Michel SUET	Michel Mulot Daniel Barbier Joëlle Julien Thierry Guyot Justine Guyot Eliane Desabre Patrick Bondeux Anne-Marie Chêne Jean-Luc Gauthier	Finances, RH, marches publics, juridique, informatique, contrôle de gestion, évaluation, SDIS
2	Solidarité	Maryse AUGENDRE	Jean-Paul Fallet Eliane Desabre Justine Guyot Michèle Dardant Frédéric Roy Séverine Bernard Pascale de Mauraige Véronique Khouri Anouck Camain Marie-France de Riberolles	Enfance, emploi, insertion/RSA, services à la personne, ESS, personnes âgées, personnes handicapées, lien social, développement social local, santé
3	Attractivité	Martine GAUDIN	Jean-Paul Fallet Blandine Delaporte Alain Herteloup Jocelyne Guérin Thierry Guyot Wilfried Séjeau Franck Michot Marie-France de Riberolles Jérome Malus David Verron	Aménagement du territoire, routes, transports, THD, agriculture, forêt, eau, énergie, ENS, environnement, politiques contractuelles, logement, services public, bâtiments départementaux, gestion du patrimoine, marketing territorial, tourisme, dialogue citoyen, communication
4	Émancipation	Wilfried SÉJEAU	Lionel Lécher Blandine Delaporte Martine Gaudin Stéphanie Bézé Patrice Joly Laurence Barao Christophe Deniaux Jérôme Malus Corinne Bouchard	Sport, culture, enseignement supérieur, formation, éducation, jeunesse

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

ANNEXE 2

RÉGIME INDEMNITAIRE DES CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX

L'indemnité versée aux membres de l'Assemblée départementale par référence au montant du traitement correspond à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique auquel est appliqué le taux maximum de 40 % pour les départements dont la population est inférieure à 250 000 habitants.
Cette indemnité est majorée de 10 % pour les 24 membres de la Commission Permanente et de 40 % pour les 9 Vice-Présidents.

L'indemnité de Président correspond au traitement de référence précité, majoré de 45 % comme le prévoit l'article 83 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Le tableau récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées s'établit ainsi :

Élus	Taux maxi	Indemnités brutes mensuelles maximale	Décision
Président	145% de 3801,46 €	5512,12 €	5512,12 €
Vice-Président	140% de 1520,58€	2128,81€	2128,81€
Membre de la Commission Permanente	110% de 1520,58 €	1672,64 €	1672,64 €
Conseiller départemental	40% de 3801,46€	1520,58€	1520,58€

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

ANNEXE 3

DROIT A LA FORMATION DES CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX

1/Droit à la formation

Les conseillers départementaux ont droit de suivre, à leur initiative, une formation adaptée à leurs fonctions.
Ce droit ne s'exerce que pour les formations dispensées par des organismes agréés à cet effet par le ministre chargé des collectivités territoriales.

2/Orientations

Les formations sollicitées doivent s'inscrire dans les actions liées directement à l'exercice des missions confiées à l'élu dans le cadre de son mandat de conseiller départemental ou liées aux compétences rendues nécessaires par son affectation dans certaines commissions ou par sa désignation pour représenter le Département dans un organisme extérieur.

3/Crédits ouverts

Les frais de formation pour les conseillers départementaux constituent une dépense obligatoire pour le Département.
Le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction allouées aux élus soit 159 154 euros.
Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement.

4/Modalités d'inscription et de prise en charge

4-1 Inscription

Seules les formations dispensées par les organismes de formation agréés par le ministre chargé des collectivités territoriales ouvrent droit à la prise en charge par le Département. En conséquence les conseillers départementaux remettent à l'appui de leur demande un bulletin d'inscription ou une attestation émanant de ces organismes faisant clairement apparaître leur agrément.

Après validation par le Président du Département, les services de la collectivité instruisent les demandes et procèdent aux inscriptions auprès des organismes choisis. La collectivité règle directement les droits d'inscription sur présentation d'un programme et de l'inscription des élus.

4-2 Prise en charge

La prise en charge des coûts s'opère selon les modalités suivantes :

-Adhésion aux organismes de formation :
Si les organismes sollicitent le paiement d'une adhésion pour avoir recours à leurs services, le Département prend en charge soit l'adhésion collective, soit l'adhésion individuelle.

-Coût pédagogique :
Le Département prend en charge la totalité des frais d'inscription demandés par les organismes de formation.

-Frais de séjour et de déplacement :
Les frais de séjour et de déplacement sont pris en charge suivant les modalités définies à l'article L3123-12 du code général des collectivités territoriales.

-Perte de revenu :
Les pertes de revenus subies par les conseillers départementaux pour assister aux sessions de formation sont prises en charge sur justificatif et suivant les modalités définies à l'article L3123-12 du code général des collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10393-DE

ANNEXE 4

DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DES GROUPES POLITIQUES REPRESENTES AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

Article L.3121-24 alinéas 3 et 4 CGCT:
"Dans les conditions qu'il définit, le conseil départemental peut affecter aux groupes d'élus, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et prendre en charge leur frais de documentation, de courrier et de télécommunication.
Le Président du Conseil départemental peut, dans les conditions fixées par le Conseil départemental et sur propositions des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes.
Le Conseil départemental ouvre au budget du département, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du Conseil départemental, soit 238 731 €."

Dans le cadre de l'étude des dossiers qui leur sont soumis, les groupes d'élus qui souhaitent solliciter les services compétents ne peuvent le faire qu'après accord du Président du Conseil départemental.

Chaque groupe d'élus peut solliciter les moyens suivants :

- les locaux dédiés :

Chaque groupe d'élus dispose d'un poste de travail équipé de matériel informatique par collaborateur et à minima d'un bureau par groupe.
L'usage d'un photocopieur mutualisé entre les groupes avec mise à disposition d'un code d'utilisation spécifique au groupe est également permis.

- les moyens matériels et humains dédiés au fonctionnement des groupes d'élus :

Chaque groupe d'élus dispose d'une enveloppe annuelle de 7 021 € par conseiller départemental membre du groupe.
Cette dotation couvre :
- les coûts de fonctionnement des locaux mis à disposition (chauffage, éclairage, fluides, ménage) évalués forfaitairement en fonction des mètres carrés occupés par chacun des groupes
- les salaires des collaborateurs de groupe régis selon les dispositions légales en vigueur.
- les frais de formation des collaborateurs de groupes

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

NIÈVRE le département

27 SEPTEMBRE 2021
RAPPORT N° 17

DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

-:-:-:-:-

CONSEIL DEPARTEMENTAL

-:-:-:-:-

RAPPORTEUR : M. Fabien BAZIN

DELIBERATION

OBJET : MODIFICATION DES DESIGNATIONS DES REPRESENTANTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DANS DIVERS ORGANISMES

- Fonction 0-Services généraux - Politique juridique et achat public

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL, réuni en séance publique le **27 septembre 2021** à Nevers, le quorum étant atteint,
VU le rapport n° **17** de Monsieur le Président du conseil départemental,
VU les dispositions des articles L.3121-22, L.3121-23 et L.3121-15 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la désignation des représentants du Conseil départemental au sein d'organismes extérieurs et au mode de scrutin sur les nominations,
VU la délibération n°1 du 1er juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil départemental,
VU l'avis de la commission Finances et Moyens Généraux,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **DE RAPPORTER** les délibérations des 19 et 23 juillet 2021 relatives à la désignation des représentants du Conseil départemental de la Nièvre dans les commissions, organismes et autres instances pour les structures déjà répertoriées et présentées en annexe,

- **DE DESIGNER** les conseillers départementaux, tels que figurant dans les annexes jointes, comme représentants du Conseil départemental de la Nièvre dans les commissions et organismes concernés,

- **DE DONNER DELEGATION** à la Commission Permanente pour les désignations concernées,

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental de la Nièvre à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

ADOPTÉ à l'unanimité

Délibération publiée le 22 octobre 2021

Le Président du conseil départemental,



Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

NIÈVRE
le département

DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE DANS LES COMMISSIONS, ORGANISMES ET AUTRES INSTANCES

Séance du 27 septembre 2021

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

COMMISSION REGIONALE DE LA FORÊT ET DU BOIS

1 Titulaire :	**1 Suppléant :**
Blandine DELAPORTE	Jocelyne GUERIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

M. le Président du Conseil Départemental, Président ou son représentant : Daniel BARBIER

5 Titulaires	**5 Suppléants**
Eliane DESABRE	Alain HERTELOUP
Michel MULOT	Joëlle JULIEN
Blandine DELAPORTE	Stéphanie BEZE
Anouck CAMAIN	Jérôme MALUS
Christophe DENIAUX	Laurence BARAO

Avec voix délibérative :
- 1 représentant des Associations de Consommateurs
- 2 représentants des Associations oeuvrant dans le secteur d'activités concerné

Ces représentants d'associations seront précisément désignés par la Commission permanente en fonction du secteur d'activités concerné dans le dossier présenté

Avec voix consultative :
- Le Payeur départemental ou son représentant,
- Le Directeur départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ou son représentant

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (CAUE)

4 Titulaires :

Jean-Paul FALLET

Wilfried SEJEAU

Blandine DELAPORTE

Marie-France DE RIBEROLLES

+ Maire de Champvert : Daniel CAILLOT
et Commune de LURCY-LE-BOURG : Jacques LEGRAIN

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

AGORA – RESTAURANT INTER-ADMINISTRATIF

3 Titulaires :	**3 Suppléants :**
Joëlle JULIEN	Céline DELLA-SUDDA (Directrice Ressources Humaines)
Anne-Marie CHENE	Régis MEGROT (Directeur Général Adjoint Administration Ressources
François KARINTHI Directeur Général des Services	Nadine MOLVOT (Chargée de mission)

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE DEPARTEMENTALE CONCERNANT LES ASSISTANTS MATERNELS ET LES ASSISTANTS FAMILIAUX

Le Président ou son représentant : Michèle DARDANT

+ 1 Titulaire : Justine GUYOT

et 1 suppléant : David VERRON

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA MADEF

3 Titulaires :

Michèle DARDANT

Justine GUYOT

Anne-Marie CHENE

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

COMMISSION CONSULTATIVE GENS DU VOYAGE

Le président ou son représentant : Justine GUYOT

4 titulaires :	**4 Suppléants :**
Maryse AUGENDRE	Wilfried SEJEAU
Eliane DESABRE	Lionel LECHER
Stéphanie BEZE	Martine GAUDIN
Jérôme MALUS	Laurence BARAO

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI DES BERTRANGES

Présidé par l'élu représentant le Département dont relève la collectivité territoriale habilitée pour l'expérimentation

1 Titulaire :

Claude BALAND

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
Reçu en préfecture le 22/10/2021
Affiché le
ID : 058-225800010-20210927-2021_10391-DE

COMITE DU MASSIF CENTRAL

1 Titulaire :	**1 Suppléant :**
Jocelyne GUERIN	Patrice JOLY